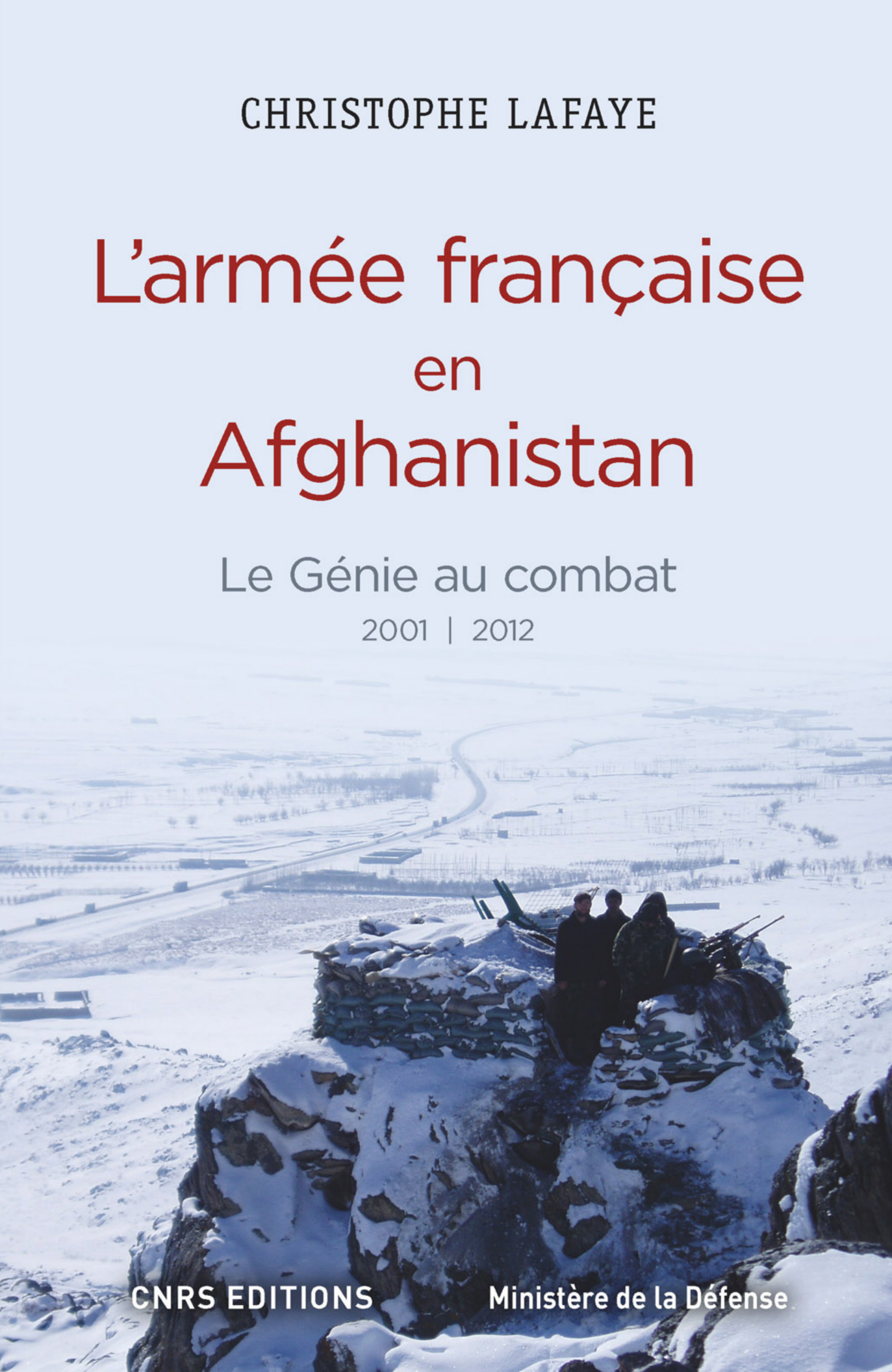
CHRISTOPHE LAFAYE

L'armée française en Afghanistan

Le Génie au combat

2001 | 2012



CNRS EDITIONS

Ministère de la Défense

Christophe Lafaye

L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFGHANISTAN : LE GÉNIE AU COMBAT (2001-2012)

À l'origine des opérations de contre-insurrection du XXIe siècle

Préface du général Jean-Louis Georgelin, ancien CEMA (2006-2010)

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

L’armée française en Afghanistan

Le Génie au combat. 2001-2012

L’Afghanistan marque pour l’armée française le retour des combats de haute intensité. Entre 2001 et 2014, 70 000 militaires s’y rendent, faisant de ce théâtre d’opérations un véritable creuset pour une nouvelle génération du feu après celle de la guerre d’Algérie.

La compréhension de ce conflit se révèle indispensable pour appréhender les nouveaux défis qui attendent une armée de Terre en pleine mutation. Pour le Génie, cette opération signe le retour au premier plan des savoir-faire liés aux opérations de contre-guérilla. Dès 2003, les talibans utilisent des engins explosifs improvisés pour faire peser une menace lourde sur les troupes déployées au sol. Le Génie se dote d’une chaîne complète de moyens pour lutter contre ces bombes artisanales, responsables de plus de la moitié des pertes de la coalition occidentale.

Un ouvrage décisif pour comprendre l’engagement français en Afghanistan, au plus près du terrain.

Christophe Lafaye est docteur en histoire de l'université d'Aix-Marseille et chercheur associé au CHERPA (Centre de recherche de Sciences Po Aix). Il est également officier de réserve de l'Armée de terre.

Prix d'histoire militaire 2014-2015

Ouvrage publié sous la direction de Guy Stavridès

Cet ouvrage est coédité avec le ministère de la Défense, secrétariat général pour l'administration, direction de la mémoire, du patrimoine et des archives.

© CNRS Éditions / DMPA-ministère de la Défense, Paris, 2016

ISBN : 978-2-271-09224-3

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Pour Angéline, Adrien et Jeanne

À la mémoire de tous les soldats, de tous grades et de toutes origines,
qui ont lutté ensemble et qui sont tombés en Afghanistan.

« À qui appartiennent les soldats morts au combat ? Sont-ils d'abord des individus privés, dont la mémoire relève en priorité [...] de leurs familles, voire de leur régiment ? Ou bien sont-ils des soldats français, partie intégrante de la Nation, qui a des devoirs mais aussi des droits à leurs égards ? Si ces jeunes ont été tués en Afghanistan, ce n'était pas dans leur guerre mais dans la nôtre. Le fait qu'ils soient engagés volontaires ne change rien à l'affaire. Ils ne sont pas mercenaires grassement payés par une société militaire privée. Ce sont de jeunes Français qui ont choisi de servir leur pays. Et c'est un gouvernement légitime, démocratiquement élu, qui les a envoyés là-bas combattre au nom de la France, et, donc des citoyens de ce pays. Leurs armes sont celles que nous leur avons confiées, après les avoir achetées avec le produit de nos impôts. Ils ne sont pas là-bas à titre privé. S'attaquer à eux, ce n'est pas s'attaquer à des individus, c'est s'attaquer à un pays, le nôtre en l'occurrence. Renoncer à cette idée, c'est renoncer à toute idée de la chose publique et du destin commun ».

Jean-Dominique Merchet

TABLE

Couverture

Titre

Présentation de l’éditeur

Copyright

Préface – Général (2S) Jean-Louis Georgelin, Grand Chancelier de l’Ordre de la Légion d’Honneur, ancien chef d’état-major des armées (CEMA)

Avant-propos – Lieutenant-colonel Remy Porte Officier référent « Histoire » pour l’armée de Terre DELPAT / EMAT

Ouverture – À l’heure du départ : la guerre civile continue…

Introduction

L’arme du génie : un acteur fondamental du combat

L’Afghanistan : un pays de forts contrastes et de contraintes

Une géographie humaine et culturelle riche mais très complexe

L’histoire de l’Afghanistan : les racines du conflit contemporain

Le cadre légal international : les fondements de l’intervention en Afghanistan

La France et l’engrenage de l’intervention en Afghanistan

Les zones d’ombre de la guerre contre le terrorisme

Les étapes de l’engagement occidental en Afghanistan

Chapitre premier - De la stabilisation à l’imposition de la paix (2001-2007)

De l’opération Héraclès à l’opération Pamir (2001-2002)

Du retour des taliban à la fin de l’extension de la FIAS (2003-2006)

Les années charnières (2006-2007)

Chapitre II - De l’imposition de la paix à la contre-insurrection (juin 2008-novembre 2009)

Le processus d’adaptation de l’armée française à la lutte contre-guérilla

Le temps des expérimentations tactiques (décembre 2008-novembre 2009)

Chapitre III - De la contre-insurrection au retrait (2009-2012)

La mission et l’organisation de la brigade Lafayette

Les taliban en Kapisa et Surobi : état des lieux en novembre 2009

Le premier mandat de la brigade Lafayette : les Task Force Black Rock et Altor

Le durcissement des opérations : les Task Force Bison et Hermès

La guerre sans fards : les Battle Group Richelieu et Allobroges

La rupture de l’été 2011 : les mandats des Battle Group Raptor et Quinze-Deux

La préparation du transfert de responsabilité : les Battle Group Picardie et Tiger II

Le retrait : les Battle Group Wild Geese et Acier

Conclusion

Annexes

Notes

Liste des abréviations

Bibliographie

Chronologie des opérations militaires (2001-2012)

Index

PRÉFACE

Général (2S) Jean-Louis Georgelin, Grand Chancelier de l’Ordre de la Légion d’Honneur, ancien chef d’état-major des armées (CEMA)

Selon l’adage « la guerre est un accélérateur de l’histoire ». L’ouvrage de Christophe Lafaye tendrait à vérifier cet aphorisme. Sa thèse, en effet, est que les combats, parfois menés en haute intensité par l’arme du génie français en Afghanistan, ont initié les opérations de contre-insurrection en ce début de XXIe siècle. Le fracas des armes précipitant les avancées, le génie entre 2001 et 2012 aurait revitalisé et réactualisé cette approche définie par la maxime « gagner les cœurs et les esprits » qui vise à obtenir le soutien de la population. Elle fut déjà théorisée de façon inédite sous la définition de « guerre contre-révolutionnaire » par l’armée française en Algérie il y a plus de cinquante

ans. Celle-ci est donc de nouveau novatrice et Christophe Lafaye le démontre fort à propos.

Les situations de guerre agiraient également comme un « bain révélateur », faisant apparaître au grand jour ce qui existait de façon latente ou ce qui n'était pas forcement visible pour les profanes. S'il faut au moins un siècle à l'histoire pour lui permettre de faire émerger quelques vérités, tout l'intérêt de « l'histoire immédiate » est que les chercheurs ont un possible accès aux sources mêmes que sont les acteurs et les témoins directs des faits étudiés. L'auteur est donc venu interroger celui qui fut le chef d'état-major particulier du président de la République de 2002 à 2006, puis le chef d'état-major des armées jusqu'en 2010. La période d'exercice de ces fonctions couvre donc l'essentiel de la phase qui nous intéresse. La pratique pendant une presque décennie de tous les conseils de défense et conseils restreints, qui sont les deux moteurs de la politique militaire en France, permet de pouvoir dire ce qu'ont été les choses dans leur réalité. La connaissance fine et éprouvée du processus décisionnel concernant l'engagement en Afghanistan autorise l'expertise que l'historien est venu chercher.

Un ancien CEMA est-il néanmoins le mieux placé pour s'exprimer sur cette thèse soutenue par l'auteur ? Peut-il être entendu sans risquer d'être accusé de plaidoyer « *pro domo* » ?

L'historien serait-il plus juste ? Sans doute, car lui seul possède le temps – qui est la matière première de toute activité humaine – pour l'étude nécessaire des textes, des livres, des mémoires et des événements. Encore faut-il qu'il

ne se laisse pas trop égarer par l'exploitation des mémoires car, selon l'adage « ce sont les charrettes vides qui font le plus de bruit ».

Faut-il demander aux conseillers civils ? La réponse sera intelligente, documentée, brillante, rigoureuse mais peut-être risque-t-elle d'être trop imprégnée du tropisme particulier à l'égard des militaires qui consiste à réduire au strict nécessaire la participation de leurs chefs aux décisions concernant les armées.

Finalement, la réponse juste est évidemment dans le croisement de ces trois approches. La recherche de la vérité est un exercice trop difficile, trop contraignant pour être laissé à un seul homme.

Christophe Lafaye a le mérite d'avoir mis en lumière les hésitations avant 2006 qui ont précédé l'adoption de ce que les américains appellent la « COIN ». Dès lors, nous sommes passés à une autre dimension de l'engagement en Afghanistan en faisant sortir les Français de Kaboul pour mener de véritables opérations de guerre. Aux diverses phases de ruptures politico-militaire, l'arme du génie fut alors, autant que possible, en première ligne afin de protéger la force et la sûreté des voies de communication dont le célèbre « axe Vermont » en Kapisa. Pour cela, la dotation en nouveaux matériels perçus par les sapeurs a été déterminante, dans un périmètre budgétaire pourtant particulièrement contraint. Cette adaptation proverbiale de l'armée française lui a permis de conserver son indépendance stratégique et sa liberté d'action.

Ce travail scientifique considérable ainsi que la personnalité de l'auteur sont une illustration de ce que peut

être l’interaction nécessaire entre l’Université et l’Armée. Historien et officier de réserve, ses travaux bénéficient de son expérience militaire et de son immiscion en corps de troupe. Dans un mouvement de retour, Christophe Lafaye est la synthèse du sapeur et du chercheur dont l’étude fait progresser la pensée militaire. En impliquant les autres témoins directs que sont les soldats qui ont combattu en Afghanistan en leur donnant la parole, l’auteur a le mérite de participer à cette œuvre de raisonnement et en appelle à l’intelligence. Car cet ouvrage interpelle les forces armées : les militaires ont le devoir d’être des hommes de réflexion et ils ne peuvent se contenter d’être seulement des techniciens et des opérationnels. La culture qu’ils doivent avoir, c’est la maîtrise totale des composants de l’outil de défense. Et cela passe par ce type de lecture, car le savoir est le terreau sur lequel se fonde le caractère qui permettra de résister à la pression de l’environnement. Pleinement imbriquées dans notre sujet, les décisions politiques sont de fait indexées sur l’émotion suscitée dans l’opinion publique par des opérations parfois meurtrières : « Quatre gazettes hostiles font plus de mal que 100 000 soldats en campagne » estimait Napoléon. En politique ce qui est nécessaire doit se montrer efficace. Le travail de l’auteur doit être salué pour ce qu’il induit en progrès de rayonnement de notre armée.

Les militaires ont le devoir de réinvestir le combat intellectuel sur les affaires de défense. Leur réelle influence est là. Et le réarmement intellectuel induit qu’il faille écrire. Le rayonnement passe par la conquête de l’intelligence. Et ce, en tenant compte de la sociologie, des mutations

technologiques, du travail de persuasion auprès des médias et donc de l'opinion publique, mais aussi des leçons de l'histoire dans le droit fil de ce travail modèle.

Au seuil de cet ouvrage, il faut donc remercier Christophe Lafaye qui est un pionnier au double sens du terme. Il faut tout autant rendre hommage au lieutenant-colonel Rémy Porte, seul militaire d'active à posséder une habilitation à diriger les recherches doctorales en histoire, qui a su guider les recherches de l'auteur, parmi les premiers à s'engager dans l'histoire à peine close qu'ont connues nos armes au « royaume de l'insolence ».

AVANT-PROPOS

Lieutenant-colonel Remy Porte
Officier référent « Histoire » pour l’armée de Terre
DELPAT / EMAT

Lorsque j’ai rencontré pour la première fois Christophe Lafaye, j’ai été immédiatement intéressé par son projet de recherche, la cohérence de sa démarche, sa rigoureuse méthodologie et sa volonté de mieux comprendre les engagements récents et actuels des armées françaises. Dans le cadre des recherches entreprises pour la rédaction de sa thèse, dont ce livre est issu, il a non seulement rassemblé une impressionnante documentation technique et institutionnelle, nationale comme alliée, mais il a également conduit près d’une centaine d’entretiens avec des acteurs de tous grades des événements, du chef d’état-major des armées au sapeur en passant par les différents niveaux de mise en œuvre et de commandement de la force projetée. Soutenue avec brio dans les délais impartis (avec

les félicitations à l'unanimité du jury), primée comme meilleure thèse d'histoire par le ministère de la Défense, cette étude exemplaire constitue d'une part une première dans le monde académique pour ce qui concerne l'étude des opérations extérieures et elle apporte d'autre part une contribution indispensable à notre connaissance de l'arme du génie, tout en nous faisant réfléchir aux questions essentielles de la transmission des savoir-faire et des savoir-être.

Depuis 2014 et la clôture du théâtre afghan, les armées françaises et en particulier l'armée de Terre restent engagées sur différents théâtres d'opérations à un niveau particulièrement élevé. Il en résulte qu'au-delà des aspects historiques et mémoriaux liés à ces campagnes (n'oublions jamais que les soldats d'aujourd'hui écrivent ce qui sera demain notre histoire commune), conserver la connaissance des réflexions et des doctrines, des expériences et des savoir-faire acquis à l'occasion de ces opérations revêt une importance essentielle. Si l'histoire dans le temps long des engagements de la France et l'étude des différentes campagnes constituent indiscutablement le socle de références à partir duquel peuvent à la fois être fortifiées les compétences tactiques, la réflexion stratégique et la force morale, l'histoire immédiate n'en est pas moins importante dans ces mêmes domaines. Cette histoire militaire opérationnelle, qui s'appuie sur les documents officiels complétés par les témoignages des acteurs, constitue un chantier qu'il nous faut davantage investir. Pourquoi et comment nos soldats ont-ils engagé et mené à bien les missions qui leur ont été confiées ? Quelles ont été les

difficultés rencontrées ? Ont-elles été surmontées ? Peut-on en tirer à court et/ou moyen terme des enseignements pour les opérations en cours ou à venir ?

Le livre de Christophe Lafaye vient ainsi à point pour nous présenter par l'exemple tout l'intérêt qu'il y a à littéralement « décortiquer » une opération à peine terminée. Il offre par ailleurs l'intérêt supplémentaire de mettre en relief le rôle d'une arme traditionnellement minoritaire – en effectif – dans les engagements militaires, bien que tous les commandants en chef aient souligné son importance. Or, on observe dans tous les conflits du xx^{e} siècle, qu'il s'agisse des deux guerres mondiales, des conflits de la décolonisation comme des campagnes ultérieures[1], que le génie est fréquemment sous-dimensionné, que ses équipements initiaux doivent souvent être renouvelés ou modernisés dans l'urgence, que les sapeurs pratiquent de façon extensive le « système D à la française ».

En dressant un tableau précis, riche et documenté des évolutions de son arme au cours d'une campagne d'une douzaine d'années, en ayant toujours soin de replacer les évènements dans leur contexte, Christophe Lafaye permet aux lecteurs d'appréhender cette campagne d'Afghanistan à plusieurs niveaux. Au niveau politico-militaire et stratégique, les différentes phases sont bien identifiées et définies. À l'échelle du théâtre des opérations, les déploiements successifs sont précisés et la chronologie des relèves et des combats bien restituée. Au plan tactique – et presque technique –, il sait mettre en relief les conséquences pour les troupes au sol des actions des

Taliban aussi bien que celles des décisions des échelons de commandement supérieur. Il signale objectivement les difficultés rencontrées, mais souligne aussi les capacités d'adaptation des hommes sur le terrain et démontre toute l'importance du processus de retour d'expérience.

Dans un environnement de plus en plus instable et troublé, la connaissance, la maîtrise des savoir-faire, la compréhension du monde dans sa réalité complexe, en un mot la formation, est un véritable enjeu stratégique. Si les entreprises les plus performantes investissent autant en R&D (recherche et développement), pourquoi les armées, et l'armée de Terre qui constitue l'immense majorité des effectifs sur le terrain en particulier, ne devrait-elle pas consentir un effort accru à l'instruction (initiale et complémentaire, foncière et adaptée) de son personnel ? Pourquoi faudrait-il considérer comme inévitable une éventuelle – difficile – remontée en puissance lors d'une prochaine crise après avoir « oublié » certains savoir-faire ?

Au-delà du sujet particulier du génie en Afghanistan, cœur et justification de ce livre utile à tous ceux qui s'intéressent aux engagements extérieurs d'aujourd'hui, l'ouvrage de Christophe Lafaye nous conduit également à réfléchir plus largement à l'évolution de notre outil militaire et – *a minima* – au maintien de compétences d'autant plus vitales qu'elles ne sont souvent détenues que par quelques poignées d'hommes. Il nous invite également, de façon discrète mais constante, à travers le cas particulier de questions propres à une spécialité ou à une subdivision d'arme, à nous interroger à tous les niveaux de la hiérarchie sur la question de la transmission de qualités fondatrices de

l’état militaire. Le soldat n’est pas, et ne peut pas être, qu’un « technicien » : porteur des couleurs de la France dans les environnements les plus conflictuels, il témoigne aussi par son attitude, son comportement, ses décisions, de valeurs propres. Les sapeurs, habitués à agir en petits détachements au bénéfice et en complémentarité étroite avec les unités de combat, les connaissent bien : le sens de la mission, le respect de l’autre, le courage éventuellement porté au sacrifice, l’intelligence de situation et la capacité d’initiative adaptée, la camaraderie.

La lecture de ce livre n’en est donc que plus importante, pour les militaires eux-mêmes, mais aussi pour les cadres dirigeants du pays qui ont à effectuer les choix budgétaires et d’équipement.

OUVERTURE

À l’heure du départ : la guerre civile continue…

En Afghanistan, l’année 2014 s’avère être la plus meurtrière depuis que l’Organisation des Nations unies (ONU[1]) procède au décompte des pertes civiles sur son sol, avec 10 548 victimes recensées, tuées ou blessées. Synonyme de fin de mission pour la Force Internationale d’Assistance et de Sécurité (FIAS) sous mandat de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN), elle s’apparente plutôt à celle de l’intensification des combats. L’instabilité politique consécutive à l’élection présidentielle et au départ des Occidentaux replonge le pays dans des heures sombres. Dans le préambule du rapport annuel de la Mission d’Assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), Nicolas Haysom, représentant du secrétaire général de l’ONU à Kaboul, implore les parties à la retenue : « *Le bilan est extrêmement lourd pour les civils afghans. Les obus de mortiers, les engins explosifs improvisés, les combats et les attentats ont tué, mutilé et ruiné des vies humaines, à une échelle inconnue jusqu’alors. Les milliers*

d'enfants afghans, de femmes et d'hommes tués ou blessés en 2014 viennent souligner l'échec des mesures visant à les protéger. Toutes les parties en conflit devraient faire de la protection des civils leur première priorité conformément aux valeurs qu'elles déclarent défendre[2] ». Selon ce rapport, les taliban sont à l'origine de 72 % des victimes, bien loin des 10 % attribuées aux forces de sécurité afghanes, avec une hausse des pertes chez les femmes et les enfants (32 % du total soit 1 012 tués et 2 371 blessés). L'Armée Nationale Afghane (ANA), formée et équipée par les forces de l'OTAN, dont l'effectif théorique s'élève à 350 000 hommes, doit désormais assurer seule la défense du pouvoir en place à Kaboul. Selon le gouvernement afghan, 13 700 policiers et militaires locaux ont été tués depuis 2001 dans des opérations de sécurité ainsi que 3 485 soldats de l'OTAN. Les forces de sécurité ont payé un lourd tribut pour permettre à l'Afghanistan de connaître enfin la paix. À l'heure du retrait, malgré les sacrifices consentis par l'armée française durant treize années, une simple vérité s'impose : la guerre civile est loin d'être achevée au Pays de l'Insolence[3].

L'armée française est présente au cœur des opérations militaires en Afghanistan depuis 2001. Simple mission de stabilisation d'un pays en sortie de conflit, conduite dans la lignée de celles menées dans les Balkans ou en Afrique durant les années 1990, l'opération « Pamir » se mue progressivement en opération de guerre à partir des années 2006-2007. Les soldats français participent aux combats intenses menés contre les taliban jusqu'à la fin de l'année 2012. Leurs deux dernières années de présence sont

marquées par l'accélération de leur désengagement, la transmission de leurs emprises aux autorités afghanes et la fin officielle de leur mission le 31 décembre 2014. Cette présence de treize ans en Asie centrale, qui a vu la jeune armée professionnelle se confronter de manière régulière aux « feux » de son adversaire[4], a concerné environ 70 000 militaires français[5] des armées de terre, de l'air et de la marine, constituant selon le Pr Jean-Charles Jauffret « *la dernière génération du feu à l'échelle d'une armée de métier, après celle de la guerre d'Algérie*[6] ». Quatre-vingt-neuf soldats ont payé de leur vie leur engagement sur cette terre lointaine et plus de mille deux cents autres, blessés dans leur chair et leur esprit, conserveront longtemps les stigmates des combats[7].

Extrait d'une thèse de doctorat soutenue le mercredi 29 janvier 2014 à l'école militaire à Paris, lauréate du Prix d'histoire militaire 2014 et félicitée dans le cadre du Prix de L'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (IHEDN), cet ouvrage propose un aperçu de treize années d'engagements de l'armée française en Afghanistan. Travail critique en histoire immédiate, il souligne l'urgence pour les historiens du très contemporain – à l'heure du tout numérique – de constituer les sources qui permettront de retracer le vécu des combattants. Il témoigne d'une histoire en cours d'écriture, qui appelle son auteur à la modestie. À l'heure où les armes françaises tonnent en Afrique contre les réseaux terroristes djihadistes, il faut étudier et tirer toutes les leçons de ce conflit si important dans l'histoire contemporaine des armées. L'Afghanistan, où l'armée française se confronte sans doute à ce qui se fait de mieux

au monde en matière de guérillero montagnard, constitue le laboratoire de ses méthodes de combat actuelles. Ce théâtre d’opération marque le retour de la contre-insurrection dans ses doctrines. Enfin, il nous semble fondamental que les citoyens puissent connaître comment l’armée française est employée en son nom et comment se battent les soldats de la République.

Introduction

Dans son allocution du vendredi 21 décembre 2012 depuis le Palais de l'Élysée, le président de la République, François Hollande, déclare aux militaires et responsables politiques présents : « *Je vous dis donc à vous tous : "mission accomplie". Je vous dis aussi "action exemplaire"… Aujourd'hui la France peut être fière de son armée pour ce qu'elle a fait en Afghanistan et aussi pour le retrait de nos troupes : réussite exemplaire, de qualité, de courage, de dévouement et je voulais ici vous rendre hommage. Merci*[1] ». Par ces quelques mots, le président de la République, élu depuis quelques mois, vient de clore un chapitre important de l'engagement de l'armée française en Afghanistan. La France, qui maintient pendant treize ans des troupes en Afghanistan, met officiellement fin à ses opérations de combat le 31 décembre 2012. Les attaques du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, et plus particulièrement celle qui aboutit à la destruction des tours jumelles du *World Trade Center* à New York, se trouvent à l'origine de son déploiement. C'est l'acte fondateur de « guerre contre le terrorisme[2] » initiée par George Walker Bush, 43e Président américain. Dès le début du mois

d’octobre 2001, le gouvernement de l’Émirat Islamique d’Afghanistan dirigé par les taliban est dans la ligne de mire du texan. Les États-Unis veulent répliquer. L’engrenage est lancé. Accusés d’héberger et de protéger les responsables de ces attentats au premier rang duquel figure Oussama Ben Laden, ils sont sommés de livrer les coupables sans conditions. Devant leur refus, le pays devient la cible de l’opération *Liberté Immuable* (*« Liberté Immuable »*). L’Afghanistan, pays apparu dans le paysage médiatique européen et nord-américain à partir du 25 décembre 1979 – date de l’intervention soviétique – revient sous les feux de l’actualité. Suite aux accords de Bonn du 5 décembre 2001, concluant une victoire partielle des Américains et de leurs alliés sur le terrain face au taliban, une coalition multinationale est créée pour aider à reconstruire le pays : la Force Internationale d’Assistance et de Sécurité (FIAS). L’Afghanistan est exsangue, aux prises avec une longue guerre civile. Beaucoup d’observateurs internationaux voudraient voir dans la victoire rapide contre les taliban le signe d’un retour définitif de la paix. Quatorze années se sont écoulées et cet espoir est déçu. Au contraire même, le nouveau chapitre d’une lutte qui peine à trouver sa fin vient de s’ouvrir.

L’arme du génie : un acteur fondamental du combat

Pour l’armée française, l’Afghanistan constitue un temps de redécouverte des opérations de guerre en terrain

montagneux. Elle constitue la matrice de son adaptation aux conditions de la lutte contre les insurrections du XXIe siècle usant des tactiques de guérilla et du terrorisme. Toutes les composantes l'armée de terre (infanterie, arme blindée cavalerie, artillerie, génie, transmission, train, matériel, aviation légère de l'armée de terre, service de santé) sont marquées à divers degrés par cet engagement exigeant. Pour comprendre cette adaptation, nous avons choisi de porter notre regard sur l'arme du génie qui demeure, depuis son origine, une actrice importante des combats.

Le maréchal Sébastien Le Prestre de Vauban (1633-1707), ingénieur du roi Louis XIV, est le véritable père de cette arme. Il est à l'origine de la création du corps des ingénieurs militaires en 1690 ainsi que de l'adoption de la lourde cuirasse et du pot-en-tête qui deviennent leur moyen de protection. Abandonné durant la seconde moitié du XIXe siècle, cet attribut demeure emblématique du génie[3]. L'ordonnance du roi du 31 décembre 1776 créé le corps royal du génie. Ce changement d'appellation est fondamental car l'ingénieur n'était jusque-là qu'un conseiller du chef militaire sur le terrain. Le titre d'officier lui permet d'exercer un commandement en toute circonstance. Les unités de sapeurs et de mineurs qui apparaissent à partir de 1671 sont rattachées définitivement au génie par le décret du 14 décembre 1793. Les sapeurs se distinguent sur les champs de bataille lors des conquêtes napoléoniennes, comme durant le siège de Dantzig qui capitule le 24 mai 1807. Le 26 novembre 1812, les ponts jetés sur la Bérézina par les sapeurs du général Eblé

permettent son franchissement aux survivants de la Grande armée qui échappent ainsi à la destruction totale en Russie. Les premiers régiments apparaissent en 1814. Le génie joue un grand rôle durant la constitution de l'empire colonial français puis lors de la Première Guerre Mondiale. Plus proche de nous, son action est déterminante dans la réussite des grandes opérations amphibies qui assurèrent le succès de la campagne pour la libération de l'Europe, lors de la Seconde Guerre mondiale. Savante et rustique à la fois[4], cette arme d'appui reste méconnue. Fidèle à sa devise « Parfois détruire, souvent construire, toujours servir », le génie remplit des missions variées, qui vont du combat au service direct des populations[5], le prédisposant sans doute à jouer un rôle important en situation de contre insurrection. À l'heure où l'armée de terre se modernise grâce à la mise en dotation d'équipements de haute technologie, le monde militaire et universitaire semble redécouvrir son intérêt[6].

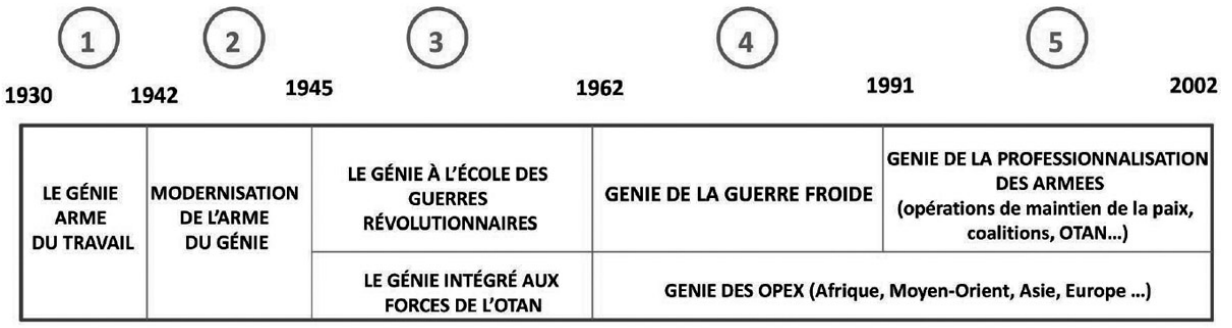


Figure 1 – Frise chronologique de l'évolution du génie contemporain (1930-2002)

Son histoire contemporaine peut être divisée en cinq grandes phases. Entre 1930 et 1945, le génie connaît de grands bouleversements. Il passe du statut d'arme du travail ou d'arrêt, à celui plus moderne, d'arme d'appui du mouvement et de l'équipement du champ de bataille. Largement mécanisée, elle est tout à fait apte à affronter les défis d'un conflit conventionnel en Europe. Entre 1945 et 1962, le génie découvre en Extrême-Orient et en Afrique du Nord, des nouvelles facettes de son action liées aux conflits de contre-guérilla. Ces guerres permettent de développer et d'approfondir des savoir-faire spécifiques (lutte contre les engins explosifs improvisés, opérations de fouilles de caches, de grottes, ouverture d'itinéraires…). Son rôle d'arme, à l'interface entre le politique et le militaire, sort conforté de ces expériences. Les techniques et tactiques propres aux conflits conventionnels ne sont pas perdues puisque la France contribue alors au bouclier continental mis en place en Europe de l'Ouest par l'OTAN face au Pacte de Varsovie. Entre 1962 à 1991, le génie est absorbé par la guerre froide, qui le fige sous une posture défensive où la dissuasion nucléaire joue un grand rôle. Mécanisé, en garde face à l'Est, il s'appuie sur la conscription pour fournir ses effectifs. À cette époque, les savoir-faire propres à la contre-guérilla ne disparaissent pas complètement. Des unités professionnalisées les entretiennent dans le cadre d'opérations extérieures partout dans le monde. À partir de 1983 et de la création de la Force d'Action Rapide (FAR), seul un petit nombre d'unités sont concernées. Après la guerre du Golfe – moment de surprise stratégique où le génie redécouvre les opérations offensives dans les conflits

conventionnels – et la dissolution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), cette arme se prépare à connaître la professionnalisation de ses effectifs. La première conséquence est l'élargissement des opérations extérieures à tous les régiments et à la constitution de savoir-faire spécifiques liés aux opérations de maintien de la paix qui se superposent à ceux déjà existants. Le génie, comme l'ensemble de l'armée française, intervient dans le cadre de coalitions internationales, sous forme de corps expéditionnaires, et débute l'uniformisation de ses procédures et de son matériel, selon les formats OTAN. À l'aube des années 2000, le génie est une composante de l'armée de terre employée soit dans le cadre d'opérations de combat (ou de coercition de forces), soit dans des opérations de maintien de la paix (ou de maîtrise de la violence). Son rôle général au combat est de contribuer « *à la liberté d'action des forces amies en appuyant en particulier leurs actions de combat décisives et en réduisant la capacité de manœuvre adverse*[7] ». Si l'opération vise à restaurer la paix, son rôle va être principalement de protéger la force déployée sur le théâtre et participer à la reconstruction. Cette arme d'appui comporte encore trois composantes principales : combat, sécurité et infrastructure. La première est chargée de l'appui des grandes unités au combat ou en intervention (les régiments). La deuxième s'occupe des missions de sécurité civile et de protection des personnes et des biens (sapeurs pompiers de Paris, sécurité civile). La troisième composante s'occupe de la gestion du domaine militaire ; de la création, de l'entretien et de la réparation de l'infrastructure de

l’armée de terre, de la gendarmerie et d’une partie de celle des autres armées ; de l’élaboration et l’exécution des plans de défense notamment en préparant des conventions avec les entreprises civiles. Elle participe aux opérations extérieures (le service du génie). Cette organisation connaît des bouleversements suite aux réformes continues de l’armée de terre au début des années 2000. Le nombre de formations du génie diminue durant les années 1990 et en 2010. Le service des infrastructures devient une compétence interarmées (moyens mutualisés pour les armées de terre, de l’air et de la marine) avec la création du Service d’Infrastructure de la Défense (SID) en 2005. C’est dans ce cadre mouvant que l’arme du génie connaît une expérience opérationnelle fondatrice, qui débute par la découverte d’un pays rude à la géographie singulière, qui possède une histoire riche mais tragique dans son développement contemporain.

L’Afghanistan : un pays de forts contrastes et de contraintes

L’Afghanistan est un pays de forts contrastes. Carrefour au cœur de l’Asie centrale, il possède une nature majestueuse mais hostile à l’homme. Cet espace est dominé par le massif de l’*Hindou Kouch*[8]*,* prolongement de la chaîne de l’Himalaya, qui marque de son empreinte singulière le paysage. Il culmine à 7 486 mètres au sommet de la montagne *Noshak* située dans le corridor de Wakhan (région du Pamir). Kaboul, la capitale, est située à 1 790

mètres d’altitude. L’Afghanistan est un territoire dont la genèse mythique révèle la singularité : « *Lorsqu’Allah eut créé le reste du monde, il vit qu’il restait encore une grande quantité de rebuts, de morceaux dépareillés qui n’allaient nulle part. Alors il les ramassa et les jeta sur la terre. Ils devinrent l’Afghanistan*[9] ».

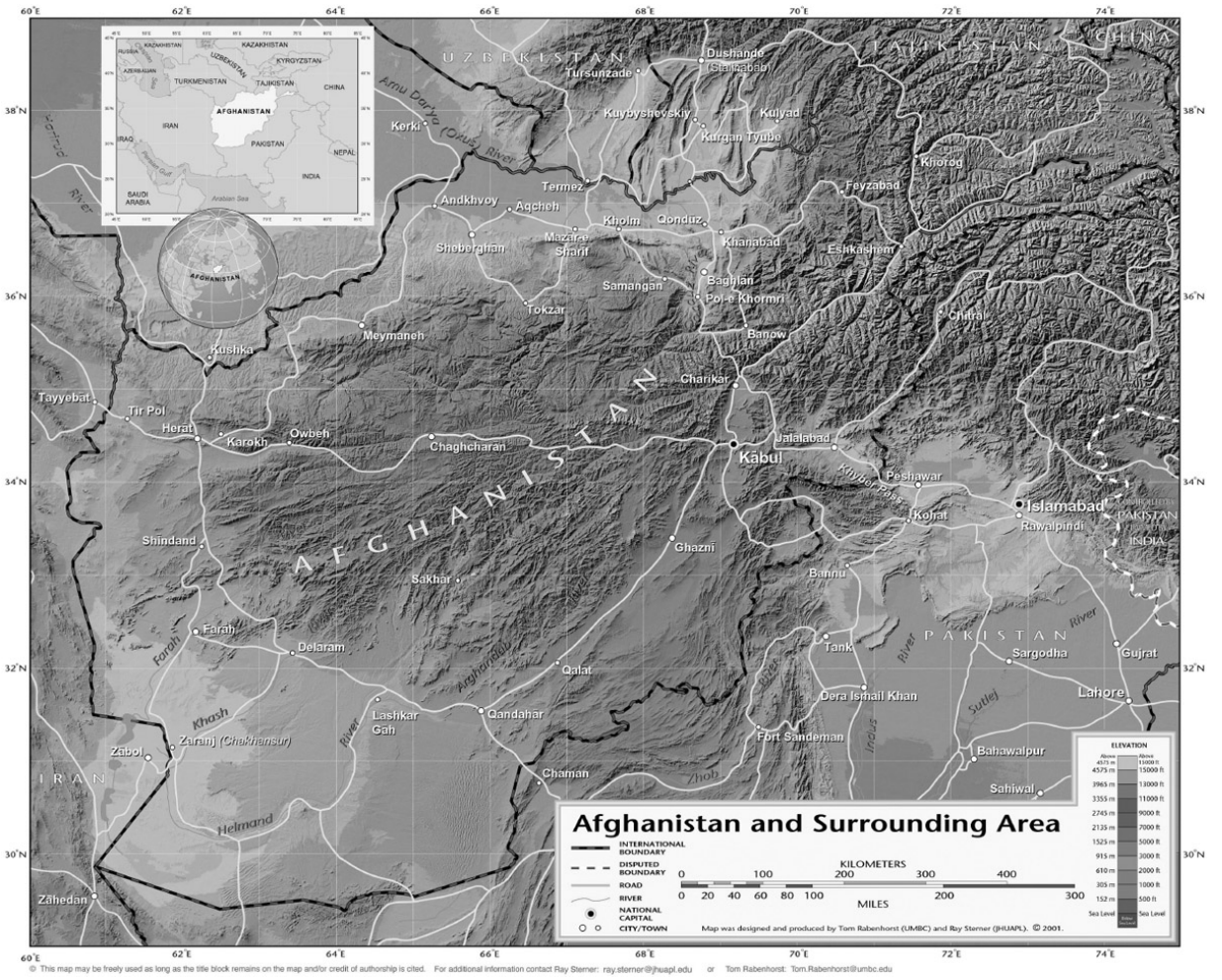


Figure 2 – Carte de l’Afghanistan (crédit : Tom Rabenhorst / Ray Sterner)

L’essentiel de ce pays est constitué de montagnes majestueuses mais pelées ou couvertes de neiges éternelles, entrecoupées de vallées arides sauf si elles bénéficient d’un apport d’eau. « *Le climat, la montagne et les gens sont rudes. […] Les Afghans se concentrent dans les villes et les vallées irriguées (sept pour cent de terres arables seulement[10])* ». Le territoire afghan occupe une surface de 647 000 kilomètres carrés, soit 20 % de plus que le territoire métropolitain français. La moitié de cette superficie est occupée par de hauts plateaux et d’imposants massifs montagneux. Il s’étend sur 1 000 kilomètres d’ouest en est et sur 1 300 kilomètres du sud-ouest au nord-est. Ce pays peut être découpé en quatre zones géographiques. Le centre et le nord-est où se concentre le massif de l’*Hindou Kouch* dont les contreforts se situent à l’est et à l’ouest, le nord qui détient les seules plaines fertiles du pays et le sud-ouest constitué de plaines arides. « *Cette barrière cyclopéenne sépare l’Afghanistan du Nord et du Sud. Ces deux régions sont reliées par le col de Salang à près de quatre mille mètres d’altitude, par lequel passe la route Kaboul-Kunduz, tandis que, plus à l’est, à l’extrémité de la haute vallée du Panshir, le col d’Anjuman, culminant à près de cinq mille mètres, fait communiquer par une simple piste la capitale avec le nord-est du pays*[11] ». La plus grande partie du pays se situe dans une altitude comprise entre 300 et 3 000 mètres, avec l’*Hindou Kouch* comme noyau central. Situé sur l’ancienne route de la soie, à la confluence de la péninsule indienne, de l’Asie centrale et du Moyen-Orient, l’Afghanistan possède 5 591 kilomètres de frontières difficilement contrôlables qui touchent six pays : le Pakistan,

l'Iran, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Chine[12]. Son importance n'a échappé à aucun empire depuis l'Antiquité. Même si la barrière montagneuse qui le traverse d'ouest en est rend la circulation malaisée, l'Afghanistan est une voie terrestre importante. Elle relie le sous-continent indien à l'Asie centrale en contournant le massif de l'Himalaya par l'ouest[13]. Un regard sur la carte laisse tout de suite apparaître l'importance des cols de montages (ou passes), des tunnels et des ponts. Cette densité montagneuse offre une barrière naturelle et une position stratégique favorable au combat en montagne et aux opérations de guérilla. De création récente (1747), l'Afghanistan n'a vu ses contours se stabiliser que de manière arbitraire entre les années 1880 et 1893. La « ligne Durand[14] » fixe alors sa frontière avec les Indes britanniques[15]. Celles avec la Russie et l'Iran sont arrêtées respectivement en 1896 et 1903. Historiquement, les limites de ce pays illustrent son rôle d'État tampon entre l'Empire britannique et la Russie (« Le Grand Jeu[16] »). Ce fait est illustré par l'isthme insolite, long de trois cents kilomètres sur vingt à soixante-dix kilomètres, formant la partie nord-est du pays : « *Ce bras de montagne peu peuplé qui relie la chaîne du Pamir à celle de l'Hindou Kouch s'appelle le Warkhan. […] Les Anglais l'imposèrent à l'émir d'Afghanistan afin d'assurer une zone tampon étroite entre les Indes et la Russie*[17] ». Ce tracé définit la frontière commune avec la Chine. L'Afghanistan est soumis à un rude climat continental. Il est marqué par des amplitudes thermiques importantes (près de soixante degrés Celsius), très éprouvantes pour un organisme européen. Les hivers

peuvent être froids et humides avec des températures de vingt degrés au-dessous de zéro et les étés chauds et poussiéreux, avec quarante degrés en moyenne dans le pays[18]. L'ensemble du pays n'est pas soumis au gel. Dans les zones de plus faible altitude comme à Jalalabad, le climat est bien plus doux. Le réseau hydrographique du pays est marqué par l'importance de l'*Hindou Kouch* qui agit comme un véritable château d'eau. L'*Amou Daria* prend sa source dans le Pamir qui grossit ensuite grâce à d'autres rivières comme la Kolcha, l'Andarâb, la Balkh et la Kunduz. Dans la région de Koh-i-baba se forment le Farâh Rod, l'Helmand et l'Arghandâh. Sur les hauteurs qui entourent Kaboul, le Logar, la Kaboul, le Panshir et la Kounar convergent vers la vallée encaissée où la Kaboul irrigue la ville de Jalalabad. Le réseau hydrologique du pays est en « toile d'araignée ». Il dépend essentiellement de la pluviométrie annuelle et de la fonte des neiges. Depuis les années 1950, les gouvernements afghans successifs se sont lancés dans des grands travaux pour canaliser, retenir puis répartir les alimentations pluviales. Le barrage de Surobi[19] témoigne encore de ces efforts soutenus. Malheureusement pour les populations, « *le système hydrographique a été laminé par le conflit soviéto-afghan. […] [P]lus de 80 % de ce réseau aurait été détruit durant ce tragique épisode*[20] ». Le regroupement et les activités humaines sont marqués par l'omniprésence des reliefs, la rareté des terres cultivables, et un climat continental se caractérisant par de fortes amplitudes thermiques et des besoins en eau importants. Cet ensemble de données marque les hommes,

la définition de leurs lieux de vie ainsi que leurs activités économiques.

Les Afghans, bien que rudes et endurants, ont évité de s'installer dans les grandes montagnes. Ils ont construit leurs habitations dans les vallées où se trouve l'eau. En conséquence, les principales cités ont été construites sur les piémonts et dans les grandes vallées du pays, en cercle autour des montagnes centrales. Dans le sens des aiguilles d'une montre, nous trouvons donc les villes de Kaboul, de Kandahar, d'Herat, de Mazar-e-Charif et de Kunduz. Elles sont toutes reliées par une route circulaire dont le contrôle permet la libre circulation dans l'ensemble du pays. L'Afghanistan serait peuplé de 31,1 millions d'habitants[21] en 2013, soit une densité de 41 habitants au kilomètre carré[22]. La capitale, Kaboul, concentre plus de trois millions d'habitants. Elle est très inégalement répartie : 77 % des Afghans vivent dans les campagnes et 23 % dans les villes. En 2009, le pays se classait à la 181^{e} place sur 182 pays pour l'indice de développement humain[23]. Malgré les progrès apportés par l'aide internationale, le taux de mortalité infantile demeure important (11 % de décès à la naissance). L'Afghanistan est un des pays les plus pauvres et les plus rudes de la planète. Selon les services secrets américains, le taux d'alphabétisation est de 28 % en 2013 et l'espérance de vie atteint en moyenne cinquante ans[24]. L'Afghanistan est un pays relativement jeune qui croît rapidement (2,25 % de taux de croissance annuel). L'essentiel de sa population (64 %) a moins de vingt-cinq ans.

Sa pyramide des âges laisse apparaître une base très forte (les jeunes de zéro à quatorze ans représentent 42,6 % de la population) avec une rapide décroissance de population dès que l’on avance dans les âges (les individus de cinquante-cinq ans ou plus représentent 6,3 % du total de la population). Elle illustre parfaitement les pertes en vies humaines générées par trente années de guerres ininterrompues mais aussi l’espérance de vie diminuée par un mauvais accès aux soins. Les maladies les plus répandues sont liées à la qualité de l’eau ou de la nourriture (hépatites, fièvre typhoïde, diarrhées), aux insectes (paludisme) et animaux sauvages (rage). Des cas de grippe aviaire ont été aussi diagnostiqués. En majorité rurale, ce pays semble encore devoir développer des projets de santé primaires en direction

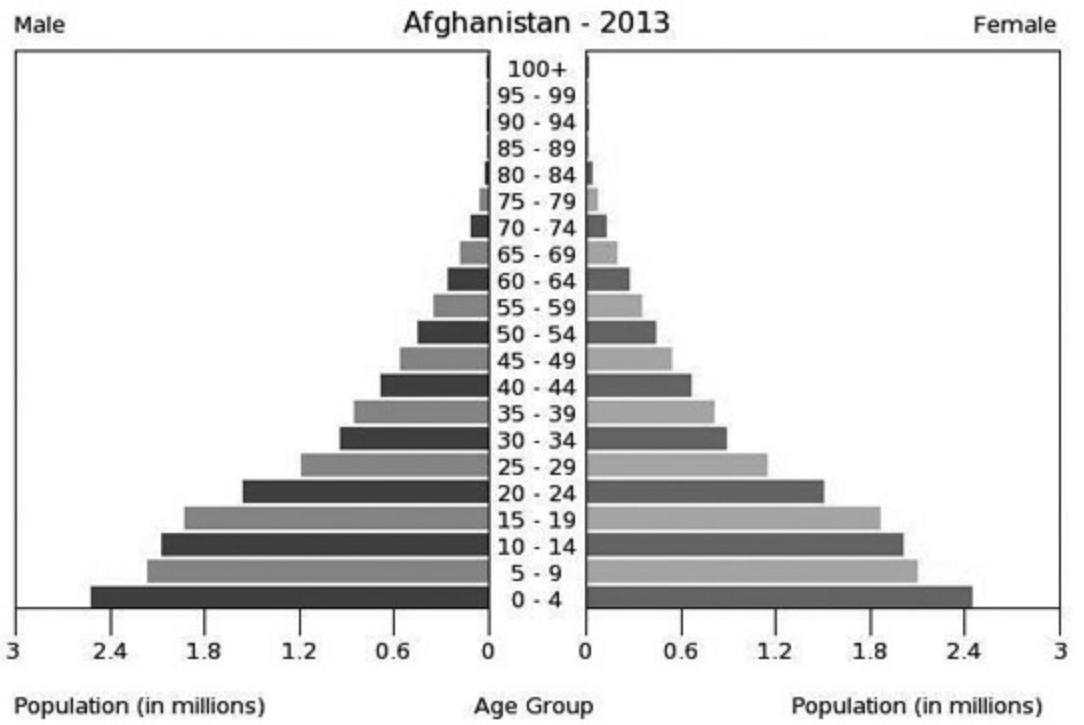


Figure 4 – Pyramide des âges de l'Afghanistan en 2013 (source : services secrets américains)

de ses populations[25]. Une étude statistique rapide laisse aussi apparaître la dure condition de vie des femmes. Ayant un accès à l'éducation moins important que les hommes (12,6 % seulement savent lire et écrire sur un total de 28 % de la population totale), elles donnent naissance en moyenne à 5,54 enfants par femme et l'âge moyen du premier accouchement est de vingt ans. Le taux de décès des mères à l'accouchement est de 460 morts pour 100 000 naissances. Malgré tout, elles vivent trois années de plus que les hommes (quarante-huit ans pour les hommes et cinquante et un ans pour les femmes). Les enfants ont aussi

des conditions de vie difficiles. Selon les données de l'UNICEF, 10,3 % des enfants de tous sexes travaillent[26].

L'essentiel de l'activité économique est dédié à l'agriculture et à l'élevage, qui emploient 80 % de la population. Il est difficile après plus de trente années de guerre, de disposer d'un tableau complet et fiable de ces activités puisque « *tous les efforts fournis depuis le début du xx^e siècle* », note le Pr Nahavandhi, « *ont été anéantis par les conflits que le pays vit depuis 1979*[27] ». Avec la présence de la communauté internationale et ses subsides, une économie artificielle fait vivre des familles entières. « *Les activités de construction, de transport et la fourniture de services et de sécurité ont créé une espèce de bulle économique* », relève-t-elle. « *Le retrait des troupes occidentales provoquera immanquablement une contraction de cette bulle qui se repliera sur ses fondamentaux, en particulier une économie rurale peu productive (en dehors de la production de l'opium qui est une très grande réussite sur le plan économique*[28]*)* ». L'agriculture nationale demeure encore largement manuelle. L'Afghanistan possède peu de terres fertiles. Elles sont divisées en deux catégories. Les terres irriguées reposent sur un système d'irrigation complexe[29] dont l'entretien est assuré par les villageois. Leur rendement est de 30 à 40 kilogrammes de blé récolté pour un kilogramme de semence. Les terres de cultures sèches ont un rendement plus aléatoire car dépendant de la pluviométrie. Les bonnes récoltes dépendent de l'organisation sociale des villages et de leurs infrastructures, victimes en premier lieu des guerres successives[30]. Beaucoup d'Afghans ont grandi dans les

camps de réfugiés du Pakistan et ne maîtrisent plus les techniques agricoles nécessaires pour survivre. Pendant longtemps, le blé est resté la culture dominante en Afghanistan[31], même si les terres irriguées permettaient aussi de cultiver l'orge, le maïs, le lin, le sésame, les pois, la luzerne ou les trèfles. La région de Kunduz, où l'eau est abondante, était favorable à la culture du riz. Son climat et la nature des sols permettaient de produire du raisin, des prunes, des pommes, des poires, des grenades, des abricots, des pêches, des figues, des noix ou des amandes et même du vin. Les mûriers étaient plantés pour l'élevage des vers à soie. Une culture industrielle du coton[32] s'était développée dans les années 1970, autour de Kunduz, de Baghlân et de Mazar-e-Charif. Les guerres successives ont ruiné le secteur agricole, arrêté les exportations et relancé la culture du pavot. L'exportation de l'opium constitue une source de revenus pour les producteurs ainsi que pour les trafiquants. Facile à faire pousser, elle diminue la part consacrée aux cultures alimentaires. L'Afghanistan est obligé d'importer des denrées pour son marché intérieur et doit faire face à une insécurité alimentaire. L'élevage demeure au cœur de la vie villageoise : « *les besoins familiaux nécessitent quelques poules et le rêve de posséder une vache qui donne aujourd'hui du lait et demain un veau qui sera vendu à la boucherie [...]. Le développement bovin est d'autant plus important que dans les régions montagneuses, les bœufs de labour sont irremplaçables*[33] ». Cependant, l'élevage ovin est le plus fidèle ambassadeur de la production agricole afghane à l'étranger. La laine d'astrakan[34] possède une renommée

mondiale. Parallèlement à cela, la surexploitation des terres et les ressources limitées en eau de qualité provoquent une dégradation des sols. « *L'hostilité de la terre se ressent aussi par les multiples calamités naturelles qui accablent l'Afghanistan*[35] ». Le pays est en proie aux sécheresses, inondations et tremblements de terre[36]. La sécheresse de l'an 2000 a détruit quatre cinquièmes de l'élevage dans le sud du pays. L'artisanat du tapis reste une activité notable.

Le sous-sol de l'Afghanistan renferme d'importantes richesses. Le gaz naturel constitue le véritable enjeu économique du sous-sol afghan. Les réserves sont volumineuses. Elles pourraient représenter à terme une réserve de devises importante pour le développement du pays[37]. En outre, le sous-sol afghan contient du cuivre[38], de l'or, du charbon, du marbre, du chrome, du plomb, du zinc, de l'aluminium, du tungstène mais aussi des pierres précieuses (émeraudes, saphirs, rubis) et semi-précieuses (lapis-lazulis). Cette richesse minérale pourrait très bien, elle aussi, rapporter de nombreuses devises étrangères[39]. Ces matières premières demeurent encore de nos jours, largement sous-exploitées. Nécessitant de lourds investissements en infrastructures, cette industrialisation du pays est immanquablement ralentie par la guerre. « *Aujourd'hui* », souligne le Pr Nahavandhi, « *on estime que le secteur minier ne participe que de 1 % au PIB du pays. Il faudrait entre dix et vingt ans d'investissements et une paix durable pour que la situation puisse se modifier* ». Malgré des contraintes physiques, l'Afghanistan possède des atouts économiques pour bâtir son modèle de développement. La possession de ces richesses (terres cultivables, mines,

eau…) semble être un des moteurs des guerres à répétition que connaît le pays[40]. Cet environnement naturel et ces activités ont un impact sur les mentalités et les comportements des Afghans. Les reliefs montagneux ont poussé les gens à vivre dans des vallées isolées les unes des autres. Cette situation favorise l'émergence de microsociétés cloisonnées et généralement autosuffisantes. La dureté du climat a forgé un peuple rude et résistant. La diversité ethnique importante du pays développe un sentiment de farouche indépendance. « *La défense de sa terre, de sa vallée, de sa culture, de son particularisme, de son indépendance est un moteur toujours très vivant de la mentalité afghane*[41] ». Cette diversité humaine constitue une richesse culturelle pour l'Afghanistan mais aussi un frein puissant à l'émergence d'un réel sentiment national.

Une géographie humaine et culturelle riche mais très complexe

L'Afghanistan est situé à l'intersection de trois aires culturelles : iranienne, indienne et turque. Chacune fait porter son empreinte sur le territoire. Pays de passage, il se caractérise par sa diversité culturelle et ethnique. L'Ouest est sous influence persane, l'Est plus proche du sous-continent indien tandis que le Nord-Est culturellement lié aux steppes d'Asie centrale. Même si les langues officielles sont le Pachto et le Dari, il est difficile de parler d'une «

culture afghane ». Les seuls ferments d'unité qui se manifestent majoritairement dans ce pays, semblent être l'appartenance religieuse à l'Islam et le rejet de toute occupation étrangère. Un premier découpage de l'Afghanistan peut se dessiner à partir du maillage administratif. Le pays est constitué de trente-trois provinces, elles-mêmes subdivisées en districts, dont les gouverneurs sont nommés par l'État. Chaque district est composé de villages ayant eux-mêmes leur organisation interne reposant sur les notables locaux (dont l'Imam). Les aires culturelles occupées par les différentes ethnies transcendent les limites administratives. Les groupes ethniques afghans sont composés majoritairement de Pashtouns (42 %) de Tadjiks (27 %), d'Hazaras (9 %), d'Ouzbeks (9 %), d'Aïmaks (4 %) de Turkmènes (3 %) et de Balouchs (2 %[42]). Les principales langues utilisées sont le Dari (parlé par 50 % de la population) et le Pashto (35 %). D'autres langues existent comme celle d'origine turque parlée par 11 % de la population (majoritairement les Ouzbeks et les Turkmènes) mais plus d'une trentaine de dialectes (dont le Baloche et la Pashai). Les Pashtouns sont une ethnie d'origine indo-européenne établie à la fois au Pakistan[43] et en Afghanistan. C'est le principal groupe culturel du pays – douze millions d'individus – qui lui a donné son nom (Pashtouns se dit Afghan en persan). Ils peuvent être nomades ou sédentaires. Ils sont divisés en plusieurs clans et tribus, parfois en concurrence. La tribu des Duranis s'oppose à celle des Ghilzaîs pour la conquête du pouvoir central en Afghanistan. « *Le Pashtoun est un seigneur qui aime les armes, la chasse, les gilets brodés, le*

faste et la fidélité[44] ». Combattant redoutable, le premier roi d'Afghanistan, Ahmad Chah Dourrani, fut choisi dans ses rangs en 1747. « *L'unité de la nation doit être [...] comprise comme une confédération de tribus pashtouns, unies autour de leurs chefs et de leurs assemblées, les jirga*[45] ». Il est indéniable que cette ethnie, qui est à la source de l'État moderne afghan veut, continuer à exercer le pouvoir et à le conserver. Le mode de vie de leur communauté est encadré par un code d'honneur, le *Pashtounwali*, ensemble de règles de vie (respect, honneur, hospitalité, vengeance, vendetta), de comportement (obligation de courage, solidarité) et de justice (toute offense ou crime a une compensation). Bien que musulmans, les Pashtouns continuent de suivre ce code traditionnel pour régler leurs différends. Le système tribal Pashtoun est organisé à partir des assemblées traditionnelles, les *jirga* : assemblées familiales, villageoises, de clans et de tribus. Au sommet de cette pyramide se trouve la *Loya jirga* qui prend des décisions pour tout le groupe[46]. Même si l'histoire de ce pays est très marquée par les intérêts ethniques et tribaux, cette appartenance n'est pas le seul cadre de solidarité interpersonnel. Chaque ethnie est divisée en confédérations tribales, tribus et clans qui se superposent aux découpages ethniques. Les identités collectives sont plurielles et savent aussi se chevaucher, comme l'illustre le principe de solidarité concentrique du *Qown* : « *chaque individu est composé d'une multitude d'identités, en fonction de son histoire. Le Qown est justement le moment où ces identités sont actualisées dans un réseau de solidarité*[47] ». Chaque Afghan est membre de l'Umma (la communauté des

croyants de l'Islam), puis les cercles de solidarité se réduisent sur une origine géographique, une pratique professionnelle, religieuse, ethnique… Ces réseaux de soutien peuvent se manifester différemment en fonction du contexte. Il est bien difficile pour un observateur étranger de démêler les fils complexes des réseaux interpersonnels. Alors que la religion est l'élément central de la vie des Afghans – la croyance est naturelle et jamais remise en question –, les pratiques de l'Islam ne sont pas uniformes.

Le pays a été islamisé entre le milieu du VII^e^ siècle et la fin du IX^e^ siècle. Auparavant, les religions étaient principalement hindoues, zoroastriennes et bouddhistes. Au X^e^ siècle, il ne subsiste en Afghanistan que quelques poches non converties à l'Islam dont le « kafiristan » devenu « Nuristan » après sa conversion tardive au XIX^e^ siècle. Quelques pratiques religieuses minoritaires demeurent (sikhs, hindous, chrétiens, communauté zoroastrienne). Des divisions internes à l'Islam afghan sont présentes sur ce territoire. Elles se caractérisent par une quadruple opposition entre Islam traditionnel, chiisme, fondamentalisme musulman et Islam des taliban. L'Afghanistan actuel est à 80 % sunnite[48]. Il s'agit d'un Islam traditionnel de type hanafite[49]. Considérée comme la plus libérale, cette interprétation a su s'adapter à l'organisation tribale afghane, en compensant le manque de hiérarchie et de centralisation du pouvoir. Le rôle traditionnel dévolu aux ulémas, théologiens sunnites de l'Islam, est de s'assurer que le pouvoir central ne prenait pas de décisions contraires à ses valeurs. Ces religieux n'ont pas vocation à exercer un pouvoir politique, même s'ils ont

su s'opposer au pouvoir central de Kaboul tout au long de l'histoire mouvementée de leur pays. Une partie de ces élites était formée dans les centres religieux indiens à Deoband[50]. L'Afghanistan est une terre où le soufisme[51] s'est beaucoup développé. Les trois ordres traditionnels y sont présents : la *Naqchabandiyya*, la *Qaderiyya* et la *Cheshtiyya*. Le chiisme[52], pour sa part, regroupe 19 % des croyants. Il est pratiqué par les Hazaras ainsi que par quelques communautés Tadjiks. Les Pashtouns, eux, sont de solides défenseurs de l'interprétation sunnite.

La montée en puissance du fondamentalisme en Afghanistan, compris comme courant politique et religieux, s'effectue dans la même temporalité que celle de son développement au Pakistan. Sa vision est simple. L'Islam pour être moteur de l'histoire moderne doit être purifié de ses scories et revenir à la pratique des premières communautés musulmanes[53]. Cette interprétation séduit beaucoup les milieux étudiants issus des classes moyennes qui se sentent bloqués dans leur ascension sociale dans l'Afghanistan des années 1970[54]. Elle commence alors à se diffuser dans la société. Les fondamentalistes afghans sont influencés par la doctrine des Frères Musulmans[55] et du Pakistanais Maududi[56]. Plus politique que théologique, « *la doctrine fondamentaliste diffuse un message simple, complet, reposant sur la réalisation de la société musulmane parfaite dictée par la charia, la loi coranique, mais intégrant des éléments issus de l'occident comme la science moderne*[57] ». Les principaux chefs de file de ce courant prospèrent durant la lutte contre les Soviétiques. Réfugiés au Pakistan, ils reçoivent d'importants soutiens

étrangers dont celui des Américains. Ce courant de pensée politico-religieux diffère de celui des taliban qui est une forme extrême de la mouvance Deobandi. Il se nourrit aussi de la doctrine Wahabite[58] et de certains aspects du *Pashtoun Wali*. Le tout génère un Islam austère, purifié, où la stricte application de la charia est la règle. Les taliban puisent leurs forces vives dans les millions de réfugiés afghans qui se sont installés dans les zones tribales pakistanaises. D'origine Pashtoun, les jeunes suivent les enseignements des écoles coraniques (madrasa) du *Jamiat Ulema Islami* (JUI), dont la madrasa *Dar Ulum Haqqania* qui forme la future direction des taliban. Les madrasas du JUI proposent gratuitement aux jeunes des camps de réfugiés, « *un toit, un couvert, un enseignement religieux et militaire*[59] ». C'est sur cette base que va se bâtir le mouvement Taliban, qui émerge à la faveur des combats fratricides opposant les factions Moudjahidines après le départ des Soviétiques au début des années 1990. Ces géographies physiques et humaines singulières et complexes renvoient le pays vers sa longue histoire et les combats sanglants qui l'émaillent. Ces rapports de force se développent dans un long processus de construction d'un État, que les guerres contemporaines ont mis à mal. Pays carrefour, l'Afghanistan est au cœur d'enjeux géopolitiques, que les autochtones ont toujours su instrumentaliser dans leurs luttes fratricides.

L’histoire de l’Afghanistan : les racines du conflit contemporain

Entre l’Antiquité et la période moderne, l’histoire de l’Afghanistan est liée à celle de l’Iran. Ce pays constitue les marches orientales des Empires perses qui se succèdent jusqu’à la conquête arabe. L’isolement des massifs montagneux a vu naître des civilisations originales dont celle du royaume gréco-bactrien qui mêla les influences hellénistique, perse et indienne jusqu’au début de l’ère chrétienne. L’Afghanistan connut ensuite une histoire troublée entre les conquêtes arabo-musulmanes, l’émiettement féodal, les invasions turques et mongoles. Au XVI^{e} siècle, ce territoire est divisé en trois sphères culturelles, correspondant à celles de l’Afghanistan contemporain. Nous trouvons à l’ouest l’Empire perse Safamide, au nord les Khans ouzbeks et à l’est le berceau de l’Empire mongol qui s’étend vers l’Inde, dont Kaboul est la capitale. Aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles, les tribus pashtouns s’étendent vers l’ouest puis largement vers l’Iran avant de se replier vers les montagnes afghanes. En 1747, le premier réel État monarchique est fondé par Ahmad Shah Durrani. Il repose sur la prise de pouvoir des Pashtouns de la tribu Durrani. Acte de naissance de l’État afghan moderne, il se construit par la domination d’une ethnie sur les autres, consacrant pour de longues années la question de sa légitimité. Elle s’articule autour de trois questions récurrentes : la peur de l’instrumentalisation étrangère, une opposition entre société traditionnelle des campagnes et État central réformateur et

crainte d'une « Pashtounisation » de la population afghane. Au cours de sa brève histoire institutionnelle, l'État central semble accepté que lorsqu'il ne se mêle pas des affaires internes des ethnies et des tribus. Les puissances étrangères, à travers ce que les commentateurs occidentaux ont appelé « Le Grand jeu », en définissent les frontières. Le jeune royaume afghan se trouve vite pris au piège de la lutte d'influence qui se joue aux XIX^{e} et XX^{e} siècles entre l'Empire russe et la Grande-Bretagne. Les Anglais cherchent à créer une zone tampon avec la Russie. L'Afghanistan devient une zone de confrontation. Les guerres anglo-afghanes se succèdent à l'avantage des premiers, jusqu'au règne d'Amanullah Khan (1919-1929). Roi progressiste, il rêve de changer la société. Il permet au pays de recouvrer sa pleine indépendance après une courte guerre en 1919 contre les Britanniques qui se clôt par le traité de Rawalpindi le 8 août 1919[60]. Le roi se lance dans de profondes réformes de société qui se heurtent à une insurrection tribale qui conduit à sa chute en 1929. Pendant neuf mois, le pays va être alors dirigé par un roi, Tadjik Habidullah Ghazi, qui est exécuté par le général Nadir, un Pashtoun, qui prend le pouvoir. Son fils, Mohammed Zaher Chah, lui succède jusqu'à l'abolition de la monarchie (1933-1973). Son puissant Premier ministre, le prince Daoud, exerce la réalité du pouvoir jusqu'à son écartement du pouvoir en 1963. Sous son auspice sont entrepris une prise de distance avec le Pakistan et un rapprochement avec l'URSS (le parti communiste afghan est fondé en 1965 et son influence sur l'armée se fait ressentir de plus en plus[61]). En 1964, le pays se dote d'une Constitution mais la

monarchie doit faire face à une grande famine (1972) et des scandales de corruption qui provoquent des troubles internes importants. Cette période se ponctue par un coup d'État en 1973 du prince Daoud, qui fonde une République afghane. Le régime devient vite autoritaire et tente de s'éloigner de l'URSS pour se rapprocher des monarchies pétrolières arabes. Il provoque un coup d'État d'inspiration communiste en avril 1978. Le prince Daoud est assassiné comme une grande partie de sa famille. Le Parti populaire d'Afghanistan, dirigé par Muhammad Taraki, met en place des réformes sociales qui heurtent la société traditionnelle. De nombreuses révoltes éclatent dans les campagnes et les défections au sein de l'armée sont de plus en plus nombreuses. En 1979, Taraki est écarté du pouvoir par Hafizullah Amin, qui souhaite rompre l'alignement avec Moscou. Fin décembre 1979, l'armée rouge est officiellement appelée à l'aide. Tandis que la quarantième division de l'armée rouge pénètre en Afghanistan, Amin est exécuté et Babrak Karmal prend le pouvoir.

L'armée rouge contrôle les principaux axes du pays (l'Afghanistan utile). Mais elle fait face à une insurrection qui commence à se structurer : les Moudjahidines. Il s'ensuit une longue guerre. Les résistants afghans reçoivent une assistance étrangère depuis le Pakistan, qui en profite pour prendre de nouveau une place sur l'échiquier afghan. Les Moudjahidines se structurent en trois composantes principales : « *Le Hezb-e-Islami du Pashtoun Gulbuddin Hekmatyar, le Hezb-i Wahdat des Hazaras et le Jamat-i-Islami du Tadjik Ahmed Shah Massoud*[62] ». L'année 1986 constitue le virage de cette guerre violente, qui marque

profondément la société afghane : « *L'occupant soviétique [...] a engendré un sentiment de rejet unanime dans la population, mais il a aussi bouleversé toutes les données sociales, faussé le jeu politique intérieur, déplacé et durci les tensions nationales : les remises en question tragiquement nécessaires de la civilisation afghane ont été ajournées pour expulser l'ennemi commun [...]. Il est certain que l'intervention soviétique [...] a violemment détourné l'évolution normale d'une société indépendante*[63] ». Face à la résistance de plus en plus efficace des Moudjahidines, Karmal est démis de ses fonctions au profit de Mohammad Najibullah. C'est à ce moment que débutent les négociations afin de mettre fin à cette guerre : l'URSS cherche à sortir du guêpier afghan. En parallèle de ces démarches, débutent les premières livraisons de missiles antiaériens fournis par les Américains et les Britanniques. Le transit de ses armes stratégiques par le Pakistan est profitable aux factions les plus fondamentalistes des Moudjahiddines. Les pourparlers de Genève avec les États-Unis aboutissent en février 1988 par l'annonce du retrait de l'armée rouge qui sera effectif un an plus tard[64]. Après le départ de ses alliés, le régime afghan de Najibullah se maintient encore trois années, en partie à cause des tensions entre différents groupes de Moudjahidines qui réapparaissent dès la disparition de l'ennemi commun. En avril 1992, Kaboul tombe dans les mains des rebelles. Loin de ramener la paix, cet événement lance une guerre civile entre factions rivales. Les chefs moudjahidines perdent ce titre pour celui de « seigneurs de la guerre ». Ils se partagent de larges fiefs dans tout le pays à l'image du

général Dostom à Mazar-e-Chariff ou d'Ismaël Khan à Hérat. Ils bénéficient tous de l'appui de puissances étrangères qui défendent leurs intérêts sur le sol afghan. Les luttes fratricides opposant les Tadjiks Rabbani et Massoud au Pashtoun Hekmatyar, soutenu par les services secrets pakistanais, aboutissent au siège et à la destruction de Kaboul[65]. L'opium et les trafics financent la guerre. Entre 1992 et 1994, l'Afghanistan se trouve en pleine anarchie et sa population laissée en proie aux exactions et aux privations. À ce moment-là, émerge dans la région de Kandahar un mouvement d'étudiants en religion, les taliban. Mouvement politico-religieux fondé par le mollah Omar, les soldats de cette nouvelle armée proviennent en majorité de l'ethnie Pashtoune. Ils font partie de ces populations réfugiées dans les zones tribales du Pakistan suite à l'invasion soviétique. L'objectif de ce mouvement est de lutter contre les violences commises par des hommes armés incontrôlables devenus bandits de grands chemins et de rétablir une forme d'État. « *Les taliban, par leur application stricte de la Charia [...] et l'application d'une justice expéditive, améliorent sensiblement la sécurité des zones qui passent sous leur contrôle. C'est grâce à cela qu'ils bénéficient du soutien de la population*[66] ». Avec l'appui du Pakistan, les taliban se lancent dans la reconquête de l'Afghanistan entre 1994 et 1996. En 1996, la chute de Kaboul chasse les adversaires des taliban, au premier rang desquels figure toujours le Tadjik Ahmed Shah Massoud. Ils se réfugient dans le nord du pays et créent le Front Islamique Uni (FIU) ou « Alliance du Nord », soutenus par les Iraniens, les Indiens et les Russes. La partie du pays sous

contrôle des taliban, devient l'Émirat Islamique d'Afghanistan. En 1997, le prince saoudien Oussama Ben Laden arrive à Kandahar. Vétéran de la guerre contre les Soviétiques, il amène avec lui de l'argent et des combattants. Il installe dans le Pays de l'Insolence, la base arrière de son mouvement terroriste international : Al-Qaïda[67]. C'est depuis les montagnes de Tora Bora qu'il planifie les attaques qui vont conduire à l'intervention américaine. Le 9 septembre 2001, en prémices sanglantes aux attentats de New York, Ahmed Shah Massoud est assassiné lors d'un attentat suicide perpétré par de faux journalistes. Au matin du mardi 11 septembre 2001, dix-neuf terroristes détournent quatre avions de ligne. Deux avions sont projetés sur les tours jumelles du *World Trade Center* à Manhattan (New York) et un troisième sur le Pentagone, siège du Département de la Défense, à Washington DC, tuant toutes les personnes à bord et de nombreuses autres travaillant dans ces gratte-ciel. Les deux tours – dont les toits culminent à un peu plus de quatre cent quinze mètres de hauteur – s'effondrent moins de deux heures plus tard, provoquant l'anéantissement de deux autres immeubles. Le quatrième avion, volant en direction de Washington, s'écrase en rase campagne en Pennsylvanie, après une lutte entre des passagers et membres d'équipage avec les pirates de l'air. Plusieurs milliers de personnes sont blessées lors de ces attaques, qui causent la mort de 2 973 personnes, appartenant à quatre-vingt-treize pays[68]. Cette agression va être fatale à l'Émirat Islamique d'Afghanistan.

Le cadre légal international : les fondements de l'intervention en Afghanistan

La réplique à l'attaque du *World Trade Center* ne s'est pas fait attendre. Le 13 septembre 2001, les États-Unis envoient un ultimatum au régime des taliban, lui enjoignant de leur livrer le prince saoudien. Le 18 septembre 2001, le gouvernement afghan se déclare prêt à extrader le chef charismatique d'Al-Qaïda, mais il demande des preuves. Cette réponse est assimilée à un refus par les États-Unis. Un cadre légal se dessine pour rendre légitime une intervention militaire. Cette guerre entre un État, une organisation criminelle et ses soutiens prend la dénomination « lutte contre le terrorisme international », dont elle contribue à définir la matrice. Sous l'action des néoconservateurs au pouvoir, elle s'incarne dans une stratégie à l'échelle globale visant à remodeler certaines parties du monde. Une forte inflexion lui est apportée dès l'arrivée au pouvoir de Barack Obama à la fin de l'année 2009[69]. Le 7 octobre 2001, l'opération « Liberté Immuable » est déclenchée. Il s'écoule environ un mois entre les attaques perpétrées sur le sol américain et la réponse militaire, ce qui est rapide. Les États-Unis ciblent une organisation terroriste vivant sur le sol d'un État souverain accusé de l'héberger et d'être complice. Dès le lendemain des attaques, le Président américain parle « d'acte de guerre ». Il demande la formation d'une coalition internationale contre le terrorisme en évoquant le droit à la légitime défense. L'opportunité d'une telle intervention est sujette à controverse : « *Le*

principal problème vient du fait que le terrorisme est considéré, en général, comme un crime de droit commun et non comme un acte de guerre. Il dépend plus souvent du code pénal que du droit de la guerre[70] ». Depuis 1928[71], la guerre est essentiellement considérée comme une confrontation entre États souverains, qui nécessite une déclaration de guerre suivie d'un état de guerre. Le défi posé par Al-Qaïda expose la communauté internationale à un vide juridique. Comment répondre à l'agression d'un groupe armé non étatique ? La solution envisagée au niveau international au début des années 2000, passe par la qualification de la situation conflictuelle « non conventionnelle ». Elle vise à définir un arsenal juridique pouvant appuyer la riposte de l'État agressé. Dans un premier temps, l'intervention militaire est légitimée par le recours à l'article 51 (légitime défense) de la Charte des Nations unies[72]. Elle est complétée par deux textes du Conseil de sécurité de l'ONU. La résolution n° 1368, adoptée le 12 septembre 2001, autorise le recours unilatéral à la force suite à des actes terroristes. Elle permet aux États-Unis d'intervenir militairement pour prévenir toute nouvelle menace. Ils peuvent arrêter les auteurs d'attentats ou leurs complices, où qu'ils se trouvent, pour les traduire en justice. « [Cette résolution] *devient un élément très important de la politique américaine. Dans la lettre qu'ils adressèrent au Conseil de sécurité de l'ONU pour l'aviser de leur action contre Al-Qaïda et les taliban, les États-Unis laissèrent entendre que des mesures pourraient être prises contre d'autres cibles : "notre enquête n'en est qu'à ses débuts. Nous pouvons être amenés à engager de nouvelles actions*

contre d'autres organisations et d'autres États dans le cadre de notre droit de légitime défense", en vertu de l'article 51[73] ». Cette première résolution ouvre la porte à une extension du conflit et à la notion même de « guerre préventive ». Le 28 septembre 2001, la résolution n° 1373 autorise les États, dans le cadre de la légitime défense individuelle ou collective, à agir pour prévenir les actes terroristes. Ce texte demande également aux États de modifier ou d'adopter des dispositions législatives nationales visant à ériger en infraction les actes de terrorisme, et notamment l'appui ou le financement de tels actes. Il prescrit de refuser de donner asile aux terroristes et d'interdire quelque forme d'appui que ce soit (armes, argent…). Il impose à tous les États de coopérer entre eux pour faire appliquer ces mesures. L'Afghanistan devient le premier théâtre d'une « guerre globale contre la terreur[74] » menée par l'administration américaine. Cette « guerre contre le terrorisme » se caractérise par des actions policières, politiques et militaires du gouvernement des États-Unis appuyé par différents alliés, contre différentes organisations liées au terrorisme islamiste, en premier lieu desquelles Al-Qaïda. Ces opérations antiterroristes sont appuyées par une coordination au niveau de l'ONU[75]. Les États-Unis font aussi référence à l'article 5 du traité de Washington à l'origine de l'OTAN, pour justifier le recours à la force et demander l'appui de ses alliés. Ce soutien accordé dès le 12 septembre 2001 par une décision du conseil extraordinaire de l'OTAN, présente un défaut majeur : « [Il fait] *référence à l'article 5 […], mais en oubliant, comme cela avait déjà été le cas contre la Serbie en 1999 à*

propos du Kosovo, que l'emploi de la force armée n'est possible que dans un seul cas : pour rétablir et assurer la sécurité de la région de l'Atlantique Nord[76] ». Malgré ses imperfections, le cadre légal de la « légitime défense » permet aux États-Unis de déclencher la phase aérienne de son opération militaire en Afghanistan dès le 7 octobre 2001, avec l'appui de ses alliés. Les taliban, en hébergeant Al-Qaïda sur leur territoire, ont rendu possible les attaques contre le *World Trade Center*. Ils s'exposent à une riposte des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN.

Deux autres résolutions du Conseil de sécurité viennent compléter les précédentes. Il s'agit de la n° 1378, du 14 novembre 2001, qui définit le cadre dans lequel doit s'inscrire l'avenir de l'Afghanistan et la n° 1386 qui créé la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS), le 20 décembre 2001. La conférence de Bonn, du 27 novembre au 5 décembre 2001, permet de déterminer une feuille de route pour l'avenir de du pays après la chute du régime des taliban. Elle définit les « *arrangements provisoires applicables en Afghanistan* », en attendant le rétablissement d'institutions étatiques permanentes. Les résultats de ses accords permettent une première tentative de stabilisation du pays. L'assemblée traditionnelle (*Joya Jirga*), qui se réunit entre le 11 et le 19 juin 2002, aboutit à l'élection d'un gouvernement de transition dirigé par Hamid Karzaï, pour deux ans. Une constitution est adoptée le 4 janvier 2004 et les élections présidentielles, qui se déroulent le 9 octobre 2004, confortent Hamid Karzaï à la tête de son pays. Pour accompagner ce processus issu de la conférence de Bonn, une force militaire internationale, la FIAS, est

créée. Le Conseil de sécurité de l'ONU autorise : « *la constitution pour six mois d'une force internationale d'assistance à la sécurité pour aider l'Autorité intérimaire afghane à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs, de telle sorte que l'Autorité intérimaire afghane et le personnel des Nations unies puissent travailler dans un environnement sûr*[77] ». Elle n'est pas à proprement parler, une force de l'ONU mais une coalition de pays volontaires, dont le commandement est assuré par les principaux contributeurs par roulement. Elle doit travailler de concert avec la Mission d'Assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA[78]) dont la mission politique est de fournir un appui pour la consolidation de la paix. Elle coordonne les efforts de la communauté internationale en matière d'aide humanitaire, de reconstruction et de développement. Prévue initialement pour une durée d'un an, elle est reconduite régulièrement[79]. L'OTAN intègre la FIAS à partir du troisième mandat puis, à partir du 11 août 2003, en prend le contrôle. La création d'un quartier général permanent à Kaboul « *a accru la stabilité et la continuité de la mission et a permis aux petits pays, qui éprouvaient les difficultés à remplir les fonctions de chef de file, de jouer un rôle plus important au sein d'une structure multinationale*[80] ». La résolution n° 1510 du Conseil de sécurité officialise ce changement, tout en étendant le périmètre géographique de son action et en introduisant une mission de formation de l'armée et des forces de sécurité afghanes. Elle élargit le mandat de la force internationale afin de lui permettre « *d'aider l'autorité intermédiaire afghane et ses successeurs à maintenir la sécurité dans les régions de l'Afghanistan en*

dehors de Kaboul et ses environs, de façon à ce que les autorités afghanes ainsi que le personnel des Nations unies et les autres personnels internationaux [...], *puissent travailler dans un environnement sûr et de fournir une assistance dans le domaine de la sécurité pour l'exécution de toutes les autres tâches à l'appui de l'Accord de Bonn*[81] ». L'ensemble du cadre juridique est en place. Il permet à l'intervention occidentale en Afghanistan de se développer et d'évoluer. La France prend sa place dès le départ, dans la réponse internationale au défi de la lutte contre Al-Qaïda.

La France et l'engrenage de l'intervention en Afghanistan

Lors des attaques du 11 septembre 2001, la France se trouve en pleine cohabitation. Suite à l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le 21 avril 2007, le président de la République Jacques Chirac travaille avec un gouvernement socialiste, dirigé par Lionel Jospin. Les deux hommes œuvrent de concert sur les questions internationales et élaborent une réponse politique et juridique à cette situation de crise. Le Premier ministre informe régulièrement le Parlement de l'évolution du dossier[82]. Le discours posant les fondements de l'intervention militaire française, est prononcé par le chef du gouvernement devant l'Assemblée nationale le 3 octobre 2001. Il confirme la participation de la France à la lutte aux côtés des États-Unis : « *Notre solidarité s'exerce d'abord avec les États-Unis [...], le peuple ami avec lequel nous*

partageons l'affirmation de l'idéal démocratique ». La France justifie son intervention militaire par le respect des traités de défense mutuelle : « *En accord avec le président de la République, le Gouvernement a souscrit à l'engagement, pris dans le cadre de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, de soutenir la riposte de notre allié agressé, de la manière que nous jugerons appropriée* ». Les objectifs partagés par l'intervention militaire apparaissent aussi clairement dans cette première intervention : « *Le président des États-Unis a fixé pour objectif à la riposte de son pays, l'identification et la punition des coupables, et au-delà, le démantèlement des réseaux terroristes, grâce à la coopération des pays où ils sont implantés. Ce sont là des objectifs précis auxquels nous pouvons nous associer pleinement* ». Elle assoit la légitimité de son action sur les résolutions n° 1368 et 1373 du Conseil de sécurité des Nations unies. Le recours à la notion de « légitime défense » ouvre le droit à l'utilisation de la force. Le Premier ministre inscrit l'élaboration de cette réponse française au niveau des instances européennes : « *L'Europe doit en effet jouer un rôle de premier plan dans cette entreprise [...]. La solidarité avec les États-Unis, une détermination implacable dans la lutte contre le terrorisme, un appel à la conjonction des efforts de l'ensemble de la communauté internationale, tels sont les principes [...] qui ont été, au niveau européen, affirmés avec force et traduits dans toutes leurs conséquences par les conclusions et le plan d'action du Conseil européen extraordinaire qui s'est tenu à Bruxelles le 21 septembre* ». Lionel Jospin évoque les domaines militaires mobilisables (coopération dans le domaine du

renseignement, facilités logistiques, soutien, recours aux forces spéciales) et fixe les conditions d'une extension de l'engagement français : « *Si, au-delà de l'actuelle coopération [...] il était demandé la participation militaire de la France à ces opérations, cela impliquerait que notre pays soit pleinement associé à la définition des objectifs politiques et à la planification des actions* ». La première prise de position du président de la République et de son Premier ministre traduit une volonté d'inscrire l'action de la France dans le cadre des résolutions de l'ONU, avec une approche concertée au niveau européen et en totale solidarité avec les États-Unis. Il en transpire, tout de même, une certaine méfiance. La France ne souhaite pas « signer un chèque en blanc ». Sans doute faut-il voir dans cette prudence, les effets des déclarations américaines visant à porter la guerre dans d'autres pays « complices ». Les grandes lignes de l'intervention française sont posées ainsi que les ferments de la rupture qui s'opère avec l'exécutif américain lors du débat sur l'intervention en Irak en 2003. Quatre lignes forces structurent la position française. Tout d'abord, la France participe à une action collective approuvée par l'ONU. Elle se doit d'être solidaire de ses alliés de l'OTAN. Elle souhaite aider le peuple afghan à opérer une transition vers la paix et éviter le retour des taliban. Enfin, elle lutte en Afghanistan contre le terrorisme international afin d'éviter qu'il ne frappe en métropole. Ces axes structurants restent les mêmes jusqu'au retrait des premières forces combattantes en 2012.

L'engagement des forces militaires françaises en Afghanistan suppose de définir un fondement juridique. Cet

aspect fait l'objet d'une réponse apportée par le Premier ministre, le 9 octobre 2001, à une question posée par le député Alain Boquet. La France n'étant pas techniquement en état de guerre contre une autre nation, l'article 35 de la Constitution portant sur « la déclaration de guerre » ne peut pas être utilisé. Contrairement à ce qui avait été le cas lors de la guerre du Golfe, l'article 49-1 qui pose la question de confiance au gouvernement n'est pas utilisé par Lionel Jospin, car jugé inadapté : « *Ce n'est pas un article qui avait été prévu pour l'engagement de la France dans ce type d'opération*[83] ». Le Premier ministre lui préfère l'article 132 du règlement de l'Assemblée nationale qui stipule que : « *Le Gouvernement peut faire une déclaration devant l'Assemblée sur le fondement de l'article 50-1 de la constitution* ». Il dispose que « *devant l'une ou l'autre des assemblées, le Gouvernement peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un groupe parlementaire au sens de l'article 51-1, faire une déclaration qui donne lieu à un débat et peut faire l'objet d'un vote sans engager sa responsabilité*[84] ». Le président de la République reste le chef des armées et il décide de son intervention. Seulement, le contexte de cohabitation fait que la décision est partagée au sein de l'exécutif : « *Nos engagements éventuels dépendent de décisions qui seront préparées en comité restreint, sous ma présidence et qui seront décidées sous la présidence du président de la République en conseil restreint, avec la participation des ministres concernés et de moi-même*[85] ». Ce facteur favorise la réalisation d'un large consensus autour de cette question. L'engagement militaire français, bien que faisant l'objet de déclarations régulières

du Premier ministre devant l'Assemblée nationale, ne fait pas l'objet d'un vote. La question de la légitimité démocratique de l'intervention militaire française, bien que parfaitement légale d'un point de vue constitutionnel, resurgit dès le début de l'année 2008. La cohabitation est terminée depuis six ans. Le président de la République, Nicolas Sarkozy investi depuis le 16 mai 2007, malgré ses déclarations lors de la campagne électorale, envisage d'envoyer des renforts en Afghanistan pour relancer la participation de la France aux côtés des États-Unis. Parallèlement à cela, il décide de revoir les dispositions de la constitution, relatives à l'emploi de la force armée à l'étranger. La loi constitutionnelle n° 2008-724 de modernisation des institutions de la Ve République est adoptée le 23 juillet 2008. Elle modifie l'article 35 et prévoit que : « *Le gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement*[86] ». Un débat parlementaire sur l'engagement des troupes françaises en Afghanistan est inscrit à l'ordre du jour de la session extraordinaire du 22 septembre 2008. Celui-ci est initialement prévu sans vote. L'embuscade d'Uzbin, qui coûte la vie à dix militaires français le 18 août 2008, modifie les modalités de cet échange[87]. Le 26 août 2008, Nicolas Sarkozy explique la nature de ce changement : « *J'ai souhaité que le Gouvernement fasse une déclaration suivie d'un débat et d'un vote organisé au Parlement. On voit d'ailleurs que la réforme des institutions que j'ai*

proposée, qui prévoyait ce débat et ce vote, était nécessaire. » Il ajoute : « *Ce débat, nous le devons à la Nation. Et pour ce vote, il faut que chaque parlementaire prenne ses responsabilités et dise devant le pays : est-ce que nos soldats sont morts pour rien ? Est-ce que là-bas, cela ne vaut pas la peine de se battre pour les valeurs qui sont les nôtres et pour les droits de l'Homme ? Que chacun assume ses responsabilités comme j'assume les miennes*[88] ». Ce débat, une première depuis l'avènement de la V^{e} République, est le seul concernant l'emploi de la force en Afghanistan. La décision de retrait des troupes combattantes, annoncée dès le 18 mai 2012 au Président américain Barack Obama par François Hollande, nouveau président de la République ne fait pas l'objet non plus d'une consultation de l'Assemblée nationale. Élu en portant cette proposition, le nouveau président socialiste se sent fort de cette légitimité : « *Sur un autre sujet, l'Afghanistan, j'ai rappelé au président Obama l'engagement que j'avais pris devant le peuple français. Le retrait des troupes combattantes d'ici la fin de l'année 2012*[89] ». Tout au long de plus de douze années de présence militaire de la France en Afghanistan, il est frappant de constater le peu de débats dans les instances parlementaires. À propos de l'engagement de la force, de l'envoi de renforts en passant par l'intensification de l'action et du retrait de la troupe, la parole publique semble bien discrète[90]. Ce constat ne permet pas non plus de sensibiliser les citoyens à ces questions de défense, qui se retrouvent reléguées loin dans leurs préoccupations.

Si l'essentiel des décisions ne se discutent pas dans l'hémicycle, elles s'élaborent dans d'autres instances. Le président de la République est le chef des armées. Cette attribution n'est absolument pas symbolique dans le cadre de la V^{e} République. Les prises de décisions s'effectuent dans des instances à son niveau. L'état-major particulier du président de la République, les conseils de défense et les conseils restreints jouent un rôle très important. L'État-Major des Armées (EMA) contribue de manière importante à la réflexion, grâce à la participation du Chef d'État-Major des Armées (CEMA) à ces instances décisionnaires[91]. La période d'engagement en Afghanistan (2001-2012) correspond à un net renforcement du rôle du CEMA, qui en fait le conseiller militaire principal du président de la République, ainsi que le garant de la cohérence de l'outil militaire. Deux décrets importants encadrent ses attributions, celles des autres chefs d'état-major des armées (terre, air, marine) qui lui sont subordonnés, ainsi que celles du ministre de la Défense[92]. Le CEMA devient un acteur principal de l'élaboration de la pensée stratégique du président de la République, reléguant de fait, le ministre de la Défense à un rôle de « *pourvoyeur de moyens pour les missions que le président de la République ordonne*[93] ». Derrière cette évolution qui marque « les années afghanes » de l'armée française, se trouve le général Jean-Louis Georgelin. D'abord chef d'état-major particulier du président Jacques Chirac du 16 octobre 2002 au 4 octobre 2006, il soutient la mise en place du décret de 2005. Du 30 août 2006 au 25 février 2010, il prend la direction de l'état-major des armées. Durant ces années, il poursuit cette réforme aboutissant à la

promulgation du décret de 2009. Le rôle central du CEMA le place au cœur des décisions : « *La pratique de l'art militaire nouveau se traduit par des décisions quotidiennes pour engager nos forces, soutenir nos alliés, affronter l'adversaire parfois. Chacune d'entre elles appartient au président de la République. Il revient au chef d'état-major des armées, dans la fonction de conseiller du gouvernement, de lui proposer, notamment dans le cadre de conseils restreints, les différentes options envisageables et les modes d'actions susceptibles de nous permettre d'atteindre les objectifs définis*[94] ». Cette articulation met particulièrement en évidence le rôle d'autres structures de l'état-major des armées qui doivent fournir une expertise pour élaborer ces positionnements, comme le Centre de Planification et de Conduite des Opérations (CPCO), la Direction du Renseignement Militaire (DRM) ou les états-majors des différentes armées[95]. Dans l'esprit de ces décrets, l'état-major des armées doit être « *le lieu central d'un art militaire français*[96] ». Le rôle de l'amiral Édouard Guillaud n'est pas à négliger non plus pour comprendre l'engagement de l'armée française en Afghanistan. Chef d'état-major particulier du président de la République entre le 4 octobre 2006 et le 25 février 2010, il prend les fonctions de CEMA au départ du général Georgelin[97]. Dès son arrivée en fonction suite à l'élection de François Hollande, le ministre de la Défense Jean-Yves le Drian souhaite une révision des attributions du CEMA. Elle se traduit par l'adoption du décret n° 2013-816 du 12 septembre 2013. Cette organisation interne de la Défense nationale n'est pas anecdotique. Elle constitue un marqueur très important de l'engagement

français en Afghanistan. Le cadre légal international et national de l'intervention militaire en Afghanistan comporte des limites. Lorsque les premières troupes de l'armée de terre française rejoignent ce théâtre en décembre 2001, deux opérations coexistent sur le terrain. La première est celle de la FIAS sous mandat de l'ONU. La deuxième est celle menée par les États-Unis, « liberté immuable », pour lutter contre le terrorisme. Ce dernier type de conflit armé particulier, qui s'ouvre avec l'Afghanistan et s'étend à de nombreuses régions du monde, laisse entrevoir des zones d'ombre. S'inscrivant de fait dans de nombreux vides juridiques, elles brouillent le sens de l'intervention occidentale dans ce pays. Si la mission de la FIAS est de contribuer à stabiliser le pays, « liberté immuable », de nature nettement plus coercitive, vise à détruire les infrastructures terroristes présentes en Afghanistan et leurs soutiens.

Les zones d'ombre de la guerre contre le terrorisme

L'ensemble de ces dispositions légales laissent des points importants dans l'ombre. Le 26 octobre 2001, le congrès américain adopte le *Patriot Act,* qui renforce considérablement les pouvoirs des différentes agences de renseignement et de police gouvernementales des États-Unis au détriment des libertés publiques[98]. La question du statut des prisonniers se pose rapidement. Quel doit être le régime judiciaire des combattants internationaux faits

prisonniers en Afghanistan ? Si les États-Unis excluent de les livrer au tribunal pénal international[99], dans quelles structures les accueillir et sous quelles lois ? Dès le mois de novembre 2001, les États-Unis choisissent de créer des tribunaux et des prisons hors de tout cadre légal (Guantánamo à Cuba puis à Bagram en Afghanistan), en s'appuyant sur le décret de la Maison Blanche du 13 novembre 2001, autorisant le jugement des « combattants ennemis » par des tribunaux militaires spéciaux. Il permet leur détention sans limite et sans chef d'accusation et interdit aux détenus de déposer des requêtes d'*habeas corpus*[100], fondement de l'État de droit. Le gouvernement américain leur déni toute protection accordée par les Conventions de Genève aux prisonniers de guerre. À partir de 2002, une bataille juridique éclate entre la Cour suprême des États-Unis et l'administration Bush. Celle-ci conteste la légalité du décret du 13 novembre 2001, en étendant la possibilité du recours à *l'Habeas Corpus* pour tous les détenus de Guantánamo. La réponse du congrès se présente sous la forme de la Loi dite du *Detainee Traitment Act* adoptée le 30 décembre 2005, qui exclut de nouveau les « combattants ennemis » du droit américain. La bataille avec la Cour suprême se poursuivant, le Président Bush signe et promulgue le décret dit du *Military Commission Act,* le 17 octobre 2006. Elle permet le jugement des détenus de Guantánamo par des tribunaux militaires. Elle les empêche d'avoir accès aux preuves à charge et leur impose de prouver en quoi leur détention serait illégale. Le 12 juin 2008, un nouvel arrêt de la Cour suprême étendit *l'Habeas Corpus* à tous les prisonniers de Guantánamo, avant que

l’arrivée de Barack Obama à la présidence ne mette un coup d’arrêt au processus enclenché dès novembre 2001. Le 22 janvier 2009, il signe un décret décidant de la fermeture de la prison dans un délai d’un an. Le 20 mai 2009, le congrès refuse de débloquer une enveloppe de quatre-vingts millions de dollars nécessaire pour le transfert des détenus. La peur de libérer des individus dangereux bloque la majorité démocrate de cette instance. En décembre 2010, le Congrès adopte un nouveau texte interdisant le transfert des prisonniers aux États-Unis. Il demande leur jugement devant des tribunaux militaires. Le Président Obama hostile aux tribunaux d’exception se heurte à la réalité de l’héritage de la précédente administration. Les détenus étant en dehors de tout cadre légal, leurs déclarations ou aveux ne sont pas recevables devant un tribunal fédéral. Un nouveau décret présidentiel, le 7 mai 2011, relance la tenue des procès devant les juridictions militaires. Outre quarante-sept détenus jugés dangereux et toujours emprisonnés car la justice manque de preuves, quatre-vingt-neuf prisonniers sont en attente d’un transfert à l’étranger, qui ne se concrétise pas faute de pays pour les accueillir. Les États-Unis, malgré leur volonté de ne plus inscrire de nouveaux prisonniers à Guantánamo, peinent à fermer la parenthèse des années Bush[101].

La « guerre contre le terrorisme » voit ressurgir le spectre des détentions cachées et des pressions physiques pour obtenir des informations. L’existence de sites de détention clandestins des services secrets américains dans des pays étrangers, afin de procéder aux interrogatoires des prisonniers les plus importants, est confirmée le 6

septembre 2006 par le Président Bush lui-même. L'utilisation de méthodes de torture est dénoncée par les organisations humanitaires internationales[102]. Les pressions physiques sont utilisées dans ces lieux pour extorquer des renseignements aux détenus. L'usage de méthodes « d'interrogatoire renforcé » est officialisé le 17 octobre 2006, avec la loi dite du *Military Commission Act*. Elle est votée par le Congrès au mois de septembre 2006 et autorise les méthodes « dures » d'interrogatoire contre les suspects de terrorisme. Une distinction sémantique est faite entre « la torture » assimilée à des traitements dégradants et « les méthodes dures », qui fixent un cadre à ces pratiques[103]. Le Président doit préciser les méthodes à utiliser. Objet d'une nouvelle bataille juridique entre la Cour suprême et la Maison Blanche, entre 2006 et 2009, cette loi est vidée de sa substance par Barack Obama. Il signe le 22 janvier 2009 un ordre exécutif contraignant les services de renseignements à n'utiliser que les techniques d'interrogatoires du manuel de terrain de l'armée américaine. La page des « interrogatoires renforcés » semble plus facile à tourner que celle des détentions arbitraires même si au niveau international, le prestige des États-Unis est sérieusement ébranlé. La réussite de l'opération d'élimination d'Oussama Ben Laden par un commando le 2 mai 2011, suscite de nombreux commentaires de la part d'anciens membres de l'administration Bush. Ils sont convaincus de l'importance des renseignements obtenus sous la torture. Barack Obama dément catégoriquement ces allégations[104]. Dans un contexte de contre-insurrection en Afghanistan menée par

la FIAS, le scandale de ces « pressions physiques » offre à l'adversaire la possibilité de décrédibiliser l'action de la coalition. Dans cette guerre de l'image, les États-Unis comprennent, sans doute un peu tard, que l'usage de la torture est dévastateur. Sur le terrain, la question du sort des prisonniers fait par la coalition pose des questions. Alors que certaines organisations internationales dont l'ONU pointent du doigt des cas de tortures au sein des prisons dirigées par l'État afghan[105], certaines armées occidentales, dont la France, livrent leurs prisonniers aux autorités locales conformément au cadre légal soutenant leur intervention. Elles sont liées aux pratiques de leurs hôtes, qu'elles le veuillent ou non.

L'administration Obama se distingue par l'utilisation des drones armés pour éliminer physiquement les membres du réseau Al-Qaïda. Cette campagne qui s'intensifie prend les allures d'une longue série d'assassinats ciblés[106]. Légalement parlant, elle pose de sérieux problèmes : « *Si la personne ciblée ne participe pas à un conflit armé avec les États-Unis, on n'est plus dans le cadre du droit de la guerre mais dans une opération de type policier. L'utilisation de la force meurtrière n'est donc pas légalement admissible, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour sauver des vies humaines, et seulement si on n'a pas d'autre possibilité de capturer ou de mettre hors d'état de nuire la personne jugée dangereuse. Une personne ne peut pas être ciblée par la force létale uniquement en raison d'un comportement illégal passé. On doit la capturer et la juger*[107] ». La question des dégâts collatéraux est omniprésente car ces frappes sont réalisées à l'aide de missiles. Le droit international impose une

distinction entre civil et militaire. Les États-Unis commettent encore de nombreuses entorses au droit international : « *L'administration Obama semble considérer que quand elle commet un assassinat ciblé dans quelque partie du globe que ce soit, cela induit le fait que les États-Unis sont en état de guerre. D'une certaine façon, on peut dire que pour les autorités américaines, la planète entière est devenue un champ de bataille*[108] ». La France, pour sa part, opte pour l'utilisation de drones d'observation. Encore une fois, le concept de « guerre contre le terrorisme » livre ses limites. Il représente même un véritable défi pour les démocraties occidentales. Comment mener ce combat sans perdre ses valeurs ? Ces mesures d'exception les placent face à un abîme. Comment vaincre des organisations terroristes sans compromettre son modèle ? Encore une fois se trouve posée la question de « la fin et des moyens ». Ces « péchés originels » représentent autant de limites à la portée du discours des forces occidentales, dont il convient maintenant de mettre en lumière les étapes de leur intervention.

Les étapes de l'engagement occidental en Afghanistan

La chronologie de l'intervention occidentale en Afghanistan peut être découpée en trois temps. À l'illusion d'une victoire facile (2001-2002) succède la réalisation d'une guerre à l'économie (2002-2006) puis celle de la guerre sans nom au retrait (2006-2012), qui regroupe à la

fois l'intensification de la guerre, la mise en œuvre d'une contre-insurrection et le début du retrait des militaires occidentaux.

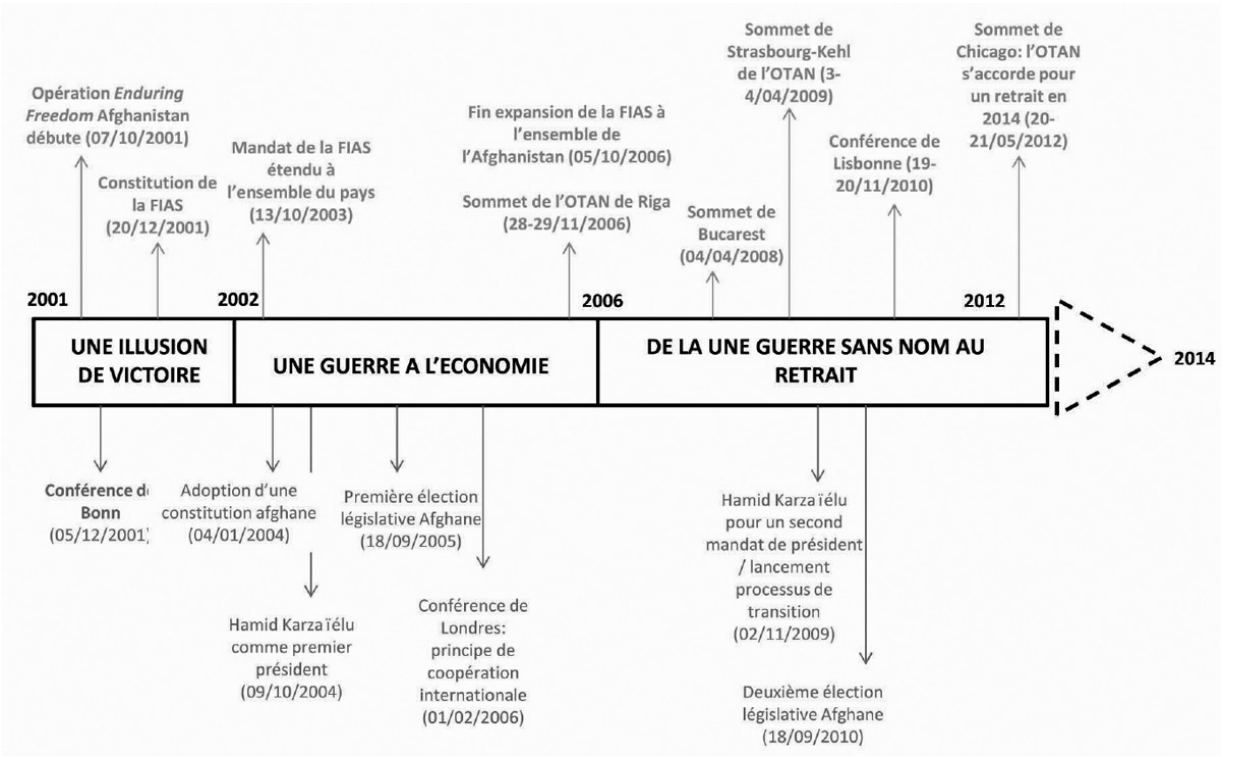


Figure 5 – Chronologie des principales étapes de l'engagement occidental et du processus politique en Afghanistan (2001-2012)

Entre 2001 et 2002, l'intervention militaire en Afghanistan se solde par une illusion de victoire. Le 7 octobre 2001, alors que se déclenche l'opération « liberté immuable », « *la foudre se prépare à tomber sur le pays des turbans noirs*[109] ». Entre le 7 et le 16 octobre 2001, cette action militaire va prendre la forme d'une campagne aérienne massive contre les installations, camps d'entraînements, concentrations de troupes etc. des taliban

et d'Al-Qaïda. L'action des forces américaines vise à aider l'Alliance du Nord qui intensifie sa lutte. Le 16 octobre, une nouvelle étape est franchie par l'envoi de troupes au sol[110]. Très rapidement, l'affrontement prend le visage de la débâcle pour les anciens maîtres de l'Afghanistan. Les taliban évacuent Kaboul sous le feu dès le 13 novembre. Au sud, la bataille pour Kandahar débute dès le 16 octobre avec la destruction progressive des éléments du périmètre défensif de la ville par les forces spéciales américano-britanniques[111]. Le 4 novembre, la ville de Mazar-e-Charif est libérée. Le 24 novembre, une offensive puissante débute à Kandahar avec des appuis aériens (hélicoptères, avions de combat) et terrestres (blindés, marines américains) importants. Le 6 décembre, les taliban négocient leur reddition. Après la chute de ces trois villes, les forces armées des taliban et leurs alliés étrangers sont aux abois. Conjointement aux opérations militaires, le processus politique de reconstruction de l'État afghan est lancé. Une conférence est ouverte le 27 novembre à Bonn, ancienne capitale de la République fédérale d'Allemagne. Elle regroupe les diverses factions rivales afghanes, hors Taliban, et autres mouvances djihadistes : « *Trente-deux Afghans y représentent quatre délégations racontant à elles seules un quart de siècle d'histoire de leur pays. Celle du Front Uni est emmenée par Younès Qanouni […]. Hekmatyar, lui, a envoyé son gendre, Homayoun Jareer, qui dirige la délégation du groupe de Chypre, représentant les exilés en lien avec l'Iran. Les partisans du roi sont guidés par le Dr Abdul Sattar Sirat […]. Enfin, le groupe de Peshawar agit au nom des Pashtouns exilés au Pakistan*[112] ». Les accords

aboutissent le 5 décembre[113], à une feuille de route pour la reconstruction politique de l'Afghanistan. Une autorité afghane intérimaire est mise en place, sous l'égide d'Hamid Karzaï. Sa fonction est de désigner rapidement les vingt et un membres d'une assemblée traditionnelle d'urgence qui doit élire un chef pour l'administration de transition. Dans le même document, les différentes parties acceptent le principe du déploiement sur leur sol d'une force de sécurité sous l'égide de l'ONU afin de maintenir la sécurité dans l'attente que les Afghans puissent le faire eux-mêmes : « *Les participants [...] considèrent que la responsabilité du maintien de la sécurité et de l'ordre public dans tout le pays incombe aux Afghans eux-mêmes [...]. Ayant cet objectif à l'esprit, les participants demandent l'assistance de la communauté internationale pour aider les nouvelles autorités afghanes à établir et à entraîner de nouvelles forces de sécurité et forces armées afghanes. Conscients du fait qu'il faudra un certain temps pour [y parvenir,] les participants [...] prient le Conseil de sécurité de l'ONU d'envisager d'autoriser le déploiement rapide en Afghanistan d'une force mandatée par l'ONU. Cette force contribuera au maintien de la sécurité à Kaboul et dans les environs. Ses activités pourraient, le cas échéant, être progressivement étendues à d'autres centres urbains et d'autres zones*[114] ». Le processus de réconciliation qui mène à ces accords ne cherche pas à « *distinguer dans la masse des taliban vaincus ceux qui auraient pu rallier une solution afghane dès le début*[115] ». Tous les vaincus, considérés comme des soutiens au terrorisme international, sont exclus de la solution politique. Le principe de l'État centralisé se

trouve par ailleurs renforcé, ce qui n'est pas sans laisser peser de lourdes menaces sur la légitimité du pouvoir. Hamid Karzaï choisit d'inclure dans son autorité intérimaire, des chefs de guerre de fidélité douteuse. Ils n'ont pas laissé que de bons souvenirs à la population du fait de leurs exactions entre 1992 et 1996. Les germes de la reprise des combats sont déjà présents dans le sol afghan.

Le 20 décembre, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution n° 1386 sur la constitution de la FIAS. Le 31 décembre, après le renouvellement de l'accord de l'autorité de transition pour son déploiement, le major-général britannique John McColl en prend le commandement pour six mois. Les Américains, fidèles à leur principe de « légère empreinte de pas » (ou *Light Footprint*[116]), souhaitent au départ consacrer l'essentiel de leurs moyens à la lutte contre-terroriste. Ils sollicitent leurs alliés pour fournir les premiers contingents de cette force internationale. Après avoir réduit les poches de résistance des taliban, les forces américaines poursuivent les éléments en fuite. Le 4 décembre 2001, débute la phase de conquête du massif de Tora Bora, dernier bastion Taliban, où le mollah Omar et Oussama Ben Laden sont suspectés de s'abriter. Après un déluge de feu incessant délivré par les hélicoptères et les avions de combats américains, l'assaut final est lancé le 12 décembre. Après cinq jours de combats intenses, il ne permet pas de se saisir de ces personnalités du mouvement Taliban et d'Al-Qaïda. Pour le Pr Jean-Charles Jauffret, les Américains persuadés de la « *panacée des forces spéciales et à l'appoint de milices locales levées pour l'occasion, mais à la valeur plus que douteuse,* [ils] *commettent la faute de*

ne pas vouloir engager de troupes au sol, de sorte que le mollah Omar et Ben Laden peuvent s'échapper au Pakistan[117] ». Sans doute ces derniers ont-ils payé en dollars sonnants et trébuchants, le prix de leur liberté aux Afghans chargés de refermer le piège[118].

Entre 2002 et 2006, les forces occidentales mènent une guerre à l'économie. De nombreux pays soutiennent cette intervention politiquement tout d'abord, puis militairement dans le cadre de la force internationale[119]. L'objectif principal de ce contingent est d'appuyer et de protéger la Mission d'Assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA[120]) en sécurisant Kaboul[121], de former les forces de sécurité afghane et ainsi aider à l'établissement d'une politique de transition. Elle n'est pas une force de l'ONU à proprement parler, mais une coalition de pays volontaires, dirigée par roulement par les différents pays contributeurs. Sous commandement britannique, puis turc à partir du 20 juin 2002, elle repose sur la bonne volonté internationale : « *forte de quatre mille cinq cents hommes appartenant à dix-sept nations, elle a inclus depuis des unités et des contributions de quarante-deux États. Mais on est loin du modèle précédent de la guerre du Golfe de 1990-1991 : seuls deux pays musulmans y participent, la Turquie et les Émirats Arabes unis*[122] ». La majorité des effectifs s'appuie sur l'apport de vingt-six pays de l'OTAN. L'année 2002 est relativement calme en Afghanistan. Elle semble même promettre une possible stabilisation politique, tant les décisions prises lors de la conférence de Bonn se traduisent par des actions concrètes. Le 21 et 22 janvier 2002, la conférence de Tokyo permet de définir le montant d'une

première aide au développement de 4,5 milliards de dollars pour l'Afghanistan. Cinq millions de réfugiés rentrent dans leur pays où tout est à reconstruire. Les traces des précédents conflits laissent augurer un long travail avant d'envisager un retour à la normale. Dès le 3 avril, le premier bataillon de l'armée afghane est formé. Trois autres suivent durant la même année, constituant ainsi les précurseurs de la future armée nationale afghane en cours de reconstitution. Le processus politique de reconstruction de l'État progresse. Le 21 janvier, Hamid Karzaï désigne les vingt et un membres de la commission d'organisation de la *Loya Jirga* d'urgence. Le 13 juin, cette assemblée le nomme à la tête de l'autorité afghane de transition. Les militaires américains et leurs forces spéciales, poursuivent de leur côté, la traque des membres d'Al-Qaïda. L'opération *Anaconda* du 2 au 8 mars 2002 souhaite en finir avec les positions des taliban dans la haute vallée de Chah-e Kot, mais elle se solde par un échec. Plus grave, leur activité redevient perceptible : « *Des tracts et des pamphlets antigouvernementaux font leur apparition tandis que de petits camps d'entraînements sont détectés dans les zones pashtouns du Pakistan*[123] ». Le 5 septembre, Hamid Karzaï échappe de peu à un attentat à Kandahar. Les occidentaux veulent reconstruire un État de toutes pièces (idée de *State Building*[124]), sans tenir compte de la longue histoire du pays. Pour certains adversaires d'Hamid Karzaï, cette autorité de transition issue d'une ingérence étrangère, marque surtout la mise en place d'un état corrompu et népotique, tout en consacrant le retour des chefs de guerre sur la scène nationale[125]. Des massacres survenus lors de la

première phase de l'opération « liberté immuable » en 2001, viennent ternir l'image idyllique d'un pays en reconstruction[126].

Au début de l'année 2003, le regard des États-Unis est tourné vers l'Irak, prochain objectif de l'opération « liberté immuable ». Des effectifs militaires importants sont retirés d'Afghanistan. Ils doivent constituer le corps de bataille chargé de régler définitivement la question du danger supposé des armes de destruction massives détenues par Saddam Hussein. Dès l'ouverture de ce second front, le 19 mars 2003, les États-Unis font face à une réprobation internationale importante. La brouille diplomatique avec la France illustre parfaitement le doute qui s'immisce dans l'esprit des alliés de l'administration Bush[127]. Chez le partenaire français, de nombreuses réticences s'expriment déjà en 2001 à propos du concept de « guerre préventive ». L'Afghanistan devient un théâtre d'opération secondaire, où les missions sont menées à l'économie. « *Après avoir usé leurs forces spéciales*[128] » mais aussi largement sollicité les chefs de guerre afghans qui se façonnent ainsi une nouvelle virginité, les États-Unis décident de demander un effort supplémentaire à leurs alliés. Le corps germano-hollandais, qui prend le troisième commandement de la FIAS le 10 février 2003, en appelle à l'OTAN pour planifier et coordonner son action. Cette organisation a l'opportunité de prendre ainsi le contrôle de cette opération et d'en assurer le suivi. Les Américains gardent un œil sur la stratégie tout en partageant les efforts sur le terrain. Le 11 août 2003, la force internationale d'assistance et de sécurité passe définitivement sous le commandement de l'OTAN. Le 13

octobre suivant, son mandat est étendu à l'ensemble de l'Afghanistan par la résolution n° 1510 du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans les premières années du conflit, les troupes de la coalition et le gouvernement central se concentrent sur « l'Afghanistan utile » – celui des villes – délaissant les campagnes et livrant ainsi les populations au retour des taliban. Cette extension de la présence militaire occidentale vers l'ensemble du pays cherche à combler un vide tout en sécurisant les efforts de reconstruction entrepris par les équipes composées de civils et de militaires[129]. Leur mission est de rétablir ou de recréer le réseau administratif, les infrastructures économiques et sociales du pays. Le risque est que l'ensemble des Organisations Non Gouvernementales (ONG) soit assimilé aux militaires occidentaux, brouillant ainsi leurs messages et leurs actions[130]. Dès 2005, cinq grands commandements régionaux[131] sont créés (nord, sud, est, ouest et capitale[132]). Ces espaces géographiques font écho à l'extension des forces de l'OTAN, au nord (2003[133]) et à l'ouest du pays (2005[134]) puis au sud et à l'est (2006[135]). Ils structurent son action sur le terrain. En octobre 2006, les effectifs sous commandement de l'OTAN passent à trente mille hommes, principalement grâce à des transferts de troupes américaines de l'opération « liberté immuable ». Cela ne signifie pourtant nullement sa disparition. Les deux opérations continuent de coexister même si l'effectif de la FIAS est largement supérieur à celui consacré à la lutte contre-terroriste. Les forces terrestres au sol connaissent une triple évolution durant cette période : une prise de contrôle de l'OTAN sur la coalition, un redéploiement de la

capitale vers l'ensemble du pays et une augmentation de ses effectifs pour assurer le contrôle et la protection des opérations de reconstruction. Début 2004, Kofi Annan alors secrétaire général de l'ONU, évoque une « *transition vers la paix*[136] » pour parler des opérations. Ce discours dénote une forte sous-estimation de l'effort à entreprendre pour cela. Le 4 janvier 2004, la *Loya Jirga* adopte la nouvelle Constitution afghane, instaurant une « République Islamique d'Afghanistan » imparfaite[137]. Le 9 octobre, Hamid Karzaï est élu président de la République avec 55,4 % des suffrages[138], au prix d'une élévation à dix mille hommes en juin 2004 des effectifs de l'OTAN et après avoir échappé de peu à un attentat à la roquette le 16 septembre. Le 18 septembre 2005, les premières élections législatives depuis trente ans se déroulent en Afghanistan. Parmi les 249 élus, plus de la moitié sont des ex-moudjahidines qui ont participé à la guerre entre 1992-1996. Au 31 juillet 2005, les troupes de l'OTAN passent à dix-huit mille hommes, principalement pour en assurer le bon déroulement. Le processus démocratique à l'œuvre en Afghanistan est entériné par la conférence de Londres, le 1er février 2006, qui y affirme le principe de la coopération avec la communauté internationale. Plus la démocratie semble « avancer » en Afghanistan, plus il faut envoyer de troupes au sol pour faire face à l'accroissement de l'insécurité. Cette situation découle d'une bien mauvaise appréciation de la situation : « *Les États-Unis se déchargent sur l'OTAN dont la mission, au sein de la FIAS, ne cesse de s'étendre progressivement à l'ensemble du territoire afghan afin de faire régner un ordre que l'on estime seulement troublé par*

quelques embuscades / attentats et des actions sporadiques d'insurgés que l'on cerne mal[139] ». Les taliban reviennent dans le pays de manière organisée et méthodique : « *En 2003, [ils] se sont réorganisés et [...] ils commencent à mener des opérations de plus en plus nombreuses. L'été 2003 correspond à la première grande offensive [...] concentrée dans une région excentrée, isolée et peu peuplée du sud-est de l'Afghanistan, la province de Zabul*[140] ». Ils reprennent pied dans leur fief historique qu'aucune troupe n'occupe en 2004 : « *Le chef d'état-major afghan, Bismullah Khan [...], ne s'y trompait pas. [...] Il prophétisait : "Méfiez-vous de la province du Helmand [...] ! C'est de là que les taliban repartiront !". Son raisonnement était simple : la province est en tête de la production de drogue, une sorte de coffre-fort pour l'insurrection*[141] ». L'accroissement de l'insurrection en Afghanistan s'accompagne, dans le même temps, durant les années 2005 et 2006, d'une importation de méthodes terroristes jusqu'alors peu présentes dans le pays. En l'espace de deux ans, le nombre d'attentats suicides passe de vingt et un en 2005 à cent quarante et un douze mois plus tard[142]. L'engin explosif improvisé[143] devient une arme utilisée massivement. De cinq cent trente cas recensés en 2005, le décompte passe à plus de mille cinq cents un an plus tard[144]. L'année 2006 est véritablement celle de l'escalade vers l'affrontement. À partir de septembre, les troupes britanniques subissent jusqu'à douze attaques par jour dans le Helmand. Le 22 octobre, le mollah Omar proclame une intensification de la guerre depuis le Pakistan. Les troupes de la coalition perdent l'initiative face à un adversaire dont les

motivations, les caractéristiques et les ressorts de sa lutte n'apparaissent pas clairement aux yeux des Occidentaux. Malgré tous les efforts entrepris, le retour des taliban se nourrit, entre autres, d'un dépit grandissant dans la population face à une trop lente amélioration des conditions de vie et de l'absence de régulation de l'État afghan dans des secteurs vitaux comme la justice locale.

Les erreurs stratégiques commises entre 2002 et 2006 provoquent le début de l'enlisement des troupes occidentales. L'ouverture d'un second front en Irak radicalise l'insurrection des taliban, pour qui la victoire devient de nouveau possible. Le fait que deux opérations cohabitent sur le terrain (« liberté immuable » et celle de la FIAS) avec des objectifs différents (lutte contre le terrorisme et stabilisation) est nuisible à la cohérence de l'ensemble de l'action. D'autant plus que les méthodes ne sont pas les mêmes : « *Il faut distinguer l'opacité et la force brutale des forces américaines engagées dans l'opération "Liberté Immuable" pour la capture de Ben Laden et la destruction des camps et caches des djihadistes, des opérations de l'OTAN au sein de la FIAS*[145] ». La première conséquence de tout cela est l'impossibilité de consolider le gouvernement d'Hamid Karzaï. Le pays demeure sous perfusion des aides extérieures et la pauvreté gagne de nouveau du terrain. L'importance du narcotrafic contribue au retour de l'insécurité et au financement des taliban. Lorsque la pression des insurgés recommence à être de nouveau forte, l'utilisation massive des frappes aériennes pousse une partie de la population dans les bras des ennemis de la coalition. Les « dégâts collatéraux » et une forte tradition de

vendetta, garnissent les rangs des taliban. De troupe étrangère accueillie sur le sol afghan, la force internationale commence à être perçue comme un occupant. Les opérations intrusives menées par les forces spéciales, les frappes aériennes aveugles ou les violences exercées par les sociétés militaires privées, nourrissent un rejet global de l'occidental[146]. La FIAS fait évoluer les modalités de son intervention pour répondre aux taliban. Lors du sommet de l'OTAN à Riga les 28 et 29 novembre 2006, de nombreux pays, dont la France, lèvent les restrictions d'emploi[147] pesant sur les contingents engagés dans les opérations militaires. Parallèlement, elle se prépare à faire évoluer ses doctrines et ses actions sur le terrain. Un effort supplémentaire est porté sur la formation de l'armée afghane avec la création des équipes de liaison et de mentorat opérationnel[148], qui sont des soldats embarqués dans les unités afghanes afin d'accompagner et de conseiller les homologues. Ce dispositif complète celui mis en place pour la formation initiale des soldats de l'armée nationale afghane.

Entre 2007 et la fin de l'année 2012, les troupes de la coalition mènent des opérations de contre-insurrection avant de préparer leur retrait. Face à la forte dégradation de la situation sécuritaire, les Américains reprennent la main sur le commandement des opérations de la FIAS[149]. Dès le deuxième semestre 2007, la coalition définit les prémices d'une stratégie de contre-insurrection : « *Cette nouvelle donne, formalisée [...] dans la stratégie dite d'"implication des acteurs clefs", permet de jouer la carte des chefs de tribus.* [Cette stratégie] *a pour but de séparer les insurgés*

de la population dans les bastions Taliban[150] ». Elle se heurte d'emblée à des problèmes quasiment insolubles[151]. Les coalisés ne sont pas en mesure de verrouiller la frontière avec le Pakistan, dont les zones tribales constituent des bases arrière pour les taliban. Alors qu'une saisonnalité des campagnes militaires se met en place (hiver/été), ces espaces constituent des lieux de repos et de préparation des opérations armées en Afghanistan. Contrairement aux précédentes expériences en Algérie (1954-1962) ou au Vietnam (1962-1975), il est impossible de couper physiquement la population de l'insurrection. L'intervention devant se construire dans le respect du droit international, il est impossible de raser les villages entiers, de définir des zones interdites et de reconstruire de nouvelles villes sous contrôle gouvernemental. Cette stratégie se construit souvent dans la plus parfaite méconnaissance de l'histoire politique des trente dernières années de ce pays. Elle tend à surestimer le poids des clivages ethniques au détriment d'autres lectures politiques sur le temps long. Un fossé culturel existe entre la troupe et les populations. Les officiers parlant une des langues officielles de l'Afghanistan demeurent des denrées rares. La réalité des opérations menées sur le terrain ne génère pas de contacts simples avec la population. Malgré un avantage technologique indéniablement au profit de la coalition (numérisation du champ de bataille, écoutes électroniques, drones, appui aérien, munitions de précision…), l'absence de troupes au sol en nombre suffisant est un frein puissant à la réussite des actions. Comment conserver le terrain après avoir chassé les taliban ? Ici réside un paradoxe puissant de la

contre-insurrection appliquée à l'Afghanistan. Même avec des effectifs en grand nombre, cette stratégie ne garantit pas la victoire. La présence d'étrangers de manière permanente sur le sol afghan n'aurait-elle pas nourri un rejet profond et suscité de nouvelles « vocations » ? Dans un entretien au journal *Sunday Times*, le général britannique Mark Carleton-Smith déclare le 5 octobre 2008 : « *La guerre en Afghanistan ne peut être gagnée […]. Il s'agit de [la] réduire à un niveau d'insurrection contrôlable ne constituant pas une menace stratégique et pouvant être gérée par l'armée afghane*[152] ». Dans une perspective de contre-insurrection, cette phrase peut être comprise différemment. Elle possède un double sens. Cet effet majeur peut être atteint en mettant l'accent sur les populations, qui deviennent l'intérêt principal des actions mises en œuvre. La finalité est alors de couper l'insurrection de ses soutiens, en faisant basculer la population du côté du gouvernement. Ou alors, dans une perspective plus coercitive, cela peut aussi signifier mettre l'accent sur les insurgés et leur organisation politico-militaire. Il s'agit cette fois-ci, de les affaiblir en détruisant leur organisation politico-militaire (arrestations, assassinats des chefs, démantèlement des filières d'approvisionnement…), au risque de faire des dommages au sein de la population. Ces deux approches sont mises en œuvre, parfois simultanément, sur le théâtre d'opérations afghan entre 2007 et 2012, pour des résultats finalement très incertains[153].

Dès 2007, la guerre s'intensifie : 556 incidents sont recensés. Ils tuent plus de 8 000 individus, dont de nombreux civils. L'année 2008 ne permet pas de constater

de progrès. L'insurrection est présente dans 54 % du pays. À la fin du mois de décembre, c'est 72 % du territoire afghan qui est en prise avec les taliban. Ils étendent leur influence auprès de la population, ce qui leur garantit de mener des actions en toute impunité et d'élargir les zones d'insécurité pour la coalition. Les attentats se multiplient. Durant la campagne d'été, les taliban frappent dans tout le pays, afin de disperser les moyens militaires internationaux. Cette stratégie est efficace. Elle permet de gêner le travail de reconstruction, tout en mettant les Occidentaux sous pression. Toute action d'éclat des taliban ou incident impliquant des militaires de la coalition (frappes aériennes inconsidérées, par exemple), est exploitée par une propagande efficace visant les opinions publiques adverses. L'année 2008 est coûteuse en vies pour les taliban (4 000 tués[154]), mais elle se solde aussi par une augmentation de 40 % des pertes dans la coalition par rapport à l'année précédente[155]. Des résultats tactiques, comme l'embuscade d'Uzbin contre les soldats français le 18 août 2008, débouchent sur de véritables victoires stratégiques en termes de communication. La première réponse militaire des coalisés semble inadaptée et l'action des insurgés traduit encore une nette montée en puissance : « *Comme les Soviétiques, les coalisés sont réduits, en 2007-2008, à se battre essentiellement pour desserrer l'étau autour des villes et tenir les routes. Les taliban ont bien "encerclé chez eux" les Occidentaux. Ils ne se contentent plus de les harceler*[156] ». L'approche de l'hiver sonne la fin de la campagne d'été 2008. Elle permet aux Occidentaux de

définir de nouvelles bases pour leurs actions : la contre-insurrection.

Les forces américaines s'intéressent de nouveau à cette doctrine depuis leur engagement dans les Balkans[157]. La guerre en Afghanistan et surtout les difficultés rencontrées en Irak, constituent des catalyseurs à partir desquels réapparaît la contre-insurrection dans le paysage stratégique occidental. Sous l'impulsion du général américain David Petraeus, un manuel est édité en décembre 2006. Il s'agit du *Field Manuel* (FM) 3.24, *Army's Counterinsurgency Manuel*. Il s'inspire à la fois des expériences du passé[158], en particulier françaises[159] et britanniques[160], tout en étant largement ouvert aux penseurs contemporains[161]. La population devient l'enjeu central du conflit contre l'insurrection[162]. L'action militaire s'inscrit dans une stratégie globale, où la population arbitre. Pour remporter la victoire, le général Petraeus s'appuie sur trois concepts : la « stratégie de l'Anaconda », l'édification de l'État (*State Building*) et l'approche globale (*Comprehensive Approch*). La « stratégie de l'Anaconda » est mise en œuvre en Irak à titre expérimental. Elle vise à partir du respect de vingt-cinq principes tactiques, à « *apporter au peuple la sécurité, lui accorder le respect, gagner son soutien et pour faciliter la mise en place d'une administration locale, la restauration des services de base et la relance de l'économie locale*[163] ». Elle doit progressivement étouffer les causes de l'insurrection, en partant du principe que toute action coercitive massive va à l'encontre des objectifs poursuivis. Il est nécessaire de l'adapter à l'Afghanistan : « *Le succès de la campagne de*

contre-insurrection [...] repose sur la crédibilité d'un gouvernement capable de gérer ses propres affaires tout en persuadant la population qu'il est légitime. [Son] but est également d'arriver à juguler la capacité des insurgés à conduire des opérations et, en parallèle, de rendre le pays capable de subvenir à sa sécurité, ses services sociaux et à sa stabilité économique[164] ». La stratégie de contre-insurrection se solde par un succès lorsque la population cesse de soutenir les insurgés et se range du côté du gouvernement légal. Pour cela, les États-Unis souhaitent aider à l'édification de l'État afghan, en suivant un principe dérivé du *State Building*[165] qui se décline en trois temps : « nettoyer, tenir, reconstruire » (*Clear, Hold, Build*). L'étape « nettoyer » consiste à extirper les insurgés et les éléments antigouvernementaux d'une zone donnée puis de créer un vide géographique entre les insurgés et la population. La phase « Tenir » vise à interdire aux insurgés la zone donnée pour assurer la sécurité de la population et maintenir la liberté de mouvement dans la zone. La dernière étape de « reconstruction » cherche à mettre en contact la population et l'administration locale par le biais de projets d'assistance et de développement, qui renforcent son autorité et son prestige. Tout l'art opératif va alors consister à choisir les territoires où appliquer cette méthode en fonction de leurs caractéristiques propres et de leur importance dans le dispositif de l'insurrection. Cet objectif de « nettoyer-tenir-reconstruire » ne peut s'envisager que dans le temps et avec d'importants moyens : « *Les responsables des États-Unis et de la nation hôte doivent se préparer à un effort de longue haleine*[166] ». Au niveau stratégique, quatre principes

constituent la base sur laquelle s'appuie l'ensemble de l'édifice de la contre-insurrection : la sécurité, la gouvernance, la reconstruction et le développement et la lutte contre le trafic de drogue. L'ensemble de ces éléments constituent une « approche globale[167] » (*Comprehensive Approch*), qui doit permettre à la coalition d'atteindre ses objectifs stratégiques.

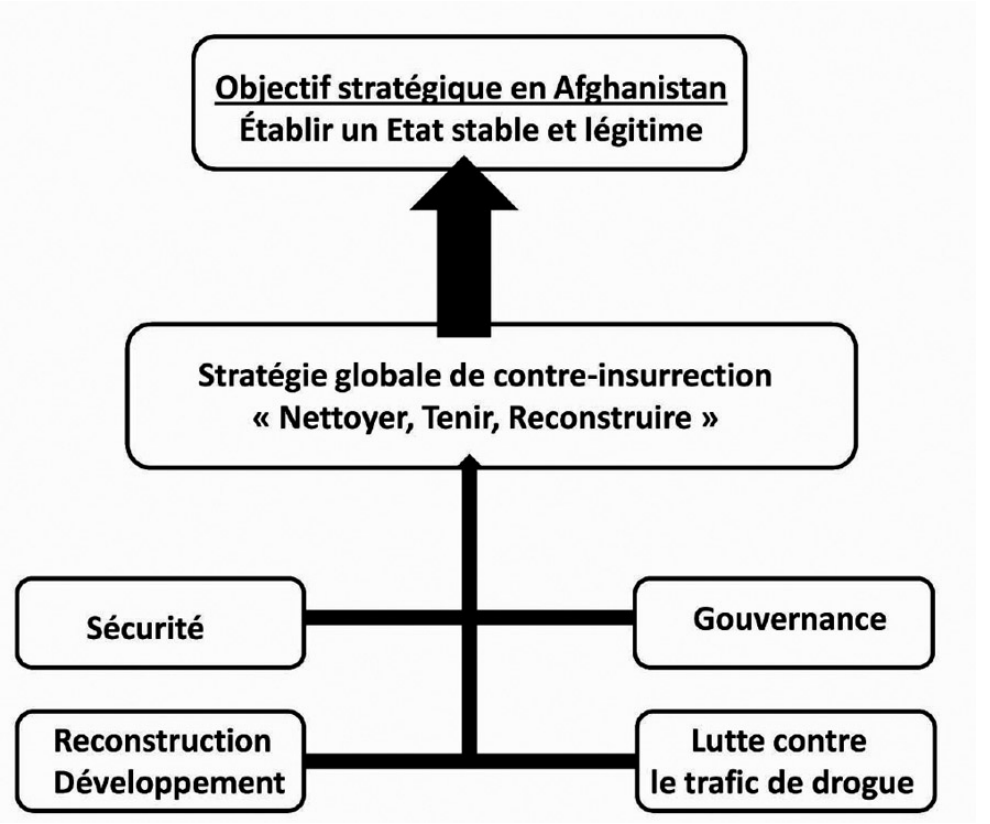


Figure 7 – Approche globale de la coalition en Afghanistan

Les États-Unis définissent quatre piliers dans leur plan de campagne. L'Afghanistan ne doit plus constituer une base arrière pour le terrorisme et doit être un allié stable. Son

système politique doit être démocratique et soutenir une économie fleurissante basée sur un secteur privé. Autonome, l'état doit être capable de diriger administrativement son territoire, de contrôler ses frontières tout en respectant les droits de tous ses citoyens. L'action de la coalition internationale est indispensable afin de ramener la stabilité puis la paix. Présente dans toutes les cinq régions d'Afghanistan, contrôlant vingt-six équipes de reconstruction provinciale[168], elle devient l'acteur majeur de la contre-insurrection, sous la direction des États-Unis. Le sommet de l'OTAN de Bucarest, le 4 avril 2008, outre l'envoi de renforts, permet de redéfinir une stratégie globale. Il s'agit « *d'aider le peuple et le gouvernement élu d'Afghanistan à construire un état pacifique, démocratique, respectueux des droits de l'homme et libéré de la menace du terrorisme* ». Quatre principes sont affirmés : un engagement ferme et dans la durée des troupes de la coalition, le soutien au renforcement de la prise de responsabilités des Afghans, une approche globale de la communauté internationale conjuguant efforts civils et militaires et une coopération accrue avec les voisins de l'Afghanistan (le Pakistan en particulier) pour stabiliser le pays. Ce sommet permet de poser les fondations à une « Afghanisation » du conflit, supposant que « *le fardeau [des opérations de sécurité] soit pris en charge par les autorités locales*[169] ». L'élection de Barack Obama comme président des États-Unis, le 4 novembre 2008 change le statut de ce conflit outre-Atlantique[170]. L'Afghanistan devient la priorité numéro un des États-Unis et la contre-insurrection est dotée de nouveaux moyens. Le 30 décembre 2008[171], le général

Mc Kieman, commandant en chef des troupes américaines et de l'OTAN, donne de nouvelles directives sur le respect des populations afin de limiter les dégâts collatéraux, en particulier lors des frappes aériennes. Le 17 février 2009, le nouveau président américain annonce un renfort de 17 000 militaires supplémentaires au printemps. Ils viennent s'ajouter aux 38 000 soldats déployés par les États-Unis et aux 32 000 hommes des pays de l'OTAN. Le 20 mars 2009, un conseil national de sécurité sous la présidence de Barack Obama entérine la stratégie de contre-insurrection. Le 27 mars 2009, il dévoile son nouveau positionnement et annonce vouloir « *détruire le cancer Al-Qaïda dans les montagnes inaccessibles entre le Pakistan et l'Afghanistan*[172] », tout en évoquant une stratégie complète qui allie renforts militaires, aide accrue au développement et recherche d'une solution régionale. Entre dix et vingt milliards de dollars doivent être investis dans l'agriculture, l'éducation, ou la santé. Alors qu'une logique de reprise de la guerre se dessine, le diplomate américain Richard Holbrooke lie le Pakistan et l'Afghanistan sous le même vocable d'AFPAK, lors de la conférence sur la sécurité internationale de Munich les 7 et 8 février 2009. Il cherche à promouvoir une solution régionale au conflit. Le sommet de Washington du 6 et 7 mai 2009 réunissant les Américains, les Pakistanais et les Afghans ne permet pas de trouver une issue. Au contraire, la guerre est relancée sur le terrain. Face aux attaques violentes et répétées des taliban, les troupes de la coalition lancent une série d'opérations pour « *contrôler la frontière orientale et méridionale, notamment en faisant la reconquête du Helmand ; desserrer l'étau*

autour de Kaboul et tenir le ring, cette route qui fait le tour de l'Hindou Kouch[173] ». Le 11 mai 2009, le général Stanley McChrystal remplace le général Daniel McKiernan comme commandant des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan. Début juillet, une vaste opération est lancée dans le Helmand pour couper un des chéneaux principaux d'écoulement de la drogue[174]. Face à cette offensive, les taliban reprennent l'initiative dans le nord et l'ouest du pays, en ciblant les axes logistiques et posant de graves difficultés aux troupes allemandes en charge du secteur de Kunduz. L'approche des élections présidentielles afghanes du 20 août 2009 incite les taliban à multiplier les attentats et les menaces pour dissuader les électeurs afghans de se rendre aux urnes. Malgré tout, 38,7 % des Afghans vont voter et confirmer leur rejet de l'insurrection par la même occasion. Ce scrutin est pourtant entaché de nombreuses irrégularités qui laissent planer de sérieux doutes sur la crédibilité du résultat d'Hamid Karzaï, en ballottage favorable face à son adversaire le Dr Abdullah Abdullah. Le 2 novembre 2009, celui-ci finit par renoncer au second tour. Hamid Karzaï remporte les élections avec une légitimité *a minima*. Presque aussitôt, il fait part de son souhait de voir l'armée nationale afghane assurer la sécurité pleine et entière de l'Afghanistan avant la fin de l'année 2014. Les taliban multipliant leurs actions terroristes partout sur le territoire, le Président Obama annonce un renfort de 33 000 hommes. Le contingent américain atteint les 100 000 hommes en 2010. Allant dans le sens des déclarations du Président afghan, il donne la perspective de l'été pour la fin de cet effort supplémentaire. Malgré toutes les annonces

volontaristes, les pays de la coalition commencent à préparer le terrain pour la phase de retrait de leurs forces. Le 4 décembre 2009, l'OTAN précise que 7 500 soldats de l'alliance compléteront le dispositif : « *Avec l'arrivée progressive de ces hommes jusqu'à la fin du printemps 2010, le nombre total de militaires étrangers [...] passe de cent treize mille à cent cinquante mille hommes – un chiffre supérieur de trente mille hommes au contingent [...] soviétique*[175] ». Le total des pertes de l'OTAN pour l'année 2009 est de 520 hommes (295 en 2008). Malgré ce sacrifice, l'issue du combat reste indéterminée. Les taliban montrent leur force mais la population ne les soutient pas pour autant de manière aveugle. Les renforts peuvent laisser espérer en un renversement de la situation. L'année 2010 est encore plus sanglante que la précédente pour la coalition (711 tués). Les taliban sont toujours aussi actifs et les élections législatives du 18 septembre 2010, bien que se déroulant dans un climat plus serein, marquent un essoufflement du processus démocratique (40 % de participation, mille des sept mille cinq cents bureaux de votes fermés pour cause de fraudes, aucun votant en vallée d'Alasay et quelques dizaines à Tagab). L'opération *Mushtarak*, qui se déroule entre le 9 et le 15 février 2010 dans le Helmand, laisse les observateurs sceptiques sur sa réussite. Le général américain Michaël Flynn rend publique un rapport très sceptique : « *Le simple fait de tuer des insurgés ne sert généralement qu'à multiplier le nombre d'ennemis, surtout parmi les communautés pashtouns enclines à se venger*[176] ». Après de vives tensions entre l'administration Obama et le général Stanley McChrystal[177],

le général David Petraeus est nommé comme commandant en chef des troupes américaines et de l'OTAN en Afghanistan le 23 juin 2010. C'est le « père » du renouveau de la contre-insurrection américaine qui prend la direction des opérations. Il poursuit durant un an, entre juillet 2010 et juillet 2011, la stratégie visant à mener des opérations multiples dans les sanctuaires ennemis, tout en appliquant les principes de la contre-insurrection. Dans le Helmand, l'opération *Hamkari*[178] qui se déroule entre le 26 et le 31 août 2010, constitue un franc succès. Toutefois, la totalité de la province et la frontière avec le Pakistan ne sont pas sous contrôle. Cet axe logistique vital pour les taliban est toujours ouvert. Plus grave, ces derniers mènent une contre-offensive dans le nord du pays à Kunduz dès l'automne 2010. Elle se traduit par l'assassinat du gouverneur de province le 8 octobre 2010. Alors que débute la campagne d'hiver, la situation commence à s'inverser dans le Helmand. Les taliban piègent les maisons pour retarder l'avance de la coalition, obligeant cette dernière à procéder à d'intenses destructions, qui sont immédiatement exploitées par la propagande adverse et conduisent à augmenter l'impopularité des forces de l'OTAN. Plus grave, l'annonce de dates fermes de retrait (2011 et 2014) lors de la conférence de l'OTAN à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010 sonne comme une victoire morale pour les taliban qui n'ont plus qu'à attendre. Malgré tout, le général Petraeus demeure optimiste, comme le confirme sa déposition devant le Sénat américain le 15 mars 2011. L'offensive de printemps des taliban débute pourtant de manière plus précoce en 2011 par des actions dès le mois de février.

Celle de la nuit du 24 au 25 avril 2011 marque les esprits. À la veille de l'été, 486 prisonniers dont 106 commandants Taliban s'évadent de la prison de Kandahar. « *[C'est] un an et demi de lutte contre l'insurrection qui tombe à l'eau à un moment clef où nous pouvions enfin afficher un bilan favorable sur le terrain*[179] ». L'acmé des combats est atteinte en juillet 2011. L'ensemble du territoire afghan, dont la zone française, est soumis à d'intenses combats. L'exécution par un commando américain d'Oussama Ben Laden au Pakistan le 2 mai 2011 ainsi que le « pourrissement » accéléré de la situation sur le terrain semblent précipiter les échéances de retrait des troupes occidentales et le transfert de responsabilités vers l'armée nationale afghane.

Le programme *Intequal* (« transition » en dari et pachtou[180]) est enclenché, en fait, dès la conférence de Lisbonne du 20 novembre 2010. Il s'agit du processus de transfert progressif, de la coalition internationale aux dirigeants afghans, de la responsabilité de la sécurité du pays. Cela se traduit par le transfert en cinq étapes, de territoires et de bases militaires aux forces gouvernementales. Les deux premières tranches sont annoncées par le Président Karzaï les 22 mars et 27 novembre 2011. Les troisième et quatrième sont lancées les 13 mai et 31 décembre 2012. La dernière marche vers la pleine et entière souveraineté de l'Afghanistan est lancée le 18 juin 2013, lorsque le Président afghan déclare que les onze dernières provinces encore contrôlées par l'OTAN vont basculer sous la responsabilité de l'armée nationale. Cette transition prend sa source dans la volonté manifestée par le

Président afghan suite à sa réélection contestée en 2009, puis se concrétise par les annonces de la conférence de Londres du 28 janvier 2010 et de celle de Lisbonne. L'essoufflement de la coalition se manifeste par le retrait des Pays-Bas dès le 1er août 2010, du Canada le 7 juillet 2011 ainsi que la pause opérationnelle de l'armée française en Kapisa et en Surobi suite à l'attentat de Joybar du 13 juillet 2011. L'enclenchement du processus de transition semble irréversible. Le Président Barack Obama en donne les grandes lignes dans son discours du 22 juin 2011. En s'adressant à la Nation, le Président américain veut en finir avec la guerre, sans doute en prévision des élections du mois de novembre 2012. Il signe ainsi un discours historique qui consacre un changement de paradigme stratégique pour les États-Unis : « *[Ils] n'entendent plus être les gendarmes du monde [et souhaitent un] multipartisme militaire*[181] ». Un premier retrait de trente-trois mille hommes est décidé pour l'été 2012, et le processus de transfert des territoires aux Afghans est accéléré. D'ici à la fin de la transition, toutes les équipes de reconstruction provinciales doivent transmettre leurs fonctions au gouvernement afghan, aux acteurs de développement traditionnels, aux organisations non gouvernementales ou au secteur privé avant de disparaître. Pour le Pr Jauffret, ce changement de stratégie traduit un retour du travers majeur des années Bush : le désintérêt pour ce théâtre d'opération et la croyance en la technologie couplée à l'action des forces spéciales pour mener une guerre à distance. En 2012, les forces spéciales comptent jusqu'à 14 000 hommes et éliminent ou capturent 10 000 personnes dont une majorité de commandants locaux[182].

L'utilisation massive des drones complète cet effort d'attrition contre l'insurrection. Face à l'impasse de la stratégie de contre-insurrection, l'effet majeur du plan de campagne de la coalition est passé de la population vers les taliban pour permettre le désengagement. Il s'agit alors de leur causer un maximum de pertes pour les affaiblir, retirer les troupes occidentales et permettre à l'armée afghane de prendre plus facilement les opérations en mains. Si ces « *attentats ciblés ruinent les derniers attendus de la guerre du droit en Afghanistan et renforcent le rejet de l'occupant chez les populations*[183] », ils hypothèquent aussi les chances d'aboutir à une paix négociée. En créant de nouveaux martyrs qui doivent être vengés, en « coupant la tête » des chefs les plus expérimentés de l'insurrection, cette stratégie ne concourt-elle pas à radicaliser le mouvement Taliban au moment même où les Occidentaux s'en vont et ont besoin d'interlocuteurs pour négocier ? L'OTAN se veut rassurante sur le déroulement du processus de transfert vers l'armée afghane, tandis que les attentats se multiplient dans l'ensemble du pays. Des soldats occidentaux sont visés au sein même des unités afghanes (tir « vert contre bleu »). Le 7 février 2012, une voix s'élève pour dénoncer ce mensonge. Le lieutenant-colonel Daniel Davis, dénonce la langue de bois officielle à propos des progrès réalisés en Afghanistan : « *Ce que j'ai vu ne ressemblait en rien à la situation favorable décrite dans les communications officielles des chefs militaires américains […]. J'ai au contraire constaté l'absence de succès à pratiquement tous les niveaux*[184] ». Il en conclut que la guerre vire au désastre : « *Les responsables locaux du*

gouvernement afghan ne remplissent pas leur mission auprès de la population et les forces afghanes rechignent à combattre l'insurrection, voire agissent en collusion avec les taliban[185] ». Malgré le retrait en bon ordre, les taliban reprennent le contrôle du pays. En 2012, ce sont cent cinquante des trois cent quatre-vingt-dix-huit districts du pays qu'ils administrent[186]. Lors de la conférence de Chicago, les pays membres de l'OTAN s'accordent sur le retrait des troupes d'Afghanistan en 2014. Alors que les Français mettent fin à leur mission de combat dès la fin de l'année 2012, il est prévu que trente-cinq mille hommes de l'armée américaine et de l'OTAN demeurent sur place, pour poursuivre la formation de l'armée afghane. L'avenir et la paix semblent encore bien incertains pour le Pays de l'Insolence au terme de treize années de guerre.

L'engagement de l'armée de terre en Afghanistan se construit par étapes dans la durée[187]. Elles s'inscrivent sur un espace géographique et humain particulier ainsi que dans la temporalité des orientations prises par la force internationale d'assistance et de sécurité. Le rythme opérationnel n'est pas uniforme. Nous pouvons distinguer des périodes, qui se caractérisent chacune par l'évolution des missions[188] données par le pouvoir politique français, l'attribution de moyens militaires en conséquence et la modification des doctrines d'emploi de la troupe en fonction de la nature de la menace. L'action de l'armée française passe d'une attitude prudente (entre 2001 et 2007) à une participation pleine et entière à la relance de la guerre contre les taliban et à la stratégie de contre-insurrection (2007-2011) avant d'entamer une transition des

opérations[189] vers l'armée nationale afghane et son retrait des zones de combat (2011-2012). Après une phase logistique intense de rapatriement du matériel (2012-2013), les derniers contingents sont regroupés sur Kaboul avant le départ définitif le 31 décembre 2014. Aux prises, avec un adversaire[190] polymorphe, rustique, usant des techniques de guérilla[191] et du terrorisme[192], sachant s'adapter très vite, l'armée de terre redécouvre les actions offensives en situation de contre-guérilla. Simultanément, c'est une part importante de l'héritage tactique[193] de son histoire coloniale qu'elle réexamine à travers ses propres réflexions ou celles de ses alliés. « *La presque totalité des unités de l'armée de terre française a participé à la campagne*[194] *d'Afghanistan lors d'un à trois séjours*[195] », relève le Pr Jauffret. La connaissance de cette page d'histoire très contemporaine est fondamentale pour comprendre son évolution actuelle et commencer à en retirer des enseignements. Nous allons suivre ce cheminement chronologique, qui va nous permettre de mieux comprendre le passage d'une opération de maintien de la paix à de véritables actions de guerre. L'adaptation de l'arme du génie est le fil rouge mettant en lumière l'histoire de ces hommes et de ces femmes, qui ouvrent un nouveau chapitre de l'histoire militaire de la France.

CHAPITRE PREMIER

De la stabilisation à l'imposition de la paix (2001-2007)

Dans le cadre de l'opération *Héraclès,* les premiers détachements maritimes, terrestres et aériens français, sont envoyés rapidement en Afghanistan. Les forces spéciales, qui jouent un rôle limité entre 2001 et 2002, participent à l'opération « Liberté Immuable » à partir de l'été 2003. Après le déploiement des premiers contingents dans le cadre de la force internationale, la France s'investit dans le domaine de la formation des officiers afghans, donnant naissance à l'opération « Epidote ». Le génie est immédiatement déployé en appui[1] des troupes au sol. Dès le début de l'année 2002, un détachement du 17e Régiment[2] du Génie Parachutiste (RGP) accompagne les marsouins du 21e Régiment d'Infanterie de Marine (RIMA). Ils sont précédés de quelques semaines par les démineurs du 1er Régiment Étranger du Génie (REG) déployés avec l'élément précurseur[3] à Mazar-e-Charif. Ce premier temps

de l'intervention française en Afghanistan couvre les mandats[4] un à seize de l'opération Pamir, du 2 janvier 2002 au 16 septembre 2007. Durant cette période, les forces terrestres françaises envoyées en Afghanistan demeurent quatre mois sur le théâtre d'opération[5]. Elles proviennent de l'ensemble des brigades de l'armée de terre. Les deuxième et troisième Brigade Mécanisée (2e et 3e BM) sont les plus sollicitées avec six mandats en tout. La onzième Brigade Parachutiste (11e BP) réalise deux mandats, comme la vingt-septième Brigade d'Infanterie de Montagne (27e BIM) et la sixième Brigade Légère Blindée (6e BLB). Les quatre autres mandats étant pris en charge par la septième Brigade Blindée (7e BB), la Brigade Franco-allemande (BFA), la 1re BM et la neuvième Brigade Légère Blindée de Marine (9e BLBMa). Dans une armée professionnalisée, l'ensemble des régiments des différentes brigades de l'armée de terre et leurs appuis se succèdent sur ce théâtre dont les missions relèvent, pour la partie concernant les forces conventionnelles, des opérations de maintien de la paix et de stabilisation[6] post-conflit.

Numéro	Unité(s)	Dates	Implantation	CDT BATFRA / GTIA
PAMIR 1	**21e RIMA** / 17e RGP / 1er REG (EOD)	02 Janvier- 14 avril 2002	Mazar-e-Sharif /Kaboul	**Colonel Jean-Marc Marill**
PAMIR 2	**7e BCA** / 2e REG	14 avril – 5 septembre 2002	Kaboul	**Colonel Thierry Corbet**
PAMIR 3	**1/11e Cuirassiers** / 31e RG	5 septembre 2002- 11 Janvier 2003	Kaboul	**Colonel Bernard de Courrèges d'Ustou**
PAMIR 4	**2e régiment de dragons** / 13 RG	11 Janvier – 8 mai 2003	Kaboul	**Colonel Guy Nuyttens**
PAMIR 5	**3e RPIMA** / 17e RGP	8 mai / 10 septembre 2003	Kaboul	**Colonel Jean-François Hogard**
PAMIR 6	**1er régiment de tirailleurs** / 3e RG	10 septembre 2003 / 16 Janvier 2004	Kaboul	**Colonel Thierry Lion**
PAMIR 7	**1er RIMA** / 6e RG	16 janvier / 17 mai 2004	Kaboul	**Colonel Philippe Morel**
PAMIR 8	**4e régiment de chasseurs** / 2e REG	17 Mai / 25 août 2004	Kaboul	**Colonel Jérôme Lockhart**
PAMIR 9	**3e régiment de hussards** / 19e RG	25 août 2004/ 02 février 2005	Kaboul	**Colonel Nicolas Richoux**
PAMIR 10	**2e REI** / 1er REG	02 février 2005- 6 Juin 2005	Kaboul	**Colonel Hubert de Reviers de Mauny**
PAMIR 11	**35e RI** / 19e RG	6 juin- 02 octobre 2005	Kaboul	**Colonel Jacques Duffour**
PAMIR 12	**Régiment de marche du Tchad** /13e RG	02 octobre 2005 – 07 février 2006	Kaboul	**Colonel Henry Ducret**
PAMIR 13	**1er RHP** / 1er RCP / 17e RGP	07 Février – 05 juillet 2006	Kaboul	**colonel Guillaume de Marisy**
PAMIR 14	**1/11e Cuirassiers** / 31e RG	05 Juillet – 10 décembre 2006	Kaboul	**Colonel Vianey Pillet**
PAMIR 15	**16e Bataillon de chasseurs** / 13e RG	10 décembre 2006 / 24 avril 2007	Kaboul	**Colonel Rémi Seigle**
PAMIR 16	**1er RCP** /17e RGP	24 avril / 16 septembre 2007	Kaboul	**Colonel Patrick Collet**
PAMIR 17	**13e BCA** / 2e REG	18 septembre 2007 / 24 janvier 2008	Kaboul	**Colonel Jean-François Morin**
PAMIR 18	**126e RI** / 31e RG	24 janvier 2008 / 24 mai 2008	Kaboul	**LCL Christophe Mallassinet**
PAMIR 19	**Régiment de marche du Tchad** / 13e RG *Renforcé en cours de mandat par la 4e cie du 8e RPIMA et 3e cie du 35e RAP* **Task Force « Chimère »** : **8ème RPIMA** / 17e RGP	24 mai 2008 / 17 septembre 2008 16 juillet / 7 décembre 2008	Kaboul / Surobi /Kapisa	**Colonel Olivier de Cervins** **Colonel Jacques Aragonès**
PAMIR 20	**3e RPIMA** / 17e RGP **TF « Tiger »** : **27e BCA** / 2e REG	17 septembre 2008 / 7 février 2009 7 décembre 2008 / 15 juin 2009	Kaboul / Surobi / Kapisa	**Colonel Jean-Pierre Perrin** **Colonel Nicolas Le Nen**
PAMIR 21	**1er RI** / 3e RG **TF « Korrigan »** : **3e RIMA** / 6e RG	7 février / 3 juillet 2009 15 juin / 2 décembre 2009	Kaboul / Surobi / Kapisa	**Colonel Franck Chatelus** **Colonel Francis Chanson**
PAMIR 22	**Task Force « Dragon » : 2e REI /** 1er REG **Task Force "Korrigan"**	3 juillet 2009 / 13 janvier 2010 15 juin / 2 décembre 2009	Kaboul / Surobi /Kapisa	**Colonel Benoit Durieux** **Colonel Francis Chanson**

Tableau 1 – Les mandats de l'armée française en Afghanistan (2001-2010)

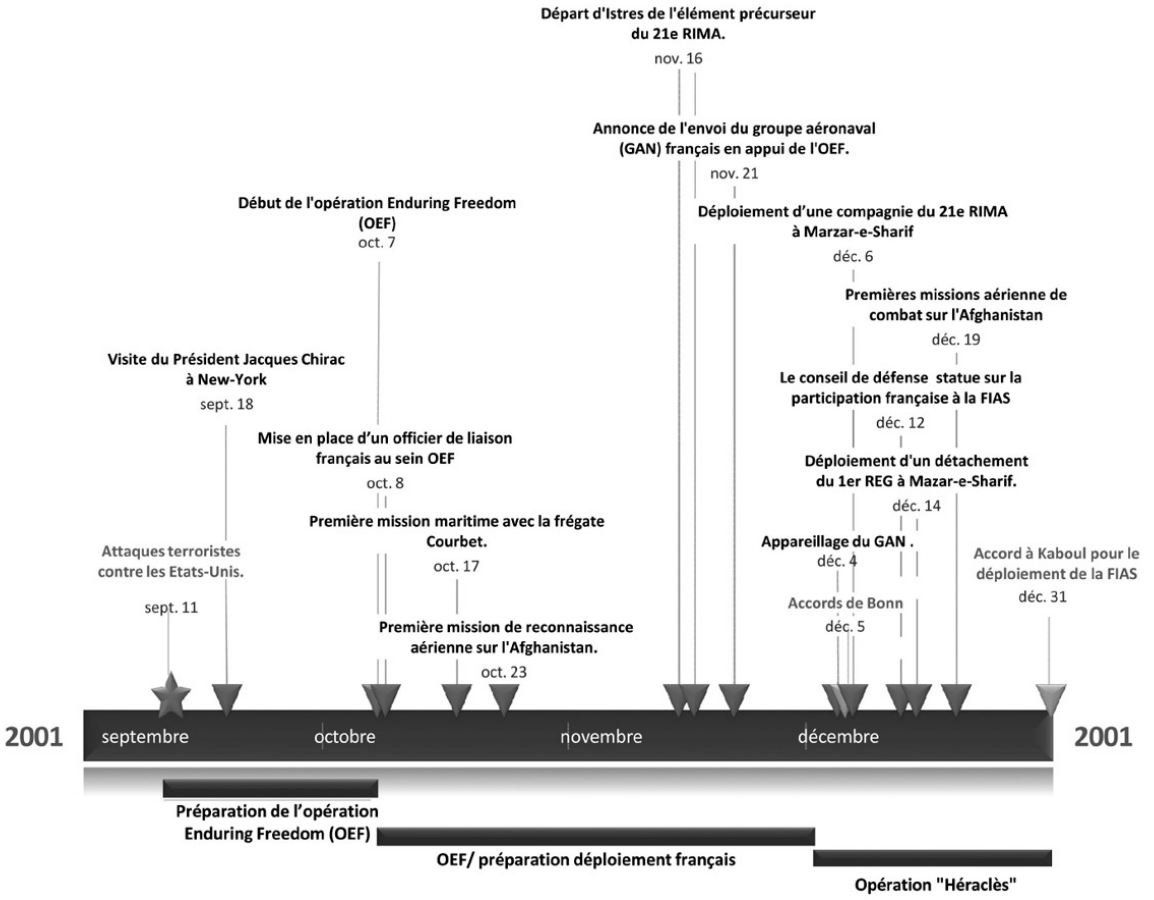


Figure 9 – Chronologie de l'opération *Héraclès* à Pamir (2001-2002)

Dès la chute de Kaboul, le 13 novembre 2001, le Président Jacques Chirac déclare : « *Notre stratégie d'ensemble a d'abord et avant tout pour objectif l'élimination, l'éradication du terrorisme, c'est-à-dire de Ben Laden, de ses collaborateurs, des taliban qui lui ont permis de vivre, de prospérer, de se développer, d'agir. C'est cela qui reste naturellement notre objectif essentiel : l'éradication des forces du mal et de la barbarie*[7] ». Dans la première phase de son engagement, la France envoie des détachements maritimes, terrestres et aériens en

Afghanistan. Pour autant, la décision n’est pas évidente à prendre. Le pays est alors plongé en pleine cohabitation. Le Premier ministre, Lionel Jospin, et le président de la République s’accordent sur l’importance de manifester aux États-Unis la solidarité de la France. Ils souhaitent renforcer sa voix au Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations unies (ONU) « en étant sur la photo » dans Kaboul libéré. Néanmoins, l’action politique patine. Le Président est incertain sur la forme et le volume de forces à envoyer tandis que le Premier ministre doit faire face à l’opposition d’une partie de son alliance politique « la gauche plurielle » à l’Assemblée nationale. Ces tergiversations se doublent de difficultés diplomatiques pour l’acheminement des troupes. La Turquie et l’Ouzbékistan sont réticents à collaborer, ce qui génère de nombreux retards. Malgré tous ces obstacles, l’opération *Héraclès* est lancée.

De l’opération Héraclès à l’opération Pamir (2001-2002)

Alors que l’escadre aéronavale américaine commence ses frappes aériennes en Afghanistan le 7 octobre 2001, l’armée française envoie dès le lendemain un officier de liaison au centre de commandement de l’opération *« Liberté Immuable »* à Tampa en Floride. Sans aucune ambiguïté, la France apporte son soutien militaire aux États-Unis.

L'opération Héraclès : des Français en Afghanistan

Le 17 octobre 2001, la frégate Courbet de la marine participe aux opérations maritimes. Conformément à la demande de l'état-major américain, des capacités de renseignement lui sont mises à disposition par l'envoi de deux avions de reconnaissance[8] Mirage IV de l'armée de l'air accompagnés d'un avion ravitailleur KC-135, le 21 octobre. À bord de ces vestiges de la guerre froide, les pilotes lancent les premières missions dans le ciel afghan deux jours plus tard. Hormis l'action des services secrets français sur le terrain[9], la décision d'envoyer les troupes terrestres en Afghanistan est prise le 14 novembre 2001 lors d'un conseil de défense restreint. Le 21e RIMA est choisi pour assurer « *une base de sécurité pour le rétablissement des infrastructures et des conditions de vie normale dans la zone nord*[10] ». Il s'agit de sécuriser l'aéroport de Mazar-e-Charif avec l'aide du détachement américain déjà sur place. Le déploiement des marsouins ne se réalise pas sans problèmes. Alors que l'élément précurseur, une section d'infanterie et une cellule[11] tactique, décolle de France dans la nuit du 16 novembre 2001, il se trouve bloqué dès son arrivée en Turquie le 17. Grâce au concours opportun d'un avion transporteur américain, les soldats français arrivent à gagner l'Ouzbékistan le lendemain. L'élément précurseur se scinde alors. Un état-major tactique est créé sur l'aéroport de Karshi-Khanabad aux côtés des forces américaines, tandis que l'élément restant est envoyé à Mazar-e-Charif, ville tombée le 4 novembre, pour préparer l'arrivée du reste de la compagnie. Le 21 novembre, la France annonce l'envoi

du groupe aéronaval autour du porte-avions « Charles de Gaulle ». Celui-ci est équipé des premiers avions « Rafale marine », qui ne peuvent pas participer aux missions d'appui au sol faute d'équipements adéquats[12]. Le 6 décembre 2001, jour de la reddition des taliban de Kandahar, la compagnie du 21e RIMA se déploie sur l'aéroport de Mazar-e-Charif. Le première classe Sébastien Liénard témoigne : « *On est arrivés de nuit [...], nous étions la deuxième section à arriver sur place. On a débarqué rapidement par la rampe arrière, tous feux éteints, avec seulement un personnel de l'armée de l'air pour nous empêcher d'aller sur les hélices. Et l'avion est reparti aussi sec dans la nuit* ». Les tâches quotidiennes du détachement consistent à patrouiller sur les pistes de l'aéroport la nuit, surveiller les abords et améliorer le cantonnement (sacs à terre, barbelés...). Le logement s'effectue dans de grandes tentes aux abords de la piste, dans un confort relatif. Le niveau de menace ne semble pas alors très important : « *Lors de nos patrouilles à pied aux alentours de l'aéroport, on n'a pas alimenté nos armes une seule fois. Même la 12,7 mm en protection n'a jamais eu ses munitions engagées* ». D'ailleurs le matériel accompagnant les Français est modeste : « *[nous avions] trois Véhicules de l'Avant Blindés (VAB[13]) [...], deux Véhicules Blindés Légers (VBL) et des Véhicules Légers de Reconnaissance et d'Appui (VLRA). On avait des [missiles] Eryx dans mon groupe, des [mitrailleuses de] 12,7 mm. On ne savait pas se servir* [des mitrailleuses] *ANF1[14] des VBL, car on ne l'avait jamais utilisé au régiment. Chacun était en FAMAS[15] et les cadres, avec un PA MAC 50[16]. Il y avait une Minimi[17] par groupe de*

combat[18] ». Le 14 décembre, un Détachement Léger de Reconnaissance du Génie (DLRG) du 1er REG est déployé à Mazar-e-Charif. Sa mission est de localiser, d'évacuer et de détruire les projectiles et engins non explosés sur la zone utile de l'aéroport, en liaison avec les démineurs américains chargés de la même mission. Les sapeurs reçoivent aussi une mission de sensibilisation des personnels français au danger des mines. Les cadres du 1er REG sont les premiers légionnaires en opération en Afghanistan[19]. L'adjudant-chef Y5015, démineur spécialisé[20], se souvient de cette mission à laquelle il participe sans avoir acquis encore cette haute qualification : « *Cette première mission a duré deux mois. Elle n'avait rien à voir avec les autres mandats que j'ai pu faire par la suite en Afghanistan. À l'époque, les taliban se retiraient vers Kandahar. Notre mission principale était de dépolluer l'aéroport de Mazar-e-Charif. Nous devions détruire tout l'arsenal que les Russes avaient laissé sur le terrain afin d'éviter le danger, pour que l'aide humanitaire puisse arriver. À l'époque, c'était ça l'enjeu*[21] ». Le 19 décembre, un avion de combat Mirage 2000D avec son ravitailleur en vol se posent à Manas au Kirghiztan. Le 27 février 2002, l'armée de l'air s'installe à Manas et à Douchanbé au Tadjikistan. Alors que les grands aéroports d'Afghanistan sont sous le contrôle des Américains ou des Britanniques, les Français choisissent de conserver ces positions extérieures, qui compliquent la réalisation des objectifs militaires. Bien que contraignante, cette option possède sa logique : « *Paris [entend garder une] marge de manœuvre politique [en ayant] une faible emprunte au sol. D'autant qu'à cette époque, [...] Paris veille à ce que ses*

avions ne soient presque pas employés pour des missions de frappe[22] ». Depuis octobre 2001, la France apporte son soutien aérien et naval dans le cadre de l'opération « Liberté Immuable ». Pour l'armée de l'air cela se traduit par des missions d'appui au sol, de reconnaissance, de transport de troupes[23] et de ravitaillement en vol. L'aéroport de Douchanbé devient la porte d'entrée pour les contingents français qui se succèdent en Afghanistan jusqu'au retrait des forces combattantes en 2012. La marine française participe à des missions pour : contrôler l'espace aéromaritime du nord de l'océan Indien[24], empêcher le mouvement de terroristes de la zone Afghanistan vers la péninsule arabique ou la corne de l'Afrique, lutter contre les trafics illicites (armes, drogues) et protéger les installations pétrolières en mer[25]. Suite à la résolution n° 1386 du 20 décembre 2001 portant sur la création de la FIAS[26], la France engage un nouveau contingent à Kaboul. Avec « Liberté Immuable », ce sont deux opérations qui se déroulent en Afghanistan, le commandement combiné de transition pour la sécurité de l'Afghanistan[27] assurant la coordination. À Paris, le conseil de défense du 12 décembre 2001 a statué sur la participation française : « *Le président de la République réaffirme [...] la position de la France [...] : les Français ont un devoir de solidarité envers les Américains et l'Afghanistan n'est pas dans leur zone d'intérêt. Quatre points capitaux en découlent. Le premier : les troupes françaises doivent être engagées au sol. Le deuxième et le troisième point sont inspirés par le même souci de se mettre à l'abri d'un éventuel engrenage : la participation française doit être limitée, mais à un minimum*

décent […]. Enfin, le dernier point est un pari sur l'avenir : la France doit participer à la formation de l'armée nationale afghane[28] ». Placé sous le commandement du major-général britannique John McColl, le premier mandat de la FIAS regroupe sur Kaboul dix-sept contingents : anglais, allemand, français, italien, hollandais, turc, espagnol, grec, finlandais, autrichien, danois, suédois, bulgare, roumain, norvégien, portugais et néo-zélandais, soit 5 000 hommes[29]. Ainsi est créée la brigade multinationale de Kaboul[30]. Pour la France, c'est le début de l'opération Pamir.

Le temps de l'insouciance : les débuts de l'opération Pamir

La France déploie à Kaboul durant tout le mois de janvier 2002 son premier Bataillon français (ou BATFRA[31]). Composé de 508 militaires, principalement du 21e RIMA, du 1er Régiment de Spahis (RS) et du 17e RGP. Ils sont chargés d'assurer la sécurité de l'aéroport de Kaboul et des axes reliant cette plateforme aéroportuaire à celle de Bagram, située à quarante kilomètres plus au Nord. Les sapeurs parachutistes, au nombre de 51, pour ce premier mandat[32], sont déployés avec les forces spéciales dès le 2 janvier 2002 afin de préparer l'arrivée du bataillon. Le génie entre en premier dans Kaboul. Le lendemain, les actions préliminaires au déploiement débutent[33]. Tout d'abord, il s'agit de mener la reconnaissance, la vérification et l'éventuelle dépollution[34] des sites attribués aux éléments français (quartier général du Représentant de la France en Afghanistan (REPFRANCE[35]), celui attribué aux forces

spéciales et les quartiers du bataillon). Les sapeurs parachutistes effectuent le marquage des zones polluées par de multiples munitions abandonnées à même le sol, entreprennent des travaux de protection, réalisent des schémas d'implantation des infrastructures, identifient les ressources locales[36] ainsi que les responsables des différentes chaînes de commandement importantes[37]. Ce déploiement en amont de l'arrivée du bataillon a permis de disposer d'un temps d'avance (préparation de l'arrivée des hommes en partant des impératifs du terrain) et de travailler en sécurité (contrôle des emprises, protection de la force[38]). La première patrouille du bataillon français est réalisée le 9 janvier 2002 à Kaboul. Sitôt les opérations préliminaires réalisées, les sapeurs du 17e RGP se sont aussi intéressés à la reconnaissance et la réalisation de lignes de coup d'arrêt[39] dans le cadre d'un plan global d'extraction. Si les taliban reviennent en force, les Français doivent être en mesure de les retarder d'avancer de lancer le plan d'évacuation. Dans le même temps, ils procèdent à de nombreuses ouvertures d'itinéraires et à des travaux pour protéger les bases françaises (concept de protection de la force). Les sapeurs insistent alors pour que le théâtre d'opération puisse être doté d'engins lourds ainsi que d'unités de traitement de l'eau pour parfaire l'installation du bataillon français. Le colonel Jean-Marc Marill, chef de corps du 21e RIMA et premier représentant de la France à Kaboul, se montre très satisfait de l'action du génie au sein de son groupement[40] interarmes : « *Le bataillon français ne peut que se louer de l'apport des éléments du 17e RGP dans le cadre de l'opération Pamir. Placé sous le signe de*

l'excellence et de la complémentarité, les relations entre les marsouins et les sapeurs parachutistes permirent une implantation en sûreté et un déploiement exemplaire. Enfin, l'expérience du détachement contribue largement [au] rayonnement du bataillon français au sein de la force multinationale[41] ». Les sapeurs parachutistes sur le départ ont « *largement avancé la dépollution de Bagram, une zone de combat intense depuis le début du Djihad, mais aussi fortifié le quartier général du [bataillon], ainsi que ses deux campements, baptisés "Cazeilles" et "Kersauson*[42]*"* ».

Le 14 avril 2002, Le 7e Bataillon de Chasseurs Alpins (BCA) commandé par le colonel Thierry Corbet relève[43] le 21e RIMA du colonel Jean-Marc Marill. Le mandat Pamir II bénéficie de l'appui génie du 2e REG. Alors adjoint du colonel Cordet, le colonel Nicolas Le Nen témoigne : « *On sortait de l'euphorie de la libération [...]. La relation avec la population était excellente. [...] Nous n'avons pas tiré une seule balle jusqu'en septembre [...]. Nous n'avions pas de blindés, pas de VAB. Si nous disposions déjà d'un gilet pare-balles, nous nous déplacions en P4*[44] *[...] dans Kaboul, nous pouvions faire nos emplettes à Chicken Street. Bref, nous pouvions vivre comme deux ans plus tôt à Mitrovica*[45] ». Cette mission ne se distingue pas des opérations menées auparavant par l'armée française dans les Balkans. Durant ce mandat, la zone sous contrôle du bataillon multinational de Kaboul est élargie. La zone de patrouille française connaît elle aussi, une extension : « *le contrôle de la sécurité sur une zone qui s'étendait tout de même jusqu'à la plaine de Chamali nous prenait suffisamment de temps*[46] ». Parmi les missions remplies par le mandat Pamir II, il faut

retenir celle de protection de l'aéroport de Kaboul, le 18 avril 2002, lors du retour du roi d'Afghanistan Mohammad Zaher Shah, après un exil de presque trente ans en Italie. D'un total de 40 sapeurs, le détachement du 2e REG comprend un officier de liaison « génie », une section de combat, un groupe d'organisation du terrain[47] et des démineurs spécialisés du génie[48]. Le détachement commandé par le chef de bataillon Pobelle a la délicate mission de « *dépolluer les itinéraires empruntés par les soldats de la force internationale [...] et de déminer l'aéroport de Kaboul et des environs* ». Compte tenu de l'augmentation des effectifs de la FIAS et de la nécessité vitale de l'aéroport de Kaboul pour faire parvenir la logistique, des chantiers de dépollution et de déminage sont lancés : « *Afin de disposer d'une zone que les Russes avaient truffée de mines pendant plus de vingt ans, un chantier a dû être ouvert pour dégager les carcasses d'avions de ligne qui encombraient encore l'infrastructure*[49] ». En complément de l'action du bataillon français, les cadres de l'armée de terre participent depuis le 18 avril 2002 à la formation de l'Armée Nationale Afghane (ANA). C'est le début de l'opération *Epidote*, réalisée sous mandat américain (opération « Liberté Immuable »), dans le cadre des accords de Bonn. Durant l'année 2002, le détachement français forme trois des six premiers bataillons afghans. L'armée française renoue ainsi une mission de Détachement d'Instruction Opérationnelle (DIO), largement développée en Afrique durant les décennies précédant son engagement en Afghanistan. Le détachement du 2e REG participe « *à la formation [du premier] bataillon de l'armée afghane [...] au*

sein du DIO français. Cette formation doit durer trois mois[50] ». Dès l'origine, le génie participe à la formation de la jeune armée afghane. Cette mission dévolue à soixante formateurs de la 27e BIM, dans la lignée des accords de Bonn, est rappelée par Jacques Chirac, réélu le 5 mai 2002 à la présidence de la République, dans une lettre portée à Hamid Karzaï par Michèle Alliot-Marie alors ministre de la Défense le 3 juin 2002 : « *Comme je vous l'avais annoncé, la France a décidé de répondre positivement à la demande des autorités afghanes de former, à Kaboul, deux bataillons d'infanterie légère de la future armée nationale. Elle participera également à la formation de la police afghane dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue selon des modalités qui vont être précisées avec nos partenaires européens*[51] ». Le 13 juin 2002, Hamid Karzaï est élu à la tête de l'autorité afghane de transition par les délégués de la *Loya Jirga*[52]. Le 20 juin, la Turquie prend le commandement du deuxième mandat la FIAS : major-général Hilmi Akin Zorlu prend la succession du major-général McColl.

Le 5 septembre 2002, Le 1/11e régiment de cuirassiers[53] du colonel Bernard de Courrèges d'Ustou relève le 7e BCA du colonel Corbet. C'est le début du mandat Pamir III. Dans le même temps, Hamid Karzaï, nouveau président de l'autorité de transition, échappe de peu à une tentative d'assassinat à Kandahar. Le 2 octobre 2002, le détachement de l'armée de l'air à Manas arrive en fin de mission. Le dispositif aérien français constitué de six Mirage 2000D (appui au sol) engagés depuis le 2 mars, rentre en métropole avec 416 missions à son actif. Les deux avions ravitailleurs français

engagés le 23 octobre 2001, ont effectué 460 missions au profit de la coalition. L'armée de l'air française a participé à l'opération *Anaconda* au début du mois de mars 2002. À l'automne, il ne reste plus en Afghanistan que les cinq cents soldats du bataillon français, les soixante instructeurs œuvrant au profit de l'armée afghane, les cent trente hommes du détachement de l'armée de l'air à Douchanbe et deux navires dans l'océan Indien. Ainsi, « *la France est présente, solidaire, active, mais pas trop. L'Afghanistan est désormais une Opération Extérieure (OPEX[54]), certes plus compliquée logistiquement que l'habituelle Afrique ou la proche ex-Yougoslavie, mais pas beaucoup plus ambitieuse*[55] ». Pour autant, le travail ne manque pas pour le 31e Régiment du Génie (RG), qui constitue l'ossature du détachement d'appui du génie du troisième mandat. Son contingent est composé d'une cellule de commandement, d'une section de combat, d'une équipe de démineurs, ainsi que d'un groupe « eau » et « énergie ». Pour cette mission, le 2e RG envoie un spécialiste électromécanicien pour superviser l'installation des centrales électriques. Le 3e RG projette une équipe « eau » avec son Matériel Aérotransportable de Traitement d'eau Modulaire (MATEM). L'ensemble de ce détachement est aux ordres du commandant du génie, qui a alors la double attribution de conseiller auprès du représentant de la France et de chef de détachement. Les missions du génie sont déclinées en trois composantes. Tout d'abord, un élément d'aide au déploiement[56] doit améliorer la protection de l'aéroport, fournir l'électricité ainsi que l'eau potable pour l'ensemble du bataillon français. Ensuite, un autre doit remplir une

mission d'appui aux troupes, en sécurisant les itinéraires de patrouille et plus généralement les zones qu'elles empruntent. Enfin, le troisième élément s'occupe de l'élimination des stocks de munitions susceptibles d'être réemployées par l'adversaire. Pour remplir la première mission d'aide au déploiement, « *le détachement disposait de deux engins de type Moyen Polyvalent du Génie (MPG[57]), d'une unité mobile de traitement d'eau (UMTE) et d'un MATEM et de trois centrales doubles quatre-vingts kilowatts. L'UMTE a servi pour l'approvisionnent des cuisines et de la boulangerie de campagne, à raison de trois mètres cubes par jour*[58] ». Dans les premiers temps de la présence française en Afghanistan, le génie n'est pas en mesure d'installer définitivement les différents réseaux, compte tenu des fréquents déménagements. Au mieux, il réussit à gérer l'augmentation des besoins en énergie à l'approche de l'hiver.

L'aménagement de la protection de l'aéroport se poursuit. Il se traduit par l'implantation de *Bastion Walls*[59], la pose de réseaux de barbelés, la réalisation d'un poste de commandement enterré et d'un dépôt de munitions. Les antiques tracteurs chargeurs MPG se révèlent être de précieux outils dans la réalisation de ces travaux[60]. Concernant l'aide à la mobilité, le détachement du génie ne fournit pas d'appui systématique lors des patrouilles, jugeant la situation des axes stable. En cas de présence de munitions non explosées ou de caches d'armes, les militaires recueillent les informations et les transmettent ensuite aux équipes de démineurs. La destruction[61] de munitions contribue à « *l'effort de stabilisation de la région,*

en diminuant les risques courus par la population. Ces munitions sont encore en très bon état, grâce au climat très sec de la région. La population locale, habituée au voisinage continuel de celles-ci, n'y prête plus guère attention[62] ». Ce travail de dépollution se heurte parfois à l'hostilité d'une partie de la population et des autorités locales, qui voient dans ces munitions une possible source de revenus. Les explosifs trouvés sont pour la plupart des obus de mortier, des roquettes antichars mais aussi quelques Engins Explosifs Improvisés (EEI) de type *Road Side Bomb*[63]. Il s'agit d'obus ou de bombes d'avions russes amorcés par des détonateurs électriques ou par des allumeurs de grenades. Les Organisation Non Gouvernementales (ONG[64]) spécialisées dans le déminage relèvent de véritables *Daisy Chains* composées de bombes couplées à des mines antipersonnel ou antichars. Engin explosif improvisé composé de plusieurs bombes reliées entre elles par un cordon détonant, il peut être déclenché au passage de la troupe. Son effet est dévastateur. La *Daisy Chain* est la hantise du fantassin en Afghanistan. Ces pièges ne sont pas récents : « *[Ils] ont été employés par les forces de l'Alliance du Nord ou par les taliban près des lignes de front au niveau de Bagram (quarante kilomètres au Nord de Kaboul*[65]*)* ». Les engins explosifs improvisés ne sont pas une nouveauté en Afghanistan en 2002. Les sous-munitions russes représentent, elles aussi, un risque important pour la coalition et les populations.

Durant ce mandat, l'appui du génie en ouverture d'itinéraires pose problème. Lors des déplacements sur des terrains inconnus, les éléments de l'interarmes demandent

systématiquement un contrôle des axes par les sapeurs. L'approche de l'hiver rend ces reconnaissances aléatoires et les effectifs limités ne permettent pas de répondre à chaque sollicitation. Avec le gel, le terrain est impossible à travailler pour la recherche d'artifices : « *toute mine se trouve enfouie sous une croûte de terre telle que sa détection et son fonctionnement s'en trouvent altérés. Ainsi, il a été découvert une mine antichar TC6 sur une piste régulièrement empruntée, lors de travaux de réfection de celle-ci*[66] », précise le 31e RG dans la revue « La lettre du génie ». À ces difficultés s'ajoute l'impossibilité de dresser une carte réellement fiable de l'implantation des champs de mines : « *la reprise incessante des combats a multiplié les protagonistes, et le surminage s'est mélangé au début des opérations de déminage par les ONG*[67] ». Enfin, les démineurs interviennent pour mettre en sécurité les grands dépôts de munitions sous la responsabilité du gouvernement transitoire afghan. De nombreux artifices sont stockés dans des conditions déplorables. Après avoir opéré un tri, cent dix tonnes de matériels divers sont détruits par les spécialistes. Toutefois, « *les munitions réellement intéressantes, de type* [missiles antiaériens] *Stinger ou Blowpipe*[68]*, avaient déjà été transférées au nord du pays*[69] ». Les artificiers français profitent de cette occasion pour collecter des pièces rares, comme des pièges antirelevage d'origine russe, pour alimenter les salles d'instruction de l'école du génie ou de l'échelon central NEDEX[70]. Ce troisième mandat de l'opération Pamir donne l'opportunité aux sapeurs de tester la portée et la précision des roquettes chinoises de 107 millimètres (CHICOM[71]),

ainsi que ses différents systèmes de mise à feu artisanaux. Ce savoir-faire s'avère précieux car les taliban utilisent abondamment ces munitions pour procéder à des tirs de harcèlement[72] sur les positions occupées par la coalition internationale. L'action du détachement génie est dense et variée. Il n'y a pas de rupture avec les missions développées par cette arme au début des années deux mille. À la fin de l'année 2002, le sommet de l'OTAN à Prague est propice à l'évocation, pour la première fois, de la possibilité de substitution de l'ONU par l'OTAN à la tête de la FIAS. La France n'est guère enthousiaste de peur d'être entraînée par la suite dans d'autres conflits. En effet, le regard des États-Unis est déjà tourné vers l'Irak où une autre guerre est en préparation. Dans son rapport de fin de visite d'inspection initiée le 12 février 2002, le général Elie prévoit alors une sortie d'Afghanistan pour 2004[73]. Le retour des taliban réfugiés au Pakistan à l'été 2003, le début de la guerre en Irak et ses effets diplomatiques, chamboulent totalement cette prévision.

Du retour des taliban à la fin de l'extension de la FIAS (2003-2006[74])

Le 8 janvier 2003 se déroule la succession entre Pamir III et Pamir IV. Le colonel Guy Nuyttens, commandant le 2e Régiment de Dragon (RD[75]), relève le colonel Bernard de Courrèges d'Ustou, du 1/11e régiment de cuirassiers, à la

tête du bataillon français et comme représentant de la France. Ce bataillon a un effectif d'environ 450 militaires. L'appui génie est fourni par un détachement du 13e RG[76]. Le bataillon français poursuit ses missions de sécurisation dans Kaboul et ses environs en restant centré sur l'aéroport, au nord de la ville. Son aire opérationnelle de responsabilité s'élargit à deux quartiers du nord de la capitale afghane : les districts policiers ou *Police District* (PD) 11 et 15. La mission de la compagnie d'infanterie du bataillon français consiste à assurer la protection des abords de l'aéroport civil et militaire (activation des postes de surveillance sur les lignes de crêtes dominant les infrastructures de l'aéroport et établissement de points de contrôle ponctuels sur les routes d'accès direct), la sécurité des quartiers nord de la capitale (patrouilles à pied et en véhicules dans les districts de police 11 et 15) ainsi que dans la plaine de Chamali. Le colonel Nuyttens décrit l'organisation de la mission française dans un court retour d'expérience[77] publié dans la revue Doctrine[78]. Elle se caractérise par une unicité de commandement et des structures à effectifs comprimés, afin de favoriser ceux des unités de combat. Chaque homme est compté car le volume de militaires sur le terrain revêt un enjeu politique. La France veut alors conserver une empreinte légère sur le sol afghan sans que cela nuise à la bonne réalisation des missions. Cette organisation complexe nécessite d'être adaptée à chaque mandat afin de pouvoir s'accorder à un environnement changeant (passation de commandement ou de portage au sein de la FIAS, par exemple). Même si elle ne suit pas les canons de la doctrine, elle démontre le pragmatisme français face à une

certaine réalité opérationnelle mouvante. Nous pouvons mettre en lumière l'organisation du mandat Pamir IV dans l'organigramme ci-dessous.

Chaque officier supérieur remplit ainsi plusieurs fonctions. Le chef de corps désigné pour commander l'opération est aussi le représentant de la France (REPFRANCE) à Kaboul. Il contrôle l'administration de la mission française (ADCONFRANCE[79]) et commande le bataillon interarmes (COMBATFRA). C'est le chef « opérations » du bataillon français qui suit et coordonne les activités de ses unités. De même, le contrôle de l'administration de la mission française est suivi en grande partie par le commandant du soutien (COMSOUT). Le chef d'état-major du REPFRANCE est également commandant en second du bataillon français, « *ce qui le place en première ligne de la résolution de problèmes courants de tous ordres* ». La direction du commissariat (DIRCOM) est à la fois ordonnateur et comptable dans le domaine financier. L'Unité de Commandement et de la Logistique (UCL), bien que faisant partie du bataillon français, dépend des éléments du soutien national (ESN) placés sous les ordres du COMSOUT, ce qui nécessite une bonne collaboration entre les deux entités. Il apparaît alors que cette organisation impose de « *définir rapidement un partage des responsabilités entre les différentes entités, quitte à arrêter des subordinations non prévues au Tableau Unique des Effectifs et des Matériels (TUEM[80])* ». Le détail des liens de subordination entre les différents éléments militaires français déployés à Kaboul n'est pas simple. Le représentant de la France exerce le commandement opérationnel[81] sur son détachement, les

éléments du soutien national, le détachement du renseignement (DETRENS), sur l'équipe d'Actions Civilo-Militaires (ACM[82]) et le personnel de santé inséré dans l'hôpital allemand de la brigade multinationale de Kaboul. Le bataillon français est placé sous commandement opérationnel de la FIAS. Le représentant de la France exerce un contrôle administratif sur les officiers insérés dans les états-majors de la FIAS mais aussi dans ceux de l'opération « Liberté immuable ». Enfin, il assure le commandement et le contrôle administratif sur le détachement d'instruction opérationnel, qui relève de l'opération *Epidote*, c'est-à-dire de « Liberté immuable ». Au-delà de cette complexité de subordination, cette construction positionne le représentant de la France comme « *l'interlocuteur unique du Centre de Planification et de Conduite Opérationnelle (CPCO[83]), des autorités de niveaux opératif et tactique de la FIAS, des autorités afghanes mais aussi diplomatiques françaises et internationales*[84] ». Le fait d'être intégré dans la chaîne de commandement du détachement d'instruction opérationnelle de l'armée afghane lui permet de disposer de précieux renseignements sur l'environnement opérationnel de la part des Américains. Interlocuteur quotidien du Chef d'État-Major des Armées (CEMA[85]), il a aussi la responsabilité de faire remonter les besoins en matériels du théâtre d'opération. Pamir IV se présente ainsi comme une mosaïque interarmées[86] et interarmes, dont le représentant de la France doit assurer la cohésion au sein d'une coalition internationale changeante. Au-delà même de la complexité de l'organisation de la mission française en Afghanistan, les bouleversements qui surviennent à chaque mandat de

Pamir ou de la FIAS, posent clairement la question de l'instauration de relations de confiance avec les autorités afghanes et la population.

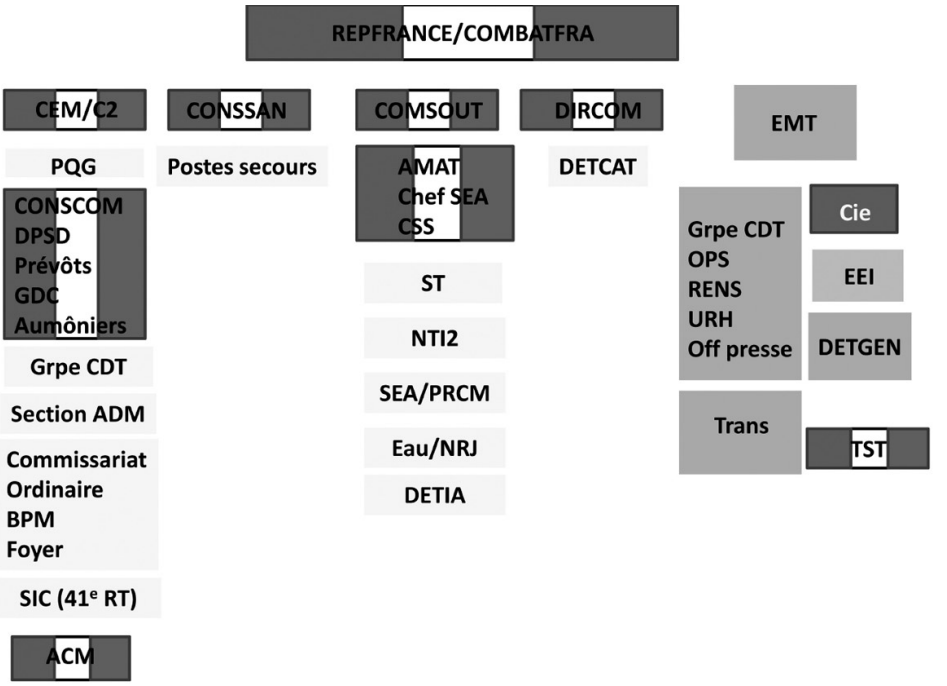


Figure 11 – Organisation du mandat Pamir IV

Dans le même temps, la formation de l'armée afghane se poursuit dans le cadre de l'opération *Epidote*. Un sixième bataillon termine son apprentissage avec des instructeurs du 16e Bataillon de chasseurs (BC) le 9 février 2003. Les règles évoluent durant Pamir IV. Le 13 février 2003, un nouveau partage des tâches est arrêté. La Grande-Bretagne réclame de pouvoir participer à la formation de l'armée nationale afghane. Ainsi, « *la France assumera dorénavant la formation des officiers […], celle des sous-officiers et des soldats du rang revenant aux Britanniques et aux*

Américains[87] ». Quelques jours plus tôt, l'explosion d'un bus à Kandahar rappelle que les taliban n'ont pas abandonné le combat[88]. C'est dans ce contexte que s'ouvre le troisième mandat de la FIAS le 10 février 2003. Le corps germano-hollandais relève le major général turc Hilmi Akin Zorlu. Le général allemand Van Heyst prend la tête de la coalition internationale pour une durée de six mois, son adjoint étant le général néerlandais Bertolée. Rapidement, l'Allemagne et les Pays-Bas font part de leurs difficultés à constituer un quartier général. Ils demandent à pouvoir utiliser leurs officiers déployés au sein de l'OTAN. Une longue discussion s'ouvre alors entre alliés. La France s'oppose à toute nouvelle implication de l'alliance. Un compromis est trouvé : « *Allemands et Néerlandais obtiennent gain de cause à condition qu'en aucune manière ils ne fassent référence à l'OTAN. Cette supercherie ne dura pas longtemps* », d'après Jean-Christophe Notin[89]. Le 16 avril 2003, le Conseil de l'Atlantique Nord décide de confier à l'OTAN le commandement de la FIAS à partir du mois d'août. Benoît d'Aboville, représentant français au sein de l'alliance témoigne : « *Nous n'avons jamais eu de débat clair sur la portée de l'engagement en Afghanistan. L'OTAN s'est engagée sans penser que ce serait une guerre longue. Avec Karzai qui commençait à asseoir son autorité et des taliban encore peu vigoureux, tout le monde avait en tête une opération du genre Kosovo où l'OTAN opérerait la stabilisation du pays après avoir pris attache avec les locaux […]. De fil en aiguille l'alliance s'est retrouvée impliquée. On peut vraiment dire qu'elle est entrée en Afghanistan par l'escalier de service*[90] ». Alors que les États-Unis lancent

leur offensive en Irak le 19 mars 2003, la France inaugure à Kaboul l'amphithéâtre de l'académie militaire de Kaboul. Cet ouvrage, financé par la France, est réalisé par deux entreprises locales sous maîtrise d'œuvre du service du génie.

L'armée française face au retour des taliban

Le 8 mai 2003, Pamir V succède à Pamir IV. Le 3e Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine (RPIMA) du colonel Jean-François Hogard relève le 2e RD. L'appui génie est à nouveau assuré par un détachement du 17e RGP. Les taliban se manifestent lors de deux attentats contre l'OTAN à Kaboul. Ils frappent une première fois le 29 mai 2003 un véhicule de l'armée allemande, faisant un mort et de nombreux blessés. Le 7 juin, c'est au tour d'un bus transportant encore une fois des soldats allemands et assurant la liaison entre la brigade multinationale et l'aéroport de Kaboul d'être visé par un attentat suicide à la voiture piégée. Le lourd bilan est de quatre morts et de vingt-neuf blessés. La conséquence pour le bataillon français est sa mise sous blindage. Après la visite du général Thorette en juin 2003 et au regard de l'évolution de la menace dans la zone de responsabilité française, le Chef d'État-Major de l'Armée de Terre (CEMAT[91]) décide l'envoi de huit VAB supplémentaires pour la compagnie d'infanterie ainsi que des véhicules tout-terrain de type « P4 blindés » pour le personnel de l'opération *Epidote* qui doit effectuer des liaisons militaires entre l'académie militaire de Kaboul et l'aéroport. Le début de ce mandat est marqué par

l'annonce de l'arrivée des forces spéciales françaises en Afghanistan. Malgré la souplesse de la diplomatie sur la question du rôle de l'OTAN dans la FIAS, les relations avec les États-Unis se sont nettement refroidies. Depuis le discours à l'ONU de Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères, contre l'intervention en Irak[92], les États-Unis ont suspendu les accords de coopération militaire avec la France. Plus de visites, plus d'entraînements en commun et surtout plus d'approvisionnements de matériels américains ne sont prévus[93]. Ce blocage peut mettre en danger assez rapidement les capacités militaires de la France[94] : « *Jacques Chirac sent qu'il faut renouer le dialogue avec les États-Unis*[95] ». Il propose à George W. Bush lors du sommet du G8 à Évian, du 1er au 3 juin 2003, d'envoyer les commandos français des forces spéciales en Afghanistan. Placée sous soutien logistique et commandement opérationnel de l'armée américaine, la *Task Force* (TF) Arès se déploie en Afghanistan à partir du mois d'août[96]. Elle est composée de forces spéciales issues des trois armées (marine, terre et air) : les commandos « marine », le Commando Parachutiste de l'Air (CPA) no 10, le 1er RPIMA, le 13e Régiment de Dragons Parachutistes (RDP) et les écoutes des 44e et 54e Régiment de Transmissions (RT). L'enjeu politique est important : « *quand ils s'envolent vers l'Afghanistan, les hommes des forces spéciales ont une double pression sur les épaules. De leur comportement dépendent non seulement le prestige militaire des armées françaises, mais un rétablissement plus rapide des relations avec les Américains*[97] ». Ce détachement reste à Spin Boldak dans la province de Kandahar pendant trois ans,

avec une relève tous les quatre mois. Elle passe à six mois dès le début de l'année 2005. Les opérateurs déménagent ensuite vers Djalalabad pour quelques semaines seulement avant que leur détachement ne soit dissous en début d'année 2007. Il remplit principalement des missions de renseignement, de surveillance de la frontière avec le Pakistan et de contrôle de zone[98]. Même si ces missions sont éloignées de celles traditionnellement dévolues aux forces spéciales, le contraste avec la force conventionnelle engagée à Kaboul est notable. Alors que cette dernière assure la sécurisation de la capitale afghane, ces militaires font la guerre pendant trois ans dans le sud du pays aux côtés des Américains. Sept opérateurs du commandement des opérations spéciales trouvent la mort durant cet engagement[99]. Leur retrait semble être la conséquence d'une volonté du nouveau CEMA, le général Georgelin, d'utiliser ces détachements dans des missions où ils apportent une réelle plus-value : « *les forces spéciales doivent être utilisées pour des opérations spéciales, pas pour un emploi d'infanterie légère*[100] ». Il est probable que l'usure consécutive d'une relève permanente pendant trois années motive cette décision. Les Américains ne s'y opposent d'ailleurs pas[101]. Cet engagement des forces spéciales dans le berceau de la guérilla menée par les taliban, permet à la France de retirer un précieux retour d'expérience qui va être exploité assez rapidement. Dès l'année 2005, le problème tactique soulevé par l'utilisation des engins explosifs improvisés par les taliban remonte vers l'échelon central NEDEX. La TF Arès souhaite alors connaître les moyens de lutte à mettre en œuvre pour contrer cette

menace. C’est à partir de ces échanges que va naître l’idée de l’intégration de la fouille opérationnelle[102] dans les compétences opérationnelles du génie[103].

L’instruction du génie manque de contenus en savoir-faire de contre-guérilla et d’action antiterroriste. Alors que les taliban reprennent le combat dans le sud-est et sporadiquement dans le nord du pays, cette évidence frappe le capitaine T1059 du 17e RGP, alors chef de détachement génie de l’opération Pamir V[104]. Initialement projetés à 29, les sapeurs sont renforcés par un troisième groupe de combat et un complément d’enginistes pour armer un groupe d’organisation du terrain complet. L’effectif total atteint alors 41 militaires répartis en trois sous-ensembles : un Détachement de Liaison[105] (DL) et un autre de reconnaissance, une section de combat et une équipe de démineurs spécialisés. Ce détachement est en appui d’un escadron d’éclairage et d’investigation, d’une compagnie d’infanterie et d’une unité de commandement et de logistique et doit être en mesure d’agir sur l’ensemble de l’aire opérationnelle de responsabilité française. Cette zone, marquée par les combats entre Soviétiques et Afghans dans les années 1980 et par les conflits entre taliban et Alliance du Nord fin des années 1990, présente une forte pollution par munitions et engins non explosés, un minage résiduel encore très meurtrier, et la présence de dépôts de munitions présentant un facteur de risque aggravé. C’est aussi un espace où demeurent d’anciens taliban, où les trafics en tout genre sont incessants et où des combats éclatent de façon sporadique. Dans ce cadre, le détachement génie remplit six missions principales. Tout

d’abord, il renforce la protection des emprises françaises de l’aéroport de Kaboul, tout en participant à la sécurisation des environs immédiats de la ville par la dépollution des dépôts de munitions du PD 15, Kayrabad et Pol e Charki. Il fournit des renseignements sur la présence de tout autre dépôt dans l’espace contrôlé par le bataillon tout en alimentant la carte mère des zones minées ou polluées, en liaison avec la brigade multinationale de Kaboul. Sur renseignement des unités françaises, les sapeurs dépolluent régulièrement les axes routiers de toute munition résiduelle menaçant la sécurité de la circulation. Ils doivent appuyer[106] le déploiement du bataillon par la reconnaissance préalable des sites d’installation ou d’observation et des itinéraires de manœuvre. Par l’action de son groupe d’organisation du terrain, il maintient la viabilité des axes par des travaux d’entretien et d’ouverture d’itinéraire, en liaison avec l’élément génie de la brigade multinationale de Kaboul.

Dès ce mandat, des enseignements importants commencent à apparaître. Pour le capitaine T1059, la menace présente sur le théâtre afghan doit conduire à revoir l’instruction du génie sous l’angle de la contre-guérilla et de l’action antiterroriste. Les attentats du début de l’été contre les Allemands résonnent comme un sombre avertissement. Les savoir-faire dans ce domaine sont en effet mal connus par les sapeurs du début des années 2000[107]. L’Afghanistan apparaît tel qu’il est : un théâtre d’opérations éloigné des missions de maintien de la paix « classiques » de la fin des années 1990. Dans le même temps, le format du détachement génie doit être adapté au volume d’unités à appuyer du bataillon interarmes. Dès le

cinquième mandat de l'opération Pamir, cette question de son sous-dimensionnement est posée. Il est nécessaire, pour assurer la cohérence de l'action et du commandement, d'avoir la ressource d'une section génie détachable à une compagnie ou un escadron. Le volume idéal d'emploi est d'un groupe génie pour une section ou un peloton. Une seule section ne peut guère répondre seule aux missions conjointes d'un escadron et d'une compagnie. Elle doit être alors employée de manière centralisée et conservée aux ordres, ce qui nuit à son efficacité. Ce sous-dimensionnement demeure une constante jusqu'au retrait des troupes combattantes à la fin de l'année 2012. En outre, le théâtre afghan met en lumière la nécessité d'un appui génie adapté, particulièrement souple d'emploi, léger, rompu aux techniques de reconnaissance et capable d'évoluer en terrain difficile. Le détachement doit être capable de mener des reconnaissances à pied dans des reliefs montagneux difficiles d'accès, sur court préavis dans le cadre d'un déploiement rapide du bataillon face à une menace inopinée. Pour cela, il doit savoir s'équiper en fonction du terrain, s'alléger au besoin, et disposer de véhicules adaptés pour se rendre au plus près des zones à reconnaître. Une équipe de reconnaissance doit également savoir s'adapter aux opérations aéromobiles et être capable de vérifier et délivrer une zone de pose[108] rapidement. En milieu urbain ou périurbain, le génie peut être amené à s'engager en appui de petits détachements. La réactivité qui lui est demandée doit l'amener à revoir son système de commandement sous l'angle d'une plus grande initiative de ses plus bas échelons (équipe et groupe). Cette autonomie

suppose que les chefs de groupes puissent être autonomes et disposer des qualifications nécessaires pour intervenir en toute légalité. Les sapeurs, tout au long de leur parcours de formation, passent des qualifications qui leur permettent de réaliser des actes techniques sur le terrain. Pour l'intervention sur les munitions, il s'agit de la filière Mines et Explosifs (MINEX). Tous les chefs de groupes du génie sont qualifiés MINEX de niveau 2 (MINEX 2) mais celle-ci s'avère insuffisante pour leur permettre de disposer d'une bonne autonomie de travail. En cas de problème, ils doivent faire appel aux démineurs spécialisés, ce qui revient à écraser une mouche avec une massue. Cette question va devenir cruciale au moment du lancement de la lutte contre les engins explosifs improvisés, en particulier pour les ouvertures d'itinéraires. Comment « fluidifier » la manœuvre de l'interarmes si les intervenants du génie ne sont pas qualifiés pour intervenir sur un type courant de menace ? L'interopérabilité[109] avec l'infanterie nécessite aussi que le niveau d'équipements et de véhicules soit identique. Cette question, posée pour la première fois par ce mandat, demeure encore très sensible durant ceux de la brigade Lafayette[110]. Enfin, le cumul des tâches de chef de détachement, d'officier détachement de liaison du génie et de chef l'élément de reconnaissance par un seul officier n'est pas possible pour un théâtre tel que celui-ci. L'officier de liaison a pour rôle de conseiller le commandement dans l'emploi du génie, d'effectuer la synthèse du renseignement de terrain et d'assurer la coordination nécessaire des actions avec la brigade d'une part et les ONG et autorités locales d'autre part. Le chef de l'élément de reconnaissance

a un rôle différent, qui consiste à chercher le renseignement génie et effectuer des reconnaissances techniques et localisées. Les deux sont complémentaires mais ne peuvent être confondus. Ce cinquième mandat, riche en enseignements, est aussi celui de l'installation des premières troupes de l'OTAN à Kaboul dès le 5 juillet 2003. La FIAS passe sous le commandement définitif de l'alliance atlantique le 11 août 2003, la direction de son quatrième mandat étant confiée au lieutenant-général allemand Goetz Gliemeroth.

Le 10 septembre 2003, le détachement Pamir VI relève Pamir V. Le 1er Régiment de Tirailleurs (RTir) du colonel Thierry Lion succède au 3e RPIMA. Le bataillon est commandé par le chef opérations du 1er RTir, le chef de bataillon Geoffroy de la Rouzière-Montlosier. Il témoigne de son expérience dans un ouvrage sobrement intitulé « Journal de Kaboul[111] ». Le 3e RG fournit l'élément d'appui[112]. Son effectif est composé d'une section de combat à trois groupes ainsi que d'une équipe de démineurs spécialisés : « *leur rôle premier était de libérer nos itinéraires de mines, obus et roquettes qui s'y trouvaient encore*[113] ». Des tâches diverses de patrouilles[114], d'escortes de convois, de sécurisation de l'aéroport de Kaboul[115] et d'élément d'alerte au profit de la brigade internationale[116], sont confiées au bataillon français. Parmi toutes ces missions, le détachement en remplit deux principales : « *il s'agissait d'abord de sécuriser les approches de l'aéroport, installation stratégique. Pour cela, nous avions adopté un dispositif combinant des points d'observation fixes, établis sur les hauteurs qui dominent le nord de la ville, et des patrouilles*

mobiles. Nous devions par ailleurs soutenir les forces de sécurité afghanes en reconstruction. Les patrouilles urbaines ne se déroulaient qu'avec des policiers ; il fallait les aider, non faire le travail à leur place. Dans les quartiers nord de la ville, ces deux missions étaient dévolues à la compagnie d'infanterie[117] ». L'aire opérationnelle de responsabilité française compte environ six cent mille habitants répartis sur dix districts, sept districts ruraux et trois urbains. La majorité de la population vit dans les districts urbains. La zone d'opération du bataillon se situe à une altitude moyenne de mille huit cents mètres et s'étend sur une superficie d'environ cinq cents kilomètres carrés. La carte en trois dimensions, ci-dessous, donne un aperçu de cet espace.

Elle peut être découpée en quatre ensembles homogènes. Tout d'abord, Kaboul s'étend au sud de l'aire de responsabilité française sur une superficie d'environ 120 kilomètres carrés. Le maillage routier enserrant la capitale est dense bien qu'en fort mauvais état, rendant les conditions de circulation délicates. À l'ouest de la ville, le secteur du PD17, encore peu peuplé, nourrit d'importantes ambitions immobilières parfois teintées d'enjeux politiques ou ethniques. Au nord de Kaboul, un important promontoire montagneux offre des vues sur toute la ville, en particulier sur l'aéroport de *Kabul International Airport* (KAIA), où est stationné le bataillon français. C'est d'ailleurs là qu'ont été installés les deux postes d'observation. Ce belvédère domine également la plaine de Chamali qui s'étend en direction du nord. Son franchissement est possible à hauteur du col de Paymonar. Puis à l'ouest de la zone

française, une vallée orientée sud-nord est encadrée par un système rocheux dont les sommets culminent pour certains à plus de 3 000 mètres. À l'est, enfin, s'étend un plateau d'une dizaine de kilomètres de large : c'est

Carte 2 – Cartes de l'aire opérationnelle de responsabilité du bataillon français Pamir VI[118]

la plaine de Chamali. Cette zone aride est parfois appelée « désert de Chamali » tant est remarquable la rigueur de son sol. Il est à noter que les Afghans excellent dans l'art de l'irrigation et parviennent à mettre en culture les endroits

les plus improbables. Cette plaine a pour centre un canyon orienté sud-nord, franchissable en certains endroits seulement et à la saison sèche. Le contrôle de la plaine de Chamali est du ressort de l'escadron d'éclairage et d'investigation : « *Grand désert brûlé de soleil parsemé d'oasis plantureuses, elle s'étend au-delà des crêtes qui dominent Kaboul au Nord. Elle est bordée de hautes montagnes au piémont desquelles courent deux routes parallèles (Bottle et Horseshoe, de leurs noms militaires), séparées d'une vingtaine de kilomètres par une étendue apparemment plane où des canyons, à sec en été, dessinent des sillons profonds. […] Riche en zones minées, munitions non explosées, carcasses de blindés et positions de combat, elle était risquée pour qui s'y aventurait sans repères*[119] ». Le réseau routier au nord de la zone d'action française est aussi limité qu'en mauvais état. Hérité des Soviétiques, il s'articule autour de deux pénétrantes : les axes routiers[120] *Bottle* et *Horseshoe.* Ils desservent la ville de Bagram, important cantonnement des forces américaines. Bien que tous deux soient revêtus d'asphalte, les délais restent relativement importants pour rejoindre le nord de la zone. Une heure et demie est nécessaire pour se déplacer de Kaboul au parallèle 50 par *Horseshoe*, quarante-cinq minutes par *Bottle*. Les rares rocades entre ces deux axes ont une praticabilité réduite et saisonnière. La première, *Wings*, ceinture Kaboul par le nord et permet de relier les deux pénétrantes dans d'assez bonnes conditions. La seconde rocade, au sud du parallèle 50, passe par Kalakhan. Ses abords, extrêmement pollués par des munitions diverses, nécessitent une grande prudence.

Une troisième rocade passant par les villages de Zemmah et de Zammin Awahu n'est empruntée qu'exceptionnellement. D'autres pistes transversales existent mais leur praticabilité est très saisonnière.

À Kaboul, la stabilité politique est relative et la menace terroriste est avérée. L'action du bataillon français semble bien acceptée par la population de son secteur, d'autant plus que son refus de s'aligner sur les États-Unis dans sa volonté d'envahir l'Irak, rencontre un écho favorable dans la population. Les principales menaces pour les soldats français proviennent de la pollution du terrain en munitions de tous types, des éventuels tirs de roquettes sur les positions ou les aéronefs de la FIAS, ainsi des potentielles actions terroristes[121]. Les soldats du bataillon français prennent garde aux actions de renseignements[122] et de propagande des taliban sur leur aire opérationnelle de responsabilité. Ce sont des indicateurs fiables d'une action en cours d'élaboration. Ce mandat débute pourtant par un net regain de tensions, sans doute consécutif à la préparation de la *Jirga* qui doit discuter du projet de constitution et des échéances électorales à venir. Le 11 et le 12 septembre 2003, un tir de roquettes vise le cantonnement de la brigade multinationale de Kaboul ainsi que l'aéroport. Aussitôt le bataillon français réagit et sort de sa base pour gagner les positions reconnues à l'avance. Ce desserrement de son dispositif fait taire par deux fois le harcèlement des taliban. Le 2 octobre, c'est autour du contingent canadien de subir une attaque. Deux soldats trouvent la mort après l'explosion d'une mine antichar. Le même jour, l'équipe de démineurs spécialisés du bataillon

intervient en zone canadienne pour inspecter les lieux après une explosion suspecte au passage d'un convoi à Deh-Ya-Kub. Les deux sous-officiers trouvent ce qui s'avère être un engin explosif improvisé[123] radio commandé : « *sur les lieux, ils ont repéré une roquette bourrée d'explosifs et commandée par un téléphone sans fil*[124] ». Le dispositif se met en place et les démineurs rentrent en action : « *Le lieutenant a fait évacuer le secteur et bloquer la circulation à distance de sécurité, provoquant ainsi un gros embouteillage sur cette route très fréquentée. Attendant des renforts [...] qui ne sont jamais venus, le maréchal des logis commandant la patrouille blindée a tenu tête pendant deux heures à un flot de véhicules et de passants en colère [...]. Pendant ce temps, les démineurs détruisaient cette saleté de roquette*[125] ». À la fin de l'année 2003, les démineurs français ne disposent pas de brouilleurs. Ils sont virtuellement à la merci du tireur : « *L'adjudant-chef Gervais, [sous-officier démineur spécialisé, témoigne] : vous savez [...], il y a un moment où il faut bien y aller. Alors on pense très fort à plein de choses, on espère aussi que l'abruti qui a mis ce piège en place n'est pas en train de nous observer pour le faire péter au mauvais moment. On s'approche, et il n'y a plus qu'à se concentrer sur les gestes techniques, à comprendre le piège, à déconnecter le bon fil. Le reste, la vie, la famille, la mort, il faut y avoir pensé avant*[126] ». Les sapeurs français sont confrontés très rapidement aux engins explosifs improvisés à Kaboul. Début octobre, la 1re brigade d'infanterie afghane se déploie à Kaboul pour assurer la sécurité de la *Loya Jirga* constitutionnelle[127]. Le 3e RG poursuit sa mission. Le 20

octobre 2003, il réalise la destruction de munitions collectées lors de fouilles dans le village de Katakheyl au pied des montagnes de Kohe-Sofi. Les Afghans du village demandent réparation aux Français pour des vitres soi-disant brisées par l'explosion. Cent quatre-vingt-onze vitres sont livrées par les militaires des actions civilo-militaires. Le 11 novembre, l'escadron d'éclairage et d'investigation découvre quatre mines antichars sur un parcours qu'il utilise fréquemment. Les taliban se manifestent une dernière fois lors de ce mandat le 4 décembre quand des roquettes CHICOM sont tirées en direction de l'aéroport de Kaboul. Le lent travail de dépollution de l'aire opérationnelle de responsabilité française se poursuit. Le 6 décembre, deux bombes incendiaires russes sont détruites. La tâche à accomplir est encore importante pour débarrasser la plaine de Chamali de tous les résidus de guerre encore dangereux. Les 18 et 19 décembre, l'opération *La hotte du Père Noël*, qui consiste à boucler puis fouiller une zone suspectée d'abriter une cache de munitions, permet de saisir neuf cent trente-six obus de mortiers ainsi que trois CHICOM. Une nouvelle opération de ce type est lancée le 30 décembre mais sans résultats. Le travail patient du génie suscite l'admiration du commandement de Pamir VI : « *J'admire le travail humble, dangereux, indispensable des sapeurs. Souvent mal fagotés, plus terreux que des taupes, mais attachants, travailleurs et serviables, ils sont ici comme au paradis, tant ils détruisent de munitions inconnues – plus de soixante tonnes depuis la mi-septembre*[128] », témoigne le chef de bataillon Geoffroy de la Rouzière-Montlosier.

La prise de contrôle de l'OTAN et l'extension de la FIAS

Le 13 octobre 2003, le mandat de la FIAS est étendu à l'ensemble de l'Afghanistan grâce à l'adoption de la résolution n° 1510 du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce processus d'extension débute le 31 décembre 2003, avec prise en compte de Kunduz par l'équipe de reconstruction provinciale[129]. Ces équipes ont pour objectif de consolider l'autorité du gouvernement afghan en reconstruisant l'Afghanistan. Au nombre de 25, elles fournissent des services aux citoyens et réalisent des actions civilo-militaire. De son côté, l'OTAN dirige la FIAS par le biais du Conseil de l'Atlantique Nord sa principale instance décisionnelle. Elle entretient sur place la présence d'un haut représentant civil en charge de faire progresser le volet politico-militaire de l'engagement de l'alliance. Dans le même temps, un important programme de coopération est mis en place avec l'Afghanistan, « *axé sur la réforme de la défense, l'établissement d'institutions de défense et les aspects militaires de la réforme du secteur de la défense*[130] ». La présence de l'OTAN s'articule autour de quatre éléments principaux : un haut représentant civil du Secrétaire général, le quartier général de la FIAS, la brigade multinationale de Kaboul et les équipes de reconstruction provinciales.

Un autre événement, rempli de promesses de paix, survient le 24 octobre 2003 avec le début du programme de désarmement qui vise à démobiliser cent mille miliciens et asseoir l'autorité du gouvernement. Le bataillon français assure toujours le soutien quotidien du détachement

d’instruction opérationnelle de l’opération *Epidote*. La France accompagne, dès 2002, la montée en puissance des forces de sécurité afghanes. Il s’agit, selon l’expression de Florent de Saint Victor, de « *faire émerger du chaos une armée nationale*[131] ». Cette entreprise si importante pour le devenir du pays, est dès l’origine complexifiée par la multitude des contributeurs, ainsi que par les moyens irréguliers qui y ont été consacrés. L’armée, dispersée après la chute du gouvernement communiste de Nadjibullah en avril 1992, doit être entièrement recréée. Ses atouts reposent essentiellement sur la culture guerrière du pays ainsi que sur certains cadres aguerris par plus de vingt années de guerre civile. Ses principales faiblesses sont constituées par l’illettrisme de la grande majorité des potentiels soldats (86 %), par les tensions interethniques toujours susceptibles de ressurgir et par la faiblesse de ses moyens financiers. L’entreprise est dirigée par l’armée américaine dans le cadre de l’opération « Liberté immuable » et pilotée par le commandement central (CENTCOM ou *central command*). Les formateurs des différentes nations étaient placés sous le contrôle du bureau de la coopération pour la sécurité de l’Afghanistan[132], qui demeure en liaison avec le ministère de la Défense afghan. Le bilan depuis le début de l’opération est bon. L’armée française participe à la formation des Bataillons de l’Armée Nationale Afghane (BANA) numéro deux, quatre et six. En outre, elle a instruit les officiers des bataillons huit à quatorze. Dans le même temps, les infrastructures de l’armée nationale afghane prennent une forme déjà très occidentalisée : « *le ministère de la Défense afghan a développé progressivement son*

dispositif de formation [...] articulé autour des centres de formation initiale pour la troupe, les sous-officiers et les officiers, des centres de formation de deuxième niveau, une université de la défense, un centre de doctrine[133] *et des écoles de spécialités*[134] ». Après avoir formé les instructeurs afghans en décembre 2003, l'opération « Epidote » s'intéresse aux officiers supérieurs. La nouvelle École d'état-major[135] ouvre ses portes le 7 février 2004, pour accueillir la première promotion d'officiers stagiaires de l'armée nationale afghane, qui reflète la diversité ethnique du pays : « *La première fournée de l'école d'état-major est constituée de vingt-cinq officiers tadjiks, vingt-neuf Pashtouns, trois Hazaras, deux Pachaï et un Sayyed. Le but est certes de coller peu ou prou à la réalité ethnique [du pays] mais aussi de faire admettre à un ministre de la Défense tadjik [...], une armée qui ne soit pas exclusivement composée des siens*[136] ». Tant bien que mal, cette recherche de représentativité est maintenue pour les mandats suivants. L'année 2004 qui s'annonce est remplie d'espoirs et d'incertitudes pour l'ensemble de l'Afghanistan. Malheureusement, elle sera celle des premières pertes en hommes pour le bataillon français.

Le 4 janvier 2004, la *Loya Jirga* adopte une nouvelle Constitution pour le pays[137]. La première élection présidentielle est programmée pour septembre. Le 16 janvier 2004, Pamir VII relève Pamir VI. Le colonel Philippe Morel du 1er RIMA succède ainsi au chef de corps du 1er RTir. Les principaux régiments déployés aux côtés des marsouins du « Grand Un » sont le 3e RIMA et le 6e RG en appui génie. Ce sont 30 sapeurs de marine qui sont déployés à Kaboul

avec une mission de « *sécurisation de la région [...] et de travaux de dépollution*[138] ». Le 9 février 2004, le lieutenant général canadien Rick Hillier prend le commandement du cinquième mandat de la FIAS. Les 31 mars et 1er avril 2004, la conférence de Berlin permet de réunir huit milliards de dollars de promesses de dons pour la reconstruction de l'Afghanistan. Avec des institutions qui se mettent en place, de l'argent qui afflue de l'étranger et une prochaine élection présidentielle, l'Afghanistan semble être sur de bons rails. C'est dans ce contexte que le 11 mai 2004, le 4e Régiment de Chasseurs (RC) du colonel Jérôme Lockhart relève le 1er RIMA, ouvrant ainsi le mandat Pamir VIII. Le 2e REG est de retour en Afghanistan pour armer l'appui génie. Les sapeurs montagne de la légion fournissent une section de combat du génie, un détachement de liaison, une équipe de démineurs spécialisés dirigée par l'adjudant-chef R4012[139]. Pour la première fois, les commandos de montagne sont engagés en Afghanistan. Une Unité de Recherche Humaine (URH[140]) complète les effectifs de ce mandat. Ce sont quarante sapeurs qui sont projetés pour Pamir VIII. Comme ces devancières, cette nouvelle opération n'est pas sans dangers. Le 29 juin 2004, à vingt kilomètres au nord de Kaboul, deux soldats sont blessés par l'explosion d'une mine antipersonnel. L'accident est survenu sur l'axe Kaboul-Bagram lors d'une reconnaissance. Toutefois, depuis quelques mois, ce sont les ONG qui semblent être la cible des attentats dont les taliban ne sont pas forcément à l'origine. Après l'assassinat de Bettina Goislard, une Française de vingt-neuf ans du haut-commissariat aux réfugiés le 16 novembre 2003, c'est au tour de Médecin

Sans Frontières (MSF), d'être victime d'une attaque. Le 2 juin 2004, cinq membres de cette ONG sont tués à bord de leur véhicule dans la province de Badghis. Officiellement, l'embuscade aurait été revendiquée par les taliban accusant cette organisation de travailler pour les Américains. En fait, « *le commanditaire est un chef de la police récemment limogé cherchant à démontrer que, sans lui, la région bascule dans l'anarchie*[141] ». Quoi qu'il en soit, MSF met un terme à vingt-quatre années dans le pays et se retire le 28 juin[142]. La situation devient de plus en plus complexe et confuse sur le terrain. Des voix afghanes se font entendre pour critiquer l'action des ONG et leur omniprésence dans les affaires du pays. L'afflux d'argent international a provoqué un effet d'opportunité. Aux côtés des ONG « historiques » qui œuvrent dans le pays depuis de nombreuses années, de nouvelles structures viennent se greffer brouillant sans doute l'action des plus investies. Cette critique tous azimuts souligne un fait alarmant dès 2004 : « *En réalité, c'est plus leur nationalité qui commence à poser problème. Les mécontents ne se plaignent pas d'un ingénieur [...] ou d'un professeur [...], mais d'un Européen qui persiste à vouloir les aider*[143] ». Cette complainte n'est qu'un signe annonciateur de l'irritation due au maintien de la présence occidentale dans le pays.

Le 28 juin 2004, les effectifs de l'OTAN en Afghanistan passent de 7 000 à 10 000 hommes, en prévision des élections afghanes. La France prend l'initiative de relancer l'Europe de la défense en proposant dès le mois de février 2004, que l'Eurocorps[144] puisse prendre place au sein de l'état-major de la brigade multinationale de Kaboul. Celui-ci

est armé par la Brigade Franco-Allemande (BFA), qui fournit les effectifs composant le bataillon[145]. Dans le même temps, il est prévu de confier la direction de la FIAS à un général français. C'est chose faite le 9 août 2004, lorsque le général Jean-louis Py prend le commandement de son sixième mandat à la place du lieutenant-général Rick Hillier. Le 24 août, c'est au tour de la BFA de prendre ses quartiers au sein de l'état-major de la brigade multinationale. Il est commandé, depuis le 24 juillet 2004, par le général de brigade allemand Walter Spindler, commandant la BFA. La France participe à cet état-major à hauteur de 150 militaires. Le 25 août, c'est au tour du bataillon français de connaître la relève : le mandat Pamir IX succède à Pamir VIII. Le représentant de la France est le chef de corps du 3e Régiment de Hussards (RH), le colonel Nicolas Richoux. Le bataillon est composé des deux unités de la brigade franco-allemande. Le 3e RH est le régiment qui fournit la majeure partie des effectifs qui sont répartis entre l'état-major, l'élément logistique, le quartier général ainsi que l'escadron de reconnaissance. Le 110e Régiment d'Infanterie (RI) fournit une compagnie de fantassins. L'appui génie s'articule autour des sapeurs d'Afrique du 19e RG[146] et de renforts spécialisés. L'effectif du bataillon français est d'environ 550 militaires. Au niveau de l'action du génie, ce mandat se distingue par l'intervention du 10 octobre au 10 novembre 2004, d'un détachement énergie du 2e RG[147] de Metz pour la mise en place d'unités de production et de distribution d'énergie[148]. Après huit mandats, le plan d'implantation des forces française semble stabilisé. Pendant deux mois, les électromécaniciens du 2e RG

s’attachent à produire et à distribuer l’énergie électrique nécessaire aux soldats français du quartier Cazeilles. Les besoins nombreux (transmissions, informatique, restauration, chauffage…) nécessitent des installations puissantes et de qualité. Cette mission se réalise en plusieurs phases. Le service du génie procède à l’étude préparatoire (informations sur l’existant, mesures des puissances consommées) puis remet une proposition d’action. Le 2e RG réalise l’ensemble des travaux sur place, qui se déroulent en trois étapes. Tout d’abord, les sapeurs créent une source d’alimentation (réalisation d’abris et mise en place de deux centrales de production trois fois deux cents kilowatts et trois fois cent kilowatts). Puis, il faut transporter la puissance en respectant les différentes étapes : « *déterminer le choix des câbles et de leurs protections électriques associées, en commençant par l’origine pour aboutir aux circuits terminaux, définir le mode de pose des canalisations […], mettre en place les tableaux […] éléments importants de la sûreté d’une installation électrique*[149] ». Enfin, la dernière étape est la sécurisation de l’installation pour protéger les personnels des chocs électriques, harmoniser et équilibrer les réseaux, effectuer des mesures de prise de terre et respecter les schémas de mise à la terre et détecter les chutes de tensions pour fournir une énergie de qualité. Cette opération permet de mettre en lumière la bonne coordination entre la composante « génie arme » et « génie de service », encore unifiée mais à qui il reste moins d’une année à subsister sous cette forme.

Durant ce mandat, les officiers de l'état-major du BFA ainsi que le général Py peuvent mesurer les difficultés à assurer un commandement optimal dans un environnement multinational complexe inséré dans un pays singulier : l'Afghanistan. L'état-major franco-allemand se heurte à des délais très courts pour l'organisation de sa mission. Sa nature binationale induit des délais importants pour prendre des décisions (comptes rendus à deux chaînes nationales distinctes). La mise en condition de son personnel en pâtit, tout comme sa capacité à mobiliser des effectifs pour cette mission[150] et à assurer une cohérence de l'organisation de l'état-major sur place. Le commandant de la FIAS doit « *sécuriser Kaboul pour permettre au gouvernement d'officier légalement et d'établir, dans chacune des neuf provinces, les équipes de reconstruction destinées à soutenir la sécurisation de la province et à débuter la reconstruction*[151] ». Localement, la mission des équipes de reconstruction provinciales comporte deux volets : l'un, à charge de la partie militaire, pour s'occuper de la sécurité en liaison avec la police et l'armée afghane et l'autre à la charge de la partie civile, pour aider les autorités locales à relancer l'économie. D'emblée le général se heurte à l'absence de commandement opératif alors que sa mission est d'essence politico-militaire : « *[Le commandant] doit à la fois être en liaison avec le gouvernement local et être intégré dans le système de coordination de l'ensemble des actions menées sur le territoire*[152] ». Le général délègue donc les responsabilités tactiques au général allemand Löser et s'occupe des relations politiques[153]. Les principales difficultés proviennent d'une mauvaise coordination du

renseignement, des restrictions d'emploi des trente-huit nations composant la FIAS[154], de la mauvaise interopérabilité entre les systèmes informatiques des différentes nations et celui de l'OTAN et l'organisation du soutien entre les différents contributeurs. Cette réalité propre au travail en coalition se double d'une situation de plus en plus complexe sur le terrain. Le 16 septembre 2004, Hamid Karzaï échappe de peu à un nouvel attentat à la roquette. Malgré cela, il est élu président de la République afghane le 9 octobre avec 55,4 % des suffrages après 75 % de participation. Le succès de cette élection masque pourtant un trafic de drogue florissant dont personne n'a réellement intérêt à ce qu'il cesse. La population et les membres du gouvernement tirent des revenus de ces activités illégales comme d'ailleurs les taliban qui prélèvent une taxe pour financer leur guérilla. Même l'OTAN semble impuissante : une action unilatérale pourrait retourner contre elle l'ensemble de la population afghane. Pendant ce temps, la France voit tomber son premier soldat en Afghanistan le 31 août 2004. Il s'agit du caporal Murat Yagci du 1er RPIMA qui décède dans un accident de la route. Quelques semaines plus tard, ce sont les première classe Jean-Baptiste Thierry et le maréchal des logis Simah Kingue Eithel Abraham, tous deux du 3e RH, qui meurent dans les mêmes circonstances. Ces trois décès accidentels viennent obscurcir le bilan de l'année 2004 pour le bataillon français. La réélection du texan George W. Bush à la présidence des États-Unis vient clore cette année électorale et consacrer une continuité dans la stratégie poursuivie par la coalition en Afghanistan.

Le 2 février 2005, le mandat Pamir IX est relevé par Pamir X. Le colonel Hubert de Reviers de Mauny, chef de corps du 2e Régiment Étranger d'Infanterie (REI) prend la fonction de représentant de la France. L'appui génie est assuré par le 1er REG, régiment de la 9e BLB. Le bataillon français, toujours rassemblé sur l'aéroport de Kaboul, regroupe trois unités : une compagnie d'infanterie motorisée, un escadron d'éclairage et d'investigation ainsi qu'une unité de commandement et de logistique. Pour ce mandat, le 2e REG fournit, en outre, une nouvelle URH pour appuyer les capacités de renseignement du détachement. La mission du bataillon français consiste toujours à participer à l'instauration d'un climat de sécurité. Selon le capitaine Négroni, officier de renseignement du bataillon, « *[il s'agit] en fait d'une mission de contrôle de zone [...] [qui] intègre une forte composante de renseignement*[155] ». Son retour d'expérience, publié dans la revue Doctrine, permet de porter un éclairage différent sur l'action du bataillon français, de certains éléments du génie et de ses contraintes. La mission particulière de l'officier de renseignement est de « *recueillir tout renseignement utile d'origine opérationnelle et d'ambiance dans [l'aire opérationnelle de responsabilité], en vue d'assurer la sécurité de la force*[156] ». Il s'agit alors pour cet officier d'estimer au mieux la menace en réalisant la synthèse de renseignements au niveau du bataillon et en coordonnant sa recherche. Pour cela, il peut bénéficier de différents capteurs humains ou technologiques (radars, engins d'observation, drones[157] fournis par les autres contingents). Les capitaines adjoints du bataillon fournissent du

renseignement brut à partir de leurs activités quotidiennes (état des axes, zones minées, infrastructures, activités des taliban, des alliés, actualité politique ou administrative, renseignements d'ambiance). En outre, il peut compter sur l'URH du 2e REG avec un effectif d'un officier, quatre sous-officiers et un légionnaire[158]. Sa contribution se porte sur le traitement des sources et la recherche de renseignement d'objectifs. L'officier de renseignement travaille durant le mandat avec la chaîne nationale du renseignement et avec celle de la FIAS. Des collaborations et des échanges d'informations peuvent se produire. C'est ainsi que se déroule, au début du mois de mars 2005, une opération baptisée *Fence* à partir d'un renseignement d'une unité des forces spéciales norvégienne : « *le but de cette opération était de contrer une tentative d'infiltration terroriste dans notre [zone[159]]* ». Les moyens mobilisés sont importants : deux sections d'infanterie du 2e REI, une section du génie du 1er REG, des éléments canadiens (blindés légers), allemands (radars), norvégiens (groupe cynophile) et une patrouille d'hélicoptères de combat néerlandais[160] ainsi que divers moyens spécialisés (démineurs spécialisés, tireurs d'élite, contrôleur d'appuis aériens). Deux terroristes sont appréhendés, deux autres tués, et de nombreuses munitions utilisables pour confectionner des engins explosifs sont saisies. Pour le capitaine Négroni, la chaîne du renseignement doit être pleinement intégrée à la chaîne opérationnelle, « *pour ne pas tourner à vide*[161] » et remplir sa mission. Une nouvelle opération démontre tout l'intérêt de ce travail. Le 3 juin 2005, les soldats français récupèrent des armes automatiques légères d'origines diverses près du

village Qal He Mourad dans le district de Shakardara, à quinze kilomètres au nord-ouest de Kaboul. La prise se monte à soixante fusils d'assaut. L'opération est lancée par la brigade multinationale de Kaboul, suite à des renseignements pris auprès de la population. Des moyens légers, dont des véhicules civils, ont été déployés, afin de ne pas effrayer la population. Après négociation, sous le contrôle d'officiers de la police afghane, les armes sont remises aux soldats français. L'OTAN poursuit son extension vers l'ouest[162]. Le 10 février 2005, ses effectifs passent à 8 500 hommes contre 17 000 pour « Liberté immuable ». Le 12 février 2005, La Turquie prend le commandement du septième mandat de la FIAS. Le général Ethem Erdagi relève le général français Py. La situation commence à se dégrader sérieusement en Afghanistan : « *Très peu d'autorités civiles et militaires veulent le reconnaître, mais l'insurrection se nourrit d'un dépit grandissant au sein de la population estimant trop lente l'amélioration de leurs conditions de vie*[163] ». De nouveau les ONG sont pointées du doigt par la population. Le 19 avril 2005, une polémique est lancée face « au gouvernement parallèle » que ces structures sont accusées de former. Leurs salaires élevés sont aussi mis en cause dans la hausse des prix à Kaboul. Ce mécontentement populaire se double d'un sentiment profond d'injustice. Le 6 juillet 2005, *Human Right Watch* publie un rapport intitulé : « Du sang sur les mains : les atrocités passées à Kaboul et l'héritage de l'impunité en Afghanistan ». Il souligne que de nombreux chefs de guerre, coupables de crimes, occupent des fonctions importantes dans le gouvernement Karzaï[164]. Les Afghans développent le

sentiment que les coupables ne sont pas châtiés et que le gouvernement cautionne leurs anciens agissements. Dans le même temps, les dégâts collatéraux dus aux frappes aériennes américaines qui se multiplient pour compenser le manque d'effectifs, poussent de nombreux Afghans dans les bras des taliban. Le 1er juillet 2005, au moins dix-sept Afghans sont tués dans une frappe de l'*US Air force* sur un village. Les combats se durcissent. Le 28 juin 2005, 34 commandos américains *Navy Seals* des forces spéciales sont tués lors d'une opération sur la frontière pakistanaise qui tourne au fiasco. Un seul opérateur sérieusement blessé s'en sort, profitant – sans le savoir – de la tradition d'accueil et de protection du *Paschtoun Wali*[165]. Un autre indicateur donne une idée de la dégradation de la situation. Le nombre d'attaques par engins explosifs improvisés a été multiplié par un peu plus de dix entre 2003 et 2005. De 80 attaques recensées en 2003, leur nombre passe à 330 en 2004 et 830 en 2005. Ces « événements », tels que les baptisent les démineurs de la coalition, se déroulent essentiellement dans le sud du pays (60 % des incidents). Kaboul, zone où sont stationnés les Français, ne concentre alors que 10 % de ce type d'attaques[166]. Les taliban renforcent leurs positions dans le sud du pays et veulent interdire certaines zones à la coalition.

Le 6 juin 2005, c'est dans ce contexte tendu que Pamir XI succède à Pamir X. Le colonel Jacques Duffour, commandant le 35e RI, prend la fonction de représentant de la France. Ce mandat est essentiellement armé par des unités de la 7e BB[167], dont un détachement génie du 19e RG. Un rapport très complet rédigé par le capitaine H. nous permet de

disposer d'un aperçu très clair des missions réalisées par les sapeurs d'Afrique[168] pendant ce mandat[169] et plus largement de celles du génie en 2005. La troupe est composée d'un détachement de liaison et de reconnaissance, d'une équipe de démineurs spécialisés et d'une section de combat du génie.

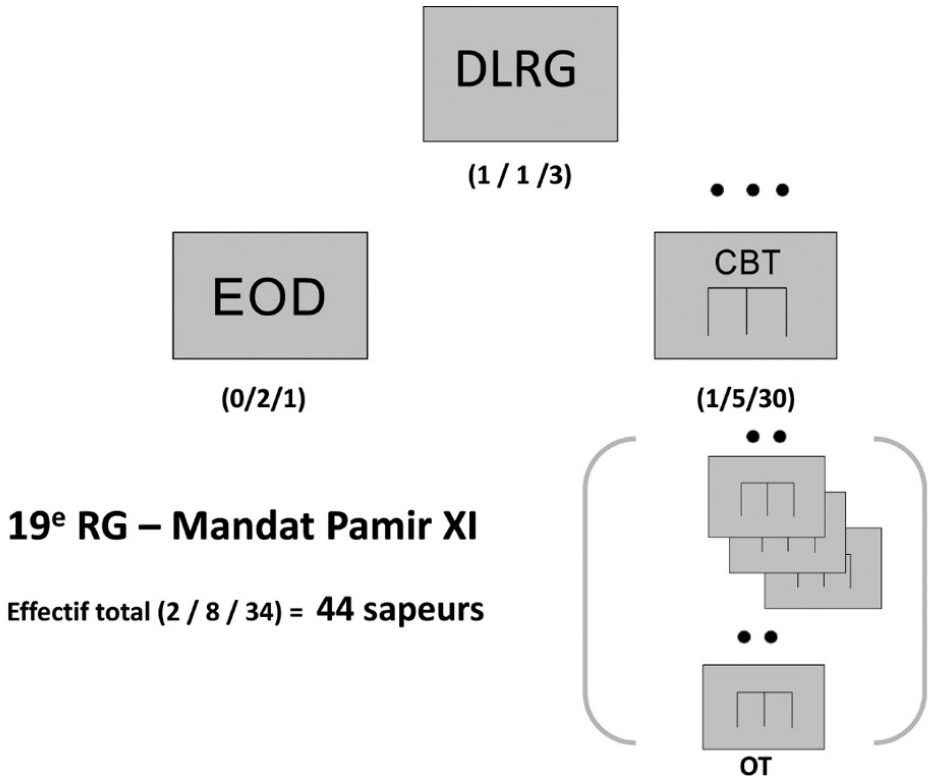


Figure 13 – composition et effectif du détachement génie du 19e RG – Pamir XI.

L'unité de reconnaissance du génie, aux ordres du capitaine commandant le Détachement du Génie (DETGEN), comprend un sous-officier adjoint et deux militaires du rang. Il est doté de deux VBL, qui lui permettent d'être autonome.

Le chef du détachement remplit trois missions principales. Tout d'abord, il prend régulièrement des permanences au centre opérationnel. Conseiller génie du bataillon, il coordonne les moyens du génie. Le chef de l'unité de reconnaissance travaille bien davantage à un niveau de conception des opérations au profit du bataillon, entretenant pour cela des contacts civils ou militaires. Son sous-officier adjoint, ancien et expérimenté, tient la fonction d'adjudant d'unité. Titulaire d'une qualification de déminage élevée[170], il est capable de réaliser des reconnaissances de zones polluées pour préparer de futurs chantiers. Il peut aussi venir en appui de la section de combat du génie en cas d'opération prolongée. Durant ce mandat, une liaison est réalisée entre le travail de dépollution mené par le bataillon français et celui mis en œuvre par les différentes ONG de la zone de Kaboul : « *Des contacts suivis et fructueux avec l'officier de liaison de la [brigade multinationale] [...] ont permis au capitaine V. de récupérer un logiciel mettant à jour toutes les opérations de déminage civiles réalisées par les ONG dans son [secteur]. Dans la seconde partie du mandat, l'utilisation régulière de ce logiciel a permis de réduire considérablement la marge de risque inhérente à toute opération conduite sur le terrain afghan*[171] ». L'équipe de démineurs spécialisés, composée de deux sous-officiers et d'un militaire du rang est très employée à la fois par le bataillon français mais aussi par la brigade multinationale. Elle est soumise à trois dispositifs d'alerte différents. Deux sont au profit de la brigade : une première alerte quinze minutes baptisée équipe de réponse immédiate ou *Immediate Response Team* (IRT) et une

seconde appelée « appui » ou *Back-up* déclenchée quand l'IRT est déjà en intervention. Une dernière alerte concerne le bataillon français. Il s'agit d'une force de réaction rapide à quinze minutes en cas d'incident dans la zone française. Malgré tout, le régime d'alerte est allégé pour permettre aux démineurs spécialisés de pouvoir sortir sur le terrain où leur présence est indispensable. Les procédures standards opérationnelles en Afghanistan interdisent aux sapeurs sous-qualifiés de ramasser les munitions. En fait, la France a développé ses propres qualifications par le passé, dont un niveau est absent de la nomenclature OTAN[172]. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'école du génie forme ses sapeurs aux actions de déminage. Les compétences acquises sous forme pyramidale, se déclinent en niveaux « Mines-Explosifs » (MINEX). La base des compétences est le niveau 1 et le sommet est occupé par les démineurs spécialisés (ou NEDEX-EOD), qui suivent un parcours de formation très exigeant. Cette absence d'harmonisation des normes alourdit les tâches des démineurs en Afghanistan. Elle déqualifie des intervenants pourtant bien formés par l'école du génie, allonge les délais d'intervention et donne l'impression, en quelque sorte, « d'écraser une mouche avec un marteau-pilon ».

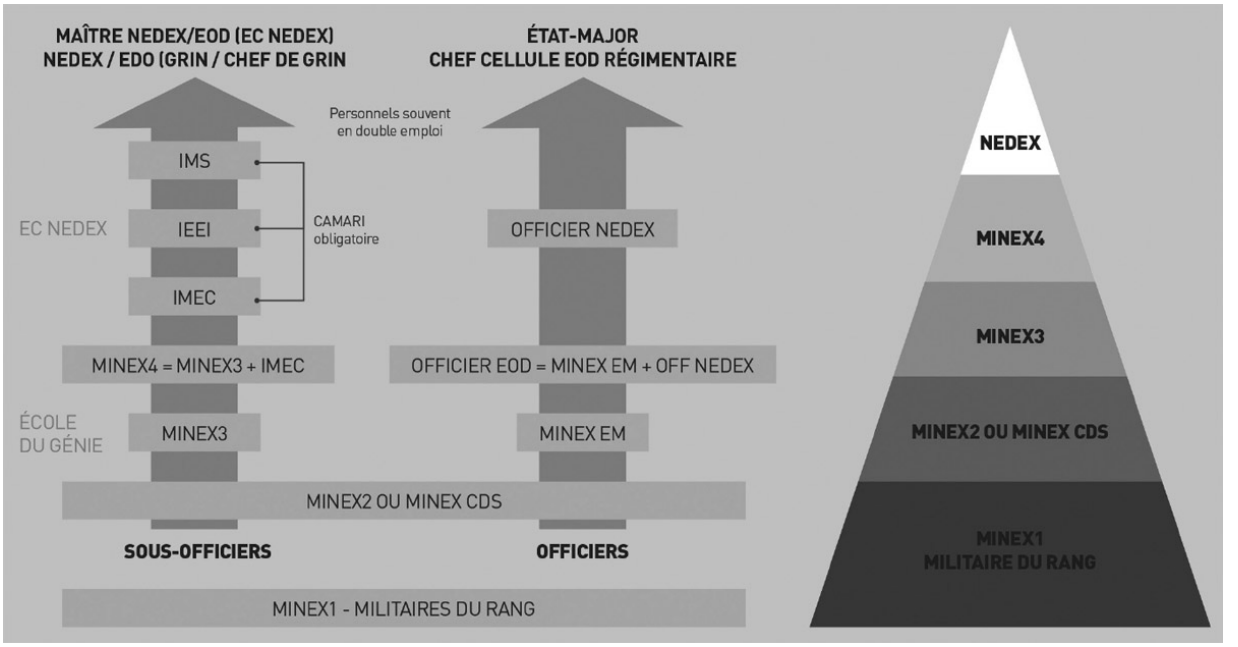


Figure 14 – Pyramide des compétences et parcours de formation des démineurs spécialisés du génie français (début années 2000[173])

La section de combat du génie s'articule autour d'un officier, d'un sous-officier adjoint, de trois groupes de combat et d'un groupe d'organisation du terrain dont les sapeurs sont issus de la 22e compagnie d'appui. Il est composé de spécialistes formés pour l'utilisation d'engins de travaux du génie. Au total, la section est forte de 36 hommes. Chaque groupe possède un parc composé d'un VAB et d'un VLRA. La caisse du camion est couverte d'un lit de sable et de sacs contenant de la terre. Ainsi aménagé, il permet de transporter les munitions relevées en toute sécurité. Le chef de section circule en Véhicule Blindé Léger Long (VB2L) et le sous-officier adjoint partage un véhicule tout-terrain de type P4 avec le groupe d'organisation du terrain. Ce dernier dispose pour réaliser ses travaux, de

deux tracto-chargeurs MPG, d’un tracteur-niveleur ALHMAN, d’un camion benne et d’un Engin Multifonction d’Aide au Déploiement (EMAD). Durant ce mandat, la variété des tâches données au génie permet à tous les sapeurs engagés de travailler à leurs niveaux de compétence. L’implantation d’un chantier de dépollution de zone, permet au chef de section d’en assumer la responsabilité. Le sous-officier adjoint conduit des reconnaissances de zones minées ou polluées et prend en charge la conduite pratique des opérations de dépollution de zones dans les chantiers ouverts par la section. Avec l’adjoint du détachement de reconnaissance du génie, il réalise des reconnaissances de sites. Les chefs de groupes prennent le commandement de leurs hommes sur des opérations de dépollution de zones ou de relevage de munitions. Enfin, chaque sapeur projeté connaît les grandes familles de munitions et sait les distinguer. Il maîtrise également les procédures de relevage de blessé. Hormis le problème récurrent d’harmonisation des normes en matière de déminage, le génie français tire son épingle du jeu en Afghanistan grâce à son expérience des théâtres d’opération en situation de post-conflit (Liban, ex-Yougoslavie).

Les missions remplies par le génie sont des actions d’appui à la mobilité, d’aide au déploiement et de protection de la force. Les sapeurs de Pamir XI poursuivent les opérations de fouilles de caches avec des résultats probants. Tout d’abord, profitant des reconnaissances régulières de l’Escadron de Reconnaissance et d’Investigation (ERI), les sapeurs organisent une fois par semaine une « tournée » pour ramasser les munitions non

explosées, qui polluent la zone française. Exécutées sans le renfort d'éléments interarmes, « *les missions de ce type jouissent toujours d'un* a priori *particulièrement favorable partout en Chamali et il n'est guère de villages où l'on ne sache distinguer un sapeur d'un autre soldat français*[174] ». Fréquentes dans les opérations de stabilisation, comme au Liban, ces missions au profit des populations permettent de faire accepter la présence de la force tout en menant de discrètes collectes de renseignements sur des zones *a priori* hostiles[175]. C'est une plus-value indéniable du génie dans ce contexte. Il effectue des Vérifications de Non-Pollution (VNP) des axes[176], des points d'appuis et des emplacements de bivouac lors des opérations du bataillon français. Au nombre des opérations les plus fréquentes, il y a aussi les chantiers de dépollution. Deux chantiers ont particulièrement marqué les sapeurs du 19e RG. Le premier concerne l'excavation et la fouille d'un poste de combat Taliban dans le village d'Esmullah, à environ une heure et demie de Kaboul : « *C'est que, creusé sous le sol, l'ancien poste avait dû être comblé par ses derniers occupants. Aussi a-t-il fallu plusieurs heures d'effort pour déterrer les trois dizaines de mines*[177] *enfouies là en position de stockage, ainsi que quelques dispositifs de piégeage*[178] *eux aussi en position de sécurité*[179] ». Le second concerne la dépollution d'un dépôt dans les faubourgs nord-ouest de Kaboul. Lancé à l'initiative de l'armée afghane, ce chantier consiste à ramasser à même le sol de nombreuses munitions, mettant ainsi en pratique les savoir-faire de base hérités des opérations de maintien de la paix des décennies précédentes : « *La section de combat du génie a relevé ainsi plus de deux*

cents obus de tous calibres, ainsi que des grenades, de la petite cartoucherie et de très nombreuses roquettes[180] ». Du ramassage sur le terrain à la destruction en fourneau, en passant par le stockage et le transport sécurisé ou l'éventuelle « destruction sur place » des munitions collectées, tout l'éventail des techniques de déminage et de dépollution est mis en œuvre. La filiation avec la période du génie des années 1980 et 1990 est évidente. Le groupe de travaux participe lors du mandat, à des travaux de protection de la force au profit du bataillon français. De l'amélioration des postes d'observation, à la viabilisation de pistes, ces chantiers ont amélioré la protection des soldats français face à la recrudescence des actions des taliban et surtout des tirs de harcèlement. « *Les postes ont été considérablement durcis par des travaux de protection contre les tirs directs. Les Bastion-Wall [...] se sont alors révélés indispensables. Cages grillagées doublées d'un géotextile, ces gabions présentent des volumes et des encombrements variables. Remplis à la pelle ou, mieux, à l'aide du godet d'un MPG, ils remplacent avantageusement les sacs à terre dans les travaux de protection réalisés par une section de combat du génie. Les avantages sont multiples : gain de temps, longévité accrue, protection renforcée, etc. Le groupe d'organisation du terrain s'est beaucoup servi de ce type de matériel*[181] ». Ces dispositifs qui permettent de construire rapidement une enceinte fortifiée, deviennent peu à peu des éléments indissociables de l'action du génie et de la construction des postes en Afghanistan. À partir du 1er septembre 2005, le Service d'Infrastructure de la Défense (SID) est créé en métropole.

Cet organisme mutualise tous les services d'infrastructures des trois armées. Pour la première fois de son histoire, « l'arme du génie » et le « service du génie » sont séparés. Cela n'empêche nullement le détachement français d'organisation du terrain de travailler au profit de la Cellule de Soutien au Stationnement (CSS) dans le cadre de projets civilo-militaires (travaux pour l'université de Kaboul, pour la construction d'une école dans un village). En passant outre les entreprises locales, « *l'engagement de moyens français a permis aux parties en présence de gagner un temps et un argent précieux*[182] ». Le groupe d'organisation du terrain participe aussi aux opérations de déminage en mettant à disposition un tracto-chargeur MPG pour le transport en sûreté des bombes d'aviation jusqu'à leur lieu de neutralisation.

Le témoignage du mandat génie de Pamir XI, nous permet de mieux comprendre l'organisation d'une fouille de cache à cette période de l'engagement français en Afghanistan. Le 1er juillet 2005, l'opération « Évêchés » est déclenchée dans le village de Gozar, à quarante-cinq minutes de route de Kaboul. Il s'agit d'aller récupérer au fond d'un puits plusieurs munitions cachées. Bien qu'elle fasse appel à des techniques bien précises d'équipement vertical, cette mission ne présente pas de risque majeur.

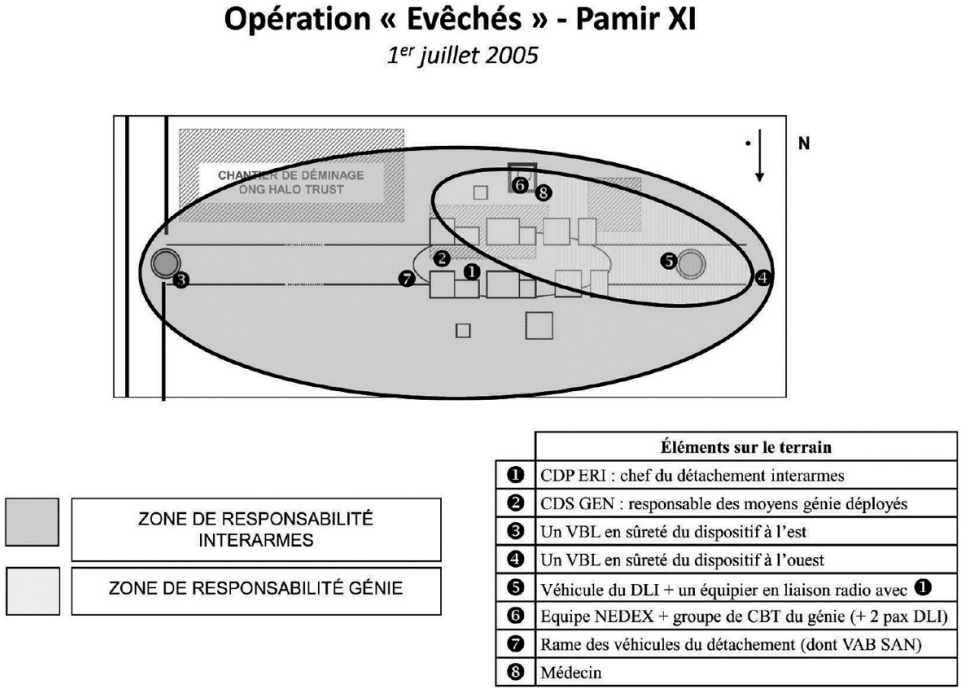


Figure 16 – Opération *Évêchés* – fouille de cache du 1er juillet 2005 – Pamir XI

À 6 heures, le détachement part de l'aéroport de Kaboul puis se déplace le long de l'axe *Horseshoe* qui monte au nord, vers Bagram. Trois quarts d'heure après, la patrouille de tête prend contact avec l'équipe « renseignement » qui ne tarde pas à arriver. Étirée sur plusieurs centaines de mètres, la rame de véhicules se réarticule avant de tourner en direction de l'ouest, vers le village de Gozar. Elle laisse derrière elle un blindé léger chargé d'assurer la sûreté rapprochée du dispositif face à l'est. Le détachement longe alors une zone réputée minée sur laquelle travaillent des équipes de l'ONG *Halo Trust*. Compte tenu de l'exiguïté du village les véhicules stationnent à l'écart du centre. Seuls les VBL de commandement des sections et le VAB sanitaire

sont autorisés à s'y arrêter. Un autre blindé léger traverse le village pour aller se mettre en place bien au-delà, en sûreté rapprochée face à l'ouest. À cet instant, le dispositif est mis en place. La fouille peut commencer. Cette opération se déroule sans difficultés particulières. Les munitions relevées sont ramenées à l'aéroport où le génie les stocke en soute avant leur destruction dans un fourneau de démolition. Le détachement du 19e RG termine donc son mandat sur une impression positive. Malgré les problèmes d'harmonisation des qualifications MINEX de nouveau constatés, la variété des actions menées sur le terrain, le fait de n'avoir subi aucune perte, semblent contenter largement l'encadrement du détachement. La qualité du petit matériel en dotation s'est révélée de nombreuses fois insuffisante, obligeant les sapeurs à de nombreux achats personnels (bombes de peinture et rubalise à la place des lots génie inadaptés, moyens de transmission internes ainsi que des systèmes *Global Positioning System* (GPS) personnels pour faciliter le travail et sécuriser les déplacements). Ce mandat ne se termine pas de la meilleure manière pour l'ensemble des forces françaises. Alors que les élections législatives afghanes se préparent, un véhicule d'une patrouille des forces spéciales françaises, engagé au sud de l'Afghanistan, saute sur un engin explosif improvisé la veille du scrutin le 17 septembre 2005. Le caporal-chef Cédric Cruppel du 1er RPIMA meurt sur le coup et un autre opérateur est gravement blessé. C'est la première victime française provoquée par un dispositif de ce type. Le huitième mandat de la FIAS débute en août avec la prise de commandement du Général Mauro del Vecchio (Italie). Le 18 septembre

2005, les premières élections législatives se déroulent en Afghanistan depuis trente ans. Sur les 249 élus, plus de la moitié sont des ex-moudjahidines qui ont participé à la guerre entre 1992-1996.

Le 3 octobre 2005, Pamir XI quitte l'Afghanistan où Pamir XII lui succède. Fort de 600 hommes, le bataillon français entrant est commandé par le colonel Thierry Ducret, chef de corps du Régiment de Marche du Tchad (RMT). Il déploie sa 4e compagnie, une section des forces avancées et une unité de commandement et de logistique. Un escadron de reconnaissance et d'investigation complète les effectifs ainsi qu'un détachement du 13e RG en appui génie[183]. Il s'agit de la deuxième section de combat de la 2e compagnie. Le détachement de liaison et de reconnaissance du génie[184] est commandé par le capitaine Petit. Il est accompagné par l'adjudant-chef Coulaud. Pour ce mandat, deux équipes de démineurs spécialisés sont présentes sur le terrain (une du 13e RG et une autre du 2e REG), signe que la menace représentée par les engins explosifs improvisés est en forte augmentation. Un groupe d'organisation du terrain vient compléter le détachement du génie. La mission est encore une fois essentiellement orientée vers la dépollution du théâtre d'opération : « *Affectés quotidiennement au ramassage des munitions de tous calibres, les sapeurs de la section, conseillés par les deux équipes [de démineurs spécialisés] du bataillon français, se sont mis en valeur*[185] ». Signe de la détérioration de la situation, les chantiers sont mis sous la protection rapprochée de l'infanterie. Le groupe d'organisation du terrain, pour sa part, poursuit les travaux de protection de la force (protection des postes

d’observation du RMT). Alors que la FIAS est ciblée par des attentats suicides, l’OTAN adopte un plan d’opérations révisé pour l’Afghanistan. Il entérine son extension à l’ensemble du pays, établit des commandements régionaux et prévoit l’envoi de troupes supplémentaires. Pour répondre à ce durcissement de la situation, des opérations civilo-militaires sont organisées pour se rapprocher des populations. Le 6 août, l’école de Katha Kheyl est inaugurée en présence du colonel Jacques Duffour, représentant de la France, et du gouverneur du district de Deh Sabz, au nord ouest de Kaboul. Le 8 décembre, une équipe des actions civilo-militaires du contingent français distribue plus d’une tonne de vêtements chauds et de jouets aux 669 enfants de l’orphelinat Parvareshgah Rozentune, à l’ouest de Kaboul. Le 24 décembre, c’est une mission médicale qui est mise en place pour apporter des soins à la population du village pashtoun de Landakay, situé dans le nord-est de la zone de responsabilité française. En métropole, des mesures sont prises pour lutter contre les engins explosifs improvisés. Au début de l’année 2006, deux cadres (génie et gendarmerie) sont formés en Grande-Bretagne à la capacité de conseiller pour la fouille opérationnelle (*Search Advisor*). Cette formation est réalisée à titre exploratoire afin d’étudier le concept[186] de fouille opérationnelle (*Military Search* chez les Britanniques), avant de l’appliquer éventuellement à la lutte contre les réseaux Taliban en Afghanistan[187].

Le 1er février 2006, la conférence de Londres adopte le principe d’une collaboration entre le gouvernement afghan et la communauté internationale, le « pacte pour l’Afghanistan ». Il définit les principes d’un travail commun

dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, des droits de l'homme et du développement économique et social. Il confirme la volonté de transférer aux Afghans eux-mêmes la charge d'assurer la sécurité du pays. Le document obtenu, dit *Afghan Compact*, repris lors de la conférence de Bucarest (les 3 et 4 avril 2008) et complété par la résolution de l'ONU n° 1386 sur la constitution de la FIAS (31 décembre 2001), sert de base à la stratégie développée par l'OTAN. Dans le même temps, une promesse d'aide pour un montant de 10,5 millions de dollars est réalisée par les soixante pays représentés. Les années 2006 et 2007 sont charnières dans le sens où elles consacrent un changement de posture de l'OTAN face à des taliban de plus en plus redoutables.

Les années charnières (2006-2007)

Le 7 février 2006, Pamir XIII relève Pamir XII. Le colonel Guillaume de Marisy, chef de corps du 1er Régiment de Hussards Parachutistes (RHP) succède au colonel Ducret comme représentant militaire de la France en Afghanistan. L'appui génie est fourni par un détachement du 17e RGP. Pour la première fois, la durée de présence des forces françaises sur le terrain passe de quatre à cinq mois. Trente-six nations alimentent le contingent de la FIAS qui est de dix mille hommes. La France est le quatrième contributeur après l'Allemagne, l'Italie et la Grande Bretagne. La mission du bataillon français reste inchangée. Il s'agit d'assurer la sécurité de l'aéroport de Kaboul en recherchant toute trace de départ de missile antiaérien, de constituer un élément d'alerte « quinze minutes » du volume d'une section pour intervenir dans l'aire opérationnelle de la brigade multinationale, de patrouiller de jour comme de nuit dans la zone française tout en instaurant un climat de confiance avec la population. Le soutien du détachement français de l'opération « Epidote » est toujours du ressort du bataillon, tout comme la collecte de munition et d'armement dans les caches. Il collabore avec les forces de sécurité afghane et participe à la garde du dépôt de munitions de Pol-e-Charki ainsi que des antennes de *TV Hill*. Pour préparer ce mandat, les unités de la 11e BP se sont entraînées aux opérations de contrôle de foule, à l'image du travail effectué dans les

Balkans ou en Côte d'Ivoire. L'hostilité à la présence de forces étrangères à Kaboul semble de plus en plus marquée[188]. Le 7 février 2006, de violentes manifestations ont lieu contre la diffusion des caricatures de Mahomet[189]. Elles sont suivies le 13 février, par une mutinerie dans la prison de Kaboul. Les troupes françaises n'étant pas agressées directement, les capacités de contrôle de foule ne sont pas utilisées. Le 29 mai, des émeutes éclatent de nouveau suite à un accident avec un convoi américain. Le bataillon français se rend sur place et reçoit des jets de pierres[190]. À cause du risque représenté par les engins explosifs improvisés qui devient préoccupant, les convois circulent vite et les soldats chargés de leur protection sont agressifs. Les incidents se multiplient avec la population. Des mesures sont prises par les Français pour mieux s'adapter à cette menace. La deuxième équipe de démineurs spécialisés, innovation du mandat précédent, est reconduite[191]. Dès le 7 mars 2006, les premiers VAB équipés de brouilleurs sont mis à l'essai sur le théâtre d'opération[192]. Leur première utilisation opérationnelle se produit le 25 avril dans le cadre d'une escorte de convoi vers le camp de *Warehouse*. Ils sont aussi mis à profit pour les interventions des démineurs spécialisés, afin de pouvoir leur fournir « une bulle de protection » durant leur travail. Dans le même temps, le parc de véhicules blindés au profit du bataillon français est augmenté. Des protections à base de caoutchouc sont mises en place sur les VBL et sur les P4. Des procédures de sauvegarde[193] et de réaction pour lutter contre les engins explosifs improvisés sont appliquées par le contingent français. Cette sensibilisation ne se déroule pas

encore durant la préparation opérationnelle. Le génie poursuit sa collecte de renseignements pour établir des procédures adaptées aux tactiques des taliban. Un rapprochement est opéré pour cela, avec la *Task Force* Paladin, unité américaine spécialisée dans la lutte contre ces engins. Les parades s'élaborent progressivement. Le 16 mai 2006, l'armée française publie le « *concept interarmées de lutte contre les engins explosifs improvisés*[194] », qui détaille les procédures de l'adversaire et présente des moyens pour contrer cette menace. Il y a encore de nombreux tâtonnements malgré tout. Les fréquences brouillées à Kaboul par les différentes nations, sont choisies de manière anarchique. Cette absence de coordination pèse sur la qualité des transmissions et rend aléatoire leur efficacité. L'exposition des militaires aux rayonnements électromagnétiques est bien prise en compte, mais leurs effets sur l'organisme sont inconnus. Les sapeurs poursuivent leurs différents chantiers de dépollution qui, eux aussi, ne sont pas sans risques. Le 30 mars 2006, une mine antipersonnel explose au cours d'une opération menée par une section du 17e RGP. Deux sapeurs sont blessés. Leurs équipements de protection jouent parfaitement leur rôle. Un nouvel incident se produit, le 15 mai, qui est cette fois-ci fatal. Alors qu'il assure une mission de dépollution aux abords d'un ancien camp de l'armée afghane, une explosion se produit devant le première classe Kamel Elward. Blessé, il est évacué vers l'hôpital militaire de l'aéroport de Kaboul où il décède le jour même. C'est le septième Français tué en Afghanistan[195]. Quelques mois plus tôt, le 4 mars 2006, le premier maître Loïc Lepage du

commando Trepel est tué par balles lors d'un accrochage[196] entre un détachement de forces spéciales et un élément Taliban. Sensiblement, l'engagement français se durcit et la pression s'accentue sur Kaboul. Le 3 avril, le bataillon français mène une opération conjointe avec les Américains pour arrêter un kamikaze dans le nord de la zone française. Le 24 avril 2006, c'est au tour d'une cache d'arme de faire l'objet de l'investigation des sapeurs. Le 2 mai 2006, les démineurs français interviennent après un attentat suicide contre un véhicule canadien. Trois jours plus tard, nouvelle intervention d'une équipe suite à l'explosion d'un engin explosif improvisé au passage d'une patrouille italienne. Un deuxième engin « valorisé[197] » est neutralisé par les Français. La banlieue est de la ville semble concentrer les attaques. Le 4 mai 2006, le général David Richards (Royaume-Uni) prend le commandement du neuvième mandat de la FIAS. C'est le dernier général non américain à prendre la direction de la coalition internationale. Le 20 mai, deux nouveaux opérateurs des forces spéciales tombent au combat et un autre est blessé. Il s'agit de l'adjudant-chef Gaël Gazeau et du caporal-chef David Poulain, tous deux du 1er RPIMA de Bayonne. Le 21 mai, une explosion se produit lors du passage d'un convoi américain, puis trois engins explosifs improvisés sont relevés par les Français respectivement les 23 mai, 5 et 6 juin 2006. Le déménagement vers le camp de *Warehouse* prévu pour l'été, oblige le bataillon français à multiplier les convois logistiques pour amorcer ce mouvement. Ces opérations ne se déroulent que de nuit et monopolisent beaucoup de moyens pour diminuer le risque d'attaque. Durant ce

mandat, le génie démonte les deux postes d'observation sur les hauteurs de l'aéroport de Kaboul en vue de son départ. Avec la création du commandement régional-capitale, les Français vont découvrir la Surobi, espace traditionnellement hostile aux étrangers et zone de transit notoire des taliban en provenance du Pakistan.

Les Français à la découverte de la Surobi

Le 5 juillet 2006, le mandat Pamir XIV relève Pamir XIII. Le colonel Vianney Pillet, chef de corps du 1/11e RC succède au colonel Guillaume de Marisy, chef de corps du 1er RHP, comme commandant du bataillon et représentant militaire de la France en Afghanistan[198]. L'appui génie est fourni par la première compagnie du 31e RG[199]. Ce mandat se caractérise par un changement important de posture de la France à l'intérieur du dispositif de l'OTAN. Le 14 juillet 2006, jour de fête nationale, elle prend la responsabilité du camp de *Warehouse* à Kaboul[200]. Le 31 juillet, la phase trois de l'expansion de l'OTAN en Afghanistan se termine. La FIAS prend la responsabilité du commandement régional-Sud – ou *Region Command-South* (RC-S) –, fief de l'insurrection des taliban. Dans le même temps, 8 000 militaires de l'opération « Liberté immuable » passent sous son commandement. Ses effectifs s'élèvent alors à 19 000 militaires, originaires de trente-sept pays. Le 6 août 2006, le commandement régional-capitale est créé. Plus connu sous le vocable anglo-saxon de *Region Command-Capital* (RC-C), la France prend le commandement de cette entité pour huit mois avec le général Franck Le Bot[201]. La brigade

internationale qui œuvre sur ce territoire, est un véritable *patchwork* de nations. Elles possèdent chacune leurs propres règles d'engagements[202], des restrictions d'emploi particulières et un système de rotation des personnels différent[203]. Cet ensemble s'avère très délicat à manier. Comme ne manque pas de le souligner le général Georgelin lors de son audition par une commission parlementaire en 2008 : « *Avant de s'interroger sur le volume des effectifs, il faut s'interroger sur le fonctionnement d'une coalition, car toutes ces contraintes compliquent la tâche des commandants sur le théâtre d'opération*[204] ». En outre, cette grande région intègre un nouveau district : la Surobi. Chaque contingent national doit prendre en charge à tour de rôle, la surveillance de ce nouvel espace géographique appelé « l'aire opérationnelle conjointe de la coalition de Surobi[205] ». Zone d'environ trois mille kilomètres carrés, sa responsabilité est confiée en alternance aux trois bataillons du RC-C, en cohérence avec la nationalité du général commandant la région. Ce district se situe à l'entrée est de Kaboul. La France inaugure cette charge avec l'envoi d'un détachement interarmes sur la base opérationnelle avancée *Hawkeye*[206]. Cette nouvelle mission pèse sur le bataillon : « [Sa] *prise en compte [...] a imposé le recours au procédé du poste isolé, sur lequel était déployé un détachement interarmes. Aux problèmes de l'étendue de la surface à contrôler et de la dilution des moyens est donc venu s'ajouter celui de l'isolement*[207] ». Au mois de septembre 2006, le bataillon s'installe à son tour au camp de *Warehouse*. Il reçoit le renfort d'une compagnie d'infanterie allemande pour compenser le départ de ses effectifs vers la

Surobi[208]. Cette solution, qui ouvre le bataillon à la multinationalité[209], est une véritable bouffée d'oxygène. Il retrouve une liberté de manœuvre tactique avec l'apport d'une unité supplémentaire, qui compense celle immobilisée en Surobi. Toutefois, cette solution présente quelques inconvénients : « *l'obstacle de la langue, le souci jaloux de conserver ses prérogatives, recours fréquent à l'arbitrage des représentants des contingents nationaux, les modes d'action et les règles d'engagement parfois différents, sont autant de freins [...]. Aussi convient-il de s'interroger sur la pertinence du choix de ce niveau tactique d'intégration multinational*[210] ». En dépit de la réussite apparente de la mission du bataillon durant ce quatorzième mandat, une triple rupture s'est opérée : changement de nature de la menace, extension de sa zone d'action et ouverture à la multinationalité. Il apparaît au chef tactique, le lieutenant-colonel Gilles Jaron, que le bataillon doit « *recentrer l'emploi de ses moyens sur l'hypothèse d'un recours à la force*[211] ».

Le 1er octobre 2006, le nombre de soldats de la FIAS passe à 31 000 hommes. Quatre jours plus tard, la dernière phase de l'expansion de l'OTAN en Afghanistan se termine avec la prise en compte de la partie est du pays (création du commandement régional-Est[212]). La FIAS couvre désormais l'ensemble du territoire, sous le commandement du général britannique Richards, qui est le premier Anglais à prendre sous sa direction un tel effectif depuis la Seconde Guerre mondiale[213]. Au niveau politique[214], Jacques Chirac a donné son accord pour l'ensemble de ces changements à condition que « *les soldats français ne se retrouvent pas*

systématiquement entraînés dans des combats dans le sud et l'est du pays, zones dominées par les taliban[215] ». Alors que la situation est relativement calme au début de l'été, la présence des soldats de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan – fief des taliban – précipite les événements : « *[Le commandement du] RC-S […] s'emploie très vite à conduire des actions de contrôle de zone à une grande échelle. Très rapidement, les escarmouches vont se transformer en véritables affrontements de grande intensité*[216] ». Les taliban frappent aussi dans les zones ouest et est de l'OTAN. Kaboul est rapidement touchée : « *Enclavée dans [le commandement régional-Est], le [commandement régional-capitale] connaît alors une période d'instabilité importante d'une durée de huit semaines comprise entre le 1er septembre et le 23 octobre 2006, date de la fin du Ramadan*[217] ». Le mode d'action privilégié des taliban est alors l'emploi d'engins explosifs improvisés radiocommandés ou de voitures suicides. Le 12 octobre 2006, l'élimination d'un important artificier grâce à une action des forces spéciales de la coalition dans le district de police n° 8 de Kaboul porte un coup à l'organisation des taliban[218]. Alors que les Britanniques et les Canadiens sont en mauvaise posture dans le sud[219], le Président Chirac refuse que les troupes françaises soient envoyées en renfort[220]. Leur niveau d'équipement étant celui adapté à une mission de type « stabilisation / maintien de la paix », on peut douter de sa réelle efficacité dans les combats intensifs du Helmand[221]. Pour le lieutenant-colonel Jaron, ce constat n'est pas nouveau : « *Parce qu'elles tendent à minimiser l'éventualité d'un recours à la force, les*

opérations de stabilisation placent les unités déployées sur le terrain dans une position d'extrême vulnérabilité. Pour éviter un tel écueil, il demeure essentiel de respecter le principe de concentration des efforts et de conserver une réelle aptitude à la réversibilité[223][222] ». La France continue d'essuyer des pertes durant l'été. Le 25 août 2006, deux militaires sont tués[224] lors d'un accrochage entre un détachement de forces spéciales, engagé à l'est de l'Afghanistan et un élément Taliban. Deux autres militaires français sont également blessés dans la même opération.

Comme à chaque fois qu'il refuse d'un côté[225], le Président Chirac fait une concession de l'autre[226]. L'armée française ne doit pas non plus donner l'impression d'éviter les risques. Elle franchit un pas dans l'accompagnement de l'armée afghane sur le terrain. Début août 2006, la France fournit six militaires pour armer sa première équipe d'Éléments de Liaison et de Mentorat Opérationnel (ELMO) – ou *Operational Mentoring and Liaison Team* (OMLT[227]) – auprès de l'état-major du 201e corps de l'armée nationale afghane. Avec l'extension géographique de la coalition internationale et la montée en puissance des taliban, les États-Unis souhaitent mettre l'accent sur l'accompagnement des unités afghanes sur le terrain afin qu'elles puissent être plus efficaces au feu. Le concept d'équipe de formateurs embarqués[228] est développé avant de donner naissance, en 2005, à celui d'équipe de liaison et de mentorat opérationnel. Afin de pouvoir permettre à l'OTAN de partager l'effort de formation avec les troupes américaines, ce concept est tout d'abord approuvé par le commandement suprême des alliés en Europe[229]. Ce

partage, effectif depuis 2006, permet aux Américains de concentrer leurs efforts sur la formation de la police nationale afghane[230]. Les équipes de liaison et de mentorat opérationnel sont de taille réduite et composées à partir d'éléments de l'armée française appartenant à une même brigade. Préparés lors d'une mise en condition avant projection de six mois, les militaires participants à ces opérations sont choisis parmi les meilleurs de leurs unités[231]. Ces équipes sont mises en place pour accompagner, guider, conseiller les troupes de l'armée nationale. Elles sont déployées pour « *conseiller dans la vie courante, à l'instruction et à l'entraînement, les unités de l'armée afghane ; conseiller les chefs en planification opérationnelle, les accompagner au combat et mettre en œuvre à leur profit les appuis aériens et terrestres de la coalition ; apporter les moyens et les savoir-faire nécessaires pour favoriser les liaisons et permettre l'exercice du commandement et la conduite des opérations*[232] ». Elles fournissent un accompagnement de l'état-major jusqu'au niveau compagnie (appelée « coy[233] »). L'objectif final poursuivi est de « *contribuer à l'édification d'une armée afghane autonome, compétente et professionnelle*[234] ». Les mentors français constituent un échelon supplémentaire d'intervention entre la formation initiale et le déploiement opérationnel. Leurs outils pédagogiques s'appuient sur le conseil, la formation ponctuelle ou l'entraînement continu. Il ne s'agit pas de faire « à la place » des Afghans mais plutôt d'orienter leurs comportements : « *La décision appartient à la chaîne de commandement de l'armée nationale afghane sans jamais*

s'y substituer, les mentors doivent donc agir par persuasion, influence et exemplarité. Cela passe par des relations individuelles de confiance, bâties dans la durée avec l'autorité à laquelle est abonné le mentor[235] ». Cela nécessite, bien évidemment, de partager le danger avec les soldats faisant l'objet de l'action de mentorat opérationnel, afin de gagner leur estime, sinon leur respect. Les mentors sont déployés avec les unités afghanes lors des sorties opérationnelles et peuvent même les suivre en cas de changement de région. Ils sont en mesure de mettre à disposition de leurs hôtes, les moyens d'appuis spécialisés (hélicoptères, avions de combats, artillerie…) dont est pourvue la FIAS. Les Français, sous commandement du chef d'état-major des armées, dépendent toutefois de l'opération « Liberté immuable » pour la logistique, les appuis et les infrastructures. Leur action globale est coordonnée par la TF Phoenix. En novembre 2006, deux équipes supplémentaires sont proposées par la France pour intervenir auprès des bataillons d'appuis et de soutien. Présentées dès le départ comme des troupes non-combattantes, les équipes de liaison et de mentorat opérationnel se retrouvent très rapidement en première ligne aux côtés des Afghans. C'est d'ailleurs leurs nombreux retours d'expériences qui permettent à l'armée française d'engager un processus d'adaptation en profondeur dès l'année suivante.

La situation continue à se dégrader sur le terrain : « *Le contingent français, lui-même frappé à deux reprises, a évolué dans une ambiance sécuritaire très dégradée, poursuivant sa mission aux côtés d'alliés ayant adopté une posture nettement défensive*[236] ». Le 14 août 2006, un

convoi blindé français est frappé par un engin explosif improvisé sur l'axe *Wings* au nord de Kaboul. Le 2 octobre 2006, un convoi de deux véhicules non blindés est attaqué par un kamikaze sur l'axe *Violet*, à proximité du centre-ville. Les taliban passent à l'offensive. Le 22 octobre 2006, le Mollah Omar réfugié au Pakistan proclame une intensification de la guerre. Les pertes de la coalition continuent d'augmenter.

Cent quatre-vingt-onze soldats de la coalition sont tués en 2006. Pour la première année, le nombre de pertes américaines tend à être équivalent à celles subies par les autres nations. Cela prouve que le poids des combats commence à être réellement partagé.

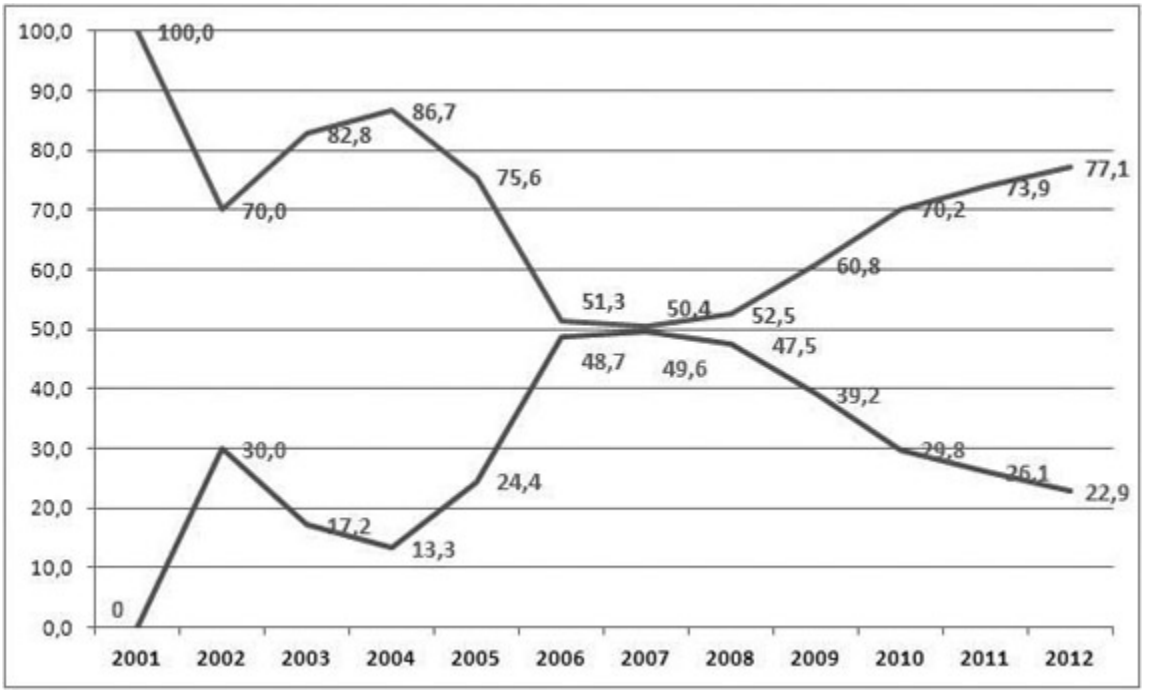


Figure 17 – Graphique comparatif de l'évolution des pertes américaines et des autres nations en pourcentage (2001-2012)

Le retour des taliban s'accompagne d'un effort pour regrouper toutes les tendances de l'insurrection et coordonner les actions. Pour combattre les progrès des insurgés, le général Richards lance une nouvelle approche stratégique, plus proche de la population : « *Les soldats de l'OTAN [...] seront une force plus à l'écoute des besoins des populations. Leur puissance militaire ne se limitera pas à vaincre les taliban mais, de manière tout aussi importante, elle servira à assurer l'avenir des villages et des localités*[237] ». Le général britannique, dans la lignée des travaux de son homologue Ruppert Smith[238], réactualise le concept de « gagner les cœurs et les esprits ». Cette idée va largement être poursuivie par la suite. L'armée française adapte, elle aussi, son approche tactique par rapport à cette nouvelle situation. Pour mieux se protéger, le bataillon français modifie le mode d'action de ses unités. Longtemps fondé sur le contact avec la population et le renseignement conversationnel, il se recentre principalement sur le contrôle de zone en deuxième rideau derrière les forces afghanes : « *sans renier les savoir être et les savoir-faire associés aux missions de stabilisation, le bataillon est alors passé d'une logique de contrôle de milieu à celle de contrôle de zone, portant l'effort, faute de moyens, sur les points les plus sensibles*[239] ». De plus, le volume d'une section ou d'un peloton est systématiquement engagé sur le terrain afin de pouvoir faire face à tout incident et conserver une capacité de manœuvre. C'est un net changement de posture. Lors du sommet de l'OTAN de Riga, les 28 et 29 novembre 2006, le Président Chirac annonce le renforcement du dispositif français en Afghanistan[240]. Les restrictions d'emploi de la

troupe (ou *Caveats*) s'assouplissent : les troupes françaises pourront être déployées en dehors de la zone de Kaboul, si besoin est et après examen de la situation sécuritaire et des modalités d'engagement. Il promet aussi l'envoi de deux hélicoptères de manœuvre de l'armée de l'air de type « Caracal » à Kaboul. Ils doivent assurer des missions de transport de troupes au profit de la coalition. Il s'engage à renforcer les capacités du bataillon français déployé dans le commandement régional-capitale et à envoyer de nouvelles équipes de mentorat opérationnel. La France, complètement intégrée dans le nouveau schéma opérationnel de l'OTAN, qui bascule progressivement sous contrôle américain par glissement des effectifs, met sans doute à ce moment précis le doigt dans l'engrenage de l'escalade en passant d'une posture de « maintien de la paix » à celle plus offensive « d'imposition de la paix ». L'esprit de la lutte contre-terrorisme qui est le propre de l'opération « Liberté immuable », se transmet aux troupes de l'OTAN largement américanisées. Il est vrai, aussi, que la situation sécuritaire très dégradée place l'ensemble des troupes en première ligne de la lutte contre-guérilla.

Le détachement génie du mandat Pamir XIV doit faire face à une recrudescence des incidents liés aux engins explosifs improvisés sur son aire de responsabilité. Les deux équipes de démineurs spécialisés sont en alerte permanente au profit du contingent français et du commandement régional-capitale, dans le cadre d'un tour d'alerte multinational. Pour garantir leur liberté d'action[241], les IRT sont renforcées en personnels[242]. Alors que les attaques se multiplient à Kaboul pendant l'été, les deux VAB

équipés de brouilleurs sont utilisés pour tout mouvement sensible de la force française. L'étendue de la zone à contrôler, l'extension des missions et changement de posture tactique du bataillon (mise sous blindage, contrôle de zone, engagement de deux véhicules ou d'une section au minimum) rendent de plus en plus nécessaire la mise en place systématique de ce type de dispositif sur l'ensemble des véhicules blindés. La section 31e RG procède, comme l'ensemble des sapeurs des autres mandats, à un important ramassage de munitions non explosées et à de nombreuses vérifications de non-pollution des itinéraires. Pour la première fois, l'ensemble du contingent français a suivi une formation dans la lutte et la réaction à avoir face aux engins explosifs improvisés durant la mise en condition opérationnelle. Les leçons sont apprises. Les militaires français poursuivent leur adaptation à la menace.

À la fin de l'année 2006, le détachement français à Kaboul est à la croisée des chemins. Construit pour une opération de maintien de la paix[243] pour une zone opérationnelle donnée, il change radicalement de posture avec la création du commandement régional-capitale et son arrivée dans le camp de *Warehouse*. Il s'engage alors dans un processus d'adaptation pour mettre ses moyens en concordance avec l'aire géographique plus importante à contrôler, avec l'évolution de la menace et des missions « d'imposition de la paix ». Pour le génie, une première rupture s'opère avec les savoir-faire hérités des opérations de « maintien de la paix ». De nouvelles missions plus offensives sont données aux démineurs avec la création des IRT. La lutte contre les engins explosifs improvisés fait aussi

son apparition dans la mise en condition opérationnelle et sur le terrain avec le déploiement de nouveaux matériels. Indéniablement, le bataillon français entre dans une logique plus offensive. Alors que la France a toujours refusé que les deux opérations du théâtre afghan (FIAS et « Liberté immuable ») soient fusionnées afin de ne pas se retrouver plongée dans la guerre, il semble qu'un pas ait été franchi. En faisant basculer progressivement l'ensemble de ses effectifs vers l'OTAN, les États-Unis prennent la main sur l'ensemble des opérations, tout en imposant leur vision et leur stratégie. Même si le Président Chirac s'en défend, de concessions en concessions, il nous semble que le bataillon français rentre progressivement dans cette logique. Les renforts annoncés lors du sommet de l'OTAN à Riga soulignent que le pouvoir politique veut donner les moyens aux militaires français, de remplir correctement ses nouvelles missions en assurant la sécurité de ses hommes. Il souhaite accélérer la formation de l'armée nationale afghane.

L'engagement français en Afghanistan change de nature au cours de l'année 2007. L'élection présidentielle du mois de mai détermine son avenir. Le Président Nicolas Sarkozy, nouvellement élu, engage de manière plus importante la France dans les opérations de l'OTAN. Il s'agit là d'une réelle rupture politique qui s'inscrit déjà dans une évolution de l'emploi de la force sur le terrain engagée dès Pamir XIII.

Le virage de l'engagement français en Afghanistan

Le 10 décembre 2006, le mandat Pamir XV relève Pamir XIV. Le 16e BC du colonel Rémi Seigle relève le 1/11e RC. Le 13e RG est de retour en Afghanistan pour fournir l'appui du génie au bataillon français. Le 9 décembre, le général français Pierre de Villiers prend le commandement de la région centrale lors d'une cérémonie présidée par le général David Richards, commandant la Force FIAS. Il succède au général Frank Le Bot. Il exerce aussi la fonction de représentant de la France. Le chef du bataillon français se consacre dorénavant essentiellement au commandement de son unité[244]. Il est également l'adjoint du général de Villiers et commande de la fonction « soutien ». L'approche de l'hiver suscite une accalmie dans les opérations menées par les taliban. Pendant ce temps, les Français se renforcent. Des moyens supplémentaires sont attribués par le président de la République. Il s'agit de deux hélicoptères « Caracal » qui permettent de disposer de capacités de transport précieuses pour les évacuations sanitaires mais aussi pour le déploiement du détachement de Surobi. Deux opérations importantes, pouvant être documentées, sont menées durant ce mandat en lien avec l'armée nationale afghane[245]. La première baptisée *Oqab Alpini*, se déroule pour sa partie active, entre le 13 et le 16 décembre 2006. Son but est de sécuriser la vallée de Musahi, au bénéfice des populations afin de favoriser son développement. C'est une répétition à petite échelle de la seconde opération majeure du mandat *Oqab Magnet* dans le district de Surobi entre le 3 et le 8 mars 2007. L'objectif est, cette fois-ci, de contrôler cette zone dont la population subit l'influence du *Hezb-e-Islami Gulbuddin* (HIG), parti du chef de guerre Hekmatyar, proche

des taliban. Cette opération bénéficie d'une plus grande implication des forces de sécurité afghanes. Il s'agit de tenir le terrain, pendant que les équipes d'actions civilo-militaires œuvrent au contact de la population. L'objectif est de « gagner le cœur et les esprits » des habitants, d'une part en obtenant le soutien des principaux responsables locaux et d'autre part en mettant en avant les forces afghanes. Ces opérations *Oqab* se découpent en trois temps. Tout d'abord, une phase préparatoire où l'armée afghane est partie prenante : « *[Le commandement régional-capitale] a proposé aux forces de sécurité afghanes de s'impliquer durant toutes les phases de l'opération. Très présents dès la planification, lors des travaux d'état-major et des reconnaissances terrain, les officiers afghans se sont parfaitement approprié l'opération. Pour la première fois, ils ont réellement codirigé une opération de la FIAS, de la planification à la conduite. "Oui, Oqab Magnet c'est notre opération et nous sommes très satisfaits du travail réalisé sur le terrain […]", ont confirmé les généraux Esmatullah et Aman*[246] ». Une intervention dite « décisive » accompagnée d'actions civilo-militaires succède à cette préparation : « *Les phases de sécurisation ont été simultanément accompagnées d'actions d'aide aux plus démunis. Soldats et policiers de toutes les nationalités ont participé à la distribution des dons dans les villages traversés*[247] ». La dernière phase dite « d'exploitation » est enclenchée : « *Alors que la majorité des 1 000 hommes du commandement régional-capitale engagés dans cette opération, ainsi que les renforts de La FIAS et plus particulièrement du [commandement régional-Est], rejoignent leurs*

casernements, une autre phase débute. Elle doit consolider la sécurité et permettre le développement durable de ce district avec l'appui du gouvernement, des ONG, de la communauté internationale[248] ». Les troupes françaises se distinguent par la réalisation de patrouilles à pied en tenue allégée (béret et gilet pare-balles) pour favoriser une approche moins agressive vis-à-vis des populations, mais aussi par une nomadisation. Le fait de passer la nuit à côté des villages envoie un signal clair : les troupes françaises veulent être à proximité des populations[249]. En lien avec cette activité opérationnelle, l'amélioration de la chaîne « santé » bénéficie aux Afghans, qui reçoivent une Aide Médicale Gratuite (AMG). Le 22 décembre 2006, une antenne chirurgicale de l'avant est déployée au sein de la FIAS. Uniquement dédiés au soutien national, les moyens médicaux sont désormais intégrés à la chaîne santé multinationale. Ses activités se répartissent de la façon suivante : un quart d'activité au profit des militaires français, un autre quart au profit des militaires étrangers et la moitié des actions au profit des civils. C'est une forme d'action populo-centrée, prémices de la contre-insurrection, qui est mise en œuvre par la FIAS depuis le mois d'octobre 2006.

L'action des sapeurs du 13e RG est importante. À l'image des mandats précédents, le détachement du génie démine et récupère les munitions non explosées qui peuvent gêner la bonne conduite des opérations dans sa zone. Le 13 avril 2004, les sapeurs se distinguent par le désamorçage d'une bombe russe de 250 kg dans le village de Zemmah[250]. Lors de l'opération *Oqab*, un groupe du génie procède à la

vérification de non-pollution des points d'observation et des zones de bivouac. Face à la menace importante représentée par les engins explosifs improvisés, les deux équipes de démineurs spécialisés se relèvent en permanence pour constituer un élément d'intervention prêt à agir en cas de besoin. La présence d'un hélicoptère « Caracal » favorise la mise en place rapide des démineurs par les airs sur leur zone d'intervention, permettant de gagner du temps précieux. La sensibilisation au risque représenté par les engins explosifs improvisés continue à se développer. En métropole, les soldats français suivent une formation durant leur mise en condition opérationnelle. Elle est complétée par une seconde sur le théâtre d'opération, pour les personnels intégrés au détachement français en cours de mandat. L'OTAN, de son côté, poursuit le développement de ses moyens de lutte contre ce péril. Au début de l'année 2007, elle développe une capacité de fouille opérationnelle (ou *Military Search*), directement issue des techniques imaginées par les Anglais lors du conflit en Irlande du Nord[251]. Elle vise à lutter contre les réseaux terroristes[252] responsables, entre autres, de la prolifération des engins explosifs improvisés. Le 4 février 2007, le général d'armée américain Dan K. McNeill prend le commandement du dixième mandat de la FIAS. À Kaboul, le nombre d'incidents liés à ces bombes artisanales est en nette diminution. Sept incidents sont recensés dont un tir de roquette le 7 février en direction du camp de *Warehouse* et de l'aéroport. Avec le retour de l'hiver et après l'offensive des mois précédents, les taliban se sont sans doute réfugiés dans leurs zones sanctuaires du Pakistan. Le 12 mars 2007, l'armée de l'air

utilise pour la première fois ses chasseurs-bombardiers « Rafale » en Afghanistan. Deux jours plus tard, ils entament leur première mission. Le groupement aéronaval est de nouveau présent dans l'océan Indien à la mi-mars. Les forces spéciales françaises se sont retirées d'Afghanistan au début de l'année, mais cela n'empêche pas le commandement d'annoncer la création de deux équipes de liaison et de mentorat opérationnel supplémentaires. Leur action d'accompagnement cible deux bataillons (ou *Kandak*[253]) spécialisés dans le domaine de l'infanterie. Composées de militaires des Groupements Commando Parachutistes (GCP), elles se déploient à partir du 6 avril 2007. Le même jour, la France transfère le commandement de la région centrale à la Turquie. Elle maintient son dispositif en place, soit mille cent militaires. La passation de commandement se déroule entre le général français Pierre de Villiers et le général turc Kassim Erdem. Le 24 avril 2007, le contingent Pamir XVI succède à Pamir XV. Le colonel Patrick Collet, commandant le 1er RCP prend la tête du bataillon français. Ce régiment engage deux compagnies d'infanterie (une pour le bataillon interarmes, une autre pour la protection du camp de *Warehouse*). Armé par la 11e BP, ce seizième mandat voit le retour du 17e RGP comme unité d'appui et du 1er RHP comme escadron de reconnaissance et d'investigation[254]. Au début du mois de mai 2007 ouvre l'école des commandos afghans (ou *Afghan Commando School*), qui doit former les bataillons de type commando (*Kandak* commando) de la jeune armée. Une vingtaine d'instructeurs des forces spéciales françaises participent aux enseignements. C'est alors qu'un

événement de politique intérieure en France bouleverse la stratégie sur le terrain.

Le milieu de l'année 2007 est celle du changement de position de la France vis-à-vis de son engagement militaire en Afghanistan. La campagne en métropole pour l'élection du président de la République bat son plein. Jacques Chirac ne se représente pas. Les deux candidats, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, ne sont pas favorables à un maintien des troupes françaises au Pays de l'Insolence. Le 26 avril 2007, entre les deux tours de la présidentielle, le candidat de l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP) déclare sur la chaîne de télévision France 2 : « *La présence à long terme des troupes françaises en Afghanistan ne me semble pas décisive*[255] ». Il ajoute que, s'il était élu, il poursuivrait la politique de Jacques Chirac, qui a pris la décision de rapatrier une partie des soldats français présents sur le terrain. Le 6 mai, le jour du second tour, il réitère ses propos selon des termes identiques[256]. Le revirement quelques semaines plus tard est complet. Nicolas Sarkozy, alors nouveau président, déclare au début du mois de juin : « *Partir maintenant montrerait un manque d'unité avec nos alliés*[257] ». Que s'est-il donc passé ? Jean-Christophe Notin, dans son ouvrage, soumet l'hypothèse que ces déclarations coïncideraient avec la nouvelle de la prise d'otage de deux Français : Céline Cordelier et Éric Damfreville travaillant pour l'ONG Terre d'enfance. Contre leur libération, les taliban exigent le départ des troupes françaises. Ils les relâchent respectivement le 28 avril et le 11 mai. Ces préventions dans la bouche des candidats, ne seraient plus nécessaires. Une autre hypothèse soulignerait la prise de

conscience par Nicolas Sarkozy de la gravité de la situation en Afghanistan dans le mois suivant son élection. La France est engagée dans l'engrenage de la stratégie de l'OTAN et un retrait unilatéral serait difficile à assumer et contraire à ses intérêts stratégiques. En homme d'État, il voit les avantages que la France pourrait retirer de cette situation. Sa décision se serait forgée lors d'un conseil restreint de défense courant du mois de mai 2007, en présence du chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Georgelin. Il lui aurait tenu ces propos : « *Monsieur le président, vous ne pouvez pas partir de la coalition de l'OTAN. Ce serait un coup de poignard dans le dos de nos alliés. Nous devons partir dès que l'armée nationale afghane aura le niveau nécessaire pour assurer sa propre protection. Nous sommes l'armée française, nous ne pouvons pas être un acteur secondaire en Afghanistan*[258] ». Dès lors, la majorité présidentielle prépare le changement de positionnement de l'armée française. Le 5 juin 2007, François Fillon, Premier ministre, déclare qu'aucun projet de retrait n'est dans les cartons. Le 27 août 2007, lors de la conférence des ambassadeurs, Nicolas Sarkozy souligne : « *Notre devoir, ainsi que celui de l'Alliance atlantique, est aussi d'accentuer nos efforts en Afghanistan*[259] ». Le 7 novembre, le Président français en visite aux États-Unis tient ces propos devant le congrès : « *Ce qui est en cause dans ce pays, c'est l'avenir de nos valeurs et celui de l'Alliance atlantique [...]. Pour moi, l'échec n'est pas une option. Le terrorisme ne gagnera pas car les démocraties ne sont pas faibles, parce que nous n'avons pas peur de cette barbarie. L'Amérique peut compter sur la France*[260] ». La motivation de Nicolas Sarkozy

est plus à rechercher en Europe qu'en Afghanistan. Il synthétise son raisonnement en deux phrases : « *Plus on est amis avec les Américains, plus on est indépendants, plus on peut construire l'Europe, et notamment l'Europe de la défense [...]. Plus la France prend sa place dans l'OTAN, et plus l'OTAN s'européanise*[261] ». Avant tout, la France doit être de nouveau pleinement présente dans cette organisation. Si elle veut récupérer des responsabilités dans la définition et la conduite des opérations, elle doit s'investir plus amplement en Afghanistan. Le général Georgelin précise : « *Pour ne pas être déclassée la France devait tenir son rang dans l'état-major de l'OTAN et être apte à intégrer la force de réaction de l'OTAN (Nato Respond Force*[262]*)* ». De cette capacité à conduire des coalitions, à disposer de doctrines et de matériels performants en interopérabilité, dépend l'avenir de la défense française selon lui : « *Un pays qui renonce à sa défense se vassalise*[263] ». Lorsqu'il prend la suite du général Bentégat le 4 octobre 2006, le nouveau chef d'état-major des armées est soucieux du retard accumulé par l'armée française dans la conduite des opérations militaires : « *J'ai tout de suite été en Afghanistan et j'ai compris que si nous en restions là, nous serions déclassés*[264] ». Sa première visite aux troupes sur le théâtre d'opération, début novembre 2006, est mouvementée. Le général insiste sur l'importance pour le chef de corps, de commander tactiquement ses détachements. Le journaliste Hervé Asquin rapporte une « série de coups de gueule » ainsi qu'un incident mémorable : « *Ses subordonnés ont préparé une liasse de documents justifiant peu ou prou l'attentisme des forces françaises. Il la réduit en miettes*

sous leurs yeux écarquillés[265] ». Pour le général Georgelin, l'outil militaire, élément indissociable du rayonnement international de la France, est en danger. Un engagement plus important en Afghanistan peut lui permettre de « retrouver son rang ». L'enjeu réel de l'engagement français serait de conserver des capacités militaires suffisantes pour préserver son indépendance stratégique à travers son appartenance à l'OTAN (général Georgelin), qui pourrait à terme devenir le socle d'une Europe de la défense (Nicolas Sarkozy). Les volontés du président de la République et du chef d'état-major des armées s'accordent à travers ces intérêts partagés, pour faire évoluer la nature de la présence française en Afghanistan.

Le plus remarquable est que ce choix s'opère au moment où la situation sécuritaire se dégrade sur le terrain. L'opinion publique française n'est pas favorable à la poursuite de cet engagement. En avril 2008, quelques mois avant l'embuscade d'Uzbin, un sondage montre que 68 % des Français s'opposent à l'envoi de renforts[266]. Cette stratégie est forcément adossée à une conjoncture de politique intérieure défavorable dès le départ. Toute la difficulté sera de tenir cet engagement dans le temps, en minimisant ses effets sur l'opinion publique. Les obstacles qui en découlent sont de deux sortes. Premièrement, il faut mener des opérations de plus en plus dures, tout en minimisant les pertes. Deuxièmement, le contingent français est placé progressivement sous commandement américain. La France n'a plus de complète autonomie et elle doit rendre des comptes à ses alliés. « *[Notre pays] ne mène pas une guerre autonome*[267] », souligne le général

Georgelin. Le président de la République, chef des armées et chef de l'exécutif politique, demeure au centre des décisions : « *C'est au sein du conseil restreint de défense que la primauté du politique s'exerce et que parfois les choix de politique intérieure prennent le dessus*[268] ». Tous les plans de campagne, avec leurs objectifs propres pour remporter la victoire (ou ne pas perdre) ne peuvent résister à la primauté du choix politique, qui a d'autres visées, d'autres priorités, d'autres objectifs. À tout moment sur le terrain, la politique nationale peut imposer ses choix et infléchir les plans de bataille. Ce problème s'accentue car la stratégie des taliban est de contraindre les forces armées étrangères à se retirer en frappant les opinions publiques. Le point faible des forces françaises est parfaitement identifié par son adversaire. Bien évidemment, d'autres enjeux sont affirmés face à l'opinion publique et aux soldats. Dans un tract d'information diffusé en Afghanistan et en France, quatre points justifiant la présence de la France dans les vallées afghanes sont développés[269]. Tout d'abord, elle s'investit « *par respect pour ses engagements internationaux, ses responsabilités et ses valeurs* ». La France membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU intervient à la demande des autorités afghanes. Elle contribue « *conformément à ses principes et à ses valeurs, à la défense des droits de l'Homme et à l'amélioration de la condition féminine* ». Ensuite, la présence des forces armées sur le terrain se justifie par la nécessité de combattre le terrorisme : « *Il ne faut pas que l'Afghanistan redevienne, comme à l'époque du régime des taliban, la proie et le sanctuaire du terrorisme international. Il faut préserver ce*

pays du chaos et du totalitarisme. En luttant contre ces menaces, la France œuvre également à sa propre sécurité ». Puis le processus de reconstruction et d'aide au développement est mis en avant : « *La France prend une part active à cet effort [de reconstruction] pour rendre au plus vite aux Afghans la maîtrise de leur destin* ». Enfin, l'amitié et l'histoire commune entre les deux pays sont mises en avant pour justifier l'intérêt de la France pour la stabilisation de l'Afghanistan. Il demeure que l'effet majeur[270] politique et diplomatique recherché à travers cet engagement est la préservation du rang de la France, membre du Conseil de sécurité de l'ONU, par la conservation de ses capacités de défense. Dans l'esprit du président, elle passe par une réintégration dans l'OTAN où la France doit devenir influente pour parvenir à relancer l'Europe de la défense. C'est d'ailleurs cette différence entre l'objectif réel et le discours tenus aux militaires qui suscite par la suite de nombreuses incompréhensions. En 2007, ce changement stratégique s'amorce et ses effets se sentent rapidement sur le terrain.

Le mandat Pamir XVI du 1er RCP se distingue de son prédécesseur, par la subordination du bataillon au commandement turc de la région centrale. Ce pays souhaitant principalement soutenir des opérations civilo-militaires, les relations avec le bataillon français, plus offensif, sont tendues. L'éloignement culturel des pratiques d'état-major ne facilite pas la bonne entente. Le détachement hexagonal choisit de fonctionner en autonomie dans sa zone de responsabilité. Il récupère même des effectifs, puisque la France ne doit plus fournir de

soldats pour veiller sur le district de Surobi. Les bérets rouges gagnent un pion de manœuvre tactique supplémentaire, tout en continuant de bénéficier du renfort de la compagnie d'infanterie allemande. Les équipes de commandos parachutistes, armant les deux équipes de liaison et de mentorat opérationnel des *Kandak* « infanterie », appartiennent aussi au 1er RCP. Des relations suivies avec le bataillon sont mises en place à l'initiative du chef de corps[271]. La campagne d'été arrivant à grands pas, le dispositif français est regroupé sur son aire opérationnelle de responsabilité, prêt à faire face à toute incursion des taliban. Le bataillon poursuit ses actions de contrôle de zone et lance une série d'opérations pour être proche des populations et prendre l'initiative[272]. Afin de se familiariser avec le terrain, les Français multiplient les patrouilles : « *Les militaires [...] réalisent des missions de surveillance et de contrôle des points sensibles dans les quartiers nord de Kaboul [...] avec la police locale. Ces missions de patrouilles sont aussi l'occasion pour la Force de prendre contact avec la population dans le tissu urbain. Prendre le temps d'un thé avec le "Wakil" (chef du quartier), rencontrer le chef de la police, bavarder au marché, permettent de "prendre le pouls" du quartier mais aussi d'améliorer la connaissance mutuelle entre militaires et civils afghans*[273] ». Chaque jour, ce sont entre 18 et 24 patrouilles qui vont au contact de la population. Du 5 au 7 juin 2007, le bataillon français lance une première opération baptisée *Mountain Scan*, qui vise la zone tampon entre le commandement régional-capitale et le celui de l'est, lieu de passage supposé de tous les trafics. Du 25 au 30 juin 2007, l'opération *Tachakor* est conduite

avec l'armée nationale afghane sur toute la zone française. Articulée avec des actions civilo-militaires, il s'agit de « *renforcer la sécurité dans la zone d'action du bataillon, en coopération avec les forces armées afghanes et les autorités locales, et de prendre contact avec la population* ». Le bataillon conduit simultanément différents types de missions : « *Contrôle de zone, patrouilles conjointes avec la police et l'armée afghane ainsi que des campagnes d'information et des actions au profit des populations. Les hélicoptères français ont ravitaillé des villages inaccessibles, les médecins ont conduit des campagnes sanitaires*[274] ». De nombreux villageois sollicitent l'aide du génie pour traiter des munitions anciennes et dangereuses. Du 1er au 5 juillet 2007, l'opération *Uzbin vallee* consiste à mettre en place un élément en soutien d'une opération des forces spéciales norvégiennes en zone turque. Il s'agit de constituer un élément de recueil et de contrôle de leur zone d'exfiltration. L'opération *Deep Gorges*, les 21 et 22 août 2007, consiste à aller au contact des camps nomades (les Kutchis) pour confirmer la présence de taliban dans les vallées profondes d'Estallef et de Fareh. Ils sont l'objet de toute l'attention des militaires français durant les nombreuses patrouilles menées en août[275]. Les Français participent, enfin, à la sécurisation des rencontres afghano-pakistanaises, dites *Jirga* de la paix, entre le 8 et le 12 août 2007.

Le génie est très actif durant cette période. Le détachement se compose d'une section de combat en charge de l'organisation du terrain, notamment des travaux d'infrastructure et de sécurisation des enceintes de la force, d'un élément de liaison et de reconnaissance, chargé de

renseigner le commandement sur l'état des zones sous responsabilité française (zones minées, problèmes de circulation, etc.) et de deux équipes démineurs spécialisées. Ils assurent une permanence d'intervention quotidienne pour neutraliser les engins explosifs improvisés. Les sapeurs poursuivent le ramassage des munitions non explosées : « *En quatre mois, ils ont effectué quelque cent quarante missions, soit plus de vingt tonnes de munitions et d'explosifs de guerre récupérés et détruits*[276] ». Ils participent également à la reconstruction en menant des actions civilo-militaires[277]. Les missions du détachement du génie sont identiques à celle du précédent. Toujours plus intégré au sein du bataillon français, il semble en « surchauffe » face à la multiplication des actions à mener. Le 27 août 2007, une « doctrine interarmées de lutte contre les engins explosifs improvisés » est publiée en France[278]. Elle marque une étape importante dans la prise en compte et l'adaptation de l'armée française à cette menace.

La fin de la campagne d'été 2007 est en demi-teinte pour les forces françaises. Même si le bataillon n'a pas fait l'objet d'attaques directes alors que les attentats se succèdent à Kaboul, les équipes de liaison et de mentorat opérationnel, en première ligne aux côtés de l'armée afghane, sont touchées. Le 25 août 2007, dans le district de Jaghato (province de Wardak), à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Kaboul, le cantonnement d'une compagnie afghane fait l'objet de tirs d'artillerie lourde dans la nuit du mardi 24 au mercredi 25 juillet 2007. L'adjudant-chef Pascal Correa du 1er RCP, qui accompagne les troupes afghanes dans ce secteur, est grièvement blessé. Évacué par air

jusqu'à l'hôpital, il décède. Trois autres militaires français sont légèrement blessés ainsi que plusieurs soldats afghans. Ces pertes soulignent le caractère particulier du travail des mentors et leur exposition aux coups de l'ennemi[279]. Le 23 août, le brigadier-chef Stéphane Rieu du 1er RHP décède dans un accident routier. Le 18 septembre 2007, le détachement Pamir XVII relève Pamir XVI dans ce triste contexte. Le colonel Jean-François Morin, chef de corps du 13e Bataillon de Chasseurs Alpins (BCA), prend le commandement du bataillon français à Kaboul. Ce bataillon s'appuie sur l'escadron d'éclairage et d'investigation du 4e RC et sur un détachement du 2e REG. La compagnie allemande est toujours présente en renfort. Le régiment de « génie Légion » envoie sur le terrain une équipe de Groupement Commando de Montagne (GCM) à neuf commandos[280], pour armer une première équipe de liaison et de mentorat opérationnel et dix autres militaires[281] pour en armer une seconde. Il projette aussi une section renforcée avec un effectif total de 40 légionnaires[282]. Les commandos de montagne de la 27e BIM relèvent ceux de la 11e BP. Durant le mandat, une nouvelle équipe de liaison et de mentorat opérationnel est envoyée aux côtés des Pays-Bas dans la province d'Oruzgan dans le sud de l'Afghanistan. Quelques jours après cette prise de fonction, le 21 septembre, un convoi de la FIAS fait l'objet d'une attaque par voiture piégée[283]. Les mentors français sont de nouveau touchés. L'adjudant-chef Laurent Pican du 13e BCA est tué sur le coup. Cette attaque fatale augure bien mal de cette campagne d'hiver. À partir du 27 septembre 2007, l'armée de l'air déplace son détachement d'avion de

combat de Douchanbé à Kandahar. Plus proche des combats, ce déménagement permet aux avions français de rester dans le ciel afghan plus longtemps et de multiplier les frappes aériennes. C'est un autre indicateur fort du changement de stratégie française en Afghanistan : « *il semblerait que l'état-major des armées ait enfin donné satisfaction aux souhaits américains d'une implication supplémentaire des Français dans les combats dans le sud et dans l'est du pays plus facilement atteignables depuis Kandahar*[284] ». Le général Georgelin voit une de ses idées se réaliser : « *Je ne voulais plus entendre parler de nos avions qui ne pouvaient pas être employés, j'ai dit à mes gens que je ne voulais plus voir ça, que nous étions dans l'OTAN et que nous devions assumer toutes nos missions*[285] ». Les 2 et 3 novembre 2007, le chef d'état-major des armées se rend en visite d'inspection en Afghanistan. Ce déplacement sonne comme une veillée d'armes. Beaucoup de choses restent à faire pour rendre l'armée afghane autonome et reprendre l'initiative tactique sur le terrain. Le bataillon français effectue la moitié de son mandat sous commandement turc, avant que le général italien Federico Bonato ne prenne la direction du commandement régional-capitale le 6 décembre 2007.

Durant ces quatre mois, le bataillon français, en plus des missions traditionnelles de contrôle de zone, conduit cinq opérations majeures. Les unités déployées sont systématiquement articulées en sous-groupements interarmes voir interalliés[286] lorsque la compagnie allemande participe aux actions. L'ensemble de ces opérations partage un but commun : ôter de l'esprit des

taliban qu'ils peuvent agir impunément dans la zone française. Le 15 octobre 2007, l'opération *YMCA*[287] vise à prendre un col depuis lequel les Français ont subi des tirs d'intimidation quelques jours plus tôt. Elle se déroule sans problème et permet même de mettre à jour un conflit entre deux villages pour la possession d'une source. Du 16 au 17 octobre 2007, l'opération *ASS*[288] se lance dans le district de Shakkar Darreh, zone soupçonnée d'abriter des trafiquants d'armes et de drogue favorables aux taliban. Du 24 octobre au 3 novembre, l'opération *NSTR*[289] est l'occasion pour chaque détachement du commandement régional-capitale de produire un effort dans sa zone de responsabilité. Le bataillon français choisit de faire porter le sien sur l'aéroport de Kaboul : « *Le 26 octobre 2007, les militaires du 13e BCA renforcés par un élément du 2e REG [effectuent] une mission de contrôle de zone sur les sommets dominant l'aéroport international de Kaboul. […] L'opération s'est déroulée en deux temps : un déplacement en véhicules blindés jusqu'au col de Paymonar et une ascension jusqu'au sommet de Montbré. Du haut de ses 2 199 mètres, l'endroit offre deux panoramas, l'un en direction du nord et des vallées de Deh Sabz et de Chamali, et l'autre, vers le sud et l'aéroport international de Kaboul abritant une base aérienne de la FIAS*[290] ». Cette opération de deux semaines se déroule sans incidents. Du 17 novembre au 1er décembre 2007, l'opération *NDS*[291] cherche à étudier la réaction des populations lorsque les Français demeurent sur le terrain pour une durée supérieure à quatre jours. Le 4 janvier 2008, l'opération *Narvik* est un exercice réel visant à déployer en quatre heures un sous-groupement du bataillon en tout

point du commandement régional-capitale. Une partie du détachement prend la route, tandis que l'autre est héliportée, vers la base opérationnelle avancée de Tora en vallée de Surobi. Le bataillon contribue à la formation de l'armée afghane. Jumelée avec le 3e *Kandak* de la 2e brigade du 201e Corps, une de ses compagnies d'infanterie doit former et entraîner trois compagnies afghanes à la réalisation de points de contrôle routiers[292], de patrouille et de poste de combats. Cette action, devant se dérouler de décembre à mi-janvier, est considérablement réduite compte tenu du peu de motivation de ces unités. Souvent vétérans des durs combats contre les Soviétiques ou de la guerre civile des années 1990, les soldats afghans estiment (à tort ou à raison), que ce type d'action est superfétatoire.

Le 3 décembre 2007, le génie se distingue particulièrement à l'occasion d'une patrouille. Un groupe d'infanterie découvre dans le village de Sorkh Bolondi, une cache de munitions (roquettes, obus, mines antipersonnel). L'équipe de démineurs spécialisés et les sapeurs sécurisent, contrôlent et inventorient les munitions. Ces dernières sont ensuite déplacées vers un dépôt avant leur destruction[293]. Le 7 décembre, les démineurs spécialisés mènent une opération de sensibilisation aux mines dans le cadre d'un programme appelé *Yunus*. Les enfants afghans suivent des cours sur le danger des mines et sur la manière de réagir face à ce risque. Cette opération de trois semaines permet à 400 enfants des villages les plus isolés de la zone française de profiter de cet enseignement[294]. Le 22 décembre 2007, peu avant Noël, le nouveau président de la République se rend pour la première fois en Afghanistan aux côtés des

troupes françaises. Sa déclaration annonce un renforcement des équipes de liaison et de mentorat opérationnel et prépare les esprits aux combats à venir : « *Vous le savez, nous sommes aujourd'hui au milieu du gué. Nous devons simultanément accroître la stabilité de l'Afghanistan et, dans le domaine de la formation, nous devons poursuivre nos efforts aux côtés de nos Alliés pour que l'armée afghane soit, au plus vite, autonome. C'est une des clés du succès de l'engagement de la communauté internationale. C'est pour cette raison que j'ai décidé de renforcer encore notre présence dans les [équipes de liaison et de mentorat opérationnel] […]. Car c'est l'armée afghane qui doit, au premier chef, livrer et gagner le combat contre les taliban […]. [En] 2007, vous avez beaucoup travaillé, et bien vous n'avez rien vu ! Parce que 2008 je vous promets que l'on travaillera encore plus*[295] *!* ». Le 28 décembre 2007, près de 80 militaires français sont arrivés en Afghanistan après quatre mois de préparation en France et en Allemagne, pour être insérés dans les unités de la première brigade du 201e corps de l'armée nationale afghane. Ces militaires, qui proviennent de la 6e BLB et de la 2e Brigade Logistique (BL), arment deux nouvelles équipes de liaison et de mentorat opérationnel : une auprès du *Kandak* « appui » et une seconde auprès du *Kandak* « soutien logistique ». Par ailleurs, les mentors de l'état-major de la première brigade sont renforcés. L'année 2008 s'annonce pleine de défis pour les militaires français. Leur engagement change de nature une nouvelle fois. Le soldat en charge de la « stabilisation » de l'Afghanistan doit dorénavant « imposer la paix » aux taliban. Cet impératif, nettement plus offensif, est la

conséquence de l’évolution de la mission des Français et de sa relocalisation en zone contrôlée par les taliban. Il permet à l’armée française de redécouvrir la contre-insurrection, qu’elle n’avait plus pratiquée à large échelle depuis la fin de la guerre d’Algérie.

CHAPITRE II

De l’imposition de la paix à la contre-insurrection (juin 2008-novembre 2009)

Le processus d’adaptation de l’armée française à la lutte contre-guérilla

Le début de l’année 2008 marque l’accélération du processus d’adaptation des forces françaises à la lutte contre-guérilla. La menace représentée par les engins explosifs improvisés s’est intensifiée en 2007. Sur les 184 tués de la coalition par actions hostiles des taliban, 42 % le sont à cause de ces engins mortels. En 2006, cette proportion est de 31 %[1]. Pour la coalition, il devient urgent de trouver des parades. Début janvier, le chef d’état-major des armées prend la décision de créer une capacité expérimentale de fouille opérationnelle interarmées, avec la volonté de l’envoyer en Afghanistan en 2009. Durant le

premier semestre 2008, l'accent est mis sur le développement de ce concept au sein des forces armées. Début février, le chef du département Renseignement et Expertise de la division expertise et formation au déminage (DEFD) de l'école du génie, le capitaine Didier Cheval[2] réalise une formation de coordinateur de fouille opérationnelle chez les Britanniques[3]. Il est désigné conseiller technique pour le développement de la capacité interarmées fouille opérationnelle. Le 10 janvier 2008, tirant les enseignements de six années de présence sur ce théâtre d'opération, c'est au tour du concept interarmées de « protection de la force[4] » d'être actualisé. La stratégie globale de lutte contre les engins explosifs improvisés poursuit son développement. Le 16 janvier 2008, les quatre équipes de liaison et de mentorat opérationnel, y compris celle dédiée au génie, sont déclarées opérationnelles par les instances de certification de l'OTAN. Elles débutent immédiatement leur mission de mentorat auprès de l'armée afghane.

Le 24 janvier 2008, le détachement Pamir XVIII relève Pamir XVII au sein du commandement régional-capitale. Le lieutenant-colonel Christophe Mallassinet, chef de corps du 126e RI, prend le commandement du bataillon français. Les deux compagnies d'infanterie et l'état-major sont fournis par le 126e RI (420 militaires[5]). L'effectif du détachement du génie est de quarante-neuf militaires au total. Il comprend un détachement de liaison et de reconnaissance du 31e RG (4 personnes), deux équipes de démineurs spécialisés provenant du 6e RG, du 19e RG et la Marine nationale (11 personnes) et une section de génie-combat du 31e RG (36

personnes[6]). L'effectif total du bataillon est de 620 soldats auxquels s'ajoutent une compagnie allemande et une section bulgare[7]. À cette date, 1 600 soldats français sont engagés en Afghanistan. Le 8 février 2008, trois chasseurs bombardiers « Rafale » de l'escadron de chasse 1/7 « Provence » sont arrivés sur la base de Kandahar pour relever les Mirage F1 CR de l'escadron de reconnaissance 1/33 « Belfort ». Ils débutent leurs missions d'appui au sol trois jours plus tard. La zone française est toujours calme même si dans le pays, les taliban poursuivent leurs attaques. Le 17 février 2008, quatre-vingts Afghans sont tués à Kandahar lors d'un attentat pendant un combat de chiens. Le lendemain, un attentat suicide à Spin Boldak fait trente-cinq morts. Le 1er mars 2008 est marqué par le désastre logistique de la passe de Khyber. Soixante camions-citernes de l'OTAN sont détruits par les taliban. Le bataillon français, de son côté, poursuit ses missions de contrôle de zone. Vingt à vingt-cinq missions sont réalisées quotidiennement, auxquelles il faut ajouter les escortes de convois et les tours de garde du camp de *Warehouse*. Le niveau de coopération avec le commandement italien de la région centrale est jugé faible. L'accélération du processus « d'Afghanisation » des actions militaires conduit le bataillon à multiplier les activités conjointes avec l'armée afghane, comme celle du 6 mars 2008 : « *L'une des missions des sections d'infanterie françaises est d'assurer le contrôle de la partie nord de la ville de Kaboul. Pour cela, les militaires français réalisent régulièrement des patrouilles à pied ou en véhicules avec les policiers du Kaboul City Police (KCP), en coordination avec le commissariat général du district. La*

collaboration régulière avec le KCP permettra, à terme, de transmettre aux Afghans la responsabilité de la sécurité de Kaboul[8] ». Le 18 mars 2008, une nouvelle mission conjointe se déroule sur l'axe *Bottle*, une des deux routes principales reliant Kaboul à Bagram, au nord : « *Les soldats du bataillon français ont soutenu les policiers de Kaboul en organisant un point de contrôle […]. Ce check point a été établi de nuit, rapidement, sans préavis. Le caractère aléatoire de ces actions de filtrage, qui se superposent aux contrôles systématiques des axes, a pour but d'entraver les actions terroristes et de rendre les déplacements des insurgés incertains, tout en rassurant la population*[9] ». La compagnie d'infanterie française est renforcée par un détachement du génie, qui s'assure de l'absence d'engins explosifs sur la zone. Lors des contrôles, une équipe cynophile inspecte les véhicules. Les chiens, dressés à la recherche d'armes et d'explosifs, sont un moyen efficace de détection des engins explosifs improvisés. Le maintien l'ordre à Kaboul est le fruit de l'action conjointe des forces de sécurité afghanes et de la coalition, chacune intervenant dans leur champ de compétence. Le contrôle des axes principaux d'accès à la ville est dévolu à la police, tandis que l'armée afghane et les soldats de l'OTAN assurent la sécurité sur l'ensemble de la zone. Durant le mandat Pamir XVIII, deux opérations sont conduites avec des bataillons alliés (turc et italien) et trois autres sont menées par le bataillon interarmes français de manière autonome. Les nombreuses missions de servitudes et de contraintes au profit du commandement régional-capitale sont réalisées par des unités ayant l'effectif d'une compagnie interarmes. L'ensemble des « Bisons[10] »

regagnent leur quartier de Brive, en ayant le sentiment de laisser une bonne impression à la population : « *les Afghans apprécient la French Touch. Lorsqu'ils s'arrêtent dans un quartier ou un village, une fois le périmètre sécurisé, les "Bisons" troquent le casque contre le béret et mettent leur Famas toujours chargé en bandoulière. Un signe qui se veut amical. De même, ils n'hésitent pas à prendre le thé et montrent un certain respect pour les coutumes locales. "Lorsque les habitants reconnaissent que nous sommes Français, ils nous saluent. Ça fait plaisir", avoue le major Cayrel*[11] ». Pour autant, cette *French Touch* est-elle réelle ? Est-elle le fruit des circonstances ? N'est-elle pas un miroir que les taliban présentent au bataillon pour pouvoir agir en toute discrétion dans sa zone ? Le général Georgelin, pour sa part, n'y croit pas. Il trouve, en effet, que cette expression frise l'arrogance : « *C'est une négation de la réalité, nous représentions 5 % des effectifs alliés et avec cinq pour cent des effectifs, on ne fait pas la leçon à la terre entière*[12] ». Un appel à plus de modestie semble s'imposer selon lui.

L'événement majeur du premier semestre 2008 est l'annonce du renforcement de la présence française. Dès le début de l'année, une rumeur donne 700 parachutistes sur le départ pour l'est de l'Afghanistan, au cœur de l'insurrection. Hervé Morin, ministre de la Défense, dément. Le 26 mars 2008, le Président Sarkozy annonce son intention d'envoyer des renforts, devant le Parlement britannique : « *En Afghanistan se joue une partie essentielle. La France a proposé à ses alliés de l'Alliance Atlantique une stratégie pour permettre au peuple afghan et*

à son gouvernement légitime de construire la paix. Si ces propositions sont acceptées, la France proposera lors du Sommet de Bucarest, de renforcer sa présence militaire. Nous ne pouvons pas accepter un retour des taliban et d'Al-Qaïda à Kaboul. La défaite nous est interdite même si la victoire est difficile[13] ». Un débat sans vote est programmé à l'Assemblée nationale le 1er avril 2008. La réplique de l'opposition est cinglante. Le député socialiste Jean-Marc Ayrault déclare : « *Nous nous opposons à cette décision parce qu'au fond, elle a peu à voir avec l'Afghanistan et beaucoup à voir avec l'obsession atlantiste du Président Sarkozy [...]. Que le président de la République choisisse les députés britanniques pour annoncer un engagement militaire de notre pays, alors que nous sommes tenus dans l'ignorance, est un affront sans précédent envers la représentation nationale*[14] ». Le Premier ministre, François Fillon expose la position de la du pays, dans les mêmes termes que ceux du président de la République, à la veille du sommet de l'OTAN à Bucarest : « *La France a proposé à ses alliés de l'Alliance Atlantique une stratégie pour permettre au peuple Afghan et à son gouvernement légitime de construire la paix [...]. Si ces conditions sont acceptées, la France proposera [...] de renforcer sa présence militaire* ». Il énumère ensuite les conditions du chef de l'exécutif : « *Le 18 février 2008, le chef de l'État a écrit à ses homologues de l'OTAN pour indiquer les conditions suivantes : la confirmation par les alliés de leur détermination à maintenir les efforts dans la durée ; l'adoption d'une stratégie politique partagée ; une meilleure coordination des efforts civils et militaires sur le terrain ; enfin, l'accroissement de*

l'effort de formation au profit des forces de sécurité afghanes. Cet effort doit permettre une véritable "Afghanistation" de la sécurité du pays[15] ». La motion de censure déposée par l'opposition n'aboutit pas. Les 3 et 4 avril 2008, le sommet de l'OTAN à Bucarest délimite une vision stratégique pour l'Afghanistan. « *La stratégie politico-militaire reprise à Bucarest* », explique le général Georgelin, « *repose sur sept objectifs : assurer un environnement sécurisé ; assister le gouvernement dans le développement de l'armée nationale afghane ; permettre, grâce aux équipes provinciales de reconstruction, l'expression de l'autorité du gouvernement et de l'État de droit ; soutenir la stabilité régionale – le Pakistan mais aussi l'Iran sont nommément cités ; améliorer la communication stratégique et prendre l'ascendant sur celle des taliban, en particulier en ce qui concerne les dommages collatéraux, réels ou supposés ; soutenir le gouvernement dans le domaine de la lutte contre la drogue ; et [...] améliorer la coordination internationale en favorisant l'expansion de la mission d'assistance des Nations unies an Afghanistan* ». Les alliés s'engagent à long terme avec le soutien des autorités afghanes qui ont pour objectif de prendre en main leur sécurité à terme. Les moyens civils et militaires doivent être mieux coordonnés et une coopération régionale doit s'ouvrir avec le Pakistan et l'Iran. Tous les points souhaités par le Président Sarkozy sont énoncés. Il n'y a plus d'obstacles à l'envoi de renforts. Le chef de l'État annonce à cette occasion le renforcement du dispositif français avec le déploiement d'un bataillon interarmes en Kapisa dans le commandement régional-Est. Le 8^{e} RPIMA commandé par le

colonel Aragonès, en alerte depuis le mois de mars 2008, prend connaissance de sa destination. À l'été, la France récupère à nouveau la direction du commandement régional-capitale. Les soldats français s'engagent à intervenir dans cette zone, mais aussi en Surobi et en Kapisa. Ils vont y mener des opérations de contre-insurrection, une première à cette échelle depuis la fin de la guerre d'Algérie. « *Il s'agit d'une entreprise combinée, civilo-militaire, qui comprend des actions de développement dans toutes les branches d'activités* », souligne le général Georgelin. « *[L'objectif est] de déstabiliser un adversaire qui se structure progressivement et devient plus efficace. […] Dans un tel contexte, le renseignement constitue une des clés du succès […]. Tous les livres consacrés à la guerre insurrectionnelle insistent […] sur la nécessité d'établir un organigramme de la rébellion, car en neutralisant les chefs, on rend plus difficile l'action des rebelles* ». Et il conclut : « *On a beaucoup entendu parler […] de "soldat de la paix", de French touch, mais la réalité opérationnelle à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est beaucoup plus difficile*[16] ». Au moment de produire ce nouvel effort, la FIAS compte 47 000 hommes de 40 pays différents.

Sur le terrain, l'armée française poursuit sa transformation. À l'origine, les retours d'expériences de la TF Arès, conjugués à la menace toujours plus importante des engins explosifs improvisés et aux premières leçons apprises par les équipes de liaison et de mentorat opérationnel, incitent l'armée française à développer le concept « d'adaptation réactive ». Ce dispositif doit permettre d'améliorer rapidement l'équipement des forces

sur le terrain en suivant l'évolution de la menace[17]. Une des premières mesures est l'achat de fixations de casque pour les optiques de nuit en urgence opérationnelle. L'école du génie poursuit la formation des futurs instructeurs de fouille opérationnelle. En mai, deux sous-officiers sont envoyés chez les Britanniques pour réaliser un stage de fouille opérationnelle intermédiaire[18]. Le 22 mai 2008, les premiers Véhicules Blindés de Combat d'Infanterie (VBCI) sont livrés par l'industriel Nexter à l'armée française. C'est un véhicule blindé à huit roues susceptible d'embarquer huit fantassins en plus de l'équipage. Il est équipé de moyens offensifs sous forme d'un canon de 25 mm et d'une mitrailleuse de 7,62 mm téléopérés. Ils entrent alors dans une phase d'évaluation avant leur déploiement en Afghanistan. Le 26 avril 2008, le détachement d'hélicoptères français est renforcé. En complément des deux appareils EC725 « Caracal » déjà présents sur le terrain, une gazelle « Viviane[19] » et un « Caracal » supplémentaire viennent s'ajouter. Cette mise à niveau des moyens français accompagne le virage stratégique de la contre-insurrection. Le premier signal est la nomination du général Pétraeus comme commandant du commandement central de Tampa en Floride. Le 4 juin 2008, le général d'armée américain David D. McKiernan prend le commandement de la FIAS et celui de l'opération « Liberté immuable ». Ce poste stratégique est dorénavant destiné à des officiers Américains : « *Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que la nation engageant le plus de troupes, le plus de finances, dans les conditions les plus périlleuses, cherche à accaparer les leviers de commande ?* », souligne fort justement Jean-

Christophe Notin, avant de conclure : « *Mieux vaut s'interroger sur l'acceptation des alliés, qui, tout aussi logiquement, se voient orientés vers la chasse aux terroristes et aux taliban, opérations qui intéressent [...] les Américains, mais qui sont plus coûteuses en soldats et en civils*[20] ». Au début du mois de juin 2008, la France, qui a déjà perdu quatorze soldats en Afghanistan, lève toutes les restrictions d'emploi de sa troupe. L'opération de stabilisation[21] voulue par l'ONU semble bien loin. L'arrivée de l'OTAN dès l'été 2003, le retour des taliban et l'unification du commandement entre les deux opérations, provoquent un glissement irrémédiable. La logique de la lutte contre-terroriste, qui est le fondement de l'opération « Liberté Immuable », semble prendre le pas sur toutes les autres.

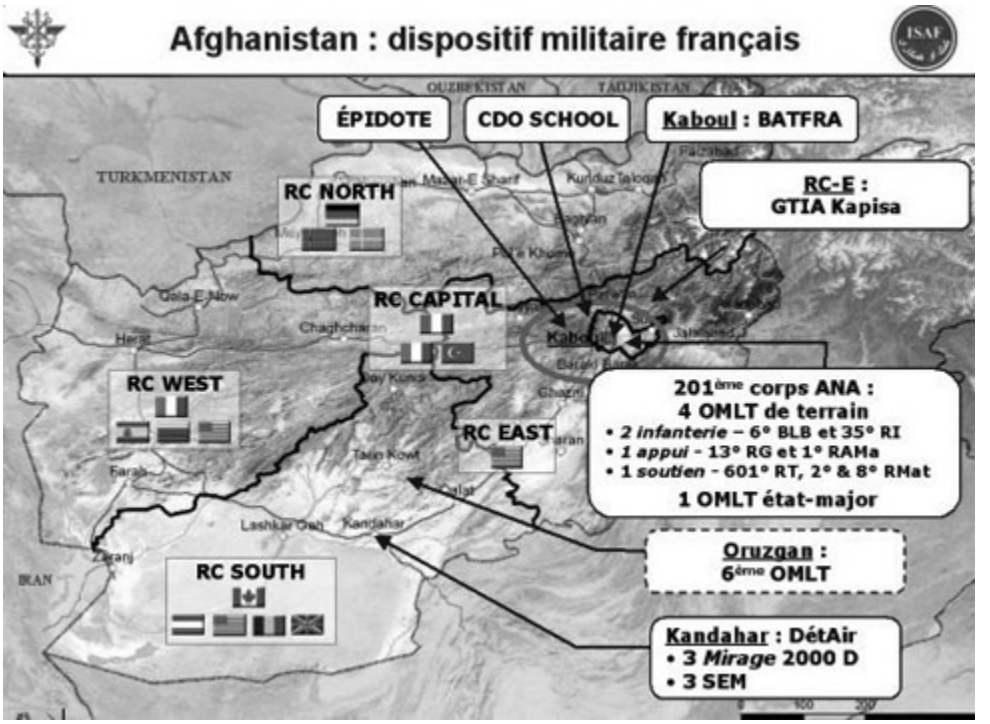
Cette période représente un premier virage de l'engagement de l'armée française en Afghanistan. L'été 2008 est témoin de nombreux changements. Un nouveau bataillon interarmes se déploie en Kapisa. Il s'agit de la TF Chimère, sous commandement du 8^{e} RPIMA. La France prend une nouvelle fois la responsabilité du district de Surobi, suite à la nomination du général Stollsteiner pour diriger le commandement régional-capitale. Ces deux espaces, hostiles au gouvernement Karzaï et situés dans l'entourage immédiat de Kaboul, restent sous contrôle français jusqu'à la fin de ses opérations de combat. Entre juin 2008 et novembre 2009, l'armée française opère un renouvellement de ses équipements. De nouvelles capacités apparaissent, en particulier dans le domaine de la lutte contre les engins explosifs improvisés. Des

expérimentations tactiques se produisent sur le terrain, illustrant l'effort d'adaptation des militaires français. Le contingent de Kapisa, placé sous commandement américain, redécouvre les principes de la guerre en montagne (« tactique de la cloche à fromage » du colonel Nicolas Le Nen) et de la lutte contre-guérilla. Le colonel Chanson, durant l'engagement de la TF Korrigan, expérimente un principe de contre-insurrection s'appuyant sur la « contre-réaction » et une « approche indirecte[22] ». Le colonel Durieux, chef de corps du 2e REI, lance des initiatives pour essayer de construire une autre forme de contre-insurrection baptisée « théorie du Mikado ». L'ensemble des moyens français se regroupent à partir du 1er novembre 2009, au sein de la *Task Force* Lafayette. La France possède alors un territoire homogène. Le génie durant ces quatre années redécouvre ou forge des savoir-faire adaptés à la guerre offensive de contre-guérilla. L'armée française, comme conséquence de son engagement, s'aguerrit de nouveau au combat tout en payant le prix du sang.

La prise en compte de la province de Kapisa et du district Surobi (août-décembre 2008)

Le 24 mai 2008, le mandat Pamir XIX relève Pamir XVIII. Le colonel Olivier de Cervins[23] du Régiment de Marche du Tchad (RMT) remplace son homologue du 126e RI. L'ossature du bataillon interarmes est fournie par ce régiment, les autres unités provenant principalement de la 2e BB[24]. L'appui génie est pris dans les effectifs du 13e RG, pour un

volume de 44 sapeurs. En cours de mandat, le bataillon français reçoit le renfort de la 4e compagnie du 8e RPIMA et de la 3e compagnie du 35e Régiment d'Artillerie Parachutiste (RAP). En prévision de la préparation du transfert de la sécurité de la zone ceinturant Kaboul aux forces afghanes[25], des moyens complémentaires sont prévus pour soutenir l'action du bataillon en Surobi[26]. Dans le même temps, les unités de soutien et de logistique fondent le Bataillon de Commandement et de Soutien (BCS) à Kaboul, pour intervenir sur toute l'étendue de la zone de responsabilité française[27]. Le 18 août 2008, le détachement interarmes de Surobi affronte les taliban sur les pentes de Sper Kunday. Cet engagement, au cours duquel 10 militaires français perdent la vie, est plus connu sous le nom « d'embuscade d'Uzbin[28] ». Les Français prennent alors conscience que leurs soldats mènent une guerre sans nom en Afghanistan. Le 4 juin 2008, le général d'armée américain David D. McKiernan prend le commandement de la FIAS. Le 12 juin 2008, la conférence de Paris permet de réunir 21 milliards de dollars de promesses de dons pour la reconstruction de l'Afghanistan. Soixante-huit pays et dix-sept organisations internationales s'engagent à soutenir la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement pour l'Afghanistan (SNDA). Le nouvel élan militaire s'accompagne de nouveaux moyens pour alimenter l'action des équipes de reconstruction provinciales. Cet engagement de la communauté internationale est assorti d'obligations faites au gouvernement afghan afin de fixer des échéances et des marges de progrès quantifiables pour le pays.



Carte 4 – Carte du déploiement des forces françaises en Afghanistan (août 2008[29])

La présence française en Afghanistan à l'été 2008 s'articule autour d'un bataillon interarmes présent sur Kaboul et la Surobi, un second bataillon interarmes en Kapisa et deux détachements de l'armée de l'air à Kandahar et à Douchanbé. Il faut ajouter à cela les actions de formation de l'armée nationale afghane (opération *Epidote*, formateurs de l'école des commandos et cinq équipes de liaison et de mentorat opérationnel[30]). Environ 2 800 soldats français sont engagés au sol sur un total de 3 400 au sein de la coalition internationale[31]. Les mentors partent combattre à partir du 20 juin 2008 dans la province de Kandahar car le 205e corps de l'armée afghane conduit une opération de grande ampleur dans cette région. L'état-

major afghan ordonne son renforcement par des unités de la 1re brigade du 201e corps qui agit dans le commandement régional-Est et bénéficie des conseils des Français. À ce titre, 130 mentors accompagnent leurs homologues afghans vers le Helmand. Une semaine plus tôt, un raid des taliban sur la prison de Kandahar permet de libérer 1 200 détenus dont 400 de leur mouvance. Ces opérations visent à reprendre le contrôle de la situation[32].

De son côté, le 8e RPIMA prépare son déploiement dans l'urgence en Kapisa. La reconnaissance du théâtre d'opération est menée du 8 au 18 juin 2008. Le général Milley, adjoint opérations à l'état-major du commandement régional-Est, demande au colonel Jacques Aragonès de choisir conformément à la tradition américaine, le nom de baptême donné au bataillon interarmes de Kapisa. Il propose celui de *Task Force* (TF) Chimère, en hommage à l'insigne des parachutistes français d'Indochine et du 8e RPIMA. Jusqu'à la fin 2012, l'ensemble des bataillons interarmes français de Kapisa et de Surobi adoptent cette tradition[33]. Cette reconnaissance permet de définir l'intitulé de la mission : « *En étroite coordination avec les forces de l'ordre et l'armée afghane, la TF Chimère conduit un large spectre d'opérations visant à renforcer pour rétablir et maintenir la sécurité dans la province de Kapisa, dans le but de renforcer l'autorité du gouvernement national et d'accélérer le développement économique*[34] ». Le 28 juin 2008, la TF Chimère est déployée en Afghanistan. Après une pause de plusieurs jours à Bagram, la pleine capacité opérationnelle du bataillon est prononcée le 16 juillet. Le détachement doit réaliser une mission de six mois sur le

théâtre d’opération. Pour la première fois, la mise en condition opérationnelle s’étend elle aussi sur une demi-année. Elle est plus complète et se nourrit des retours d’expérience des soldats de retour d’Afghanistan. Elle permet aux parachutistes de diversifier leurs compétences et travailler leur coordination avec leurs homologues des autres armes. La TF Chimère est forte de 636 hommes, articulés en un état-major de niveau bataillon, une unité de commandement et de logistique, deux compagnies interarmes, des éléments d’appui et de soutien de niveau bataillon et quelques éléments détachés pour le soutien des bases opérationnelles avancées. Il est en effet prévu que les soldats français de Kapisa se déploient sur les bases opérationnelles avancées de Nijrab et de Tagab. La TF Chimère est placée sous commandement opérationnel de la force opérationnelle interarmées combinée n° 101[35]. Le bataillon interarmes français dépend plus particulièrement de la TF *Warrior* pour ses appuis (hélicoptères, etc.). Le détachement du génie est fourni par 17e RGP[36]. Il reste alors aux Français à prendre possession de leur nouveau territoire et surtout de leurs deux nouvelles bases avancées. Le rôle du génie s’avère déterminant pour cette installation, préalable au déclenchement rapide des opérations.

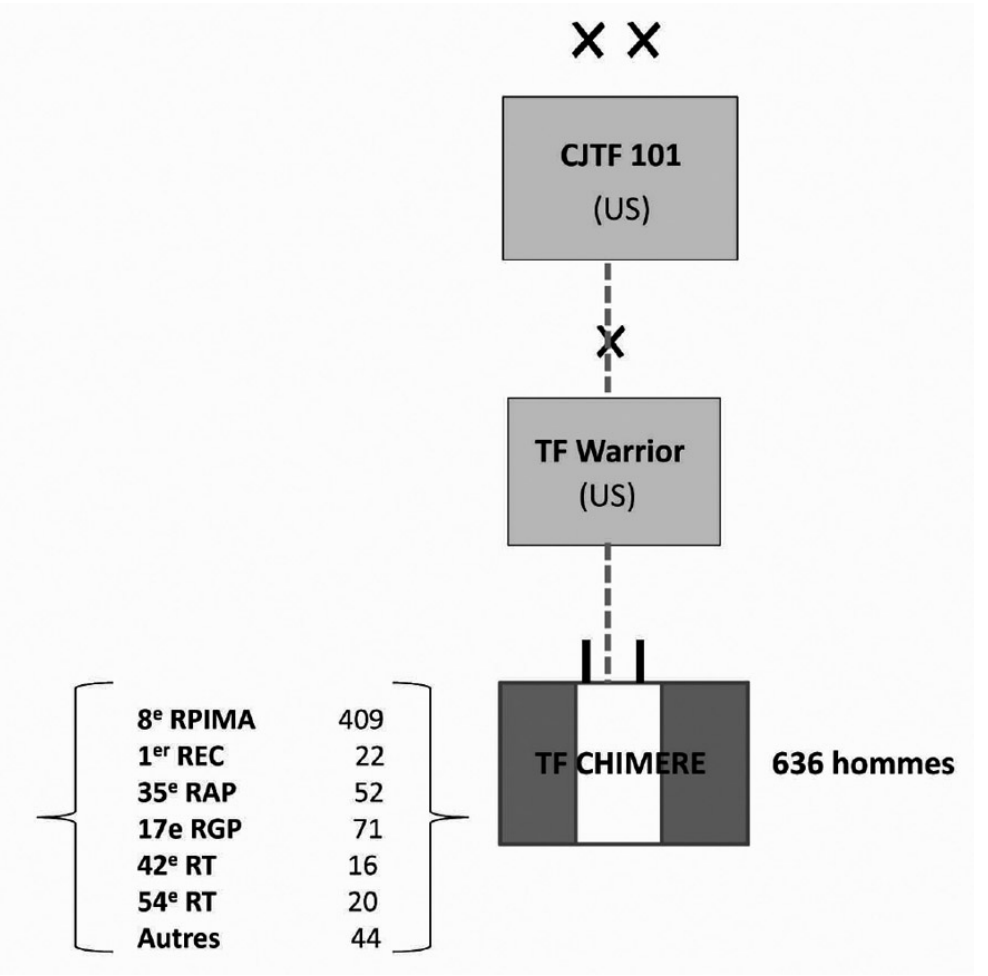


Figure 19 – Subordination et composition de la TF Chimère

Installation et premières opérations du bataillon interarmes de Kapisa

Les hommes du 17e RGP connaissent bien l'Afghanistan. Au fil des années, ce pays est devenu un terrain d'opération familier. Pour la première fois, les sapeurs parachutistes quittent le commandement régional-capitale. Le chef de bataillon P1488[37], chef de détachement de liaison et de renseignement du génie, se rappelle parfaitement de ce déploiement : « *J'ai été projeté en Afghanistan entre juin et*

décembre 2008 dans le cadre de la TF Chimère autour du 8e RPIMA. J'appartenais alors au 17e RGP. Ma compagnie avait dans ses rangs le lieutenant Z1454 qui a ensuite commandé lui-même sa compagnie génie lors du mandat de la TF Raptor à l'été 2011 ». La préparation opérationnelle est intensive même si rien n'est encore normé : « *Le colonel Aragonès a supervisé la montée en puissance du bataillon interarmes. Lors de la [préparation en métropole], les formations avaient la main sur l'entraînement. [...] On ne savait pas où on allait. Nous pilotions le rythme de l'entraînement et l'adaptions en fonction du retour d'expérience du terrain. C'était très différent des mises en conditions opérationnelles trop denses par la suite, à mon avis. Les centres d'entraînement [de l'armée de terre] étaient à notre service. Nous avions la main dessus et le rythme d'entraînement était soutenu. "Chaque branche doit être excellente dans son domaine", demandait le colonel Aragonès. Il a beaucoup insisté aussi sur l'amalgame à réaliser entre les composantes du bataillon. Tout se passait dans les camps [...]. Les sapeurs devaient être reconnus pour être employés correctement. Le fait que nous appartenions tous à la même brigade a sans doute facilité cette intégration. J'ai axé la préparation de la compagnie sur le génie combat. Beaucoup de questions étaient en suspens : quelle [répartition des rôles] ? Fallait-il un groupe d'organisation du terrain ? Quelle était la place des travaux dans la mission à effectuer sur le terrain ?* » La lutte contre les engins explosifs improvisés est bien évidemment au cœur des préoccupations. Durant l'été, l'école du génie procède aux achats des équipements nécessaires à la

formation et à la projection du premier mandat de Fouille Opérationnelle Spécialisée (FOS). Le 24 juin 2008, le Centre Interarmes de Concepts de Doctrine et d'Expérimentation (CICDE) publie le concept provisoire de fouille opérationnelle interarmées[38]. Le 17e RGP, qui suit de très près la mise en place de cette capacité, comprend son importance pour la lutte contre les réseaux de l'adversaire. Le commandant P1488 forme ses hommes : « *Nous nous sommes préparés à la Fouille Opérationnelle Complémentaire (FOC) avec les moyens d'une section de combat. Nous avons utilisé la doctrine pour travailler ce domaine. Sur le terrain, la FOC a marché dès que le renseignement s'est mis en place (deuxième partie du mandat). Nous travaillions essentiellement avec notre détecteur électromagnétique portable (DHPM). Nous étions soit déployés par route ou bien héliportés [...]. Nous avions travaillé la fouille de grotte en amont mais nous n'en avons pas eu un besoin énorme en six mois. Nous étions très pointus sur la fouille de véhicules et sur les travaux dans les check point. Le lieutenant Z1454 a beaucoup travaillé dessus d'ailleurs* ». Dans l'attente du premier mandat de fouille opérationnelle spécialisé qui n'est projeté qu'en avril 2009, la compagnie du 17e RGP réalise une première expérimentation partielle. Pour accompagner ce travail de recherche et de neutralisation des réseaux, le génie de la TF Chimère met en place les premiers détachements d'équipiers spécialistes de l'armement et des explosifs (*Weapon Intelligence Team* ou WIT[39]), véritables spécialistes du recueil de renseignements de toute sorte sur les engins explosifs improvisés. Leurs travaux viennent alimenter la chaîne du

renseignement. Ils sont formés à Bagram. Par la suite, l'école du génie met en place ses propres formations. Le concept de Détachement d'Ouverture d'Itinéraire Piégé (DOIP) est connu, mais il n'est pas expérimenté dans l'immédiat. Il s'agit de moyens mécanisés permettant de vérifier si les axes ne sont pas piégés. « *Nous connaissions à l'époque le DOIP américain,* se rappelle le commandant, *mais nous préférions travailler en débarqué pour les ouvertures d'itinéraires* ».

L'organisation du détachement du génie de la TF Chimère tient compte de la nouvelle donne opérationnelle. En plus de posséder un élément de liaison et de reconnaissance, deux équipes d'artificiers démineurs et de spécialistes de l'armement, le détachement reçoit deux sections de combat à trois groupes. Chaque section est rattachée à une compagnie du 8e RPIMA. Les sections de combat ne disposent pas de groupe de tracto-chargeurs MPG pour la réalisation des travaux, mais de deux sapeurs qualifiés par unité. Le problème est que ces hommes réalisent toutes les autres missions de la section, comme les patrouilles ou l'organisation du terrain. Il en découle un ralentissement inévitable des travaux. Les effectifs du génie sont répartis entre les bases opérationnelles avancées de Nijrab et de Tagab. L'élément de commandement et une équipe d'observation et de reconnaissance sont situés sur Tagab. L'équipe de démineurs spécialisés et un sous-officier spécialiste de l'armement et des explosifs demeurent sur Nijrab.

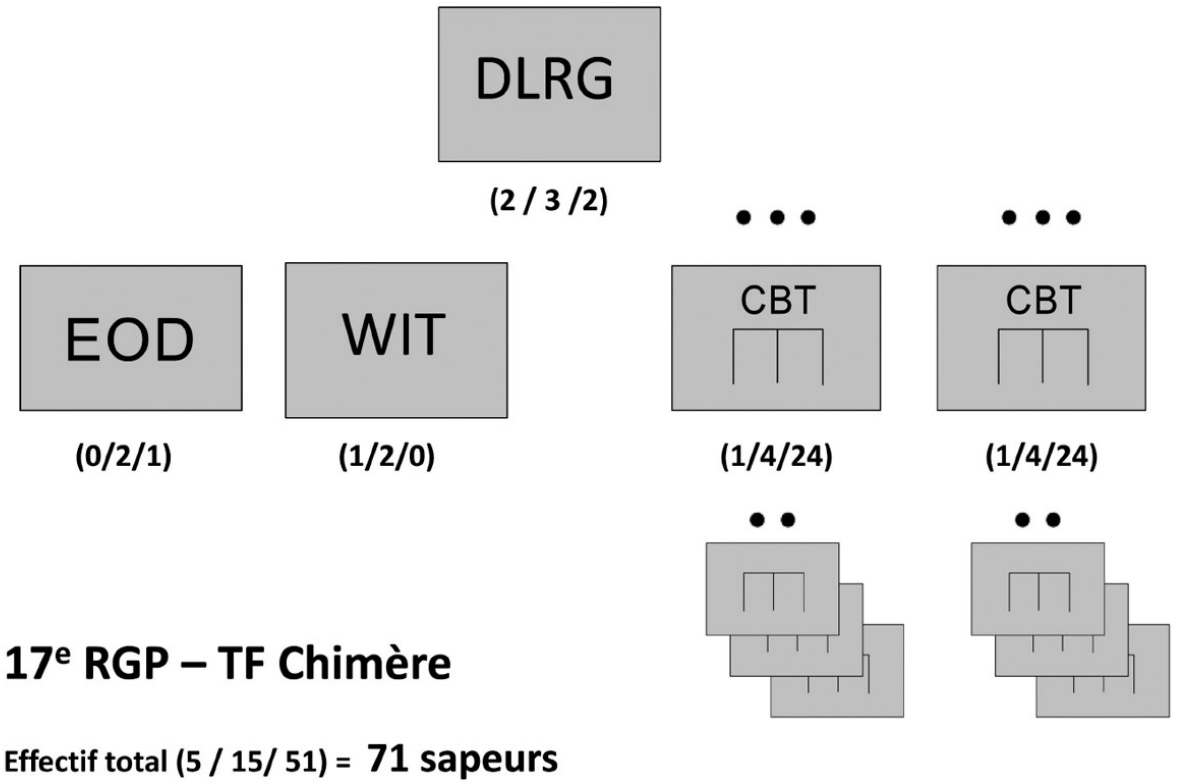


Figure 21 – Composition du détachement du génie de la TF Chimère

La mission du génie de la TF Chimère connaît deux temps. Le premier couvre la période entre le 25 juin 2008 et la fin du mois de juillet 2008. Le 17^{e} RGP réalise des actions d'aide au déploiement de la force en faisant un effort tout particulier sur la base opérationnelle avancée de Nijrab : « *Nous avons réalisé pas mal de travaux d'organisation de terrain, en particulier à Nijrab. À Tagab, une infrastructure existait déjà. À Kaboul, le service des infrastructures avait les plans et avait même lancé les commandes. Le service local d'infrastructure était maître d'ouvrage* ». Durant cette période, la compagnie bénéficie de renforts : « *Nous avons reçu l'appui d'une section d'aide au déploiement du 1er RG pour le travail sur la base opérationnelle avancée. Elle était*

rattachée au 17e RGP pour la durée des travaux. Nous réalisions alors quelques adaptations à partir des plans. Les efforts principaux portaient sur la protection de la zone vie. Les travaux ont duré trois mois. Nous avons eu aussi le soutien d'une section de travaux américaine, spécialisée dans la construction des postes d'observation des bases opérationnelles. Nous avons aussi passé des contrats avec des sociétés civiles pour le sable ou le gravier. Nous avons réalisé de grosses journées. Nous avons eu un coup de barre à la fin du mois de juillet 2008 ». Dans un second temps, entre la mi-juillet et le 20 décembre 2008, le détachement appuie la mobilité du bataillon dans sa zone d'action, avec un effort tout particulier sur les abords de l'axe Vermont, route logistique vitale qui traverse la Kapisa. Les sapeurs alternent alors les travaux dans la base opérationnelle avancée et les missions de combat. Les engagements se succèdent et c'est un réel premier contact pour le génie avec la guérilla des taliban : « *Sur le terrain, la situation tactique était différente. La population était contente de nous voir car les soldats leur parlaient. Ce fut leur première réaction. Au final, je me rends compte que nous ne connaissions pas les gens, à la différence du Liban où on rencontre beaucoup plus de personnes. Nous avons manqué de contacts avec la population […]. "Là-bas, on partait faire la guerre", pas pour rencontrer les gens. Dès les premiers accrochages, cette idée était renforcée. Nous n'étions pas préparés à cela. Les gens semblaient passer de leur Kalach' à leur bêche* ». Durant le mandat, trois sapeurs sont blessés par balles, deux sont évacués. Leur niveau d'engagement aux côtés des fantassins est important. Dans la continuité

des mandats Pamir précédents, les sapeurs n'ont pas les mêmes équipements que leurs homologues de l'infanterie, ce que regrette leur chef de détachement : « *En Kapisa, les sapeurs sont des fantassins qui redeviennent des sapeurs lorsque le besoin s'en fait sentir. J'ai donc demandé à la fin du mandat, qu'ils puissent avoir les mêmes équipements : aide à la visée, transmissions et moyens de vision nocturne* ». Cela nécessite que les fondamentaux du combat d'infanterie soient aussi bien maîtrisés par le génie. Ce mandat est l'occasion, pour la première fois pour certains cadres, de travailler sous une double chaîne de commandement (américaine et française) : « *Comme nous devions rendre compte à la chaîne américaine pour la construction des bases opérationnelles avancées, nous avons pu voir leur impressionnante chaîne logistique à l'œuvre. Nous étions soutenus efficacement. Après l'embuscade d'Uzbin, dès que nous voulions quelque chose, nous l'obtenions. Nous avions été tellement habitués à nous débrouiller par nous-mêmes que nous nous prenions pour des "Américains". Mais globalement, nous avons eu du mal à comprendre la logique de la chaîne américaine* ». Le chef de bataillon P1488 demeure songeur, comme de nombreux soldats français, lorsqu'il évoque cette mission : « *L'Afghanistan est un tableau que l'on voit mais qu'on ne comprend pas* ».

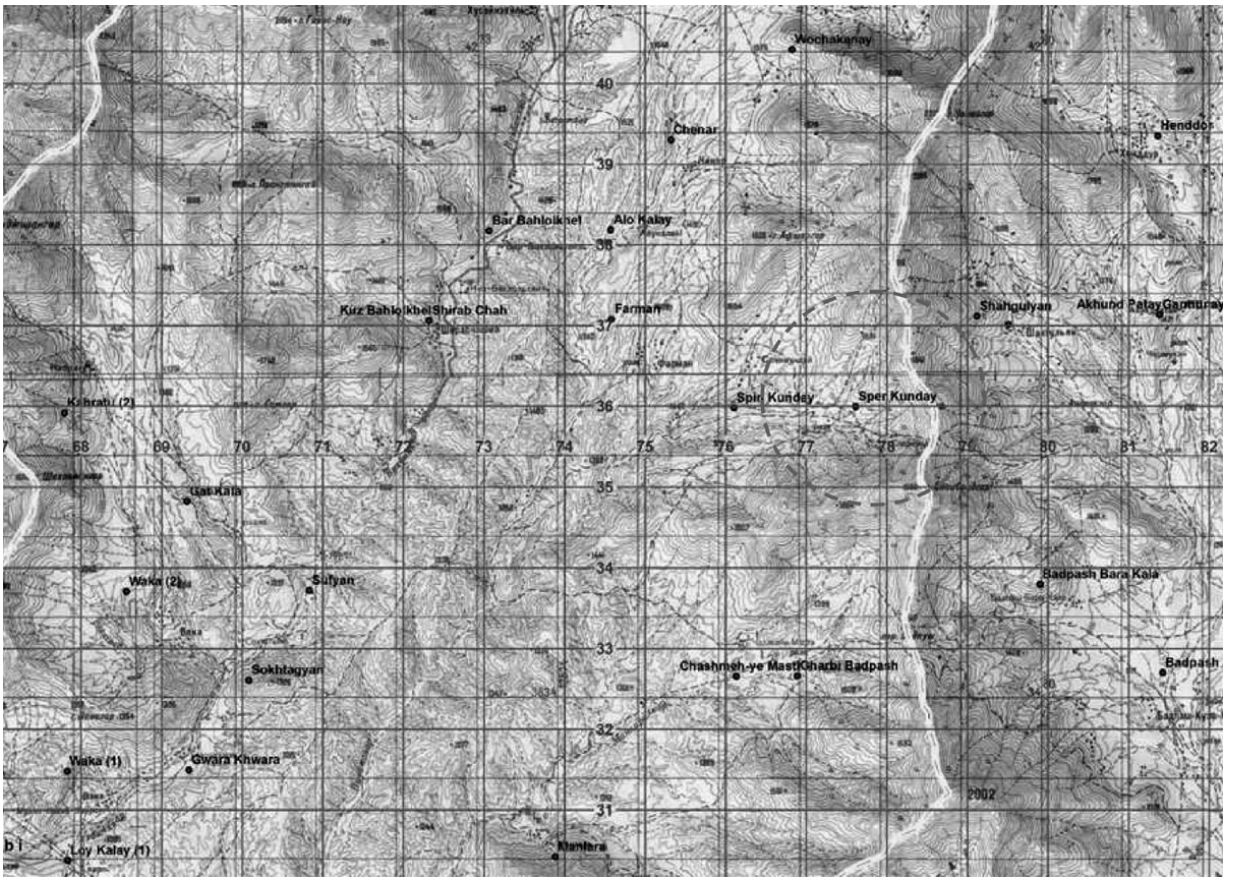
Un été en Afghanistan : le réveil du 18 août 2008

Nous sommes au cœur de la campagne d'été et les insurgés sont actifs. Le 13 juillet 2008, l'attaque de la base de Wanat par les taliban provoque de lourdes pertes chez les Américains. Le 27 juillet, ils lancent un nouvel assaut contre une base de la province de Khost. Le 5 août 2008, lorsque le général Stollsteiner prend la direction du commandement régional-capitale pour un an, les opérations des deux bataillons interarmes français sont bien lancées. « *Suivant les directives de la FIAS* » précise le général Georgelin, « *[la responsabilité] du commandement régional-capitale a confié au bataillon français la mission de reconnaître l'ensemble de la zone qui lui a été attribuée […]. Ces opérations ont commencé le 8 août*[40] ». Les sorties de la TF Chimère font l'objet de nombreuses prises à partie par leurs adversaires. Le 9 août 2008, le bataillon de Kapisa atteint sa pleine capacité. Cela signifie qu'il est désormais considéré comme pleinement opérationnel par les Américains et que les opérations de relève sur les bases opérationnelles avancées de Nijrab et Tagab sont terminées[41]. Quelques jours plus tôt, le 7 août 2008, le bataillon interarmes sous commandement du RMT, mène une opération de grande envergure dans le village de Baba Quashkar et ses environs du district de Deh Sab, au nord-est de la plaine de Chamali. La mission est de contrôler le village et ses abords, suite à la découverte d'un engin explosif improvisé la semaine précédente. Le village est à proximité d'un point de franchissement de la chaîne montagneuse Kuh-e-Safi, refuge des taliban. L'opération, menée conjointement avec des éléments du KCP, se déroule sans encombre. Les contacts avec la population sont bons.

Cette mission permet de réaliser un long entretien avec le *Malek*[42], de fouiller des caches potentielles et de neutraliser plusieurs munitions non explosées au sud du village[43]. Les hommes de la 2e compagnie du RMT renforcés par la 4e compagnie du 8e RPIMA (et quelques renforts individuels) continuent de se familiariser avec leur aire opérationnelle. Le district de Surobi se compose d'un point central – la ville de Surobi –, et de quatre vallées bien distinctes. Nous trouvons les vallées de Tizin, Jegdalay, Mahipar et d'Uzbin. Si les trois premières vallées sont réputées comme calme, la vallée d'Uzbin semble abriter de nombreux insurgés. Les Français retrouvent pour la deuxième fois la base opérationnelle avancée *Hawkeye*, rebaptisée Tora. Ils y relèvent le contingent italien. Les hommes ne sont pas les mêmes et la situation a bien évolué. Ce district est un lieu de passage obligé des insurgés et des divers trafics en provenance du Pakistan. Les paysans cultivent le pavot, procurant ainsi des ressources à l'insurrection. Les Français qui foulent le sol de la Surobi ne le savent sans doute pas, mais les humanitaires qui parcouraient l'Afghanistan du temps du Djihad contre les Soviétiques, évitaient soigneusement cette province contrôlée par le parti politique de Gulbuddin Hekmatyar[44]. Ce fondamentaliste était hostile à la présence étrangère et leur sécurité n'était pas garantie. « *Lors de la première sortie,* rapporte le journaliste Jean-Dominique Merchet, *des contacts avaient eu lieu avec la population. Un homme avait prévenu les soldats français : n'allez pas plus loin, c'est dangereux* ». Le renseignement militaire ne semble pas prendre immédiatement cet avertissement au sérieux : « *[La*

menace en Surobi] a jusqu'alors été le fait d'individus ou de petits groupes commettant des actions isolées… L'insurrection n'y a jamais démontré la capacité ou l'intention de réaliser des actions coordonnées d'ampleur significative[45] ». En Indochine ou en Algérie, les zones les plus calmes étaient souvent celles totalement sous contrôle de l'insurrection. Le lundi 18 août 2008, une nouvelle reconnaissance est organisée. « *La mission* », indique le général Georgelin, « *visait à reconnaître les points importants du terrain et à prendre contact avec la population : dans une guerre contre-insurrectionnelle, la pénétration du tissu humain est en effet une clé du succès. Le dispositif était constitué de deux sections françaises, de deux sections de l'armée afghane et d'un détachement des forces spéciales américaines – douze hommes dont […] une équipe permettant de guider […] un appui aérien*[46] ». Ces forces doivent remonter plus haut dans la vallée d'Uzbin, au-delà du village de Sper Kunday, limitrophe de la province de Laghman.

Vers 9 heures, une colonne quitte la base opérationnelle avancée de Tora en direction de la vallée d'Uzbin. La section « Carmin 2 » est en tête à bord de quatre VAB, accompagnée d'une section de l'armée nationale afghane. En appui, la section « Rouge 4 » du RMT ferme la marche en compagnie d'une autre section afghane. À ce détachement s'ajoute l'équipe des forces spéciales américaines avec des spécialistes du guidage aérien en formation. Il n'y a pas de sapeurs pour ouvrir la route ou contrôler les



Carte 6 – Village de Sper Kunday en vallée d’Uzbin : un site propice pour une embuscade

points d’appuis. L’effectif total est d’environ 120 hommes et leurs interprètes. Depuis la base opérationnelle avancée, quinze kilomètres séparent les Français de leur premier objectif : la ville de Sper Kunday. Les routes sont très mauvaises et peuvent être piégées par des engins explosifs improvisés. Le détachement français arrive enfin dans le village à 13 h 15. Plus en arrière, la section du RMT est restée en appui au sommet d’un col de 1 400 mètres, prête à intervenir en cas de besoin. Pour être sûr de remplir sa mission avant la nuit, l’adjudant Évrard, chef de section de «

Carmin 2 », place ses véhicules en appui dans le village et part sans tarder avec ses hommes pour gravir les 600 mètres de dénivelés qui les séparent du sommet du col. La progression est difficile : « *La chaleur est élevée. Il fait plus de trente degrés Celsius. La section progresse lentement. Les hommes portent leur casque, leur gilet pare-balles, leur [...] Famas et [...] six chargeurs de vingt-cinq munitions chacun. Certains portent en plus la radio, la trousse médicale, un fusil de précision*[47] ». À 15 heures quarante-cinq, la section approche du but. Alors que tous les hommes sont éprouvés par l'ascension, un feu d'armes automatiques se déclenche depuis la crête nord du col, c'est-à-dire depuis la gauche du chemin. « *L'embuscade* », confesse le général Georgelin, « *est la hantise du soldat ; tout détachement d'infanterie envoyé sur le terrain la craint comme la peste : par définition, une embuscade quand elle est bien montée, surprend*[48] ». Les taliban sont alors une trentaine. Leur nombre augmente au fur et à mesure de la journée par un système de renfort. Ils sont lourdement armés. Rapidement pris sous un feu extrêmement nourri et précis, les hommes de l'adjudant Évrard sont fixés. Celui-ci lance un appel radio vers Tora : « *Mon capitaine, dépêchez-vous ! Personne n'est en mesure de m'appuyer... Je suis fixé par des feux nourris. C'est Bazeilles, ici, mon capitaine, c'est Bazeilles*[49] *!* ». La section du RMT placée en appui remotorise et s'élance vers Sper Kunday. Elle est aussitôt accrochée à l'entrée du village par un autre groupe de taliban. « *Au même moment, un troisième groupe d'insurgés se dévoile sur la ligne de crête au sud du col. Les paras de Carmin 12 sont alors pris [...] sous un tir croisé*[50] ». Les insurgés sont alors entre

cinquante et quatre-vingts répartis sur trois kilomètres de crêtes. Les VAB laissés en appuis par « Carmin 2 » essaient d'appuyer tant bien que mal leurs camarades en utilisant leurs mitrailleuses de 12,7 millimètres placées en tourelles, mais l'embuscade est en limite de portée pratique de cet armement. De plus la situation se complique dans le village. Plusieurs véhicules sont touchés par des roquettes antichars. À 16 h 10, l'appui aérien[51] américain arrive sur zone. La coalition mutualise rapidement ses moyens avec les Français mais l'imbrication est telle que les chasseurs bombardiers américains[52] renoncent à intervenir. Les parachutistes sont trop proches des taliban. Cette tactique, pour diminuer les effets de la puissance de feu occidentale, fonctionne parfaitement. Un avion d'appui au sol[53] renonce lui aussi à tirer comme les hélicoptères légers d'attaque[54]. À 17 h 05, 80 hommes arrivent en renfort à Sper Kunday. Il s'agit de la force de réaction rapide de la base opérationnelle avancée de Tora. Elle est engagée par la force adverse aux abords du village. Elle répond par des tirs de canon de 20 millimètres, de mortiers de 81 millimètres et même de missiles antichars « Milan ». Dans le même temps, la section « rouge 4 » du RMT cherche à se désengager mais elle est de nouveau fixée par des taliban qui tentent d'encercler le village. Une contre-attaque de l'armée afghane est stoppée à son tour. La situation est grave car l'ensemble du dispositif français est fixé sous le feu de l'ennemi. À 17 h 45, l'ordre est donné à l'adjudant Évrard de commencer son repli, sous l'œil attentif des avions américains. Le décrochage est éprouvant : « *Une vingtaine d'hommes parviennent ainsi à redescendre pour rejoindre le*

village, où ils sont récupérés par leurs camarades. On tente d'aller à leur rencontre, raconte le sergent Andrieux, mais il est impossible de dépasser la dernière maison. On a fait une boule de feu et tirant de toutes nos armes pour leur permettre de traverser le découvert et d'embarquer dans les VAB[55] ». Sur les crêtes, les avions d'appui au sol ont le champ libre. Ils délivrent plus de 1 340 obus de 30 millimètres sur les positions des taliban, soit un peu plus « *d'une tonne de ferraille*[56] ». Les taliban, très agressifs, continuent de chercher l'imbrication avec les derniers soldats qui se replient. À 17 h 50, deux hélicoptères sanitaires américains renoncent à se poser à Sper Kunday pour évacuer les blessés. Les tirs sont encore trop importants. Ce sont les voilures tournantes du détachement français qui font le travail. Pendant quatorze heures, les « Caracal » de l'Aviation Légère de l'Armée de Terre (ALAT) établissent un pont aérien entre Kaboul et Sper Kunday pour faire parvenir des hommes, des munitions et du ravitaillement[57]. Ils évacuent les blessés et les morts. Peu après 19 heures, de nouveaux renforts arrivent sur zone. Il s'agit d'une compagnie interarmes de 300 hommes, composée d'une section de mortiers lourds de 120 millimètres du 35e RAP, d'une section du RMT et d'une autre du 8e RPIMA. Ils s'engagent aussitôt dans la contre-offensive en direction du col. Dans le ciel, un drone américain *Predator* veille sur le champ de bataille. Il fournit des informations à un avion Hercule AC-130 *Gunship*, une sorte de canonnière volante, qui tire un obus de 40 millimètres et quatre obus de 105 millimètres sur les arrières de l'ennemi. À 22 heures, l'initiative est reprise par les troupes de la

coalition. À minuit, le village de Sper Kunday est sous contrôle. Les Français arrivent sur le col entre 4 heures et 4 h 30. Dans le même temps, un VAB du RMT bascule dans un ravin. Le tireur de tourelle est tué sur le coup. Le col est enfin sous contrôle le mardi 19 août 2008 à 7 h 38. Les taliban lancent encore des actions de harcèlement mais les tirs des appuis font cesser les combats. Pour la coalition le bilan de cette journée est important. Sur trente et un soldats de « Carmin 2 », neuf sont tués et dix-sept sont blessés (neuf par balles). Un autre marsouin est tué dans la nuit, portant le total à dix soldats morts pour la France[58]. Quatre blessés supplémentaires portent le total à vingt et un[59]. Les soldats français et leurs alliés se sont battus. L'état-major des armées estime les pertes des taliban à une soixantaine de combattants, dont deux chefs. Pour le peuple de France, le réveil est brutal. « *Cet accrochage nous ramène à la réalité des actions de guerres* », conclut le général Georgelin. « *Quand des troupes ouvrent le feu, elles conduisent des actions de guerre. La nation dans son ensemble vient de prendre conscience qu'envoyer des militaires en opération comporte toujours des risques ; si ce n'était pas le cas, le recours à la force serait inutile, d'autres instruments permettraient d'atteindre les objectifs fixés. Il faut avoir les idées justes et reconnaître que l'action de guerre, dans son essence, reste une réalité. Elle demeure l'affrontement de volontés où chacun, par l'usage de la force, tente de dicter sa loi à l'adversaire. Elle n'a pas changé de nature, elle s'est simplement transformée*[60] ». Leurs soldats mènent une guerre en Afghanistan, qui ne dit pas son nom. Au fil de son audition, le chef d'état-major des

armées semble préparer la représentation nationale à embrasser cette réalité, à l'aube du débat parlementaire du 22 septembre 2008 sur le devenir de l'intervention française en Afghanistan.

Le spectre de l'Algérie refait surface dans l'opinion publique. Un article de *Paris Match* montrant les taliban exhibant du matériel et des effets personnels pris sur les corps des soldats choque profondément les Français et les soldats sur le terrain. L'opposition à l'Assemblée nationale réclame un débat et un vote rendus possibles par la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008. Elle modifie les conditions d'engagement des forces françaises à l'extérieur. Elle permet la tenue d'un débat avec vote au bout de quatre mois d'intervention militaire hors des frontières hexagonales. Après de longues discussions, le scrutin du 22 septembre 2008 autorise le prolongement de l'engagement français. Les hommes politiques sont divisés sur la question, au-delà des clivages traditionnels. Le traitement médiatique de l'embuscade d'Uzbin surprend beaucoup de militaires. Présentés parfois comme des victimes d'un terrible fait divers, les soldats français n'ont plus le sentiment d'être engagés et soutenus par la Nation. La suspension du service national et la création de l'armée professionnelle semblent rendre abstrait « l'esprit de défense » pour de nombreux citoyens. Il n'est pas rare alors d'entendre dans les reportages télévisuels : « *Ils sont payés pour ça* » ou « *Ils ont voulu y aller, ils étaient volontaires* ». Dans son ouvrage, Jean-Dominique Merchet fait le constat suivant, qui résonne comme un appel au sursaut républicain des Français, quelles que soient leurs convictions à propos de

l'engagement des troupes en Afghanistan : « *À qui appartiennent les soldats morts au combat ? Sont-ils d'abord des individus privés, dont la mémoire relève en priorité [...] de leurs familles, voire de leur régiment ? Ou bien sont-ils des soldats français, partie intégrante de la Nation, qui a des devoirs mais aussi des droits à leurs égards ? Si ces jeunes ont été tués en Afghanistan, ce n'était pas dans leur guerre mais dans la nôtre. Le fait qu'ils soient engagés volontaires ne change rien à l'affaire. Ils ne sont pas mercenaires grassement payés par une société militaire privée. Ce sont de jeunes Français qui ont choisi de servir leur pays. Et c'est un gouvernement légitime, démocratiquement élu, qui les a envoyés là-bas combattre au nom de la France, et, donc des citoyens de ce pays. Leurs armes sont celles que nous leur avons confiées, après les avoir achetées avec le produit de nos impôts. Ils ne sont pas là-bas à titre privé. S'attaquer à eux, ce n'est pas s'attaquer à des individus, c'est s'attaquer à un pays, le nôtre en l'occurrence. Renoncer à cette idée, c'est renoncer à toute idée de la chose publique et du destin commun*[61] ». L'émotion est alors à son paroxysme. Certaines familles de soldats entreprennent une action en justice pour trouver les responsables de la mort de leurs proches. Des erreurs auraient été commises et la recherche de coupables commence. Cette démarche, relayée par le très médiatique avocat Gilbert Collard, lance le débat sur la juridiciarisation des opérations militaires. Pour le général Georgelin, l'armée ne peut être tenue responsable : « *Compte tenu des circonstances, la mission du 18 août a été lancée comme il le fallait. Ce bataillon avait déjà passé deux mois et demi*

dans la plaine de Chamali. Depuis le 8 août, trois actions impliquant la compagnie avaient déjà eu lieu dans cette région. La reconnaissance du col avait commencé l'avant-veille, interrompue par la nuit. Il était logique qu'elle soit poursuivie. Aucun élément n'incitait des sections à lancer des reconnaissances préalables. […] Cela peut être considéré a posteriori *comme une mauvaise analyse de la situation, mais c'est la guerre*[62] *!* » L'Afghanistan devient une bataille de la communication, où se pose la question du statut des journalistes dans les guerres modernes. Celle de la résilience[63] de la société française et de ses élites, c'est-à-dire sa capacité à encaisser les pertes et à poursuivre le combat, émerge aussi. Les taliban, en ciblant les forces françaises, testent sans doute son opinion publique et le pouvoir politique. L'intérêt stratégique qui motive l'engagement français en Afghanistan peut-il « survivre » à une telle embuscade ? Quel est l'effet moral et politique de leur action en France ? Les taliban en retirent des enseignements. Ils ont pu interrompre les vacances du Président français, le voir se précipiter à Kaboul toutes affaires cessantes, organiser un voyage sur place pour les familles en deuil, de grandioses obsèques nationales puis un débat à l'Assemblée nationale où la représentation politique apparaît divisée. Ces effets valident leur stratégie qui consiste à forcer les troupes occidentales au forfait, par un effet sur leurs opinions publiques et leurs élites. Quel prix la France est-elle prête à payer pour la réalisation de ces objectifs stratégiques (conserver la puissance de son outil militaire, construire l'Europe de la défense à partir de

l’OTAN) ? Au lendemain de l’embuscade d’Uzbin, cette question reste en suspens.

Le pays n’a pas jeté toutes ses cartes dans la bataille. En Afghanistan, l’embuscade d’Uzbin accélère le processus d’adaptation réactive. Dès le 20 août 2008, le président de la République Nicolas Sarkozy se rend à Kaboul, accompagné du ministre de la Défense Hervé Morin, du général Georgelin, chef d’état-major des armées et de l’amiral Édouard Guillaud, son chef d’état-major particulier. Après un passage par la salle mortuaire, le chef de l’État se rend dans une autre pièce pour assister à une présentation des événements. Il écoute sans interrompre le général Stollsteiner et le colonel de Cevins, avant de conclure : « *Merci. Je ne suis pas militaire. Je ne vais pas vous dire comment faire votre métier. Moi je suis le président de la République et à ce titre le chef des Armées et j’ai tout de même des choses à vous dire. La première […], c’est qu’il y a eu dix morts, c’est le résultat de la guerre, mais je veux que cela ne se reproduise pas, du moins pas dans les mêmes conditions. Je pense que vous ne disposiez pas des outils pour éviter ce drame […]. Pour éviter cela, vous devez disposer d’informations précises vous permettant de savoir où est l’ennemi et d’équipements pour être en mesure de le combattre. Vous avez donc besoin de drones et d’hélicoptères. Il faut aussi que vous ayez accès au renseignement […]. Il faut que vous ayez de l’artillerie de précision : je vous donnerai des canons Caesar qui vous serviront en montagne. Je veux enfin que vous opériez en liens plus étroits avec les Afghans […]. Je souhaite qu’ils soient désormais associés en première ligne à vos*

opérations. Voilà ce que j'avais à vous dire et j'entends que cela soit mis en œuvre dans les plus brefs délais[64] ». Ce bref discours de Nicolas Sarkozy donne le ton de la suite de l'engagement militaire français. Pour faire la guerre, les militaires déployés en Afghanistan disposeront du matériel le plus moderne et des capacités les plus récentes. Ils s'y prépareront avec plus de méthode et d'assiduité. L'opinion publique doit être persuadée que tout est fait pour que ses soldats puissent faire la guerre dans les meilleures conditions. La puissance de feu s'accumule du côté des bataillons interarmes. Paradoxalement, la stratégie de la coalition qui s'esquisse en Afghanistan – la contre-insurrection – vise à faire de la préservation des populations l'enjeu central. L'équipement individuel et collectif des soldats fait un bond qualitatif et quantitatif important. Le 8 octobre 2008, deux hélicoptères Gazelle « Viviane » supplémentaires[65], un hélicoptère « Caracal », leur personnel servant et toute leur logistique sont envoyés en Afghanistan. Ils complètent le dispositif aérien de la coalition, renforcent l'aéromobilité des troupes françaises, ses capacités d'observation et d'intervention. À la mi-octobre 2008 de nouveaux éléments individuels de protection sont mis à la disposition des combattants. La totalité des équipes de liaison et de mentorat opérationnel et les bataillons interarmes sont désormais dotés de gilets pare-balles de nouvelle génération, beaucoup plus ergonomiques et offrant une meilleure protection (classe 4). Des treillis de combat de type Fantassin à Équipements et Liaisons Intégrées (FELIN) des chaussures de trekking, des protections auditives, des masques de protection visuelle[66],

des genouillères, coudières, gants de combat sont perçus par la totalité des unités. En outre, des musettes de combat assorties d'un système d'hydratation (*Camel Back*) sont distribuées. Au début du mois de novembre 2008, les fixations pour les optiques de nuit sont enfin livrées. Des drones d'observation[67], deux pièces de mortier de 120 mm et des capacités de renseignement supplémentaires complètent les moyens des soldats français. Des camions de transport logistique blindés et des VAB équipés de tourelles automatiques armées de mitrailleuses de 12,7 millimètres sont annoncés pour la fin de l'année. Le 5 décembre 2008, la direction générale de l'Armement (DGA) réalise une commande de 116 VBCI destinés à l'Afghanistan. En quelques mois, l'armée française fait un véritable bond qualitatif[68]. Pour autant, au grand dam du commandement, les achats personnels des soldats ne diminuent pas. Le général Georgelin juge sévèrement ce phénomène : « *S'agissant de l'équipement des soldats sur leurs fonds propres, il s'agit d'une faute de commandement : un chef militaire n'a pas le droit de laisser un soldat qui est sous ses ordres acheter un équipement au prétexte qu'il le trouve meilleur que celui que lui procure la République [...]. C'est l'une des bases de la discipline [...]. S'il existe un équipement jugé intéressant, le commandement doit en tenir compte*[69] ». Pourtant, ce phénomène se perpétue durant les années suivantes, même si le spectre d'équipement concerné diminue compte tenu des investissements importants réalisés.

Pour accompagner cet effort d'équipement, le général Elrik Irastorza met en place un cycle uniformisé de Mise en

Condition avant Projection (MCP) de six mois à partir du mois de décembre 2008. Le programme d'entraînement des soldats français tire, lui aussi, les leçons des années d'engagement en Afghanistan. Pour un bataillon français, ce théâtre devient un investissement d'une année entière[70]. Le contenu de cette préparation ne laisse planer aucun doute. L'armée se prépare à faire la guerre. « *La meilleure protection du soldat* », estime le général Georgelin, « *c'est d'abord son entraînement, la qualité de ses chefs et dans ce type de conflit, le renseignement*[71] ». L'allongement de la durée de la projection doit permettre une meilleure efficacité opérationnelle : « *J'ai personnellement souhaité que [la durée du séjour] passe de quatre à six mois*, souligne le général. *Il faut que les soldats et leurs chefs, sur le terrain, soient [...] pénétrés de l'esprit de leur mission. Or quatre mois ne suffisent pas [...]. On ne peut pas conduire des actions de ce genre si les personnes ne passent pas un certain temps sur le terrain*[72] ». En contrepartie de cet investissement, le haut commandement met en place à partir du mois de juin 2009 un sas de décompression à Chypre, qui permet aux militaires de préparer leur retour en métropole et dans leurs familles[73]. Ce dispositif est unanimement apprécié et permet de dispenser des informations, en particulier sur la survenue des phénomènes de stress post-traumatique.

Peu d'éléments sont disponibles sur l'action du 13e RG dans le cadre du bataillon interarmes dirigé par le RMT. L'essentiel des sources disponibles traite de l'embuscade d'Uzbin et de ses conséquences. Le travail des sapeurs est peu abordé. Le 8 septembre 2008, 71 munitions tirées non

explosées comprenant notamment sept roquettes, seize fusées, cinq obus de mortier et quinze éléments divers, sont découvertes près de la base opérationnelle avancée de Tora. Elles sont mises à jour par une équipe du 13e RG qui effectue des travaux dans la zone. Éparpillées dans les ravines, à l'ouest de la base, ces munitions ont appartenu aux troupes soviétiques et aux taliban de la décennie suivante. Les sapeurs les détruisent en prenant toutes les précautions nécessaires[74]. En France, la première unité interarmées de fouille opérationnelle spécialisée s'équipe et se forme entre septembre et octobre 2008. Placée sous la direction du capitaine Cheval, elle prépare sa projection pour le premier semestre 2009. Elle est constituée de sapeurs parachutistes du 17e RGP, de plongeurs démineurs de la marine[75] et de commandos de l'air[76]. La campagne d'été 2008 laisse des traces. Les 3 et 4 septembre 2008, les chefs d'état-major des armées et de l'armée de terre effectuent une visite d'inspection. Ils viennent prendre le pouls de la troupe après l'embuscade de la fin de l'été, tout en surveillant le déroulement des transferts de sécurité aux forces afghanes à Kaboul et l'installation des bataillons interarmes en Kapisa et Surobi. Les hommes sont marqués par les durs combats. Le 9 septembre 2008, les effectifs de l'OTAN sont portés à 45 000 soldats, suite à un nouveau renfort américain. La fin de l'année présente de nombreux risques. En vue des échéances électorales de l'année 2009, un processus de recensement de la population est lancé. Il revêt un enjeu tout particulier dans ce contexte de regain de violence alors même que les troupes françaises modifient leur implantation.

Le bataillon interarmes du 3e RPIMA et *Task Force* Chimère : des mandats de transition

Le 17 septembre 2008, le mandat Pamir XX relève Pamir XIX. Une cérémonie de passation de commandement du bataillon français se déroule entre le colonel de Cevins, chef de corps RMT, et le colonel Jean-Pierre Perrin, patron du 3e RPIMA. Pour sa part, le 8e RPIMA entre dans la dernière partie de son mandat en Kapisa. La 11e BP est donc de nouveau sollicitée. L'appui génie est fourni une nouvelle fois par le 17e RGP. Fort de 830 hommes, le bataillon interarmes du 3e RPIMA est composé d'un état-major tactique, d'une UCL et de trois compagnies de combat armées par ce régiment[77]. Elle possède aussi un Escadron de Reconnaissance et d'Investigation (ERI) fourni par le 1er RHP. La batterie de mortiers lourds provient du 35e RAP. Le groupement de commandos parachutistes du 1er RCP met à disposition un détachement léger d'investigation. Trois équipes civilo-militaires complètent le dispositif avec des éléments d'appui électronique de contact. Ces effectifs sont répartis entre le camp de *Warehouse* à Kaboul et la base opérationnelle avancée de Tora dans le district de Surobi. Sa mission est de « *conduire des opérations de sécurité et de stabilité afin de créer des conditions permettant la réalisation d'actions de reconstruction et de développement*[78] ».

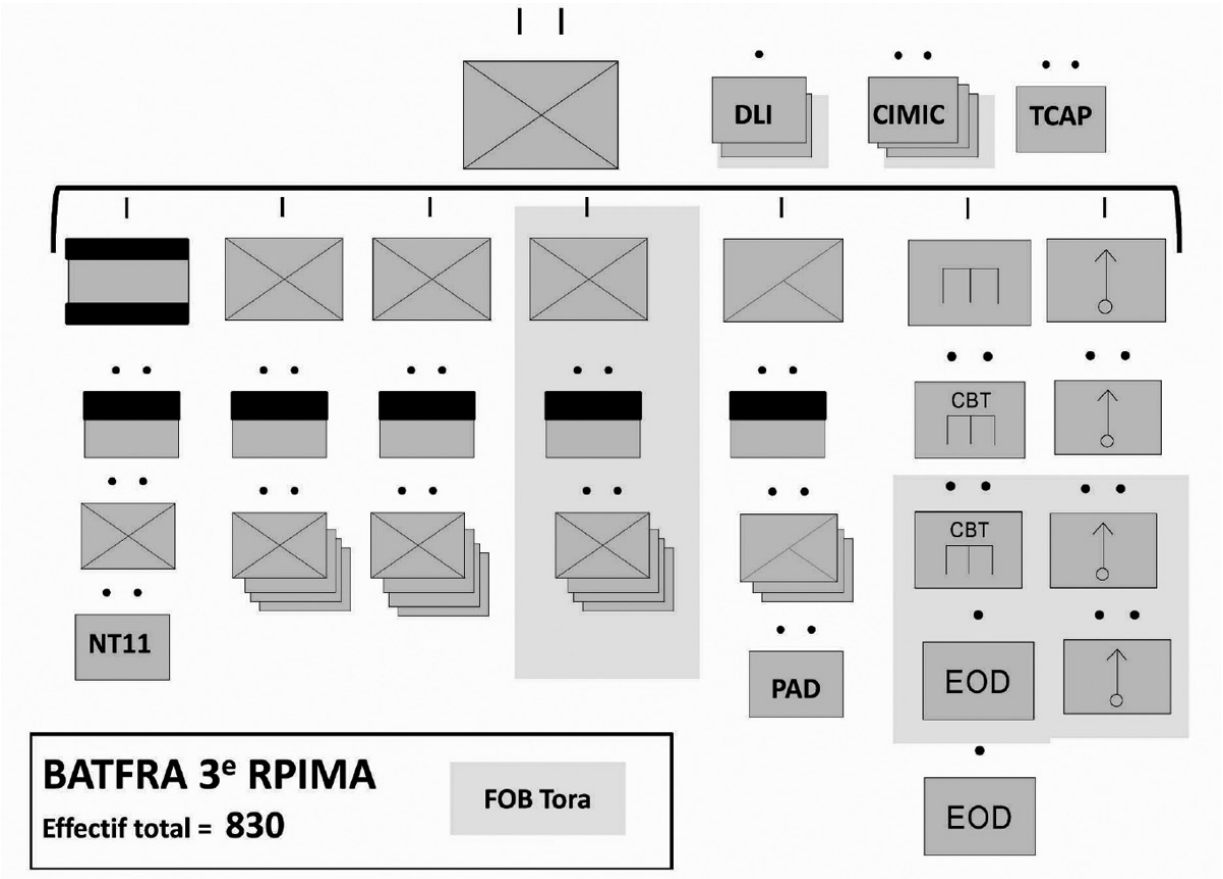


Figure 23 – Articulation du bataillon interarmes du 3e RPIMA[79]

À *Warehouse* se trouvent le poste de commandement du bataillon, son UCL, une compagnie d'intervention en charge d'une partie de la zone du bataillon[80], une compagnie d'infanterie pour la protection du camp, l'ERI qui s'occupe de la plaine de Chamali, une section génie, une section de mortier de 120 millimètres à deux pièces et une équipe d'actions civilo-militaires. Sur la base opérationnelle avancée de Tora, un détachement interarmes est constitué d'une compagnie d'infanterie, de deux sections d'appui de mortier, d'une section du génie, de deux équipes d'actions civilo-militaires et d'un élément d'appui électronique[81]. Un

module de soutien, une section de l'armée nationale afghane et, depuis le début du mois de novembre 2008, un détachement de drones d'observation, complètent les effectifs. La base de Tora fait l'objet de travaux incessants pour l'agrandir. En cours de mission, l'aire opérationnelle de responsabilité du bataillon se modifie. Son mandat est marqué par un transfert de compétences en termes de sécurité[82] vers les forces de police et l'armée afghanes. Il se déroule en trois phases. Le 28 août 2008, la sécurité du centre-ville et des districts urbains (à l'exception de l'aéroport) est confiée aux Afghans. Le 31 octobre 2008, la zone nord de Kaboul est transférée à son tour, avant la zone ouest et sud le 31 décembre 2008. Ce changement d'autorité ne signifie pas la fin des missions de surveillance du contingent français. Simplement, « *[Elles] sont menées conjointement avec les [forces de sécurité afghanes], tant dans la planification que dans la conduite, l'appui apporté par les unités [du commandement régional-capitale] étant appelé à évoluer avant la complète autonomie des [forces de sécurité afghanes*[83]*]* ». L'OTAN prévoit que le district de Surobi rejoigne le commandement régional-Est d'ici un an. Elle demeure sous la responsabilité du bataillon français et devient sa zone d'intérêt principale[84]. Ce district, qui appartient administrativement à la province de Kaboul, est important pour plusieurs raisons. Historiquement, il est la porte d'accès par l'est à la capitale afghane en venant de Jalalabad et de Peshawar au Pakistan. La *Highway 7* – la route qui traverse ce district – est un des cordons ombilicaux qui aliment Kaboul. Maintenir cet axe ouvert est une priorité absolue du commandement américain.

L’ennemi y est bien implanté : « *[La Surobi] héberge dans sa partie supérieure de la vallée d’Uzbin un dispositif permanent d’insurgés évalué à 100/150 hommes, avec la furtivité que l’on connaît* ». Si elle constitue une zone stratégique pour la coalition, compte tenu du relief du pays, elle en est aussi une pour les taliban : « *Les parties sud des vallées de Jaddallek et Tizin [constituent] des zones de transit d’est en ouest pour les insurgés entre les zones tribales pakistanaises et la province et la ville de Kaboul*[85] ». Les taliban de la vallée d’Uzbin font partie d’un dispositif continu de combattants communiquant entre eux, entre les districts de Tagab et de Methar Lam. Situés dans une « zone grise », à cheval entre le commandement régional-capitale et celui de l’est, les insurgés savent tirer parti de l’étirement des forces de la coalition. Les soldats français s’attaquent à la tâche importante du contrôle de cet espace géographique. Les leçons de l’embuscade d’Uzbin sont incontestablement retenues. Le colonel Perrin annonce un « *retour aux fondamentaux* », qui sont en fait des adaptations tactiques. L’importance du renseignement pour évaluer la menace est soulignée par le chef de corps comme celle de la lutte contre la compromission, qui peut fournir de précieuses indications aux taliban. Il réaffirme certains principes du temps de guerre comme le fait que « *tout déplacement est un acte de combat* », « *qui tient les hauts tient les bas*[86] » et surtout « *pas un pas sans appui* », qui devient le pilier de l’action interarmes en Afghanistan. Outre les tirs d’artillerie, qui doivent être délivrés dans les dix minutes suite à la demande, et la mise en place systématique d’un élément de renfort à vingt minutes, « *les*

sections d'infanterie sont systématiquement renforcées d'un groupe génie. Chef de groupe génie et chef de section infanterie doivent apprendre à travailler ensemble[87] ». Le bataillon interarmes doit se familiariser avec les procédures du commandement américain pour pouvoir bénéficier de ses apports (hélicoptères, avions…) durant ses opérations. Les militaires français développent le travail de répétition des opérations sur caisse à sable (*rehearsal*), qui permet de revoir la coordination d'une manœuvre en envisageant les cas non conformes. Rien n'est plus laissé au hasard. De nouveaux moyens sont mis à disposition du bataillon interarmes (drones, observateurs pour coordonner et guider les frappes, guerre électronique…) et celui-ci doit apprendre à les utiliser au mieux dès la mise en condition opérationnelle. Malgré la multiplication de ces moyens « offensifs », la population reste l'enjeu : « *La réussite d'une opération dans un village repose davantage sur la cohérence et la robustesse du dispositif que sur les attitudes individuelles "agressives". […] La confiance de la population doit être gagnée au profit des forces gouvernementales. Elles doivent être associées aux actions de reconstruction. Une part du prestige de nos actions vicilo-militaires peut et doit rejaillir sur eux*[88] ». Le bataillon interarmes de Pamir XX pose ainsi des principes tactiques repris par l'intégralité des contingents français qui se succèdent jusqu'au retrait. Au mois de janvier 2009, ces évolutions s'accompagnent de la parution de la doctrine de contre-rébellion, publiée par le Centre de Doctrine et d'Emploi des Forces (CDEF), qui définit précisément le cadre tactique de ces combats.

En plus des missions de reconnaissance quotidiennes avec les militaires afghans, le bataillon interarmes du 3e RPIMA conduit 12 opérations majeures durant son mandat dont 5 en Surobi[89]. La première se déroule le 25 septembre 2008. Il s'agit de l'opération *Glaive* en vallée d'Uzbin. Son objectif est de reprendre pied dans cette vallée, un mois après l'embuscade. Menée conjointement avec l'armée afghane, elle permet de capturer un taliban lors d'un contrôle sur un point de contrôle routier. L'opération suivante, *Rapière*, se déroule en vallée de Jegdalay en Surobi, le 7 octobre 2008. Elle se passe sans incidents particuliers. La véritable confrontation se produit lors de l'opération *Dague / Oqab*, le 18 octobre 2008[90]. Pour le bataillon, il s'agit de reprendre tout le secteur de Sper Kunday et de le tenir une journée entière avec des moyens puissants. L'action débute par un assaut héliporté sur les hauteurs, dont le col de Sper kunday, qui permet de saisir des caisses de munitions encore présentes dans des caches. Simultanément, le reste du bataillon reconnaît l'axe routier et s'empare de la zone. Le village est fouillé par la police afghane, des uniformes, des téléphones et des documents sont trouvés. Les taliban ne tardent pas à réagir, mais ils sont pris à partie par les tirs précis des éléments placés en appuis. Lors du décrochage des éléments héliportés, des insurgés tentent de manœuvrer pour les accrocher. Ils sont immédiatement réduits au silence par les hélicoptères de combat américains. Cette « revanche » de l'embuscade du 18 août 2008 coûte aux taliban une vingtaine de combattants et autant de blessés. La coopération entre le commandement régional-capitale, celle de l'est et l'armée

afghane semble bonne. Le 30 octobre 2008, les actions civilo-militaires menées lors de l'opération *Sword*[91] en vallée de Tizin ne posent aucun problème. Le 9 novembre 2008, lors de l'opération *Bayonet,* les Français reviennent en vallée d'Uzbin. Il s'agit de contrôler la partie sud-ouest de la vallée pour permettre à l'armée afghane de prendre contact avec la population, de conduire une *Shura*[92] et de mener une action civilo-militaire. Un chef taliban et son adjoint sont capturés lors d'un contrôle sur un point de contrôle routier[93]. Les 22 et 23 novembre 2008, l'opération *Arbalet* en vallée de Jegdalay se fixe pour objectif de recueillir du renseignement. Elle semble se dérouler sans encombre. L'opération *Pilum,* du 26 novembre 2008, permet de reconnaître les hauteurs entourant la base opérationnelle avancée de Tora et de détruire des emplacements de combat préexistants. Elle permet de déceler les éventuels lieux favorables pour des tirs de harcèlement sur le camp français. L'opération *Da Vinci*[94], du 1er au 4 décembre 2008, engage l'ensemble du bataillon, des unités turques et italiennes, pour boucler le secteur de Khak-e-Jabbar. Pendant ce temps, l'armée, la police et les services secrets afghans arrêtent 26 taliban et saisissent du matériel. Avec la vallée d'Uzbin, cette zone est l'un des deux secteurs du commandement régional-capitale où les adversaires de la coalition sont les plus actifs. C'est une zone de transit qui permet de rejoindre la capitale à partir du Pakistan – en passant par la province du Logar – mais aussi depuis le sud du pays. Le 17 décembre 2008, une opération de fouille intitulée *Claymore* ne donne aucun résultat. Le cinquième et dernier retour en vallée d'Uzbin est programmé avec

l'opération *Longbow*, du 26 au 28 décembre 2008[95]. Il s'agit de prendre le contrôle de la vallée pendant deux jours et deux nuits avec des moyens importants pour marquer les esprits. Des combats ont lieu, mais nous en savons peu de chose[96]. Cette opération produit son effet. De nombreux villages proposent par écrit leur ralliement au gouvernement Karzai. Lors de notre entretien, le capitaine C1411 du 17e RGP nous indique : « *Les villageois ne nous comprenaient pas. Ils faisaient profil bas. Quand nous sommes revenus la première fois dans la vallée, ils étaient persuadés que nous venions nous venger de la mort de nos camarades tués sur la route du col. Au lieu de cela, nous les avons laissés tranquilles... Je ne sais s'ils pensaient que c'était de la faiblesse*[97] ». Cet enchaînement d'opérations, selon le colonel Perrin, permet de porter des coups sévères aux insurgés, de réduire leur zone refuge à la seule partie nord de l'Uzbin, de limiter sensiblement leur influence et leur liberté d'action. Les opérations du bataillon interarmes du 3e RPIMA contribuent à mettre hors de combat une centaine de taliban.

Le détachement du génie du 17e RGP est bien évidemment très actif. En plus de sa participation aux opérations évoquées plus haut, il s'investit dans la montée en puissance de la base opérationnelle avancée de Tora. À la fin de l'année 2008, elle connaît un développement permanent et doit être portée à une capacité de logement de 650 hommes au printemps 2009 pour héberger l'intégralité d'un bataillon interarmes. Divers travaux sont lancés comme la réalisation d'un point d'appui durci sur le piton surplombant la base (baptisé « le Mont Saint Michel »),

la création d'une zone de posé pour les hélicoptères et les drones, etc. Progressivement, la base change de visage et son système de protection à base de *Bastion Walls*, n'est pas sans rappeler le tracé des ouvrages de Vauban. Malgré tout, le rythme des opérations ne baisse pas. Les démineurs spécialisés du bataillon interarmes du 3e RPIMA fouillent 21 caches de munitions[98]. Le 20 octobre 2008, ils saisissent un important arsenal au centre de Kaboul[99]. Le 12 novembre 2008, un nouveau dépôt est mis à jour en plaine de Chamali[100]. Au total, l'ensemble des sapeurs du bataillon neutralisent 7 500 munitions non explosées, soit un total de 12 tonnes comprenant deux tonnes de matière active. La fouille des caches permet de saisir six gilets de kamikazes. Durant l'ensemble du mandat, six engins explosifs improvisés sont désamorcés par les démineurs[101]. Le danger représenté par les champs de mines conventionnels est toujours présent. Les équipes de liaison et de mentorat opérationnel en font les frais. Le 22 novembre 2008, l'adjudant-chef Nicolas Rey du 3e RG, est tué dans la région de Darulaman. Lors d'une reconnaissance, alors que l'un de ses camarades vient d'être grièvement blessé par l'explosion d'une mine, il est mortellement touché par la déflagration d'une seconde. Alliées involontaires des taliban, ces « sentinelles éternelles » font encore des victimes dans les rangs français.

Les insurgés se déplacent librement et profitent de nombreuses caches pour s'équiper et mener leurs actions. Dès la fin des combats, les armes sont abandonnées à même le sol et souvent cachées de nouveau par des enfants. Grâce à cette tactique, les taliban exploitent les

failles des règles d'engagement de la coalition. Tous les éléments nécessaires au montage des bombes artisanales sont souvent cachés dans des jardins ou même parfois chez les habitants. Les priver de ressources en mettant à jour leurs dépôts clandestins, est un moyen efficace de diminuer leur capacité de nuisance. Un détachement de fouille opérationnelle susceptible de lutter contre les réseaux de l'insurrection peut être un moyen de les contrer. Les premières expérimentations donnent d'excellents résultats. À partir du 1er novembre 2008, la première section de fouille opérationnelle spécialisée entame l'étape finale de sa préparation[102]. Son arrivée en Afghanistan est programmée pour la fin du mois d'avril 2009. Dans le même temps, le capitaine P7069 de la 6e compagnie de contre-minage du 1er RG apprend qu'il doit constituer un Détachement d'Ouverture d'Itinéraire Piégé (DOIP[103]) : « *À l'été 2008, on parle déjà de l'acquisition des [camions] "Buffalo[104]" pour mener ce type de missions* ». L'armée française décide alors « *de se doter en urgence de moyens d'ouverture d'itinéraires, dont le Buffalo fait parti, et de l'associer au [véhicule détecteur de mines] SOUVIM[105] qui était déjà présent au sein de la compagnie pour créer un embryon de détachement* ». Pour le capitaine, ce n'est pas pour autant une révolution : « *L'ouverture d'itinéraire, c'est un savoir-faire de base dans le génie [...]. Simplement, il n'était pas associé à des moyens mécaniques comme le SOUVIM et le Buffalo. L'exposition du personnel [aux coups de l'adversaire] était totale lors des missions d'ouverture d'itinéraire. [...] On se rend compte en Afghanistan qu'il y a une réelle complémentarité entre les moyens mécaniques*

[…] et les sapeurs en débarqués. C'est une évolution en fait, mais qui permet d'être plus efficace ». Dès lors, les entraînements se succèdent jusqu'à la projection de la première capacité : « *[J'ai] constitué une petite équipe avec des cadres de la compagnie. J'avais un sous-officier, un militaire du rang et moi-même. Et nous sommes allés avec deux personnels de la Section Technique de l'Armée de Terre (STAT) et un personnel de l'école du génie se former aux États-Unis chez l'industriel dans un premier temps sur le Buffalo. […] [Il s'agissait] de Force Protection Industry. Ils ont une entreprise à Charleston en Caroline du Sud. […] Nous avons été formés une dizaine de jours sur l'utilisation du véhicule par les Américains (pilotage, entretien, maintenance)* ». L'instruction tactique primaire se déroule quelques mois plus tard : « *Je suis parti […] avec le chef de section qui allait me relever […] et des personnels de l'école du génie, […] une dizaine de jours à Fort Leonardwood, l'école du génie américain dans le Missouri. […] Nous avons été formés sur la tactique, sur l'emploi du détachement. […] On a eu une première partie sur l'explication de la menace […], quels moyens étaient mis en œuvre pour [la] contrer. Donc à nouveau on a eu des cours de pilotage [sur] des Buffalo et des SOUVIM américains […] et ensuite toute la partie tactique pour utiliser le détachement au mieux, selon les Américains. […] C'était la doctrine américaine […]. [Nous l'avons apprise] de façon à [pouvoir] […] la transposer sur le détachement français, en y apportant quelques modifications […] en fonction de nos moyens propres* ». La première projection en Afghanistan est prévue pour le mois d'avril 2009. Comme la fouille opérationnelle, le

détachement d'ouverture d'itinéraire piégé doit devenir un élément clef de la lutte contre les engins explosifs improvisés.

Au début du mois de décembre 2008, le 8e RPIMA arrive à l'échéance de son mandat d'ouverture de la zone française en province de Kapisa. Son bilan souligne la rudesse des combats. En six mois, la TF Chimère connaît une cinquantaine d'actions de combat dont 23 accrochages[106] mettant en jeu un appui aérien. Au total, 28 opérations sont réalisées dont 10 engageant l'ensemble du bataillon. Sur 12 engins explosifs improvisés dissimulés par les taliban durant cette période, 7 sont relevés par les démineurs. Il s'agit principalement de charges constituées avec des munitions de récupération, déclenchées à distance par une batterie ou par un plateau de pression[107]. Le bataillon interarmes déplore 15 blessés dont 4 font l'objet d'un rapatriement d'urgence. Il réalise un important travail de recueil de renseignements sur le territoire pour ses successeurs. Selon le colonel Aragonès, l'accueil des Afghans s'est amélioré au fil du temps : « *La population, qui constitue notre principal enjeu, a été persuadée de la légitimité de notre action à ses côtés. Sans adhérer à nos motivations, elle a assimilé que notre présence était avant tout destinée à lui permettre de vivre comme elle l'entendait, à l'abri des pressions et des menaces*[108] ». L'action du régiment en Afghanistan est saluée par une citation à l'ordre de l'armée avec attribution de la croix de la Valeur Militaire avec palme de bronze. Le texte qui accompagne cette récompense permet de mettre en lumière quelques moments forts de cet engagement : «

[Cette unité] a conduit près de 360 patrouilles à pied […], dont des actions de feu extrêmement violentes nécessitant la mise en œuvre d'appui aériens et héliportés. Variant sans cesse les procédés, déstabilisant l'adversaire, a fait basculer la situation en faveur de la coalition en obtenant rapidement des témoignages de fidélité de la population ». Deux combats vers le village de Kora et en vallée d'Alasay sont particulièrement soulignés : « *[Le régiment] s'est particulièrement distingué le 31 juillet 2008 lors d'une reconnaissance du col de Kora. Pris à partie par des adversaires équipés de fusils-mitrailleurs et de lance-roquettes, [il] a remarquablement manœuvré sans subir de pertes. […] Après deux heures trente de combats […], a infligé des pertes conséquentes à l'ennemi. S'est de nouveau illustré lors de l'opération Alasay 2, le 18 octobre 2008. Prise sous des tirs croisés virulents et précis et face à un adversaire retranché dans des positions favorables […], est parvenue après trois heures de combat, à emporter la décision […]. Enfin, le 29 octobre 2008, lors d'une opération de fouille du village de Kora, a été prise à partie par des insurgés à l'est du village. Malgré la présence d'engins explosifs et des actions croissantes et violentes de harcèlement de l'adversaire, a mené sa mission à terme et a neutralisé douze insurgés*[109] ». Malgré tous ces efforts, les mandats suivants témoignent de la pugnacité des taliban en Kapisa.

Le temps des expérimentations tactiques (décembre 2008-novembre 2009)

L'année qui s'écoule entre le mois de décembre 2008 et novembre 2009 constitue une phase très importante de l'engagement de l'armée française en Afghanistan. Elle contient à la fois, toutes les actions qui préfigurent la mise en place d'un dispositif français regroupé en Kapisa et Surobi, tout en étant aussi une phase d'expérimentation tactique. Ces mandats successifs des TF *Tiger* puis Korrigan en Kapisa, du bataillon interarmes du 1er RI et de celui du 2e REI en Surobi – devenu TF Dragon à la création de la brigade Lafayette –, présentent au moins trois modèles de contre-insurrection. Ces modes opératoires, qui correspondent aussi à la personnalité des colonels qui se succèdent à la tête des bataillons interarmes français, servent de base au général Marcel Druart pour se construire sa propre réflexion. Influencée aussi par l'approche britannique, elle aboutit au premier plan de campagne de la brigade Lafayette. Placés sous commandement américain, ces bataillons interarmes français développent des approches originales. Le commandement américain soutient les Français et les laisse faire. Pragmatique, il souhaite juger sur des résultats.

La *Task Force* Tiger en Kapisa : une forte évolution du génie

Le 7 décembre 2008, le mandat Pamir XX succède à Pamir XIX en Kapisa. La TF *Tiger*[110] du 27e BCA, sous le commandement du colonel Nicolas Le Nen, prend la place du 8e RPIMA. Cette campagne d'hiver est l'occasion pour l'armée française de tester les Véhicules Articulés Chenillés (VAC) – appelés aussi Véhicules Haute Mobilité (VHM) – au combat. Il donne entière satisfaction. Son utilité est évoquée par le sergent Truchet, quelques années plus tard : « *Le VHM est un véhicule chenillé qui permet de se mouvoir même lorsque les conditions climatiques sont exécrables (boue, neige…). Il nous permet d'avoir un avantage sur les insurgés car nous pouvons arriver par des itinéraires inattendus comme les Wadi*[111] *par exemple, et nous nous affranchissons des routes souvent piégées par des engins explosifs improvisés*[112] ». Le colonel Le Nen n'a rien laissé au hasard. Une préparation de huit mois, tirant bénéfice des retours d'expérience des mandats précédents, est mise en œuvre. Elle devient d'ailleurs une référence pour les préparations suivantes. « *[Pour la] première dans l'histoire de l'armée française,* remarque le Pr Jauffret, *les militaires reconnus aptes à une mission de projection de puissance au pays des faucons bénéficient désormais d'une mise en condition et d'un entraînement intensif de six à huit mois, c'est-à-dire plus que les officiers astreints au stage de l'École de contre-guérilla d'Arzew lors du conflit algérien*[113] ». Ce mandat est assez bien documenté. De nombreux ouvrages[114] et même des reportages à la télévision lui sont consacrés[115]. À l'image du colonel Bigeard fin communiquant en Algérie, le colonel Le Nen a bien compris que la contre-insurrection est une bataille des

perceptions[116]. Le chef de corps connaît déjà l'Afghanistan, puisqu'il fut projeté lors du deuxième mandat de l'opération Pamir. Pour constituer le bataillon interarmes de Kapisa, l'ensemble de la 27e BIM est mobilisée. La 1re compagnie du 2e REG fournit l'appui génie tandis que le 4e Régiment de Chasseurs (RCh), le peloton blindé. Le 93e Régiment d'Artillerie de Montagne (RAM) déploie ses pièces d'artillerie. La préparation, particulièrement longue, est assortie de plages de récupération. Quatre priorités sont fixées : l'entraînement physique en montagne, le tir de combat, la coopération interarmes, interarmées et interalliée – qui inclut la maîtrise de l'anglais opérationnel – et le secourisme au combat. Le 22 septembre 2008, un grand exercice de synthèse intitulé « Jalalabad[117] » est planifié pour vérifier que tous les savoir-faire opérationnels sont acquis. Le colonel Le Nen préfère disposer en Kapisa d'un soldat légèrement sous-entraîné mais moralement et physiquement frais, qu'un athlète surentraîné mais fatigué qui ne tiendrait pas le rythme des six mois. Pour cette mission, la TF *Tiger* est subordonnée à la TF *Warrior* armée par la 101e division aéroportée américaine. Comme pour la TF Chimère, le 27e BCA est sous une double chaîne de commandement : nationale et américaine, dont il dépend pour une grande partie de ses appuis. Lorsqu'ils arrivent sur le théâtre d'opération, les chasseurs alpins sont concentrés et déterminés. L'embuscade d'Uzbin laisse aussi des traces dans l'esprit des soldats[118]. Ils savent clairement qu'ils partent au combat. Le colonel Le Nen fixe en début de mandat, deux objectifs à son bataillon. Premièrement, il veut progressivement couper les taliban de la population,

qui doit être l'objet de toutes les attentions. À la différence des Américains au Vietnam (1962-1975), il ne fait pas une obsession du décompte des pertes de l'adversaire (*Body Count*[119]*)*. Se focaliser sur la destruction de l'adversaire – concept d'attrition – ne conduit qu'à s'aliéner la population. Pour le chef de corps, la paix de la province passe par un processus politique de réconciliation et le développement économique : « *La guerre que nous menons ici est avant tout une guerre d'influence*[120]*. Pour supplanter [celle] des rebelles, il faut que nous réimplantions, dans les zones où ils font régner leurs propres lois, les premiers relais de l'influence du gouvernement afghan, ses forces de sécurité et notamment son armée. Gagner les esprits des habitants de la Kapisa consiste à leur prouver que nous sommes capables de les protéger contre les insurgés. La conquête de leur cœur, en revanche, se fera par un développement économique rapide de leur village*[121] ». Deuxièmement, il veut prouver à la population que la coalition peut vaincre militairement les taliban. Il souhaite obliger ces derniers à renoncer au combat direct et à basculer vers d'autres modes opératoires, comme le terrorisme, qui entraîneront le rejet des habitants des villages. Enfin, il veut prendre le contrôle physique de toutes les parties peuplées de la province, en implantant des postes de combat pour l'armée nationale afghane. Son principal but est de repousser son adversaire vers les hautes vallées d'Afghanya, d'Alasay et de Bédraou, puis de le marginaliser en accélérant le développement économique des espaces sous contrôle. L'opération *Dinner Out*[122] du 14 et 23 mars 2009, en vallée d'Alasay, constitue le temps fort du mandat : « *Je sais que le*

fond de la vallée d'Alasay est une zone refuge dans laquelle les insurgés vivent et s'entraînent au grand jour. C'est là que je décide de faire porter l'effort du bataillon. [Sa] conquête [...] sera une entreprise difficile mais elle est nécessaire pour que l'insurrection recule en Kapisa, au sens propre comme au sens figuré[123] ». Malgré cette réussite, le désenclavement de la vallée et son essor économique doivent être poursuivis par les mandats suivants.

Pour ce chasseur alpin confirmé[124], le taleb en Kapisa est avant tout un « guérillero montagnard[125] », originaire de la vallée où il combat. Il utilise de façon complémentaire les parties hautes et basses du terrain et cherche systématiquement à déborder son adversaire pour manœuvrer sur ses arrières et le détruire[126]. Les taliban observent les mouvements de la coalition depuis les hauts et adaptent leur manœuvre en conséquence. Les parties hautes et basses de la montagne, abritent des postes de combat bien camouflés et préparés à l'avance, souvent dans des cavités naturelles, qui les protègent bien des coups. Armes et munitions sont laissées sur place. Les combattants rejoignent leur position quelques minutes avant le déclenchement du combat. Ils sont disciplinés, chacun sait où il doit se situer. Le schéma tactique est assez répétitif. Ils laissent leur adversaire s'engager dans la vallée et étirer son dispositif. Ils attaquent alors les unités de tête pour les fixer. Puis ils cherchent à déborder très rapidement[127] et simultanément sur les deux flancs pour isoler l'élément le plus faible, établir un rapport de force favorable et le détruire. D'autres tactiques de harcèlements sont utilisées comme la mise en place d'engins explosifs

improvisés le long des routes pour gêner la mobilité ou interdire des espaces, ainsi que des tirs de roquettes sur les bases opérationnelles avancées ou les postes de combat avancés[128]. L'insurrection est très difficile à surprendre du fait de son excellent réseau de renseignement. Le colonel le Nen privilégie pour ses opérations, des déploiements de nuit et de préférence en hélicoptère. Afin de pouvoir contrer cet ennemi très mobile, il met au point la tactique de la « cloche à fromage[129] ». Il s'agit de l'enfermer là où il est, afin qu'il ne puisse pas s'enfuir ou se renforcer. Elle s'articule en deux temps : une phase de bouclage puis une dernière de réalisation de la mission (fouille, capture, destruction). Ils se déroulent systématiquement sur les parties hautes et basses de la vallée. La phase de bouclage correspond à la mise en place de trois cordons complémentaires. Un bouclage haut (*upper cordon*) est installé pour empêcher toute exfiltration ou renforcement depuis les vallées voisines. Un bouclage extérieur (*outer cordon*) ceinture la partie basse de la vallée autour de la zone d'action, pour empêcher l'adversaire de se dérober ou d'être renforcé par des éléments déjà sur place. Enfin, le bouclage intérieur (*inner cordon*) enferme l'adversaire dans l'objectif lui-même. Dans l'idéal, ces trois cordons doivent se positionner simultanément, sinon en progressant du plus haut vers le plus bas. Une fois l'ennemi saisi, les soldats se replient en utilisant le principe du « frappe et cours vite » (*hit and run)*. La cible est rapidement extraite de la zone d'opération en utilisant des véhicules blindés. Cette expérimentation tactique est une forme d'application « bouclage-ratissage »

(*Cordon and Search* en anglais) adapté à la guerre en montagne.

Le 2e REG, qui fournit l'appui génie, est particulièrement engagé en Afghanistan en 2008 et 2009. Il envoie en tout 86 officiers, sous-officiers et légionnaires sur ce théâtre d'opération[130]. Le détachement compte deux sections avec chacune un effectif d'un officier, de quatre sous-officiers et de vingt-quatre sapeurs légionnaires. Chaque section possède deux conducteurs de tracto-chargeur MPG dans son groupe de commandement. Il est complété par un officier spécialiste de l'armement et des explosifs et d'une équipe de démineurs spécialisés. La fonction d'officier de liaison du génie n'est plus liée à celle de chef du détachement léger de reconnaissance du génie. Le retour d'expérience est pris en compte et le tableau des effectifs évolue en conséquence.

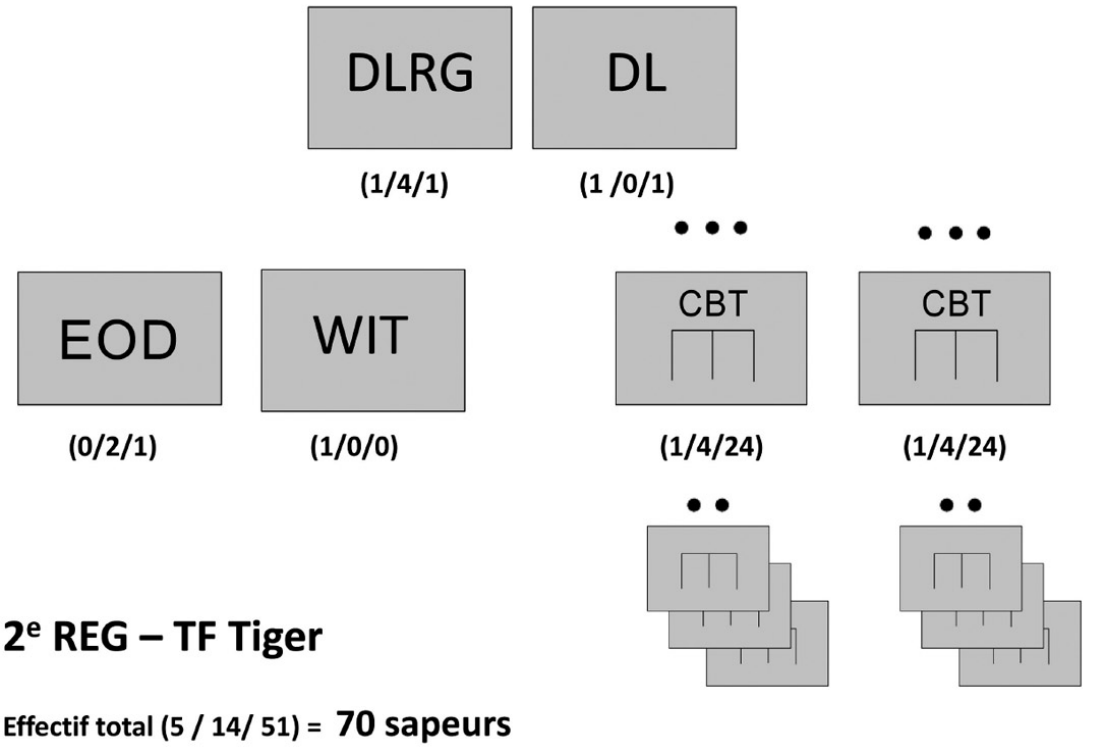


Figure 25 – Le détachement du génie du 2e REG au sein de la TF *Tiger*

La mission reçue par le détachement du génie est d'appuyer la désorganisation des réseaux Taliban, tout en participant à la protection de la force. La priorité est donnée à l'appui à la mobilité et à la lutte contre les engins explosifs improvisés. Un effort tout particulier est porté sur l'axe Vermont et sur l'entrée des vallées d'Afghanya, d'Alasay et de Daran Daran[131]. Pour le capitaine Paul Pechera, chef du détachement du génie de la TF *Tiger*, cette mission se traduit par la recherche de deux effets : « *maintenir la liberté de mouvement et minimiser le risque de pertes humaines ou matérielles du fait de toutes formes de pollution*[132] ». Les sapeurs des sections du génie mènent quotidiennement des vérifications : « *ces ouvertures*

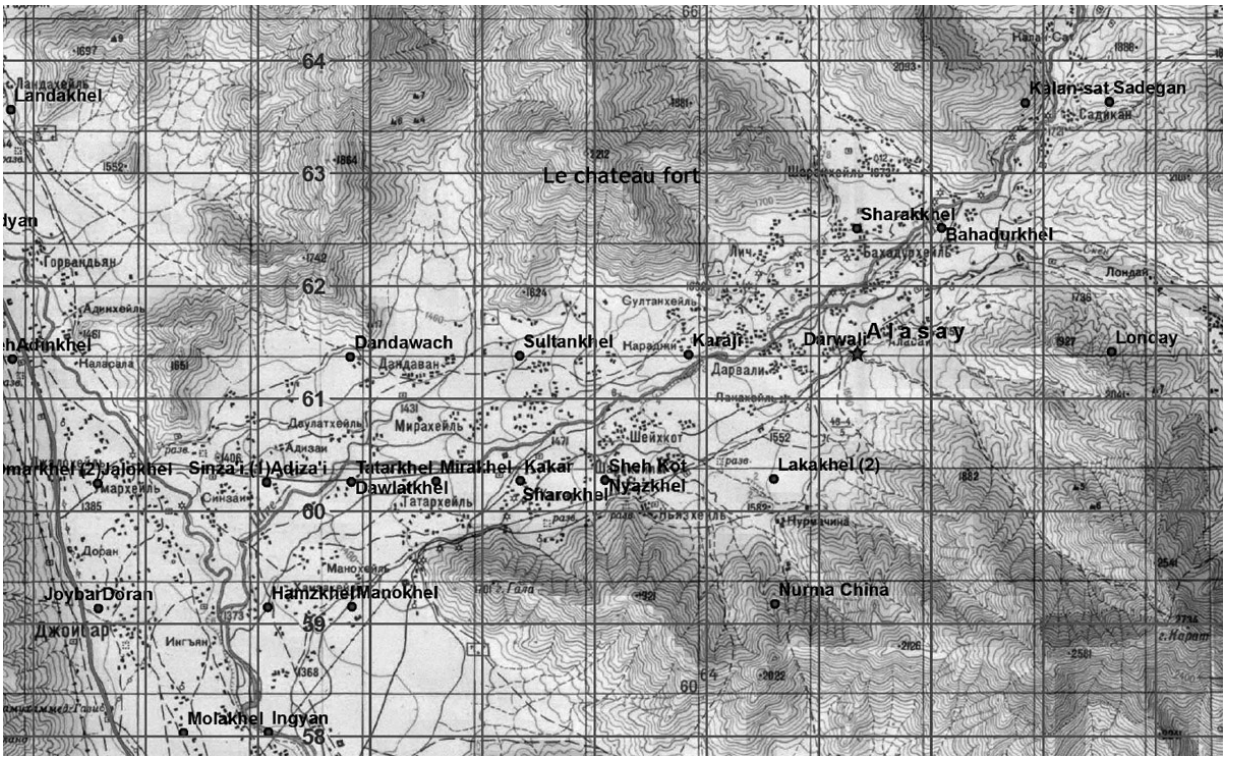
d'itinéraires sont faites à pied au moyen de détecteurs de métaux et de l'observation visuelle ». Les démineurs spécialisés sont chargés de l'intervention sur les engins explosifs improvisés. Ce mandat se caractérise par quatorze incidents liés à ces bombes artisanales. Le principal mode opératoire est la mise à feu par commande filaire. Un taleb attend le passage de sa cible pour connecter deux fils à une batterie. Pour contrer les parades développées par les Français, le déclenchement radiocommandé à distance commence à apparaître, tout comme des charges explosives artisanales à base d'engrais. Elles sont contenues dans des bacs plastiques pour supprimer la masse métallique des obus de récupération, que les sapeurs arrivent à détecter facilement. Les artificiers Taliban s'adaptent eux aussi aux modes opératoires de la coalition. L'équipe de spécialistes de l'armement, de son côté, recueille les éléments sur les lieux des incidents ou lors des opérations de fouille : *« ils mènent une enquête technique et tactique [...]. Un de ses objectifs est d'analyser les modes d'actions ennemis [...] [afin de nous] adapter* ». L'Homme et son ingéniosité sont bien au cœur des combats. Le rôle du détachement de liaison du génie est d'être en coordination avec le bureau renseignement et opération de l'état-major, afin d'apporter une expertise pour l'utilisation du génie en amont et de conseiller le commandement lors de la conduite des opérations. En attendant la première capacité de Fouille Opérationnelle Spécialisée (FOS), le 2^{e} REG mène ses propres expérimentations. Les sapeurs légionnaires partent à l'attaque des réseaux des taliban pour ne pas subir leurs actions. Il s'agit alors de « *priver les insurgés*

d'une partie de leurs moyens ». Les fouilles permettent de saisir du matériel indispensable à la confection des engins explosifs improvisés mais aussi de l'armement, de l'argent, des munitions… et de reprendre l'initiative en privant l'ennemi de ses ressources. Les chiens du détachement cynotechnique apportent leur contribution. Sur le terrain, la collaboration entre les différentes spécialités de l'arme de terre se déroule parfaitement bien. Ce point est tout particulièrement travaillé en amont du départ pour l'Afghanistan. Lors de la mise en condition avant projection et sur le terrain en Kapisa, les éléments d'infanterie et du génie travaillent en détachement interarmes. Chaque section est détachée auprès d'une compagnie implantée sur une base opérationnelle avancée (Nijrab ou Tagab). Puis les groupes qui la composent travaillent au profit des sections d'infanterie. « *Entraîné et habitué à la manœuvre d'infanterie,* souligne le capitaine Péchera, *[le groupe du génie] ne constitue pas un fardeau pour le chef de section mais une capacité de manœuvre complémentaire. Il [lui] permet […] une plus grande liberté d'action immédiate. Il permet un gain de temps pour ne pas rompre le rythme de la manœuvre en attendant les renforts, ce qui est aussi un gain de temps pour la sûreté de la troupe* ». Ce travail en commun fait naître une connaissance et une confiance mutuelle entre les deux armes. Des liens très forts de camaraderie au feu se développent et perdurent même longtemps après la fin de la projection. Combattre aux côtés de l'infanterie suppose un bon niveau d'entraînement au combat embarqué et débarqué ainsi que du matériel identique (armement, aide à la visée, optiques de nuit,

postes de radios individuels) : « *L'ennemi ne distingue pas les armes d'appartenance. Il s'attaquera à tout objectif d'opportunité* ». Cette remarque faite de nombreuses fois avant l'embuscade d'Uzbin commence à rencontrer un écho. Progressivement, les équipements sont alignés sur les mêmes standards, rendant les sapeurs et l'infanterie réellement interopérables. Des problèmes de disponibilité du matériel en métropole pour la préparation opérationnelle perdurent toutefois jusqu'à l'été 2011.

Pour la première fois en Afghanistan, les Français déploient un ensemble de nouvelles capacités de lutte contre les engins explosifs improvisés. Le génie doit proposer « *des combinaisons d'actions adaptées qui vont permettre à la force au mieux de retrouver sa capacité d'initiative, au pire d'atténuer les effets des attaques* ». Les interventions des démineurs permettent de neutraliser les bombes artisanales. Les fouilles privent les taliban de moyens techniques pour concevoir leurs engins. Elles permettent de recueillir des renseignements précieux : « *La découverte d'un système de radiocommande a permis [...] d'anticiper et de revoir l'emploi des brouilleurs avant qu'une attaque n'ait lieu*[133] ». L'officier spécialiste de l'armement et des explosifs qui collecte tous ces indices à la manière de la police scientifique, alimente une base de données qui permet de confondre les poseurs de bombes. La sensibilisation au danger des engins explosifs improvisés et des conduites à tenir en cas d'attaque, est un complément indispensable à la préparation opérationnelle des soldats français. Progressivement, se dessine un ensemble très cohérent. Les 3 et 4 avril 2009 arrivent à Kaboul les

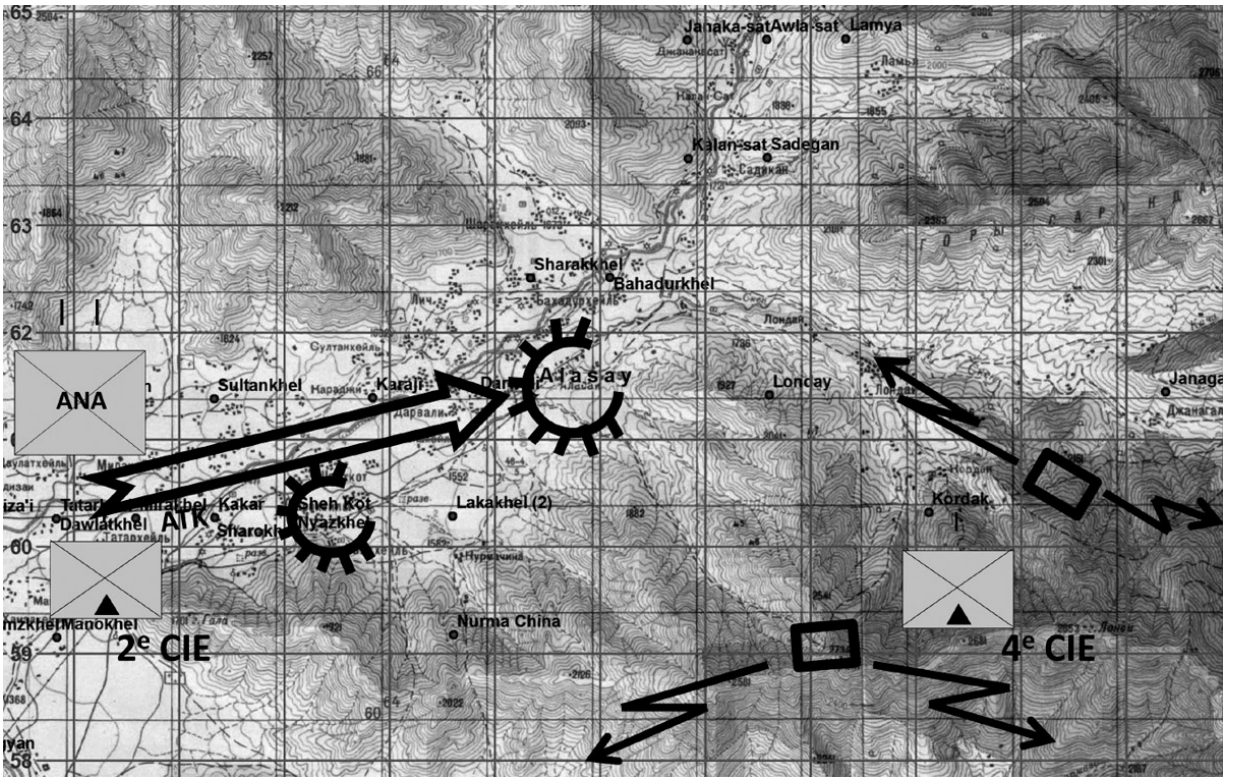
véhicules[134] de la 6e compagnie de contre-minage du 1er RG. Le Détachement d'Ouverture d'Itinéraire Piégé (DOIP) entame son premier mandat. Des moyens mécaniques de reconnaissance d'axes sont disponibles pour faire échec aux engins explosifs improvisés. La projection de la première capacité de fouille opérationnelle spécialisée du 17e RGP n'intervient que le 11 avril 2009, vers la fin du mandat de la TF *Tiger*. Les trois composantes de la lutte contre les bombes artisanales prennent progressivement forme sur le terrain : « entraîner les forces » (*Train the Force*), « attaquer le réseau » (*Attack the Network*) et « mettre en échec l'engin explosif » (*Defeat the Device*). L'arrivée en Afghanistan de deux nouvelles capacités pose de sérieux problèmes. Comme il n'y a pas eu d'instruction et d'entraînement en commun avant la projection, les chefs rechignent à les utiliser. Au feu, il n'y a plus de temps à perdre, les réflexes acquis priment. La mise en condition avant projection doit encore intégrer toutes ces innovations. Malgré des progrès indéniables, certains sujets sensibles demeurent sans solutions. Les procédures opérationnelles en Afghanistan continuent de poser des problèmes. Les chefs de groupe n'ont toujours pas les qualifications suffisantes pour détruire des munitions non explosées en cours d'opération. Les maigres ressources en démineurs spécialisés sont souvent sollicitées. Cette perte de fluidité de la manœuvre, qui implique des risques supplémentaires pour la troupe immobilisée, incite l'école du génie à se pencher sur la refonte des qualifications en déminage et leur alignement complet sur les standards de l'OTAN.



Carte 8 – Carte de la vallée d'Alasay[135]

Pour conclure sur l'utilisation du génie de la TF *Tiger* dont l'action marque une véritable évolution dans l'utilisation de cette arme en Afghanistan, revenons sur l'opération *Dinner Out*. L'objectif de cette opération épicentre du mandat de la TF Tiger est d'installer deux postes de combats avancés[136] de l'armée nationale afghane au cœur de la vallée d'Alasay afin d'en assurer le contrôle. Le premier poste doit être implanté à l'est du village de Shehkut pour tenir l'axe sud. Le second est prévu à l'emplacement de la prison d'Alasay. Pour le colonel Le Nen : « *Le succès de l'opération repose sur une manœuvre qui combine la saisie des hauteurs sud de la vallée, une attaque par l'axe qu'elles surplombent, et une action simultanée sur l'entrée et le fond de la vallée. Il*

s'agit de déstabiliser les deux lignes de défense des insurgés articulées sur les villages de Darwali et d'Alasay en les menaçant simultanément à partir des hautes et de leurs arrières[137] ». Les autorités de la vallée sont prévenues de l'opération afin de permettre aux populations de se retirer. Le colonel lance un défi aux taliban. Il espère que ceux-ci, ne voulant pas perdre la face, vont accepter le combat. Ils perdraient ainsi l'initiative et se sortiraient de leur position asymétrique. Le 14 mars 2009, à 4 h 30, la 4e compagnie de la TF *Tiger* est héliportée sur les crêtes sud de la vallée d'Alasay avec la section du génie du 2e REG. Ils se répartissent à l'est et à l'ouest du Karat Kuhe (2 754 mètres), son point culminant. Sa mission est d'assurer une couverture face au sud et à l'est et d'appuyer l'attaque principale conduite par une compagnie de l'armée nationale afghane et la 2e compagnie du 27e BCA.



Carte 10 – Schéma de l’opération *Dinner Out* de la TF *Tiger*[138]

L’adjudant B4337 fait partie des sapeurs légionnaires déployés sur les hauteurs : « *Pour cette opération, nous n’avons pas fait d’ouverture d’itinéraire. […] Notre rôle dans un premier temps était de vérifier qu’il n’y avait pas de mines sur la position […]. On a attendu le jour pour voir. Il n’y avait rien. Nous devions rester trois jours. Nos sacs étaient donc très lourds et il fallait aussi nous installer*[139] ». À la même heure, la section de commandos, qui éclairent la progression des éléments de l’axe sud et de la vallée d’Alasay, arrive à proximité du village de Tatarkhel. La 2e compagnie s’empare du verrou de Shekut. Des chasseurs alpins s’installent immédiatement en appui à mi-pente sur les hauteurs dominant le village. À 7 h 14, la première ligne

de défense Taliban retranchée dans le village de Darwali ouvre le feu. Dans le même temps sur la crête sud, les événements se précipitent. « *Nous étions en train de construire des postes de combat* », raconte l'adjudant B4337, « *Mais nous avons fait une erreur monumentale. Il faisait chaud, donc nous avions enlevé le casque et gilets puis… ça n'a pas loupé ! Une heure après ça tirait ! On a eu de la chance de ne pas être touché […]. J'ai eu juste le temps de prendre mon casque et mon FAMAS. Le gilet est resté là-bas… j'ai couru le plus vite que j'ai pu, vingt mètres derrière, derrière un gros caillou. Devant moi, il y avait deux soldats qui avaient commencé un trou. Ils sont restés couchés deux heures là-bas sans bouger*[140] ! ». Des tireurs d'élite Taliban s'attaquent aux éléments placés en hauteur. Ils sont rejoints par des groupes pour déloger les Français de cette position stratégique. « *On a riposté* », souligne l'adjudant, « *puis j'ai pu récupérer mon gilet. Mais rapidement, ils ont essayé de nous contourner. Alors on a demandé un largage de bombes par l'aviation […]. Les combats se sont déroulés jusqu'à minuit*[141] ». À 8 h 30, la 2e compagnie se rend maître du village d'Alasay, déserté par ses habitants. Les accrochages se poursuivent toute la matinée. À 12 h 51, sur les hauteurs sud, un des tireurs de missile « Milan » est blessé par un sniper Taliban : « *Le tireur Milan a eu deux balles qui sont passées pas loin de sa tête et qui ont fini dans le poste de tir. Il est tombé. On croyait qu'il était mort… En fait, ce sont des éclats qui l'avaient touché. Un hélicoptère américain a réussi à l'évacuer. À la fin, il n'y avait pas de mort, c'est le plus important*[142] ». Dans l'après-midi, après une brève accalmie,

les tirs reprennent sur les crêtes que les taliban veulent reprendre coûte que coûte. À 17 h 56, un VAB équipé d'un canon de 20 millimètres est touché par une roquette antichar. Le caporal-chef Nicolas Belda du 27e BCA est tué sur le coup. Sur les crêtes, l'aviation permet de repousser les offensives adverses. La 4e compagnie et les éléments du génie reçoivent l'ordre de se replier vers minuit. Mais il y a un problème. Les Américains refusent d'envoyer des hélicoptères, la situation est trop risquée. « *On avait demandé de tout laisser sur place avant de redescendre* », raconte l'adjudant. « *J'avais l'explosif nécessaire pour tout faire sauter. Le commandement a refusé. Du coup, on a été obligé de descendre nos putains de sacs, les mitrailleuses 12.7, les munitions... Je vais vous dire... j'ai jamais autant ramassé de ma vie ! Plus bas, une autre unité nous a guidés. Nous en sommes sortis indemnes*[143] ». Les sections mettent trois heures pour parcourir 500 mètres de dénivelés négatifs avec plus de 50 kilos à dos d'homme. Un peu avant 6 heures, les taliban reprennent le combat vers le cimetière mais ils sont vite neutralisés par les commandos de montagne et les chars AMX 10-RC[144]. Le 15 mars à 6 h 27, les soldats de la 1re compagnie du bataillon afghan s'emparent des crêtes qui dominent au sud-est la vallée d'Alasay. À 8 h 50, une autre compagnie de l'armée nationale afghane appuyée depuis les hauteurs se déploie sur un verrou dominant à l'est le village et l'entrée des vallées de Spée et de Skent. De cette position, elle domine les débouchées des deux sous-vallées dans lesquelles se sont réfugiés la majorité des taliban. Dès le 15 mars à 10 heures, les travaux de construction des postes de combat

avancés débutent. Le premier à être terminé est celui de la prison d'Alasay. Le génie est mis à profit : « *Après le succès de l'offensive, le terrain ne pouvait être laissé libre sous peine d'y voir les insurgés y reprendre pied*, explique le capitaine Péchera du 2e REG. *Le durcissement planifié d'un poste au profit de l'armée afghane [...] a permis d'installer durablement les forces afghanes. [Ils] forment une tête de pont utile pour poursuivre les opérations vers le fond des vallées ainsi que pour cloisonner le terrain et contenir les combattants insurgés dans les zones désignées par le commandement*[145] ». À cette occasion, le tracto-chargeur MPG est le véhicule du génie le plus adapté malgré son âge avancé : « *Souffrant de faiblesses mécaniques dues à son ancienneté, il est délicat d'engager cet engin hors des [bases opérationnelles avancées]. Sa vitesse ralentit les convois et en cas de panne se pose la question de son évacuation*[146] ». Pourtant, il se révèle encore une fois indispensable. Ses 24 tonnes lui permettent de franchir des pistes interdites à d'autres engins et son godet performant possède la capacité d'élever deux rangées de *Bastion Wall.* En fin d'opération, « *il a été le seul engin capable de dégager un VAB prêt à basculer en contrebas d'une piste*[147] ». Les savoir-faire de bâtisseur du génie, principalement utilisés jusqu'alors pour la protection de la force, s'expriment de nouveau au feu. À midi, la population réinvestit le village d'Alasay, signe d'une normalisation. Le 17 mars à 18 heures, le poste est terminé. Une action civilo-militaire se déroule conjointement avec l'armée afghane pour faire retomber la pression des combats. Les travaux du second poste de combat avancé de Shehkut débutent le 18

mars au matin et s'achèvent trois jours plus tard. Le 23 mars 2009, les taliban demandent une trêve pour récupérer leurs morts. Du 19 au 23 avril, lors de l'opération *Sunny Days*, un nouveau poste opérationnel avancé baptisé Belda est construit sur les hauteurs du village d'Alasay. Les sapeurs en profitent pour fouiller la position défensive baptisée « Château fort », sans se douter que deux ans plus tard, leurs homologues du 2e REG viendraient se battre au même endroit. Le bilan de l'opération *Dinner Out* est largement en faveur de la coalition. Les insurgés comptent 37 morts et 40 blessés. Ils perdent aussi, momentanément, le contrôle de la vallée d'Alasay. À la fin de son mandat, le colonel Le Nen est optimiste : « *Ils évitent le contact avec les forces de la coalition et accentuent leurs efforts sur les attaques par [engins explosifs improvisés*[148]*]* ». Malgré cette réussite, le colonel constate qu'il a toujours été forcé de réagir contre un ennemi en réaction, qui attaque deux heures en moyenne au début de chaque opération après avoir analysé le dispositif. Pour conserver l'initiative en toute circonstance, il souligne le manque d'effectif du bataillon interarmes et plaide pour l'ajout d'une compagnie supplémentaire. La veille de son départ, il avait dû annoncer à la 1re compagnie qu'elle restait en France[149]. Cette diminution des effectifs est un frein à la capacité de contre-réaction aux manœuvres de l'adversaire. Le 13 juin 2009, la TF *Tiger* réalise sa dernière opération : *Britany Tiger*[150] Les militaires du 201e corps de l'armée nationale afghane et les soldats français mènent une opération conjointe de sécurisation dans la vallée de Bédraou au sud de la base opérationnelle avancée de Tagab, considérée comme une

zone de transit pour les taliban. Les troupes au sol sont appuyées par des moyens aériens de coalition : drones, hélicoptères, avions de combat. Au cours de cette opération, deux accrochages se produisent : le premier lors de la mise en place du dispositif et le second au moment du départ en début d'après-midi. Parallèlement, des opérations de fouille permettent l'arrestation d'un important chef insurgé, ainsi que la découverte de deux caisses de munitions de 12,7 millimètres et d'un engin explosif improvisé de seize kilos. Durant cette opération, l'équipe des actions civilo-militaires françaises et l'équipe de reconstruction provinciale américaine distribuent de l'aide aux enfants du village de Shatoray. Le TF *Tiger* se retire quelques jours plus tard, avec le sentiment d'avoir fait progresser la contre-insurrection en Kapisa.

Les acquisitions en urgence opérationnelle de l'année 2008 et du début de l'année 2009, permettent aux forces françaises d'amorcer une s'adapter aux conditions du combat en Afghanistan. Le pouvoir politique leur donne des moyens financiers pour mener ce combat. Dans le cadre de la lutte contre les engins explosifs improvisés, 135 brouilleurs sont achetés et cinq véhicules « Buffalo ». Le 23 janvier 2009, 60 systèmes de tourelles téléopérées avec une mitrailleuse de 12,7 mm[151] arrivent à Kaboul pour équiper les VAB des équipes de liaison et de mentorat opérationnel. Le 17 avril 2009, ils sont tous opérationnels. Des kits de protection sont acquis par l'armée française pour son parc logistique et ses Petits Véhicules Protégés (PVP[152]). Le détachement logistique, particulièrement exposé, n'est pas oublié. Il reçoit 22 camions suédois de

marque « Scania » avec une cabine blindée. Malgré tous ces efforts, les engins explosifs improvisés continuent de tuer. Les équipes de liaison et de mentorat opérationnel sont frappées le 11 février 2009, lorsque le capitaine Fabrice Sonzogni du 35e RAP trouve la mort dans la région du Logar. L'équipement individuel du combattant est encore amélioré. Outre la tenue « Felin », 93 radios cryptées et 24 lance-grenades de 40 millimètres[153] sont acquis. L'artillerie complète ses dotations avec 4 000 obus éclairants et infrarouges. Le 10 janvier 2010, les drones « Harfang » sont déployés en Afghanistan. Pour améliorer encore les capacités de renseignement des forces françaises, deux drones de reconnaissance au contact (DRAC) et Skylark sont achetés. Un complément de bombes guidées par laser est destiné aux avions « Rafale » de l'armée de l'air. Le 15 juin 2009, Pamir XXI relève Pamir XX. La TF *Tiger* laisse place à la TF Korrigan, sous le commandement du colonel Chanson du 3e RIMA.

La *Task Force* Korrigan : les sapeurs de marine au combat en Kapisa

La campagne d'été 2009 débute et elle porte en elle de nombreuses interrogations : les taliban déclinent-ils vraiment en Kapisa ? Ne vont-ils pas profiter du retour de la végétation dans les vallées pour profiter des couverts et relancer la guérilla ? Les six mois qui suivent apportent toutes les réponses à ces questions. Comme le souligne le Pr Jauffret, « *l'été 2009 est marqué par une moyenne d'une attaque tous les deux jours dans le secteur français*[154] ».

Pour réaliser son mandat, le 3e RIMA est renforcé d'unités de la 9e BLBMa dont une compagnie du 6e RG pour l'appui génie[155]. La TF Korrigan est subordonnée pendant cinq mois à la 82e division aéroportée américaine avant de passer aux ordres du premier mandat de la *Task Force* Lafayette commandée par le général Marcel Druart. Il est constitué d'un état-major, d'une unité de commandement et de logistique, de deux compagnies interarmes ainsi que de moyens d'environnement. Les troupes de marine évoluent avec plus d'aisance dans un contexte interallié où les procédures sont bien rodées. Les 28 et 29 juin 2009, le bataillon participe à l'opération *Queen's Pain*[156]. Cette mise en sécurité des vallées d'Afghanya et de Ghayne requiert la participation de 450 soldats français et américains accompagnés d'une centaine de militaires des forces de sécurité afghanes. Au final, elle permet de récupérer 15 fusées d'obus de mortier de 82 mm. L'équipe des actions civilo-militaires française en profite pour distribuer des couvertures et de la nourriture à 150 familles de la région de Garay. Une aide médicale gratuite est fournie au profit de 70 patients de la région. Cette « mise en jambe » dans des vallées secondaires réputées comme calmes, permet au bataillon de prendre contact avec le théâtre d'opération. Durant tout le mandat, la TF Korrigan conduit 12 opérations engageant le bataillon en entier et 25 de niveau compagnie[157]. Rapidement, le rôle du génie est de nouveau central. Alors que le nombre d'attaques par engins explosifs improvisés est resté stable durant les deux premières rotations françaises en Kapisa, les taliban font évoluer leurs tactiques. Entre mai et juin 2009, une augmentation de 300

% des incidents liés à l'utilisation des bombes artisanales est constatée[158]. L'offensive américaine dans le Halmand et l'approche de l'élection présidentielle laisse craindre un été meurtrier. Effectivement, les combats s'intensifient. Loin d'être à genoux après l'offensive d'hiver menée par la TF *Tiger*, les taliban de Kapisa intensifient leurs actions. Les combats du mois de mars n'ont ni réduit le nombre de combattants, ni leur emprise sur la population. Cette capacité de régénération des insurgés pose question. La réalité de l'insurrection menée par les taliban est-elle conforme à l'idée que s'en font les Occidentaux ? Pour l'historien Guillaume Lasconjarias, qui consacre une étude au mandat du 3e RIMA, des nuances doivent être apportées. Le concept de « zone sanctuaire » ne lui semble pas pertinent : « *La notion de zone-refuge, chère aux théoriciens français de la contre-insurrection, se fonde sur des études particulières liées au contexte des guerres révolutionnaires des années 1940-1970 [...]. Or ce modèle ne semble guère efficace sinon en Afghanistan, du moins en Kapisa [...]. Point n'est besoin pour les insurgés de quitter le terrain [...]. Il lui suffit de se fondre dans la population, de s'y dissimuler*[159] ». Le taleb et l'habitant de la vallée ne font souvent qu'une et même personne. Combattre militairement l'insurrection comporte un effet pervers. Le code d'honneur pashtoun qui incite à la vengeance et la présence de troupes étrangères « infidèles » sont des puissants vecteurs de rejet de la coalition par la majorité de la population.

Le colonel Chanson fait évoluer les procédures tactiques de la TF Korrigan pour mieux prendre en compte cette réalité. Tout l'enjeu est de conserver la population comme

centre de gravité du conflit, tout en articulant au mieux le développement économique et la pression nécessaire pour contrarier les insurgés. « *Le 3e RIMA, dès le début, a envisagé de frapper les esprits plus que les corps* », remarque Guillaume Lasconjarias[160]. Son chef de corps construit les opérations selon le principe de la « contre-réaction ». Partant du principe que les taliban disposent d'une supériorité en terme de déplacement, qu'il est impossible de les surprendre[161] et qu'ils agissent en réaction aux mouvements de ses soldats[162], le colonel Chanson conclut que leurs actions sont prévisibles. Il en déduit que « *l'ouverture du feu peut être laissée à l'adversaire afin qu'il dévoile ses intentions. La reprise de l'initiative revient à réaliser une contre-réaction, véritable effet majeur de notre manœuvre*[163] ». L'effet de surprise sur l'adversaire n'est pas recherché durant la mise en place initiale des forces, mais dans la manœuvre de contre-réaction. Le colonel Chanson la scinde en deux temps (manœuvre à « double détente »). Le premier consiste à « *armer le dispositif* », en provoquant l'ennemi afin qu'il se dévoile. Le deuxième temps, « *actionner la détente* », est le déclenchement de l'action principale par la coalition. L'anticipation de la réaction de l'adversaire permet de choisir un terrain d'engagement favorable. Une réserve doit être conservée afin de pouvoir faire face à tout imprévu. Rien n'est laissé au hasard : « *La manœuvre de contre-réaction est anticipée, planifiée et répétée. Elle ne peut se dérouler que sur une solide base de renseignements et limite autant que possible les impondérables de la conduite*[164] ». L'objectif de la contre-réaction est moins de

détruire l'adversaire, que de le repousser en rendant sa défaite démonstrative aux yeux de la population. « *Si les insurgés qui prétendent protéger la population, se débandent et quittent la zone après un engagement,* souligne Guillaume Lasconjarias, *c'est leur crédibilité – plus que leur potentiel militaire et humain – qui est touché, et dans une culture de l'honneur et du haut fait guerrier, ce genre d'abandon blesse plus sûrement sans doute que des balles*[165] ». En mettant en avant les forces de sécurité afghanes à leurs côtés, les marsouins de la TF Korrigan cherchent à faire admettre à la population que les forces étrangères apportent une aide et des moyens aux forces afghanes légitimes. Ce volet militaire de « *mise en scène de la défaite des taliban* » s'accompagne d'actions de développement économique pour rechercher l'adhésion de la population. Durant son mandat, le 3e RIMA fixe comme objectif principal la construction d'un axe asphalté entre Tagab et Alasay. La réalisation de ce projet présente trois avantages. Une route goudronnée permet de limiter la pose d'engins explosifs improvisés[166], tout en accentuant la liberté de manœuvre et en raccourcissant les délais d'intervention. Elle contribue au développement économique, qui crédibilise l'action du gouvernement afghan et de ses alliés. Elle favorise, enfin, l'implication des acteurs locaux. Reposant sur l'action d'une équipe de reconstruction provinciale américaine, cette entreprise rencontre de nombreux obstacles. L'insécurité est telle que le budget explose. En employant de la main-d'œuvre locale, les commanditaires s'exposent à subir un rythme de travail extrêmement lent. Les taliban, en prélevant des impôts sur

les entreprises sous contrat avec la coalition, financent aussi leur insurrection. Localement, de nouveaux groupes armés sont constitués pour protéger les chantiers. Il s'agit des équipes d'entretien des routes ou *Road Maintenance Team* (RMT). Ces milices ne sont pas rattachées à l'armée ou à la police afghane dans un premier temps. Elles posent le problème du réarmement de la population. En réintroduisant des armes en nombre dans les vallées, cette initiative peut provoquer l'émergence de nouvelles bandes armées irrégulières[167]. L'OTAN accepte de prendre ce risque.

Les trois priorités de la TF Korrigan durant ces six mois sont : la lutte contre les engins explosifs improvisés, le principe de contre-réaction et l'impulsion d'un développement économique. Contrairement à l'approche offensive progressive dite de la « tache d'huile » de plus en plus consommatrice de moyens à mesure que la zone s'étend, le colonel Chanson cherche à promouvoir une approche indirecte acceptée par la population. Elle débouche sur une attitude moins agressive et intrusive[168]. Il ne remet pas pour autant en cause l'entraînement des soldats tournés vers les actions offensives : la contre-insurrection en Kapisa reste une succession d'opérations de guerre.

La compagnie du 6e RG placée sous le commandement du capitaine Bertrand Peytavin est plongée dans un contexte où « *la menace des engins explosifs improvisés est omniprésente et propulse [le génie] au premier plan d'une opération éprouvante et exaltante à la fois*[169] ». Le détachement est constitué de section à trois groupes, d'un

détachement de reconnaissance, d'une équipe de spécialistes de l'armement et de deux équipes de démineurs spécialisés. En plus de ces éléments habituels, elle est renforcée par un groupe de fouille opérationnelle spécialisée et d'un groupe d'ouverture d'itinéraire piégé[170].

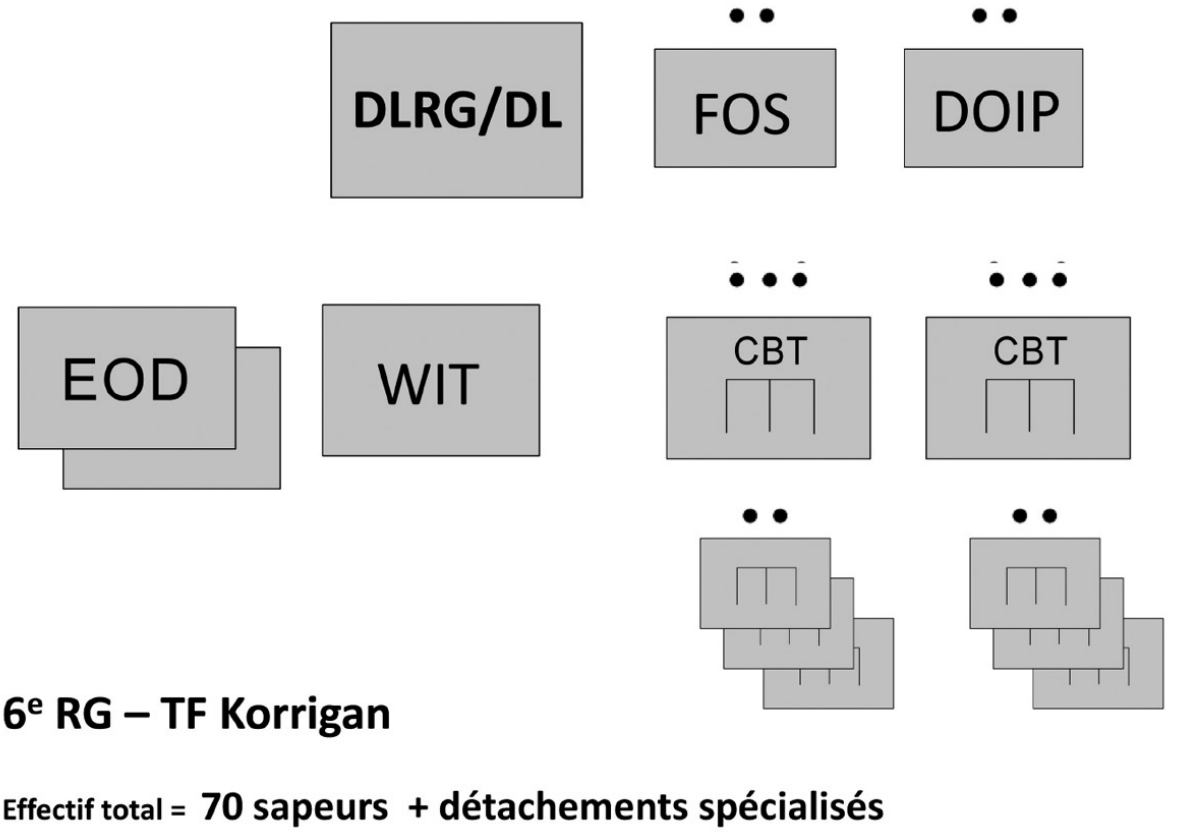


Figure 27 – Composition du détachement génie de la TF Korrigan et des éléments détachés

Des problèmes d'effectifs apparaissent : « *La norme, pour appuyer convenablement une compagnie d'infanterie, est de disposer d'un groupe génie pour une section d'infanterie. Ne disposant que de trois groupes pour quatre*

sections d'infanterie, il devenait impératif de se concentrer sur l'essentiel et d'utiliser au mieux tous les moyens dont nous disposions. Les outils étaient présents mais peu rodés encore au conflit afghan puisque le Buffalo et la fouille opérationnelle spécialisée étaient arrivés en avril 2009[171] ». Ces moyens spécialisés sont sous commandement direct du capitaine, qui cumule les fonctions de chef du détachement de reconnaissance et de conseiller génie. Les deux sections sont détachées auprès des compagnies interarmes à Tagab et Nijrab pour favoriser « *[l]'intégration du génie dans les sous-groupements* ». Le capitaine devient le chef organique mais non tactique de ses sections qui dépendent pour cela des compagnies interarmes[172]. La mission, qui retient l'attention de tous, est la lutte contre les engins explosifs improvisés, au point de reléguer au second plan les autres attributions du génie : « *Les sapeurs se sont focalisés sur cette menace, délaissant quelque peu le volet d'aide au déploiement [...]. Le sous-effectif en élément génie, combiné à ce besoin quotidien d'ouvrir les itinéraires, a rapidement relégué au rang d'activité secondaire voire dérivative tout ce qui ne permettait pas de réduire le risque* ». En Kapisa, le colonel Chanson tient compte de cette menace dans la conduite de ses actions. Il augmente la durée des opérations pour limiter les déplacements en véhicules (souvent de nuit) et les délais d'ouverture d'itinéraires. Les infiltrations se font à pied. Les délais de vérification des axes sont intégrés dès la conception de la manœuvre. Le nombre de zones où sont déployés les appuis (chars, tireurs d'élite...) est réduit pour ne pas perdre du temps à les contrôler. Les grands axes de communication[173]

sont systématiquement vérifiés ainsi que les « points chauds[174] », c'est-à-dire les endroits considérés comme dangereux (passage busé, pont, zone de travaux...). Les opérations de fouilles et les actions civilo-militaires sont choisies de telle manière à avoir des effets directs sur la lutte contre les engins explosifs improvisés (ciblage[175] d'un poseur de bombe ou d'un village considéré comme une zone acquis à l'insurrection). L'organisation des opérations militaires d'influence doit tendre vers le même but : la neutralisation de ces engins. Le colonel Chanson intègre cette menace dans un contexte tactique général : « *Il est illusoire de croire que la solution [au problème des engins explosifs improvisés] est principalement technique. Il s'agit plus certainement d'une dialectique dont le perdant sera celui qui renoncera à penser en termes tactiques*[176] ». De juin à décembre 2009, les sapeurs de marine sont confrontés à 54 incidents dans la province de Kapisa. Six VAB du bataillon subissent des attaques provoquant la mort de trois marsouins.

Les opérations du bataillon et les contributions du génie sont nombreuses durant ce mandat. Le 13 juillet 2009, les sapeurs détruisent trois engins explosifs improvisés d'une vingtaine de kilos, réalisés de manière artisanale[177] et placés dans des bidons en plastique[178]. En préparation des élections présidentielles afghanes, la TF Korrigan reconnaît les lieux de vote et recueille le sentiment des chefs de village sur le processus démocratique en cours. Les 26 et 27 juillet 2009, elle mène l'opération *Mille Sabords*[179] articulée autour d'une centaine de militaires et de policiers afghans, appuyés par 300 soldats français et américains dans la zone

de Gadakheyl en vallée de Bédraou. Lors du désengagement, un accrochage se produit avec les taliban. Cette deuxième élection présidentielle risque d'être celle de la désillusion après sept années de reconstruction sans effets réels sur le quotidien de la vallée. Rien ne transpire dans nos sources, sur le ressenti de la population. Le 1er août 2009, la TF Korrigan mène une opération conjointe franco-afghane en vallée de Ghayn, dans la ville de Ghayne Pain près de Nijrab. Ils sont accrochés par les taliban. Les forces de la coalition combattent durant plus d'une heure et demie avant que leur adversaire ne décroche. Le caporal Antony Bodin du 3e RIMA est tué et deux autres marsouins sont blessés. Ce sont les premières pertes de ce mandat. À Kaboul le 3 août 2009, trois camions d'artillerie autoportée « Caesar » sont acheminés par voie aérienne. Douze jours plus tard, ils reçoivent leur certification opérationnelle et peuvent être convoyés dans les bases opérationnelles françaises. Ils rejoignent les trois hélicoptères « Tigre » du 5e Régiment d'Hélicoptère de Combat (RHC) qui, arrivés le 26 juillet, sont déclarés opérationnels le 10 août. Ce sont de nouveaux moyens coercitifs de haute technologie qui sont projetés en Afghanistan pour appuyer les actions de l'armée française. Le 3 août 2009, un nouveau marsouin est touché durant une opération de surveillance et de dépollution des routes. Les Français sont pris à partie par les taliban depuis le village de Jalokhyel. Alors que le mandat de la TF *Tiger* avait permis de prendre l'ascendant semble-t-il, dans la vallée d'Alasay, tout est déjà à refaire[180]. Du 6 au 8 août, la TF Korrigan mène en réponse à cette agression l'opération *Brest Thunder*[181] en vallées d'Alasay et de Spee. Appuyée

par environ 300 militaires français et les moyens aériens de la coalition[182], l'armée afghane réalise une opération de contrôle de zone et de reconnaissance. Le 6 août, les soldats se déploient en vallée d'Alasay. Le lendemain, les éléments afghans prennent la tête du dispositif de reconnaissance en direction de la vallée de Spee. Au cours de la progression, un combat s'engage avec des groupes taliban, qui recherchent également l'imbrication avec les éléments français déployés sur les hauteurs. La mise en œuvre des appuis aériens et de l'artillerie française permet de juguler cette menace. En fin de matinée, les forces afghanes et françaises sont redéployées en vallée d'Alasay. L'opération se poursuit avec des accrochages jusqu'en fin d'après-midi. Le 8 août 2009, les Français organisent une action d'aide médicale gratuite en faveur de la population. Parallèlement, les militaires afghans tiennent une *Shura* avec les anciens et les chefs des villages de la vallée. Ces derniers rapportent que les insurgés ont subi un nombre important de pertes durant les combats de la veille[183]. Entre le 15 et le 18 août 2009, de nombreux attentats ébranlent Kaboul. Les taliban menacent de représailles les Afghans qui se déplaceraient pour voter. Le 20 août 2009, la participation est très faible dans leurs bastions du sud et dans les vallées sous leur contrôle. Le 26 août, entre minuit et 10 heures du matin, la TF Korrigan, agissant en soutien de la police nationale afghane, découvre une cache d'armes dans le village de Babarkhwaja, au nord-ouest de la vallée de Bédraou. Lors de cette opération de fouilles, la police afghane arrête un trafiquant d'armes. Les soldats français saisissent deux fusils automatiques, ainsi qu'un important

stock de munitions. Cette réussite contribue à affaiblir l'insurrection, tout en sécurisant la construction de la route dans la vallée de Kapisa[184].

Deux jours plus tard, le bataillon mène une opération sanitaire en vallée d'Afghanya. Appelée *Friendly Fox*[185], son but est de vacciner tous les enfants du village de Karbuly contre la fièvre typhoïde. Les 31 août et 1er septembre 2009, dans le cadre de l'opération *Sand Storm*[186], la TF Korrigan intervient pour assurer la sécurité de la construction de la route en vallée d'Alasay. Le 4 septembre, un VAB transportant des marsouins du 3e RIMA saute sur un engin explosif improvisé entre Nijrab et Bagram. Deux soldats sont tués : le caporal-chef Johan Naguin et le sergent Thomas Rousselle. Du 7 au 9 septembre, la TF Korrigan réalise l'opération *Highway Men* dans la vallée de Tagab[187]. Son objectif est de renforcer la sécurité le long de la route principale reliant la base de Nijrab à celle de Tagab, axe logistique régulièrement visé par les taliban. Les 15 et 16 septembre, le bataillon conduit l'opération *Rusty Hull*[188] dans le fond de la vallée de Bédraou. Il s'agit de montrer l'action des forces de sécurité afghanes et leur rôle dans la protection des chantiers de construction des routes et de permettre des recherches de munitions dans le village de Myakhel. Les 26 et 27 septembre sont des journées noires pour les Français en Afghanistan. Trois soldats de la TF Korrigan sont tués par les éléments naturels (foudre et noyade) lors d'une opération de reconnaissance nocturne. Il s'agit du caporal Kevin Lemoine (3e RIMA), du brigadier-chef Gabriel Poirier (13e Régiment de Dragon Parachutiste [RDP]) et de l'adjudant-chef Yann Hertach (13e RDP[189]). Le 29

septembre, le bataillon interarmes réalise l'opération *Camel Trophy*[190], qui consiste en une reconnaissance offensive de l'axe Vermont entre la base opérationnelle avancée de Tagab et le lac de Naghlu. Elle doit permettre de préparer l'installation de postes de police et de déterminer le tracé des futures voies de communication. Un accrochage survient qui permet aux canons « Caesar » de tirer leurs premiers obus sur le théâtre afghan[191]. Le 18 octobre 2009, le deuxième mandat de fouille opérationnelle spécialisée armé par le 1er REG remplace celui du 17e RGP. Quelques jours plus tard, entre le 25 et 26 octobre 2009, la TF Korrigan lance l'opération *Stairway* avec la TF américaine *Cyclone*, l'une des cinq brigades de combat du commandement régional-Est, le soutien de l'armée et de la police afghane[192]. Alors qu'elle est située dans la vallée d'Afghanya, à cinq kilomètres de Nijrab, son but est d'affirmer la présence et la liberté d'action des forces de sécurité afghanes dans la vallée. Une action civilo-militaire est réalisée au profit de la population. Cette opération se termine par un violent accrochage avec les taliban.

Le 1er novembre 2009, la brigade Lafayette est officiellement créée. L'ensemble des opérations de la TF Korrigan sont placées sous sa direction. Le bataillon paie un lourd tribut à la contre-insurrection en Kapisa avec 7 morts et 36 durant son mandat qui s'achève le 2 décembre 2009. La campagne d'hiver en Kapisa est capitale pour préparer un été 2010 qui s'annonce déjà extrêmement difficile. En Surobi, deux mandats se succèdent avant la création de la brigade. Le premier porte le nom de bataillon interarmes du 1er RI.

Le bataillon interarmes du 1er Régiment d'infanterie en Surobi

Le 7 février 2009, Pamir XXI prend la relève de Pamir XX. Le bataillon est placé sous le commandement du colonel Franck Chatelus. Suite au transfert de la responsabilité de la région de Kaboul opéré par le mandat précédent, son bataillon interarmes intervient principalement en Surobi, dans les vallées de Tizin, Jegdalay et Uzbin[193]. L'ossature du bataillon interarmes est fournie par la 1re brigade mécanisée, qui alimente aussi depuis le 24 janvier 2009, les effectifs de l'état-major multinational du commandement régional-capitale. Les éléments d'infanterie proviennent du 1er RI (512 militaires) et le génie de la 3e compagnie du 3e RG (79 sapeurs[194]). En ce premier trimestre 2009, l'ensemble des regards semble déjà être tourné vers la brigade Lafayette en préparation pour la fin de l'année. La base opérationnelle avancée de Tora poursuit son agrandissement. Le 6 février 2009 de nouveaux bâtiments d'hébergement de la troupe sont inaugurés[195]. Depuis l'été 2008, les effectifs français ne cessent d'augmenter et le regroupement prochain des forces en Kapisa et Surobi nécessite de manière urgente d'entreprendre des travaux. Entre juin 2008 et novembre 2009, les effectifs ne sont pas loin de doubler (2 200 à 3 750 hommes).

La construction de ces logements résulte de l'action menée par le Service d'Infrastructure de la Défense (SID). Par l'intermédiaire de la Cellule Soutien au Stationnement (CSS), il œuvre au profit de toutes les forces françaises présentes sur le théâtre. Conseiller du commandement en matière de stationnement, voire de déploiement, les

missions de la CSS comprennent la gestion des emprises (au sens domanial), le maintien en condition des infrastructures existantes et la réalisation d'infrastructures nouvelles. Sortie du génie, la compétence liée à l'infrastructure s'incarne dans cet organisme interarmes, qui semble éloigner la technique de construction du domaine tactique. Cette dichotomie peut être dommageable dans le domaine de la protection de la force sur un théâtre de guerre. Durant l'ensemble de son mandat, le bataillon interarmes du 1er RI mène 16 opérations majeures. Le 21 février 2009 se déroule « Grand Duc », première action d'envergure des Français : 550 soldats et plus de 60 véhicules blindés sont mobilisés pour cette opération de reconnaissance dans la vallée de Jegdalay. Le déploiement des militaires français débute par l'héliportage de nuit d'une section d'infanterie. Sa mission est de tenir un point haut afin d'assurer la sécurité de l'engagement de deux compagnies d'infanterie et de l'escadron de reconnaissance dans la vallée. Elle bénéficie de l'appui permanent de moyens aériens et des mortiers du 40e RA. Cette première opération est l'occasion d'établir des contacts avec la population. Il n'y a aucun accrochage avec les taliban[196]. Le 26 février 2009, le bataillon pénètre dans la vallée d'Uzbin. L'opération « Gerfaut[197] » a pour objectif de reconnaître les accès sud de la vallée, en prêtant particulièrement attention à la praticabilité des axes et aux possibilités de manœuvre. Il s'agit également de reconnaître les villages de la zone pour évaluer les besoins de la population. La dernière action civilo-militaire remonte à l'année 2007. Des moyens importants sont engagés : deux compagnies d'infanterie

accompagnées d'une section de l'armée afghane, un peloton d'éclairage et d'investigation, des appuis mortiers et une section du 3e RG. Encore une fois, le déploiement et le retour se passent sans problème. Lorsque les Français s'engagent en force, les insurgés hésitent à combattre. Du 11 au 13 mars 2009, le bataillon demeure en vallée d'Uzbin pour une opération d'influence[198]. Elle cherche à expliquer aux habitants l'action de l'armée afghane et la raison de la présence étrangère. Placé en surveillance du dispositif, les Français dialoguent avec les Afghans lors d'une grande *Shura* réunissant plus de 700 personnes, dont les chefs de villages. Les généraux Mc Kiernan et Stollsteiner, dirigeant respectivement la FIAS et le commandement régional-capitale, font le déplacement. « *Il s'agissait d'établir des contacts précieux en consolidant les liens entre les forces et les populations locales*, souligne le colonel Chatelus. *Il faut surtout expliquer le sens de notre mission et favoriser le dialogue avec les habitants*[199] ». L'opération se termine sans un seul accrochage, semble-t-il. Du 6 au 14 avril 2009, une nouvelle opération s'appelant *Quala Nizami* permet la mise en place d'un poste permanent en vallée d'Uzbin[200]. Elle mobilise près de 800 hommes de la coalition et de l'armée afghane. Son objectif est d'installer les forces de sécurité afghanes au cœur d'une vallée où les insurgés restent influents. La construction du poste nécessite d'importants travaux de terrassement, puis la mise en place d'une enceinte fortifiée. Les taliban ne sont pas restés inactifs cette fois-ci. Le bataillon français est « *constamment pris sous les tirs de roquettes, a dû faire face à de nombreux mouvements d'infiltration et mener*

quotidiennement des actions de combat dans les environs du plateau d'Hosaynkhel[201] ». Le 16 avril 2009, une opération intitulée « Effraye », menée conjointement avec les services secrets afghans, permet aux Français de découvrir une cache d'armes importante aux abords du village de Daran-e-Kuh[202].

Les taliban demeurent dangereux à Kaboul. Le 28 avril 2009, une roquette s'abat à proximité d'un parking dans le camp de *Warehouse*, faisant cinq blessés dont trois Français. Les 6 et 7 mai, le bataillon interarmes mène des reconnaissances à pied dans la vallée de Tizin dans le cadre de l'opération « Corneille ». Le 3e RG se distingue en ramassant de nombreuses munitions non explosées (roquettes, obus[203]...). Avec le retour de l'été, l'activité du bataillon interarmes du 1er RI ne faiblit pas. Du 1er au 4 juin 2009, il mène une nouvelle opération de grande ampleur en vallée d'Uzbin. Conduite par le commandement régional-capitale en coopération avec celui de l'Est, l'opération *Bloodhound* poursuit la mise en sécurité de la zone de Yakhdang et de Gaze Ulya. Elle veut démontrer à la population qu'il ne demeure plus de sanctuaires Taliban en Uzbin. Cette action débute par un héliportage de commandos de l'armée afghane et d'une compagnie du bataillon français sur les sommets. Les Français et Afghans entament alors la progression dans la vallée, contraignant les groupes insurgés à reculer vers le nord. Les unités commando de l'armée afghane sont en embuscade pour refermer la nasse. Lors des combats au moins 9 insurgés sont tués. L'équipe de fouille opérationnelle spécialisée du 17e RGP découvre une vingtaine de caches d'armes[204]. Sept

suspects sont arrêtés. Des actions civilo-militaires au profit de la population sont également menées dans les différents villages du fond de la vallée (amélioration des pistes, soins médicaux, construction de puits, distribution de vêtements et de kits scolaires). Une *Shura* est organisée pour expliquer à la population le sens et les objectifs de l'opération[205]. Du 11 au 12 juin 2009, lors de l'opération *Dabo 6*, le bataillon est accroché par des taliban qui ouvrent le feu depuis les crêtes du plateau de Rodbar. Les sapeurs du 3e RG se souviennent : « *[Nous étions] sur une piste étroite bordée de ravins, dans la vallée d'Uzbin, à l'est de Kaboul. […] Lors d'une patrouille, un véhicule de l'avant blindé est victime d'une sortie de route. L'engin se retrouve en position précaire. C'est alors qu'une quinzaine de taliban font feu, à l'aide de roquettes et de rafales de Kalachnikov* ». Les soldats du 1er RI accompagnés des sapeurs du 3e RG, n'ont que quelques secondes pour réagir. « *Nous avons formé comme une bulle à 360 degrés autour du VAB. Les sapeurs sont redevenus alors des soldats comme les autres. Et nous avons fait feu. L'accrochage a duré près d'une heure. Autant dire une éternité. Heureusement nous étions appuyés aussi par des tirs de mortiers depuis notre base, distante de quelques kilomètres*[206] ». Grâce à l'efficacité de la riposte, de nombreux taliban sont tués[207]. Le 22 juin 2009, les Français reviennent dans le village de Sper Kunday, objet de nombreuses opérations depuis dix mois. Une *Shura* en présence du général Stollsteiner, permet de présenter les projets de développement pour la région[208]. Le 27 juin, une autre grande réunion traditionnelle, initiée par le gouverneur du district de Surobi, se tient à Naghlu. Elle

présente les projets futurs envisagés par les experts français des actions civilo-militaires. Une enveloppe supplémentaire de deux millions d'euros est allouée par la France pour financer des projets de développement agricole dans le district de Surobi et dans la province attenante de Kapisa. Les attendus sont ambitieux. La France veut relancer l'agriculture dans la région, détruite par des années de guerre. Mais est-ce vraiment un objectif réalisable en l'état actuel des choses ? Quoi qu'il en soit ce sont plus de 130 villages et environ 10 000 familles qui en bénéficieraient. L'aménagement de culture en terrasse permettrait la plantation de près de 30 000 arbres fruitiers. La construction de celliers de stockage pour des fruits et légumes est prévue tout comme la réalisation de canaux d'irrigation. Des semences devraient être même distribuées[209]. La France fournit un effort sur le district de Surobi qu'elle pense pouvoir faire basculer du côté du gouvernement afghan. Le 3 juillet 2009, au camp de *Warehouse*, le colonel Benoît Durieux, chef de corps du 2e REI, relève le colonel Franck Chatelus. Avec l'arrivée des légionnaires, c'est une approche encore différente de la contre-insurrection qui se profile à l'horizon.

Le mandat de la *Task Force* Dragon ou la théorie du Mikado

Les effectifs de Pamir XXII sont articulés autour de la 6e BLB. Le 2e REI, régiment d'infanterie de la Légion étrangère, projette trois compagnies, soit 519 hommes. Le 1er REG fournit l'appui génie avec une compagnie renforcée de 82

hommes[210]. Il déploie deux sections renforcées de groupes travaux, ainsi qu'un élément de commandement et de liaison renforcés par des capacités de déminage spécialisé, de fouille opérationnelle et d'un élément du détachement d'ouverture d'itinéraire piégé.

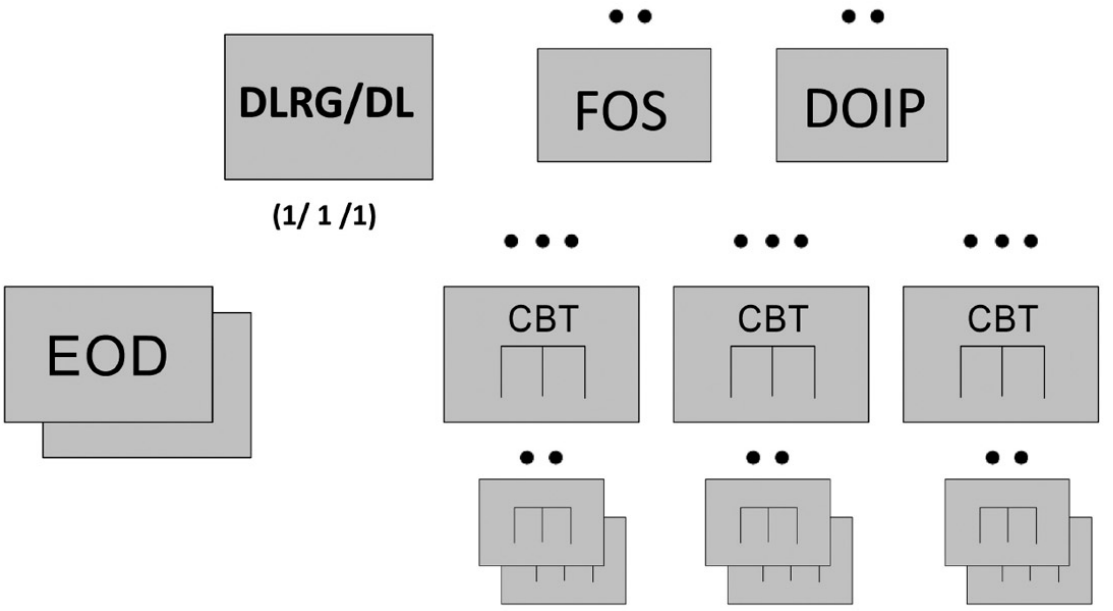


Figure 29 – Détachement génie du 1er REG

Étant répartis sur trois zones d'action (Kaboul, la base opérationnelle avancée de Tora et le poste de combat avancé Rocco[211]), le bataillon doit posséder un appui génie dans chacun. Le 1er REG constitue trois sections à deux groupes. L'encadrement de la troisième section, non prévue

à l'origine, est prélevé sur l'effectif du détachement de reconnaissance. Cette situation ayant été anticipée avant la projection par le 1er REG, le sous-officier supérieur de l'élément de reconnaissance possède toutes les compétences nécessaires en déminage pour remplir ses fonctions. Les moyens supplémentaires dédiés aux travaux sont déployés sur le poste de combat avancé Rocco, suite à une priorité donnée par le commandement du bataillon interarmes. Durant ce mandat, les moyens en engins de travaux font l'objet d'une nouvelle répartition entre Kaboul, Tora et Rocco pour pouvoir suivre le rythme opérationnel. Les tracto-chargeurs MPG font encore merveille pour remplir les tâches quotidiennes de protection de la force comme pour tracter des VAB en panne lors des opérations du bataillon. Même si son remplacement commence à être sérieusement évoqué à cause du vieillissement de la cellule, des interrogations subsistent sur la capacité du prochain véhicule à assurer une aussi grande polyvalence. Les deux équipes de démineurs spécialisés travaillent comme élément d'alerte du commandement régional-capitale et du bataillon. Une fois ce dernier regroupé sur Tora, suite à la création de la brigade Lafayette, l'officier coordinateur des opérations de déminage est devenu officier de liaison du génie au sein de l'état-major de la brigade. Il dispose de capacités supplémentaires (fouille opérationnelle spécialisée et détachement d'ouverture d'itinéraire piégé) utilisées de manière inégale durant les opérations du bataillon.

À l'image de la TF Korrigan en Kapisa, le mandat la TF Dragon se caractérise la recherche d'une alternative à

l'approche essentiellement coercitive de la contre-insurrection développée jusqu'alors en Afghanistan. Tandis que le colonel Chanson adapte sa manœuvre tactique au travers du concept de « contre-réaction », le colonel Benoît Durieux, fin connaisseur de Clausewitz, développe une « stratégie du Mikado ». Pour le chef de corps du 2e REI, le terme de « contre-insurrection » est trop vague et trop marqué historiquement pour donner une ligne de conduite claire à adopter sur le terrain. Les écrits de Trinquier ou de Galula restent indissociables d'un contexte historique lié à la guerre froide et aux conflits de décolonisation. « *Des généraux américains ont ressorti ces théories des cartons un demi-siècle plus tard* », note le journaliste Raphaël Krafft. « *Elles n'ont pas bonne presse dans l'état-major du colonel Durieux. On lui préfère le terme de "guerre limitée" : rendre possible la vie en commun après la guerre, en limitant les dommages, en permettant un dialogue après l'affrontement, en se concentrant sur le contrôle des territoires plus que des populations*[212] ». La solution ne réside pas, selon lui, dans l'affaiblissement militaire des taliban, sans même parler de l'éradication de l'insurrection. Toute stratégie basée sur l'attrition ou les éliminations ciblée est vouée à l'échec : « *Le chef a une sainte horreur des attentats ciblés et des drones armés qui les accompagnent* », rapporte Raphaël Krafft d'un échange avec un officier de son état-major : « *Avec qui dialoguerons-nous si nous tuons tous les chefs de nos adversaires*[213] *?* ». Le recrutement des taliban bénéficie de réserves quasi illimitées et il est dynamisé par le sentiment de solidarité clanique ou familiale généré par les pertes infligées par la coalition. L'objectif poursuivi par le

colonel Durieux n'est pas de battre l'insurrection mais de permettre aux autorités afghanes de reprendre le contrôle de leur territoire et de leur population. Ceci ne pourra se faire qu'en passant par la réintégration des insurgés dans la société afghane légale. La TF Dragon développe son propre mode d'action, qui présuppose tout de même de la fragmentation de l'ennemi en groupuscules non idéologiquement liés au courant des taliban mais plutôt motivés par des raisons économiques ou personnelles[214]. Pour le colonel Durieux, « *le conflit afghan est [...] la combinaison de plusieurs petites guerres limitées, classiquement déterminées par un enjeu territorial, et les populations sont les spectateurs intéressés* ». Il précise « *[qu'il] serait absurde de nier la dimension régionale ou nationale de la guerre. Mais la question du lien entre [ces] dimensions [...] n'est pas simple. La meilleure façon de [l']appréhender est d'évoquer [...] l'idée d'influence. [Elle] passe par le financement, par la propagande, par des agents ou des contacts, mais elle ne réussit jamais à se hisser au niveau d'une hiérarchie à même de conduire une planification rigoureuse*[215] ». Il n'y a pas de rupture entre les Afghans de différentes opinions : « *Il n'y a pas de coupure franche entre les amis et les ennemis, entre les insurgés les plus fanatiques et les partisans les plus convaincus du gouvernement légitime. [...] La société civile se caractérise par un réseau d'intérêts partagés, de souvenirs communs, d'antagonismes séculaires et de liens familiaux [...]. Ce réseau se superpose à un spectre continu d'opinions politiques très diverses, même si elles sont polarisées autour de deux positions opposées*[216] ». Il importerait alors

de ne pas faire basculer la franche médiane de la population dans le camp des taliban, qui profitent, entre autres, des combats avec les étrangers et du vide laissé par l'autorité étatique pour asseoir leur légitimité. Il constate que le fossé culturel séparant les troupes françaises et les Afghans doit trouver un double compromis entre la nécessité de créer des liens et une forme de discrétion à l'égard d'une population très pudique, d'une part, et la détermination à agir et le respect des rythmes et des modes de fonctionnement de la société afghane d'autre part. Le peu de temps passé sur place (six mois), la limitation des pertes que les opinions publiques et que la sphère politique sont prêtes à accepter, la perte de cohérence globale de l'action de la FIAS due à la multinationalité, doivent rendre les Occidentaux humbles quant aux objectifs poursuivis en Afghanistan.

À ces différents titres, le colonel Durieux pense que la contre-insurrection « classique » ne peut être que contre-productive. Comme toute stratégie visant à éradiquer les fauteurs de guerre pour éradiquer la guerre elle-même, elle porte en elle une logique d'ascension aux extrêmes. En visant à détruire l'insurrection par l'élimination des insurgés et de leurs motivations, en préconisant d'agir dans la totalité du champ social, en prétendant contrôler chacun des individus, elle souhaiterait « gagner les cœurs et les esprits ». Au contraire, à travers la « stratégie du Mikado », le colonel Durieux cherche à « *libérer les cœurs et les esprits plutôt que de les conquérir*[217] ». L'essentiel reste de savoir pourquoi les insurgés combattent et donc pourquoi ils accepteraient de ne plus le faire. Cette stratégie peut se

définir comme une forme de conflit limité où alternent actions militaires (dans le but d'isoler l'insurrection de la population) et négociations politiques (pour leur faire déposer les armes), où les objectifs restent restreints et centrés sur des enjeux territoriaux, et où la population est moins l'enjeu « *qu'une sorte d'arbitre*[218] ». L'analogie avec le jeu de Mikado se construit par la position du chef militaire en prise avec les multiples interdépendances de la société afghane et des conflits qui la traversent. Comme le joueur de Mikado confronté à l'enchevêtrement des bâtonnets qui se tiennent tous dans un équilibre instable, le commandement doit d'abord comprendre avant d'agir. L'objectif est de développer un système non moins complexe, mais plus stable. Il doit saisir les enjeux de pouvoir, identifier les acteurs influents, les coalitions qui se forment et imaginer les implications de ses actions militaires dans cet ensemble. Il s'agit de renforcer les zones les plus stables pour en faire des pôles d'attraction susceptibles d'inspirer les régions les plus sensibles à la propagande des taliban. Le tout en faisant preuve de l'infinie patience et de la précaution du joueur de Mikado. Cette stratégie s'articule autour de trois volets : l'action politique, l'action sociale et l'action militaire. Au niveau du chef du bataillon interarmes, le volet politique consiste à définir en lien avec les autorités afghanes légitimes le type d'action militaire ou de développement à engager en fonction du contexte local. Il nécessite aussi d'entretenir des contacts avec les notables influents pour soutenir l'action du bataillon au sein de la population mais aussi avec les acteurs indécis susceptibles de pouvoir transmettre des

messages aux taliban. L'action sociale vers la population est importante à travers les opérations civilo-militaires, les patrouilles ou au moyen des médias indépendants. Le colonel Durieux favorise le développement d'une radio communautaire, « Radio Surobi », confiée à un officier de réserve qui est aussi journaliste à Radio France : Raphaël Krafft. L'antenne, dirigée par un Afghan du district de Surobi, cherche à créer un espace de dialogue, d'échange et de culture. Elle se distingue des opérations d'influence par le fait qu'elle n'est pas un organe de propagande de la coalition. Installée sur la base opérationnelle avancée de Tora, elle représente un moyen original et non intrusif, de créer du lien entre la TF Dragon et la population[219]. Le colonel Durieux pense que l'aide doit être active dans les zones calmes pour susciter des envies. L'action militaire doit être subordonnée à l'action politique menée par le chef du bataillon interarmes, quitte à devoir annuler des opérations pour négocier. Elle doit viser, le plus souvent possible, à dissuader plutôt qu'à encourager le combat, en ayant par exemple, un rapport de force favorable. En fait, « *chaque opération doit être appréhendée comme une bataille classique ou encore comme une pièce de théâtre, dans laquelle va se jouer, dans un espace et un temps restreints, une représentation de la crise plus large qui secoue le pays […]. Le facteur essentiel est moins le résultat militaire que l'image que les habitants vont en retenir. S'ils perçoivent à la fois l'échec insurgé matérialisé par l'abandon de leurs positions, la retenue dans l'emploi de la force par les unités régulières placées en situation de légitime défense et la détermination de ces unités à rester sur place pour garantir*

le résultat dans la durée, le bilan sera très positif[220] ». Il est possible de voir dans cette idée de « guerre limitée », une adaptation des opérations de maintien de la paix à une situation de stabilisation très conflictuelle. C'est dans cette logique, où les choix du chef du bataillon interarmes revêtent une importance stratégique, que se construit l'action du mandat de la TF Dragon.

Sa mission évolue durant les six mois de présence. Entre juillet et novembre 2009, elle consiste à conduire : « *En étroite collaboration avec [...] le Kandak C, la 3e brigade du 201e corps d'armée et le corps de police de Kaboul, [...] des opérations de sécurité et de stabilisation au sein de son aire opérationnelle de responsabilité, en faisant effort sur le district de Surobi en vue de préparer [son] avenir [...] et en créant les conditions de sécurité propices à un environnement favorable aux activités de reconstruction et de développement et à la bonne réalisation des élections présidentielles*[221] ». Avec la création de la brigade Lafayette, le bataillon passe sous son commandement au sein du commandement régional-Est, lui-même dirigé par la 82e division aéroportée américaine. Il s'agit de « *préparer et conduire des opérations de contre-insurrection au sein de la zone de responsabilité en étroite coordination avec les forces de sécurité afghane* ». En marge de sa zone de responsabilité actuelle, La TF Dragon doit « *[c]ontrôler l'axe Vermont et la route de l'équipe de reconstruction provinciale en direction de Tagab jusqu'au parallèle 46 afin d'améliorer la situation sécuritaire. Assurer le lien avec le bataillon Kapisa pour garantir une parfaite coordination sur le terrain*[222] ». C'est dans ce cadre qu'une section doit être

envoyée au poste de combat avancé Rocco pour maintenir une force de réaction rapide. Le 10 juillet 2009, le général Marcel Druart relève le général Stollsteiner à la tête du commandement régional-capitale[223]. Après avoir défini le premier plan de campagne de la brigade Lafayette, le général Druart arrive sur le terrain avec une double mission : assurer le transfert du commandement régional-capitale à la Turquie et prendre la direction du premier mandat de la brigade Lafayette. La « stratégie du Mikado » ne rentre pas en conflit ni avec les intérêts américains, ni avec ceux de la jeune brigade. Depuis son arrivée à la tête du douzième mandat de la FIAS le 11 mai 2009, le général McChrystal fait évoluer les règles d'engagement, notamment pour les appuis indirects, vers une plus grande maîtrise des feux. Le général Druart, de son côté, souhaite faire de la population le centre de gravité de son action sur le terrain. En six mois, la TF Dragon mène 20 opérations en tout – soit soixante-dix jours sur le terrain – et conduit une trentaine d'actions de feu. Les deux principaux efforts portent sur la surveillance du bon déroulement de l'élection présidentielle afghane, la mise en sécurité de la vallée d'Uzbin et le passage à la TF Lafayette. La TF Dragon subit une seule perte durant son mandat. Il s'agit du caporal-chef Ihor Chechulin du 2^{e} REI qui trouve la mort dans un accident de la route à bord de son VAB le 27 septembre 2009. Cinq légionnaires sont aussi blessés.

Parmi les opérations pour lesquelles nous pouvons trouver des sources, il est possible de citer *Bandera*[224] qui se déroule du 31 août au 3 septembre 2009. Son objectif est de maintenir la liaison avec les habitants de la vallée de

Tizin, de poursuivre les actions civilo-militaires, d'affirmer la présence du bataillon dans la zone et de repousser les éventuels taliban pour permettre à l'armée afghane de s'implanter. Le commandant d'unité sonde l'opinion locale sur les élections présidentielles du 20 août dernier, dont les insurgés ont tenté d'entraver le déroulement dans de nombreuses zones rurales. Évaluant les capacités sanitaires, le médecin du bataillon constate que le dispensaire manque de cathéters et de seringues, et qu'une forme de malaria sévit dans la région. Des villageois rapportent que des sous-munitions sont présentes dans un champ à l'entrée du village. La section génie procède à leur neutralisation. La même section, munie d'un tracto-chargeur MPG, participe à des travaux de terrassement en bord de route. Le lendemain, après une nuit de bivouac tactique au cœur de la vallée, les militaires français et leurs homologues afghans se rendent dans un second village pour une mission similaire, achevant leur visite par la distribution d'objets de première nécessité et de couvertures.

L'opération *Faena*, des 10 et 11 octobre 2009, vise à atteindre la crédibilité des taliban en prenant pied dans le cirque de Sper Kunday. Comme ils n'engagent pas le combat, une *Shura* peut se tenir en liaison avec la population pour faire le bilan sécuritaire de la région. Cette opération fait suite à une première réunion tenue le 5 octobre 2009 avec les notables de la vallée d'Uzbin. Dans la nuit du 10 octobre, plusieurs rotations de « Caracal » héliportent, à partir de Tora, une compagnie française sur les crêtes environnantes de Sper Kunday. Une autre se positionne également sur les hauteurs et maintient une

section en alerte. Une fois le dispositif en place et les axes reconnus par les moyens du génie, l'armée nationale afghane et une compagnie d'infanterie française entrent dans Sper Kunday. Le colonel Durieux lors de la rencontre avec les chefs traditionnels peut déclarer : « *Vous nous avez invités et nous sommes là*[225] *!* ». L'opération *Octavina* qui lui succède entre le 13 et le 17 octobre cherche à maintenir la liaison avec la population de Tizin, tout en poursuivant les actions civilo-militaires et en permettant aux forces de sécurité afghanes de s'implanter dans la zone. Du matériel agricole et de maçonnerie sont remis aux villages de Jorobay et Tizin E Khas. Ce don s'accompagne d'une distribution de couvertures et d'une tonne de semences de luzerne à raison de dix kilogrammes par famille. Une équipe de sapeurs avec son tracto-chargeur MPG construit également une piste permettant de désenclaver le village en vue de l'hiver. Un médecin français réalise une trentaine de consultations médicales au profit des habitants. Enfin, les Français donnent un tracteur et sa remorque à la *manteqa* (communauté des villages) de Tizin.

L'ensemble de ces premières opérations en vallée d'Uzbin trouvent leur justification dans une volonté de la TF Dragon de produire un effort dans cette zone. En suivant la « stratégie du Mikado », le bataillon enchaîne les phases politiques et militaires pour obtenir un effet : l'apaisement de la vallée. Après une première phase de découverte de la zone en début de mandat, l'opération du 10 octobre 2009 permet de reprendre pied à Sper Kunday en dépit de la présence avérée d'insurgés. Le colonel Durieux fait part de sa volonté de venir dans le nord de la vallée et de dialoguer

avec les taliban. Une série de réunions se tiennent, rassemblant les notables de la vallée pour essayer de mettre fin à l'insurrection armée. Au terme de ce processus, comme aucune solution n'est trouvée, le colonel planifie l'opération *Septentrion* avec le général Zamraï commandant la 3e Brigade de l'armée nationale afghane. « *À l'origine* », précise le colonel Durieux, « *cette opération devait être lancée au début du mois de décembre. Mais il y a eu des fuites et la population par le biais de son Malek a demandé l'organisation d'une nouvelle Shura. Au terme de cette rencontre, le 6 décembre au matin, les Maleks s'engagent à demander aux taliban de déposer les armes. Ils devaient me donner leur réponse pour le 14 décembre*[226] ». Le chef du bataillon interarmes demande alors deux signes de bonne volonté : le retrait des drapeaux Taliban et la liberté de mouvement pour la force. Si les drapeaux sont bien retirés, les insurgés restent évasifs sur le second point. Les *Maleks* approuvent le principe d'une opération pour obliger les rebelles à céder. Le 16 décembre 2009 au soir, l'opération *Septentrion* qui débute jouit d'une forte légitimité au sein de la population. Face à des taliban affaiblis, le bataillon pénètre en force dans la vallée : « *Plus de 1 100 soldats, dont 800 légionnaires français et des commandos afghans et américains, ont mené [...] une opération d'envergure [...] dans la vallée d'Uzbin. Cette opération, une "démonstration de force" selon la Légion étrangère, est un des déploiements militaires les plus importants pour l'armée française en Afghanistan depuis la chute des taliban*[227] ». Le bataillon pénètre en vallée d'Uzbin sans que les taliban de la vallée n'engagent le combat. À ce titre, c'est un succès.

Les combats rapportés par le journaliste du *Monde* proviennent d'une tentative d'infiltration des insurgés des vallées extérieures qui s'en prennent aux éléments placés en couverture (le *Kandak* commando et ses mentors des forces spéciales américaines) : « *Cinq soldats américains qui encadraient les commandos afghans ont été blessés par les insurgés [...]. Ils ont été évacués par hélicoptère vers la base de Bagram [...]. Pendant plus d'une heure trente, insurgés et force de l'OTAN ont engagé le combat. Aux [roquettes], mortiers et mitrailleuses lourdes des taliban, la Légion étrangère a répondu à coups d'obus, appuyés par les hélicoptères français "Tigre" et américains "Apache". Deux bombardiers F-15 ont également lâché chacun une bombe d'une tonne sur les positions des taliban*[228] ». « *Ces éléments provenaient du Methar Lam* », précise le colonel, « *des villages d'Hendor, Badpash et Galosh, qui étaient des foyers vivaces d'insurrection*[229] ». La leçon est retenue. L'objectif sera traité par le 2e REP lors du mandat suivant. Au final, le succès de la stabilisation de la vallée d'Uzbin menée dans un temps long, repose sur la combinaison d'une action politique et de démonstrations de force pouvant aller jusqu'à la confrontation. Avec le départ du colonel Durieux se pose la question de la pérennité de cet acquis.

Dès la création de la brigade Lafayette, la TF Dragon est employée pour remplir de nouvelles missions. Du 14 au 17 novembre 2009, l'opération *Avallon* consiste à reconnaître l'axe Vermont avec la TF Korrigan, afin d'établir un dossier de développement d'infrastructures le long de la route (ponts, postes de police, postes de combat) pour en assurer

la protection. Le dispositif est scindé en deux parties. Les deux éléments opèrent à partir de chaque extrémité de la vallée de Tagab pour faire la jonction au village de Sherkhel. Après leurs mises en place le 14 novembre, le premier détachement part de Tagab et le second de Naghlu en Surobi. Ils se déploient dans la longueur sur l'axe, avec l'appui des hélicoptères français et américains. Les unités françaises et afghanes au sol sont prises à partie à plusieurs reprises. Dans la journée du 15 novembre, le dispositif de la coalition riposte, notamment par des tirs d'artillerie et par l'appui feu des hélicoptères, pour neutraliser leurs adversaires[230]. Le 16 novembre, dans la continuité de l'opération, le général Marcel Druart assiste à une *Shura* à Tagab, en présence d'une trentaine de *Maleks* de la région, de son homologue afghan, le général Zamraï, et de représentants de la police afghane. Pendant la réunion, deux projectiles, roquette et obus, tombent sur le bazar de Tagab, faisant 12 morts et une quarantaine de blessés parmi la population civile. Des tirs de contrebatterie répondent à cette attaque à partir de la base opérationnelle avancée de Tagab et deux hélicoptères « Tigre » sont placés en appui. Un hélicoptère « Cougar » dépose une équipe médicale sur place pour procéder au triage et à l'évacuation des blessés. Trois hélicoptères médicalisés évacuent onze blessés, les plus graves, vers l'hôpital américain de Bagram. Un VAB Santé conduit également des blessés vers la base de Tagab. « *J'étais venu sans gilets pare-balles ni armes, en chemise et béret pour rencontrer les notables* », nous raconte le général Druart. « *Les tirs des insurgés étaient une erreur monumentale de leur part. En touchant la population, ils*

montraient clairement qui étaient les agresseurs[231] ». Du 21 au 23 décembre 2009 se déroule l'opération *Dragon Bridge*. Les TF Dragon et *Black Rock*[232] mènent une opération dans le sud de la vallée de Tagab. Ses objectifs sont de reconnaître une zone encore peu connue, d'établir des contacts avec la population et de réaliser différentes reconnaissances au profit du génie. Au préalable, une *Shura* est organisée en présence du général Druart, du général Zamraï, du colonel Durieux et du sous-gouverneur de Tagab. Selon les propos du colonel Durieux, il s'agit de « *suivre le plan d'action du général Druart qui souhaite obtenir peu à peu la liberté de mouvement sur l'axe Vermont qui va de Naghlu à Nijrab*[233] ». Cette action aurait pu faire partie des dernières sorties de la TF Dragon avant sa relève. Malheureusement, il n'en est rien.

Le 30 décembre 2009, deux journalistes français, Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, sont pris en otage par les taliban. Embarqués avec une unité française, ils se rendent volontairement en zone sous contrôle de l'insurrection à l'insu de leurs hôtes. Ils sont arrêtés immédiatement par des bandits de grand chemin et vendus aux taliban. Raphaël Krafft se souvient : « *Le régiment est sur le point de quitter l'Afghanistan, la première vague de départ est prévue dans cinq jours. Mais voici que l'ordre est donné de verrouiller la zone d'enlèvement, alors que l'armement est déjà en caisse, prêt à être acheminé vers la France [...]. La peur de la fameuse dernière patrouille hante les esprits des hommes, qui n'ont perdu qu'un seul des leurs pendant ce mandat*[234] ». L'enlèvement de ces journalistes n'est pas une péripétie de guerre. Au-delà du débat, qui consiste à savoir

s’ils avaient été prévenus du danger, cet incident a un impact fort sur la poursuite des opérations de la brigade Lafayette. Le général Druart se souvient des effets de cette prise d’otage : *« Nous n’avons pas eu de directives politiques pour stopper les opérations sur le terrain. Les contraintes furent imposées par moi-même aux hommes. Alors que nous souhaitions rentrer dans une autre phase de notre opération de contre-insurrection, nous avons dû établir un cordon pour verrouiller la vallée et garder les journalistes en Kapisa. Nous tenions à éviter leur exfiltration vers le Pakistan. Ce bouclage a été tenu jusqu’au 22 février 2010. […] Ensuite, la conséquence la plus directe sur les opérations est que nous avons évité de mener des actions dans les zones où ils pouvaient être. Notre présence ne devait pas avoir une quelconque conséquence sur leur sort. Ainsi, nous avons perdu du temps par rapport à la réalisation de notre plan de campagne. Le [bataillon interarmes de] Kapisa fut immobilisé un certain temps et certaines zones de l’aire opérationnelle de responsabilité française ne purent être “travaillées” à cause de cela. Un dernier effet de cette affaire fut que tout d’un coup, il n’y eut plus aucun journaliste sur place. L’action de nos hommes se retrouvait sans couverture médiatique au risque de faire d’eux des soldats oubliés*[235] ». Ces deux otages sont des atouts pour les taliban, qu’ils ne manqueront pas d’utiliser plus tard. Cette prise d’otage marque une inflexion dans la mise de la contre-insurrection « à la française ». Les taliban disposent d’un moyen de pression supplémentaire pour jouer sur l’opinion publique hexagonale et *in fine*, sur la conduite des opérations sur le terrain. Jusqu’à présent ils

ne dépendaient que des pertes qu'ils pouvaient infliger pour être visibles dans les journaux télévisés. Désormais, ils ont une vitrine quotidienne à la télévision ou sur les frontons des mairies. L'autre effet, loin d'être anecdotique – surtout dans la forme coercitive que va prendre la contre-insurrection en Kapisa et Surobi dans les deux dernières années de présence française –, est le retour discret des forces spéciales pour les rechercher. Cette prise d'otage est un tournant tactique dans la zone d'influence française. La jeune brigade Lafayette tout juste créée n'a pas forcément besoin de cela.

Pour le génie, ce mandat de la TF Dragon est l'occasion de renouer un peu plus avec les opérations civilo-militaires. En marge des activités quotidiennes des sapeurs en Afghanistan (ouverture d'itinéraire, vérification des points d'appuis, des « points chauds »…), les opérations sont propices à des réalisations de pistes, de travaux de dépollution ou d'aménagements, qui valorisent « cette arme par essence politique[236] ». Les équipages de tracto-chargeurs MPG jouent un rôle fondamental dans les actions civilo-militaires menées en Tizin et Jegdaley. Cet engin apparaît comme un outil incontournable pour ce genre de missions. Les résultats pour la population sont immédiats, visibles et bénéfiques pour l'image des forces françaises. Les groupes d'organisation du terrain aménagent le poste de combat avancé Rocco afin qu'il puisse accueillir une compagnie interarmes complète. La fouille opérationnelle spécialisée n'est pas utilisée par le colonel Durieux. Jugeant que le fait de rentrer dans les maisons ne peut que générer de l'hostilité envers le bataillon français, il décide de ne pas

s’en servir. Comme le génie est par ailleurs en sous-effectif chronique, la tentation est alors forte de détacher ces sapeurs spécialisés vers d’autres tâches. Les relations sont difficiles avec le premier détachement du 17e RGP dont les hommes, qui se sont entraînés longuement, souhaitent être utilisés dans leur spécialité. La section suivante fournie par le 2e REG consent à cette souplesse. À l’opposé, le commandement utilise les capacités d’ouverture d’itinéraires piégés proposées par la 6e compagnie du 1er RG. Même si le binôme de véhicules « Buffalo – SOUVIM » est difficile d’emploi sur les pistes étroites de Surobi, la TF Dragon valide la pertinence de ce concept sur les routes de Kapisa. Un SOUVIM trouve d’ailleurs deux engins explosifs improvisés dormants lors de l’opération *Avallon* en vallée de Tagab. Le détachement génie du 1er REG perçoit ses deux premiers VAB équipés de tourelles téléopérées[237] mais aussi des véhicules blindés légers. Le seul problème – mais de taille – est qu’il ne dispose pas de sapeurs formés pour s’en servir. La vitesse du processus d’adaptation réactive s’avère supérieure aux capacités d’intégration des unités. Les sapeurs deviennent de plus en plus des « fantassins spécialisés », dans le sens où ils doivent exercer leur mission spécifique et ensuite se fondre dans la manœuvre globale de l’infanterie. Cela exige des hommes une triple compétence (génie, infanterie et combat débarqué) et suppose aussi qu’ils soient dotés de matériels adaptés et interopérables avec leurs camarades des autres armes.

Après deux mandats successifs en Kapisa et trois autres en Surobi, les forces françaises sont regroupées au sein de la *Task Force* Lafayette. À la fin de l’année 2009, les soldats

sont déjà bien différents de leurs camarades du début de l'année 2008. Leur mission évolue vers une lutte contre-guérilla, qui génère des pertes et demande une faculté d'adaptation plus rapide. Étant de plus en plus intégré à la manœuvre interarmes, le génie entame sa mutation. D'un usage concentré sur des savoir-faire propres aux opérations de maintien de la paix (dépollution, chantiers de déminage, sensibilisation des populations aux risques des mines, patrouilles, aide au déploiement…), il évolue vers des missions d'appui à la mobilité et de protection de la force contre une guérilla active. Il accueille sur le terrain de nouvelles capacités comme la fouille opérationnelle spécialisée et le détachement d'ouverture d'itinéraires piégés, qui constituent autant de nouveaux outils dans la lutte contre les réseaux et les engins explosifs improvisés. Ce processus d'adaptation se construit par rapport à une menace qui gagne en importance et en dangerosité. Le génie est aussi présent dans la formation de l'armée afghane en fournissant du personnel pour les équipes de liaison et de mentorat opérationnel du *Kandak* « appui ». D'autres équipes de la Légion étrangère sont également déployées au sein de *Kandak* « infanterie ». Certains mandats comme celui de la TF Dragon permettent au génie de démontrer son savoir-faire dans les opérations civilo-militaires. La création de la brigade Lafayette ouvre une nouvelle ère pour le génie. Son emploi devient très intimement lié au combat. La fin du mandat de la TF Dragon clôt la phase des expérimentations tactiques. La brigade Lafayette poursuit une forme de « contre-insurrection à la française », qui va connaître de nombreuses inflexions.

CHAPITRE III

De la contre-insurrection au retrait (2009-2012)

La brigade Lafayette intervient en Kapisa et en Surobi entre le 1er novembre 2009 et le 25 novembre 2012. Son activité opérationnelle connaît plusieurs phases. Après deux mandats développant une contre-insurrection orientée vers la population, le plan de campagne originel du général Marcel Druart change de nature. Le 20 novembre 2010, la conférence de l'OTAN à Lisbonne entérine une date de retrait pour les troupes occidentales pour la fin de l'année 2014. Par conséquent, elle envoie un double signal négatif vers les populations (la coalition va partir) et positif vers les taliban (un horizon à atteindre). Les insurgés deviennent alors le centre de gravité des opérations militaires dès le début de l'année 2011. La menace qu'ils représentent doit être ramenée à un niveau suffisant pour que les forces de sécurité afghanes puissent s'occuper seules du problème. Derrière le terme d'« Afghanisation », c'est bien de « casser les reins » de l'insurrection qu'il s'agit. Les combats accroissent encore en intensité à partir de la fin de l'année

2010. Durant la campagne estivale 2011, les pertes françaises deviennent telles qu'une rupture entre la sphère politique et militaire sur la nature des opérations à mener est consommée après le 7 septembre 2011. Les deux derniers mandats de la brigade sont placés sous le signe de la montée en puissance de l'Armée Nationale Afghane (ANA) seule devant (« *ANA First*[1] »), puis sur le transfert des emprises militaires de ces deux régions avant le retrait (« *ANA Alone*[2] »). Le principal effort en termes d'effectifs pour réaliser une stratégie de contre-insurrection est mené entre 2010 et 2011.

Numéro	Unités /Brigade	Dates	Implantation	Commandement	Commandement US RC-Est
TFLF1	**27e BIM**	**1er novembre 2009 / 29 avril 2010**	**Kaboul / Kapisa / Surobi**	**Général Marcel Druart**	**82nd Airborne Division**
TF *Black Rock*	**13e BCA** / 2e REG	2 décembre 2009 / 08 juin 2010	Kapisa	Colonel Vincent Pons	
TF Altor	**2e REP** / 17e RGP	13 janvier / 14 juillet 2010	Surobi	Colonel Eric Bellot des Minières	
TFLF2	**3e BM**	**29 avril / 27 octobre 2010**	**Kaboul / Kapisa / Surobi**	**Général Pierre Chavancy**	**101st Airborne Division**
TF Bison	**126e RI** / 31e RG	14 juillet /9 décembre2010	Surobi	Colonel Jérôme Goisque	
TF Hermès	**21e RIMA** / 1er REG	8 juin / 20 novembre 2010	Kapisa	Colonel Michel de Mesmay	
TFLF3	**9e BLBMa**	**27 octobre 2010 / 17 mai 2011**	**Kaboul / Kapisa / Surobi**	**Général Jean-François Hogard**	**101st Airborne Division**
BG Allobroges	**7e BCA** / 2e REG	20 novembre 2010 / 13 mai 2011	Kapisa	Colonel Bruno Gardy	
BG Richelieu	**2e RIMA** / 6e RG	9 décembre 2010 / 8 juin 2011	Surobi	Colonel Bruno Héluin	
TFLF4	**11e BP**	**17 mai / 15 octobre 2011**	**Kaboul / Kapisa / Surobi**	**Général Emmanuel Maurin**	**1st Cavalry Division**
BG Quinze-deux	**152e RI** / 19e RG	8 juin / 9 décembre 2011	Surobi	Colonel Lionel Jeand'heur	
BG Raptor	**1er RCP** / 17e RGP	13 mai / 7 novembre 2011	Kapisa	Colonel Renaud Sénétaire	
TFLF 5	**1ère BM**	**15 octobre 2011 / 14 avril 2012**	**Kaboul / Kapisa / Surobi**	**Général Jean-Pierre Palasset**	**1st Cavalry Division**
BG *Tiger* II	**27e BCA** / 2e REG	7 novembre / 7 mai 2011	Kapisa	Colonel Yvan Gouriou	
BG Picardie	**1er RI** / 3e RG	9 décembre 2011 / 4 juin 2012	Surobi	Colonel Didier Gros	
TFLF 6	**2ème BB**	**14 avril 2012 / 25 novembre 2012**	**Kaboul / Kapisa / Surobi**	**Général Eric de Hautecloque-Raysz**	**1st Cavalry Division**
BG Acier (*steel*)	**16e BC** / 13e RG	7 mai / 4 novembre 2012	Kapisa	Colonel Geoffroy de Begon de Larouzière	
BG *Wild Geese*	**92e RI** / 31e RG	4 juin / 4 novembre 2012	Surobi	Colonel Gilles Haberey	

Tableau 9 – Les mandats de la *Task Force* et le Lafayette (2009-2012)

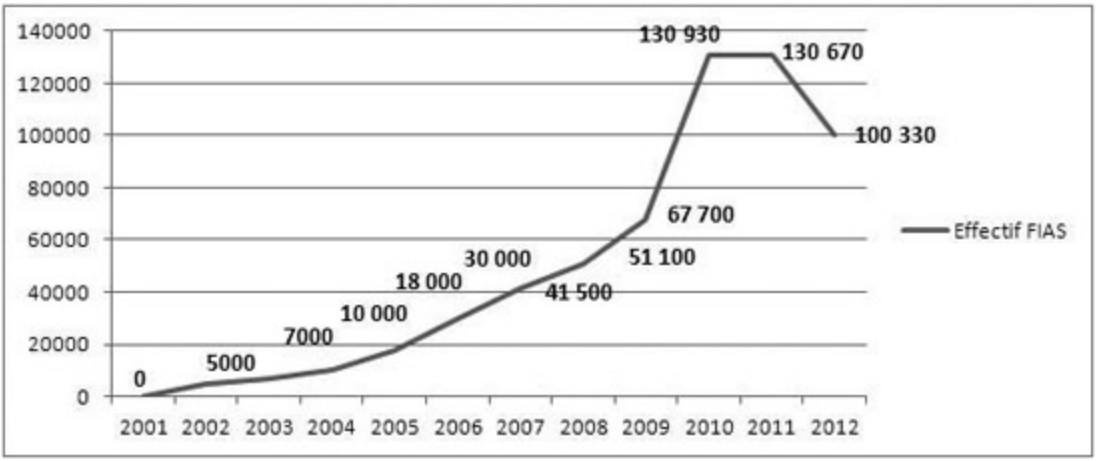


Figure 31 – Évolution des effectifs de la FIAS (2001-2012)

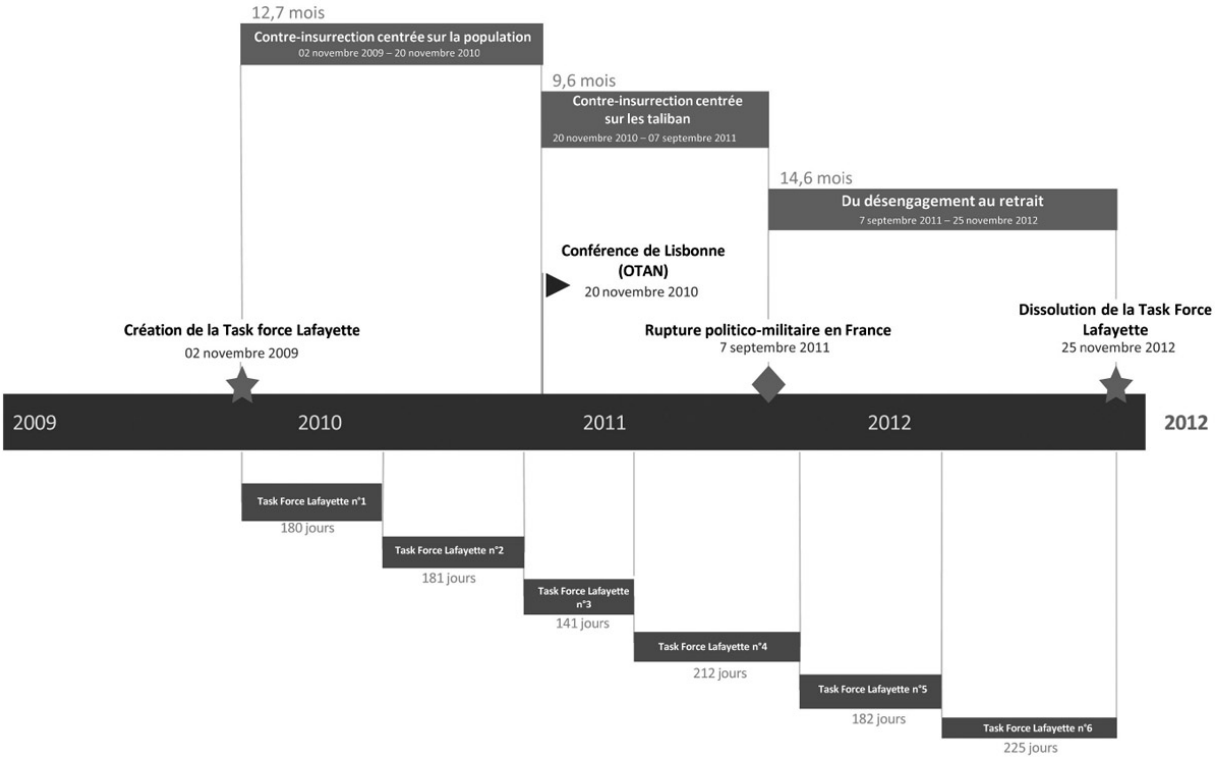


Figure 32 – mise en perspective des mandats de la *Task Force* Lafayette (2009-2012)

Durant ces différentes périodes, le génie apporte sa contribution aux opérations et s'adapte aux différentes missions. Lors de sa création, le 1er novembre 2009, la *Task Force* (TF[3]) Lafayette, forte de 2 700 hommes sous le commandement du général Marcel Druart, intègre le commandement régional-Est, dont elle devient la 5e brigade de combat[4]. La région est alors sous le commandement de la prestigieuse 82e division aéroportée américaine dont l'état-major se situe sur la base de Bagram. Ces parachutistes sont dirigés par le major-général américain Scaparotti. Les troupes françaises sont placées sous une double chaîne hiérarchique : la chaîne nationale, dirigée par le président de la République chef des armées, et la chaîne américaine du commandement régional-Est qui valide l'ensemble des plans de campagne et fait valoir ses orientations.

La mission et l'organisation de la brigade Lafayette

La création de la brigade Lafayette répond avant tout à un impératif de mise en cohérence des moyens français en Afghanistan mais aussi à un besoin de clarté : « *Cette décision était avant tout politique et trouvait un fondement en termes de communication. Le président de la République souhaitait obtenir un effet national dans une zone donnée, rendre lisible l'action de la France* », explique le général Marcel Druart. « *Avant la création de la [brigade],* souligne-t-il, *les deux bataillons interarmes français étaient sous*

deux commandements différents (commandement régional-capitale et celui de l'Est). Il était difficile de mettre en cohérence les appuis et le renseignement ainsi que plus généralement, la contribution française. L'option retenue avec la création de la [brigade] Lafayette était de disposer d'un seul état-major étoffé au-delà de ses attributions traditionnelles avec des fonctions d'actions indirectes (canons "Caesar", hélicoptères "Tigre"…) et de renseignements (drones, écoutes électroniques[5]*…)* ». La France, en prenant en compte deux régions importantes proches de la capitale afghane, souhaite démontrer, suite à son retour dans le commandement intégré de l'OTAN[6], qu'elle est capable d'assumer la responsabilité entière d'une mission complexe. Dès la fin de l'année 2008, la 27e BIM est choisie pour fournir le premier état-major de la brigade. La mise en condition avant projection débute sans perdre de temps. Les chantiers sont nombreux. L'élaboration du plan de campagne fait bien entendu partie des travaux importants qui se déroulent durant ces six mois.

Le plan de campagne du général Marcel Druart

Ce document, qui donne le cadre et l'esprit de l'intervention française, fait l'objet d'une étude en lien avec le futur état-major de la brigade : « *Le point d'orgue [de la préparation] fut la validation opérationnelle de l'état-major qui s'est déroulée à Mailly-le-Camp, […] en présence des militaires de l'armée nationale afghane et de représentants de la 82e division aéroportée américaine qui dirigeait alors le commandement régional-Est. Il faut savoir que je n'étais*

pas présent [...] car je “fermais” le commandement régional-capitale à ce moment-là. Toutefois, ce temps constitua une forme d’expérience préalable à l’action sur le terrain, qui fut appréciée[7] ». Le plan de campagne du général Druart, qui s’intitule « Paix des Braves[8] », est validé par la chaîne nationale, l’armée afghane et les Américains. Il définit ainsi la mission de la brigade : « *Depuis le 1er novembre 2009 et en partenariat avec les forces de sécurité afghanes et en étroite collaboration avec les autorités civiles locales, la [brigade] Lafayette conduit des opérations ciblées d’influence entrant dans le champ de la contre-insurrection dans son aire opérationnelle, dans le but d’augmenter la confiance de la population afghane dans son gouvernement et dans la coalition, de manière à mettre en échec les réseaux de l’insurrection*[9] ». La mission des Français est de sécuriser leur zone de responsabilité pour permettre des actions de développement, de reconstruction et de redéploiement des services de l’État ; de concourir à la liberté de manœuvre sur l’axe Vermont afin de créer les conditions du développement économique, désenclaver la région et maintenir cette route stratégique ouverte ; de soutenir la montée en puissance de l’armée afghane pour lui permettre de reprendre les missions à son compte. « *L’effet majeur devait être produit sur la population* », souligne le général Druart. « *Cela impliquait [...] d’inscrire cette action dans la durée et avec des moyens importants. Cela nécessiterait plusieurs mandats avant de bien connaître le terrain physique et humain. Il s’agissait, selon les mots du colonel Durieux, de “libérer les cœurs et les esprits”. Afin de donner à la population les moyens de se*

libérer, l'effort fut porté sur l'ouverture et la libre circulation sur l'axe Vermont. Les Américains étaient même favorables à son goudronnage. Nous souhaitions amener une stabilité et une amorce de développement économique. Il fallait être proactif mais sans s'imposer pour ne pas paraître comme des envahisseurs. Cette conception de la contre-insurrection était très difficile à faire comprendre aux hommes. Dans ce cadre, l'insurgé devenait secondaire. Le cœur de nos préoccupations devait être la population[10] ». Ce plan de campagne compte aussi un impératif : collaborer avec la 3e brigade du 201e corps de l'armée nationale afghane avec « *sa mise en avant progressive jusqu'à ce qu'elle planifie et conduise des opérations complexes*[11] ». De l'aveu même du général Druart, cet objectif n'est pas facile à atteindre : « *Il y a eu plusieurs phases dans nos relations opérationnelles. Tout d'abord, une première phase difficile. Les opérations étaient à 80-90 % françaises. Il y avait quelques soldats de l'armée afghane pour justifier le partenariat. La deuxième phase est marquée par l'impulsion donnée par le général McChrystal et la décision du chef d'état-major des armées en France. Il s'agissait de développer encore plus nos partenariats avec* [les Afghans] *jusqu'au niveau de l'état-major de la brigade. Dès que les équipes de liaison et de mentorat opérationnel françaises furent placées sous commandement opérationnel de la brigade, nous avons disposé d'un outil supplémentaire pour commencer à planifier des opérations communes. Cela nous a procuré une souplesse qui nous manquait au niveau du commandement de la brigade (l'état-major s'est déplacé à Pol-e-Charki). Ces équipes agissaient comme agents de liaison en quelque*

sorte. Les unités de l'armée nationale afghane étaient en sous-effectifs récurrents. À un moment de notre mandat, l'état-major de l'armée afghane a réorganisé la 3e brigade en envoyant ses éléments à Kaboul. Tout était à recommencer à zéro. Concernant la police afghane, elle était en sous-effectif. Il y eut durant notre mandat, un programme de l'Union européenne visant à construire des postes de police jusqu'à Tagab. Cela a permis de densifier sa zone de présence pour affirmer le contrôle du gouvernement central[12] ». La zone d'effort de ce plan de campagne est la vallée de Tagab, avec l'objectif d'assurer la cohérence tactique de la brigade en comblant le vide de trente kilomètres entre les deux bataillons interarmes. Cela suppose donc de construire des bases opérationnelles. La principale difficulté relevée d'emblée est « *la faiblesse de la gouvernance locale et la quasi-impossibilité d'atteindre l'objectif souhaitable, afin de permettre à la population de retrouver une vraie confiance dans des institutions qu'elle considère au mieux comme inefficaces et au pire comme corrompues* ». La méthode retenue par le général Druart est celle des opérations d'influence (voir d'hyperinfluence). Le déploiement des forces doit être d'abord un moyen d'entrer en contact avec la population, de trouver parmi elle des relais positifs à partir desquels construire des projets de développement afin de décrédibiliser l'opposition armée. Il lui donne un nom : la stratégie de la « boule de billard ».

Comme dans ce jeu où l'on utilise une boule intermédiaire pour mouvoir les autres, « *Cette politique doit conduire à terme à l'adhésion du plus grand nombre par attrition du cercle des acteurs négatifs et transformation de*

la masse des indécis en partisans des acteurs positifs ». Une fois neutralisés ou écartés les fanatiques et les combattants étrangers, « *il convient de limiter le niveau de violence afin de délégitimer l'action des groupes résiduels et d'en assécher le réservoir de main-d'œuvre*[14] ». Pour l'état-major de la brigade, refuser d'entrer dans une logique d'escalade des combats enlève à l'insurrection la capacité d'alimenter sa propagande. La maîtrise du niveau de violence revêt une importance fondamentale. Elle vise avant tout à sortir de l'attrition, qui ne sert finalement qu'à alimenter le recrutement des insurgés, sans s'interdire pour autant les frappes ciblées pour lesquelles les forces spéciales sont particulièrement adaptées. L'organisation de la brigade Lafayette s'adapte à cette stratégie d'influence. Elle se dote dès le départ des outils qu'elle juge nécessaires pour remplir ces objectifs.

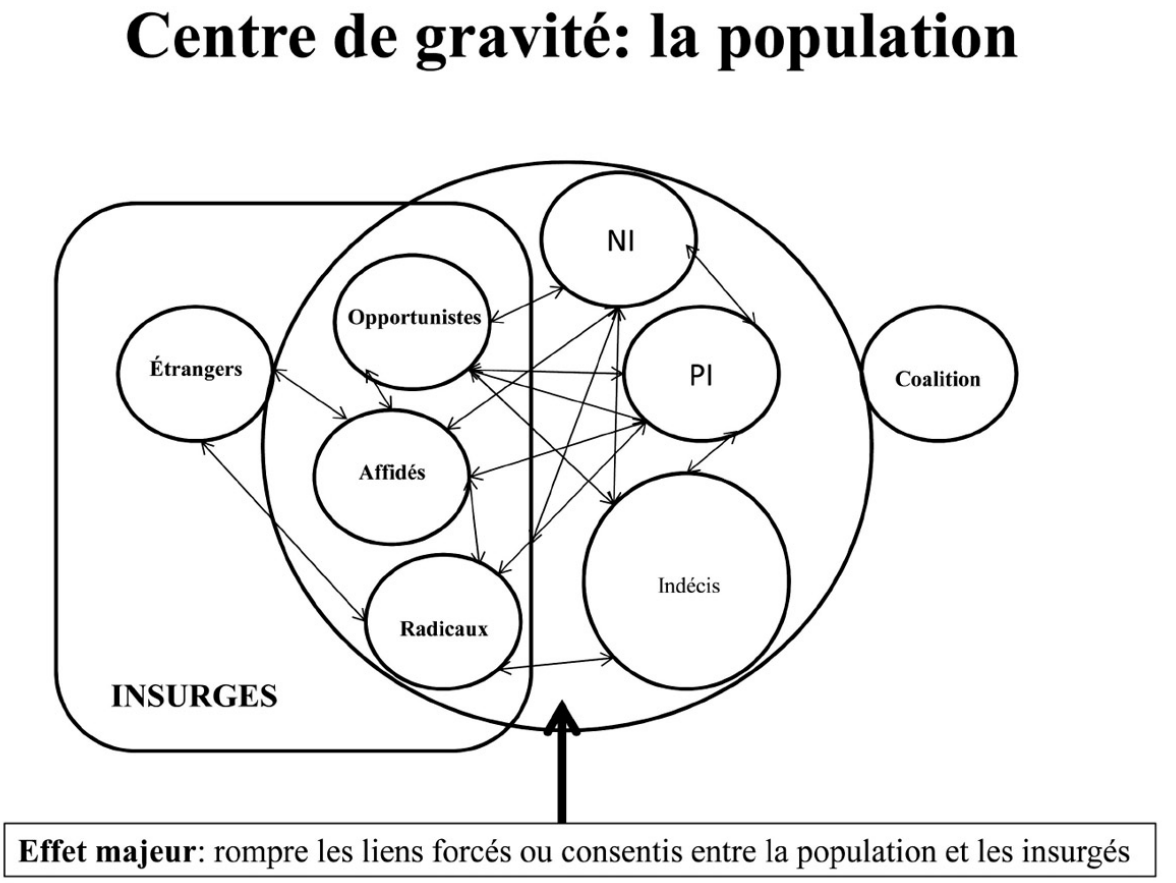


Figure 34 – Schéma de la stratégie de la « boule de billard » de la *Task Force* Lafayette[13]

L'organisation de la brigade Lafayette

Le cœur du dispositif de la brigade est son état-major situé à Nijrab. Pour la Kapisa, le poste de commandement est implanté sur la base opérationnelle avancée de Tagab et celui de Surobi se trouve sur l'emprise de Tora. Le bataillon de Kapisa déploie ses compagnies interarmes sur les bases opérationnelles avancées de Tagab et Nijrab. Le « cerveau » de la brigade française est l'état-major tactique[15] de Nijrab. C'est un poste de commandement connecté vingt-quatre

heures sur vingt-quatre aux opérations qui se déroulent sur le terrain.

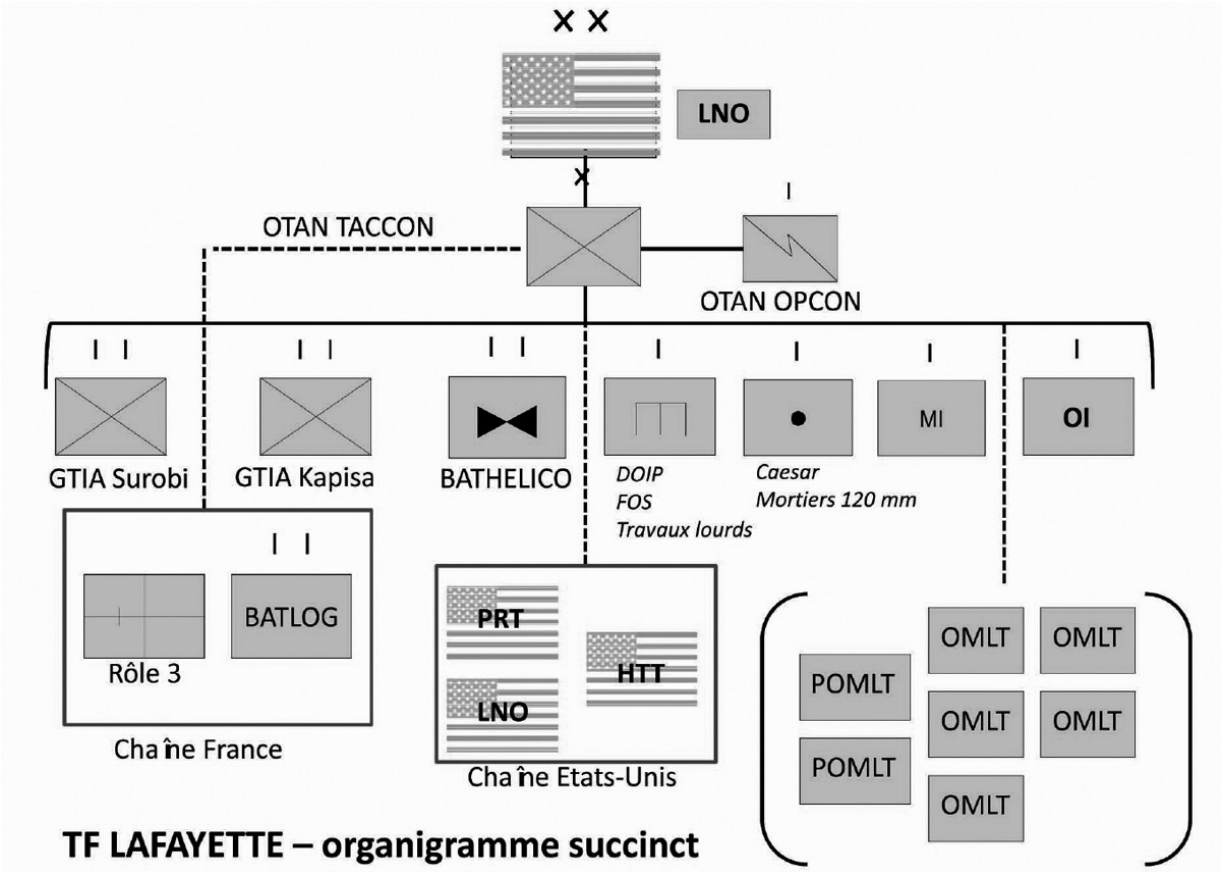
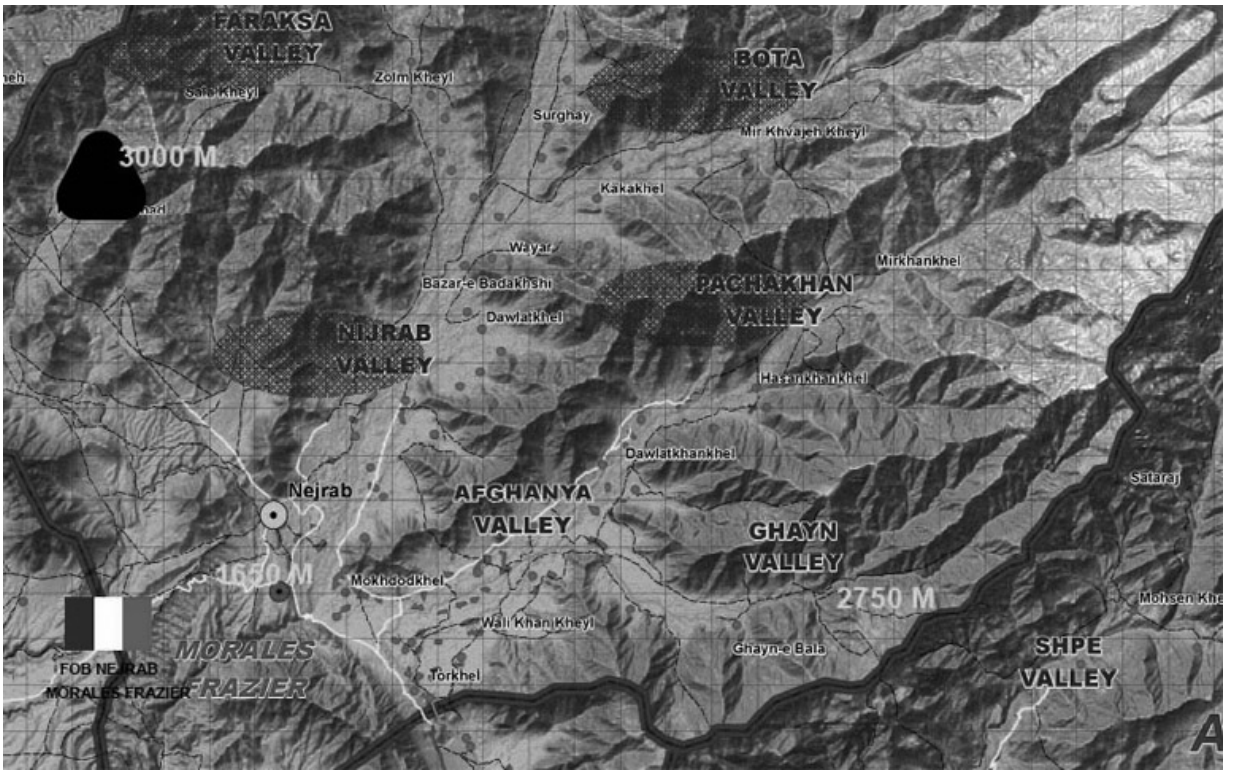


Figure 35 – Organigramme succinct de la brigade Lafayette en novembre 2009



Carte 12 – La base opérationnelle avancée de Nijrab, le cœur de la brigade Lafayette[16]

« *Alignés en salle de classe à la méthode [américaine], les officiers [de l'état-major tactique] veillent les multiples systèmes d'information et surveillent le mur d'image qui retranscrit toutes les opérations en temps réel*, témoigne le lieutenant-colonel Bonini. *L'ambiance est feutrée, la sérénité est de mise [durant] les quelque 165 opérations de niveau [bataillon interarmes] à brigade [qui] ont été conduites [durant le premier mandat de la brigade]. Rien n'échappe aux officiers [de l'état-major], l'important étant de pouvoir fournir en temps réel au [général commandant la brigade], la bonne information, position des amis et des alliés, point sur les menaces, disponibilité des appuis et*

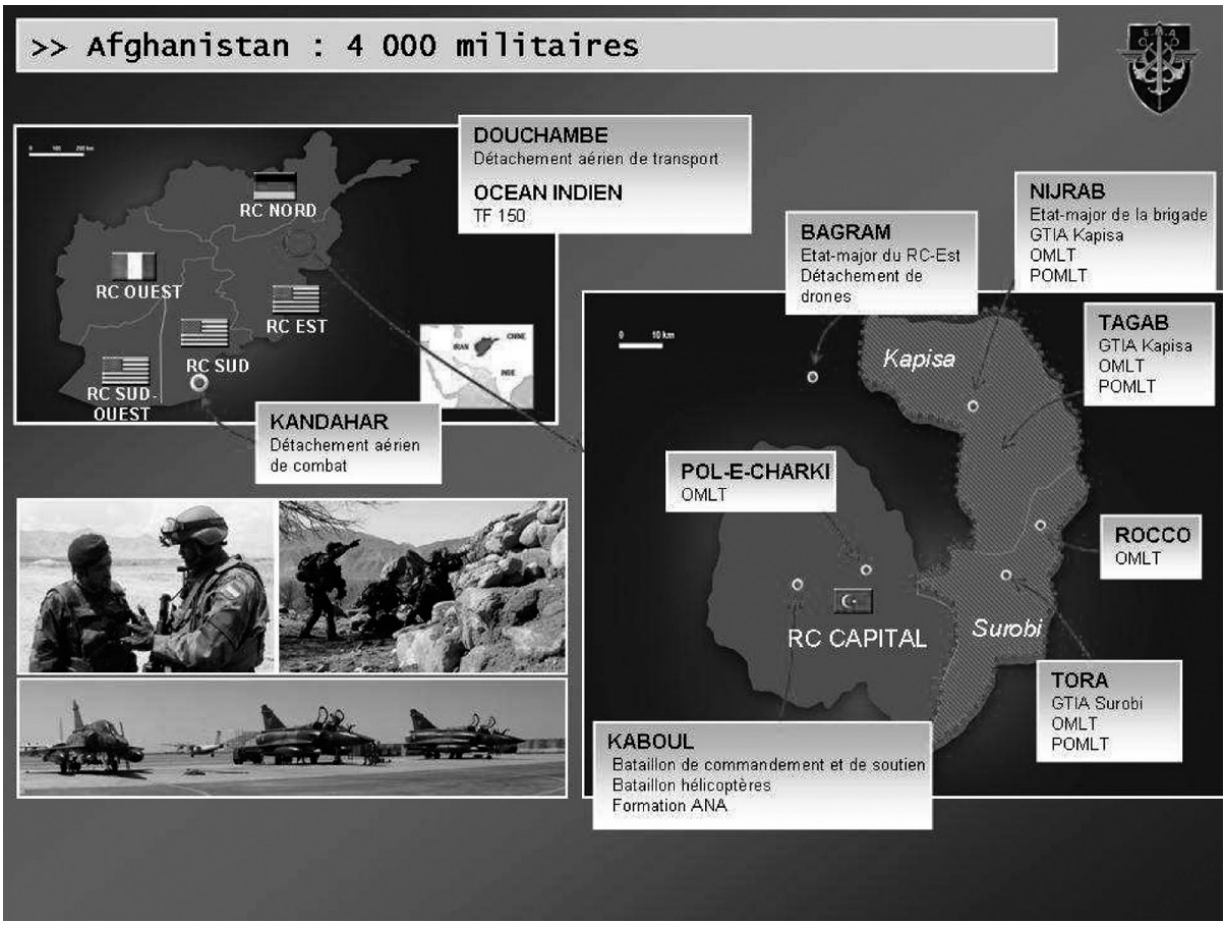
mesures prises au profit des unités sur le terrain[17] ». C'est le centre névralgique des opérations. L'état-major de la brigade possède une structure particulière qui lui fournit l'ensemble des renseignements nécessaires à la mise en œuvre de sa stratégie. Il s'agit de la cellule de ciblage et de convergence des renseignements ou *Fusion Cell*[18]. Importé d'Irak, ce concept américain arrive en Afghanistan au printemps 2009. Une partie des ressources de la planification de l'état-major est tournée vers le ciblage des individus les plus dangereux, des réseaux Taliban, qui font l'objet d'opérations pour les emprisonner ou les supprimer (concept de *Kill or Capture*). Les Français ajoutent le ciblage des personnes « positives » – qui leur sont favorables – pour pouvoir développer des stratégies renforçant leur position. Nous sommes au cœur de la stratégie de la « boule de billard ». « *J'avais fixé à cette cellule trois objectifs* », explique le général Druart, « *La lutte contre les engins explosifs improvisés, le ciblage de personnes et la définition des actions à réaliser pour obtenir les meilleurs effets. Pour cela, il fallait une équipe pluridisciplinaire mais aussi intégrer les Américains*[19] ». Le général dispose ainsi de données lui permettant de faire évoluer sa stratégie. La brigade développe des Opérations d'Influence (OI). C'est une première pour l'armée française depuis la fin de la guerre d'Algérie. Elles comprennent quatre volets : la communication opérationnelle (vers les médias nationaux ou étrangers), les actions civilo-militaires, l'aide au développement ainsi que la création d'Omid FM, la radio officielle de la brigade Lafayette. La finalité est OI est de soutenir et de renforcer les réseaux favorables au

gouvernement afghan. Les actions civilo-militaires doivent générer du développement dans ces zones « ralliées », qui serviront de pôle d'attraction pour les villages plus hostiles[20].

Le commandant de la brigade s'entoure, à l'occasion du premier mandat, de deux conseillers civils, le premier pour le développement et le second comme conseiller politique et culturel. « *Leurs compétences devaient être au service de la manœuvre tactique pour agir au cœur de la population*[21] », souligne le général. Malgré tout, la coexistence entre une « cellule développement » liée à l'ambassade de France et les actions civilo-militaires de l'armée laisse entrevoir certaines tensions[22]. Le ministère des Affaires étrangères souhaite réaliser des projets, sur l'ensemble de la Kapisa et de la Surobi, qui centralisent les moyens de tous les acteurs du développement, créent des emplois pérennes permettant la collecte d'impôts tout en veillant à leur impact sur la société. Les civilo-militaires recherchent avant tout à « *fournir au chef militaire un mode d'action lui permettant d'obtenir le soutien actif des autorités et populations, d'activer des réseaux d'influence permettant de démultiplier l'action des éléments français et enfin, participer à l'isolement des extrémistes*[23] ». La finalité de développement des uns (bâtir un tissu économique viable, repousser la corruption, centraliser et contrôler l'utilisation des moyens) n'est pas celle plus tactique des autres (faire accepter la présence de la force militaire, économie concurrente de celle des taliban, implanter les forces de sécurité). Dans le cadre de l'aide à la gouvernance, les actions civilo-militaires favorisent l'implantation de 22

postes de police, d'un commissariat et une extension d'une école contre-narcotiques. Dotées d'un budget de quatre millions six cent mille euros, elles ont financé « *215 projets [qui] ont permis l'emploi de 7 000 personnes dont 30 % ont bénéficié d'un emploi permanent comme ingénieur, surveillant, gestionnaire* ». Durant le premier mandat de la brigade, ces actions ont touché environ « *200 villages des trois districts sud de Kapisa et du district de Surobi*[24] ». Le général Druart est satisfait de ce volet d'aide au développement : « *Il était nécessaire de se battre pour faire converger l'aide française essaimée sur tout l'Afghanistan vers la zone de responsabilité française. Cela a mis du temps. Nous avons pu bénéficier de l'aide et du budget de l'équipe de reconstruction provinciale américaine (trente millions de dollars), placée sous notre commandement tactique*[25] *puis opérationnel. Il est vrai que j'avais de très bonnes relations avec le général américain. Nous avons pu réaliser deux projets de ponts qui ont relié les villages à l'axe Vermont que nous avons goudronné. Tout cela avait un vrai sens pour la population*[26] ». Radio Omid (espoir) commence à émettre le 1er janvier 2010 pour faire passer les messages de la brigade française. Elle propose des programmes pour les populations locales, tout en diffusant les informations de la coalition (actions, intensions[27]). Ce projet se distingue de celui de « Radio Surobi », la radio communautaire voulue par le colonel Durieux. Des tensions apparaissent renvoyant, sans doute, les deux projets à leur finalité bien différente (opérations psychologiques pour l'un et dialogue communautaire pour l'autre[28]). Le détachement du renseignement militaire provient de la brigade de

renseignement et des forces spéciales. Il intègre des composantes dédiées à la recherche de renseignement d'origine humaine[29], de la guerre électronique[30], des drones tactiques[31] et comporte un groupe géographique. La coordination du renseignement est assurée depuis Nijrab et chaque bataillon possède un officier de liaison. L'action de ce détachement est essentielle pour éclairer les décisions de la brigade, protéger la force dans les bases avancées et construire une base de données des agents d'influence[32]. La brigade possède une chaîne de santé (hôpital de l'aéroport de Kaboul), sous son commandement tactique, qui complète son dispositif.



Carte 14 – La création de la brigade Lafayette le 1er novembre 2009[33].

Pour réaliser ses opérations, la brigade Lafayette dispose de quatre bataillons décentralisés. Nous trouvons deux bataillons d'infanterie (en Kapisa et en Surobi), un bataillon d'hélicoptères de combat (qui devient la *Task Force* Mousquetaire) et un bataillon de Commandement et de Soutien (BCS), stationné à Kaboul. Chaque bataillon d'infanterie possède une structure ternaire et ses propres appuis de cavalerie[34], du génie et d'artillerie. C'est pour cette raison que le commandement parle de Groupements Tactiques Interarmes[35] (GTIA) pour les bataillons et de Sous-

Groupements Tactiques Interarmes (SGTIA) pour les compagnies[36]. Le bataillon d'hélicoptère, basé à Kaboul, comprend onze appareils (trois hélicoptères de reconnaissance de types « Gazelle », trois hélicoptères d'attaque « Tigre » et cinq hélicoptères de transport « Caracal » et « Cougar »). Les canons autoportés « Caesar », de calibre 155 mm avec une portée de 27 kilomètres, sont répartis sur les bases opérationnelles avancées en Kapisa et en Surobi. Ces pièces d'artillerie, complétées par des mortiers de 120 mm, couvrent l'ensemble de l'aire opérationnelle française[37]. La brigade dispose également d'équipes de liaison et de mentorat opérationnel[38] regroupées au sein de la 3e brigade du 201e corps de l'armée et auprès de la police afghane. Ces équipes de liaison et de mentorat opérationnel dédiées à la police[39], encadrent les forces de l'ordre afghanes[40]. Armées par des gendarmes, elles ont pour mission de « *développer une police afghane autonome, reconnue et efficiente, apte à garantir, sans aide étrangère, la sécurité des populations et le respect des lois afghanes*[41] » dans la zone de responsabilité française. La brigade compte dans ses rangs, pour ce premier mandat, un détachement de commandos du Groupement Commando de Montagne (GCM) ainsi qu'un Groupement Commando Parachutiste (GCP) du 2e REP. Il est ainsi possible de constituer, lors de certaines opérations, un « groupement commando mixte[42] ». Cet atout permet d'aligner une force de frappe, utile dans la perspective stratégique esquissée par la brigade française. Un détachement cynotechnique, composé de deux cyno-

groupes et d’un officier de liaison, complète l’ordre de bataille de la brigade[43].

Le génie de la brigade Lafayette

Les éléments génie déployés au sein de la brigade française se composent de deux compagnies à deux sections de combat (une par compagnie interarmes) et d’un détachement subordonné au « bureau opération / deuxième dimension » (cellule G3/2D) de l’état-major. Il s’articule autour d’une section de fouille opérationnelle spécialisée, d’un détachement d’ouverture d’itinéraire piégé et d’un groupe de travaux. Chaque bataillon interarmes dispose sous son commandement tactique de deux équipes de démineurs spécialisés ainsi que d’une équipe de spécialistes de l’armement. Cette répartition est réalisée malgré l’absence d’un groupe pour pouvoir appuyer de manière optimale l’ensemble des compagnies des bataillons. Ce sous-effectif, qui reste chronique jusqu’à la dissolution de la brigade, cause une importante surcharge de travail pour les sapeurs. L’ensemble des moyens complémentaires est très clairement orienté vers la lutte contre les engins explosifs improvisés, qui constituent la menace principale.

Au plus près des unités de mêlée, voire le plus souvent devant elles, les sapeurs « *ont pour mission principale d’ouvrir les itinéraires qui sont empruntés par les fantassins et cavaliers lors de leurs déploiements en opération*[44] ». Ils pratiquent, en outre, la reconnaissance systématique des divers points d’appuis, des points particuliers, puis plus tard, des compounds, avant l’installation des fantassins français.

Équipés de leur détecteur de métaux, ils recherchent les engins explosifs improvisés, les mines ou des indices de pose. Les sapeurs débarqués constituent le principal outil pour déceler ces engins. L'évolution des techniques et tactiques des taliban rend

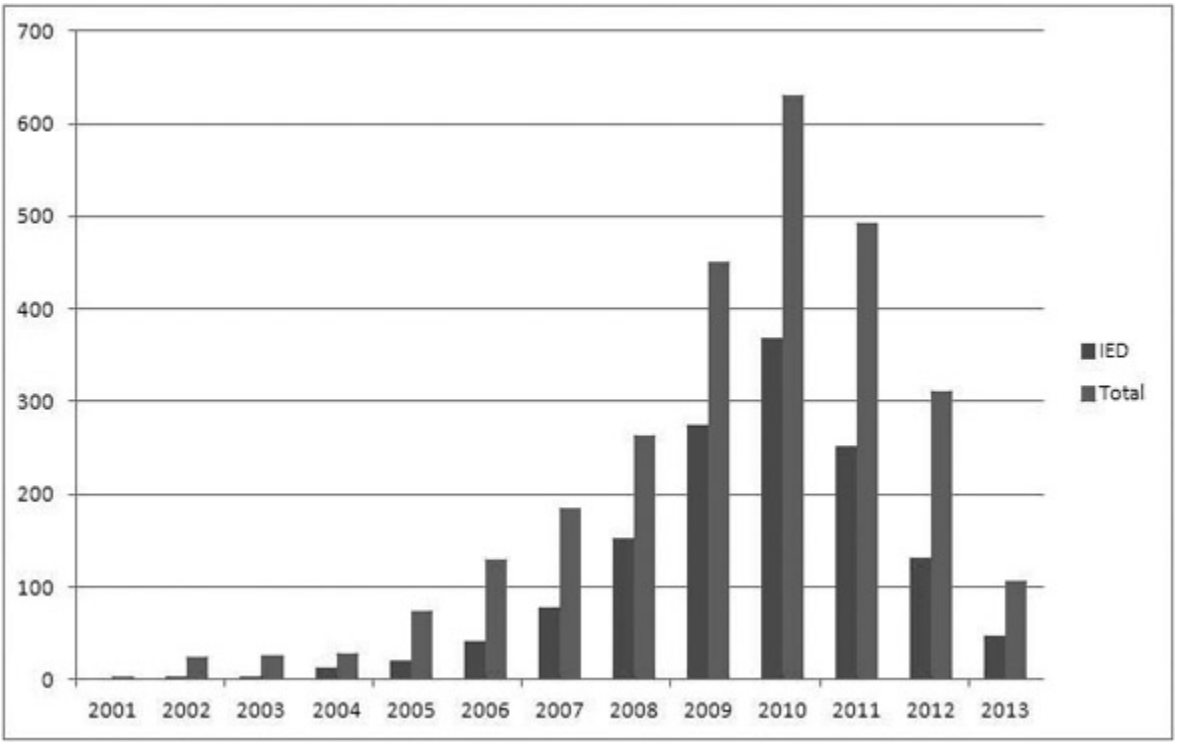


Figure 37 – Nombre des pertes causées à la coalition par les engins explosifs improvisés au regard du total (2001-2013)

cette médiation humaine indispensable. Les dispositifs techniques peuvent avoir un point faible alors que l'expérience individuelle, la connaissance du terrain et l'ingéniosité des hommes sont irremplaçables. Détachés dans les sections, les groupes du génie sont de toutes les sorties. Il n'est pas rare qu'ils débutent la journée en

ouvrant l'itinéraire, puis passent dans le dispositif de protection avant d'aller fouiller une maison puis de repartir contrôler un axe de repli. À la différence des fantassins qui peuvent avoir des temps de pause durant sa journée, les sapeurs sont toujours sur la brèche. Les reconnaissances à pied se déroulent sous la protection des fantassins qui ont alors un double rôle. Le premier est d'assurer leur protection rapprochée et le second leur confère un rôle plus actif dans la lutte contre les engins explosifs à commande filaire. Se déployant en « V » de part et d'autre de l'axe de progression du génie sur la route, ils peuvent contribuer à faire fuir les taliban chargés d'actionner le piège. Cette protection réciproque se double, pour les sapeurs, d'un travail « sous la bulle ». À proximité de leur zone de travail se trouve toujours un VAB équipé d'un brouilleur puissant à l'intérieur du faisceau duquel ils doivent rester. Les sapeurs sont polyvalents. En cas d'embuscade, ils doivent être capables de redevenir fantassins pour répondre à l'adversaire. À ce titre, les sapeurs de la Légion étrangère sont particulièrement appréciés car ils disposent chacun d'une solide formation en technique d'infanterie, qui constitue le « fond de sac » de tous les légionnaires passés par le 4e Régiment Étranger (RE). Cette utilisation très intensive du génie et leur sous-effectif font que le pion tactique de base est divisé jusqu'au trinôme pour pouvoir remplir toutes les missions. Parallèlement, les sapeurs doivent également participer à la création de postes de combats ou de bases opérationnelles avancées[45]. « *Pas un pas sans appuis* », cette expression traditionnelle signifie clairement qu'à partir de l'année 2009, plus aucune

opération ne se réalise sans la participation du génie. Les groupes de chantier sont déployés pour la première fois en Afghanistan en décembre 2009. Ils se composent d'un sous-officier spécialiste en travaux publics et de neuf sapeurs enginistes aptes à servir tous les types d'engins lourds de chantiers. Leur mission est « *d'appuyer l'implantation de la force là où les entreprises civiles refusent d'aller et participer à des chantiers à orientation civilo-militaire* ». Lors du premier mandat de la brigade Lafayette, les groupes chantiers travaillent à améliorer le poste de combat avancé 42 en vallée de Tagab et en construisent deux nouveaux aux parallèles 46 puis 51. Leur savoir-faire est particulièrement apprécié.

Le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé, armé initialement par les sapeurs de la 6e compagnie du 1er RG, bascule au 13e RG à partir du mois de juin 2010, suite à une nouvelle restructuration de l'armée de terre. Ayant pour vocation d'ouvrir les axes avec des moyens mécanisés, sa composition évolue au fil de ses mandats. Initialement, le convoi est constitué d'un véhicule SOUVIM, d'un VAB génie et d'un camion « Buffalo » avec une escorte d'infanterie. Le VAB est remplacé par un nouveau véhicule résistant aux mines : « l'Aravis[46] ». Il est utile pour transporter en toute sécurité les sapeurs de la Section de Protection et de Dépollution (SPD) et les démineurs spécialisés. Des protections passives contre les roquettes antichars sont ajoutées au « Buffalo ». Avec l'arrivée du SOUVIM de deuxième génération[47], le détachement se modernise et devient autonome. Son principe de fonctionnement est simple. Il forme un convoi routier où le SOUVIM se charge de

la détection des engins. En cas de besoin, le bras mécanique du « Buffalo » procède à une levée de doute en creusant le sol. Si la menace est confirmée, les démineurs spécialisés débarquent pour neutraliser l'engin sous la protection de la SPD. Les sapeurs embarqués interviennent aussi pour réaliser des contrôles de « points chauds ». Avec l'arrivée de « l'Aravis », le détachement accroît ses capacités de répondre aux embuscades éventuelles. Celui-ci est doté d'une tourelle téléopérée qui lui permet de se défendre efficacement. Encore une fois, les sapeurs doivent développer leur polyvalence en intégrant des techniques et des tactiques propres à la conduite de convois et à la réaction aux embuscades.

La fouille opérationnelle spécialisée est une section de sapeurs préparés à la lutte contre les réseaux Taliban. L'expérience afghane montre que la localisation d'objectifs spécifiques (équipements, caches d'armes) doit être confiée à des équipes spécialisées, dont les savoir-faire, les connaissances et les équipements apportent à l'ensemble une plus-value particulière. Elles sont formées pour rechercher des caches, des indices ou des preuves que ne pourraient révéler des procédures classiques d'investigation. « *Les fouilles conduites après collecte de renseignements précis sur un objectif ciblé sont menées dans un cadre légal,* explique le commandant Delatre, *de façon à acquérir des preuves recevables pour assurer une condamnation*[48] ». S'inscrivant dans la lutte contre les engins explosifs improvisés, les opérations de fouille offensives visent à frapper les ressources de l'adversaire, à

limiter sa libre circulation et à faire diminuer le rythme de ses opérations en le privant d'armes et de munitions.

Les démineurs spécialisés sont les principaux acteurs de la neutralisation des bombes artisanales. Les quatre équipes présentes ne sont pas de trop, car ces spécialistes sont les seuls à pouvoir intervenir sur les engins explosifs improvisés. Poste particulièrement exposé, demandant beaucoup de rigueur, le travail des démineurs est essentiel pour remonter la chaîne du poseur de bombe jusqu'au confectionneur. Le commandement insiste pour que ces engins soient neutralisés et non détruits à chaque fois que cela est possible. Cela permet aux équipes de spécialistes de l'armement et des explosifs, qui ont pour mission de collecter tous les indices possibles et de rédiger des rapports précis d'incidents. L'ensemble est transmis aux laboratoires d'analyse de la coalition, qui fournissent en retour de nouveaux renseignements permettant de confondre les coupables. Cette chaîne de capacités permet au génie de la brigade Lafayette, de disposer d'un outil de premier ordre dans la lutte contre les engins explosifs improvisés. La première conséquence est la création d'un Centre Contre-IED (CCIED) à l'école du génie le 1er juillet 2010, qui regroupe toutes les filières de formation. Il se divise en trois départements : Attaquer les réseaux (« *Defeat the Network* »), Entraîner la force (« *Train the Force* ») et Neutraliser les engins (« *Defeat the Device*[49] »). Après avoir mis en lumière la stratégie et la composition de la brigade Lafayette, il est temps de se pencher sur la nature de son adversaire, ses tactiques, techniques et procédures

de combat. Les soldats français font face à de redoutables guérilleros montagnards.

Les taliban en Kapisa et Surobi : état des lieux en novembre 2009

L’aire géographique nouvelle couverte par la brigade Lafayette s’étend du district de Surobi à la province de la Kapisa. Elle s’étend sur 70 kilomètres de profondeur (est/ouest) et 120 kilomètres de long (nord/sud). Le district de Surobi connaît une situation sécuritaire bien meilleure que celle de la Kapisa. C’est dans cet espace de 8 400 kilomètres carrés, couverts de montages et de vallées, grand comme l’île de Crète en Méditerranée, que vont s’affronter les forces françaises et l’insurrection.

Qui sont les taliban de Kapisa et de Surobi ?

Les groupes armés sur l’aire de responsabilité française sont essentiellement des taliban et des membres du parti fondamentaliste de Gulbuddin Hekmatyar, dont le fief historique est en vallée de Bedraou. Les deux mouvements nouent des alliances, se coordonnent et s’appuient sans notion d’appartenance ethnique. Ponctuellement, ces groupes afghans sont renforcés par des combattants étrangers qui apportent des savoir-faire particuliers (engins

explosifs improvisés, tireurs d'élite, candidat au suicide…). Leur présence est plus marquée en été. La population de Surobi et de Kapisa s'implique dans les domaines du renseignement et de la logistique. Elle ne diffère pas en cela du constat fait un peu partout en Afghanistan dans les zones de combat. Connaissant parfaitement les réticences de la coalition à faire des victimes civiles, les taliban recherchent systématiquement l'imbrication avec la population, en particulier lors des phases d'exfiltration : « *Déclarer que l'on veut éviter toute perte civile est noble, mais la conséquence est que les insurgés privilégient les zones habitées, c'est-à-dire le pire des terrains* », comme le note Jean-Christophe Notin dans son ouvrage[50]. Dans l'aire de responsabilité française, les taliban font preuve d'une forte volonté d'interdire les vallées d'Afghanya, d'Alasay, de Bedraou et les vallées hautes d'Uzbin : « *Leur but est de garder le contrôle sur leurs zones refuges, sur leurs caches et leurs capacités à traverser les cols entre le Laghman et le nord de la Kapisa* », indiquent les militaires français chargés de décrypter les techniques, tactiques et procédures de leur adversaire[51]. Pour atteindre ces objectifs, les taliban mènent des actions contre l'axe routier Vermont afin d'y fixer les forces de la coalition. Dans le même temps, ils installent des dispositifs défensifs dans les entrées de vallée en Kapisa avec des éléments d'alerte et de réaction rapide, capables de conduire des embuscades. En Surobi, ils sont seulement en mesure de pratiquer une guérilla de faible intensité. Contrairement au diagnostic initial porté par la brigade, le renseignement militaire pointe dès 2011, trois qualités majeures des taliban : un commandement centralisé, une

capacité de renforcement lors des actions et une aptitude à la coordination. Ces qualités militaires ne sont pas celles de vulgaires bandes armées. « *Les insurgés limitent la liberté de manœuvre de la [brigade Lafayette] en cherchant à interdire la jonction entre le [bataillon interarmes de] Kapisa et [celui de] Surobi et à défendre les fonds de la vallée de Kapisa*, remarquent les spécialistes du renseignement. *Dans la vallée d'Uzbin, ils cherchent à interdire le franchissement du parallèle 44*[52] ». Le rythme et la nature des combats changent en fonction de la saison. Comme le note l'adjudant-chef Saulnier du 2e REP : « *Selon la saison, tout est différent. Quand les arbres ont des feuilles, il est impossible de travailler à l'intérieur de la zone verte, celle-ci ressemble à des tranchées camouflées qui ne semblent même pas communiquer entre elles, pas d'appui aérien possible, la détection de l'ennemi se fait au plus près, les contacts sont confinés dans des espaces restreints, sans possibilité de se mouvoir correctement* ». En hiver, par contre, tout change : « *Sans le camouflage des feuillages, depuis les hauteurs la détection des positions ennemies les plus éloignées est facilitée, l'observation permet de connaître en permanence le mouvement des insurgés et de leur tendre des embuscades, les tirs sont déclenchés de plus loin, donc plus de sécurité pour les hommes*[53] ». Lors de la campagne d'hiver, les taliban sont plus prudents. Ils mènent peu d'actions directes, agissent beaucoup en réaction au déploiement de la coalition et se consacrent à la défense des zones acquises. Leurs prises à partie se déroulent à moyenne ou longue distance. Ils déposent beaucoup d'engins explosifs improvisés sur les axes pour

entretenir la tension. En été, par contre, ils sont plus entreprenants, recherchent le contact et la confrontation en bénéficiant des couverts pour engager le combat à courte distance. Généralement, la campagne d'été est rythmée par les embuscades et par une recrudescence d'engins explosifs improvisés. Les modes opératoires des insurgés tirent parti du terrain et du registre des actions propres aux guérillas.

Les techniques et tactiques de combat des taliban

Les techniques et procédures de combat des taliban sont globalement héritées de la guerre contre les Soviétiques dans les années 1980, même si elles sont constamment adaptées en fonction des parades et initiatives des forces de la coalition. Combattant dans la tenue traditionnelle locale, ils sont difficiles à identifier. Souvent les troupes de la coalition se demandent si le paisible paysan qui les observe en travaillant dans son champ, ne va ouvrir le feu dans leur dos dès qu'ils seront passés. Le sergent V413, chef de groupe au 2e REG témoigne de la tension qui naît de cette incertitude (qui est civil, qui est ennemi) : « *un homme dont la maison a été fouillée peut vous regarder méchamment. Un autre, qui vous sourit, peut être un poseur d'engins explosifs improvisés. Il faut garder en tête que tous les villageois sont des civils... mais ce ne sont pas nos amis... ce ne sont pas non plus des ennemis... On ne peut pas tirer sur tout le monde, non plus ! Mais il faut garder en tête que l'homme que l'on croise peut sortir une kalachnikov dans les dix prochaines secondes... Il faut être attentif tout le temps, regarder autour de toi tout le temps*[54]

». Parfois, les taliban peuvent se dissimuler sous un uniforme de l'armée ou de la police, voire même des forces de la coalition. « *Expérimentés et téméraires, les insurgés ont une grande expérience du combat et ne craignent pas le feu. […] Ainsi, leurs tirs de plus en plus précis s'appuient sur une grande détermination au combat et sur des attaques violentes*[55] ». Ils ont recours à des modes opératoires offensifs et défensifs propres au registre des guérillas.

Mode opératoire offensif	*Type(s) d'action(s)*	**Mode opératoire défensif**	*Type(s) d'action(s)*
Les embuscades	Embuscade simple Embuscade complexe	**Refus du contact**	Observation à distance Tir de harcèlement (test)
Harcèlement des positions	Tirs à la roquette Tirs au mortier	**Défense ferme**	Positions aménagées dans la profondeur, sur plusieurs lignes avec engins explosifs improvisés et appuis.
Raids et attaques de points	Raids Attaques suicides	**Les Engins Explosifs Improvisés**	Interdire l'accès à un espace
Les Engins Explosifs Improvisés	Elément déclencheur d'une embuscade		
Attaques suicides	A pied En véhicule		
Tirs contre aéronefs	Arme légère d'infanterie Missile antiaérien Roquette Canons antiaériens		

Tableau 11 – Synthèse des modes opératoires offensifs et défensifs des taliban

Le mode opératoire privilégié par les taliban lors des phases offensives est l'embuscade. Arme de la guérilla, elle s'appuie sur l'observation de l'adversaire[56], sur le renseignement et sur la maîtrise du terrain. La population participe souvent au recueil de renseignements, et tout particulièrement les enfants qui se trouvent souvent à la sortie des bases opérationnelles avancées. « *Je me souviens de cette sortie où il y avait un gamin sur le bord de la route* », se rappelle le lieutenant B2087*.* « *Il brandissait un portable vers nous en souriant. Il devait être en train de voir si tous nos brouilleurs étaient en état de marche, pour ensuite donner l'information aux taliban chargés d'actionner les engins explosifs improvisés… ou alors il était simplement en train de donner l'alerte*[57] ». Le but de l'embuscade est de harceler l'adversaire, de lui infliger des pertes ou de lui interdire l'accès à une zone donnée. Dans le cadre d'une guérilla, les taliban cherchent à frapper en priorité, les points faibles des Français. Les convois logistiques, par exemple, constituent d'excellentes cibles du fait de leurs passages réguliers, de la nature des véhicules et de la possibilité de détourner les approvisionnements.

La cellule de base pour mener des actions est le « groupe ». Celui-ci est composé de 15 à 20 combattants, armés de fusils d'assaut, de lance-roquettes et de fusils-mitrailleurs[58]. Lors de leurs actions les taliban peuvent être renforcés par des tireurs de précision. Leur présence est avérée depuis au moins 2008. Les insurgés utilisent d'autres armes de gros calibres ou

Les six composante d'une l'embuscade	*Tactique des Taliban afghans*
Renseigner	L'objectif est observé dans le temps et même suivi. L'aide de la population civile est souvent apportée. Les Taliban savent reconnaître les différents véhicules et leur nationalité.
Evaluer le rapport de force	Les Taliban frappent souvent lors du désengagement, l'élément le plus isolé ou le plus vulnérable. Il peut chercher aussi à frapper des cibles à haute valeur ajoutée (chef d'élément, interprète, sapeurs…)
Alerter	L'alerte peut être transmise par des moyens modernes (téléphone portable) ou plus rustiques (miroir, signaux…).
Prendre à partie	La prise à partie initiale se fait par saturation de tir de RPG, par l'explosion d'un IED ou les deux. Après avoir immobilisé le convoi, l'ensemble des véhicules sont pris sous le feu. Les servants des armes collectives sont des cibles prioritaires afin de forcer le groupe à débarquer. En cas de débarquement, les cibles prioritaires deviennent le chef de détachement, le radio, l'auxiliaire sanitaire et le tireur de précision.
Isoler, infliger des pertes	Les Taliban cherchent dans le même temps à manœuvrer pour parer les coups de l'adversaire et trouver une meilleure position pour le détruire. Il peut soit déborder, l'encercler et s'imbriquer avec lui (moins de cinquante mètres) pour éviter l'action des appuis feux.
Rompre le contact	Quand les Taliban estiment avoir atteints leurs objectifs, ils quittent la zone de combat en profitant du terrain ou en se fondant dans la population.

Tableau 13 – Synthèse du modèle d'embuscade développé par les taliban contre les Français

des mortiers[59]. L'embuscade dite simple nécessite peu de préparation. Elle peut impliquer d'une dizaine à une centaine de combattants. La durée des combats dépend à la fois des capacités de manœuvre des Français et de la vitesse d'intervention des appuis. Après avoir déclenché leur action, les taliban manœuvrent pour se rapprocher afin que l'appui aérien ne puisse pas produire son plein effet. Une fois cette imbrication réalisée, ils cherchent par le mouvement à isoler un élément vulnérable pour le détruire. Sitôt fait, ils se retirent en s'abritant derrière la population. Ce premier type d'embuscade peut être aussi un moyen pour attirer les renforts dépêchés sur place dans une

seconde embuscade. L'embuscade complexe « *vise à interdire l'accès à une zone [...] contrôlée par les insurgés ou le plus souvent, à infliger un maximum de pertes à l'adversaire. Elle nécessite une préparation minutieuse et engage des moyens importants*[60] ». En guérilleros aguerris, les taliban préparent leurs postes de combat en tirant parti des caractéristiques du milieu qui peuvent les servir (points hauts, anfractuosités naturelles, arbres, couvert des feuillages, maisons…). Les insurgés choisissent ces positions dans le souci de limiter l'action des appuis de la coalition et d'être au contact au plus près de leur adversaire afin de réaliser une imbrication. Les armes sont généralement cachées à côté de ces positions afin de pouvoir tirer parti des Règles Opérationnelles d'Engagement (ROE) de l'OTAN. Les soldats sont autorisés à faire feu sur un individu portant une arme et en cas de légitime défense. De nombreux témoignages font aussi allusion à l'utilisation de civils comme boucliers humains et même d'enfants pour porter les munitions ou récupérer les armes que les taliban laissent tomber au sol afin de ne plus être des cibles potentielles. Ce fait est reporté par le journaliste Jean-Dominique Merchet : « *On touche là aux règles d'engagements de la FIAS- qui sont particulièrement strictes. "Si un combattant insurgé marche à côté d'un enfant qui porte son arme, que faites-vous ?" avons-nous demandé à une source officielle. Réponse : "Nous n'engageons pas." Et de reconnaître que cela arrive en permanence. Les combattants afghans savent qu'il leur suffit d'utiliser, de gré ou de force, des petits porteurs d'armes, des enfants donc, pour échapper aux tirs de la coalition*, et de conclure : *Drôle de guerre, où les principes*

moraux des uns sont utilisés par les autres[61] ». Le camouflage est abondamment utilisé pour masquer les déplacements des groupes armés. En fonction de la situation, les zones arrière de tir de roquettes sont aspergées d'eau afin de réduire le nuage de poussière au départ du coup et masquer l'emplacement du combattant. Le feuillage qui reverdit chaque printemps, offre une protection naturelle contre l'observation des drones ou des éléments placés en appui sur les points hauts. La zone verte, où la végétation est dense, favorise les insurgés. Elle suit généralement le cours d'une rivière (*Wadi*). Le couvert végétal disparaît avec l'hiver avant de réapparaître au printemps. La présence ou non d'un feuillage est extrêmement importante pour les militaires français car elle diminue leur capacité d'observation et d'appui-feu depuis les hauteurs. Ce couvert permet aux taliban de s'approcher au plus près et de mener des actions redoutables. Dans le cadre des embuscades complexes, les itinéraires de repli ou de contournement sont systématiquement piégés avec des engins explosifs improvisés pour bloquer tous les mouvements des éléments pris sous le feu ainsi que l'acheminement de renforts. Les zones habitées ne sont pas épargnées. Les villages de Kapisa, aux ruelles étroites et aux plans complexes, conviennent parfaitement à ce type de combat qui allie la surprise à l'imbrication totale entre les combattants et la population. Tout dégât collatéral est susceptible d'être utilisé par la propagande pour pousser les civils à rejoindre la lutte armée. Les habitations traditionnelles, les compounds, sont fabriqués grâce à des murs de torchis qui offrent une excellente protection

balistique. Rapidement, les dédales de rues peuvent devenir des pièges mortels.

Parmi les modes opératoires offensifs, les tirs de harcèlement des bases de la coalition grâce à la roquette de type 63 de 107 millimètres de fabrication chinoise (ou CHICOM) sont fréquents[62]. Ne possédant pas de lanceurs, les taliban utilisent des procédés artisanaux de mise à feu qui ont pour effet de réduire la portée des tirs mais aussi leur précision. Le rayon létal de cette roquette est de 30 mètres. Outre le sentiment d'insécurité que cette menace laisse peser sur la troupe au repos, les dégâts occasionnés sont réels et poussent même les soldats de la coalition à renforcer les mesures de protection de leurs cantonnements. Les tirs de harcèlement sont réguliers sur la base opérationnelle de Tagab, qui fait l'objet d'investissement en moyens de contre-mesure entre 2009 et 2011, ainsi que sur les postes de combats avancés Rocco et 46. Les incidents de ce type sont très rares sur Nijrab et Tora. Le mortier russe de 82 millimètres est aussi utilisé par les taliban pour le tir de harcèlement. Il envoie des obus jusqu'à 3 kilomètres dont le rayon létal est de 18 à 30 mètres. Les taliban se lancent parfois dans des raids, qui ont des objectifs divers (détruire ou dérober du matériel, libérer des prisonniers, attaquer des bases opérationnelles avancées, des bâtiments officiels…). À chaque fois, le retentissement médiatique est recherché pour alimenter la propagande. Ces opérations peuvent prendre la forme d'action commando suicide, destinée à frapper les opinions publiques par leur détermination[63]. De tous les procédés offensifs, le plus répandu est l'utilisation d'engins explosifs

improvisés. Les taliban font évoluer en permanence leur mode opératoire de confection et d'utilisation tactique de ces engins. C'est une de leur force, qui constitue le cœur du combat à distance mené entre les spécialistes du déminage de la coalition et les confectionneurs d'engins.

Engin explosif improvisé déclenché par la victime / VOIED : *Victim Operated IED*	Engin explosif improvisé déclenchés par un minuteur	Engin explosif improvisé télécommandé	Engin explosif improvisé magnétique
Plateau à pression / PPIED : *Pressure Plate IED* *Infrarouge passif* *Traction, fil piège* *Relâchement de pression*	Minuteurs mécaniques Minuteur électronique Minuteur chimique	Télécommandés par fils / CWIED : *Command Wire IED* *Télécommandés par onde radio / RCIED : Radio Command IED*	Engins explosifs équipés d'aimants et fixés sur les véhicules en zone urbaine

Tableau 15 – Grandes catégories d'engins explosifs improvisés utilisés en Afghanistan

Ces engins explosifs improvisés sont complétés par des systèmes d'armement de la charge plus complexes, qui permettent d'éviter les pertes civiles inutiles ou de cibler plus facilement les véhicules à détruire. Les taliban peuvent disposer sur la route un engin fictif[64], qui va attirer les démineurs (ou le convoi) vers une deuxième charge soigneusement cachée qui leur est destinée. Le même dispositif battu par les feux peut inciter la troupe à débarquer pour manœuvrer et tomber dans le piège d'une chaîne d'engins explosifs improvisés[65] disposée à un endroit stratégique. Ces bombes artisanales sont dotées, la plupart du temps, de systèmes antirelevages destinés à piéger le démineur. Cela peut aller de la simple grenade à un objet métallique glissé dans une seringue[66], qui va provoquer un

contact fatal si l'engin est manipulé sans précautions. L'imagination des artificiers Taliban semble sans limites. Les attaques suicides sont très difficiles à détecter et à déjouer : « *spectaculaires et médiatiques, elles ont pour objectif d'attirer l'attention de l'opinion et de créer un fort climat d'insécurité au sein des forces de la coalition*[67] ». Les candidats au suicide sont souvent recrutés au Pakistan, dans les écoles coraniques, ou à l'étranger[68]. Volontaires, ils reçoivent un entraînement spécifique et un gilet d'explosifs. Le système de mise à feu est souvent doublé en cas de défaillance du kamikaze (renoncement ou hésitation). Les attaques suicides peuvent être l'œuvre d'un individu à pied ou d'un véhicule : bicyclette, voiture, camion, moto, mobylette, charrette à bras, voire des animaux (âne ou chameau). Ces véhicules suicides peuvent être utilisés comme premier vecteur d'une attaque plus importante, pour ouvrir une brèche dans un dispositif fortifié par exemple. La menace représentée par les engins explosifs improvisés est plus marquée en Kapisa qu'en Surobi. Les cibles privilégiées de ces attaques sont les axes logistiques, les itinéraires de déploiement de la force, les points d'appui et toutes les zones *a priori* favorables à la dissimulation de bombes. Les taliban sont opportunistes et la qualité des engins diffère en fonction de l'artificier. Cette arme psychologique est toujours valorisée par la réalisation d'un film qui va servir à des fins de propagande. Son action vise des objectifs sur le terrain et les opinions publiques internationales.

Les taliban disposent de moyens pour attaquer les hélicoptères et autres aéronefs de la coalition. Même si les

cibles principales demeurent les voilures tournantes, les avions de combat ou les drones peuvent être pris à partie. Si la majorité des attaques est effectuée par des armes légères d'infanterie, des lance-roquettes portatifs sont aussi utilisés pour des tirs d'opportunité de longue (en vol) ou de courte distance (sur les zones de posé[69]). La haute altitude des massifs montagneux réduisant les performances des hélicoptères, ceux-ci deviennent des cibles plus faciles lors de ces phases délicates. Les taliban possèdent aussi des armes antiaériennes russes[70], qui sont dédiées à la protection des zones sensibles pour la guérilla. Pour la lutte contre les Soviétiques, les services de renseignement américains ont fourni des missiles antiaériens aux Moudjahidines. Au nombre de 2 500, ces missiles *Stinger* ont été rachetés par la suite. Il resterait encore de 200 à 300 missiles de ce type en Afghanistan. Ce n'est malheureusement pas le seul. Les Britanniques ont livré leur missile *Blowpipe* à la même période. En complément, les marchés chinois ou russe offrent de nombreux modèles[71]. Ces missiles sont peu mis à contribution en Afghanistan même si leur menace est prise au sérieux par l'ensemble des aéronefs de la coalition. Sans doute, ces armes de prestige sont plus utiles comme objet de pouvoir pour les chefs qui les détiennent. Ou alors, plus simplement, le manque de batteries ou de bonnes conditions de stockage limitent leur utilisation.

Enfin, les modes opératoires défensifs se manifestent sous deux formes : le refus du combat ou la défense « ferme ». Considérant que la mobilité est la meilleure protection pour parer les coups de la coalition, les taliban évitent le

combat sitôt que le rapport de force leur est trop défavorable. Lors de nombreuses opérations « en force » de la coalition, les insurgés se sont contentés d'observer le dispositif, de le harceler pour étudier les réactions mais sans engager le combat. Cette stratégie de l'esquive s'accompagne aussi d'une défense ferme. Si les troupes de la coalition s'approchent de zones sensibles, jugées comme essentielles (sanctuaires), les taliban peuvent choisir de se défendre farouchement à partir de fortifications organisées à l'avance : « *les positions sont aménagées sur plusieurs lignes organisées dans la profondeur. Dotés d'un réseau de renseignement et d'alerte, ils s'appuient sur un dispositif composé d'engins explosifs improvisés*[72] *et d'armes d'appui*[73] ». Le dispositif défensif est organisé en bastions installés à des endroits clefs du terrain et en profondeur dans les vallées. Les taliban, à l'image de nombreux Afghans, ont une expérience du combat. Leur qualité est inégale mais ils n'en constituent pas moins des adversaires redoutables. Leur utilisation du terrain permet souvent de gommer les avantages de la coalition. Si leurs techniques, tactiques et procédures de combat apparaissent clairement aux services de renseignement, il en est tout autrement de leurs motivations politiques.

Les taliban : une bonne ou une mauvaise analyse de l'adversaire ?

Avec le recul, nous ne pouvons qu'être frappés par la définition donnée de l'adversaire. Les travaux récents sur cette insurrection[74] tendent à la définir comme reposant sur

un rejet fort de l'État afghan jugé illégitime et inefficace et des forces armées étrangères accusées de servir leurs propres intérêts et de faire des victimes dans la population. Cette dernière est en attente de justice. La brigade Lafayette parle d'un ennemi fragmenté, assimilé à des bandits de grands chemins, lui déniant même une dimension politique globale : « *L'adversaire [se] présente en ordre dispersé, animé par des intérêts parfois divergents, agrégat de délinquants, de mouvements politisés armés, de jeunes désœuvrés et de quelques fanatiques religieux, le tout en proie à des luttes intestines et sans véritable volonté coordonnée*[75] ». Même s'il est incontestable que les groupes armés ne sont pas tous d'authentiques « taliban pré-2001 », que leurs motivations locales peuvent être différentes et qu'ils financent leurs activités par le biais d'activités illicites, il n'en demeure pas moins qu'ils s'inscrivent dans un cadre global cohérent. Il s'agit de la lutte entamée par l'ancien régime du Mollah Omar ayant pour objectif le départ des étrangers et le rétablissement de l'Émirat Islamique d'Afghanistan. Malgré tous les efforts déployés, l'opposition armée ne diminue pas, au contraire même. Compte tenu de la puissance de feu occidentale, il faut de très fortes motivations pour mettre sa vie en jeu : « *L'appât du gain (les taliban paient dix à cinquante dollars pour une journée d'opération), l'enrôlement obligatoire, la détestation des anciens chefs de guerre les plus cruels qui n'ont pas été inquiétés par la justice, le désir de renverser un pouvoir à Kaboul ne remplissant pas son rôle ancestral de redistribution des quelques richesses, en sont* », affirme Jean-Christophe Notin*. « Mais elles ne pèsent guère face à la*

colère chaque année plus forte suscitée par la prolongation du maintien de milliers d'Occidentaux sur le sol afghan, la soif de vengeance de ceux qui ont perdu épouse ou enfants, voire le devoir de laver l'humiliation subie devant des femmes ou en prison[76] ». Les termes « insurgé » ou « insurrection » englobent, dans une notion la plus large possible, un ennemi que les Occidentaux n'arrivent finalement pas à comprendre. Lors de son audition le mercredi 10 septembre 2008, le général Georgelin se déclare favorable au rapprochement entre l'opération « Liberté immuable » et celle de la FIAS, tout en réalisant un parallèle entre les insurgés et le terrorisme international : « *Je suis convaincu que l'unité de commandement est préférable à des commandements séparés. Cela me paraît clair. Une telle unité permettrait d'éviter un certain nombre de difficultés et de malentendus qui ont des conséquences sur les populations : en effet, chaque fois qu'une action génère des victimes civiles, cela fait le jeu des insurgés* ». Et il conclut : « *Je vous précise que je n'oppose pas le mot "insurgé" à celui de "terroriste", ce dernier se recrutant parmi les insurgés*[77] ». Dans l'esprit du général, ce rapprochement peut être une opportunité pour l'OTAN de faire évoluer les pratiques américaines sur le terrain afin de gagner en efficacité grâce à la contre-insurrection. Malheureusement, le poids écrasant des forces américaines dans la coalition ainsi que le manque de nuances dans la définition de l'adversaire semblent avoir contrarié ce projet. Cette stratégie d'influence se heurte, paradoxalement, à la programmation du départ des troupes de la coalition dès la fin de l'année 2010. Comment un Afghan, même portant un

regard positif sur les Occidentaux, pourrait-il accepter de collaborer alors qu'il connaît parfaitement, comme leurs adversaires, la date de l'échéance ? Cette annonce constitue une sorte de prime à l'attentisme, qui dément toutes les velléités de mobilisation des énergies positives. Les soldats français ne sont pas à proprement parler en cause, incontestablement : « *[Ils] adoptent un comportement différent. Ils sont plus au contact […], plus impliqués (certaines denrées sont achetées sur place alors que les Américains importent tout), plus au service des populations aussi grâce à l'aide médicale gratuite qu'ils leur offrent*[78] ». L'enjeu de la stabilité de la société afghane dépasse le cadre de la stricte intervention militaire. Malgré tous les efforts d'adaptation de l'armée française sur le terrain, elle ne peut certainement pas constituer à elle seule, l'alpha et l'oméga de la solution à la crise afghane, qui apparaît de plus en plus politique. Pour autant, les soldats français s'engagent avec conviction dans leur mission en Kapisa et Surobi, convaincus de pouvoir apporter la stabilité et le développement. Les premiers mandats de la brigade Lafayette se concentrant sur la population obtiennent d'excellents résultats sur le terrain.

Le premier mandat de la brigade Lafayette : les Task Force Black Rock et Altor

La mise en place complète du premier mandat de la brigade Lafayette se fait avec quelques semaines de décalage. Alors que la *Task Force* (TF) *Black Rock*[79] est présente en Kapisa depuis le 2 décembre 2009 et débute son activité opérationnelle, la TF Altor[80] n'arrive en Surobi que le 13 janvier 2010. Le 2e REP du colonel Éric Bellot des Minières relève de la TF Dragon du colonel Durieux à la tête du bataillon interarmes de Surobi. Il est composé, entre autres[81], de deux compagnies d'infanterie et d'une unité de commandement et de logistique du 2e REP et de la 1re compagnie du 17e RGP[82] en appui génie. Durant six mois, il reçoit la responsabilité de la Surobi (vallées de Tizin, de Jegdalay, d'Uzbin) et la garde de deux postes : la base opérationnelle avancée de Tora et le poste de combat avancé Rocco. Un troisième poste, situé sur le parallèle 46, complète bientôt le dispositif. Plus au nord, la TF *Black Rock* est armée principalement par deux compagnies du 13e BCA, auxquelles s'ajoute une unité de commandement et de logistique du même régiment. L'appui génie est apporté par la 2e compagnie du 2e REG[83]. Les éléments génie de ces deux bataillons jouent un rôle important dans le déroulement des opérations. En Kapisa, la 2e compagnie du 2e REG, placée sous le commandement du capitaine S414, est constituée de deux sections à trois groupes. Ce régiment de génie légion déploie une équipe de démineurs spécialisés, une section travaux détachée auprès de la brigade et d'une section de déneigement. Le détachement de liaison et de reconnaissance est commandé par le chef de bataillon B0021[84]. Outre un détachement de liaison et d'investigation, le 2e REG fournit des cadres pour l'état-

major de la brigade Lafayette, deux équipes de liaison et de mentorat opérationnel et quelques renforts individuels. En tout, 110 sapeurs légionnaires sont sur le terrain de la fin de l'année 2009 à l'été 2010[85]. En Surobi, la 1re compagnie de combat du 17e RGP doit s'adapter aux contraintes d'effectifs qui lui sont imposées. L'articulation de base prévoit une compagnie avec deux sections à trois groupes. Le 17e RGP crée une troisième section à deux groupes à partir des effectifs de l'élément de reconnaissance qui se retrouve réduit au strict minimum.

Une quatrième section d'appuis spécialisés est mise en place. Elle regroupe l'équipe de spécialistes de l'armement – dont l'officier assure le commandement de la section –, les deux équipes de démineurs spécialisés et le détachement cynotechnique. Une cinquième section « eau-énergie », composée pour moitié par des sapeurs du 17e RGP, se consacre aux tâches de soutien au stationnement. « *Le rôle du chef de détachement de liaison et de reconnaissance du génie doit faire l'objet d'une répartition des tâches avec son adjoint* », souligne le capitaine C1411. « *Lors de notre mandat en Surobi, le capitaine commandant la compagnie est chef [de ce détachement] et [conseiller génie du chef du bataillon]. C'est-à-dire qu'il participe à la conception, à l'élaboration des ordres et au suivi des opérations. Si les reconnaissances régulières sont laissées aux sections, le commandant d'unité reconnaît personnellement tous les sites intéressant la manœuvre au niveau du bataillon. Il exerce le commandement direct des sections rattachées et celui technique des sections détachées auprès des*

compagnies. Lorsque l'action du génie est au cœur de l'effet majeur de

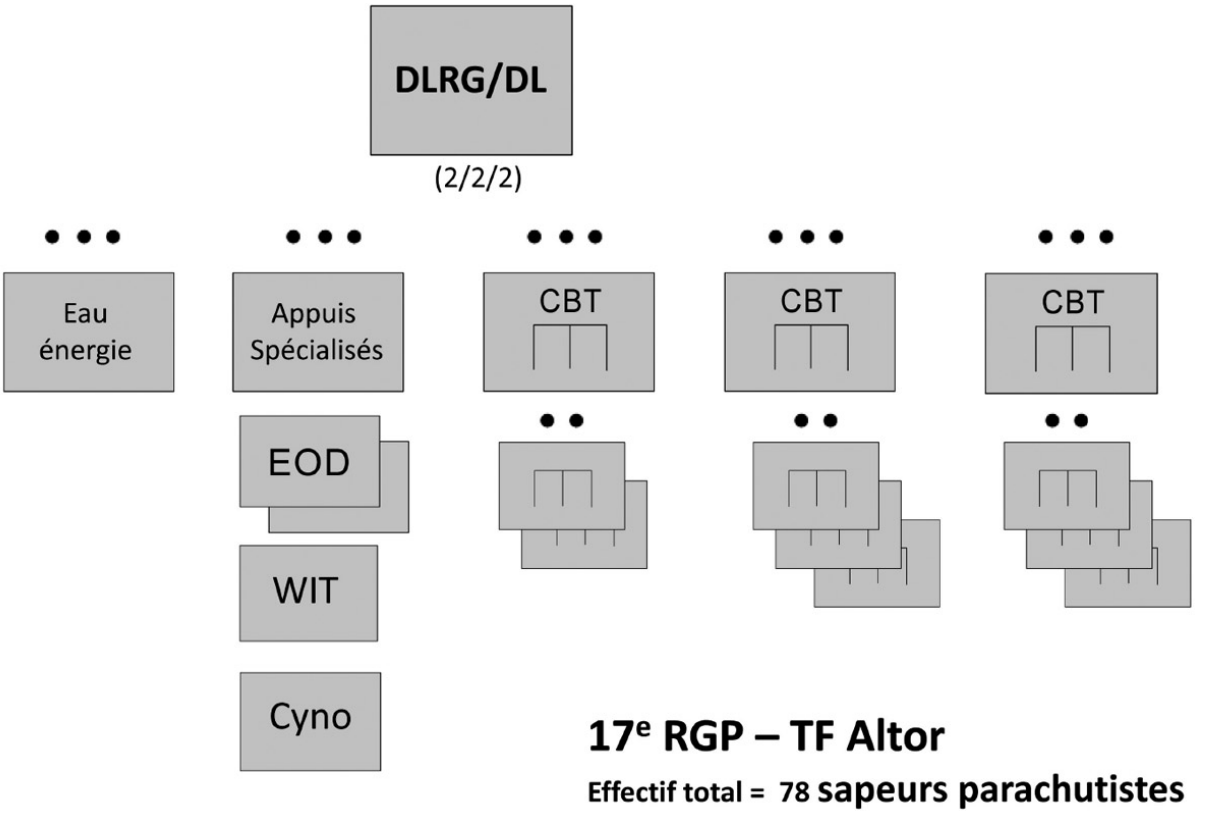


Figure 39 – La réorganisation du 17e RGP pour le mandat de la TF Altor

l'opération en cours, le chef de [détachement] exerce le commandement direct des éléments sur le terrain[86] ». Les trois sections du génie sont détachées auprès des trois compagnies interarmes de la TF Altor. La section d'appuis spécialisée est articulée en deux pions de manœuvre (démineurs spécialisés et spécialistes de l'armement). Conservée en alerte sur Tora, elle participe à toutes les opérations du bataillon interarmes et à la majorité de celles

des compagnies. Elle appuie en mode débarqué certaines opérations de fouilles, en particulier, dans la zone verte. Le détachement cynotechnique ne possédant pas de capacité de détection d'explosifs, il est réservé pour la protection de la base opérationnelle avancée de Tora. Lors de leurs mandats, les deux détachements du génie du 17e RGP et du 2e REG ont reçu le soutien des éléments organiques de la brigade (la fouille opérationnelle spécialisée, le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé et des groupes de travaux). L'activité opérationnelle ne manque pas au début de l'année 2010 où tout est à construire, au sens propre comme au sens figuré, pour la jeune brigade. Pour la mise en œuvre locale de la stratégie de contre-insurrection, une large initiative est laissée aux colonels commandant les bataillons interarmes.

Le mandat de la TF *Black Rock* en Kapisa est particulièrement agité. L'ouvrage du sergent Jocelyn Truchet permet de mieux comprendre le contexte d'engagement du bataillon et la violence des engagements[87]. Ce mandat s'avère plus difficile à documenter car il se situe au moment de la prise d'otage des deux journalistes français en Kapisa. La région est rapidement déclarée inaccessible à leurs confrères, pour préserver le secret du déploiement des forces spéciales. Les soldats français multiplient les opérations de points de contrôles sur les routes, alourdissant un planning opérationnel déjà bien rempli pour un résultat bien incertain : « *Nos deux jours de repos sont annulés* », témoigne Jocelyn Truchet, « *Nous partirons demain [...] pour établir un check point afin de retrouver les journalistes enlevés. Les ordres viennent du sommet de*

l'État et des généraux de Nijrab et de Kaboul se déplaceront pour s'assurer du bon déroulement des opérations. Nous nous abstenons de tout commentaire mais tout le monde sait que [cela ne donnera rien] : les insurgés ne sont pas stupides au point de passer avec leurs otages sur la route devant la [base opérationnelle avancée] alors qu'il existe des dizaines d'itinéraires pour nous contourner par les montages[88] ». Le rôle du génie est plus que jamais fondamental pour permettre la liberté de manœuvre des unités de l'interarmes. Dès la première sortie, les fantassins sont convaincus de son importance : « *C'est la première sortie pour nous* », se rappelle le sergent. « *Les sapeurs du 2e REG ouvrent la route pour la sécuriser avec leurs poêles à frire et détecter les éventuels explosifs [...]. Nous marchons en lisière de la route afin d'éviter que les éléments insurgés ne déclenchent leurs explosifs. En effet, nos véhicules sont équipés de brouilleurs d'ondes qui créent une bulle protectrice tout autour de nous, empêchant le déclenchement par téléphone portable des engins explosifs improvisés. Reste le système filaire qui motive notre présence autour de la route afin de repérer en amont les insurgés postés en embuscade*[89] ». La base opérationnelle avancée de Tagab est loin d'être parfaite. Les opérations régulières de ravitaillement par route sont indispensables, car elle ne dispose pas d'eau courante : « *Nous découvrons les joies du rationnement en eau, qui arrive par camion-citerne, et les outres d'eau (une douche par jour autorisée*[90]*)* », témoigne le jeune sous-officier. Elle est sujette à des tirs de harcèlement réguliers des taliban, qui utilisent même le 30 mars 2010, une roquette de 107 mm

au phosphore : « *Deux [roquettes] tombent sur le camp […]. Grande nouveauté : en plus d'avoir changé leur zone de lancement, ils tirent maintenant des [roquettes] au phosphore qui ont pour but d'être incendiaires avec un grand nombre de projections*[91] ». Pour permettre une meilleure riposte, des spécialistes de l'artillerie installent un dispositif acoustique permettant de trianguler la zone de départ des projectiles. Mis en service le 2 janvier 2010, il ne semble pas donner tout entière satisfaction. La menace des engins explosifs improvisés est omniprésente et nécessite des interventions régulières des démineurs spécialisés et une attention toute particulière des sapeurs du 2e REG. Les opérations sont nombreuses et toutes risquées. Les insurgés sont particulièrement actifs en vallée de Tagab, d'Alasay et autour de Joybar. Les taliban diversifient leurs pièges. Le 20 mars 2010, ils installent un engin explosif improvisé sur un point d'appui utilisé fréquemment par les Français durant leurs opérations de ravitaillement[92]. Cette fois-ci la chance est avec la TF *Black Rock* puisque ses hommes ne sont que légèrement blessés. Le génie doit dorénavant reconnaître systématiquement tous les points d'appuis. La pression des insurgés est très importante. Le 23 avril 2010, ils détruisent le pont de Nijrab pour montrer leur rejet de la présence étrangère[93]. Cinq jours plus tard, le chef de la milice de Jalokhel est tué. Les violents combats qui s'ensuivent démontrent toute l'importance de ces groupes armés comme auxiliaires des forces de la coalition[94]. Le 9 mai 2010, le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé est durement touché. Le sergent Truchet se souvient : « *Après le hameau de Shatoray, le VAB de tête explose sur un engin*

explosif improvisé. C'était un véhicule [équipé du système] de Leurre Massique Mécanique et Infra *rouge LEMIR*[95]*, qui a de gros rouleaux à l'avant pour, soi-disant, détecter les explosifs. Habituellement, nous procédons à une reconnaissance à pied de l'axe… La technologie ne remplace pas tout*[96] ». Les occupants du VAB sont sérieusement blessés. Le système de leurre massique et infrarouge du LEMIR doit permettre de faire exploser les éventuels engins avant le passage du véhicule. Quelque chose ne s'est pas passé comme prévu. Dans le même temps, une embuscade éclate qui fait deux blessés supplémentaires. Finalement, la carcasse du VAB est gardée puis détruite par la suite afin de ne pas laisser de trophées aux taliban. Le 16 mai 2010, le sergent Truchet est blessé sérieusement par un engin explosif improvisé lors de l'opération *Raven Bridge*. Rapatrié en métropole, amputé d'une jambe, un nouveau combat s'ouvre devant lui.

Nous pouvons être plus précis pour l'action du 2e REP en Surobi. Le journaliste Adrien Jaulmes y consacre un article dans *Le Figaro*, dont les principaux éléments sont confirmés et repris par l'adjudant-chef Saulnier dans son témoignage : « *La manœuvre élaborée par le colonel Bellot des Minières et par son chef d'opérations, le lieutenant-colonel Meunier, va surprendre tout le monde : les critiques, les Américains et les insurgés. […] "Notre mission était de rouvrir la vallée, de gagner la confiance des habitants. Courir après les insurgés dans leurs repaires est de ce point de vue totalement contre-productif", dit le colonel des Minières qui s'inspire plus volontiers de Lyautey que des idées de Roger Trinquier ou de David Galula […]. "Les opérations purement*

militaires comme les raids ponctuels qui se sont succédé dans la vallée, s'achevant sans tenir le terrain, ont eu des effets négatifs sur les populations, les insurgés et sur l'armée nationale afghane", explique le lieutenant-colonel Meunier. On a ainsi laissé croire aux premiers qu'on tirait sur tout ce qui bouge, aux seconds qu'ils étaient capables de tenir face à nous, et aux derniers que nous n'avions pas l'intention de rester. "On a donc appliqué quelques principes simples : éviter au maximum les pertes civiles, quitte à prendre nous-mêmes des risques, travailler en étroite collaboration avec l'armée afghane, tenir le terrain et ne jamais rompre le contact sous le feu afin de ne pas laisser aux insurgés un sentiment de supériorité", ajoute le chef opérations du REP. On a essayé d'avoir une approche globale[97] *et de tout faire en même temps : parler, construire, combattre*[98] ». Le bataillon fait preuve de retenue tactique et de maîtrise du feu, pour ne pas s'aliéner la population. Sur le terrain, cela se traduit de la manière suivante : « *Lorsque les VAB entrent dans la vallée, les insurgés ouvrent un feu nourri [...]. Plutôt que de riposter vers les habitations, le REP laisse l'ennemi tirer [...]. Le pari réussit. Les insurgés dévoilent ainsi leurs positions et leurs armes collectives. Déployés sur les hauteurs de la vallée [...], les [commandos] du régiment ouvrent un feu sur les insurgés d'une précision chirurgicale [...]. Les légionnaires infligent des pertes sérieuses à un adversaire peu habitué à ces tirs de précision. Dans l'une de ces opérations, huit insurgés sont tués ou blessés avec seulement douze cartouches de tirées*[99] ». Le 2e REP ne refuse pas le combat avec l'adversaire et se propose même de porter l'insécurité

chez lui, en entretenant une activité opérationnelle incessante. Dès le printemps, le régiment pénètre dans la zone verte pour combattre au plus près des taliban alors que le couvert végétal empêche l'utilisation optimale des appuis. La manœuvre d'infanterie conjuguée à la qualité individuelle des combattants est alors le seul garant de la réussite. Les forces de sécurité afghanes (armée et police) sont systématiquement intégrées dans les opérations, tout comme la nécessité de conduire des actions civilo-militaires auprès des populations. L'approche globale évoquée par le commandement de la TF Altor engage en même temps des opérations de vive force, des opérations de contact et d'aide vers les populations et des opérations d'influence. Le combat doit être légitime aux yeux de la population et laisser la place, en cas de besoin à la négociation. Cette approche vise à mettre les Afghans habitant les vallées au centre des préoccupations du bataillon interarmes. Dans un pays en prise avec la guerre civile depuis plus de trente ans, « *rien n'est tout blanc et rien n'est noir* », souligne le chef de la TF Altor, « et *tout ce qui est échangé n'est pas simple renseignement. Il est nécessaire de comprendre profondément la population pour être efficace*[100] ». Le colonel Bellot-des-Minières ne perd pas de vue qu'il doit préparer le transfert de la Surobi aux Afghans et qu'à ce titre, il doit intégrer la population et l'administration locale dans ses préoccupations afin de restituer un territoire viable et apaisé. Radio Surobi, développée par son prédécesseur, est fortement appréciée : « *Cette radio* », explique le chef du bataillon interarmes, « *nous permet d'apprendre beaucoup sur l'Afghanistan tout en dialoguant avec les*

Afghans. C'est aussi un élément d'influence pour faire comprendre de manière subtile nos intentions. Ce n'est clairement pas un outil de propagande. Nous n'avons jamais passé nos propres messages à l'antenne[101] ». Véritable instance culturelle et sportive, elle propose des activités liées au théâtre, à la poésie et même une compétition de baseball. « *L'ensemble de ces activités prouve que les Afghans ont une véritable aspiration à la paix* », souligne-t-il, « *Et puis, cinq mille personnes occupées à regarder un match, cela vous permet de mener une opération dans un autre secteur. C'est cela aussi la notion de bascule d'effort couplée à l'influence*[102] ». Grâce aux opérations menées durant son mandat, la TF Altor poursuit l'extension vers le nord – la Kapisa- de la zone sous contrôle des Français, tout en soldant les comptes de l'embuscade d'Uzbin.

Dans le cadre du plan de campagne de la brigade, les deux bataillons *Blackrock* et Altor travaillent ensemble de manière coordonnée pour atteindre les objectifs du général Druart, qui souhaite lier la Surobi et la Kapisa et plus globalement le Sud au nord de l'Afghanistan. Point de passage obligé avec le Pakistan, cette zone est idéale pour contourner Kaboul par l'est grâce à un itinéraire à aménager et sécuriser : l'axe Vermont. En développant les routes, en soutenant l'installation des forces de sécurité afghanes, le général Druart espère créer des liens entre les populations grâce au développement économique. En raison de l'été qui s'annonce difficile avec la reprise des activités des taliban, les Français cherchent à pousser le plus loin possible leur avantage et à reprendre l'initiative. Du 19 au 22 décembre 2009[103], l'opération *Bridge* permet de valider le concept de

« boule de billard » du général Druart, qui repose sur une coordination des deux bataillons et sur leur action simultanée pour obtenir un effet. Lors de son premier mois d'opération, la TF *Black Rock* conduit 27 opérations du niveau compagnie pour s'approprier sa zone d'action. Elle réalise de nombreuses escortes de convois entre les bases opérationnelles avancées de Nijrab et de Tagab pour déménager l'état-major tactique. Le rythme opérationnel est élevé et les taliban ne semblent pas marquer de pause. « *Au mois de décembre* », se rappelle le capitaine S414, « *beaucoup de nos sorties ont donné lieu à des accrochages. Je crois me souvenir qu'à la fin du mois, l'intégralité des sections ou des pelotons des compagnies avait connu leur baptême du feu*[104] ». Ne pouvant bénéficier de l'abri des feuillages, les taliban engagent les troupes françaises à longue distance. La brigade délaisse sa zone d'effort au mois de janvier, suite à la prise en otage des deux journalistes français et à l'arrivée du 2e REP qui a besoin d'un peu de temps pour s'approprier le terrain. Les opérations reprennent lorsque « *des renseignements suffisamment précis conduisent à penser que nos [actions] ne risquent pas de mettre [la] vie [des journalistes] en danger*[105] ». Le 11 janvier 2010, une section de l'armée afghane et son équipe de liaison et de mentorat opérationnel française sont prises à partie par des taliban alors qu'ils conduisent une patrouille à pied dans le village d'Alasay. Cet accrochage coûte la vie à l'infirmier de classe normale Mathieu Toinette et au capitaine Fabrice Rouller, qui décède de ses blessures le lendemain. Ils sont tous deux victimes d'un tireur de précision armé d'un fusil russe

Dragunov[106]. Le 13 janvier 2010, en fin de matinée, un convoi logistique de l'armée afghane comprenant une équipe de mentors français est touché par l'explosion d'un engin explosif improvisé. Trois militaires français sont blessés. Les blessures du maréchal des logis Harouna Diop du 517e RT lui sont fatales. Cette agressivité des taliban oblige la TF *Black Rock* à mener des opérations de mise en sécurité des vallées du Panshir, d'Afghanya et d'Alasay. C'est durant l'une de ces missions que, le 9 février 2010, le 1re classe Enguerrand Libaert du 13e BCA est tué. À la mi-février, la brigade estime que la situation est de nouveau sous contrôle. Le 13, elle lance l'opération *Bull Track*. Il s'agit d'une reconnaissance d'itinéraire d'envergure le long de l'axe Vermont entre la base opérationnelle avancée de Nijrab et la ville de Mahmud-e-Raqi. La zone est considérée comme dangereuse depuis l'explosion de deux engins explosifs improvisés et les moyens mis en œuvre sont conséquents. Le capitaine V., coordinateur génie de la brigade, détaille l'ensemble de ce dispositif : « *Pour cette mission, nous avons mis en place une section de sapeurs de la Task Force Black Rock, le détachement d'ouverture d'itinéraire composé du Buffalo, du SOUVIM et du LEMIR, deux équipes de fouille opérationnelle spécialisé, une équipe [de spécialistes de l'armement] et enfin les éléments d'observation et de déminage* [spécialisé[107]] ». Pour assurer le bon déroulement de la mission, les sections d'infanterie se sont déployées aux abords de l'axe afin de créer un cordon de sécurité. Le peloton d'appui direct composé de trois VAB équipés de canons de 20 mm, d'un VAB à tourelle télé opérée et d'un char AMX 10RC assure la couverture à

courte portée tandis que les mortiers de 120 millimètres se tiennent prêts à agir. Au total, plus de 400 militaires français et afghans sont présents le long de l'axe routier. Finalement aucun engin explosif improvisé n'est décelé. Après avoir sondé les abords de la route sur plus de trois kilomètres pendant plusieurs heures, les sapeurs lèvent toute suspicion dans la zone. Cependant, la vigilance s'impose comme le confirme le coordinateur génie de la brigade : « *L'itinéraire est clair mais il n'y a rien qui dit que demain ou dans trois jours ce sera encore le cas ; il faut soit poster des éléments en surveillance avant le passage d'un convoi, soit refaire une reconnaissance d'itinéraire*[108] ». Par la suite, la TF Lafayette lance la planification de l'opération qui doit permettre de réaliser son effet majeur : *Synapse*. Il s'agit de construire un poste de combat avancé sur le parallèle 46 afin de faciliter la liaison entre les deux zones françaises et repousser les taliban. Alors que la chaîne logistique réunit les moyens nécessaires à la construction du futur poste et au soutien de l'unité qui y sera stationnée, les sapeurs de la section travaux du 2e REG aménagent le poste de combat avancé 42 de l'armée afghane afin de le transformer en base de départ pour l'opération à venir : « *À coups de MPG, bulldozer et d'EMAD, la zone de poser d'hélicoptères est aménagée, une zone de stockage protégée par des merlons est créée, tandis que la zone vie et les itinéraires sont renforcés* ». Simultanément, le 2e REP lance une mission de reconnaissance sur le site du futur poste, l'opération *Black Citadella,* du 19 au 21 février 2010. Elle permet, entre autres, d'établir une cartographie assez complète des réseaux taliban du secteur malgré les vives réactions de

l'adversaire : « *Les insurgés se montrent très actifs : […] tir au RPG-9 sur un hélicoptère sans le toucher et riposte de l'armée nationale afghane au mortier de 122 mm à partir de Rocco*[109]. » Le 1er mars, après un premier report de deux jours pour cause de mauvais temps, l'opération *Synapse*[110] est lancée.

L'opération Synapse : l'effet majeur du premier mandat de la brigade Lafayette

Agissant selon le principe de la « boule de billard », les actions des deux bataillons sont complémentaires. Le principe de l'opération *Synapse* est relativement simple. Le rôle donné à la TF *Black Rock* est de fixer les taliban de la vallée de Bédraou, de façon mobile, en alternant les opérations de fouilles de maisons suspectes et les patrouilles sur les flancs pour créer une menace permanente dans toute cette zone considérée comme le réservoir des forces de l'insurrection. Les compagnies de la TF Altor en profitent pour se déployer dans la vallée et sur les hauteurs surplombant la zone de construction. Dans le même temps, un raid blindé ouvre l'itinéraire au convoi logistique qui doit acheminer tous les moyens nécessaires pour construire l'édifice, tout en étant en mesure de se maintenir sur le terrain. Dès la fin de la première journée, les unités du génie doivent établir un périmètre de sécurité à base de merlons. Le 17e RGP et le 2e REG disposent ensuite d'un mois pour bâtir le poste de combat avancé. Le dispositif se met en place le 1er mars : « *À 15 heures, départ de la 3e compagnie de la base opérationnelle avancée de*

Tora ; 16 heures, départ de l'escadron [...] ; 17 heures, héliportage de la 2e compagnie à l'aide de deux chinooks sur le mont Saint-Antoine[111]*, qui domine le futur [poste]. La 3e compagnie est en protection vers l'ouest, l'escadron se place face au nord et la 2e compagnie sur les hauteurs pour voir plus loin vers l'ouest, le nord et le sud* ». Le 2 mars au matin, les sapeurs du 17e RGP et du 2e REG commencent les travaux, sous les tirs de harcèlement des taliban. Dès le départ, un problème se pose. Le plan fourni initialement par le service d'infrastructure n'est pas adapté. Ce superbe poste, reprenant trait pour trait les contours d'un ouvrage de Vauban, semble déconnecté de la réalité du terrain et de la situation tactique. Malgré des réunions préparatoires, le nombre de postes de surveillance est insuffisant, une rivière passe au milieu de la zone d'implantation prévue, la zone vie n'est pas située au bon endroit et le rythme de la construction n'est pas adapté à la situation tactique sur le terrain. Les officiers du 17e RGP sont obligés d'improviser et reviennent au plan initial qu'ils avaient suggéré au service d'infrastructure de la défense. Le poste est adossé au mont Saint-Antoine et ses contours sont redessinés en forme de pentagone. La construction se déroule dans les temps, à partir du point d'appui occupé : aux merlons succèdent bientôt des *Bastion Walls*. Malheureusement, cette adaptation pose le problème de l'alimentation en eau. Il est nécessaire de conduire des missions de ravitaillement pendant quelques semaines avant qu'un puits ne soit opérationnel dans l'enceinte. Ce travail de construction se déroule sous le feu des taliban : « *La zone de travail n'est pas sûre. À quelques kilomètres à l'ouest du chantier se*

trouve une zone où les insurgés sont très actifs. […] Dès le premier jour des tirs de mortier tombent sur la position, à moins de cent mètres des premiers véhicules, et quelques CHICOM commencent à entretenir un climat d'insécurité, surtout la nuit ». Le capitaine C1411, du 17e RGP, se souvient : « *Pour [la construction de ce poste], nous n'étions jamais montés aussi haut dans notre zone. Le harcèlement était constant. Nous avons subi jusqu'à quinze attaques indirectes et leur tir de harcèlement était réglé. Il y avait deux canons de 82 SR dans la région. À 8 heures, le 2 mars, nous avons fait l'implantation du [poste] avec une massette, des piquets et des cordes et à 9 heures, les véhicules sont arrivés. Ils se sont mis au travail aussitôt. Nous avions des MPG, deux chenillettes du 2e REG, des niveleuses mais aussi du fil de fer barbelé concertina*[112] *[…]. Nous avons d'abord dressé des merlons puis à partir du 16 mars, nous avons installé les Bastion Walls*[113] ». Durant les jours qui suivent, des opérations civilo-militaires sont lancées pour atténuer les effets de la présence des militaires français et de l'armée afghane. Le 3 mars, le chef de corps du 2e REP se rend dans la vallée voisine de Daram-Daram. Le 4, le général Druart arrive sur place pour un *Shura* le lendemain avec les chefs du village de Babakhel avec lesquels les soldats français se battent depuis leur arrivée : « *Cela se passe relativement bien, et mieux encore, quand on accepte de creuser le Wadi qui inonde leur village régulièrement* », note l'adjudant-chef Saulnier. Le 7 mars, une grande *Shura* est organisée par le gouverneur de la province dans l'enceinte du nouveau poste, avec le général Druart, le général commandant la brigade de l'armée afghane et les

notables. « *Nous avons organisé cette Shura pour montrer aux autorités locales ce que nous avions fait sur le poste de combat avancé 46. Nous voulions leur expliquer qu'elle était notre intention et pourquoi nous nous implantions ici* », explique le général Druart. « *Dorénavant, nous avons vocation à assurer une permanence de notre présence avec l'armée nationale afghane pour leur apporter la sécurité et travailler avec eux sur des projets de développement* ». Après avoir félicité les militaires français pour leur efficacité, le major général Haidar, chef d'état-major du 201e corps de l'armée nationale afghane, transmet ce message à la population : « *Je veux dire au sous-gouverneur de Tagab, M. Akhunzada, que les forces de sécurité afghane feront le maximum pour assurer la sécurité de la population car c'est notre devoir. Néanmoins, nous avons besoin du soutien des habitants pour qu'ensemble nous puissions faire évoluer la situation. Il y a deux ans je suis venu ici et la sécurité n'était pas effective. Maintenant, avec l'aide des forces françaises, les soldats afghans sont en place sur deux postes de combat à quelques kilomètres d'intervalle. Je crois vraiment que [l'armée nationale] est le lien indispensable entre la population et le gouvernement afghan. C'est pour cela qu'il est important que nous nous installions durablement dans la région* ». Présent aux côtés des militaires durant l'opération, le sous-gouverneur de Tagab se déclare très satisfait de la nouvelle situation : « *La construction de ce poste de combat avancé était nécessaire pour notre sécurité. Maintenant, nous allons notamment pouvoir réhabiliter l'école et ainsi assurer nous-mêmes l'éducation de nos enfants* ». Le général Druart conclut sur ces mots : « *Synapse est un vrai*

succès. D'une part on a parfaitement réussi l'implantation de ce poste avancé dans le sud de la vallée de Tagab ; d'autre part, parce que simultanément la Task Force Black Rock au nord a réussi à mener un certain nombre d'opérations dans la vallée de Bédraou qui est un réduit insurgé. Donc autant avec la Task Force Altor au sud qu'avec la Task Force Black Rock au nord, nous avons atteint nos objectifs[114] ». Ainsi se termine cette opération qui permet à la brigade d'agrandir la zone contrôlée et de se doter d'une position stratégique à la croisée des vallées de Tagab, Gwan et Diram-Diram. Lors de ses opérations de fouille, la TF *Black Rock* se saisit du canon de 82 SR. Les forces françaises ne tardent pas à lancer une série d'opérations pour exploiter ce succès initial, qui donne également quelques idées à l'armée nationale afghane.

Les opérations Gregale, Forgeron et Hope for Reaction

Le succès de l'opération *Synapse* incite le général Zamraï, commandant la 3e brigade de l'armée afghane, à relancer une idée qu'il avait déjà exprimée en décembre 2009 : la construction d'un nouveau poste dans la zone de Nazrowzkhel. Le projet est ambitieux car cette zone est considérée comme étant le siège du « gouvernement fantôme » des taliban dans la région. Construire ce poste serait un pas de plus de franchi dans le contrôle de la vallée de Tagab. Cette proposition est validée par le général Druart. Un processus de planification commun aux deux brigades est lancé. Le nom retenu pour l'opération est *Hope*

for Reaction[115]. La logistique complète pour cette construction est fournie par les Américains. Les deux bataillons français débutent les opérations préparatoires. Le 17 mars 2010, une opération de forces spéciales américaines accompagnées des commandos de montagne de la TF *Black Rock* décapite les réseaux de la vallée d'Alasay en neutralisant quatre chefs de groupe. Le 20 mars 2010, la *Black Rock* lance à son tour l'opération *Forgeron* en vallée d'Alasay. Le bataillon s'y engage pour la ratisser d'est en ouest. Du 21 au 28 mars 2010, Altor conduit l'opération *Grégale* au sud de la vallée de Tagab. Elle nécessite de s'engager dans la zone verte, de part et d'autre de la rivière Tagab, qui concentre la population de la vallée. Les légionnaires réalisent un dispositif de protection autour des villages (une *box* ou boîte) pour empêcher toute infiltration de taliban pendant que l'armée afghane procède à des opérations de fouille. Les contacts sont nombreux et violents : « *Le 22 mars [...] vers 11 h 15, apparition de groupes insurgés venant du nord [...]. À 15 heures, ouverture du feu d'Aigle, puis de rouge en barrage. Riposte des insurgés avec toutes leurs armes : RPG-7, RPG-9, AK-47, PKM, Dragunov, etc*[116]*.* ». Finalement, le 2e REP parvient à interdire l'accès de la vallée aux taliban, tout en leur portant des coups sérieux lors des ripostes aux tirs de harcèlement[117]. Le 30 mars 2010, le général McChrystal, commandant la FIAS, vient rendre visite aux forces françaises et à l'armée afghane dans le sud de la vallée de Tagab. Le chef des forces de la coalition veut saluer leurs succès. Le dimanche 4 avril 2010 marque le début de l'opération *Hope for Reaction* : 500 soldats afghans et 1 000

soldats français sont engagés dans cette opération. Dans le même temps, l'armée afghane mène des combats en vallée d'Alasay et la TF *Black Rock* au fond de la vallée de Bédraou, pour interdire aux taliban de concentrer leurs efforts. En une semaine, le poste de combat avancé 51 est construit par les Afghans. Cette opération coûte la vie au 1re classe Robert Hutnik du 2e REP. À travers ces actions, qui se traduisent par de nouvelles implantations de postes, l'armée afghane et les forces françaises repoussent les taliban. À la fin de la campagne d'hiver, ils perdent l'initiative sur le terrain.

Le 16 avril 2010, alors que la section de fouille opérationnelle spécialisée du 1er REG est relevée par celle du 2e REG, le bataillon interarmes Altor met à jour l'une des plus importantes caches d'armes découverte dans la vallée de Jagdalay. Après la mise en place d'un dispositif de sécurité et autour de la localisation présumée de la cache, les sapeurs du 17e RGP débutent la fouille systématique des lieux. Sur un point haut éloigné des habitations, les spécialistes du génie mettent à jour le stock de munitions, enfoui à 40 centimètres de profondeur[118]. Ce résultat est une forme de cadeau de départ au général Druart, qui transmet le commandement de la brigade Lafayette au général Pierre Chavancy. La TF *Black Rock* ne reste pas inactive. Les 2 et 3 mai 2010, elle réalise l'opération *Black Centaur I,* en coopération avec l'armée et la police afghanes, dans la vallée d'Afghanya. Elle a pour but de contrer les réseaux d'insurgés et de se rapprocher de la population. Des démineurs spécialisés du 2e REG se rendent à l'école de Maktab, près de la base avancée de Nijrab, afin

de sensibiliser les professeurs afghans aux dangers des mines et explosifs. Pour assurer le bon déroulement de cette mission, une section du bataillon, en collaboration avec des policiers afghans, sécurise la zone de l'école. Les instituteurs se font expliquer les différents modèles de munitions ainsi que les consignes tenir en cas de découverte d'un engin explosif. À leur tour, ils expliquent tout cela aux élèves, âgés de six à quinze ans[119]. Au début du mois de mai 2010, la TF *Altor* appuie l'armée afghane dans ses opérations vers Sper Kunday (opération *Altor Colomba* du 3 au 7 mai 2010) et dans la vallée de Tagab au-delà du poste de combat avancé 51 (opération *Resolute Crossbow* du 9 au 12 mai 2010). Il s'agit de reconnaître le terrain en Uzbin afin de préparer une grande opération sur les arrières des taliban pour juin, tout en desserrant la pression sur la vallée de Tagab. Le 9 mai 2010, un VAB de la TF *Black Rock* est touché par un engin explosif improvisé. Quatre militaires français gravement blessés sont évacués. Le 13 mai, à Tagab, le général Chavancy convie une trentaine de chefs traditionnels de la vallée de Bédraou pour une *Shura*, dite de « médiation ». Elle est présidée par le sous-gouverneur du district de Tagab et le général Zamraï, commandant la 3e brigade du 201e corps de l'armée nationale afghane. Cinq jours plus tard, les taliban lancent leur campagne d'été en attaquant la base de Bagram, la plus importante de l'OTAN en Afghanistan. Le 22 mai, les Français sont de nouveau atteints. Le capitaine Christophe Barek Deligny du 3e RG est tué par l'explosion d'un engin explosif improvisé. Le 26 mai 2010, le poste de combat avancé 46 devient le poste « Hutnik », du nom du

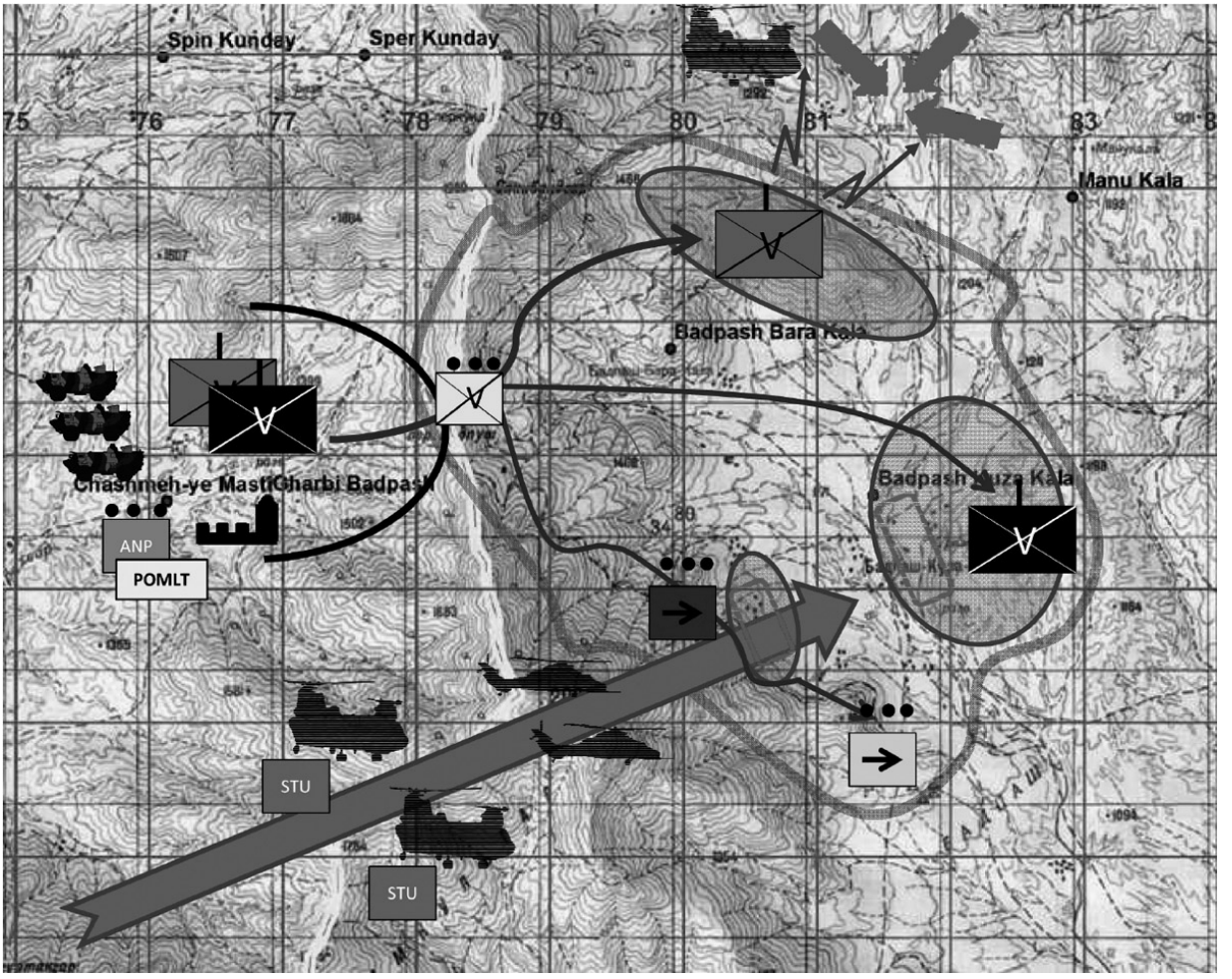
légionnaire du 2e REP, tombé, le 8 avril précédent[120]. Les opérations se suivent pour les deux bataillons de la brigade Lafayette. Du 23 au 26 mai 2010, la TF *Altor* réalise l'opération *Altor Niolu* en vallée de Yashdand. Elle permet d'appuyer le contrôle de zone par les forces de sécurité afghanes et d'établir des contacts avec la population lors d'actions civilo-militaires. Alors que la relève se prépare en Kapisa, le 2e REP trouve une autre cache d'armes en Surobi, le 1er juin. Il est important d'indiquer que les deux compagnies du génie qui succèdent à celles d'*Altor* et de *Black Rock* sont les premières à être formées durant leur préparation, à la fouille opérationnelle. L'activité du 2e REP se poursuit par la réalisation de l'opération *Altor Libecciu* en vallée de Tagab, qui voit la mort le 7 juin du sergent Konrad Rygiel. Le 8 juin 2010, le bataillon interarmes Hermès du 21e RIMA sous le commandement du colonel Michel de Mesmay relève la TF *Black Rock*. Les sapeurs du 1er REG succèdent à ceux du 2e REG en Kapisa. Avant son départ programmé en juillet, la TF *Altor* veut porter un rude coup aux taliban en ciblant leur zone logistique dans la région du Methar Lam. Cette opération est soigneusement préparée depuis plus d'un mois. Les légionnaires reconnaissent à pied tous les secteurs de la « zone grise », comprise entre la limite est de la zone française de Surobi (vallée d'Uzbin) et celle des Américains à l'Ouest (Methar Lam). Elle planifie pour cela une audacieuse opération de déception[121], visant à frapper les arrières de l'ennemi et porter de sérieux coups aux taliban responsables de l'embuscade d'Uzbin. Le 2e REP n'a pas oublié le caporal-chef Rodolphe Penon, tombé avec ses camarades du 8e RPIMA le 18 août 2008. Durant cette

action, la fouille opérationnelle spécialisée se distingue et prouve toute sa pertinence.

L'opération Altor Incudine : le 2e REP solde ses comptes

L'opération *Altor Incudine* se déroule entre le 16 et le 18 juin 2010. Elle est l'occasion pour le bataillon interarmes de réaliser un coup de main sur une zone logistique insurgée en Methar Lam, à l'est de la vallée de l'Uzbin, en zone américaine. Les renseignements indiquent clairement le village de Badspah comme une base insurgée servant à alimenter les actions qui se déroulent dans les vallées de Tagab et de l'Uzbin : « *Véritable sanctuaire insurgé, un nid de frelon où peu de troupes de la coalition s'engagent, une zone de non-droit où les insurgés, conscients du terrain extrêmement difficile, à la frontière des zones de responsabilités de la France et des Américains, planifient les réseaux et organisent leurs actions*[122] ». L'objectif de la mission est de créer les conditions nécessaires afin que le détachement de fouille opérationnelle spécialisée puisse se rendre dans le village en toute sécurité, afin de saisir le maximum de ressources sur l'adversaire (armements, munitions…). « *Pour les effets sur la manœuvre adverse* », précise le colonel Meunier, chef opérations du bataillon interarmes *Altor*, « *il s'agissait de desserrer l'étau pesant sur la Kapisa et notamment la vallée de Tagab où les affaires étaient à ce moment-là très compliquées. […] Il s'agissait de frapper dans la profondeur du dispositif ennemi avec l'intention de surprendre les insurgés du Methar Lam*

et de les placer durablement en position défensive dans leur propre vallée et donc les rendre moins disponibles physiquement et intellectuellement pour contribuer aux opérations [en Kapisa]. Incudine *est une vraie opération d'infanterie débarquée*[123] ».



Carte 16 – Déroulement de l'opération *Altor Incudine* du 16 au 18 juin 2010.

« *Le Methar Lam était une zone plate comme la main, sans couverts* », se rappelle Éric Bellot-des-Minières. « *Cette*

position était imprenable par surprise. Il fallait faire sortir les taliban[124] ». L'état-major du bataillon cherche donc à attirer au nord les groupes insurgés, afin qu'ils soient le plus éloignés possible de leur zone logistique. Il souhaite les fixer et les détruire pour permettre à l'ensemble du dispositif de réaliser sa mission puis de décrocher avant l'arrivée des renforts ennemis des autres régions. L'opération se déroule en plusieurs étapes. Les Français laissent croire dans un premier temps à la construction d'un poste de combat avancé en vallée de Sper Kundai. Pour faire diversion, la compagnie génie du 17e RGP effectue des travaux préparatoires sous forme de réalisation de merlons. Une compagnie interarmes du 2e REP est placée en protection, accréditant ainsi la volonté des forces françaises d'aller au bout des travaux. Pour ne pas éveiller les soupçons, le service de soutien au stationnement a préalablement fait réaliser des devis par des entrepreneurs locaux. Les autorités afghanes sont elles aussi maintenues dans le doute. « *Il ne s'agissait pas de mentir* », explique l'ancien chef de corps du 2e REP, « *mais plutôt de "dire sans dire". Dans une société afghane en guerre civile, tout le monde est en contact même avec ses ennemis. Il fallait en tenir compte et même maintenir nos "alliés" dans le doute*[125] ». L'effet de surprise, clef de l'opération, doit jouer à plein. Le jour même, vers 21 heures, deux compagnies du 2e REP quittent la vallée de Sper Kundai et s'engagent sur le mouvement de terrain séparant l'Uzbin du Methar Lam. Le PC du chef de corps, le colonel Bellot-des-Minières, suit. L'infiltration jusqu'aux objectifs se déroule de nuit et à pied : « *Progressions sur le côté gauche de la piste pour rejoindre*

le plateau, se souvient l'adjudant-chef Saulnier qui se trouve avec le PC du bataillon. *Sur ce sentier étroit – vingt à trente centimètres pour une pente de quarante-cinq à cinquante degrés – en pleine nuit, et sans lune, l'inéluctable accident se produit, le tireur Minimi fait une chute dans le ravin quatre mètres plus bas, entorse du genou, et une heure pour le redescendre à dos d'homme. À minuit, on monte sur le col par la piste normale, trop dangereux de prendre la piste de tout à l'heure, même avec les jumelles de vision nocturne, car elles déforment les distances, et pour une progression à pied, ce n'est pas évident, le poids total est au maximum de nos possibilités, seize kilos de gilet pare-balles, six kilos de munitions, six litres d'eau, trois à quatre kilos divers et l'armement, ça compte sur une pente à trente degrés. Arrivée vers 2 heures du matin, installation en attendant le jour. Attitude mille huit cents mètres, le col donne sur le sud du plateau de Methar Lam*[126] ». Le PC avancé dirige les opérations depuis ce col. Sa présence est indispensable pour coordonner les appuis (mortiers de 120 mm et canon « Caesar » déplacé sur le poste de combat avancé Rocco), français et américains. Les compagnies possèdent aussi en propre des capacités d'appuis rapprochés avec les missiles « Milan », les lance-roquettes « AT4-CS[127] », les mitrailleuses Minimi[128], les lance-grenades « AP-40[129] » et les fusils de précision « PGM[130] ». Parallèlement à cette action, une opération héliportée, laissant croire à la dépose de combattant sur le col, est réalisée au nord des villages insurgés afin de semer la confusion et le trouble chez d'éventuels guetteurs. Les appuis sont mis en place (contrôleurs aériens, mortiers). La

2e compagnie, qui passe le col en tête s'empare d'une ligne de crête lui permettant de couvrir l'action principale. Fidèle à l'esprit de la guerre en montagne, la compagnie des « rouges » se met en position de cordon au nord des villages insurgés. La 3e compagnie, les « noirs », ainsi que le groupe commando parachutiste continuent leur infiltration jusqu'au petit matin en direction des deux cibles. Dès 5 heures, le deuxième jour, les légionnaires parachutistes de la 2e compagnie voient les insurgés se rassembler et se préparer à lancer une attaque contre le poste de combat avancé en construction de la vallée de Sper Kunday. Les « rouges » engagent les éléments adverses afin de les maintenir éloignés de leurs camarades. La 3e compagnie arrive au petit matin aux abords du village de Badspah, objectif prioritaire. Les commandos se placent en appui pour fermer le cordon. Rapidement, ils sont au contact. À 7 heures du matin, deux hélicoptères américains déposent les équipes de fouille opérationnelle spécialisée, chargées de l'inspection du village. Après six heures de recherche, le bilan est éloquent : « *50 CHICOM de 107 mm, 82 obus de mortier de 82 mm, 4 obus 82 SR, 400 munitions de 7,62 mm, 200 munitions de 14,5 mm, 700 munitions de 9 mm, 5 fusils, 1 AK47, 27 fusées mortier, 2 fusées RPG-7, 70 kg de drogue, 10 kg d'explosifs avec un dispositif [d'engin explosif improvisé*[131]*]* ». Les taliban tentent alors de réagir, même s'ils peinent à comprendre que c'est à un bataillon débarqué et au complet, auquel ils ont à faire face. Pour une fois, les rôles sont inversés. Les insurgés doivent s'exposer pour déceler le dispositif ennemi. Les pertes des engagements du matin ainsi que la forte résistance des éléments français

placés en couverture sont dissuasives. Ils rebroussent chemin. Les groupes Taliban, les mêmes qui ont participé à l'affaire d'Uzbin en 2008, essuient de lourdes pertes. De tous les chefs présents sur le terrain qui avaient pris part à cette embuscade, un seul parvient à s'enfuir[132]. Il sera tué six mois plus tard au cours d'une nouvelle opération. Les légionnaires parachutistes soldent les comptes. « *Cette opération est reconnue comme légitime par les Afghans, qui la considèrent comme loyale. C'est un exemple d'action militaire mesurée et déterminée au milieu de la population*[133] », souligne Éric Bellot-des-Minières. « *Cette diversion a [même] été exploitée positivement envers les autorités locales, puisque nous avons fait savoir que nous nous rangions aux réclamations des villageois dans un souci de dialogue* » indique le colonel Meunier. « *Le poste de combat avancé ne sera pas construit (nous n'en avions pas l'intention de toute façon) et il sera peut-être à l'avenir mais plus au nord (pour laisser planer le doute*[134]*)* ».

Dès la tombée de la nuit, les compagnies du bataillon interarmes Altor se retirent en bon ordre : « *vers 17 heures, début des destructions et repli des troupes à la tombée de la nuit vers vingt et une heures. À minuit, pause pour récupérer de la grimpette de trois heures en pleine nuit sans lune. Vendredi, reprise de la progression vers 4 heures au lever du jour, les hommes n'ont pas dormi depuis une quarantaine d'heures*[135] ». Puis c'est la descente vers la base de départ de l'opération où attendent les véhicules : « *Départ du col du PC à l'arrivée de la 3e compagnie en contrebas. Ils manquent d'eau et nous leur donnons ce que nous avons comme réserve restante, puis nous*

redescendons avec eux. Après une heure et demie de descente pénible et lente, dans la chaleur sans air du petit matin, les copains se sont approchés au plus près avec les VAB pour nous apporter de l'eau et leur présence, cela fait du bien de savoir qu'ils sont là ». La réussite de cette opération est totale. Le stratagème a parfaitement fonctionné, le 2e REP s'apprête à repartir devant les yeux incrédules des villageois : « *Les [habitants] de Chashmeh-ye-Masti se sont rassemblés pour nous regarder descendre du col, ils doivent se poser de sacrées questions à notre sujet, les Américains aussi. Pause et départ vers la base opérationnelle avancée de Tora à 7 h 30, arrivée à 10 heures, la douche va être bonne*[136] ». *Altor Incudine* illustre l'intérêt d'intégrer le détachement de spécialistes de la fouille opérationnelle spécialisée comme pion de manœuvre tactique d'un bataillon interarmes. Il permet au 2e REP de se saisir des diverses ressources des taliban avec méthode et dans des délais compatibles avec les impératifs de la manœuvre. « *L'opération Incudine, visant la déstructuration d'un adversaire, a vu le [bataillon interarmes] Altor réaliser un coup de main bataillon sur une zone logistique insurgée : l'audace d'un tel déploiement dans cette zone refuge a été facteur de déstabilisation et de doute profond chez l'ennemi confirmant ainsi que le meilleur moyen de paralyser l'adversaire est de l'atteindre dans son moral*[137] ». Cette opération démontre que l'audace, la créativité et la prise d'initiative ont encore toute leur place dans les opérations aéroterrestres modernes et qu'elles permettent des succès réels lorsqu'elles sont associées à la méthode, à la maîtrise des risques et au renseignement. La fin du mandat du 2e

REP est marquée par la mort du brigadier Steeve Cocol du 1er RHP, le 18 juin. Cinq jours plus tard, le général Stankey McChrystal, qui avait tant apprécié le travail des légionnaires parachutistes, est remplacé par le général David Petraeus à la tête de la FIAS et de l'ensemble des troupes américaines en Afghanistan. Deux jours plus tard, les premiers Véhicules Blindés de Combat d'Infanterie (VBCI) arrivent en Kapisa et en Surobi. La dernière opération des légionnaires parachutistes se déroule en vallée de Tagab en appui de l'armée afghane du 25 au 28 juin 2010 (opération *Altor Amaretu*). Le 14 juillet 2010, la TF *Bison*, du 126e RI, arrive en Surobi pour assurer la relève de la TF *Altor*. Elle est commandée par le colonel Jérôme Goisque.

Ce premier mandat de la brigade Lafayette témoigne de la stratégie française à l'œuvre sur le terrain. Progressivement, il s'agit de se rendre maître de cet espace en implantant une succession de postes conjointement avec l'armée afghane dans les points stratégiques de l'aire opérationnelle. L'objectif reste de contrôler la circulation sur l'axe routier Vermont, tout en poursuivant des actions en direction des populations pour leur permettre de relancer leur économie. Cette approche populo-centrée s'impose d'elle-même. Les opérations militaires, sans jamais refuser le combat, doivent prendre en compte la population. Elle ne doit pas subir de dommages. Cette préoccupation du général Druart rencontre alors les discours américains des généraux McChrystal puis Petraeus. Tout naturellement, ces derniers s'intéressent aux expériences françaises menées dans le commandement régional-Est. Pour le génie, cette stratégie française implique une grande disponibilité et un

investissement de tous les sapeurs, qui sont constamment sur le terrain. Le sous-effectif et l'activité constante sont physiquement très éprouvants. Intégrés dans la manœuvre de l'infanterie, les sapeurs sont de toutes les opérations. Après leur Vérification de Non-Pollution (VNP) de la route ou du Point d'Appui Véhicule (PAV[138]), il leur faut reprendre place comme un nouveau pion tactique dans le dispositif global. Les travaux de construction de postes de combats et les aménagements successifs des bases opérationnelles avancées exigent du temps et de l'énergie, même si les sapeurs ne sont pas les seuls intervenants le service d'infrastructure et des entreprises civiles sont présents sur les chantiers. L'aménagement de la base opérationnelle avancée de Tora ainsi que celui de Nijrab et Tagab par le SID font apparaître de nouvelles difficultés. Alors que les tirs de harcèlements se multiplient, en particulier à Tagab, les installations se révèlent inadaptées, car ne prenant pas suffisant compte de la protection de la force. Des travaux d'aménagement sont nécessaires en urgence. Cette situation témoigne des conséquences de la séparation entre le domaine de la technique de construction et celui de la tactique. En multipliant les intervenants, le génie perd en efficacité. Les problèmes rencontrés sur le poste de combat avancé 46 en attestent également. Même si les officiers du génie s'adaptent sur le terrain, il y a des conséquences malheureuses (point d'eau). C'est une question de fond qui émerge[139]. Pour les sapeurs du 2e REG et du 17e RGP, ce premier mandat est éprouvant. « *En Afghanistan* », explique le capitaine C1411, « *tu es toujours sur le terrain et en plus tu construis ! Nous avons fait un mandat de fou*[140] ». Ils

retirent, néanmoins, la satisfaction de ne pas avoir subi de pertes. Le bilan de la 1re compagnie du 17e RGP est éloquent. En six mois, elle a participé à 40 engagements contre les taliban. Elle a relevé 8 engins explosifs improvisés et 40 munitions non explosées, tout en contrôlant plus de 300 kilomètres d'itinéraires à pied. Ses sapeurs participent à la construction du poste de combat avancé 46 et de ses postes d'observation, dont un sur le mont Saint-Antoine, puis à la valorisation[141] de la défense de la base opérationnelle avancée de Tora et du poste de combat avancé Rocco. Lors de l'opération *Hope for Reaction*, le 17e RGP fournit un appui pour la construction du poste de combat avancé 51 par l'armée afghane. Durant l'opération *Synapse*, les sapeurs entretiennent les itinéraires et les gués pendant trois mois pour permettre les flux logistiques. Ils contribuent à l'amélioration générale des axes (ouverture de l'axe *Uniform* au gabarit logistique, jonction des axes *Apple* et *Apple 2*, création d'une piste, l'axe *Balanina*, pour accéder au poste d'observation du Mont Saint-Michel au-dessus de la base opérationnelle avancée de Tora) et aux opérations civilo-militaires (pose de deux passages busés au profit de la population). Le bilan des opérations de fouille est éloquent : 2 200 kilos de munitions sont ramassées dont 340 kilos de charge active. Plus de 2 tonnes de munitions sont détruites dans 12 fourneaux durant ce mandat[142].

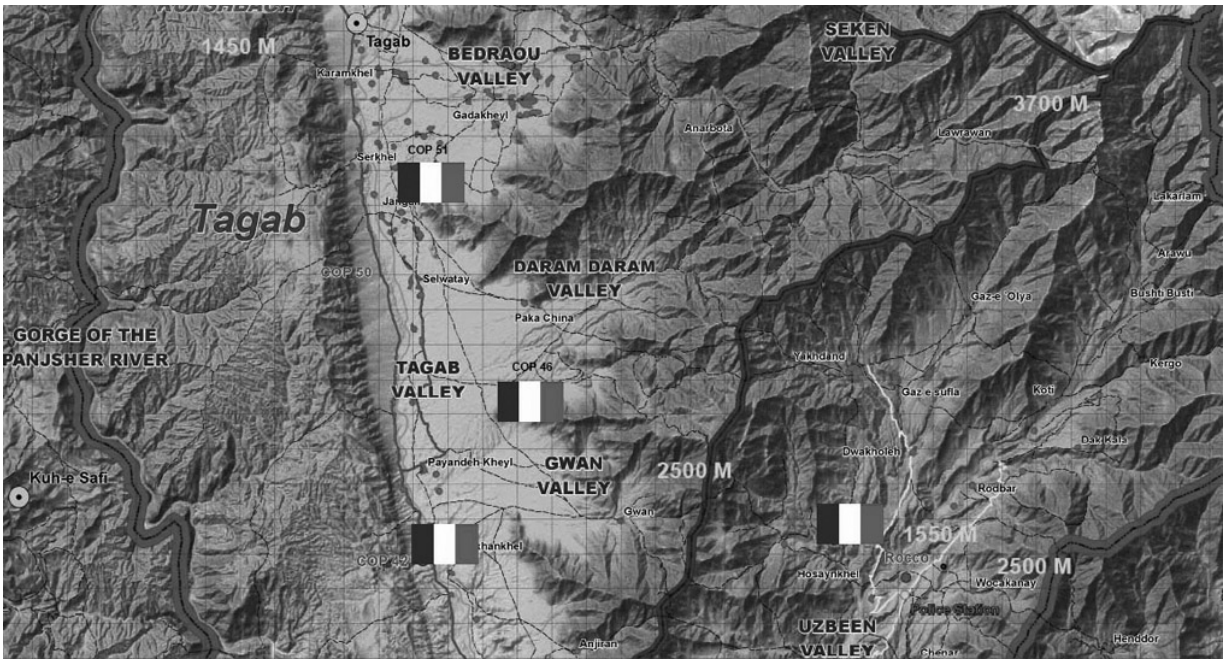


Figure 40 – Aperçu des bases opérationnelles et des postes de combat avancés français en Surobi (2010)

Les opérations du génie sont toujours risquées, en particulier des démineurs spécialisés constamment exposés. L’adjudant-chef Franck C. du 2e REG rattaché à la TF *Black Rock*, est gravement blessé par l’explosion d’un obus qu’il s’apprête à détruire au début du mois de janvier 2010. Il faut tout le sang froid de son équipier, l’adjudant L4013 qui lui pose aussitôt trois garrots et lui sauve la vie. Ces missions sont éprouvantes physiquement et psychologiquement pour les hommes. En Kapisa, les démineurs du 2e REG sont particulièrement exposés aux risques. Ils interviennent durant leur mandat sur une soixantaine d’alertes. L’adjudant L4013 intervient pour neutraliser six engins explosifs improvisés durant les six mois. La pression est forte pour que les démineurs puissent

désamorcer les engins. Un engin récupéré peut fournir des indices à exploiter pour les spécialistes des armements et la chaîne renseignement de la brigade. Durant une de ces opérations, il est amené à intervenir sur un engin explosif improvisé avec un système antirelevage, spécialement étudié pour tuer le démineur qui se risque à le manipuler. « *C'est un coup de chance* », explique-t-il, « *un sapeur en ouverture d'itinéraire a trouvé cet engin explosif improvisé qui semblait un peu bizarre. Il était enveloppé de noir et bien en évidence, il y avait deux fils. Il a eu la bonne idée de s'écarter et de nous appeler. Le Buffalo, qui était là, a soulevé l'engin avec son bras mécanique. Je me suis approché pour l'observer et là j'ai vu une seringue [...]. C'était le contacteur. Nous avons eu de la chance qu'il n'ait pas explosé. Alors, je l'ai neutralisé* ». Le retour à la vie civile est difficile après cet engagement. Les interventions risquées et l'accident de son équipier ont vraiment marqué ce sous-officier expérimenté. « *Jusqu'au mois de décembre, je n'étais plus tout seul. Pas que je sois fou mais... Après quatre mois et demi, on m'a laissé enfin revoir l'adjudant-chef. J'avais besoin de le voir, de boire une bière avec lui. Nous avons parlé et après c'était mieux*[143] ». La pression sur les sapeurs, comme leurs responsabilités, est grande. Pour les plus anciens, cette expérience s'ajoute à d'autres traumatismes vécus lors de projections antérieures. « *C'est un peu comme un millefeuille* », raconte l'adjudant M407, démineur spécialisé du 2e REG, « Ç*a s'accumule et un jour ça ne va plus*[144] ». Les deux mandats suivants sont tout aussi épuisants pour les hommes du génie.

Les nouvelles capacités de fouille opérationnelle spécialisée (FOS) et le Détachement d'Ouverture d'Itinéraire Piégé (DOIP) ne suscitent sur le moment qu'un faible enthousiasme. Le général Druart explique : « *Pour la FOS, je voyais son action dans le prolongement de celle de la Fusion Cell. Elle permettait de faire du Kill or Capture, de cibler nos adversaires. J'étais d'accord avec le colonel Durieux pour ne pas employer systématiquement cette capacité sur toutes nos opérations. Globalement pour le DOIP, j'ai du mal à me faire une idée juste de son efficacité opérationnelle. Elle a fait du bilan mais a-t-elle détecté beaucoup ? Son passage apportait un crédit psychologique à nos soldats. Toutefois, cette capacité mobilisait beaucoup de sapeurs. Je pense que plus d'hommes sur le terrain auraient été utiles pour trouver plus. Je suis mitigé sur cette capacité*[145] ». Le manque d'effectif chronique du détachement génie, ainsi que la non-intégration de ces capacités dans la préparation d'avant projection freinent clairement leur intégration. Pour le 2e REP, la fin de ce mandat marque sa dernière contribution pour la constitution d'un bataillon interarmes au complet en Afghanistan[146]. En six mois, le 2e REP mène 40 actions de combat au cours de ses 300 opérations sur le sol afghan. Le détail permet de mieux comprendre l'éventail de missions réalisées par les légionnaires parachutistes et leurs camarades de l'interarmes. Le bataillon a engagé l'intégralité de ses moyens lors de 11 opérations de quatre à huit jours en moyenne, réalisant ainsi soixante jours de déploiement de son poste de commandement sur le terrain au plus près des unités de contact. Il a entrepris, en outre, 36 opérations de niveau « unité élémentaire » d'une durée

de trente-six à quatre-vingt-seize heures en général ; 179 opérations de niveau section ou peloton d'une journée le plus souvent ; 116 missions d'escortes réalisées par l'unité de commandement et de logistique du bataillon ; 240 missions d'environnement (*Shura*, évaluations de projet de développement, contacts avec les autorités locales…) ainsi que des incontournables missions de défense et d'intervention assurées quotidiennement par six sections ou pelotons[147]. Au bilan, la situation évolue de manière favorable en Surobi mais reste encore à consolider. En six mois de présence, Altor progresse vers le sud de la Kapisa et construit deux nouveaux postes de combats avancés (au parallèle 46 dit « Hutnik » et au parallèle 51) permettant d'assurer le contrôle d'une zone de 100 kilomètres carrés où vivent 35 000 personnes. Il multiplie les contacts avec les autorités et la population de la haute vallée d'Uzbin. Dans les zones plus calmes (vallées de Tizin, Jegdalay et Maypar), les Français lancent des actions de soutien et de développement pour entrer dans une phase de normalisation, préalable indispensable au transfert d'autorité[148] aux forces gouvernementales afghanes. Avant son départ, la base arrière des insurgés dans le Methar Lam est désorganisée et les comptes de l'embuscade d'Uzbin sont soldés. Le bataillon déplore 3 tués et 19 blessés dont 12 au feu[149]. Pour le 2e REG, dont les compagnies sont en autorelève sur les mandats « hiver », le 13e BCA et le 17e RGP, l'engagement en Afghanistan est loin d'être terminé[150].

Le durcissement des opérations : les Task Force Bison et Hermès

Le général Pierre de Chavancy, qui prend le commandement de la brigade Lafayette, poursuit le plan de campagne du général Druart. Malgré le changement de chef à la tête du commandement régional-Est[151], les populations demeurent au cœur des préoccupations des bataillons français. La brigade s'efforce de poursuivre son implantation sur toute sa zone de responsabilité, en accompagnant le développement des forces de sécurité afghanes. Les équipes d'entretien des routes, financées par les fonds de l'équipe de reconstruction provinciale américaine, jouent un rôle de plus en plus important. Elles suivent l'effort de rénovation et de goudronnage des principaux axes des vallées. Ces milices, qui gardent les routes et protègent les travailleurs des entreprises privées, sont appelées à devenir des auxiliaires de la police nationale afghane. En France, la lutte contre les engins explosifs improvisés s'institutionnalise au sein de l'école du génie. Le 1er juillet 2010, elle ouvre un centre qui lui est dédié à Angers[152]. Le 2 juillet 2010, le légionnaire Kévin Eymeneya du 1er REG est gravement blessé à la tête lors d'une opération en Surobi[153]. Quatre jours plus tard, un sous-officier du détachement d'ouverture d'itinéraire piégé trouve la mort. Il s'agit du sergent-chef Mosic du 13e RG, victime d'un engin

explosif improvisé piégé par une grenade. La campagne d'été 2010 s'annonce difficile pour les forces françaises.

Le mandat de la *Task Force* Hermès en Kapisa

Le 8 juin 2010, la TF Hermès[154], sous le commandement du colonel Michel de Mesmay relève celle du 13e BCA en Kapisa. Ce bataillon interarmes est principalement constitué du 21e RIMA et de renforts de la 6e BLBMa[155]. La 3e compagnie du 1er REG fournit l'appui du génie. Durant ces six mois, l'effort du bataillon se porte vers le sud, à l'entrée des vallées d'Alasay et de Bédraou. Après un déploiement au nord, les forces de sécurité afghanes se tournent vers le sud. De nouveaux postes sont créés. Cette tactique, consommatrice de nombreux effectifs statiques, ne favorise pas la capacité de manœuvre du bataillon. La mission du bataillon est de « *préparer et de conduire des opérations de contre-rébellion dans sa zone de responsabilité en étroite collaboration [...] avec le [bataillon interarmes] Bison et [...] avec les forces de sécurité afghanes*[156] ». Trois indications de dates sont données pour inscrire les efforts à produire dans le temps. Pour autant, aucun objectif clair ne leur est assigné. Du 15 juin au 15 juillet 2010, la TF Hermès doit intervenir le long de l'axe routier Vermont jusqu'à Joybar. Du 16 juillet au 9 octobre 2010, l'effort se concentre à l'entrée de la vallée d'Alasay et plus particulièrement dans le quadrilatère Jalokhel, Adizaï, Shekkut, Joybar et dans la ville d'Alasay. Du 10 octobre au 20 novembre 2010, le bataillon porte son attention sur la partie sud de la vallée de Tagab avant d'achever son mandat. Pour se confronter à la zone

verte de retour avec l'été, les soldats français bénéficient d'un outil supplémentaire : le VBCI. Ce véhicule est capable de transporter des militaires sous blindage, tout en leur offrant un appui feu rapproché. Son gabarit et son poids en limitent l'usage principalement aux axes routiers. Pour mettre fin au harcèlement, la base opérationnelle avancée de Tagab reçoit, à l'automne, l'apport d'un ballon captif d'observation. Il embarque un ensemble d'optiques permettant de surveiller les abords du camp mais aussi de suivre les forces en opération. Sur le terrain, les équipes d'entretien des routes confirment leur rôle important comme nouvel acteur sécuritaire. Le bataillon connaît un engagement particulièrement violent durant l'été 2010. Le 18 septembre 2010, il contribue à la sécurité des élections législatives afghanes, qui présentent un bilan mitigé[157]. Durant six mois, 85 opérations sont menées, y compris dans la zone verte (41 engageant le bataillon et 44 de niveau compagnies). La TF Hermès déplore 2 tués et 96 blessés.

Le changement de commandement du 27 octobre 2010 à la tête de la brigade Lafayette, transforme l'esprit des opérations qui deviennent de plus en plus coercitives. Sous l'impulsion du général Jean-François Hogard, l'effet majeur se déplace des populations vers les taliban. Le lendemain, le ministre de la Défense Hervé Morin annonce sur la radio RTL « *[qu'il] y a un rendez-vous qui a été fixé par l'OTAN dans le cadre de la nouvelle stratégie c'est le début de l'année 2011 : [...] nous allons transférer toute une série de districts aux Afghans* », explique le ministre. « *À ce moment-là, il pourra y avoir les premiers déplacements ou retraits des forces alliées d'Afghanistan* ». Cette interview prépare la

déclaration du président de la République à la suite du 22e congrès de l'OTAN à Lisbonne, le 20 novembre 2010. Le retrait des troupes d'Afghanistan est fixé à 2014 et le processus de transition est ratifié entre l'OTAN et l'État afghan. Dans l'année à venir, les forces françaises doivent transférer les premiers territoires à l'armée afghane. Tout le monde sait, au sein de l'état-major français, que la qualité de cette armée est encore fragile. Les équipes de liaison et de mentorat opérationnel font remonter régulièrement des évaluations du niveau réel des soldats afghans. La décision qui pourrait alors avoir été prise, serait de « casser les reins » de l'insurrection afin d'en diminuer la menace. La contre-insurrection « à la française » se terminerait après le congrès de Lisbonne, lorsque des dates précises sont données pour le retrait des forces occidentales. Le changement de paradigme opérationnel de la brigade Lafayette est la conséquence du constat d'échec relatif de la contre-insurrection dans certaines zones, des nouveaux objectifs définis par la division américaine en charge du commandement régional-Est[158] et de la volonté des Français de causer des pertes aux taliban afin de ramener leurs capacités militaires à un niveau maîtrisable par l'armée afghane. Les événements de l'été 2010 sont au cœur de cette transformation.

L'organisation du génie de la *Task Force* Hermès

En Kapisa, les sapeurs légionnaires du 1er REG déploient deux sections de combat du génie à trois groupes, une équipe de démineurs complétée par une seconde équipe du

13e RG, une équipe de spécialistes de l'armement et un élément de reconnaissance du génie. Ils reçoivent un renfort d'une unité cynotechnique du 132e BCAT. L'effectif total est d'environ 75 militaires. La répartition est simple. L'élément de liaison et de reconnaissance, une section à trois groupes et une première équipe de démineurs sont localisés sur la base opérationnelle avancée de Tagab. Les éléments restants sont installés à Nijrab. « *Comme je ne disposais que de deux sections pour trois compagnies à appuyer* », explique le capitaine D5214, « *j'ai conservé sous mes ordres l'ensemble du personnel génie. Je décidais de leur utilisation en fonction des priorités d'emploi*[159] ». Le commandant d'unité, chef du détachement de liaison et de reconnaissance du génie, est le conseiller du chef du bataillon mais aussi celui du général commandant la brigade pour tout ce qui concerne l'emploi de ses sapeurs. Il participe à la rédaction des ordres et décide de l'emploi des équipes de démineurs. Il assure le suivi de l'étude du risque représenté par les engins explosifs improvisés et les munitions non explosées. Pour faciliter la manœuvre de la force, il est autorisé à valider les demandes de destruction sur place émanant du terrain. Exceptionnellement, les sapeurs possédant une qualification particulière[160] sont autorisés (sur ordre) à détruire sur place les engins explosifs improvisés. Cette dérogation est précieuse car les démineurs spécialisés ne peuvent pas intervenir partout. Par contre, un problème subsiste pour le traitement des munitions non explosées qui pullulent sur le sol. Seuls les sous-officiers adjoints aux chefs de sections disposent la qualification pour les détruire. Eux aussi ne peuvent pas

être partout. Les unités sont obligées de les laisser à même le sol au risque qu'elles soient réutilisées par les taliban. Pour essayer de résoudre ce problème, une formation est dispensée sur le terrain pour permettre à certains sapeurs d'intervenir sur ordre. Le capitaine adjoint de la compagnie occupe à la fois la fonction d'officier spécialiste de l'armement et des explosifs puis d'adjoint au commandant d'unité. « *Il manquait un troisième officier sur le terrain* », note le capitaine D5214, « *quand je sortais par exemple pour une reconnaissance importante, nous ne pouvions pas faire sortir l'officier [spécialiste de l'armement et des explosifs] qui devait rester au poste de commandement* ». Le principal handicap pour l'action du génie de la TF Hermès demeure l'absence d'une troisième section de combat à trois groupes : « *On peut articuler comme on veut : deux sections à trois groupes ou trois sections à deux groupes, au final, on ne dispose que de six groupes en tout pour appuyer quatorze sections ou peloton !* ». Cette situation ne permet pas un appui optimal du bataillon et continue de générer une grande fatigue. Le manque d'un groupe d'organisation de terrain au niveau de la compagnie s'est fait sentir pour les travaux de protection de la force. Le capitaine prélève des effectifs qualifiés sur le détachement de liaison et de reconnaissance du génie, pour piloter les différents engins disponibles. Il cherche des solutions pour trouver des sapeurs supplémentaires qui, selon lui, sont à prendre auprès des éléments organiques du génie détachés auprès de la brigade. « *J'ai proposé dans mon Compte Rendu de Fin de Mission (CRFM) de supprimer la section de fouille opérationnelle spécialisée qui mobilise tout de même*

vingt et un sapeurs. Les sapeurs des sections de combat sont formés à la fouille opérationnelle complémentaire. C'est suffisant ! Il suffit de leur donner le matériel adéquat. Avec l'économie de personnel, il devient alors possible de créer une troisième section à trois groupes et assurer ainsi un appui optimal au bataillon interarmes[161] ». Il convient de s'interroger sur la question du sous-effectif récurrent du génie. Depuis 2008, ce constat revient régulièrement dans les témoignages des officiers. Rien ne semble être fait pour leur donner satisfaction. L'explication est sans doute d'ordre politique et budgétaire. À cette date, environ 4 000 soldats sont déployés en Afghanistan. Le président de la République estime sûrement qu'il ne peut pas aller au-delà sans susciter de nouveaux remous dans l'opinion publique. Depuis la fin de l'année 2008, la France connaît une crise économique majeure. Pour pouvoir engager des troupes en Afghanistan, Paris réduit les effectifs des autres opérations extérieures, comme au Kosovo : « *Un soldat français en Afghanistan coûte 105 000 euros par an, moitié moins en Côte d'Ivoire*[162] ». La France ne peut se permettre financièrement d'augmenter trop ses effectifs alors que d'autres opérations sont envisagées[163]. Sur le terrain, les cadres s'emploient à trouver des astuces pour optimiser le rendement de leurs hommes. L'adjudant Z5217, chef de section, s'organise : « *J'avais trois groupes et je devais soutenir cinq sections ou pelotons. Je ne pouvais pas affecter un groupe à une section. Donc en fonction de chaque mission, je changeais le groupe. Il y avait des missions plus intéressantes que d'autres, donc j'évitais de mettre le même groupe trois fois au même endroit. J'avais*

un tableau Excel avec toutes les missions : fouilles, vérification de point d'appui… Et je faisais tourner mes bonhommes[164] ». Cela permet au chef de section de s'assurer que les légionnaires puissent enrichir leurs expériences, sans se lasser, tout en surveillant leur état de fatigue. L'état du matériel est un autre point qui cause des soucis au capitaine D5214 : « *Quand je suis arrivé, il n'y avait pas d'inventaire réglementaire du matériel du génie. Je ne savais pas ce qu'il y avait, ni quel était son état. Nous avons mis ça en place rapidement. Puis nous nous sommes rendu compte qu'il y avait beaucoup de brouilleurs hors service* ». L'entretien et le suivi de ce type de matériels sensibles, qui constituent des microparcs, sont très compliqués. Les marsouins du 21e RIMA ne tardent d'ailleurs pas à s'en rendre compte : « *Notre brouilleur est cramé ! Deux semaines que nous sommes là et notre brouilleur est cramé ! Le marsouin est capable de rire de tout, de subir presque n'importe quoi, mais là, plus personne ne rigole* », se rappelle le sergent Tran Van Can*. « Nous avons appris aux ordres ce soir qu'il n'allait pas être remplacé. […] C'est juste incompréhensible, on n'en revient pas… Ce sont les engins explosifs improvisés qui tuent le plus. J'ai l'impression de rouler "à poil" ! Il doit y avoir quelque part entre Kaboul et Paris, des gens qui ne le savent pas ou qui l'ont oublié […]. Et pourtant, nous allons poursuivre notre mission*[165] ».

La *Task Force* Hermès : une activité opérationnelle intense

Le 27 mai 2010, les TF *Black Rock* et Hermès mènent ensemble l'opération *Bull Rapace.* Elle permet aux hommes du 21e RIMA de prendre leurs marques sur leur nouvelle zone de responsabilité. Le but est de rencontrer les futurs interlocuteurs afghans de Maktab et les entrepreneurs civils travaillant pour les forces de la coalition de la vallée d'Afghanya[166]. Les taliban sont au rendez-vous : « *Nous avons entendu les premiers tirs et les premières explosions claquer à environ deux cents mètres au nord de notre position* », raconte le sergent Tran Van Can, « *Notre surprise a été totale ! […] Les échanges de tirs entre les insurgés et une section du "13" ont duré une bonne demi-heure. Ça claquait sévère : tirs de mortiers, de LRAC, d'AT4… Tout partait, toutes les munitions disponibles étaient utilisées. Le "final", si je puis dire, a été le passage d'un F18 américain à quelques dizaines de mètres au-dessus de nous pour réaliser un "show of force". […] Les insurgés aussi ont dû être impressionnés : ils ont décroché et le calme est revenu*[167] ». Dans ce témoignage, il est difficile de percevoir encore une forme de retenue, alors que l'engagement se produit dans un village. Un sentiment de rejet semble même poindre. Après une nuit au-dessus du poste avancé de Shekut, dévasté le 16 juin 2010 par une coulée de boue, le sergent Tran Van Can ressent clairement l'hostilité des habitants : « *Ici, j'ai le sentiment qu'ils ne veulent pas de nous. Je m'en moque […]. Je ne suis pas ici pour faire du social mais juste assurer la mission, et cette mission, c'est une mission de combat. […] Je ne leur en veux pas non plus. […] Ici nous sommes forcément perçus comme une armée d'occupation : nous débarquons armés jusqu'aux dents,*

nous traversons leurs champs, nous les fouillons dans les ruelles de leurs villages. […] Quoi que nous puissions faire, à cause des mesures de sécurité aucun rapprochement avec la population n'est possible[168] ». Le 2 juillet 2010, dans un entretien au *Monde*, le général français Vincent Desportes se fait l'écho de cet écart grandissant entre la stratégie de contre-insurrection voulue par les Américains et la réalité du terrain : « *La doctrine de contre-insurrection traditionnelle, telle que l'a engagée McChrystal depuis un an, avec un usage restreint de l'ouverture du feu (…) pour réduire les dommages collatéraux, ne semble pas fonctionner. (…) La situation n'a jamais été pire* », constate le général Desportes. De manière lucide, à la lecture du témoignage du sergent Tran Van Can mais aussi à la lumière des témoignages recueillis auprès des légionnaires du 1er REG, il explique : « *Chez les militaires, un courant remettant en cause le mode d'action "gagner les cœurs et les esprits" suscite une adhésion grandissante. Cette remise en cause renforce l'écart entre la troupe et la stratégie générale. Or, on ne peut pas faire la guerre contre le moral des soldats* ». Revenant sur le limogeage de McChrystal, il explique qu'il « *révèle une faiblesse […]. Tout se passe comme si le Président [Obama] n'était pas très sûr de ses choix. […] À l'issue des débats sur les renforts nécessaires, il y a un an, il a opté pour 30 000 soldats de plus. Tout le monde savait que ce devait être zéro ou 100 000 de plus. On ne fait pas de demi-guerre* ». Il constate que « *si la doctrine McChrystal ne fonctionne plus ou n'est plus acceptée, la seule option restante est celle préconisée par le vice-président Joe Biden : sortir de cette guerre sans fin (…) en réduisant les troupes*

à une capacité de frappes ponctuelles contre Al-Qaïda ». Le général Desportes termine son analyse par un regard sur le poids de la France dans la coalition, qui fait couler beaucoup d'encre, mais qui énonce une évidence : « *C'est une guerre américaine. Quand vous êtes actionnaire à 1 %, vous n'avez pas droit à la parole*[169] ». Le jour même, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées, réagit violemment à ces propos lors d'un entretien sur l'antenne d'Europe 1 : « *Le Général Desportes a exprimé une opinion personnelle malvenue et insuffisamment argumentée [...]. C'est une opinion irresponsable car elle vient de quelqu'un qui est en activité [...]. [C'est] une faute*[170] ». Pourtant au début du mois de septembre 2010, le général reçoit une simple réprimande du ministère de la Défense[171]. Peut-être faut-il voir dans cette décision la mise en œuvre du virage stratégique que le général Desportes appelle de ses vœux au début de l'été : une volonté de transférer au plus vite la responsabilité des territoires à l'armée nationale afghane. Il n'est plus question alors de sanctionner celui qui a mis opportunément « le coup de pied dans la fourmilière ».

Le 28 juin 2010, le 21e RIMA enregistre son premier blessé lors d'une patrouille à Shekut. Après une période de calme, vraisemblablement nécessaire pour procéder aux récoltes, les hostilités reprennent avec les taliban. Le 2 juillet 2010, un important combat se déroule sur le pont de Tagab. La section du sergent Tran Van Can est positionnée près du village de Manokhel pour recueillir un convoi de l'armée afghane. Soudain, une embuscade des insurgés se dévoile : « *Les premiers tirs ont claqué à une vingtaine de mètres de notre position [...]. Quelques minutes plus tard,*

nous étions aussi sous le feu des insurgés […]. La proximité des tirs était incroyable, je n'avais jamais encore vu ça ». C'est une scène de guerre que décrit le jeune chef de groupe du 21e RIMA : « *Nous étions allongés dans la poussière, derrière une butte qui nous protégeait à peine. Je pouvais entendre les balles siffler à quelques centimètres de nous […]. Je n'ai pas cherché à calculer : il fallait reprendre l'ascendant […]. J'ai gueulé aux gars de faire une "boule de feu*[172]*". Personne n'a hésité. Nous nous sommes relevés, mis à genoux derrière la butte, à demi à découvert, et nous avons tout balancé. Trente secondes de folie. […] Les gars balayaient la zone, de gauche à droite et de droite à gauche* ». Le combat s'allonge : « *Je ne me souviens pas combien de temps nous sommes restés derrière cette butte […]. Pas si loin de nous, tout proches même, nous pouvions entendre les "Allah akbar" criés par les insurgés !* ». Puis vient le moment du repli, phase très délicate, alors que les taliban sont toujours sur leurs positions : « *Plus le temps passait et plus il devenait évident que rompre le contact n'allait pas être facile. Cinquante mètres de découvert nous séparaient de la première position sûre […]. Pour appuyer notre désengagement, nous avons reçu le soutien de tous les moyens disponibles. Nous avons couru, couru. C'est long cinquante mètres avec le [gilet pare-balles] et à découvert. Nous sommes arrivés essoufflés comme des bœufs […]. De ce muret, nous avons pu rejoindre la route et de là les VAB*[173] ». Plus personne ne doute alors de la volonté des taliban de reprendre l'ascendant durant la campagne d'été 2010. Le 6 juillet 2010, la TF Hermès retourne sur le terrain dans le cadre de l'opération *Hermès South Cross*. Les

soldats français et les forces de sécurité afghanes souhaitent affirmer leur présence dans la région de Sherkhel au sud de Tagab[174]. C'est durant l'ouverture d'itinéraire de cette opération que le sergent-chef Mosic du 13e RG est tué par un engin explosif improvisé. Les opérations continuent de se succéder durant ce mois de juillet. Les 12 et 13 juillet 2010, la TF Hermès part reconnaître le futur site d'implantation du poste de combat avancé de Sherkhel. Cette accélération du rythme d'activité pèse sur les organismes : « *Nous sommes vraiment au taquet* », remarque le sergent Tran Van Can, « *en faire plus finira par être dangereux*[175] ». Le 20 juillet 2010, les VBCI sont déclarés opérationnels. L'appui de leurs canons de 25 millimètres est un atout supplémentaire pour les soldats français.

Le 27 juillet 2010, la TF Hermès participe à une grande *Shura* dans le village de Maktab. Les combats de l'été ralentissent les projets de développement et les chefs de villages s'en inquiètent. Le colonel de Mesmay rappelle alors les « règles du jeu » : « *Nous continuerons à vous soutenir et à vous apporter notre aide. Vous pouvez rassurer les habitants de vos villages. Mais nous comptons aussi sur vous pour signaler les risques d'embuscade et les poses d'engins explosifs. Sans la sécurité dans vos villages, vous ne pourrez malheureusement pas accéder au développement*[176] ». Les contacts sont quasiment quotidiens avec les taliban. Le 30 juillet 2010, le groupe du sergent Tran Van Can est installé dans l'école du village de Tatarkhel. Sa mission est de recueillir des éléments français qui participent à une opération de fouille de compounds.

Cette opération est censée se terminer dans la nuit mais les délais s'allongent. Le désengagement des militaires français ne peut se faire qu'au petit matin, moment toujours propice à une embuscade : « *Le jour commençait à peine à se lever. Les gars étaient fatigués, ils perdaient l'avantage de la nuit et de leurs optiques de nuit, en pleine phase de désengagement. Un moment idéal pour les insurgés, et ils n'ont pas hésité* ». Les premiers coups de feux éclatent, puis c'est un déchaînement de violence : « *La situation est devenue très claire [...] : l'imbrication était totale ; les insurgés, nous et la "4", étions tous très proches les uns des autres* ». À leur grande surprise, les soldats français constatent que la population est prise entre deux feux : « *Tout d'un coup [...], pas mal de civils, des femmes et des enfants, sont sortis du champ pour quitter la zone. Nous ne les avions pas vus ! Ces putains d'insurgés ont continué à tirer malgré les risques que cela faisait courir aux civils [...]. C'était une situation de fou. Les civils couraient apeurés, têtes baissées, avec leurs poules dans les bras ! La prise à partie a duré trois bonnes heures* ». Le commandement français décide alors de faire intervenir l'artillerie et les hélicoptères pour dégager les soldats de ce mauvais pas : « *L'adjudant annonce à la radio le déclenchement imminent d'un tir de mortiers [...]. Les tirs [...] étaient très proches de nous. [...] Après [...], les Kiowa*[177] *ont effectué plusieurs passes. [...] Ils s'occupaient de traiter la zone [...]. Au bout de quelques minutes, nous avons entendu les sifflements des départs de roquettes de 30 mm. Franchement, je n'aurais pas aimé être à la place des insurgés*[178] ». Le 5 août 2010, l'opération *Hermès Square II*, inscrite dans une

vaste campagne visant à priver la Kapisa de tout armement de guerre, est lancée. Les opérations de fouilles se succèdent pour rechercher des caches d'armes et d'explosifs en vallée d'Alasay. Deux soldats français sont blessés dans un accrochage avec les taliban[179].

Le 23 août 2010, lors de l'opération *Hermès Burrow*, le bataillon est durement touché. Cette action vise à « *désorganiser les structures insurgées et réduire leurs capacités logistiques, notamment en fouillant des habitations dans le village de Karamkhel dans la région de Tagab, à l'entrée de la vallée de Bedraou*[180] ». Cette dernière est sous le contrôle des taliban, la manœuvre s'annonce difficile. La mise en place se fait de nuit. Alors que des comptes rendus font état de la présence ennemie sur zone, les VBCI ouvrent le feu. Aussitôt, trois marsouins sont blessés. La suspicion de tir fratricide[181] est immédiate. C'est le premier cas rapporté dans la presse pour l'armée française. Les mêmes sources indiquent que les soldats n'ont pas, à ce moment de leur engagement, de système de reconnaissance infrarouge pour les différencier des taliban. C'est inexact. L'analyse des photos existantes laisse apparaître la présence de balises flash infrarouges qui permettent l'identification des groupes dans la nuit. L'erreur ne provient pas de cela[182]. La réponse est apportée par le journaliste Nicolas Mingasson, qui suit le 21e RIMA durant son engagement : « *Lorsque l'incident se produit, il fait encore nuit. À bord du VBCI, les soldats ne disposent pas des moyens optiques et électroniques leur permettant de faire la différence entre les insurgés et leurs camarades. Sur les écrans des caméras thermiques des VBCI, s'affichent*

seulement des silhouettes et lumineuses identiques[183] ». L'imbrication entre les taliban et les soldats français est telle que l'erreur paraît inévitable. Durant la même opération deux soldats français sont tués au combat. Il s'agit du lieutenant Lorenzo Mezzasalma et du caporal Jean-Nicolas Panecyck, tous deux du 21e RIMA. Le journaliste raconte : « *Panecyck [est] fauché par un tir précis. […] Quelques secondes plus tard, le lieutenant Mezzasalma s'élance [à son] secours alors que tout autour de lui, les hommes ouvrent le feu en direction de la zone d'où proviennent les tirs. C'est un acte de courage insensé, qui touche à ce qu'il y a de plus sacré entre tous ces soldats : être capable de donner sa vie pour les autres. Touché à son tour alors qu'il rejoint le corps de Panecyck, il se bat jusqu'au dernier souffle, tirant ses dernières balles avec son arme de poing*[184] ». Les soldats français sont plongés dans le quotidien de la guerre fait de drames et de sacrifices.

Le 8 septembre 2010, à 5 h 30, une compagnie interarmes de la TF Hermès se met en place pour l'opération *Scorpion Guardian II*[185]*.* Sa mission est d'assurer la sécurité du passage d'un convoi de ravitaillement de l'armée afghane, notamment du *Kandak* 31, encadré par les équipes de liaison et de mentorat opérationnel françaises. Deux sections couvrent le sud de l'axe menant au fond de la vallée d'Alasay. Une section s'installe sur le pont de Tagab tandis que les deux dernières sont en couverture face à l'est et au nord. À 7 heures, le dispositif de la compagnie est en place. Vers 9 heures, la section est prise à partie à moins de 40 mètres par un groupe ennemi. Les combats se déroulent toute la matinée et il faut l'intervention des mortiers et des

hélicoptères d'attaque « Tigre » pour contraindre les taliban à se replier. Le convoi finit par passer en sécurité. Parallèlement, l'armée française continue de tenter de se rapprocher de la population. Du 7 au 13 septembre 2013, la TF Hermès lance l'opération *Wisdom Pillars*. À l'occasion de la fin du Ramadan, les soldats français distribuent des dattes sur le marché de Tagab, avant que le chef de corps n'offre un repas aux notables qui sont invités sur la base opérationnelle avancée[186]. Nous manquons de témoignages pour connaître l'effet produit sur les populations locales, mais nous savons ce qu'en pensent les soldats français. Le sergent Tran Van Can évoque cet épisode : « *Aujourd'hui, c'est la fin du Ramadan. J'avais déjà du mal à comprendre que le [bataillon] lève le pied et ralentisse ses opérations pendant cette période, mais là c'est le bouquet final ! Lever le pied après nous être défoncé en juillet pour prendre l'avantage, c'est à mon avis leur laisser de l'air [...] pour se réapprovisionner en armement, etc. [...] Rester une bonne heure au marché de Tagab à distribuer des dattes à la population m'a franchement énervé ! Qu'est-ce qu'ils en ont à foutre de nos dattes ! Qui peut croire que c'est ça qui va nous faire (plus) apprécier d'eux ? Je trouve [...] que c'est nous faire prendre beaucoup de risques [...]. Si les insurgés avaient décidé de nous balancer des pruneaux dans nos sacs de dattes, c'est nous et nous seuls qui aurions dû gérer*[187] ». Comme l'a souligné précédemment le général Desportes, une incompréhension de plus en plus grande naît chez les soldats, qui sont confrontés à des combats de plus en plus violents. Elle traduit aussi une difficulté à différencier les insurgés de la population. Du 17 au 19

septembre 2010, l'ensemble de la brigade Lafayette assure la sécurité des bureaux de vote pour les élections législatives afghanes. Les taliban perturbent le scrutin dans toute la zone française : « *De Bedraou à Alasay en passant par Tagab, pas une vallée n'a été épargnée par les insurgés. L'armée nationale afghane a particulièrement souffert avec [...] huit morts. [...] À Alasay, les combats prenaient tellement d'intensité qu'un bombardier américain a largué une bombe de 500 kilos au nord-est du village* ». La base opérationnelle avancée de Tagab est l'objet d'un tir de CHICOM particulièrement nourri : « *18 [roquettes] ont été tirées sur la base, faisant un blessé très grave déjà évacué à [l'hôpital français de Kaboul]. [...] Le commandant C. a eu le pied déchiqueté en sortant des douches. Il a eu une chance incroyable. À quelques secondes près, il aurait été tué*[188] ». Après ces élections controversées, le bataillon se lance dans la réalisation la plus importante de son mandat : l'aménagement du poste avancé de Sherkhel.

Du 26 septembre au 5 octobre 2010, l'ensemble de la brigade Lafayette est mobilisé pour l'opération *Promising Star*[189]. En présence des forces de sécurité afghanes, le 1er REG construit un nouveau poste de combat avancé. Il constitue une première étape qui doit permettre aux soldats afghans de sécuriser l'axe Vermont menant à Kaboul. Le chantier se situe face à la vallée de Bedraou, qui abrite des groupes Taliban très actifs. Tout au long de la semaine, les deux bataillons interarmes de la brigade exercent une forte pression pour fixer leurs adversaires. Ces actions doivent faciliter la réalisation des travaux. La TF Hermès et l'armée afghane assurent la protection rapprochée des sapeurs,

tandis que la TF Bison est au contact des taliban près de Jangali. Le *Kandak* commando afghan est déployé en fond de vallée de Bedraou. Pendant ce temps-là, les travaux progressent, sous le commandement du lieutenant L. du 1er REG. Le poste de combat avancé de Sherkhel prend forme avec ses 600 mètres de *Bastion Walls* formant l'enceinte fortifiée. Il est achevé en dix jours. Dès le 5 octobre 2010, les bulldozers laissent la place à une compagnie de l'armée afghane forte de plus de 120 hommes avec son équipe de conseillers. Une section de marsouins du 21e RIMA lui prête main-forte. Le bataillon assure la relève de ce détachement jusqu'à la fin de son mandat. Cette stratégie du « fortin en territoire apache » le long de l'axe routier Vermont, consomme de plus en plus d'effectifs. Le 27 octobre 2010, le commandement de la brigade est transmis au général Jean-François Hogard. Du 30 octobre au 20 novembre 2010, les Américains installent un ballon captif avec des moyens d'observation[190], à des fins d'expérimentation, au-dessus de la base opérationnelle avancée de Tagab. C'est une des réponses adoptées pour contrecarrer les tirs de harcèlement ininterrompus sur la base française. Ce test se révèle vite concluant, à la fois pour la protection des abords de la base mais aussi pour fournir des renseignements lors des opérations. Le 1er novembre 2010, alors que la relève se précise pour les marsouins, ils mènent en appui de l'armée afghane, une opération en vallée d'Alasay : *Hermès Medusa*[191]. Une compagnie du 21e RIMA relève une compagnie afghane dans le poste de combat avancé de Shekut, afin qu'elle puisse mener une opération de fouille avec des sapeurs en appui. De l'armement, un engin

explosif improvisé est saisi et un suspect est arrêté. Le rythme des opérations diminue alors. Le 20 novembre 2010, le bataillon interarmes Allobroges du colonel Bruno Gardy relève la TF Hermès en Kapisa. La brigade alpine fait son retour pour la campagne d'hiver 2010-2011.

Le bilan du génie de la *Task Force* Hermès

Durant son mandat, le détachement du 1er REG est utilisé principalement dans la lutte contre les engins explosifs improvisés et au profit des opérations de fouilles. Lorsqu'il réalise le bilan de l'engagement de sa compagnie, le capitaine D5214 note qu'elle a dû faire face à une quarantaine d'événements mettant en jeu des engins explosifs improvisés. Seulement sept engins ont explosé, les autres ayant été soit neutralisés, récupérés ou détruits. Avec un taux de 81 % de résolution d'incident, la Kapisa est bien au-dessus du pourcentage total constaté en Afghanistan (55 %). Le principal mode opératoire de déclenchement des engins explosifs improvisés est le système radiocommandé (un quart des engins), devant le système filaire et celui déclenché par la victime. Les engins rencontrés sont constitués d'explosif artisanal pour 63 % d'entre eux. Plus de 20 engins explosifs improvisés sont trouvés par les sapeurs du 1er REG en six mois. Le concours des chiens détecteurs d'explosifs est précieux. Malgré les problèmes de maintenance, les brouilleurs sur les véhicules sont efficaces. « *Le 17 septembre 2010,* se souvient-il, *un engin explosif improvisé composé de 20 kilos [d'explosif artisanal] a explosé entre deux VAB du génie pendant*

l'ouverture d'itinéraire. Après analyse, il s'est révélé qu'il était radiocommandé. Il a donc explosé entre les deux bulles de brouillage[192] ». La multiplication des vérifications à pied des points d'appuis des tireurs d'élite ou des véhicules pose problème. Les sapeurs ne possédant pas de brouilleurs portables individuels, ils sont exposés. Le capitaine D5214 en fait la demande dans son compte rendu de fin de mission.

Les opérations de fouilles donnent des résultats durant le mandat. La compagnie étant formée en fouille opérationnelle complémentaire, elle met ses nouveaux talents à profit en Kapisa. Compte tenu du manque d'effectif, le capitaine D5214 n'est pas du tout convaincu de la pertinence de conserver une section de fouille opérationnelle spécialisée. Il appelle plutôt à la poursuite de la formation des unités en fouille opérationnelle complémentaire durant la mise en condition avant projection, et à l'envoi de lots de matériels spécifiques pour équiper les compagnies. Le bilan des fouilles est important et valide l'utilité de ce savoir-faire. Malgré ses réticences, une nouvelle section de fouille opérationnelle spécialisée arrive en Afghanistan, le 1er octobre 2010. Ce quatrième mandat provient du 6e RG.

2009								2010									2011											
avr.	mai	juin	juill.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.	mars	avr.	mai	juin	juill.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.	mars	avr.	mai	juin	juill.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
EXPRIMENTATION DE LA FOS								*PERENNISATION DE LA FOS*																							
DETACHEMENT 17e RGP *(DETFOS1)*								**DETACHEMENT 1er REG** *(DETFOS2)*				**DETACHEMENT 2e REG** *(DETFOS3)*					**DETACHEMENT 6e RG** *(DETFOS4)*				**DETACHEMENT 17e RGP** *(DETFOS5)*								**DETACHEMENT 3e RG** *(DETFOS6)*			
KAPISA																															
Task Force Tiger (27e BCA-2e REG en appui)								**Task Force Korrigan** (3e RIMA - 6e RG en appui)				**Task Force Blackrock** (13e BCA - 2e REG en appui)					**Task Force Hermès** (21e RIMA - 1er REG en appui)				**Battle Group Allobroges** (7e BCA - 2e REG en appui)								**Battle Group Raptor** (1er RCP - 17e RGP en appui)			
SUROBI																															
BATFRA 1er RI (1er RI - 3e RG en appui)								**Task Force Dragon** (2e REI - 1er REG en appui)				**Task Force Altor** (2e REP - 17e RGP en appui)					**Task Force Bison** (126e RI - 31e RG en appui)				**Battle Group Richelieu** (2e RIMA - 6e RG en appui)								**Battle Group 15.2** (152 RI - 19e RG en appui)			

Tableau 17 – Les sections de fouille opérationnelle spécialisée en Afghanistan (2009-2011)

Un autre grand progrès de cette fin d’année 2010 concerne le détachement d’ouverture d’itinéraire piégé. Le 25 octobre 2010, les premiers Véhicules Blindés Hautement Protégés (VBHP) « Aravis » sont déployés en Afghanistan. Les onze véhicules équipent désormais les équipes de démineurs spécialisés engagées en Kapisa et Surobi, ainsi que le détachement d’ouverture d’itinéraire piégé. Ils remplacent les VAB génie intégrés aux convois. L’ensemble des sapeurs du détachement se trouvent dans des véhicules de type *Mine Resistant Ambush Protected* (MRAP) hautement performants. « L’Aravis » est doté d’une tourelle téléopérée équipée d’une mitrailleuse, qui lui permet d’assurer sa propre protection et celle du détachement. La mise sous blindage de l’ensemble des sapeurs du détachement suscite des réactions de méfiance chez

certains fantassins. Comment leur faire confiance s'ils ne débarquent pas pour trouver les engins explosifs improvisés ? Au fil des mandats, le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé démontre son utilité et ses sapeurs, leur grand courage au point de susciter l'admiration des forces spéciales : « *Nous apercevons un étrange véhicule en train de traverser le village par la route principale [...]. C'est l'arrivée du [détachement d'ouverture d'itinéraire piégé] qui "nettoie" la route avant l'arrivée du convoi* », témoigne Calvin, opérateur au 1er RPIMA. « *Le détachement se déplace au pas sur [l'axe routier], de temps à autre, des gars débarquent des véhicules pour vérifier les emplacements suspects [...]. Autant dire qu'ils sont foutrement exposés aux [engins explosifs improvisés] mais également aux tireurs embusqués [...]. Toutes nos armes sont pointées vers la vallée [...] pour les appuyer en cas de besoin. Nous comprenons ce qu'ils font, c'est leur job mais nous admirons leur courage et leur professionnalisme. Ces mecs-là ont vraiment des couilles et ils sauvent un nombre incalculable de vies grâce à leur travail*[193] ».

Le retour des « Bisons » en Surobi : des actions de plus en plus coercitives

Le 14 juillet 2010, le 126e RI relève le 2e REP à la tête du bataillon interarmes de Surobi. Les sapeurs de la 1re compagnie du 31e RG fournissent l'appui du génie. Les effectifs s'élèvent en tout à 776 militaires[194]. Géographiquement, les Français sont répartis sur la base opérationnelle avancée de Tora et sur les postes de combat

avancés Rocco, Uzbin et Hutnik. Les constructions successives réalisées par le précédent mandat nécessitent dorénavant des hommes pour en assurer la garde. Après six premiers mois d'expansion avec le 2e REP, la TF Bison essaie de consolider les positions conquises. Si le district de Surobi semble sous contrôle malgré une résistance encore présente dans le fond de la vallée d'Uzbin, la partie nord de la vallée de Tagab, entre les parallèles 42 et 52 est encore largement sous le contrôle des taliban.

Jusqu'au début du mois d'août 2010, la TF Bison prend en compte sa zone d'action. Cette phase d'acclimatation est importante pour découvrir les conditions spécifiques du combat en été, tout en prenant langue avec l'ensemble des personnalités du district de Surobi. Du 25 au 27 juillet 2010, l'opération *Marine Warm-Up* est menée par un escadron mixte réuni autour du 1er RIMA, dans le sud de la vallée de Tagab. Son objectif est de reconnaître et de contrôler la route principale de cette vallée et l'axe parallèle construit par l'équipe de reconstruction provinciale américaine. Elle permet au 1er RIMA de prendre possession de sa zone de responsabilité et d'harmoniser ses procédures avec l'armée nationale afghane et les équipes de liaison et de mentorat opérationnel, en prévision des élections législatives de la mi-septembre. Lors du dernier jour de cette opération, les militaires français participent à l'inauguration d'un puits dont la construction avait été initiée par les spécialistes des actions civilo-militaires du bataillon. Les sources en notre possession ne nous permettent pas de dire si les taliban essaient de s'opposer à ce déploiement[195]. Au cours de deux opérations successives dans les nuits du 4 au 6 août

2010, les sapeurs accompagnés des démineurs s'emparent de trois tonnes de munitions dont une tonne de charges explosives, dans le sud de la vallée d'Uzbin[196]. Il s'agit de la plus importante saisie de l'année 2010. Ces munitions diverses, pouvant servir à confectionner des engins explosifs improvisés ou à réaliser des tirs de harcèlement, sont ensuite détruites par les démineurs français le 18 août 2010.

Les opérations majeures du mois d'août se déroulent essentiellement en vallée d'Uzbin. Après une incursion infructueuse de l'armée afghane dans le Methar Lam, les « Bisons » lancent une série d'actions vers le cœur de la zone sous influence des taliban. Du 9 au 13 août 2010, le bataillon participe à l'opération *Bison Dump Tackle II*[197] dans le cirque de Chasmeh Ye Masti. Les Français apportent un appui aux soldats afghans engagés dans des opérations de fouilles des villages de Spin Kunday et de Sper Kunday. Dans le même temps, les Américains lancent des opérations identiques dans le Methar Lam. Le point d'orgue de cette phase dans la vallée d'Uzbin, est l'opération *Normandy Eagle* lancée par la brigade Lafayette du 21 au 25 août 2010. La TF Bison contribue à cet assaut par air, afin de désorganiser les réseaux des taliban[198]. Les effectifs déployés sont particulièrement importants : « *Une noria d'hélicoptères américains et français a été déployée pour transporter le millier de soldats et assurer le soutien des unités au sol. Celles-ci étaient composées de 530 soldats du [bataillon interarmes] Bison – dont une centaine de soldats de l'armée nationale afghane–, 460 soldats du Battle Group Iron grey – dont une centaine de l'armée afghane –, ainsi*

que 60 militaires afghans d'une compagnie Kandak Commando ». Pour atteindre cet objectif, les villages sont systématiquement fouillés : « *Les soldats et policiers afghans, appuyés par les Français et les Américains, se sont ensuite dirigés sur leurs objectifs, investissant villages et hameaux à la recherche d'insurgés, d'armes ou de munitions* ». Menée pendant cinq jours, cette opération se révèle payante puisque « *des armes et des munitions (dont une soixantaine de roquettes, des obus de mortier, du matériel entrant dans la composition d'engins explosifs improvisés) ont été découvertes, un laboratoire pour la fabrication de drogue et une imprimerie pour faux papiers ont été détruits et les insurgés ont été neutralisés dans leur fief de l'extrême nord de la vallée*[199] ». Du 28 au 31 août 2010, la TF Bison poursuit cet effort en lançant l'opération *Bison Buffer II*[200]. Le 30 août, le bataillon est endeuillé par la mort de l'adjudant Hervé Énaux du 35e RI, suite à un accident de VAB. Il fait partie d'une équipe de soutien qui accompagne les troupes pour pallier les pannes mécaniques[201]. Le 2 septembre 2010, le bataillon participe à une action de reconnaissance de la piste qui mène au poste de combat avancé Rocco au village de Dwarkholeh. Peu d'éléments sont connus sur le bilan de *Green Orange Check*, sinon qu'elle semble marquer la fin provisoire de la présence du 126e RI en vallée d'Uzbin[202].

Au mois de septembre 2010, la TF Bison revient dans le sud Tagab qui constitue toujours une zone très instable, à la limite avec la TF Hermès au nord. Du 7 au 13 septembre 2010, le bataillon participe, comme son homologue de Kapisa, à une distribution de dattes pour la fin du Ramadan.

N’ayant pas de témoignages directs de soldats du 126e RI, il est difficile de connaître, pour le moment, le regard porté par ces militaires sur cette action[203]. La TF Bison contribue à la surveillance des élections législatives afghanes et à l’effort principal de la brigade Lafayette : l’opération *Promising Star*[204]. La construction du poste de combat avancé de Sherkhel doit permettre à l’armée afghane de sécuriser l’axe Vermont, tout en affirmant sa présence dans la vallée de Tagab. La mission de la TF Bison est « *d’attirer et harceler les insurgés*[205] ». Elle se divise en quatre phases opérationnelles du 25 septembre au 6 octobre 2010 : *Spear tackle II*, *Bison Scrum*, *Hand Off* et *Converted Try*. Dès le premier jour, les « Bisons » sont au contact des taliban. Le 26 septembre, alors qu’un détachement pénètre de nouveau dans la zone verte, l’embuscade éclate : « *Le compte rendu de l’adjudant Samuel C. […] sonne comme le tocsin pour la première manche […] : Spear Tackle II […]. “Ils veulent s’infiltrer, frapper les flancs et les arrières et provoquer des tirs fratricides entre l’armée afghane et nous”, constate avec calme le capitaine Stéphane L. […] Les tirs de Kalachnikovs, des fusils de précision Dragunov et des mortiers ennemis fendent le ciel. “Rupture de contact, rupture de contact ! ”. Les Bisons se désengagent sous le feu avec l’appui […] des VBCI […]. Fin du premier round. […] Les insurgés sont attirés par les Bisons*[206] ». Les affrontements intenses se poursuivent le lendemain lors de la deuxième phase *Bison Scrum* durant laquelle un marsouin du 1er RIMA est blessé. Le 28 septembre 2010, en milieu de matinée, les taliban cherchent à reprendre le combat à Nawrozkhel, pour contourner le dispositif de la TF Bison : « *mais celui-ci tient*

bon et détourne les insurgés du [poste de combat avancé de] Sherkhel sans se laisser traverser. Les insurgés sont bel et bien fixés. L'objectif de l'opération Bison Scrum est atteint : [...] la TF Bison se désengage sans encombre[207] ». Pendant les jours suivants, le bataillon termine les deux opérations suivantes *Hand Off* (du 1er au 3 octobre 2010) et *Converted Try* (4 octobre 2010). Grâce à cette diversion, la construction du poste est menée à bien : « *La pression a changé de camp* », déclare le général Chavancy. « *L'insécurité est du côté des insurgés. La vallée de Tagab n'est plus un lieu sûr pour eux. [Le poste de combat avancé de Sherkhel] va permettre à l'armée nationale afghane de se reconnecter progressivement à la population. Quant à elle, elle a compris qu'elle avait un autre avenir que celui de se taire*[208] ». Le bilan est positif pour les soldats français. Malgré des engagements très intenses, aucune perte n'est à déplorer.

De la mi-octobre au 10 novembre 2010, l'effort de la TF Bison se porte sur le sud Tagab et sur la vallée d'Uzbin. C'est au cours d'une de ces missions que l'infirmier de classe supérieure Thibault Miloche[209] du 126e RI est tué par un tir de roquette. Les 14 et 15 octobre 2010 se déroule l'opération *Bison Up and Under* en Uzbin. Elle consiste à sécuriser la destruction d'un VAB dans le thalweg de Rodbar, puis d'effectuer une *Shura* dans le village d'Ebrahimkhel. Les 20 et 21 octobre 2010, le bataillon interarmes de Surobi revient dans le sud de la vallée de Tagab pour l'opération *Ki Hoa*[210]. Menée avec la 3e brigade de l'armée afghane, elle doit conduire les détachements français et afghans au village de Babakhel, où les médecins

et infirmiers du bataillon prévoient de réaliser des consultations médicales au profit de la population. La résistance des taliban est forte. Un militaire français est grièvement blessé et doit être évacué peu après en métropole. En réponse, les Français réalisent une nouvelle opération en vallée de Tagab[211]. Les villages de Gazikhvar, Nazamlhel et Kam Shenkay sont particulièrement visés. Ils réalisent une grande *Shura* avec les notables. Nous n'avons pas d'autres sources permettant d'affirmer si des combats se produisent avec les taliban.

La dernière phase de l'engagement des « Bisons » en Surobi se déroule du 10 novembre au 2 décembre 2010. Elle marque le changement de nature des intentions françaises, qui sont nettement plus offensives. Le 27 octobre 2010, le général Jean-François Hogard prend le commandement de la brigade Lafayette et son arrivée marque le début de ce virage stratégique. Durant les derniers temps de son mandat, la TF Bison mène des opérations moins populo-centrées. La brigade souhaite prendre l'ascendant sur l'adversaire, en lui infligeant le maximum de pertes[212]. Les efforts se concentrent à nouveau sur le sud de Tagab et le nord d'Uzbin, zones difficiles depuis le début du mandat. Les 10 et 11 novembre 2010 se déroule l'opération *Bison Ruck*. Son objectif est la reconnaissance des abords sud de Yalhdand en lien avec des fouilles d'habitations. Les taliban se montrent discrets face au déploiement de force : « *Face à un dispositif qui ne laisse aucune faille, les insurgés ne se sont manifestés que de manière sporadique. Devant l'important déploiement des forces alliées, ils ont tenté d'agir lors des phases de mise en place et de*

désengagement du dispositif, mais sans succès. La riposte menée par l'ensemble des moyens d'appui (mortiers, canons "Caesar", hélicoptères armés et avions d'attaque au sol) a permis de gérer simultanément les prises à partie, sans incident majeur[213] ». Entre le 14 et le 20 novembre 2010, l'opération *Bison Maul* en sud Tagab, consiste à renseigner sur les mouvements et modes opératoires des insurgés entre les villages d'Anjiran 2 et de Payendakhel. Du 21 au 24 novembre, elle est suivie de *Bison Play Off*[214] dont l'objectif est de fouiller les maisons repérées lors de l'opération précédente. Des armes, des munitions et des composants servant à la réalisation d'engins explosifs improvisés sont trouvés. Le 26 novembre 2010, la dernière opération du bataillon s'intitule *Bison Extra Time*. Il s'agit d'appuyer la reconnaissance de l'axe routier Neptune par l'équipe de reconstruction provinciale américaine de Kapisa. Le 9 décembre 2010, le TF Bison est remplacé par le *Battle Group* (BG) Richelieu commandé par le colonel Bruno Héluin, chef de corps du 2e RIMA. Durant ces six mois, le 126e RI et les éléments interarmes qui lui sont rattachés remplissent 7 opérations du niveau brigade, 17 du niveau bataillon, 18 du niveau compagnie et 400 missions section ainsi qu'une centaine d'escortes de convois[215].

Le bilan du génie de la *Task Force* Bison

La 1re compagnie du 31e RG n'a pas manqué de travail en Surobi. « *Unité engagée en Afghanistan du 5 juillet au 17 décembre 2010, [elle] a participé à toutes les opérations menées par le groupement tactique interarmes de Surobi ; a*

ouvert, à pied, plusieurs centaines de kilomètres d'itinéraires, et a procédé à de multiples opérations de fouilles qui ont permis de déceler et de détruire plusieurs tonnes d'engins explosifs[216] ». Confrontés aux mêmes problèmes d'effectifs pour appuyer trois compagnies interarmes sur trois emprises différentes, les sapeurs adaptent leur organisation. Les deux sections de combats sont amputées d'un groupe pour en créer une troisième, aux ordres d'un sous-officier expérimenté du détachement de liaison et de reconnaissance du génie. Deux autres sections sont créées, une regroupant les appuis spécialisés (spécialistes de l'armement, démineurs spécialisés, détachement cynotechnique) et une dernière d'aide au déploiement (groupe travaux, eau-énergie et casernement). Par conséquent, le détachement de liaison et de reconnaissance du génie se trouve complètement vidé de sa substance. Les trois sections de combats sont détachées auprès des compagnies interarmes qu'elles appuient, leurs lieutenants étant les conseillers « génie » du capitaine commandant le détachement. La section d'appuis spécialisés est en alerte permanente sur la base opérationnelle avancée de Tora. Les démineurs spécialisés bénéficient des véhicules « Aravis » pour leurs interventions. Le gabarit important de cet engin limite toutefois son usage, sur les petites routes de la vallée d'Uzbin. L'officier spécialiste de l'armement et des explosifs participe, quant à lui, aux opérations de fouilles et aux relevés de preuves lors des incidents liés aux engins explosifs improvisés. Le détachement cynotechnique, faute de capacité en détection d'explosif est utilisé pour la garde

de la base opérationnelle avancée. Le groupe travaux de la brigade Lafayette renforce la section d'aide au déploiement de la TF Bison pour ce mandat. Il contribue à l'effet majeur de ces six mois : la création du poste de combat avancé de Sherkhel lors de l'opération *Promising Star*. Concernant l'emploi de la fouille opérationnelle spécialisée et du détachement d'ouverture d'itinéraire piégé pendant le second semestre de l'année 2010, le bilan est mitigé. Si l'utilité de la fouille opérationnelle est largement reconnue, car elle contribue à réaliser du bilan, son caractère « spécialisé » ne fait toujours pas l'unanimité. Le problème pour maintenir les effectifs étant toujours aigu, le génie de la TF Bison regrette que les sapeurs de cette section ne soient pas plus polyvalents. Le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé est utilisé durant ce mandat, même si l'intérêt du SOUVIM, qui détecte les masses métalliques, est moins évident compte tenu du changement de procédures des taliban (utilisation de bidons plastiques). « L'Aravis » contribue à rendre le détachement complètement autonome. Une Section de Protection et de Dépollution (SPD) du génie prend place à l'intérieur de ces nouveaux engins, ne rendant plus nécessaire un accompagnement de fantassins prélevés sur les rangs des bataillons interarmes. Avec le retour de l'hiver, le 31e RG passe le flambeau aux sapeurs de marine du 6e RG[217].

La guerre sans fards : les Battle Group Richelieu et Allobroges

La fin de l'année 2010 et le premier semestre 2011 sont déterminants pour l'armée française en Afghanistan. Dès l'option prise de mener des actions violentes contre les taliban au cœur de la zone verte, l'intensité des combats monte de plus en plus jusqu'à la rupture de la fin de l'été. Cette radicalisation de l'action française en Kapisa et en Surobi, s'étend sur deux mandats. Cette fois, il s'agit de détruire l'ennemi où qu'il se trouve. *A posteriori*, cette marche en avant vers des combats d'attrition semble très risquée. En augmentant le risque de pertes, elle peut contribuer à fragiliser la position de Nicolas Sarkozy alors que se profilent à l'horizon les élections présidentielles. La perception des événements par l'opinion publique française, dont le soutien est indispensable pour la poursuite des opérations militaires, n'en revêt que plus d'importance. Pour les taliban, une fenêtre d'opportunité s'ouvre. En frappant durement les forces françaises en cette période préélectorale, ils peuvent marquer les hommes politiques, choquer l'opinion publique et espérer des gains importants en retour sur le terrain. Cette stratégie est poursuivie jusqu'au milieu de l'année 2012 avec succès. Tous les tabous hérités des précédents mandats et des tentatives de contre-insurrection « à la française » sautent les uns après les autres. La maison afghane n'est plus sacrée. Pour tenir le terrain dans la zone verte, les militaires français y

pénètrent dorénavant pour limiter leurs pertes. Il s'agit de la nomadisation[218] et de la « compoundisation[219] » qui deviennent le symbole de ce changement de tactique.

Le Battle Group Richelieu en Surobi : les taliban bousculés

Le BG Richelieu est engagé en Surobi du 9 décembre 2010 au 8 juin 2011[220]. Sous la direction du 2e RIMA, le bataillon interarmes est commandé par le colonel Bruno Héluin. Cet officier n'est pas un inconnu dans le monde des troupes de marine. Le 27 mai 1995, alors jeune lieutenant, il avait entraîné sa section à l'assaut du pont de la Vrbanja à Sarajevo. Les Serbes avaient investi ce poste la veille, faisant treize prisonniers du 3e RIMA. Ce combat, baïonnettes aux canons, avait fait 2 morts et 17 blessés. Cette image du guerrier convient parfaitement aux hommes du BG Richelieu et trouve une résonance dans les conditions particulières de cette mission : « *Sans pouvoir préjuger de ce qui se passerait* », témoigne le sergent Douady, « *nous pouvions imaginer que le colonel Héluin ne se contenterait pas de nous cantonner derrière les Bastion Walls de notre base de Tora en Afghanistan. Et c'était aussi bien comme ça*[221] ». L'appui du génie est fourni par le 6e RG (104 sapeurs). En tout, le BG Richelieu regroupe 792 soldats français[222]. Ces six mois en Surobi sont marqués par une série d'opérations très coercitives, reprenant le principe de la nomadisation. Entre janvier et février 2011, elle est interrompue par une pause opérationnelle[223] suite à une proposition de négociation pour la libération des deux

journalistes français emprisonnés en Kapisa. Ce gel des opérations est préjudiciable à l'objectif recherché par le colonel Héluin : forcer le verrou de la vallée de Bédraou et permettre la libre circulation sur l'axe routier Vermont avant le 28 février 2011. La volonté d'en découdre de la part de la brigade Lafayette ne fait aucun doute, comme témoigne le sergent Douady : « *Nos chefs de section avaient pris connaissance [de la mission] par une note de service interne ayant pour origine la Brigade. Il y avait écrit : "Mission pour nous : débusquer les taliban de la vallée de Bédraou et de la région. Les provoquer et repartir". Le général Hogard [...] y avait ajouté à la main la mention suivante : "Négatif pour provoquer et partir. Vous les débusquez, vous les provoquez et vous les détruisez", ce qui n'était pas pour déplaire à notre colonel. [...] Nous étions des alliés, pas des supplétifs, et il n'était pas question de perdre la face. Alors oui, nous attaquerions*[224] ». Cet esprit offensif s'accompagne de la mise en œuvre de la nomadisation.

Une tactique : la nomadisation et la « compoundisation »

Cette tactique de nomadisation s'impose jusqu'au début du mois de septembre 2011. Elle est mise en œuvre pour la première fois, par les BG Richelieu en Surobi et Allobroges en Kapisa. À l'origine de ce changement se trouve la volonté du commandement français de proposer une alternative tactique pour surprendre les taliban et reprendre l'ascendant. La rupture est audacieuse car elle tire un trait

sur nombre de présupposés des actions antérieures. Le chef de bataillon Jean-François Calvez détaille, dans un long article intitulé « Nomadisation en Kapisa », le fondement de cette tactique[225]. Ce témoignage précieux nous permet de pénétrer directement dans la logique des soldats français présents sur le terrain. Il fournit des éléments pertinents pour comprendre la rupture de l'été 2011. La nomadisation retourne contre les taliban leurs propres modes opératoires en zone verte. Sa finalité est bien de les fixer et de les détruire.

Les militaires français sont confrontés à un adversaire pratiquant des techniques de harcèlement menées depuis les zones habitées. Il est difficile à localiser. Le commandant Calvez, met en lumière les deux tactiques françaises menées jusqu'à présent et qu'il juge inefficaces : « *La méthode première a consisté de manière schématique à agir à partir d'une base pour frapper brutalement à l'intérieur de la zone habitée puis s'en replier. Malgré des gains tactiques incontestables et des conquêtes territoriales, force est de constater que cette méthode n'a pas suffi à éradiquer un adversaire pourtant inférieur en nombre et en matériel [...]. Mener des opérations cinétiques et obtenir des résultats tactiques à court terme ne permet pas de mener une exploitation sur le moyen terme : conquérir une zone, puis l'abandonner pour relancer, dans un intervalle variable, une nouvelle opération ne risque-t-il pas, au final, de voir le cycle "action/réaction/contre-réaction", devenir l'alpha et l'oméga des opérations menées en Kapisa ? Ce faisant, force est de constater que les effets produits demeurent temporaires. Pis, cette logique ne*

conduit-elle pas à dégrader notre capacité d'influence sur la population et faire indirectement le jeu de la propagande insurgée[226] *?* » Le commandant propose une troisième voie, en demeurant sur le terrain après la phase de conquête, au milieu des zones habitées, sur plusieurs semaines. Il pense qu'une telle approche peut aider à mieux connaître le champ de bataille, la population, tout en gagnant en réactivité face aux actions des taliban. Elle repose sur divers constats. Les habitants, vivant sous l'influence des adversaires de la coalition, leur fournissent le gîte et le couvert, mais aussi des lieux pour cacher leur matériel. Les villages sont assimilables à une zone urbanisée dense, où l'architecture des habitations permet aux assaillants de disposer de véritables petits fortins. Cette zone, couverte de végétation en été, ne permet plus de faire jouer l'avantage technologique de l'observation et des armes de précision propres aux militaires occidentaux. Les axes d'accès aux villages, situés dans de larges découverts, sont propices à la pose d'engins explosifs improvisés. La surprise est impossible car dès le départ des Français de leur poste, les taliban disposent d'un réseau de renseignement efficace, qui leur permet d'être réactifs et de reprendre l'initiative. La topographie et la nature des routes ne permettent pas non plus de varier les manœuvres d'approche. Enfin, la multiplication des bases opérationnelles et des postes de combat avancés sur l'aire de responsabilité française donnent la fausse impression de contrôler les milieux physique et humain : « *Ces emprises, de taille […] sont en fait des sentinelles dotées de capacité d'observation multispectre et servant essentiellement de point de départ*

à toutes les opérations. Essentielles pour contribuer au maillage territorial et concentrer un volume de force conséquent au plus près de la zone des combats, elles n'en procurent pas moins une fausse illusion de contrôle du milieu[227] ». Ces camps retranchés fixent des forces importantes, car comptées, tout en étant l'objet d'un harcèlement constant par les taliban. Elles rendent le soldat français tactiquement prévisible, du fait de ces sorties et entrées limitées, tout en l'isolant de la population. Pour le commandant, penser que la multiplication de ces emprises pour accroître la pression dissuasive sur les taliban est une « *illusion […] [qui] entraîne une dilution des forces*[228] ».

Dès lors, la nomadisation présentée comme une alternative tactique propose de faire siens les avantages de l'adversaire et de l'engager sur son propre terrain. Le premier principe repose sur la connaissance, la maîtrise du milieu et le contact avec la population. Le commandant Calvez explique : « *Le déploiement permanent d'une unité en zone verte permet d'accroître la maîtrise de l'espace physique et humain. En évoluant pendant des cycles de deux semaines au cœur de la zone bâtie, chacune d'entre elle est capable d'en maîtriser les moindres cheminements, itinéraires d'infiltration et compound. Cette nomadisation, toujours effectuée en ambiance tactique, accroît la capacité des troupes au sol à manœuvrer sur un ennemi engageant le combat à courte distance : les déploiements et débordements sont facilités, les demandes d'appui sont plus précises*[229] ». Cette installation en zone verte s'inscrit dans un cycle d'opérations, préalable à toute nomadisation, dont l'objectif est de fouiller une zone entière pour saisir toutes

les armes et munitions des taliban, afin de les contraindre à les transporter lors de leurs déplacements. Ce facteur facilite leur identification et permet d'engager immédiatement le combat. C'est bien ce rythme opérationnel qui se développe avec le BG Richelieu jusqu'à son retrait (saisie d'un village – fouille de zone systématique – nomadisation). L'officier pense que cette occupation de longue durée sur une zone permet de créer des interactions positives avec la population (échanges, meilleure connaissance réciproque…), tout en envoyant un message fort : « *La zone verte a perdu son caractère de citadelle imprenable, [de] zone d'impunité dont seule l'insurrection possède la maîtrise*[230] ». Le deuxième principe s'articule autour de l'incertitude, de la « compoundisation » et de la rusticité. Maintenir l'adversaire dans l'incertitude sur les intentions des militaires présents dans les villages et sur leurs manœuvres, gêner ses mouvements, bousculer ses habitudes, sont autant d'effets bénéfiques recherchés. Pour cela, il est nécessaire que les soldats français ne créent pas à nouveau des postes de combats avancés à l'intérieur des villages. Cela reviendrait à déplacer le problème de la périphérie au centre, tout en rendant de nouveau les déplacements prévisibles. C'est pour cette raison, que le principe de la « compoundisation » est mis en œuvre par les troupes françaises. Il s'agit simplement de loger de manière aléatoire chez l'habitant : « *Les unités du Battle Group Richelieu […] s'installaient en fin de journée dans des* compounds *habités et différents d'un jour à l'autre. L'occupation des compounds a été facilitée par l'action des unités spécialisées en opérations d'influence. À cela*

s'ajoutaient la tradition d'hospitalité afghane et un dédommagement financier. Au final, les patrouilles n'ont quasiment pas été exposées au risque [représenté par les] engins explosifs improvisés, les insurgés ne polluant pas de dispositifs explosifs les zones habitées, et le nombre d'attaques directes et indirectes n'a pas non plus augmenté[231] ». Outre les contraintes logistiques et sanitaires que cette nomadisation suppose, elle oblige les troupes françaises à réapprendre à vivre sur le terrain. Elle est éprouvante pour les organismes et expose les militaires à des risques plus importants. Le troisième principe est celui de la réactivité. Disposer d'une unité mobile à l'intérieur de la zone verte permet de gagner du temps pour intervenir dès qu'un poseur d'engin explosif improvisé est signalé, par exemple. Elle peut protéger le passage d'un convoi ou l'infiltration de soldats dans la zone verte, en agissant sur les arrières des taliban. Elle force, enfin, les adversaires des Français à prendre en compte la population. L'imbrication des forces étant totale, le risque de faire des dégâts collatéraux est présent pour les taliban, qui ont aussi besoin du soutien de la population. « *Cette réactivité, certes acquise au prix de certaines contraintes* », conclut le commandant, *« permet de gagner en initiative et d'imposer à l'insurrection son rythme en lui présentant en permanence un élément générateur de frictions et d'incertitude*[232] ».

Ce schéma tactique, dont l'avantage principal est de sortir les troupes françaises du cycle « réaction-contre-réaction », présente de nombreux risques en premier lieu pour la population. Même si la France souhaite préparer son départ, cette omniprésence de forces étrangères à

l'intérieur des villages est un facteur d'accélération de leur rejet. Les habitants se plient aux demandes des « étrangers » pour pénétrer dans leurs habitations, mais cette intrusion est très souvent malvenue à cause de la présence des femmes. Le sergent Douady décrit une intrusion de son groupe dans un compound : « *Nous rejoignîmes bientôt le village de Payendakhel [...] pour y investir un premier compound où notre section passerait la nuit. À chaque fois, la procédure était la même. Nous tambourinions à la porte tout en parlant en français pour faire connaître notre présence [...] puis nous nous engouffrions à la suite les uns des autres pour prendre possession des lieux [...]. Même si ce type d'entrée pouvait paraître un peu rude pour les habitants, nous n'agissions pas encore de manière particulièrement menaçante. C'étaient de simples mesures de sécurité [...]. Sitôt les lieux sécurisés, les hommes du compound faisaient sortir les femmes, totalement voilées afin que nous ne puissions ni les voir, ni passer la nuit sous le même toit qu'elles*[233] ». Les opérations de fouilles de zones, non discriminantes, font que chaque Afghan est considéré comme un ennemi en puissance. Payante durant la campagne d'hiver, cette « compoundisation » va faire l'objet d'une adaptation de la part des insurgés, qui vont recevoir l'appui de la population durant l'été. Cette tactique permet surtout, et cela n'est pas indiqué dans l'écrit du chef de bataillon Calvez, d'éloigner les taliban de l'axe Vermont, facilitant ainsi la reprise de la circulation, qui est une priorité absolue des Américains. Ce gain appréciable est obtenu au prix d'une intrusion sans précédent dans les villages. Plus discutable est l'insertion des troupes françaises au milieu

des populations pour exposer les taliban au risque des dégâts collatéraux. Dans ce cas précis, c'est d'abord et avant tout les populations civiles qui sont exposées. Ce constat moral peut paraître dérisoire. Des parties de la population renseignent, hébergent et équipent les taliban. Mais rendre tout habitant suspect peut aboutir à de tragiques conséquences, tout en entretenant une certaine perception négative des Afghans dans l'esprit des soldats. Les dégâts collatéraux ne peuvent que se retourner contre les soldats français. Pour la population, ce seront toujours « les étrangers/infidèles/envahisseurs » qui portent la guerre au cœur des villages. Parfois même, ils en sont à l'origine : « *Les VBCI semblèrent surpris par nos tirs. Ils tournèrent leurs tourelles dans la direction que nous avions visée, sans doute à la recherche d'une cible à acquérir. […] Ils ouvrirent le feu sur une maison située à 400 mètres plus au nord. Les canons tonnèrent, mais leurs obus visèrent un toit et blessèrent des civils qui se trouvaient dessus*[234] ». L'imbrication multiplie aussi le risque d'erreur chez les Français.

La clef de la compréhension de ce changement tactique est encore une fois à chercher dans la volonté stratégique de frapper les taliban pour diminuer leurs capacités militaires, tout en transférant la responsabilité des districts et provinces à l'armée nationale afghane avant un retrait programmé pour 2014. La population n'est plus le cœur de l'effet majeur de la brigade Lafayette, c'est l'insurrection qu'il faut frapper et durement. Les forces spéciales françaises sont elles aussi le bras armé de cette nouvelle stratégie en multipliant les opérations « tuer ou capturer »

(*Kill or Capture*) à l'encontre des individus importants de l'insurrection. Si les soldats mettent en œuvre cette nouvelle tactique de manière efficace sur le terrain, le point faible de leur dispositif n'est pas en zone verte. Il est en métropole où la population n'est pas forcément prête à accepter de voir mourir de nombreux soldats dans une guerre dont elle ne perçoit pas l'intérêt. Cette approche coercitive, en accentuant les risques de pertes, augmente considérablement celui de rupture politique en France.

Les opérations du Battle Group Richelieu

Dès le début du mandat du BG Richelieu, l'objectif du colonel Héluin est de faire sauter le verrou de la vallée de Bédraou, afin de rendre possible la circulation sur l'axe routier Vermont et repousser les taliban dans la zone verte. C'est un espace symbolique, « *le point de résistance historique des insurgés en vallée de Tagab*[235] ». Très rapidement, les actions s'enchaînent sans que les hommes aient réellement la possibilité de se familiariser avec leur terrain. Les 18 et 19 décembre 2010, la première opération du bataillon interarmes mène les marsouins au-dessus du poste de combat avancé 42, pour une mise en jambe au sud de la vallée de Tagab dans un secteur réputé calme[236]. Malgré quelques tirs de mitrailleuses[237], les taliban ne se manifestent guère. Durant ces deux jours, les forces françaises déplorent la mort du capitaine Benoît Dupin, commandant d'unité de la 3e compagnie du 2e REG et du maître Jonathan Lefort, appartenant au commando Trepel, en entrée de vallée d'Alasay. Le 28 décembre 2010, le BG

Richelieu est de retour en vallée de Tagab, dans la région de Jangali, près du village de Shelwatay. Le bataillon mène l'opération *Montevideo*. Accompagné de trois compagnies de l'armée nationale afghane, leur mission est de couvrir une action du BG Allobroges[238], en empêchant les taliban d'effectuer un renforcement par le sud de la vallée d'Alasay. Après une *Shura* pour rappeler qu'il ne peut y avoir de développement sans sécurité, les forces de la coalition se retirent. Il n'y a pas d'accrochages de décrits[239].

Le 7 janvier 2011, le BG Richelieu accélère. Le colonel Héluin souhaite débuter son effort sur la région de Tagab par une opération d'envergure. Le principe est simple. Il s'agit de s'engager dans la vallée et, tel un rouleau compresseur, de se rendre maître du terrain en fouillant systématiquement tous les bâtiments et compounds pour déceler les caches des taliban. Fidèles au nouveau principe de nomadisation, les Français s'installent dans les villages pour poursuivre leurs opérations pendant plusieurs jours. Le nom choisi pour cette opération est *Storm Rumbling Puebla*[240]. Lors de la répétition précédent la mission (ou *Rehearsal*[241]), le colonel Heluin en explique l'objectif : « *Avec l'ensemble du bataillon et nos deux Kandaks binômes, nous avons décidé de nous engager dans la vallée de Tagab pour y saisir des armes et des munitions utilisées par les insurgés. Nous aborderons le village de Mirkhel, nous y resterons deux jours et nous nous installerons au milieu de la population : je veux montrer aux Afghans que nous sommes attachés à rester à leurs côtés* ». Placé comme élément d'observation et d'appui au sein du groupe Tireur d'Élite (TE), le sergent Douady se souvient : « *Les sections*

avaient pour objectif de ratisser et fouiller plusieurs villages situés le long de l'axe Liberté, une sorte de ruelle de deux mètres de large bordée de longs murs de terre et passant au milieu des compounds, des champs et des hameaux sur plusieurs kilomètres à travers la zone verte. […] Les villages que nous devions fouiller avaient été divisés en plusieurs zones, à charge pour les différentes sections de traiter chacune d'elles avec l'appui du génie ou des cynophiles […]. Cette opération prévue pour cinq jours devait nous permettre de progresser sur près de quatre kilomètres à la manière d'un rouleau compresseur[242] ». Les sections du BG Richelieu passent ainsi de maisons en maisons, suscitant la surprise des habitants, pour les fouiller puis se placer en appui sur les toits avant de poursuivre la progression. Le sergent Douady rapporte des tirs durant ce premier jour, provenant du secteur du BG Allobroges qui effectue la même manœuvre depuis le fond de la vallée. À la fin de l'après-midi, des accrochages commencent à se produire dans la zone du 2e RIMA. Les marsouins se préparent alors à passer la nuit dans un compound. Les conditions de vie sur le terrain sont alors très rustiques : « *Pour ne pas mourir de froid en attendant [nos affaires], nous avions allumé un feu dans l'une des pièces à l'étage de notre [habitation] […]. Malgré la fumée, plus importante que la chaleur dégagée, nous avions été heureux de nous regrouper autour de ce foyer improvisé, mais également étonnés de voir l'aspect que nous offrions. Serrés les uns contre les autres, les treillis maculés de poussière ocre ou blanche, sales et puants, les traits tirés et le teint cireux, nous avions l'air de miséreux réfugiés dans des cabanons de fortune*[243] ». Des stocks

importants de munitions sont découverts. Le deuxième jour, les opérations reprennent après une nouvelle *Shura* en fin de matinée. « *Notre rouleau compresseur continua d'avancer* », raconte le sergent Douady, « *et la pression continua de monter. Nous ne roquions plus section par section, mais compagnie par compagnie, dans un mouvement irrépressible*[244] ». Le bilan de la journée, malgré le harcèlement ininterrompu des taliban, est important : 80 compounds fouillés ainsi que 300 véhicules. Vingt kilos de matière explosive servant à fabriquer des engins explosifs improvisés sont saisis. Ils s'ajoutent à la mitrailleuse, aux deux fusils d'assaut, au lance-roquette et aux 230 munitions, dont des obus de mortier et des roquettes, trouvés la veille. C'est alors que l'opération s'interrompt : « *Il y avait de quoi se réjouir* », précise le sergent Douady, « *Sauf pour les Maleks des villages concernés, qui demandèrent une trêve. Ils prétendaient pouvoir contacter les ravisseurs des deux journalistes de France 3 enlevés le 30 décembre 2009, […] et fournir des renseignements à leur sujet*[245] ». Les taliban, sans doute pris de court par la nouvelle tactique des Français, jouent leur carte maîtresse. En laissant présager que les journalistes sont détenus dans la vallée, ils laissent planer un doute sur leur sécurité en cas de poursuite de l'action. C'est un risque majeur de politique intérieure, que le président de la République ne souhaite apparemment pas courir. La trêve est acceptée. Les forces françaises viennent de perdre l'initiative sur le terrain. Le général Hogard donne l'ordre d'un retour anticipé à la base opérationnelle avancée de Tora. La manœuvre est délicate : « *Une rupture de contact englobant deux compagnies et*

leurs appuis n'était jamais une chose aisée, surtout la nuit, mais il fallait espérer que cette trêve déboucherait sur du positif, et sans doute prier pour que l'ennemi n'en profite pas pour se réorganiser, déplacer ses caches d'armes ou nous taper sur le chemin du retour sur la base. Nous ne tardâmes pas à être fixés[246] ». Le caporal-chef Gargoullaud du RICM raconte : « *Le désengagement se poursuit dans la nuit. Alerte à 19 h 30, nous devons partir pour dépanner un VAB de l'artillerie. [...] On s'engage sur la piste, je suis les traces du VBCI, j'aperçois le véhicule d'observation d'artillerie, je le double par la gauche et positionne mon véhicule en protection. Mon chef de bord descend du VAB, laisse sa porte ouverte et part voir l'état du VAB artillerie. Le VAB [de dépannage] se positionne devant le VAB en panne puis Hervé [Guinaud] se place devant l'engin pour le guider en marche arrière. C'est alors qu'une explosion assourdissante retentit. Je suis tout d'abord sonné, mon véhicule est envahi de pierres et de poussière [...]. Puis les comptes rendus radio arrivent. 50 (indicatif habituel dans les escadrons blindés de l'adjudant d'unité) viennent d'être touchés par un engin explosif improvisé, puis correction "enfant de 50". [...] C'est le caporal-chef Hervé Guinaud qui a disparu : son VAB vient de sauter [...], le souffle l'a projeté loin du VAB dans l'obscurité*[247] ». Pour les soldats du BG Richelieu, cela ne fait aucun doute, les *Maleks* sont responsables de la mort du caporal-chef. Le lendemain, la reconnaissance génie envoyée sur le même axe découvre huit autres engins explosifs improvisés[248]. La trêve décidée se concrétise par une interdiction de mouvements jusqu'au 12 janvier 2011[249], avant que les opérations ne reprennent

d’abord sur les axes principaux puis dans toute la zone française à partir du 31 janvier 2011[250]. Cet arrêt pose un problème tactique majeur. Après avoir été surpris par l’attitude des Français et leurs résultats, les taliban ont plusieurs semaines pour s’adapter et imaginer une parade à la nomadisation. Il n’y a plus d’effet de surprise. Au regard de ce simple constat, il est évident que la prise d’otage des deux journalistes pèse de manière très forte sur le déroulement des opérations.

Un peu en avance sur l’échéance de la trêve, le BG Richelieu lance l’opération *Kumac*, les 25 et 26 janvier 2011 pour reprendre contact avec les villages de l’entrée de la vallée de Bédraou et vérifier les axes[251]. Rapidement, les marsouins constatent que les taliban ont profité de l’arrêt des combats pour se renforcer. Les éléments français pourtant lourdement blindés sont pris à partie par les insurgés (tirs de mortiers, de canon sans recul[252], armes légères, tirs de précision…). Un incident survient lors de la phase de désengagement : « *La longue colonne s’ébranle et part en direction du poste de combat avancé 46 ; les AMX 10-RC*[253] *sont en tête. Arrivés à mi-parcours, après le puits entouré d’un long muret, une forte et sourde explosion se fait ressentir : le 10 RC du lieutenant vient de sauter sur un engin explosif improvisé, la tourelle prend feu, l’équipage bondit hors du véhicule, extrait le pilote qui est touché, les trois autres membres d’équipage sont brûlés au visage. Ils sont rapportés vers notre véhicule, puis pris en charge par le VAB de l’infirmerie. […] Les autres blindés vont rester sur la zone de l’engin explosif improvisé pour protéger le 10 RC explosé*[254] ». Le lendemain, lors de la manœuvre de

remorquage, les Français sont encore pris à partie avec le canon sans recul. De nouveaux moyens sont acheminés sur le poste de combat avancé 46 pour lutter contre les engins explosifs improvisés : « *Un système de caméra Margit, les engins [...] du génie et maintenant le ballon* ». Selon ce témoignage, il semblerait qu'un second ballon captif d'observation vienne renforcer le dispositif français après celui de Tagab. Au moment de relancer son effort vers la vallée de Bédraou, le colonel Héluin sait que le contexte lui sera bien moins favorable qu'en début de mois.

Après l'échéance de la trêve, les opérations reprennent. Le colonel Héluin est décidé à relancer une opération majeure en vallée de Bédraou. « *Après trois semaines d'une pause qui avait interrompu notre dynamique initiale* », se souvient le sergent Douady, « *nous étions pour le moins motivés et prêts à crapahuter aussi longtemps qu'il le faudrait. L'opération en elle-même avait un nom plein de promesses qui claquait à nos oreilles : Storm Lightning ! Il reste à faire en sorte que la foudre s'abatte sur l'ennemi plutôt que sur nous*[255] ». Du 29 janvier au 4 février 2011, le BG Richelieu est de retour dans ce secteur. L'enjeu est de taille. De la capacité du 2e RIMA à remplir cette mission dépend la liberté de manœuvre sur l'axe routier Vermont. Le chef du commandement régional-Est est clair à ce propos. Si aucun progrès n'est apporté avant le 28 février 2011, ses soldats viendront renforcer les Français. La brigade Lafayette passera sous tutelle directe des Américains. Ce risque met gravement en danger la position française en Afghanistan mais aussi au sein de l'OTAN. Pour demeurer une grande puissance, elle doit pouvoir se débrouiller seule.

Les enjeux dépassent la simple maîtrise d'un secteur en terre afghane. La stratégie mise en œuvre est identique. Tel un rouleau compresseur, les forces françaises parcourent les différents villages de l'entrée de la vallée, en fouillant systématiquement et en se servant des compounds pour progresser et dormir. Dimanche 30 janvier 2011, le BG Richelieu héliporte la 4e compagnie du 2e RIMA et ses appuis, à proximité du village de Pashakari, à quatre kilomètres au sud de la ville de Tagab. C'est le début de l'opération *Storm Lightning*. Sa mission est d'investir le village, de le fouiller et de le tenir pendant quarante heures en vivant chez l'habitant. Pendant ce temps, plus au nord, un bataillon de l'armée nationale afghane déploie un dispositif de couverture pour empêcher les insurgés de rentrer dans la zone d'action. Un peu plus tard, alors que le BG Allobroges se déploie au sud de Tagab, une colonne blindée fait mouvement vers Pashakari pour renforcer la compagnie héliportée. L'arrivée de ces hommes déclenche les premiers tirs de harcèlement des insurgés. En fin de matinée, un échange de tirs blesse deux militaires : « *Un lieutenant de la section d'aide à l'engagement débarqué*[256] *[…] a été blessé, ils sont imbriqués avec les insurgés dans les compounds. Il y aura un deuxième blessé, un maître-chien*[257] ». Le sergent Douady précise les circonstances de cet incident : « *[Ces] éléments renforcés par les hommes du GIGN furent les premiers à se faire accrocher lorsque le soleil fut levé. Ils inspectaient la place du village et assuraient la protection d'un de leurs plongeurs qui explorait un Karèze lorsque des rafales de [mitrailleuses] et des tirs de roquettes commencèrent à fuser dans l'air. […]*

Les échanges de coups de feu se poursuivirent par intermittence pendant plusieurs minutes avant que les insurgés ne finissent par décrocher, non sans avoir blessé d'une balle en pleine jambe un maître-chien spécialisé dans la fouille opérationnelle [...] du CPA 30[258] ». Les tireurs d'élite font taire les actions de harcèlement menées par les taliban, en neutralisant un observateur. Dans le village, les fouilles se poursuivent toute la journée. Une soixantaine de compounds, près de 100 mètres de conduits d'adduction d'eau et les Karèzes, sont inspectés au peigne fin par les hommes du génie. Pour la première – et la seule fois d'ailleurs en Afghanistan –, les plongeurs du génie interviennent dans une opération de fouille spécialisée. En fin d'après-midi, la 2e compagnie du 2e RIMA est déployée pour capturer un chef Taliban qui s'abriterait dans le village. L'assaut qui suit sur l'école d'Amakhel ne donne rien[259].

Lundi 31 janvier 2011, il fait encore nuit lorsque les policiers afghans et leurs homologues français des équipes de liaison et de mentorat opérationnel de la police installent leurs points de contrôles à l'entrée et à la sortie de l'axe principal de la vallée de Bédraou. Leur mission est de filtrer la circulation et prévenir toute infiltration de taliban. Au même moment, deux compagnies du BG Allobroges s'engagent en direction du sud, le long de l'axe Vermont, pour fouiller des sites suspects et tenir les carrefours. En fin de matinée à Mobikhel, le *Kandak* 3 est pris à partie. Le contact est bref mais un des gendarmes français est touché par un tir de fusil d'assaut. Deux manœuvres d'intimidation (ou *show of force*[260]) menées par des avions de chasse d'une patrouille mixte « Mirage 2000 » et « Mirage F1CR »

dissuadent les insurgés de poursuivre leur action. Plus aucun coup de feu n'est entendu. À Pashakari, le BG Richelieu poursuit ses fouilles en remontant vers le nord. La fin de journée approche. Les barrages filtrant sur les axes sont levés. Les deux bataillons installent leur dispositif pour la nuit. Chaque compagnie surveille son secteur. Plus tôt, un renseignement fourni par les forces de sécurité afghanes indique qu'un chef Taliban, quitte Pashakari avec un groupe de combattants lourdement armés pour se réfugier plus au nord. Immédiatement, l'état-major de la brigade Lafayette décide d'exploiter cette information et de monter une opération pour le capturer. La cible de cette action est un *Joint Prioritized Effects List* (JPEL), c'est-à-dire un taliban à neutraliser absolument[261]. La 2e compagnie du 2e RIMA a l'occasion de porter un coup rude à leur adversaire. Le sergent Doudy raconte : « *Ce 31 janvier 2011, vers 17 heures, [l'observateur aérien] reçut un renseignement [...] selon lequel il y avait un objectif prioritaire à surveiller dans un compound situé au nord de sa zone d'action, au cœur de la vallée de Bédraou. [...] Une demi-heure plus tard, [...] une patrouille d'hélicoptères "Tigre" [lui fut affecté] [...] pour fixer les objectifs et les empêcher de s'enfuir. [...] [Il] hérita bientôt d'un drone américain Predator qui envoyait des images sur l'écran de son Rover* ». Une fois les éléments d'observation et d'appui aérien en place, les marsouins se dirigent vers leur objectif : « *Le capitaine Thomas ayant reçu l'ordre de s'emparer du JPEL et de son escorte estimée à sept hommes, ses sections s'ébranlèrent comme elles l'avaient fait la veille, progressant parallèlement pour pouvoir s'appuyer mutuellement. [...] Ils mirent quatre*

heures à parcourir les trois kilomètres cinq cents qui les séparaient du compound cible […]. Les hommes du lieutenant Gérald, chargés d'investir le compound, pénétrèrent à l'intérieur […]. [Ils capturèrent] rapidement les six insurgés supposés, ainsi que le vieillard aveugle qui les accompagnait. Il restait […] à se saisir des deux derniers insurgés barricadés dans leur jardin […]. Compte tenu de la hauteur du mur du jardin […], [le capitaine] choisit de demander un tir d'appui du "Tigre". […] Rouge 30 s'élança aussitôt vers le jardin […] pour lancer deux grenades offensives par-dessus le mur à titre préventif […]. Les premiers marsouins escaladèrent le mur […] puis commencèrent à sécuriser le jardin […]. Ils trouvèrent un premier [insurgé] étendu au sol, sérieusement blessé, mais attendirent que le génie procède à une première fouille pour l'évacuer de peur qu'il ait des explosifs sur lui […]. La situation était sous contrôle, il convenait d'exfiltrer le blessé. […] Dans le même temps, les autorités contactèrent le capitaine Thomas pour qu'il décrive l'homme brancardé. […] Ce blessé était en effet Essanulah, un taliban d'origine pakistanaise, considéré comme le grand banquier de l'insurrection dans toute la province de Kapisa et l'un des dix hommes les plus recherchés du théâtre afghan[262] ». Après une trêve de trois semaines imposée par Paris, il faut moins de trois jours au BG Richelieu pour rétablir la situation et redorer le blason des troupes françaises auprès de son allié américain. Le 1er février 2011, l'opération se poursuit. Le colonel Héluin change ses plans pour profiter de l'élan de ses troupes et de la capture d'Essanulah, avec l'intention de poursuivre en profondeur sur Bédraou et de faire sauter ce

fameux verrou. Le *Kandak* afghan et le BG Richelieu tiennent ensemble le sud de la zone d'action, poursuivant la fouille systématique des compounds. En fin de matinée, les soldats afghans découvrent encore deux engins explosifs improvisés sur la route qui mène à un poste avancé français. Dans la zone de responsabilité du BG Allobroges, le long de l'axe principal reliant le sud au nord, les forces de police afghane et leurs mentors français patrouillent et fouillent eux aussi les compounds où des armes et des matériaux servant à la fabrication d'engins explosifs peuvent être cachés. Près de la position du *Kandak* 3, trois insurgés armés sont repérés et neutralisés par une patrouille aérienne mixte (un hélicoptère « Tigre » et une Gazelle « Viviane »). Le 2 février 2011, alors que les opérations de contrôle du terrain se poursuivent, un VAB sanitaire du BG Allobroges avec quatre militaires à son bord, est endommagé par un engin explosif improvisé. Deux d'entre eux sont légèrement blessés et évacués. Peu à peu, les taliban perdent leur combativité. Une dizaine d'entre eux est capturée par les soldats afghans lors de la prise d'un compound en début d'après-midi. Toute la journée, les forces françaises et afghanes poursuivent leurs missions de contrôle de zone tout en multipliant les fouilles et les barrages routiers.

Le 3 février 2011 en début de matinée, le verrou n'existe plus. Les deux bataillons interarmes français font leur jonction dans la passe de Jangali[263]. Les sapeurs afghans et français, en charge du déminage préalable des itinéraires, restent toutefois prudents. La découverte durant l'opération d'une dizaine d'engins explosifs improvisés, immédiatement

détruits, leur donne raison. L'effort des troupes déployées dans la zone consiste désormais à fouiller méticuleusement toutes les habitations. La population ne présente aucune hostilité, les insurgés semblent s'être fondus parmi elle ou avoir quitté la zone. La première journée de cette deuxième phase, essentiellement axée sur le ratissage du village, semble décevante. Une vieille paire de jumelles à vision nocturne russe est découverte, vestige d'une autre guerre. Comme les autres soirs, les compagnies s'installent chez l'habitant pour y passer la nuit, tout en maintenant une surveillance étroite. Le lendemain et les jours suivants, les fouilles reprennent et les prises deviennent de plus en plus conséquentes : une vingtaine d'armes, des dizaines d'obus et de roquettes, plus d'un millier de munitions, des grenades, des dispositifs de déclenchement d'engin explosif improvisé… La plus importante est réalisée par les Afghans : 21 obus de mortiers et un lanceur de roquettes CHICOM. Le plus souvent, les taliban propriétaires de ces armements ne sont plus dans les maisons. Parfois quelques-uns, pris de court ou voulant passer inaperçus, se font interpeller par la police afghane au barrage. Au bilan, cette opération permet de prendre pied dans une zone fortement défendue par les insurgés. De nombreux rebelles, dont un chef important et plusieurs de ses lieutenants, sont neutralisés. L'insurrection semble désorganisée. L'arsenal saisi, dont la valeur est estimée à plus de 11 000 dollars, est un coup dur pour les taliban. Enfin, elle permet la mise en place d'un poste de police afghane ainsi que la construction d'un radier sur le *Wadi* qui traverse le village.

La coalition marque des points lors de cette campagne d'hiver mais il reste encore à rétablir la circulation sur l'axe routier Vermont[264]. Les opérations *Storm Rumbling 2* (du 13 au 21 février 2011[265]) ainsi que *Puebla 2* (du 14 au 21 février 2011[266]), achèvent cet objectif. Durant les fouilles de compounds en vallée de Tagab, la section de fouille opérationnelle spécialisée qui accompagne le BG Richelieu réussit à mettre la main sur des clichés des deux journalistes de France 3 détenus en otage[267]. Le rouleau compresseur français produit son effet : « *Il avait été décidé de lancer sur cette voie un convoi logistique, montrant ainsi que notre travail avait permis d'ouvrir la route et de ramener à une heure trente un trajet qui prenait auparavant deux jours, lorsqu'il fallait encore faire le détour par Kaboul* ». Des précautions sont prises pour éviter tout problème : « *La vingtaine de gros-porteurs militaires qui défilèrent sous nos yeux furent tout de même escortés par une vingtaine de blindés et appuyés par plusieurs hélicoptères* ». La route n'en est pas mois ouverte, ce qui permet au BG Richelieu de remplir son objectif prioritaire. Nous sommes le 22 février 2011, les Français ont six jours d'avance sur la planification américaine. Cette réussite est assombrie par la mort du première classe Clément Chamarier du 7e BCA, qui participe à l'escorte d'un convoi le 19 février 2011. Un tir de roquette traverse le véhicule dans lequel il a pris place, le tuant sur le coup et blessant deux autres militaires dont un gravement.

Durant cette première phase opérationnelle intense, l'action de la fouille opérationnelle spécialisée et des sapeurs du 6e RG permet de réaliser une partie de l'effet

majeur du colonel Héluin : priver les taliban de leurs matériels afin qu'ils ne puissent pas débuter la campagne d'été avec des moyens optimaux. Cette nouvelle capacité du génie acquiert ses lettres de noblesse sur le théâtre afghan, en ce début d'année 2011. L'emploi massif de la fouille fonctionne bien car les taliban sont surpris. La leçon sera apprise et leurs procédures changent dès l'été. Les capacités en hommes du génie étant limitées, le principal risque est d'user les forces des sapeurs spécialisés dans des actions sans résultats. Les 21 et 22 mars 2011, les plongeurs du 6e RG interviennent en appui des forces de sécurité afghanes pour récupérer les corps de deux habitants d'un village tombés dans une rivière en voiture. Le 28 mars 2011, comme pour entériner cette réussite sur le terrain, le manuel d'emploi et de mise en œuvre de la fouille opérationnelle au sein des forces terrestres est publié par le centre de doctrine et d'emploi des forces[268], scellant ainsi l'inscription de ce savoir-faire dans les doctrines françaises. Le 1er avril 2011, la section de fouille opérationnelle spécialisée du 17e RGP relève celle du 6e RG particulièrement éprouvée par des mois de campagne intense. Ce deuxième mandat du 17e RGP, qui correspond à l'arrivée imminente de la campagne d'été, affirme sa spécialisation prononcée dans la fouille. C'est le dernier mandat pour cette nouvelle capacité du génie en Afghanistan.

Les marsouins du BG Richelieu réalisent ensuite de nombreuses opérations de contrôle de leur zone opérationnelle. Courant avril, la 101e division aéroportée américaine lance son plan de campagne appelé « Le

printemps de l'aigle » (*Eagle Spring)*. L'état-major du commandement régional-Est confie les tâches suivantes à la brigade française : neutraliser les bases des taliban en vallée d'Uzbin afin d'empêcher tout renfort ennemi vers Kaboul, nettoyer et tenir les axes routiers *Highway* 7 et Vermont. Le 20 avril 2011, un convoi de quatre VAB quitte le poste de combat avancé 46 pour rejoindre le village de Payendakhel, pour une mission de contrôle de zone. « *Alors que le premier VAB de la colonne approchait le marché de Payandakhel, le VAB du lieutenant Tristan ralentit pour aborder un passage plus étroit* », explique le sergent Douady. « *Quelques secondes plus tard, une formidable déflagration retentit dans le Wadi, tel un grondement de tonnerre [...]. Un tourbillon de poussière et de fumée souffla les treize tonnes du VAB, l'arracha du sol et le souleva si brutalement et si violemment que le châssis arrière s'éleva dans le ciel avant de retomber lourdement sur le mur du verger [...]. Dans la cabine intérieure, l'effet de souffle fut tel qu'il arracha de ses gonds la porte arrière gauche blindée et la projeta une dizaine de mètres plus loin*[269] ». Cette attaque par engin explosif improvisé fait un mort, le caporal Alexandre Rivière du 2e RIMA et trois blessés graves.

Le 21 avril 2011, le général David Petraeus, commandant la FIAS, conduit une visite de commandement à la brigade Lafayette. Le général Hogard l'accueille à Nijrab pour lui dresser un bilan des actions menées par les Français en Surobi et Kapisa ces six derniers mois. Exprimant aux soldats sa gratitude, le général Petraeus souligne « *l'étendue du chemin parcouru* » et « *l'excellence du travail accompli, main dans la main avec les forces de sécurité*

afghanes ». Très attentif aux progrès de la coalition dans la province de Kapisa et le district de Surobi, il se dit « *impressionné par la prise de contrôle historique de la région sud de Tagab (Kapisa)* », zone que personne, « *[n]i les Anglais, ni les Russes, ni l'alliance du Nord* », n'était jamais parvenu à contrôler auparavant. Au lendemain de la perte du caporal Rivière, il salue le courage des Français et « *leur capacité à faire face à l'adversité*[270] ». Dans la nuit du 24 au 25 avril 2011, une évasion spectaculaire se produit de la prison de Kandahar : 486 détenus s'évadent dont 474 présumés Taliban. Tout le travail des six derniers mois est à refaire. Le 17 mai 2011, le général de brigade Emmanuel Maurin, commandant la 11e BP, succède au général de brigade Jean-François Hogard à la tête de la brigade Lafayette. Ce quatrième mandat se place dans la continuité stratégique du troisième. La nomadisation et la « compoundisation » restent d'actualité. Toutefois, les taliban ont pu observer cette stratégie durant la campagne d'hiver. Le retour de la zone verte et des renforts du Pakistan risquent de compliquer l'action des Français. Pour le BG Richelieu, le mandat en Surobi approche de sa fin. La fatigue accumulée par des mois ininterrompus d'opérations se fait sentir. Lors du départ du général Hogard, le colonel Héluin y fait allusion : « *Vous avez devant vous, mon général, une troupe fatiguée, très fatiguée [...]. Chaque marsouin a effectué trois cents kilomètres à pied dans la zone verte. [...] Il est temps qu'on rentre en France pour nos familles*[271] ». Le 18 mai 2011, alors qu'une nouvelle mission se prépare, une explosion retentit à proximité du VAB du groupe des tireurs d'élite. Le première classe Cyril Louaisil,

du 2e RIMA, est tué sur le coup. Tous les marsouins du groupe sont blessés. Pour le sergent Douady, cet événement marque la fin de son séjour. À l'origine de l'explosion, une grenade fixée sur le gilet d'un soldat, qui s'est dégoupillée. Le 8 juin 2011, la relève si nécessaire arrive. Le BG Richelieu est remplacé par le BG Quinze-Deux en Surobi. Ce dernier est placé sous le commandement du colonel Lionel Jeand'heur, chef de corps du 152e RI.

Le Battle Group Allobroges : un hiver agité en Kapisa

Comme chaque fois depuis la création de la brigade Lafayette, la 27e BIM prend la direction des opérations en hivernales en Kapisa. Le BG Allobroges, commandé par le colonel Bruno Gardy du 7e BCA, est engagé en Afghanistan du 20 novembre 2010 au 13 mai 2011[272]. L'ossature du bataillon interarmes est fournie par le 7e BCA, les autres unités provenant principalement de la brigade alpine. Les chasseurs alpins déploient 458 hommes sur le terrain. Le 2e REG est présent avec sa 3e compagnie dotée d'un effectif de 97 sapeurs légionnaires de montagne. Un détachement cynotechnique est encore une fois déployé mais sans chiens de détection d'explosifs, ce qui constitue une faible plus-value[273]. Le détachement du génie connaît un mandat particulièrement chargé. Son articulation prend en compte le retour d'expérience des compagnies précédentes.

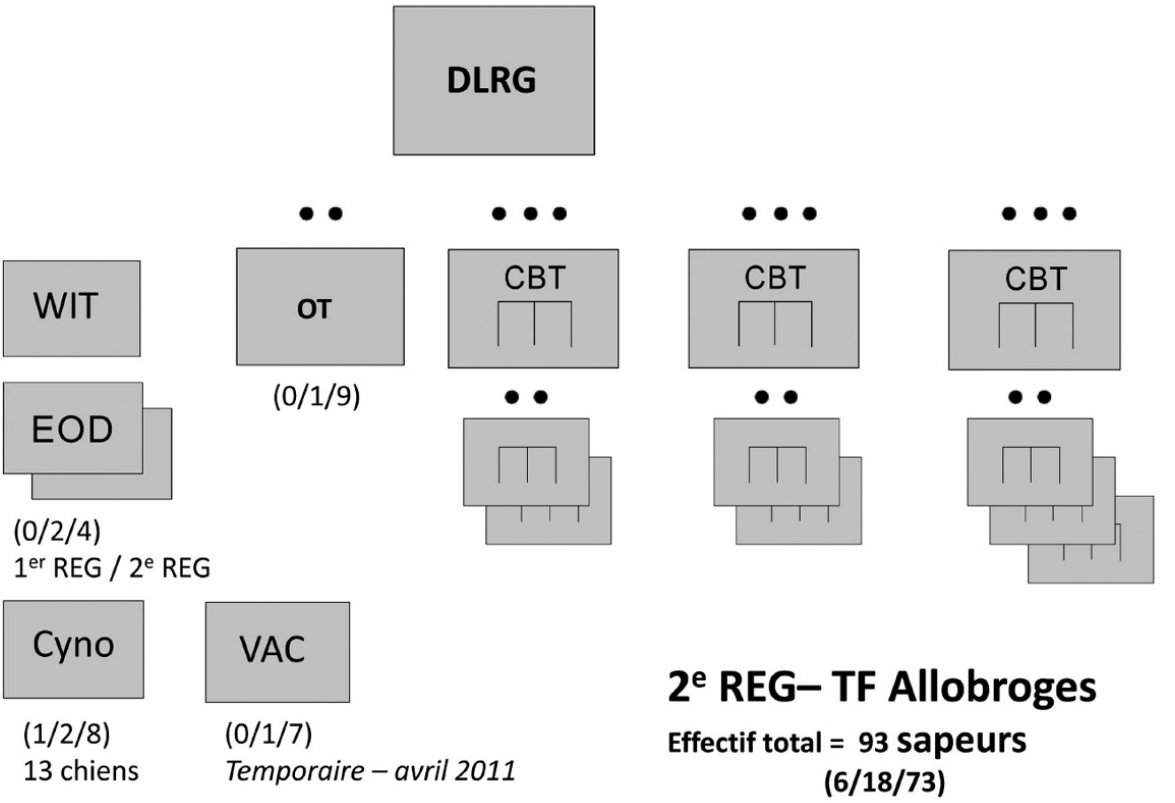


Figure 42 – Détachement du génie du BG Allobroges (campagne d'hiver 2010-2011)

Deux sections de combat à deux groupes sont détachées sur les bases opérationnelles avancées de Nijrab et de Tagab. Une troisième section à trois groupes, une équipe démineurs spécialisés et le groupe d'organisation du terrain renforcent les effectifs de Tagab, situés à proximité des zones disputées aux taliban. La seconde équipe de démineurs prend ses quartiers à Nijrab. Le chef du détachement de liaison et de reconnaissance est l'officier opération du bureau opération et instruction du 2e REG. L'officier adjoint de la compagnie occupe la fonction de spécialiste de l'armement et des explosifs. Le responsable

de l'élément de reconnaissance et le commandant d'unité sont chacun rattachés à la « cellule opération -2e dimension » de l'état-major du bataillon, et l'officier spécialiste de l'armement et des explosifs travaille avec la « cellule renseignement ». Le rôle de l'élément de reconnaissance est de conseiller le chef opération du bataillon interarmes sur l'emploi des capacités du génie. Elle participe à la rédaction des ordres, assure le suivi du risque représenté par les engins explosifs improvisés et les munitions non explosées et statue pour toute demande de destruction sur place émanant du terrain. Elle est chargée de collecter tous les renseignements possibles sur l'aire opérationnelle (infrastructures, ouvrages d'art, zones fouillées…), afin de tenir à jour des bases de données dans le but d'élaborer des opérations. Encore une fois, l'organisation des moyens du génie fait l'objet d'adaptation pour tenter de fournir des appuis à tous les éléments du bataillon interarmes. Cette organisation est bouleversée suite à la mort du capitaine Dupin. L'officier adjoint de la compagnie prend le commandement « au feu ». Un officier supplémentaire est appelé de métropole pour prendre la fonction de spécialiste de l'armement et des explosifs.

Le génie du BG Allobroges réalise de nombreuses missions durant son mandat. Le journal Képi Blanc, réalise un reportage en Kapisa où il présente les multiples facettes de ses actions sur le terrain. Évoluant dans une zone où le risque est important : « *Il n'y a pas ou peu de déplacement qui s'effectue sans l'appui du génie*[274] ». Avant chaque mission, le chef de section propose au commandant d'unité de la compagnie interarmes qu'il appuie, un emploi de ses

groupes pour limiter au maximum les risques encourus et faciliter la manœuvre. Une fois sur le terrain, « *les groupes génie appuyés par les fantassins reconnaissent les routes et les pistes [...]. Dans le même temps, ils doivent reconnaître les points d'appui sur lesquels se positionnent les éléments de protection du convoi*[275] ». Pour réaliser ce travail, les sapeurs utilisent leur détecteur de métaux et peuvent compter sur la connaissance préalable d'un terrain qu'ils parcourent régulièrement. Durant la préparation opérationnelle, les vérifications de non-pollution des itinéraires sont travaillées avec l'interarmes. Une fois en Afghanistan, chacun connaît son rôle et surtout la conduite à tenir en cas de suspicion d'engin explosif improvisé. Dans le cadre de la « compoundisation », les sapeurs sont utilisés pour investir les lieux[276] et fouiller rapidement la maison pour écarter tout risque de piège. La compétence nouvellement acquise de fouille opérationnelle complémentaire permet d'improviser des actions de recherche d'armements ou de munitions, parfois en coordination avec l'équipe de fouille opérationnelle spécialisée. Lors des patrouilles dans les villages, les groupes du génie récupèrent aussi les munitions non explosées, qu'ils détruisent souvent sur place. Ils valorisent les positions de défense des fantassins « *par la mise en place de pots éclairants sur les itinéraires d'infiltration susceptibles d'être empruntés par les ennemis*[277] » et disposent même des systèmes MODER[278] pour prévenir toute attaque en force. À tout moment, les sapeurs se transforment en fantassins et peuvent tenir à leur tour des positions ou prendre part aux combats. Lors des manœuvres

sur la route, les tracto-chargeurs MPG peuvent être utilisés pour dégager un véhicule embourbé ou en panne, ou sous le feu (cet engin étant blindé). Le groupe d'organisation du terrain est très actif durant ce mandat et joue un rôle de premier ordre. Déployé sur le poste de combat avancé Hutnik, il transforme cette entreprise en véritable base opérationnelle pour permettre au bataillon interarmes de Surobi de se redéployer dans le cadre des opérations importantes du début de l'année 2011 : *« Mise en place de Bastion Walls, construction de piste ou de plateforme pour faciliter l'installation des baraquements, autant de travail pour ce groupe qui utilise des [tracto-chargeurs], bennes et compacteur*[279] ». Une autre réalisation importante de ce mandat est la construction de trois postes de combat et d'un poste de commandement au profit des milices afghanes appelées à devenir des auxiliaires de police ou *Afghan Local Police* (ALP) : « *Une préparation minutieuse des matériels (réalisation de poste en kit avec Bastion Wall, récupération de sacs à sable, découpage de poutres pour le toit…) a permis de réaliser ces postes en deux jours, avant qu'ils ne soient occupés et tenus immédiatement par les miliciens afghans*[280] ». Le groupe d'organisation du terrain construit le poste de combat 52 (CP 52[281]) face à la vallée de Bédraou, ainsi qu'une position avancée en zone verte baptisée le « Châtelard » (ou MB2A[282]). Les équipes de démineurs spécialisés travaillent beaucoup pendant cette présence de six mois en Kapisa. Lors de l'opération *Blacksmith Hammer*, du 23 décembre 2010 au 2 janvier 2011, ils interviennent sur une *Daisy Chain* composée de quatre obus de mortiers et d'un dispositif de mise à feu

radiocommandé : « *La Daisy Chain c'est l'arme du pauvre, celle d'une armée non conventionnelle qui cherche à taper fort avec le peu de moyens dont elle dispose* », explique le sergent Tran Van Can. *« De quelques vieux obus et bouts de câbles électriques, ils font une arme redoutable. Et comme ils sont observateurs, malins et vicieux, ils savent faire évoluer leur système en permanence*[283] ». Le journal Képi Blanc précise : « *L'équipe [de démineurs du 2e REG] est intervenue à de nombreuses reprises (on compte une soixantaine d'interventions) et a procédé à environ une vingtaine de relevages d'engins explosifs improvisés*[284] ». Ils sensibilisent les membres des milices afghanes sur les dangers des munitions et autres engins explosifs, participant à l'effort général de formation de ces auxiliaires des forces de sécurité. La section de fouille opérationnelle spécialisée est mise à profit par le BG Allobroges, tout comme le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé qui est même renforcé par un détachement américain pour pouvoir remplir toutes les missions[285]. Il semble que les réticences des commandants d'unité du génie face à ces éléments organiques de la brigade tendent à diminuer. Le rythme opérationnel intense met tout le monde à contribution. La section de fouille opérationnelle spécialisée du 6e RG accepte sans problème de remplir d'autres fonctions (comme l'ouverture d'axe ou la vérification de non-pollution de compound, par exemple), qui soulagent les groupes du génie. Ce facteur est un puissant gage d'intégration. La 3e compagnie du 2e REG reçoit beaucoup de demandes d'appui de la part des autres formations présentes sur la zone française mais qui ne font pas partie

du bataillon interarmes (les conseillers, les forces spéciales, les *Kandak*...). Malheureusement, disposant à peine de l'effectif pour remplir sa mission au profit du BG Allobroges, la compagnie ne peut honorer toutes ces demandes. La nécessité se fait jour de poursuivre la formation de sapeurs afghans au sein du *Kandak* appui, afin qu'ils puissent devenir autonomes.

Les sapeurs du 2e REG combattent des adversaires qui savent varier leurs procédures de combat pour créer la surprise. L'utilisation de mines antipersonnel ou de véhicules suicides déstabilise les soldats français. Un kamikaze explose ainsi sur un point d'appui à Tatarkhel, faisant des blessés légers[286]. Le lieutenant B4331[287] explique les circonstances de cette attaque : « *Elle est survenue après l'opération en vallée d'Alasay*[288] *[...]. Les gens qui étaient présents savaient très bien que c'était un véhicule suicide qui se dirigeait vers eux [...]. Mais la voiture déboulait à soixante-dix kilomètres par heure en sortie de virage et elle avait à peine cinquante mètres à faire. Personne n'a eu le temps de rien faire [...]. Après, il n'y a eu qu'un VAB génie inapte définitivement et des blessés légers. Nous avons eu de la chance* ». En fin de mandat, la situation se dégrade sérieusement : « *La tension montait de notre côté* », se rappelle le lieutenant B4331. « *On avait [...] un comportement plus sec vis-à-vis de la population. Je pense qu'après notre retour, ça a dû se dégrader rapidement* ». L'appréhension augmente lors des convois ou des points de contrôle routier, rendant les bavures possibles : « *Quand une voiture fonce sur le dispositif, il faut prendre une décision rapide. Et là, on ne sait pas si c'est un Afghan qui*

ne comprend pas nos signes, qui est stressé, ou un véritable suicide bomber… À un moment donné, la bavure est compréhensible. Ça ne nous est pas arrivé, mais il y a eu un problème lors du mandat suivant ». Pourtant, dès leur arrivée sur le théâtre d'opération au mois de novembre 2010, les militaires français sont confiants.

De la Kapisa « utile » à la garde des « Limes »

À la fin de l'année 2010, le BG Allobroges lance des actions centrées sur les espaces géographiques sous influence des taliban. Le bataillon pratique la nomadisation pour contrôler son secteur dans le cadre d'opérations qui s'allongent dans la durée (jusqu'à dix jours). Il s'appuie sur la « compoundisation » pour vivre en zone verte. Selon le lieutenant B4331 : « *La grande force des insurgés résidait dans leur capacité à répondre aux besoins de la population (manque de sécurité, de justice, peur de l'étranger…), et les combattants sont issus de la population locale. Ils n'avaient pas confiance dans leur gouvernement et ça, on ne pouvait pas l'imposer*[289] ». Le danger, avec le retour des actions coercitives à l'intérieur des villages, est de renforcer ce sentiment plutôt que de le combattre. Le général Druart confirme cette impression, lors de notre entretien : « *C'est vrai que le CPCO a souhaité […] que les forces françaises soient plus présentes dans la zone verte. Il a très clairement changé l'effet majeur du plan de campagne pour faire porter la priorité sur les insurgés et non plus sur la population. Cela revenait à faire porter le combat dans les zones habitées au contact des populations. C'est un choix !*

Le CPCO a oublié l'avertissement du Président Karzai : "Entrer dans un compound, c'est comme violer une femme afghane". Je n'ai pas voulu faire cela durant mon mandat pour ne pas ajouter un argument supplémentaire à la propagande insurgée et être rejeté par la population. Pour ne pas paraître comme un occupant, il faut commencer par ne pas occuper. C'est très différent lorsque c'est l'armée nationale afghane qui est présente dans les villages[290] ». La réussite des opérations devrait se mesurer à la qualité de l'espace social conquis, tenu et effectivement gouverné par les Afghans. Au contraire, les opérations d'élimination des chefs, la destruction des combattants, la surprise tactique par l'occupation du terrain dans la durée sont mises en œuvre. Le général conclut : « *[À cette date], nous sommes déjà sur le départ, quoi qu'on en dise. La priorité semble alors de vouloir casser les reins de l'insurrection pour garder une respiration nécessaire pour le redéploiement des forces. Cette option ne construit pas dans la durée*[291] ». Comme un effort est porté sur la destruction de l'appareil politico-militaire des taliban, il est nécessaire que le gouvernement afghan prenne tout de suite la place des structures ainsi éradiquées, afin qu'elles ne puissent pas réapparaître. C'est tout l'enjeu de « l'Afghanisation » des combats, qui prend de plus en plus de place dans cette campagne d'hiver. L'action des équipes de liaison et de mentorat opérationnel porte ses fruits. Les *Kandak* afghans deviennent progressivement plus autonomes sur le terrain, même si les témoignages font ressentir certaines difficultés de coordination avec les bataillons français (pas de combat de nuit, nécessité d'un repas chaud sur le terrain, pas de sortie

le vendredi, tirs fratricides par des ripostes à trois cent soixante degrés…). Au début de l'année 2011, un maillage sécuritaire supplémentaire est installé, grâce à la transformation des milices de protection des routes en auxiliaire de police. Ce constat pousse le BG Allobroges à proposer de confier les territoires calmes aux forces de sécurité afghanes et à concentrer son action sur la « Kapisa utile ». Il s'agit d'une bande de territoire le long de l'axe Vermont, regroupant le corridor de Kora, la ville de Tagab, les entrées d'Alasay, de Bédraou, la passe de Jangali et les villages tenus par les milices. Cet espace stratégique clef doit être quadrillé et contrôlé par le bataillon interarmes, par le biais de postes de combats entourés de postes d'observations sur les hauteurs (OP ou *Observation Post*). Ces nouveaux « Limes » gardés par les soldats français, doivent empêcher toute intrusion des taliban. Cette notion sous-entend clairement que des espaces non stratégiques ou impossibles à contrôler du fait du manque d'effectif doivent être abandonnés à l'insurrection[292]. La multiplication des postes à garder laisse planer un doute sur la capacité de manœuvre du bataillon, compte tenu de ses effectifs constants. Cette concentration sur la « Kapisa utile » rappelle la notion de « Tonkin utile » développée durant la guerre d'Indochine, qui était avant tout le symptôme d'un corps expéditionnaire en manque de moyens. Nous pouvons nous demander si les causes ne produisent, finalement, pas les mêmes effets en Afghanistan, où l'ambition de la tâche à réaliser (la stabilisation de la Kapisa et de la Surobi) semble dépasser très clairement les possibilités d'une brigade à deux bataillons interarmes.

Le déroulement des opérations du mandat est assez stéréotypé. Il y a d'abord une phase d'infiltration de nuit, de saisie des points hauts pour assurer l'observation et les appuis. Les véhicules s'installent sur des plateformes de tir pour protéger la progression des soldats dans la vallée. Une ouverture d'itinéraire supplémentaire permet de conserver « une ligne de vie[293] » vers une zone d'évacuation par hélicoptère. L'action principale s'enclenche alors (souvent un bouclage ratissage de zone avec fouille de compound). Une fois l'objectif atteint débute la délicate phase de désengagement. Pour éviter la riposte des taliban, qui intervient souvent à ce moment-là, les Français se retirent par bonds successifs, en s'appuyant mutuellement de leurs armes. Si une action de leur adversaire se déclenche, ils sont susceptibles de repartir à l'offensive pour ne pas leur laisser le dernier mot. Le problème est que ce schéma va être parfaitement assimilé par les taliban, qui vont attendre patiemment le retour de la couverture végétale pour reprendre l'initiative. Les troupes de montagne, conscientes des limites de cette approche tactique sur le long terme, s'engagent avec détermination. Comme pour le BG Richelieu, les premiers résultats sont concluants. Ils parviennent à surprendre leur adversaire.

L'activité opérationnelle du Battle Group Allobroges

Les opérations du bataillon peuvent être regroupées en trois périodes. Du 20 novembre 2010 au 7 janvier 2011, les Français découvrent leur aire opérationnelle, tout en lançant

les premières reconnaissances dans les entrées de la vallée d'Alasay et dans la région de Jangali. Depuis le 12 décembre 2010, de nouveaux blindés font leur apparition. Le VAB « Venus », véhicule de commandement nomade qui assure ses liaisons par satellite, vient compléter la panoplie des moyens des militaires français en Afghanistan. Le 17 décembre 2010, le commandant d'unité de la 3e compagnie du 2e REG, le capitaine Benoît Dupin, trouve la mort dans une opération de reconnaissance. Il fait partie d'un détachement composé de soldats français, américains, roumains et afghans engagé dans une reconnaissance préparatoire à la construction d'un poste de combat. Ils sont pris à partie par des taliban. Touché par un tir, il est mort sur le coup[294]. Pour les sapeurs légionnaires, le mandat ne peut pas plus mal commencer. « *Ça devait être nous plutôt* », soupire le sergent X[295] les larmes aux yeux. « *Un légionnaire ou un sous-officier, c'est normal, on l'accepte, mais un commandant d'unité... et pas lui... non pas lui...* ». La perte est rude pour le détachement car cet officier est particulièrement aimé de ses hommes. « *J'étais à côté de lui quand c'est arrivé. Nous étions en entrée de vallée d'Alasay et nous avons été pris à partie* », raconte l'adjudant B4337[296] marqué par ce qu'il a vécu. « *Que peut-on dire... Ça s'est passé. C'était pile un mois après notre arrivée. Nous sommes arrivés ensemble. Sur le moment, on pense à la famille... Je ne suis pas sorti ensuite pendant trois semaines, mais bon, après on se dit que si le capitaine est mort, ce n'est pas pour rien. Et on repart* ». Le capitaine H., officier adjoint déjà présent en Afghanistan lors du mandat de la TF *Tiger*, prend le commandement. La cohésion est

forte dans la compagnie et les officiers veillent à ce que les légionnaires restent concentrés sur la mission : « *Au début, le chef de section doit être attentif* », explique le lieutenant B4331. « *Il faut faire un travail de communication. Chacun doit rester dans la mission et chasser tout esprit de vengeance. Il ne fallait pas prendre de risques inutiles ou se retourner contre la population. Mais il n'y a pas eu de dérive* ». En ce début de mandat, les opérations s'enchaînent et ne laissent pas le temps aux hommes de trop se poser de questions : « *Le rythme opérationnel ne nous a pas laissé le temps de gamberger* », confie le lieutenant B4331. « *Nous avons appris la mort du capitaine en rentrant de mission le soir vers vingt-deux heures. J'ai réuni la section et nous en avons parlé. Puis dans la nuit, j'ai été réveillé à deux heures car il fallait repartir à cinq heures pour une ouverture d'itinéraire. On n'a pas arrêté… Quand nous nous sommes posés au bout de quinze jours, nous avons commencé à réfléchir… mais bon, c'était derrière nous* ». Le sort s'acharne contre les soldats français. Le second maître Benjamin Lefort, commando marine, est tué lors d'une opération spéciale[297] en vallée d'Alasay dans la nuit du 17 au 18 décembre 2010[298]. Pour autant, l'activité opérationnelle ne s'interrompt pas. Les 18 et 19 décembre, le BG Allobroges participe à l'opération *Allobroges Ferret*[299] dans le sud de la vallée de Tagab. Conduite avec l'armée et la police afghane, elle consiste à réaliser un point de l'implantation des taliban dans ce secteur, tout en lançant des projets de développement avec les *Maleks*. Selon les sources disponibles, il ne semble pas y avoir de combats durant ces deux jours. Du 23 décembre 2010 au 2 janvier

2011, le BG Allobroges lance l'opération *Blacksmith Hammer*[300], dans la basse vallée d'Alasay, aux environs du village de Jalokhel[301]. Réalisée sur le modèle de la nomadisation et de la « compoundisation », cette opération de « bouclage-ratissage » implique plus de 1 800 militaires afghans et de la coalition. Le bilan est à la hauteur du déploiement de forces : des armes, munitions, grenades, roquettes, obus et un important stock de matériel destiné à la fabrication d'engins explosifs improvisés sont saisis. Plusieurs dizaines de taliban sont tués. La police afghane appréhende également des combattants ennemis et des narcotrafiquants. Un important stock de cannabis est détruit par le feu. Parallèlement, les sapeurs construisent un poste de sécurité sur la route reliant Jalokhel au fond de la vallée.

La deuxième phase opérationnelle du mandat du BG Allobroges se déroule du 7 janvier au 23 mars 2011. Son objectif, qui est d'ailleurs commun avec le bataillon de Surobi, est de saisir et de contrôler la passe de Jangali dans la durée. La pause opérationnelle, qui lui est aussi imposée, empêche le bataillon de Kapisa d'exploiter pleinement le succès initial en vallée d'Alasay. Les taliban en profitent pour se réorganiser et poser de nombreux engins explosifs improvisés. Du 29 janvier au 7 février 2011, le BG Allobroges participe à l'opération *Storm Lightning*. Son succès permet la réouverture de la circulation sur l'axe routier Vermont. Le bataillon tient la passe de Jangali et une partie de la route, marquant le début de l'opération *Allobroges Endurance*. Les Français doivent faire fructifier cet acquis dans la durée. Les compagnies interarmes poursuivent le contrôle de zone et fouillent les compounds,

les jardins attenants, les vergers et les champs. Le 19 février 2011, le bataillon connaît une deuxième perte. Le chasseur alpin de 1re classe Clément Chamarier du 7e BCA est tué lors de l'attaque du convoi qu'il escorte avec ses camarades. Le 23 février 2011, en fouillant dans un jardin de la vallée de Bédraou, les sapeurs français trouvent quatre roquettes de différents types, six empennages, un gilet de combat, plusieurs crosses d'armes à feu, une centaine de munitions de fusils-mitrailleurs et des pétards d'explosifs de 200 grammes[302]. Ils passent au peigne fin tout leur secteur et obtiennent de bons résultats. Les « Allobroges » frappent aussi en vallée d'Alasay. Le 1er mars 2011, deux compagnies interarmes accompagnées de trois compagnies du *Kandak* 33, de la police nationale afghane conseillée par les gendarmes français et des équipes des actions civilo-militaires, réalisent l'opération *Tight Control*[303] en région de Landakhel. Elle permet au BG Allobroges et aux Afghans de confirmer leur détermination à maintenir la liberté de mouvement sur l'axe principal reliant la Surobi à la Kapisa. Ce message ferme est transmis aux *Maleks* rencontrés lors de la *Shura* organisée à Landakhel par les équipes des actions civilo-militaire. Au même moment, la police afghane réalise des interrogatoires auprès de la population de Gorwandyan et diffuse des messages de fermeté et de détermination, quant à ses intentions. Pendant ce temps, les équipes de fouille opérationnelle passent au peigne fin les différents compounds sous la protection de l'armée nationale afghane dissimulée sur les hauteurs. Les groupes du génie, quant à eux, reconnaissent l'axe principal entre Nijrab et Tagab pour le débarrasser

d’éventuels engins explosifs improvisés « dormants[304] ». Aucun bilan n’est communiqué sur les éventuelles saisies de matériel ni sur un harcèlement des taliban. Du 2 au 5 mars 2011, l’opération *Endurance* se poursuit en vallée de Bédraou, pour tenir le terrain. Les sapeurs profitent de cette présence pour construire plusieurs passerelles permettant le franchissement du *Wadi* Darya-E Tagab[305]. Constitué de gabions comme piliers et de planches, ce pont de fortune permet à la fois la mobilité de la population tout en assurant aux soldats français de pouvoir intervenir rapidement en cas de tirs de harcèlement provenant de l’autre rive. Toutes les constructions entreprises par le génie durant cette période possèdent une double finalité, militaire et civile. Les 7 et 8 mars 2011, le BG Allobroges prend part à l’opération *Afghanya Swords*[306]. Son objectif est de sécuriser une action de l’équipe de reconstruction provinciale américaine et d’appuyer le lendemain une opération de fouille conduite par le *Kandak* 33 de l’armée nationale afghane en vallée d’Afghanya et de Ghayn. Malgré un engin explosif improvisé trouvé au tout début de l’opération, il n’y a pas de combats. Les taliban se sont retirés. Lors des fouilles, un fusil semi-automatique est trouvé. Pour maintenir l’insécurité jusque dans les sanctuaires des insurgés, la brigade Lafayette planifie et conduit l’opération *Snake’s Nest*[307], les 13 et 14 mars 2011. Cet assaut héliporté se déroule en plein cœur de la vallée de Bédraou. Chassés depuis plusieurs semaines des verrous qui leur permettraient de tenir l’axe stratégique reliant la Surobi à la Kapisa, le commandement français estime que les taliban se sont réfugiés dans le fond des vallées encaissées. Assaut par air, bouclage, ratissage

doivent permettre de porter un coup à l'insurrection. Cette opération réunit les moyens du BG Allobroges, du *Kandak* 32 et de ses conseillers français, ainsi que de la police afghane. De violents combats se déroulent, mettant aux prises l'armée afghane et les taliban durant la première journée. Les fouilles donnent de bons résultats et, fait notable, les Afghans acceptent de passer une nuit sur le terrain sous la protection des moyens de détection nocturne des Français. Le deuxième jour les fouilles se poursuivent. Lors d'un déplacement, les soldats afghans tombent dans une embuscade. Il faut faire intervenir les appuis aériens et l'artillerie pour les dégager. Un militaire blessé est évacué. Cette opération souhaite démontrer à la population que les taliban n'ont pas de zone sanctuaire durant la période hivernale. La technique du rouleau compresseur, faite de bouclage et de ratissages successifs et méthodiques, permet d'obtenir encore de bons résultats. Le 19 mars 2011, le BG Allobroges pénètre à nouveau en profondeur dans la vallée de Bédraou. Cette nouvelle opération de reconnaissance, baptisée *Allobroges Mugging*[308], se heurte cette fois-ci à une plus forte résistance des taliban et à un retrait de la population. Il est vrai que les troupes françaises et afghanes interviennent dans la zone d'Almaskhel, qu'elles n'ont pas encore parcourue depuis le début du mandat. Les appuis armés par les commandos de montagne, se placent sur les hauteurs durant la nuit. Dès le matin, une compagnie interarmes française renforcée par les forces de sécurité afghanes débute sa progression jusqu'au village d'Almaskhel. Une autre compagnie, située à l'est de Korghal, surveille attentivement la progression des

soldats dans la vallée, prête à intervenir. Le *Kandak* 31 s'installe au niveau du pont de Tagab, pour assurer une couverture face au sud. Une fois le bouclage effectué, les fouilles débutent. « *À 9 h 20, les deux [compagnies interarmes] sont prises à partie. Les insurgés, pour marquer leur présence, effectuent des tirs de harcèlement. Les sections ripostent et poursuivent néanmoins leur progression. […] Les premiers éléments [de la compagnie interarmes] "Charlie" arrivent prudemment devant Almaskhel. Ce village fait partie des sanctuaires insurgés de Bedraou. Ils découvrent un village fantôme*[309] ». Une fois leur tâche effectuée, les militaires français et afghans se retirent, non sans subir quelques tirs supplémentaires de harcèlement, qui font l'objet d'une réplique immédiate. Il ne faut pas donner l'impression à la population, qui doit observer les combats, que la coalition se retire sous la pression des taliban.

La troisième et dernière phase opérationnelle du BG Allobroges s'étend du 23 mars au 13 mai 2011. Il s'agit de poursuivre les opérations en vallées de Jangali, de Bédraou et d'Alasay, tout en soutenant la transformation des milices afghanes en auxiliaire de police. La campagne d'hiver commence à prendre fin avec le retour des feuillages et la résistance des taliban s'intensifie, en particulier en vallée d'Alasay. Du 9 au 15 avril 2011, la 3e brigade de l'armée nationale afghane et les militaires français du BG Allobroges conduisent l'opération *Eternal Blacksmith*[310]. L'objectif est d'aller au fond de la vallée d'Alasay. « *Lors de cette opération, il y a eu une défense concertée, une défense ferme* », explique le lieutenant B4331 du 2e REG. « *Ils ont eu*

beaucoup de pertes mais nous, nous avons eu des blessés. Nous n'avons pas réussi à avancer [...]. C'était vraiment "tirs nourris", armes automatiques, beaucoup de [mitrailleuses lourdes] en positions fortifiées... Et a priori*, quelques snipers bien équipés et bien positionnés. C'était leur sanctuaire du fond de la vallée d'Alasay* ». Lors de cette opération, les taliban choisissent de ne pas utiliser d'engins explosifs improvisés mais de piéger les points clefs du terrain (dont les points d'appuis) avec des mines antipersonnel. Le « château fort », qui est un dispositif fortifié stratégique de cette vallée, ne peut être exploité par les tireurs d'élites français ou les observateurs d'artillerie et d'appuis : « *Lors d'une première dépose de nuit, il y a eu un blessé par mine antipersonnel [...]. On avait besoin de ce point d'appui pour la poursuite de l'opération pour dégager les gens qui étaient en vallée [...]. Au petit matin, on a effectué une reconnaissance génie. Normalement, pour des mines antipersonnel, il faut faire un chantier de déminage mais évidemment là, en termes de délais et de méthode de travail, ce n'était pas possible. On a fait un cheminement jusqu'au sommet du "château fort" puis on l'a reconnu au [détecteur de mines], donc pas de sondage systématique car la surface était trop grande [...]. On a trouvé quatre mines puis on a été pris à partie [...]. En fin d'après-midi, un mec de l'infanterie a sauté sur une mine qui nous avait échappé* ». L'évacuation des blessés est elle-même difficile dans ce contexte : « *Quand le premier hélicoptère est venu chercher le blessé, il a été pris à partie de très loin, depuis le "château fort", et de manière très précise puisqu'il y a eu un blessé*[311] ». Malgré de longs combats, cette opération ne

parvient pas à atteindre son objectif : occuper le fond de la vallée d'Alasay pour ensuite procéder à une fouille systématique. Les taliban réussissent à interdire l'accès de cette zone sanctuaire grâce à un système de défense dans la profondeur, particulièrement performant. Contrairement au compte rendu optimiste qui est fait de cette opération, avec quatre blessés dans leurs rangs et malgré les pertes infligées à leur adversaire, les soldats français sont dubitatifs : « *On avait un peu l'impression… de défaite, quoi… c'est un coup d'arrêt pour nous, ça, c'est sûr !* », confie le lieutenant B4331. « *Nous avions voulu atteindre le fond de la vallée et ils nous en ont empêchés. C'est clair que la campagne d'été qui s'annonçait n'allait pas être facile. On le sentait déjà sur le terrain*[312] ». Le 26 avril 2011, le BG Allobroges participe à l'opération *Enduring Confidence*[313], dont l'objectif est d'assurer la sécurité lors de l'inauguration du pont de Tatrakhel, en entrée de vallée d'Alasay. Les taliban engagent le combat contre les forces françaises après la tenue de la *Shura* et de l'action civilo-militaire. L'action de l'artillerie met fin à ce harcèlement. Le 2 mai 2011 se déroule la grande réunion traditionnelle qui lance le processus de transformation des milices en auxiliaire de police. Elle se déroule au village de Tagab[314]. Ce programme vise à créer des équipes de sécurité locale placées sous l'autorité du chef de la police du district. Elles sont formées par les militaires français. Ces groupes deviennent des nouveaux acteurs tactiques sur le terrain, dont il faut bientôt assurer la sécurité contre les actions des taliban, qui en font des cibles prioritaires.

Le 15 mai 2011, le BG Raptor du 1er RCP relève le BG Allobroges. Son bilan opérationnel est important. En six mois, il réalise 37 opérations mobilisant la brigade, respectivement 37 et 31 missions de niveau bataillon ou compagnie interarmes. La force de réaction rapide est déclenchée 52 fois. Les « Allobroges » assurent 40 escortes de convois logistiques[315]. À l'aube de la campagne d'été 2011, les taliban se montrent déterminés à faire preuve d'innovations tactiques (engins explosifs improvisés, véhicules suicides, mines antipersonnel…) pour frapper la coalition. Avec le retour des feuillages, l'insurrection réinvestit de nouveau la zone verte. Elle s'est adaptée en modifiant ses emplacements de caches. La tension monte du côté des Français et les relations avec la population se tendent. Les bataillons suivants choisissent de rester dans la zone verte au risque de ne pas pouvoir faire intervenir leurs appuis (aériens, tireurs d'élite…) du fait de l'imbrication (avec les taliban et la population) et du manque de visibilité. Les combats s'annoncent difficiles et ils sont effectivement coûteux en vies humaines. Les acquis tactiques obtenus sur le terrain pendant l'hiver s'avèrent difficiles à tenir avec le retour de la végétation. À effectif constant, la brigade est sous-dimensionnée pour tenir l'ensemble des postes, tout en menant une activité opérationnelle intense pour garder l'initiative sur les taliban. Les sacrifices que cela suppose sont au-delà de ce que la représentation nationale est prête à accepter. L'été 2011 est celui de la rupture du consensus politico-militaire sur la nature des opérations à mener en Afghanistan. Elle ouvre la porte à une accélération du transfert du poids des opérations vers l'armée nationale

afghane. C’est le préambule au retrait pur et simple des forces françaises de Surobi et de Kapisa. Les deux mandats de l’été 2011 voient les dernières foulées des soldats français en zone verte et au fond des vallées.

La rupture de l'été 2011 : les mandats des Battle Group Raptor et Quinze-Deux

Sur le terrain, les relèves s'effectuent en trois temps. Le BG Allobroges cède sa place en Kapisa au BG Raptor du colonel Renaud Sénétaire, le 13 mai 2011. Quatre jours plus tard, le général de brigade Emmanuel Maurin, commandant la 11e BP, remplace le général Hogard à la tête de la brigade Lafayette, qui ouvre ainsi son quatrième mandat. Le 8 juin 2011, le BG Quinze-Deux du colonel Lionel Jeand'heur, chef de corps du 152e RI, relève officiellement le BG Richelieu. Les cartes sont redistribuées encore une fois en zone française.

Le Battle Group Raptor : un été meurtrier en Kapisa

Les effectifs du BG Raptor sont fournis, entre autres[316], par le 1er RCP (442 parachutistes) et la 2e compagnie du 17e RGP (101 sapeurs) pour l'appui du génie[317]. Les objectifs pour les six mois à venir fixés aux « rapaces[318] » du 1er RCP et aux « diables rouges[319] » du 152e RI par la brigade française et le commandement américain, sont ambitieux. Il s'agit de « *contenir [durant l'été] les insurgés en Kapisa, tout en faisant effort en Surobi pour protéger l'axe Highway 7*[320] ». Ces deux impératifs sont vitaux pour la coalition. La

priorité du commandement américain demeure que cette route logistique majeure entre le Pakistan et Kaboul reste ouverte. Les Français doivent repousser les taliban dans la zone verte, afin qu'ils ne puissent plus couper l'axe routier Vermont à la hauteur du verrou de Jangali. Ce goulot d'étranglement en vallée de Bédraou est sous contrôle français pour la première fois depuis cet hiver. Avec le retour de la végétation, les opérations se compliquent. Pour garder l'initiative, les parachutistes doivent s'engager dans ce territoire propice aux embuscades où le Taleb évolue comme un poisson dans l'eau. Le rôle de la brigade Lafayette est de synchroniser ces deux efforts. Compte tenu des divers impératifs de l'été (un mois de relève à l'arrivée, un autre de plus pour le départ, le Ramadan au mois d'août), son état-major choisit d'organiser ses principales opérations en juillet et en septembre. Le lieutenant-colonel T1059 se rappelle : « *Nous savions que la sécurité de la Surobi allait être sans doute transférée aux Afghans à l'automne, même si les Américains n'étaient pas très "chauds" pour cela. Notre objectif de départ était que tous les voyants de la sécurité soient au vert en Surobi pour fin septembre. Cette province est une zone de transit d'est en ouest pour les taliban. Ils passent par la haute vallée d'Uzbin, s'infiltrent en Kapisa et de là se rendent à Kaboul. C'est là que nous voulions produire notre effort principal. Mais pour que ça marche, il fallait aussi avoir une action significative en Kapisa pour contenir les insurgés. Mais ça ne s'est pas passé exactement comme prévu… Il a fallu nous réorganiser*[321] ». Les acquis des deux précédents mandats s'avèrent difficiles à conserver : « *Les précédents mandats*

ont construit des postes particulièrement ardus à tenir en été. Nous en avions un à 500 mètres du poste de combat 52 (CP 52) à l'est du Wadi en pleine zone verte, baptisé "le Châtelard", qui était un véritable petit fort Alamo », raconte le lieutenant-colonel T1059. Il ajoute *: « Nous avons eu des pertes là-bas... Nous avons été obligés de le détruire en août tout en conservant CP 52. De plus, trois postes avaient été construits pour la police afghane en sud Tagab. Mais comme c'était trop dangereux, les policiers ne voulaient pas y aller. Il a fallu organiser des relèves jusqu'en août avec des soldats français. Après, nous avons réussi à leur transférer. Au final, nous avions pas mal de soldats bloqués sur des postes statiques*[322] ». En ce début d'été, la zone de la brigade française est particulièrement étirée, ce qui lui pose de sérieux problèmes : « *Le bataillon situé au nord avait deux Kandak partenaires, le 1er et le 3e. Le bataillon situé au Sud, lui, travaillait avec le 6e et le 2e Kandak. Mais nous avions un problème de limite territoriale d'action entre le Kandak 6 et le BG Quinze-Deux. Pour mettre le tout en cohérence, nous avons été obligés de déplacer la limite du bataillon de Surobi plus au nord, d'où un étirement de sa zone d'action. Au départ, c'est le BG Raptor qui s'occupait des relèves sur CP 52 et le "Châtelard", puis le BG Quinze-Deux les a pris en compte en juin ou juillet, avant que le BG Raptor récupère à nouveau CP 52 au début du mois de septembre. Mais notre principal problème tactique provenait de cet étirement. La passe de Jangali, qui était le point fort des insurgés, était très éloignée des bases opérationnelles avancées de Tora et de Tagab. Et comme nous tenions beaucoup de postes en "statique", c'était difficile de monter*

de grosses opérations en zone verte en même temps, pour tenir [l'axe] Vermont [...]. Mais nous avons choisi de privilégier la cohérence territoriale, c'est un choix[323] ». D'autres options sont pourtant possibles, selon le lieutenant-colonel T1059 : « *Nous aurions pu choisir de fixer une limite territoriale au niveau du parallèle "50.8". Elle correspondait aux limites d'observation de nos deux ballons captifs implantés sur les bases opérationnelles avancées 46 et Tagab. Cela aurait pu permettre de "fluidifier" les échanges d'information et la surveillance de zones. Mais bon, nous avons fait un choix d'état-major... Globalement nous avions un problème de cohérence territoriale et d'effectif des bataillons interarmes dès le départ*[324] ». En Kapisa, les parachutistes ont une phase de découverte du terrain réduite à son strict minimum. Dès l'arrivée des premiers contingents, les soldats français doivent partir sur le terrain. Les milices font alors l'objet d'une attaque en règle des taliban, qui veulent réduire ce maillon faible des forces de la coalition.

Du 13 mai au 13 juillet 2011 :
deux mois de combats interrompus

Le lieutenant L1444[325], chef de la 4e section de la 2e compagnie du 17e RGP, arrive en Kapisa sur la base opérationnelle avancée de Tagab, le 9 mai 2011. Le ton du mandat est donné le lendemain. Alors qu'il s'apprête à contrôler une buse sur le bord de la route, le 1re classe Loïc Roperh du 13e RG, est tué par l'explosion d'un engin explosif improvisé. Le 11 mai 2011, le lieutenant L1444 est sur le

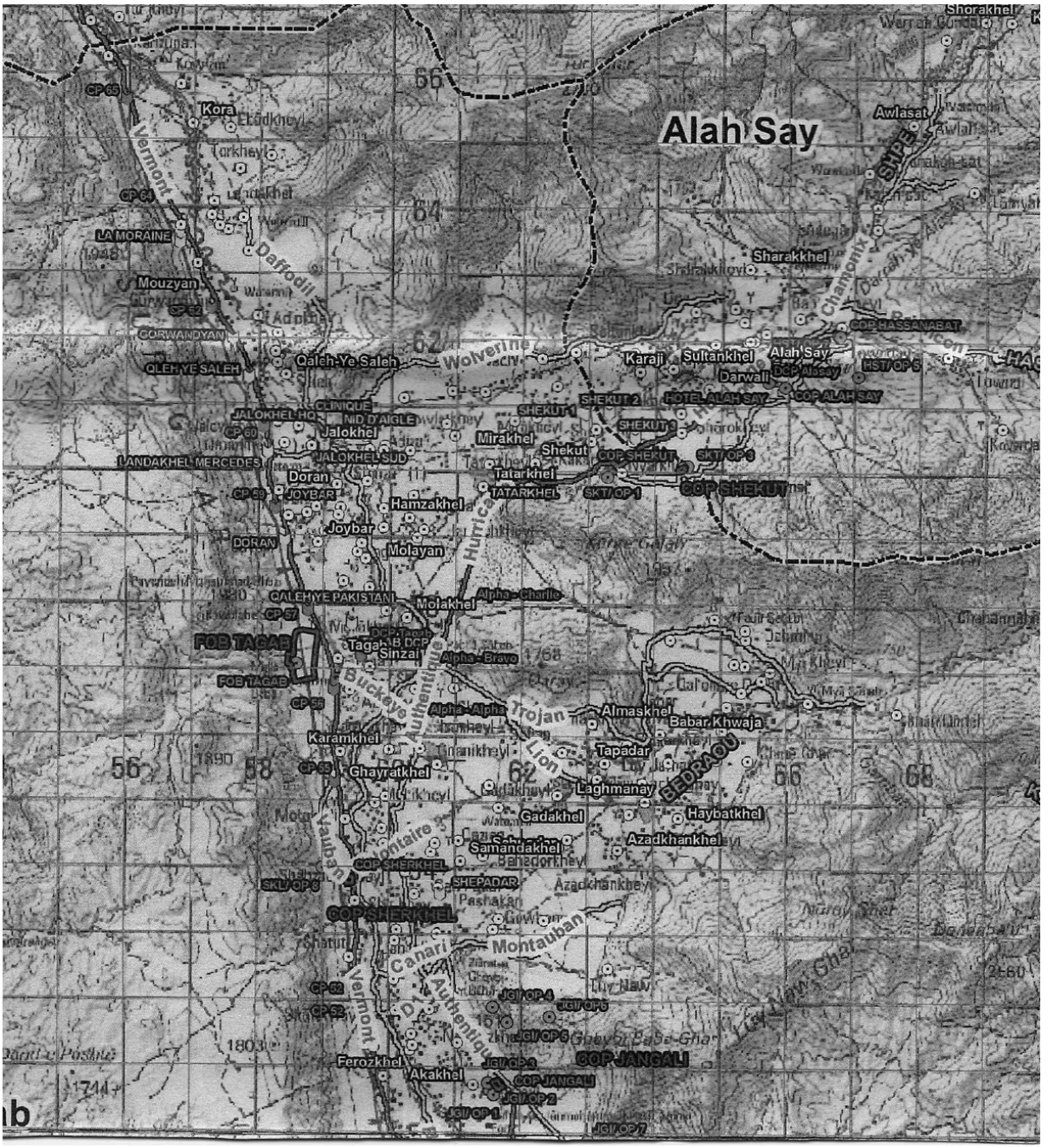
terrain pour participer à une ouverture d'itinéraire avec un groupe du 2e REG et leur chef de section, en direction de CP 52. Le lendemain, après une reconnaissance d'axe, l'élément d'alerte avancé est déclenché au profit des forces spéciales françaises[326]. Le chef de la milice de Tatarkhel est assassiné par les taliban. C'est le point de départ de deux mois de combats très difficiles et éprouvants. Les missions se succèdent entre les relèves, les départs en alerte, les contrôles d'axes, les suspicions d'engins explosifs improvisés à lever, les reconnaissances de points d'appuis, de points chauds, la participation aux actions de l'infanterie ou des commandos... Le génie est omniprésent sur le terrain. Le 14 mai 2011, de nouveaux combats éclatent entre les milices de Tatarkhel et les taliban. Le BG Raptor connaît son premier engagement en entrée de vallée d'Alasay, à proximité des villages de Tatarkhel, Jalokhel et Landakhel[327]. Il se porte au secours des milices afghanes alors qu'il vient à peine d'arriver. C'est un succès que le colonel Sénétaire analyse de la manière suivante : « *En ce début du mois de mai 2011, la plus grande force des hommes du bataillon : un entraînement en France si poussé, si réaliste, que dans l'action, les parachutistes sont certains de prendre, par réflexe, les bonnes décisions*[328] ». Finalement, les milices sont sauvées et les taliban déplorent une dizaine de tués. Le même jour, un démineur afghan est victime d'un engin explosif improvisé, qu'il pense avoir pourtant neutralisé. Un discret dispositif antirelevage lui a été fatal. C'est le début d'un duel à distance entre les démineurs français et un spécialiste Taliban, qui finit par se tuer lui-même, en confectionnant un nouvel engin[329].

Le 26 et 27 mai 2011, l'opération *Go Fast*[330] a pour objectif de sécuriser l'axe logistique de réapprovisionnement menant aux trois postes de combat avancés afghans de la région d'Alasay. Elle réunit le BG Raptor et les forces de sécurité afghanes. Le génie est engagé dès trois heures du matin pour procéder aux vérifications de non-pollution des différents points d'appuis de l'infanterie et des blindés. Dès les premières lueurs du jour, alors que les forces franco-afghanes progressent dans le village de Tatarkhel, des taliban les prennent pour cible avec un tir de lance-roquette. Le VAB génie en appui devant l'école du village observe le départ du coup et délivre une riposte précise à la mitrailleuse, mettant en fuite leurs adversaires. Le harcèlement dure toute la matinée. Au début de l'après-midi, les soldats français investissent le *Wadi* au sud de leur position. Les commandos parachutistes font un prisonnier qui est aussitôt remis à la police afghane. En fin de journée, les éléments français se regroupent pour passer la nuit. Les sapeurs placent deux systèmes MODER de protection rapprochée, en avant de leur position. L'opération se termine le lendemain, non sans de nouveaux accrochages à proximité du pont de Tagab. C'est un succès. Au-delà de la mise en sécurité de la route permettant le réapprovisionnement des postes de combats avancés afghans, elle permet à la police locale afghane d'interpeller plusieurs insurgés. Deux sont formellement identifiés comme des poseurs d'engins explosifs improvisés[331].

Le 31 mai et le 1er juin 2011, le BG Raptor conduit l'opération *Quantum of Mercy* aux côtés des forces afghanes[332]. Son objectif est la réalisation d'une

reconnaissance offensive jusqu'au village d'Adizai, suivant le principe du bouclage et du ratissage systématique, pour trouver du matériel caché par les taliban. « *Nous étions dans une période où les [milices] "ramassaient" régulièrement* », se rappelle le lieutenant L1444. « *Ils se faisaient tirer dessus depuis Adizaï. On devait y aller et rester quarante-huit heures* ». Durant leur progression, les soldats français occupent les compounds, afin de se soustraire aux coups de leurs adversaires. Le premier jour, le BG Raptor prend le contrôle de trois secteurs : Jalokhel, Krapi et Sinzai. Les insurgés tentent de s'opposer en menant constamment des actions de harcèlement. Durant les combats, un soldat de l'armée afghane est tué. « *En fin de journée* », raconte le jeune officier, « *nous nous sommes installés dans un* compound *à Sinzai Sud. Là, nous nous sommes fait accrocher, mais c'était sporadique* ». Le 1er juin 2011, dans la nuit, les soldats français poursuivent leur infiltration jusqu'à Adizaï : « *Nous sommes arrivés sur les coups de 6 heures ou 7 heures du matin. Le village était vide mais l'eau était encore chaude dans les gamelles* ». La population déserte le village avant l'arrivée des premiers soldats de la coalition. Le lieutenant se souvient : « *Pour nous ça voulait dire que les insurgés n'étaient pas loin. Avec mon adjoint, nous avons commencé la fouille des habitations [...] mais tout était vide. Le harcèlement de nos positions a débuté dès 6 h 20. Nous avons répliqué mais nous pouvions quand même continuer à travailler* ». Les parachutistes déployés dans Adizaï apprennent que le bataillon veut faire un bond en avant jusqu'à Crapi. Entre les

deux villages, il y a une position baptisée *Taliban Hill*, que le commandement souhaiterait bien fouiller.



Carte 17 – Carte de la partie sud de la zone d’opération du BG Raptor avec les baptêmes terrain (source : don privé)

À 9 heures, après un ravitaillement possible grâce à l'arrivée d'un convoi logistique qui profite de l'ouverture de l'axe « Ouvéa » par un groupe de sapeurs du 17e RGP, les Français reprennent leur progression. Dès 9 h 30, la mission de fouille de *Taliban Hill* débute avec l'appui de la section du génie du lieutenant L1444 : « *J'ai un groupe qui a été détaché auprès des commandos et de la fouille opérationnelle spécialisée pour les renforcer. Il y avait une suspicion de caches mais aussi de piégeages sur Taliban Hill. Peu de temps après, nous les avons rejoints. Il y avait toute ma section, la fouille opérationnelle spécialisée, les commandos parachutistes et des gendarmes du groupement d'intervention de la gendarmerie nationale. À ce moment-là, le groupe est parti au sommet de Taliban Hill avec [l'élément de fouille], et avec le deuxième groupe et le reste des commandos parachutistes, nous avons mis en place un cordon de protection* ». Les Français prennent position derrière un muret mais ils sont face à une végétation très dense qu'ils peinent à percer. Les taliban profitent de ce couvert pour manœuvrer et préparer leur embuscade. Le premier choc est violent : « *Une heure après, on prend deux roquettes simultanément sur notre position. La première tape face au caporal-chef Nunes Patego, qui tombe directement car il prend un éclat dans la tête. La seconde explose entre moi et la position occupée par le caporal-chef D1448, le sergent M1446 et le sapeur-parachutiste B. Ils sont sonnés et restent au sol une à deux minutes. Mais nous avons un coup de chance, personne d'autre n'est touché pour le moment*[333] ». Il est 11 heures et ce tir est le signal général du début de l'embuscade. Les

feux des taliban se déchaînent sur les positions occupées par les parachutistes. L'ensemble du groupe riposte pendant que deux sapeurs se portent au secours du caporal-chef Nunes Patego. Lors de cette action, le sapeur-parachutiste B. est blessé d'une balle à la jambe. Malgré les pertes, les soldats ne peuvent pas quitter leur position car cela offrirait un passage aux taliban pour s'infiltrer dans les lignes françaises. « *Subitement* », se rappelle le lieutenant L1444, « *je m'aperçois que ça tire aussi derrière nous ! Normalement, c'est l'armée afghane qui est censée couvrir nos arrières mais avec la végétation, les soldats ne nous voient pas. En plus, dès que ça tire, ils ont l'habitude de répliquer à trois cent soixante degrés de toutes leurs armes. Je fais alors une liaison rapide vers leurs mentors pour leur demander de faire cesser le tir. Progressivement, ça s'arrête* ». À 11 h 45[334], lorsque l'embuscade diminue en intensité, les sapeurs sont relevés par les commandos parachutistes. Ils peuvent alors extraire les blessés et le corps de leur camarade. À midi quarante-cinq, la section du lieutenant L1444 est mise au repos. Elle regagne la base opérationnelle avancée de Tagab à 22 heures. « *Dans cette action* », conclut le lieutenant, « *je perds trois hommes. Le caporal-chef Nunes Patego, tué au combat, le sapeur-parachutiste B. blessé par balle et un dernier gars par blessure psychologique* ». Les combats se déroulent encore pendant toute la journée. Il faut l'intervention des hélicoptères de combat « Tigre » et « Kiowa » ainsi que de nombreux tirs de mortiers pour réduire les taliban au silence. À 15 heures, la situation redevient calme. Pour ne pas laisser croire à la population que le BG Raptor bat en

retraite, l'état-major demande que l'opération soit prolongée d'une journée : « – *Quand un boxeur est mis KO, il doit se relever immédiatement et repartir sur le ring ! Cette apostrophe d'un officier traitant de la brigade est parvenue jusqu'aux oreilles du bataillon et elle n'a pas fait franchement sourire* », se rappelle le colonel Sénétaire. « *Raptor estime [...] qu'après trois jours et trois nuits de combat sans relâche, suivis de l'évacuation acrobatique des blessés de "Gris" et de "Cobra", le "boxeur" a besoin de reprendre son souffle dans son coin. Surtout l'allusion à peine voilée au manque de pugnacité des parachutistes a été ressentie comme un affront par les hommes présents sur le terrain. Ils savent que le combat pour la conquête de Taliban Hill constitue une première depuis la présence des Français en Kapisa et ils estiment n'avoir pas besoin de leçon de morale*[335] ». Le communiqué du ministère de la Défense parle de *« lourdes pertes [chez les taliban] avec la neutralisation d'une dizaine d'entre eux*[336] ». Le 4 juin 2011, après une cérémonie militaire à Tagab, les sapeurs parachutistes saluent une dernière fois leur camarade.

Le rythme opérationnel de ce début du mois de juin est élevé. Le 6 juin 2011, lors d'une ouverture d'itinéraire sur l'axe routier *Wolverine*, un engin explosif improvisé explose devant le groupe de sapeurs. Miraculeusement, un seul homme subit un traumatisme sonore. Une fois ce travail terminé, ils se postent en surveillance à proximité du pont de Jalokhel. L'adjudant P4453 réalise cette ouverture d'itinéraire au profit du lieutenant M. du 1er RCP. Celui-ci doit escorter le général américain Allyn[337], qui souhaite rencontrer la milice de Jalokhel. « *À la fin de la*

reconnaissance », raconte l'adjudant P4453, « *le général Allyn donne un insigne de sa division au lieutenant M., le chef de section de "Gris 4", pour son soldat le plus méritant. Le lieutenant M. lui répond qu'il la remettra à la section génie*[338] ». Cette anecdote témoigne de l'esprit « interarmes » qui naît au feu en Afghanistan. Du 6 au 11 juin 2011, la brigade Lafayette assure la sécurité du recrutement de la future police locale afghane des districts de Nijrab et de Tagab[339]. Le 10 juin 2011, les Français déplorent deux nouveaux morts en Afghanistan. Embarqué à bord d'un véhicule blindé et en retour de mission vers sa base à Tagab, le caporal-chef Lionel Chevalier du 35e RI se blesse très gravement avec son arme. Le caporal Julien Panouillé assiste à l'arrivée du VAB : « *En remontant du marché, nous entendons un coup de feu partir de l'entrée de la base [...]. Personne n'y prête attention. Les bras chargés de packs de cannettes, nous voyons débarquer derrière nous un VBCI qui ouvre la porte arrière. Puis descendent quatre hommes qui en portent un cinquième. Un homme blessé. Ses potes tentaient de le soutenir mais avec leurs équipements, ils étaient trop lourds. [...] On a tout lâché et on s'est précipités sur eux pour les soulager et prendre leur place, ils criaient "allez prévenir les docs !". [...] J'ai passé mon bras sous le sien et on a couru. Il y avait du sang partout, la balle lui avait traversé le côté gauche de la gorge, et on l'entendait suffoquer. [...] Les docs l'ont immédiatement pris en charge. [...] Une fois stabilisé, il a été évacué en hélicoptère*[340] ». Il décède dans la nuit à l'hôpital de Kaboul. Puis le lieutenant Mathieu Gaudin du 3e RHC trouve la mort lors du crash de son hélicoptère « Gazelle » au lord de Bagram. La série

noire continue. Le 18 juin 2011, le 1re classe Florian Morillon du 1er RCP tombe lors d'une embuscade à hauteur du village de Shatoray près de CP52. Le sergent-chef N. du 19e RG se souvient : « *Je venais de relever l'adjudant V. sur CP52 face à la zone verte. Il m'avait dit : "Pendant quinze jours, tu vas te reposer". Dès le lendemain, les taliban nous tiraient dessus* ». Ce poste de combat en bordure de l'axe routier stratégique *Highway 7* possède un poste avancé en zone verte baptisé « le Châtelard ». Ce compound conquis à la faveur de l'hiver devient de plus en plus difficile à tenir avec le retour de la végétation. Les soldats français se relèvent alors pour assurer une présence dans ce petit « fort Alamo ». Ce jour-là, la mission du détachement dont font partie le sergent-chef N. et le 1re classe Morillon est de rayonner autour du poste avancé pour affirmer la présence française : « *Le matin de 8 heures à 12 heures, nous faisions le parcours dans un sens puis l'après-midi à 14 heures, nous le faisions dans l'autre* », explique le sous-officier. « *Le 1er RCP en profitait alors pour exécuter une relève. Dès que nous repartons, la musique islamique débute. Nous étions en train de progresser le long d'un muret lorsqu'une rafale part. J'aperçois alors une ombre qui semble se poster ou tomber, je ne sais pas trop. Je suis avec M. du centre médical* ». Rapidement, la voix du chef de section du 1er RCP annonce à la radio « un homme à terre ». Le sous-officier poursuit : « *Je dis à M. que je crois avoir vu un homme tomber mais je ne sais pas dans quel état il est. On se dirige vers une butte. Le gars est étalé au sol comme KO. J'entends une sorte de ronflement dans sa respiration. Je me dis : "ce n'est pas possible, il s'est endormi ?". Nous nous*

dirigeons vers lui et nous essayons de lui retirer son casque… » Une balle de Kalachnikov a atteint le jeune parachutiste qui gît, inconscient. « *On a essayé de lui bander la tête en enlevant le casque. L'auxiliaire sanitaire arrive alors. Il faut évacuer notre camarade. Le brancardage vers l'arrière se fait sous le feu des taliban. Les insurgés essayaient de nous contourner pour "taper" la section au moment de son désengagement. Nous connaissions leurs méthodes. Ils nous ont envoyé des roquettes et des tirs de Kalachnikov. Notre repli s'est effectué sous les tirs de protection de notre artillerie de 120 millimètres. À 17 heures, nous rembarquions à bord des [blindés]. Trois heures plus tard, on apprend la mort de notre camarade… Nous avons récupéré le casque du 1re classe et l'avons nettoyé. Le même jour, une infirmière qui devait réconforter ses camarades est évacuée car trop choquée. Nous avons eu de la chance de ne pas avoir plus de dégâts que ça*[341] ». Le soir même, une section du 1er RCP se poste en embuscade dans les compounds à proximité du « Châtelard ». Le colonel Sénétaire dans son ouvrage, raconte cet épisode : « *La mort de Morillon ne pouvait rester impunie […]. L'idée de manœuvre était simple […] : occuper durant la nuit des positions favorables, attendre le lever du jour en toute discrétion et neutraliser définitivement les insurgés de cette zone. […] Œil pour œil […]. Le reste de la journée se déroule sans qu'aucune émotion ne vienne troubler le travail à accomplir. Observation de secteurs de tir, repérage de l'ennemi alors que le soleil se lève […]. Ordre d'ouvrir le feu, embuscade, déchaînement maîtrisé de violence. Premières silhouettes ennemies qui tombent frappées par*

les balles, puis comme d'habitude, arrivée de renforts Taliban, assaut repoussé, tirs de mortiers qui labourent les vergers tout proches, si proches que les éclats frappent les positions amies. Corps sans vie de l'adversaire que l'on voit à son tour emporté par ses camarades. Ballet d'hélicoptères pour en terminer une fois pour toutes avec cette misère[342] ». Ce sont de véritables scènes de guerre qui sont décrites par les témoins, dont les effets éloignent encore plus les soldats de la population. « *Dans cette confrontation* », explique le lieutenant-colonel T1059, « *on a du mal à faire dans la dentelle, parce qu'ils sont dans les villages, chez les gens, ils sont imbriqués avec la population et eux-mêmes viennent de la population... C'est des gens du cru, ils sont connus, ils sont hébergés... Et on a du mal à séparer cette insurrection de la population mais si elle nous dit qu'elle ne supporte pas les insurgés parce qu'ils amènent la violence. Mais mine de rien, ils vivent avec eux et les autres ont une prise sur eux*[343] ». La violence des combats radicalise les adversaires qui ne veulent pas céder. Le 25 juin 2011, le BG Raptor est engagé en vallée d'Alasay, pour appuyer une opération de mise en sécurité de cette zone par l'armée nationale afghane : *Eagle Four Take Off*[344]. Alors qu'il participe à la protection du groupe génie qui reconnaît l'itinéraire, le caporal Cyrille Hugodot du 1er RCP est fauché par une rafale de mitrailleuse. L'embuscade dure toute la journée. Les taliban ont pris soin de placer six engins explosifs improvisés sur le seul itinéraire de désengagement des Français à travers le *Wadi*. Les soldats de Raptor sont fixés. Le lendemain au petit matin, une charge des chars AMX 10-RC du 1er RHP, qui s'infiltrent à travers la zone

piégée, écrase les positions des taliban. Elle permet à la section du caporal de se dégager[345]. Le 29 juin 2011, les journalistes Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier sont libérés par les taliban et rapatriés en France. « *Toute sortie de la base opérationnelle avancée a été suspendue pour ne pas compromettre leur libération*[346] », souligne le caporal Panouillé.

Afin de freiner la montée en puissance des taliban, la brigade Lafayette veut frapper un grand coup au début du mois de juillet 2011. Le général Maurin veut occuper dans la durée la zone verte située au cœur de la vallée d'Alasay. Il suffit pourtant de se rappeler l'échec d'*Eternal Blacksmith* au printemps 2011, pour comprendre toute l'ambition de ce projet. Ce type d'opération n'a jamais été réalisé par quiconque en été. L'idée-force du commandement français est « *de harceler les insurgés au sein même de leurs sanctuaires* », tout en procédant à une opération de ratissage d'envergure dans la durée (dix jours) pour obtenir « *du bilan*[347] ». Elle suscite des réactions mitigées dans l'état-major du BG Raptor : « O*n tente de faire comprendre la réalité du terrain et de l'ennemi* », raconte le colonel Sénétaire*. « On explique [...] que tracer une ligne sur une carte d'état-major [...] est une bonne chose, apprise dans les mémentos tactiques de l'école de guerre. Mais que la réalisation sur un terrain totalement cloisonné par une végétation luxuriante, sous une température frôlant les cinquante degrés, face à un adversaire qui est chez lui et qui agit par petits groupes dilués, en est une autre et s'avère un peu plus compliqué à mettre en œuvre [...]. Au fur et à mesure que l'on affine les modalités de l'opération,*

on commence à monter en pression. Il est impensable, à celui qui a déjà combattu dans la vallée, de croire pouvoir mener dix jours consécutifs de combat dans la zone verte. De plus, la ligne de vie qui relie les combattants à l'axe Vermont – et donc au dispositif santé sur roues – n'a jamais dépassé deux kilomètres. […] Pour brancarder un blessé sur ce genre de terrain, il faut déjà compter plus de quatre heures quand tout se passe bien. Autant dire que les chances de s'en sortir indemne sont quasi nulles[348] ». Il faut trois semaines de planification partagée avec au final l'arbitrage du général Maurin, pour qu'un consensus autour des objectifs puisse être trouvé. Ainsi est arrêtée l'organisation de *Shamshir* – cimeterre en Afghan – qui est l'opération majeure de la brigade Lafayette durant l'été 2011. Baptisée *Eagles Attacks* au niveau de la division américaine, elle est la réponse du bataillon à la montée en puissance des taliban, qui menacent de couper à nouveau l'axe routier Vermont. Pour sa réalisation, elle mobilise l'ensemble des moyens des forces françaises (bataillon d'hélicoptères, commandos des forces spéciales, 3e brigade de l'armée nationale afghane, la police et même les milices). Les actions de combats sont prévues sur sept jours entre le 1er et le 7 juillet 2011. Les sept jours suivants sont consacrés à la réalisation de *Shura* pour exploiter les éventuels succès auprès de la population. Après la reconnaissance offensive de *Quantum of Mercy*, le BG Raptor revient dans la même zone pour cette fois-ci chercher à détruire les taliban.

L'opération *Shamshir* débute le 1er juillet 2011 dans la nuit. Les Français jouent de malchance lors de la mise en

place des premiers éléments[349]. Un VAB du BG Raptor tombe dans une embuscade au sommet du col de Kora. Le véhicule est frappé de plein fouet par un engin explosif improvisé et deux roquettes. Les blessés peuvent être évacués mais le bilan est lourd. Un groupe entier de la troisième compagnie est hors de combat. L'assaut se poursuit pourtant et la compagnie ainsi que ses appuis sont héliportés sur le plateau de Dandawach. Un autre groupe en infiltration vers le village de Jalokhel subit un tir fratricide depuis le poste des miliciens. Julien Panouillé raconte : « *Nous progressions en colonne en essayant de faire le moins de bruit possible […]. Au bout de quarante-cinq minutes, nous sommes arrivés sur une piste que nous devions emprunter pour passer par un pont, qui était un passage obligé. Dans le noir total et le plus rapidement possible chacun à notre tour nous avons traversé. Je me situais en queue de colonne, et une fois que nous avons quitté la piste, nous nous sommes fait accrocher par l'arrière gauche. Les balles sifflaient autour de nous […]. Je me suis plaqué au sol pendant que nous nous faisions toujours tirer dessus. Zak, qui était le dernier de la colonne, lui, a pu riposter sur la zone de départs de coups. […] Quand les tirs ont enfin cessé, des hurlements de douleur provenaient de l'arrière de la colonne à une dizaine de mètres de moi. Je n'arrivais pas à distinguer qui pouvait crier comme ça, c'était insupportable. Puis on a entendu que c'était le caporal T. […], qui était touché*[350] ». Le parachutiste, blessé à la mâchoire, est évacué rapidement. Au même moment, un groupe génie du 17e RGP en progression sur l'axe routier *Wolverine*, trouve un engin explosif improvisé de type *Daisy*

Chain, composé d'un obus de 82 millimètres et d'un autre de 120 millimètres radiocommandés[351]. Le travail sous protection du brouilleur du VAB, sauve sans doute la vie aux soldats français. Des combats intenses se déroulent entre le 1er et le 11 juillet 2011. Cette opération mobilise près de 700 soldats et policiers afghans et autant de militaires français. Au sud, le BG Quinze-Deux appuie le BG Raptor qui progresse en basse vallée d'Alasay. Les parachutistes partent à la conquête de chaque hameau, chaque habitation, pour progressivement repousser les taliban. Les combats se déroulent à courtes distances. Les Français adoptent une nouvelle tactique, dite de « compoundisation zonale défensive », expliquée par le colonel Sénétaire dans son ouvrage : « *[C'est] la version moderne des carrés de Napoléon ou des caravanes du Far West. On prend pied de force dans une maison, on ouvre les secteurs de tirs en créant des brèches en guise de meurtrières, on laisse passer les premières salves... et on délivre la foudre*[352] ». La progression par « bonds » du BG Raptor est accompagnée, depuis les hauteurs de Dandawach, par des tirs de missiles et de tireurs d'élite. Les groupes du génie progressent en même temps que l'infanterie, procédant aux vérifications de non-pollution, à la fouille des habitations et participant aux combats. Le groupe d'organisation du terrain est aussi engagé avec ses tracto-chargeurs MPG. Au fur et à mesure de l'avance française, les sapeurs aménagent des points d'appuis, des plateformes, des rampes d'accès, des nouveaux chemins, des merlons pour protéger les véhicules et rasent les ruines pour dégager les champs d'observation et de tir. Le génie pose des réseaux de barbelés provisoires

pour protéger les positions à défendre la nuit. L'engagement est total. Au bout de six jours de combats intensifs, les parachutistes de Raptor pénètrent dans le village d'Adizaï. C'est la dernière étape du volet cinétique de l'opération *Shamshir*. Après une phase d'observation, le combat s'engage. Les taliban ont amené un canon sans recul de 73 millimètres pour porter des coups aux soldats français et afghans. Les appuis aériens interviennent. Les avions et hélicoptères de combat apportent un soutien important aux troupes au sol. « *Nous avons eu la possibilité de voir beaucoup de choses aujourd'hui* », témoigne le caporal Panouillé en observation comme tireur d'élite depuis les hauteurs, « *notamment, pas mal de tirs de mortiers, des tirs du "Tigre" qui pivotait sur lui-même, on aurait dit une guêpe, c'était impressionnant. Pour terminer, un premier passage d'un F15 pour une passe canon de 30 millimètres, puis un second passage pour un largage de bombe de 250 kilos* ». Ce bombardement fait taire définitivement le canon des taliban. À la nuit tombée, ces derniers se retirent emportant leurs morts et leurs blessés. La victoire de la coalition est incontestable sur le terrain : plus de 40 taliban sont tués contre une dizaine de blessés chez les Français. Pour autant, les insurgés ne renoncent pas à porter des coups.

L'attentat de Joybar du 13 juillet et ses effets

Le 12 juillet 2012, le président de la République, Nicolas Sarkozy et le chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud ainsi que le chef d'état-major particulier, le général Puga se

rendent en Afghanistan sur la base opérationnelle avancée de Tora. Ils vont à la rencontre des soldats afin de saluer leur engagement, rappeler le sens de la présence de la France en terre afghane et manifester solennellement la reconnaissance de la Nation à ses militaires. Tout d'abord, le président rappelle les raisons de l'engagement de la France en Afghanistan : « *En assumant cette mission, avec nos Alliés et les forces afghanes, vous, soldats français, vous empêchez que les terroristes se servent de ce pays comme base d'attaque. Vous empêchez qu'ils déstabilisent toute la région et menacent la sécurité de l'Europe. Vous défendez des valeurs humanistes universelles. Vous êtes fidèles à l'esprit de ceux qui étaient là, dans les années 1980, aux côtés des Afghans. Vous faites que la France est digne de son histoire et de ses responsabilités de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU. Vous renforcez les alliances de la France en combattant avec vos camarades de la coalition, venus des États-Unis et de quarante-sept autres pays du monde* ». À l'image des États-Unis qui viennent de retirer trente-trois mille hommes, le président annonce un premier retrait français : « *Pour la France, nous retirerons un quart des effectifs globaux, d'ici fin 2012, soit mille hommes. Nos effectifs restants seront concentrés en Kapisa. Lié à l'évolution de la situation sur le terrain, ce retrait fera l'objet d'une concertation avec les autorités afghanes ainsi qu'avec nos alliés* ». Il parle de l'avenir : *« Au-delà de 2014, nos modes d'action vont évoluer, mais avec nos Alliés, nous resterons engagés aux côtés du peuple afghan, avec plus de coopération civile et la poursuite de la formation des* forces *afghanes. Si les populations de Kapisa et de Surobi le*

souhaitent, nous y poursuivrons les actions économiques et sociales engagées. Des accords de long terme doivent être conclus entre l'Union Européenne, l'OTAN et l'Afghanistan ». Tout semble se dérouler conformément aux orientations prises dès le début du quatrième mandat de la brigade Lafayette : l'insurrection est affaiblie par les combats de l'été, malgré les pertes françaises, et le transfert de la Surobi est en bonne voie. Nicolas Sarkozy est alors déterminé à poursuivre l'action de l'armée française en Afghanistan : « *Il n'a jamais été question pour la France de conserver des troupes indéfiniment en Afghanistan. Mais nous devons à nos amis afghans, à nos soldats tombés au combat, aux blessés, à leurs familles, de ne partir qu'une fois la mission accomplie. Nous avons beaucoup progressé. Il faut en tirer les conséquences. Mais notre mission n'est pas terminée*[353] ». Le 13 juillet 2011, les taliban frappent un grand coup à Joybar. Un kamikaze, ou *Suicide Bomber* dans le langage de l'OTAN, fait exploser son gilet explosif au cœur d'un bunker occupé par des commandos parachutistes du BG Raptor[354] ainsi que par un photographe du SIRPA Terre. Dans son ouvrage, le colonel Renaud Sénétaire revient sur l'attentat qui coûte la vie à cinq soldats. Ses mots soulignent le caractère implacable de ces attaques : « *À ce moment, une motocyclette verte conduite par un milicien au brassard rouge s'arrête au bord de route pour déposer un membre de la milice locale, fusil en bandoulière.*

- *C'est la relève pour eux aussi, se dit Guéniat. Eh Moktar, réveille le gars de l'ALP et demande-lui si celui qui arrive vers nous est clair. L'interprète afghan (…) se tourne vers le milicien assoupi et le frappe du plat de la main.*

– *Maloud, tu peux confirmer l'identité du nouveau venu ?*

Lorsque les commandos voient les yeux du dénommé Maloud remplis d'effroi, s'écarquiller de stupeur, ils comprennent que c'est fini. Personne n'a le temps de hurler un avertissement ou de braquer son fusil vers l'intrus. Dans une explosion terrible, le poste de combat – et tout ce qui se trouve autour de lui dans un rayon de trente mètres – est dévasté par le souffle de la déflagration[355] ». Le sapeur parachutiste de première classe V1460, radio-tireur sur VAB et seule femme de la compagnie du 17e RGP, se souvient : « *On était [en élément d'alerte] et on a été appelé pour partir. […] Notre chef d'équipe nous a dit : "maniez-vous, car il y a des blessés !" et on s'est " mis le feu ". On est sorti mais on ne savait pas ce qui se passait. À la radio, c'était le "brin"… On ne comprenait pas tout ce qui se passait, ça tirait, c'était flou quoi !* ». Après quinze minutes d'attente, c'est le départ vers le lieu de l'attentat : « *Ceux qui étaient dans le VAB, ils ont débarqué avec les mecs de l'infanterie. Ils y sont allés… Enfin, moi d'où j'étais, je ne voyais pas trop ce qui se passait, je regardais dans la verte. J'entendais qu'il y avait des blessés, qu'ils avaient besoin de monde pour transporter… et là, quelqu'un a ouvert la porte du VAB et ils ont mis un brancard dedans. Mais on ne savait pas si c'était quelqu'un de mort ou de vivant… […] Une fois que les VAB ont été chargés, les pilotes et les radio-tireurs, nous sommes repartis direct vers la base opérationnelle avancée. Je ne savais pas si j'avais quelqu'un de mort ou de blessé… On se faisait tirer dessus, c'est sûr… je ne répliquais pas car j'essayais de comprendre ce qui se disait à la radio… C'est allé très vite. Nous sommes [arrivés]. J'ai essayé de me*

baisser pour voir. J'ai juste vu le brancard, personne n'essayait de faire quelque chose. [...] J'ai crié et personne ne m'a répondu. Je me suis dit "ok"... Quand quelqu'un est arrivé de l'infirmerie, ils ont ouvert les portes mais c'était trop tard, il n'y avait plus rien à faire ». Après avoir changé de véhicule, la première classe V1460 repart vers Joybar : « *On a récupéré un autre VAB, on a attendu un moment et on est allé chercher le reste du groupe qui était débarqué là-bas, en train de faire... De faire leur boulot, quoi ! ... On est allé les chercher puis nous sommes rentrés* ». Le reste du groupe protège le lieu de l'attentat et aide à ramasser les corps des soldats français. Une expérience terrible. « *Sur le coup, on ne se rendait pas compte de ce que le reste du groupe avait fait*, confie la première classe V1460. *Mais après, quand on a fait un débriefing entre nous, là on s'est dit... les pauvres... Surtout que sur le coup, on ne savait pas qui était décédé. Il y avait des gars du 17*[356] ». L'émotion en France est considérable[357]. Après les premiers morts de l'été, c'est cinq militaires français qui sont tués d'un coup. Il s'agit du lieutenant Thomas Gauvin, de l'adjudant Laurent Marsol du 1er RCP, de l'adjudant Emmanuel Techer, de l'adjudant Jean-Marc Gueniat du 17e RGP et du caporal-chef Sébastien Vermeille du SIRPA Terre de Lyon. Le lendemain, le second maître Benjamin Bourdet du commando marine « Jaubert », est tué dans une embuscade en vallée d'Alasay. Après la visite du président de la République en Afghanistan et le jour de la fête nationale, rendez-vous politico-médiatique important, cette action est assurée de connaître un fort retentissement. La réaction est immédiate. Nicolas Sarkozy déclare le jour-même : « *J'ai annoncé un calendrier*

de retrait de nos troupes en Afghanistan, le retrait commencera dès cette année et s'étalera jusqu'en 2013[358] ». Quelques jours plus tôt, le président de la République avait assuré que tous les soldats français combattants seraient partis d'Afghanistan pour 2014. L'Élysée assure qu'il n'y a « *aucun changement de calendrier* ». Dans le même temps, le général Elrick Irastorza est envoyé en mission au Pays de l'Insolence pour « *étudier sur place une adaptation des conditions d'intervention des quatre mille hommes du contingent français*[359] ». Pour l'état-major de la brigade Lafayette, les semaines qui suivent sont riches en bouleversements.

« *Il n'y a pas eu officiellement de pause opérationnelle en juillet 2011* », explique le lieutenant-colonel T1059, de l'état-major de la brigade Lafayette. « *Paris nous a demandé de revoir nos modes d'actions, de ralentir le rythme, pas d'interrompre les opérations. Il fallait qu'il y ait plus de partage avec l'armée nationale afghane. On devait tendre vers le zéro mort. Donc, on s'est réadapté en conséquence jusqu'à la pause du Ramadan, début août. Mais tout ce qu'on avait à faire, on l'a fait ! S'il y a eu une diminution des opérations, c'est que nous avons dû revoir notre programmation pour tenir compte de ces nouvelles contraintes. Et puis le président de la République a annoncé, en juillet 2011, le retrait des forces françaises. Ça a tout changé*[360] ». La principale conséquence des attentats est l'accélération du processus de transfert de la Surobi avec un changement de posture tactique : « *Comme on devait se retirer, la conclusion est que l'armée nationale afghane devait être devant pour mener les opérations. […] Nous*

devions être plus prudents. […] Et puis en août, il y a eu moins d'opérations car les Américains qui nous fournissaient les hélicoptères ont subi beaucoup de pression à la frontière avec le Pakistan. Il a fallu tout revoir, car ils n'ont plus de machines disponibles ». Pour le détachement du génie, cette nouvelle donne tactique ne change pas réellement le travail quotidien. Il faut toujours ouvrir les itinéraires, contrôler les points d'appuis, etc. « *Et puis en août* », ajoute le lieutenant-colonel T1059, « *nous avons mis en œuvre des petites actions ciblées et courtes, avec une mise en place de nuit et une fin de mission à 10 heures. Nous reprenions petit à petit les activités* ». Du 28 au 30 juillet 2011, le BG Raptor intervient de nouveau avec l'armée afghane pour repousser une attaque des taliban contre les milices, durant l'opération *ALP Rescue*[361]. Malgré tout, le rythme opérationnel baisse de manière significative. Les soldats français sont pris entre deux sentiments contradictoires : le soulagement du repos et la peur que cette baisse des opérations ne permette à leur adversaire de se renforcer. Dans son ouvrage, le colonel Sénétaire revient sur le bilan du BG Raptor à la fin du mois de juillet 2011 : « *Nous avons été confrontés à plus de 120 affrontements dont la moitié avec des échanges violents, soit un accrochage sérieux tous les deux jours en moyenne. […] Nous avons relevé ou fait exploser 60 engins explosifs improvisés de tout type, soit un tous les deux jours en moyenne* ». Ces quelques chiffres soulignent l'intensité des combats. Dans le même temps : « *Nous avons mis hors de combat 85 insurgés, une trentaine de blessés et facilité l'interpellation par nos camarades afghans de plus de 50 chefs Taliban*[362] ». Les pertes du BG

Raptor pour ces trois premiers mois s'élèvent à 8 morts et 30 blessés. Le début du mois d'août est difficile pour le BG Quinze-Deux, qui enregistre de nombreuses pertes (un officier, un caporal-chef et deux légionnaires). « *Pour le bataillon interarmes [de Surobi]* », admet le lieutenant-colonel T1059, « *Ce n'était pas simple non plus* ». Dans le même temps, le BG Raptor continue d'appuyer les opérations de l'armée afghane comme à Nijrab le 13 août 2011, lors d'une opération de fouille[363]. Le 20 août 2011, les militaires français repoussent une nouvelle attaque des taliban contre les milices en vallée de Ghayn[364]. Durant ce mois, les sapeurs mènent des instructions au profit de l'armée afghane. L'objectif est de leur transmettre des techniques de lutte contre les engins explosifs improvisés et de construction de postes de combat. « *À la fin du Ramadan* », explique le lieutenant-colonel T1059, « *Nous avions prévu de revenir en Uzbin durant la première quinzaine puis en vallées de Jangali et de Bédraou. Mais là, ça ne s'est pas passé comme prévu* ». L'opération de fouille qui se déclenche à Mobayan en Kapisa, le 7 septembre 2011, précipite la rupture politico-militaire.

De la rupture à la relève : une fin d'été et un automne douloureux

Le mercredi 7 septembre 2011, des unités de l'armée nationale afghane sont engagées dans une opération de contrôle de zone dans la région du village de Mobayan, avec l'appui du BG Raptor. Dans la matinée, les unités françaises sont violemment prises à partie à plusieurs reprises alors

qu'elles appuient le désengagement des soldats afghans. Le sergent M1449[365] se souvient : « *Mobayan… C'était une opération coordonnée avec l'armée afghane, on n'était pas leader dessus. En fait, on devait sécuriser une ligne de vie jusqu'à un endroit où on se mettait en trois cent soixante pour permettre [aux Afghans] de rentrer dans le dispositif et de fouiller. Jusque-là tout va bien, les premières sections se mettent en place […] il [y] avait une élongation assez importante, c'était très grand à gérer. [Puis] vient le tour de la section noir quarante [d'avancer]. Nous, le groupe génie, on était avec* ». L'infiltration commence : « *Il y avait beaucoup de compounds et on commence à être loin de la route, ça faisait un kilomètre cent, un kilomètre deux cents, un kilomètre trois cents… Donc on s'est dit : "Attention, il ne faut pas non plus pousser trop loin sinon, s'il y a un accrochage, terminé quoi !". Il devait être […] 5 h 30. On passe un muret et on allait se mettre en place dans la dernière maison […] et d'un coup […] ça part ! Les [fusils d'assaut] qui tirent ! Donc, le premier réflexe que j'ai eu c'est de me dire : "Putain, c'est une Minimi qui est tombée et qui a balancé une rafale". […] Et là, j'entends hurler. […] Il y avait le chef de section […] par terre qui en avait pris une dans la mâchoire, il y avait le transmetteur [aussi à] terre et l'observateur d'artillerie […]. On les a tirés jusqu'à la maison. On s'est occupé de la sûreté arrière pour ne pas faire contourner, puisque le truc le plus bête à faire serait de se regrouper… Il faut agrandir la bulle de [sécurité] de manière à ce qu'on ne puisse pas se faire contourner sinon, on est cuit quoi ! Donc je pars avec un sergent de l'infanterie [et] deux groupes mettre en place la sécurité*

arrière le temps que tout le monde rentre dans la maison. Puis c'est à notre tour de rentrer dans la maison. Et là euh… on s'est senti un peu comme un lièvre dans une cage […]. À partir du moment où on est rentré dans la maison, ça a commencé à tirer dans tous les sens, pas de visuels particuliers, car ils étaient bien planqués et nous, on avait des petites meurtrières ». Le travail ne manque pas pour reprendre le contrôle de la situation et préparer l'évacuation des blessés : « *[Il faut] coordonner tous les blessés. Le chef de section est blessé donc l'adjoint [doit reprendre] derrière […]. Tout se met en place […] et à un moment, il faut bien repartir pour les évacuer. Et là, c'est parti. On reforme la bulle, tout le monde s'écarte, et […] c'est parti un kilomètre trois cents à faire avec trois blessés. [Croyez-moi] c'est très long […] et dur. Et là l'adjudant qui a été blessé, et ben chapeau quoi ! Il avait une balle dans la mâchoire, […] un pansement israélien [qui l'empêchait de] respirer et il a tout fait à pied avec son gilet pare-balles sur le dos et tout… Évacuation des blessés et là on nous dit : "bon les gars on repart". […] Ça a duré, jusqu'à 18 heures, je crois. […] Ça fait une bonne journée. Tout le monde était flingué en rentrant* ». Après les opérations plus calmes du mois d'août 2011, le contraste est important : *« On est passé d'un temps d'attente à l'engagement le plus dur de tout le mandat puisque de toute façon, ils ont fait descendre tout "Vert" de Nijrab, ils ont fait partir les commandos marine en infiltration, les commandos parachutistes étaient pris à partie de partout, on a eu l'intégralité de la dotation d'avions et d'hélicoptères de toute la Kapisa ».* L'opposition des taliban est très forte ce jour-là : *« Ils étaient très*

nombreux. [On] s'est demandé ensuite, si on n'était pas tombé sur une embuscade en avance de phase [...] ou une attaque de forte envergure... Tellement de monde en fait. Trop de monde... Ça tirait de partout. Alors que généralement on tombait face à une ou deux équipes de deux ou trois personnels. [Ça] suffit à arrêter une compagnie au final. Mais là [...] il y avait [peut-être] dix ou quinze équipes et beaucoup plus nombreuses ». Cette action coûte la vie au lieutenant Valéry Tholy du 17e RGP et fait une douzaine de blessés. Pour Paris, cette fois-ci, la coupe déborde. Les pertes doivent cesser. C'est à ce moment que s'opère la rupture politico-militaire.

Pour le colonel Sénétaire, la rupture est d'abord politique : « *On dit que le président est entré dans une colère noire, car [le premier] incident lui ôtait les retombées politiques du 14 juillet... C'est vrai [que le général Maurin] avait certainement surestimé la volonté commune de régler le conflit, une des règles clefs de la contre-insurrection, ce que les Anglo-saxons toujours pragmatiques appellent The Rope Policy*[366] *: une corde rigide, dont chaque fil tressé, lié ensemble, constitue le garant de la solidité. Action militaire, judiciaire, économique, politique, policière, financière. Pour résister aux à-coups de cette guerre non conventionnelle, la corde a besoin de rester homogène. Si le militaire peut remporter la bataille, il ne pourra jamais gagner la guerre, [...] l'armée française [le sait] depuis l'Indochine et l'Algérie*[367] ». Le Président Nicolas Sarkozy estime que le coût de cette intervention en Afghanistan représente, sans doute, un trop grand risque en termes de politique intérieure à moins d'un an des élections. Le prix payé par

l’armée française lui semble trop lourd au regard des objectifs réels de l’intervention. Depuis 2008, la France a démontré qu’elle pouvait combattre dans les zones difficiles, avec une armée puissante et moderne. Elle est un allié fiable. Elle paie le prix du sang pour son retour dans le commandement intégré de l’OTAN. Avec la mort d’Oussama Ben Laden, le retrait américain en cours et les espoirs de paix civiles qui sont très réduits à court terme, que peut gagner la France à poursuivre cet engagement ? Une réponse politique est apportée : sans se retirer unilatéralement, l’armée française doit impérativement passer au second plan, tout en accélérant le transfert de la sécurité du territoire aux forces afghanes. Une des causes de cette rupture est à chercher dans l’incompréhension résultant de l’abandon de la contre-insurrection populo-centrée. La nature des combats menés par la brigade Lafayette, depuis la campagne d’hiver 2010-2011, a bien changé. Une partie des instances politico-militaires pense que les soldats français mènent des opérations pour « ouvrir les marchés ». La réalité est bien moins « exotique » : c’est une guerre de haute intensité qui se déroule en Kapisa et en Surobi. En choisissant de porter l’effet majeur sur l’insurrection, la brigade ouvre la porte à l’escalade. Et c’est ce qui se passe à l’été 2011. Les taliban renforcés par des volontaires internationaux ont relevé le gant. Leurs pertes sont importantes mais leur capacité de résilience se révèle supérieure. L’impact de l’attentat suicide de Joybar et du combat de Mobayan frappe les Français dans leur point faible originel : la faiblesse du consensus politique sur

l'intervention armée en Afghanistan et les pertes qui peuvent en résulter.

La rupture du consensus politico-militaire a des effets immédiats sur les opérations en cours : « *Dès ce moment, nous sommes passés en mode ANA Alone (armée nationale afghane seule), c'est-à-dire que les Afghans pénétraient dans la zone verte seuls pour mener les opérations et nous les appuyions depuis les hauteurs* », précise le lieutenant-colonel T1059. *« C'est le dispositif du Détachement de Liaison, d'Appui et de Soutien (DLAS). Il n'était plus question pour nous, de mettre un pied en zone verte*[368] ». Les troupes françaises fournissent aux *Kandak de* l'armée nationale afghane les appuis qu'ils ne possèdent pas : des groupes de tireurs d'élite, de missiles « Milan », des observateurs d'artillerie ou des contrôleurs aériens. Toute sortie française hors des bases opérationnelles avancées fait l'objet de contraintes opérationnelles draconiennes : « *Il fallait que les hélicoptères "Tigre" nous accompagnent systématiquement en vol stationnaire. Autant dire, que nous n'avons pas pu sortir souvent. Ce genre de créneaux d'emploi est très limité. De plus, nos actions devenaient prévisibles et même les hélicoptères ont commencé à se faire prendre pour cible. De toute façon, il était hors de question de revenir en zone verte. On devait sécuriser [l'axe routier] Vermont et fournir des appuis depuis les hauteurs sur Kohe-Safi*[369] ». Pour les parachutistes du BG Raptor, les conséquences sont plus graves encore. La sapeur-parachutiste de première classe V1460 raconte : « *À la fin, [les taliban] venaient nous chercher sur la base opérationnelle avancée ! […] Nos chefs nous ont expliqué,*

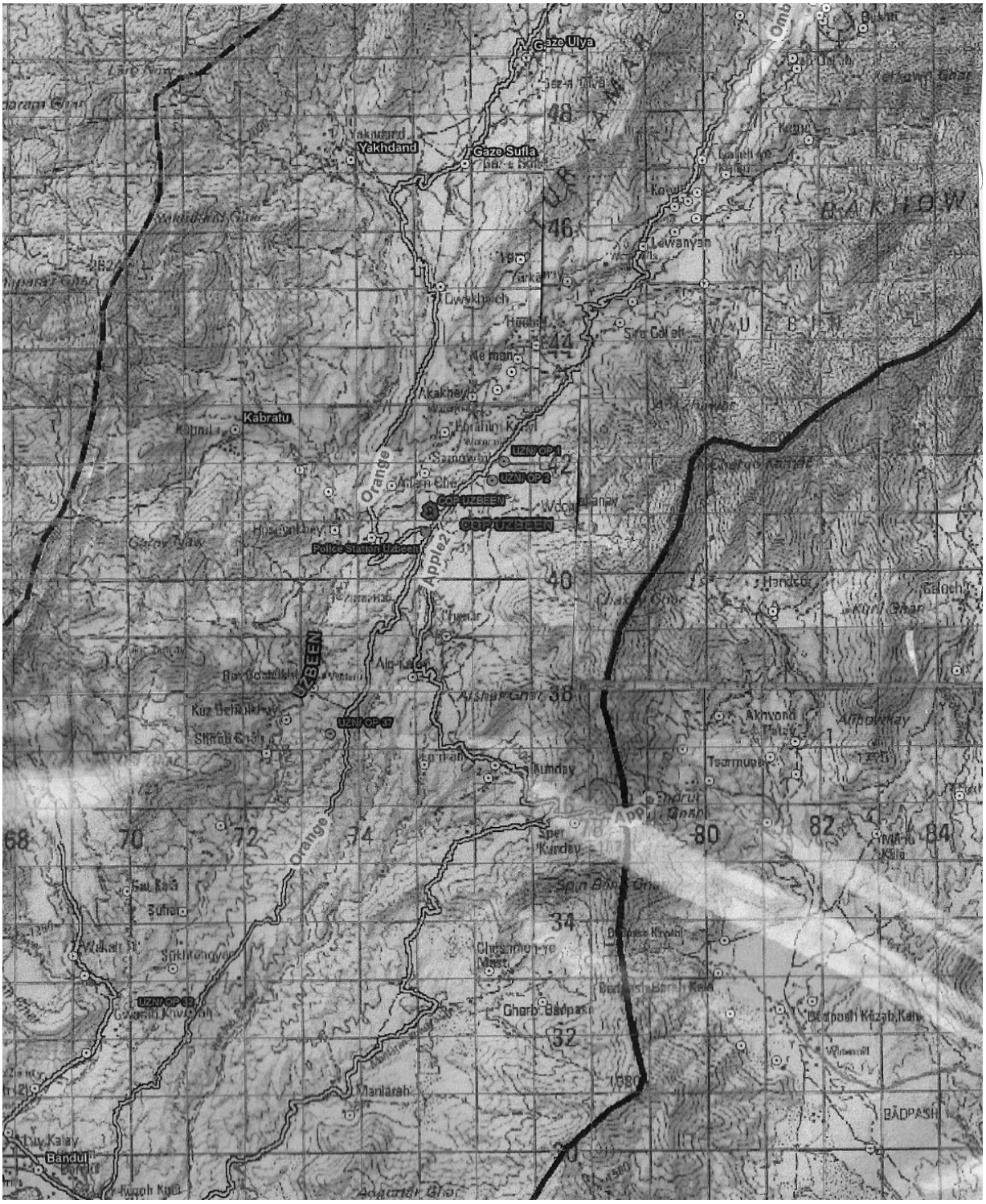
ou alors j'ai cru comprendre peut-être, que la France n'était pas prête à entendre qu'il y avait des pertes en Afghanistan. D'un côté, on le comprenait, mais d'un autre côté, on se dit : ça sert à quoi tout ce qu'on a fait alors[370] *?* ». Le moral est au plus bas. Le 7 septembre 2011, une section de parachutistes, renforcée d'un groupe du génie, est partie sur CP 52 pour une relève de cinq jours. Suite à l'injonction politique de rester à l'abri entre les murs des bases opérationnelles, la rotation ne peut plus se faire. « *Nous étions bloqués dans ce petit camp* », raconte le caporal-chef D1448, « *on n'avait pas de nouvelles. On savait qu'il y avait des blessés, un mort mais rien de plus. On était un peu en panique, sans infos, c'est la merde […]. Au début, on se faisait harceler par les insurgés. Puis, progressivement, plus rien […]. On avait quatre ou cinq slips, rien […]. On nous a laissés moisir dans ce poste*[371] ». Sans affaires chaudes, avec des vivres réduits au strict minimum, sans eau courante, les soldats français restent trente-cinq jours sur CP 52, avant qu'une opération ne soit montée le 10 octobre 2011 avec beaucoup de moyens, pour venir les chercher. « *On ne sortait que pour escorter les convois logistiques qui nous amenaient de l'eau ou de la nourriture* », explique la 1re classe V1460. « *Vu ce qu'on faisait, j'avais envie de rentrer chez moi. Autant être chez soi que de rester enfermé ici. Les journées étaient interminables à la fin* ». Le 15 octobre 2011, sur la base opérationnelle avancée de Nijrab, le général Jean-Pierre Palasset succède au général Emmanuel Maurin à la tête de la brigade Lafayette. La rupture s'accompagne, comme pour une recomposition ministérielle, d'un changement de chef sur le terrain. Le 7

novembre 2011, c'est au tour du BG Raptor de laisser la place au BG *Tiger II* du 27e BCA. Sans regrets : « *De toute manière, ça ne sera plus pareil après nous* », soupire le caporal-chef D1448. « *L'Afghanistan que nous avons connu, c'est fini*[372] ». Pour le BG Quinze-Deux en Surobi, l'été 2011 s'avère bien difficile aussi.

Le Battle Group Quinze-Deux : la Surobi s'embrase

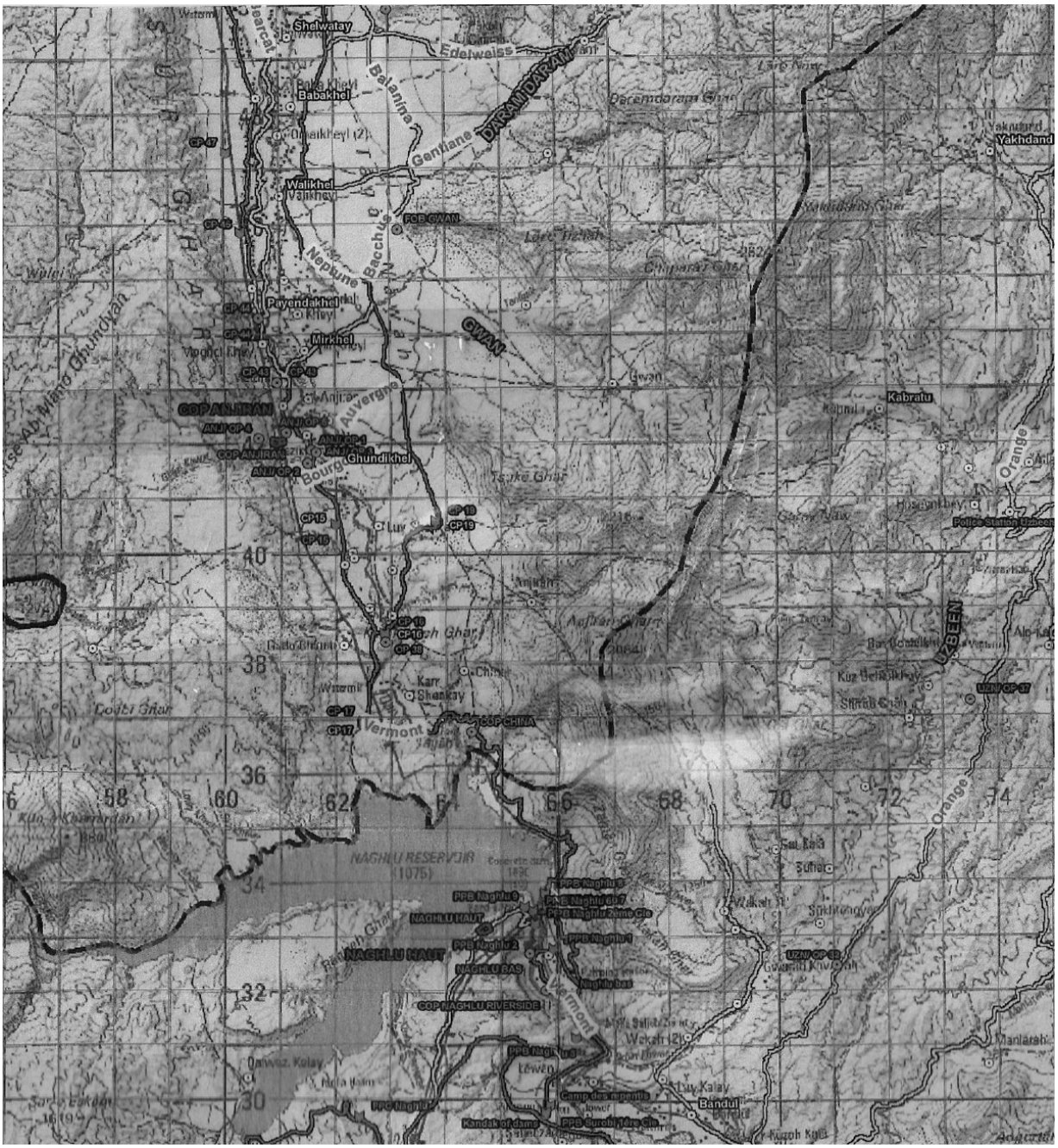
Le BG Quinze-Deux est articulé essentiellement autour d'unités de la 7e BB[373], placée sous le commandement du colonel Lionel Jeand'heur, chef de corps du 152e RI. Après six mois de combats, les marsouins sont heureux de transmettre enfin le flambeau à leurs successeurs. Les Diables Rouges de Colmar fournissent le principal contingent du bataillon interarmes avec 474 fantassins. La 1re compagnie de combat du 19e RG fournit l'appui du génie. En tout, le BG Quinze-Deux regroupe 811 soldats français[374]. Fait remarquable, le bataillon bénéficie du renfort d'une compagnie du 2e REP[375], qui devait être à l'origine une compagnie de réserve pour toute la brigade. Durant ce mandat, le BG Quinze-Deux est déployé dans le district de Surobi et dans le sud Tagab. Il est présent sur plusieurs emprises : la base opérationnelle avancée de Tora (rebaptisée Surobi), la base opérationnelle avancée de Gwan (ancien poste de combat avancé 46 puis Hutnik), sur le poste de combat avancé Uzbin (anciennement Rocco) et la base de Naghlu haut. Sa zone de responsabilité se caractérise par cinq compartiments de terrain

remarquables. Tout d’abord, nous trouvons le Sud Tagab dans lequel se situent la zone verte et la grande rivière de Tagab. Puis pénétrons dans la tristement célèbre vallée d’Uzbin. Les gorges de Maïpar et de Tangue Abreshum sont les voies par lesquelles circule l’axe routier *Highway 7* qui relie Kaboul au Pakistan. Il traverse la ville de Surobi qui a donné son nom au district. Il passe également à proximité du lac de Naghlu, formé suite à la construction par les Soviétiques d’un barrage servant à alimenter une centrale électrique. Enfin, il y a la vallée de Jagdalay au fond de laquelle se trouvent des mines de rubis convoitées par les taliban. La zone du bataillon est particulièrement étirée et la multiplication des emprises, monopolisant des soldats pour la garde et les alertes, sont particulièrement handicapantes pour conduire des opérations.



Carte 19 – Carte de la vallée d’Uzbin avec les baptêmes terrain (source : don privé)

En raison du partenariat avec les bataillons afghans six et deux, la limite nord de son aire de responsabilité s'allonge encore davantage. Le poste de combat CP 52 ainsi que le « Châtelard », passent plusieurs fois durant le séjour entre les mains du BG Quinze-Deux et du BG Raptor. Il n'est pas le seul poste de combat dont le BG Quinze-Deux a la responsabilité. Le bataillon doit s'occuper de sept emprises reparties tout au long de l'axe routier Vermont[376]. La mission du BG Quinze-Deux est de « *Conduire*



Carte 21 – Zone du lac de Naghlu avec la MSR Vermont qui remonte vers COP 46 au nord avec les baptêmes terrain (don privé)

des opérations en soutien des forces de sécurité afghanes, visant à établir un environnement sûr et sécurisé

permettant la réalisation d'actions de reconstruction et de développement[377] ». Il réalise des opérations de contrôle et de présence au profit des populations. Il participe aux actions de fouilles conduites par les forces de sécurité afghane, tout en poursuivant des projets d'assistance à la population (projets d'irrigation, de développement agricole, d'élargissement de pistes, de destruction des munitions non explosées…). En fin de mandat, le BG Quinze-Deux fournit des DLAS à l'armée afghane pour la conduite de ses opérations. Les unités qui composent le bataillon interarmes de Surobi sont : la 1re compagnie du 152e RI (indicatif « Saphir »), la 2e compagnie du 152e RI (« Rubis »), la compagnie d'éclairage et d'appui du 152e RI (« Onyx ») et une compagnie interarmes pour la logistique et le soutien (« Diamant »). La 1re compagnie du 19e RG prend la dénomination « d'Acier », même si ses sections sont détachées auprès des autres compagnies interarmes de manière autonome. Comme son homologue de Kapisa, le BG Quinze-Deux connaît deux périodes différentes sur le plan opérationnel. Une première de juin à septembre 2011, très intensive avec une baisse des activités pendant le Ramadan, puis une seconde plus calme entre septembre et décembre 2011, suite au changement de positionnement français. La première quinzaine du mois d'août 2011 est terrible pour le BG Quinze-Deux, avec la perte de quatre militaires. L'état-major de la brigade Lafayette souhaite faire de la Surobi, l'objet de son effort principal. L'ensemble des opérations entre juillet et septembre doivent préparer le transfert de ce district aux forces de sécurité afghanes, tout en maintenant l'axe routier stratégique *Highway 7* ouvert.

Avec la forte pression des taliban en Kapisa, le district de Surobi ne reçoit pas toute l'attention nécessaire.

Le génie du Battle Groupe Quinze-Deux

Le détachement du génie est fourni par la 1re compagnie du 19e RG. Elle déploie sur le terrain, trois sections à deux groupes ainsi qu'un groupe d'organisation du terrain. Encore une fois, comme pour la 2e compagnie du 17e RGP en Kapisa, le nombre de groupes est insuffisant pour appuyer de manière optimale toutes les sections ou pelotons des compagnies interarmes. Il en résulte une fragmentation des unités jusqu'au niveau du trinôme pour pouvoir être présent partout où cela est nécessaire[378]. Deux équipes de démineurs spécialisés, dont une du 19e RG, et une équipe de spécialistes de l'armement et des explosifs[379] complètent le dispositif. Le détachement cynotechnique déployé durant l'été 2011, ne possédant pas de chiens spécialisés dans les explosifs, est essentiellement utilisé pour la garde des emprises ou les infiltrations en zone verte[380]. Le matériel perçu par les sapeurs du 19e RG est utile. Un nouveau lot d'outils de détection consacré à la fouille opérationnelle complémentaire (détecteur de câbles, etc.) est particulièrement apprécié. Des efforts sont réalisés pour leur fournir un niveau d'armements[381] et d'optiques identique à celui des sections d'infanterie, permettant de faire jouer aux sapeurs, une fois leurs tâches remplies, le rôle de pion tactique supplémentaire. Le seul problème est que ces moyens ne sont perçus qu'en arrivant en Afghanistan. Le rythme opérationnel étant tellement élevé

dès les premiers temps, les sapeurs sont sortis sur le terrain avec des armes non réglées. « *La préparation a été épique* », se souvient le capitaine C2472 chargé tout particulièrement de réunir le matériel : « *Les compagnies du régiment nous ont donné tout ce qu'elles avaient en optiques, en détecteurs électromagnétiques de mines, transmissions, armements, etc. pour que nous puissions partir. Tout le monde s'est "dépoilé" pour que nous puissions aussi nous préparer convenablement. Quand nous sommes partis, les autres unités du régiment ont subi les conséquences notre départ en Afghanistan, qui s'est fait au détriment des autres missions. C'est ça une armée à moyens réduits*[382] ». Les restrictions budgétaires ont un impact sur la préparation de l'engagement opérationnel. Une fois sur place, l'officier reconnaît que le matériel perçu est usé mais en quantité.

En Afghanistan, certains problèmes émergent rapidement : « *Malgré les demandes des retours d'expériences des précédents mandats* », souligne le capitaine M2478, commandant d'unité, « *moins de 50 % de notre parc de VAB était équipé de brouilleurs et nous n'avions pas non plus de brouilleurs individuels pour les interventions en zone verte*[383] ». Lors de leur présence en Surobi, les sapeurs reçoivent le nouvel Engin du Génie Rapide de Protection (EGRAP), remplaçant du tracto-chargeur MPG. Plus petit, avec une motorisation moins puissante, un godet de versement moins volumineux, il ne fait pas l'unanimité[384]. Durant ce mandat, les sections du génie remplissent l'ensemble des missions de cette arme (appui à la mobilité, fouilles, destructions, force protection,

déminage, dépollution…). Le sous-effectif chronique fait qu'une usure se produit à cause du rythme opérationnel : « *Outre les missions quotidiennes, les groupes devaient aussi prendre les tours d'alertes. Physiquement, ce fut très éprouvant*[385] », confie le capitaine M2478. La nature du combat, qui se déplace en zone verte, impose au détachement de s'adapter. Il n'est plus question de garder les démineurs en élément d'alerte. Leurs délais d'intervention et de déplacement sont trop importants et risqués. « *Nous avons créé un troisième groupe d'appui spécialisé au sein de la section de combat du génie engagée en zone verte, composé des [démineurs spécialisés] et les équipiers [spécialistes de l'armement]. Leur présence a été justifiée et profitable lors d'opérations dans le sud Tagab tout particulièrement* », remarque le capitaine C2472[386]. Le mandat du groupe d'organisation du terrain est essentiellement consacré à la transformation de la base opérationnelle de Gwan. Il est placé, pour cela, sous le commandement tactique du chef du stationnement présent sur l'emprise. « *Un superbe ordinaire a été déployé sur la base opérationnelle avancée de Gwan* », se souvient le lieutenant V2473. « *D'ailleurs il a été démonté quelques semaines après, lorsque nous avons transmis le camp à l'armée afghane*[387] ». Le groupe d'organisation du terrain est aussi engagé dans des opérations plus offensives, en particulier dans le sud Tagab, autour de CP52. Comme son homologue du 17e RGP, il réalise des embossements ou des postes de combat lors des actions du BG Quinze-Deux. Avec la diminution des opérations à partir du mois de septembre 2011, le groupe travaux est très sollicité pour les opérations

civilo-militaires. L'apport d'un engin de type Bulldozer est particulièrement apprécié car les résultats sont visibles et immédiats (réfection d'une route, d'un gué, creusement du *Wadi* pour éviter les inondations…). Les opérations de fouilles se révèlent décevantes. Il est probable que les taliban se sont adaptés à la méthode d'intrusion et de fouille systématique en zone verte initiée par le mandat précédent. De plus, les procédures opérationnelles interarmes nécessaires pour mener ces opérations ne sont pas réellement maîtrisées par les soldats. Elles n'ont pas fait l'objet d'un entraînement spécifique avant de venir en Afghanistan. Enfin, le manque de renseignements sérieux est préjudiciable aux résultats. « *Nous partions fouiller des zones sans savoir réellement pourquoi* », se souvient le lieutenant V2473. « *Il n'y avait pas de renseignement fiable donc on ne trouvait rien*[388] ». Les populations sont-elles réticentes à l'été 2011 à donner du renseignement aux soldats de la coalition de moins en moins bien perçus et sur le départ ? Est-ce la pression des taliban sur le terrain qui repousse les soldats français loin des zones de stockage du matériel ? En l'état actuel de nos connaissances, il est difficile de trancher pour l'une ou l'autre de ces hypothèses. Ce qui est certain, c'est que les taliban se sont adaptés : « *Il y avait un bâtiment appelé compound deux alpha* », se rappelle le lieutenant V2473. « *C'était une salle de prière à côté du "Châtelard". On savait que les taliban planquaient des armes et des munitions à l'intérieur. Un jour, on a rendu compte à notre autorité que nous allions le fouiller. Elle nous a demandé de partir sans rien toucher*[389] ». Les forces

françaises doivent respecter les lieux de culte. Les taliban retournent contre elles, une de leur restriction d'emploi.

L'engagement du détachement du génie, comme celui du BG Quinze-Deux rassemble deux mandats aux formes d'engagement très différentes : « *Du mois de juin au début du mois de septembre, la compagnie effectue des missions d'appui en zone verte (fouille, ouvertures d'itinéraire en sud Tagab, appui au combat débarqué)* », indique le capitaine M2478. *« Puis, du mois de septembre jusqu'à la fin du mandat, les missions présentent un caractère moins cinétique (appui aux actions civilo-militaires, force protection, ouvertures d'itinéraires pour les convois logistiques et dimensionnement d'un appui au profit des DLAS[390])* ». L'engagement de l'été 2011 est particulièrement intense pour les sapeurs, principalement à cause des effectifs réduits et des nombreuses missions permanentes. Quelques chiffres permettent d'illustrer cela. Durant six mois, la compagnie ouvre 860 kilomètres de routes, fouille 435 habitations, 312 jardins, tout en commettant 54 effractions à l'aide de pinces coupantes et 2 avec des explosifs. Elle est impliquée dans 132 combats. Une vingtaine d'engins explosifs improvisés de toutes les formes sont traités par les démineurs. Malgré la pression forte des taliban, seules deux attaques réussissent. Elle ramasse 545 munitions non explosées qui ne peuvent plus être réutilisées par leur adversaire. Elle met en œuvre 1 645 tonnes d'explosifs militaires pour ses opérations[391]. La 1re compagnie du 19e RG perd un sapeur au combat et relève neuf blessés, ce qui souligne l'âpreté des opérations menées par le BG Quinze-Deux.

Les opérations du Battle Group Quinze-Deux

« *L'effort [de la brigade] devait être sur nous* », rappelle le capitaine C2472. « *Mais les circonstances ont fait qu'il a basculé en Kapisa car l'insurrection [y] était particulièrement forte* ». Dès le départ, pourtant, les engagements du bataillon de Surobi sont très violents. « *Nous n'avons pas fait de la contre-insurrection sur le terrain* », se souvient-il. « *Je n'ai pas fait de développement, ni de gouvernance. Nous sommes allés au contact, au combat, puis on repartait dans notre base opérationnelle avancée* ». La tactique d'affrontement dans la zone verte est reconduite, avec une utilisation des habitations comme points d'appui pour progresser. Ces opérations de bouclage-ratissage laissent perplexes les sapeurs qui y participent : « *Je me suis posé la question* », confie le capitaine C2472, « *À quoi servent-elles toutes ces opérations sans exploitation derrière ? On y allait, on fouillait et on ne trouvait rien car nous n'avions pas de renseignement. J'étais très perplexe mais je ne manifestais rien devant les hommes*[392] ». Le lieutenant V2473, chef de section au sein de la compagnie « Onyx », est déployé quatre mois sur la base opérationnelle avancée de Gwan, deux mois sur celle de Tora et un mois sur CP52. Durant l'été 2011, sa section subit de lourdes pertes au feu. Il se pose lui aussi des questions : « *Je crois que l'on manquait de stratégie globale. Nous étions un jour là, un autre ici… les opérations n'étaient pas décidées par le bataillon mais par la brigade. Nous aurions pu faire le "marteau et l'enclume" avec Raptor ou autre chose… Mais là, non* ». Il se souvient aussi du début très rapide des missions : « *Le soir même de notre arrivée [sur la base*

opérationnelle avancée], nous avons reçu un gilet pare-balles. Le lendemain matin, on partait en mission. Trois VAB du génie en convoi sur l'axe… Au début du mandat, on circulait tranquillement. Ce n'était plus le cas par la suite […]. Et puis, nous avons été rapidement dans le "bain". Quand nous sommes arrivés, ils étaient bien excités déjà[393] ! ». Le 8 juin 2011, la brigade participe à l'opération *Oqab Behar VII* centrée sur la vallée de Jegdalay et la *Highway 7*, dans le district de Surobi[394]. Elle réunit plus de 1 800 militaires dans cette zone prioritaire du commandement régional-Est. Cette action de bouclage-ratissage sur un large espace donne quelques résultats. Entre le 8 et le 11 juin 2011, deux caches d'armes regroupant une centaine de munitions de divers calibres sont découvertes. Cette opération s'achève le 13 juin 2011. Une semaine plus tard, la section du lieutenant V2473 connaît sa première expérience du feu : « *Le premier [combat] a eu lieu le 20 juin 2011 à Payendharel face à CP 44. Nous étions en pleine phase de désengagement d'une opération de fouille. Je me doutais que les insurgés allaient nous frapper car peu avant, les femmes et les hommes avaient disparu. J'ai donc fait placer au préalable une mitrailleuse face à la zone verte pour couvrir notre mouvement depuis le véhicule. Ça n'a pas manqué. Nous avons été accrochés depuis trois cents ou quatre cents mètres. La mitrailleuse de "12.7*[395]*" a répliqué puis nous avons décroché sans problème*[396] ». Le mois de juin 2011 se passe très souvent dans la zone verte pour les soldats français du BG Quinze-Deux. « *Les Américains lâchaient prise dans le Logar* », se rappelle le lieutenant C2475 chef de section au sein de la compagnie

interarmes Saphir, *« et nous devenions la zone tampon avec Kaboul*[397] ». La pression des taliban s'en ressent en conséquence.

Du 27 au 29 juin 2011, le BG Quinze-Deux lance l'opération *White Stork 2*[398]. Le bataillon revient dans la région de Jangali pour reprendre l'initiative sur les taliban. Les compagnies interarmes « Sphir » et « Onyx » sont engagées et prennent part, au cours de ces deux jours, à des combats très intenses. Le 27 juin 2011, l'armée afghane reçoit pour mission de s'emparer d'une zone au nord du parallèle 51, entre le village de Nawrozkhel et une piste nommée « Authentique », et de les fouiller. Appuyée par la compagnie « Onyx », elle débute sa manœuvre mais très tôt dans la matinée, ses soldats tombent dans une embuscade et déplorent plusieurs blessés. Ils rompent le contact. Dans le même temps, la compagnie « Saphir » reçoit la mission de s'emparer d'un hameau dans la zone verte, situé à 700 mètres de la position « d'Onyx ». « *Il est 14 h 30* », rapporte le journal du BG Quinze-Deux, *« lorsque "Saphir" sort [du poste de combat avancé] 51. C'est le moment le plus chaud de la journée, le moment où la température dépasse les cinquante degrés*[399] ». La compagnie est scindée en deux. Deux sections, dont un groupe génie, partent les premiers[400]. Ils doivent prendre pied dans le hameau où est installée la compagnie « Onyx » et établir une tête de pont[401]. Le reste de la compagnie, dont le reliquat de la section du génie, traversera l'axe routier « Authentique » en direction de l'ouest pour s'emparer des premières maisons dans la zone verte dès la tête de pont conquise. Rapidement, les soldats français sont au contact. Les taliban

essaient alors de mener un débordement des positions de « Saphir » et « d'Onyx ». Leur objectif est de s'approcher le plus possible pour réaliser une imbrication. Ils essuient un tir de barrage d'obus de 120 millimètres. Avec l'arrivée des hélicoptères « Tigre », deux sections peuvent traverser l'axe « Authentique ». L'action est relancée. Arrivées dans le hameau, les unités françaises mènent un véritable combat urbain[402] contre des adversaires qui s'infiltrent et maîtrisent le dédale des ruelles. Le génie débute les fouilles tandis que les éléments d'infanterie assurent leur protection et repoussent les taliban. En fin d'après-midi, les compagnies reçoivent l'ordre de se replier. Un lent désengagement débute. Il se termine tard dans la nuit par un retour des compagnies à Gwan. C'est alors que se produisent des événements sujets à controverses.

Une opération pot de miel pour libérer les journalistes ?

« *L'arrivée sur la [base opérationnelle avancée de] Gwan, je me souviens, c'était un dimanche soir [le 28 juin 2011]* », se rappelle le lieutenant C2475, « *Et là, on nous dit : "La mission c'est ça". Bon OK, la mission c'est ça… On écoute la mission, et là, elle change une première fois. Et la mission elle a changé trois fois entre 20 heures et 1 heure du matin. Et là, on ne s'engageait plus en face de CP52 mais plus au nord dans les ruines d'Akhskharkhel, un endroit qui était vraiment au cœur de Jangali, que personne n'avait fouillé depuis un bon bout de temps. Il était une heure du matin, [le 29 juin], quand on a fait les ordres. Nous*

sommes partis à 3 heures, à 4 heures on était là-bas et il faisait encore nuit[403] ». À 4 h 30, la compagnie « Saphir » s'infiltre dans le village par le *Wadi*, tandis que des éléments se placent en appui. « *Saphir a reçu pour mission de s'emparer et de fouiller [...] une trentaine d'habitations, le village d'Akhskharkhel* », précise le journal du BG Quinze-Deux[404]. Rapidement, les taliban viennent au contact violemment : « *On investit la zone, on fouille et là, on trouve rien* », raconte le lieutenant C2475. « *Avant 8 heures, premier contact... Et là, c'est parti. On se fait prendre à partie d'une manière [...] jamais connue. Combat à la grenade... Très courtes distances... Un ennemi qui tourne autour de nous, qui essaie de porter des coups. Grosse intensité... J'avais l'impression de ma position, qu'on était en train de se prendre une offensive du nord vers le sud, qui nous arrivait dessus. Avec la compagnie, on avait mis en place un rideau défensif. Tous les sapeurs et même les [démineurs spécialisés], même les [cadres des opérations civilo-militaires] qui étaient avec moi, ont reçu une mission [...] : "Installation ici, votre mission, surveiller, en mesure de détruire, secteur limite gauche, limite droite, etc.". Là, on n'a pas le choix, on est en train de prendre sur la gueule un truc de gigantesque et [...] il faut tenir. Effectivement, on se prend pas mal de monde* [dessus] *de manière très violente*[405] ». Peu avant midi, le groupement reçoit pour mission de la brigade de rompre le contact et de se replier à la surprise générale. Le journal du BG Quinze-Deux parle de « stupeur », le lieutenant C2475 de « surprise ». Le retour des troupes déployées sur le terrain s'annonce particulièrement difficile : « *Alors on rompt le contact sous*

le feu, avec la traversée d'une rivière pas très large mais sur les bords [...], il y a les rizières, des champs... Il y a environ trois cents à quatre cents mètres de coupures à franchir, avec notre "barda[406]*", de la boue jusqu'aux genoux et à découvert. Et tout ça, sans appuis des hélicoptères... Donc, on est heureux*[407] *!* ». Une deuxième compagnie arrive sur place pour appuyer le désengagement. Elle met en place un point d'identification et de recueil sur la route puis réalise un « couloir de feu ». Il s'agit d'un espace délimité, avec une limite droite et gauche, à l'intérieur duquel les troupes sont en sécurité. Tout ce qui se situe au nord est détruit. Toute la zone est saturée de tirs, tandis que les hommes et femme de la compagnie « Saphir » empruntent en courant ce cordon ombilical épargné par les feux. Miraculeusement, tout le monde s'en sort bien. La section génie déplore seulement un blessé à la joue : « *J'ai eu un blessé à cause d'un tir fratricide. Dans la matinée, suite à une erreur de tir, un obus flèches est tombé à proximité d'une de nos positions. Nous avons eu de la chance. S'ils avaient envoyé un obus explosif, il y aurait eu de nombreux morts*[408] », soupire le lieutenant C2475. Une autre surprise attend les soldats français à leur retour sur la base opérationnelle avancée de Gwan : « *On revient et là, on leur dit qu'il ne faut plus nous faire franchir le Wadi en pleine journée [...]. Subitement, on apprend par les infos qu'Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier ont été libérés ce matin, sur une manœuvre, etc. En fait, la manœuvre, c'est nous ! On a fait pot de miel ! On a attiré les insurgés sur nous dans des conditions terribles pour permettre au Nord, [aux services secrets] sans doute,*

de faciliter l'extraction des deux journalistes ! Bon, on a fait notre travail. Mais on l'a eu mauvaise d'être engagé si maladroitement [...]. Le commandement ne l'a pas admis. Pour ma part, je pense que tout le monde a un peu subi ce truc. Cette mission a sans doute été imposée par le haut[409] ». Il est difficile de savoir réellement si les soldats de la compagnie « Saphir » ont été utilisés comme appâts. Toutefois, des éléments sont troublants. Toutes les opérations du bataillon sont décidées par la brigade. Le 29 juin 2011, les militaires du BG Raptor sont consignés dans leurs bases, afin de ne pas gêner la libération. Les soldats du BG Quinze-Deux lancent une opération en pleine zone verte en vallée de Jangali. Est-ce pour faire diversion et faciliter la libération des otages ? La manœuvre peut le laisser penser. La rupture de contact surprise de la fin de matinée sur ordre de la brigade, suggère que l'objectif principal est atteint (l'extraction des journalistes) et que cela ne sert plus à rien de risquer la vie des soldats. La Surobi et la Kapisa étant pleines de volontaires étrangers, peut-être fallait-il les éloigner ? La France s'était entendue avec une seule faction et peut-être était-il nécessaire d'occuper les autres ? Dans tous les cas, qu'elle soit réelle ou imaginée, cette opération « Pot de miel » marque de manière indélébile la mémoire des sapeurs du 19e RG. Les soldats, qui ont participé aux combats de l'été 2011, ont le sentiment que leurs sacrifices ne sont pas reconnus : « *On a beaucoup parlé de Ghesquière et de Taponier… Les soldats qui ont fait des opérations en Kapisa et en Surobi, nettement moins. Et le jour où on en parlera, ça nous fera du bien*[410] ». Nous sommes au début de l'été et les

engagements sur le terrain sont loin d'être terminés. Entre le 1er et le 11 juillet 2011, le BG Quinze-Deux appuie son homologue de Kapisa lors de la grande opération *Shamshir*. Elle s'achève par un succès des Français et de l'armée afghane. Le 11 juillet 2011 au soir, le BG Quinze-Deux est endeuillé. Le brigadier Clément Kovac du 1er RCH est tué au retour de la mission par un tir accidentel d'un autre soldat français. La suite est tout aussi difficile avec l'attentat de Joybar, la mort de l'opérateur des forces spéciales et la pression des taliban qui ne diminue pas.

À la mi-juillet 2011, le CP 52 ainsi que son petit poste avancé « le Châtelard » (MB2A) sont confiés à la garde du BG Quinze-Deux. Les sections se relaient tous les quinze jours dans cette tête de pont en zone verte. La 16 juillet 2011, la position est assiégée. Depuis une semaine, les groupes « Saphir 20 » de l'infanterie et « Saphir 70 » du génie subissent les assauts des taliban. La situation devient critique. Les combats se terminent régulièrement à la grenade et il n'y aura bientôt plus d'eau, de nourriture et de munitions. Il faut prendre la décision de se retirer ou de venir chercher en force les soldats. Le « Châtelard » devient depuis le début de l'été une position de plus en plus difficile à tenir. Le 18 juin 2011, un parachutiste du BG Raptor y trouve la mort lors d'une patrouille. Elle mobilise des effectifs précieux alors que le BG Quinze-Deux a besoin de récupérer une capacité de manœuvre. La décision est prise de la détruire. « *Il y avait trois options* », se souvient le capitaine C2472, « *soit nous la rasions avec un tracto-chargeur MPG, soit nous demandions à un avion de larguer une bombe dessus, soit on la détruit sur place en ramenant*

tout ce qu'on peut ». C'est la troisième option qui est retenue par le commandement. « *C'est le général Irastorza, lui-même, qui a donné le feu vert. Il était en Afghanistan à ce moment-là*[411] ». Le lieutenant C2475 reçoit le jour même un appel de la brigade : « *J'ai reçu un coup de téléphone en fin de matinée. Il fallait que j'envoie un devis chiffré pour la destruction de MB2A. J'ai fait mon travail et la brigade m'a vite rappelé. On me donnait un devis gonflé et il fallait aller détruire le poste dans la nuit. Un VAB avec 400 kilos d'explosifs allait relier CP52 dans une sorte de retour du "salaire de la peur", pour me livrer l'explosif*[412] ». La préparation tactique de la mission se déroule le soir même sur CP52. Le lieutenant C2475 est accompagné du capitaine C2472, mais c'est lui qui dirige l'ensemble des travaux de destruction. « *En fait, j'avais déjà appelé les sapeurs qui étaient sur le "Châtelard" pour leur demander d'éventrer tous les Bastion Walls. En arrivant, j'ai posé un élément de charge allongée dans chacun des Bastion Wall et puis, là où il avait des gros éléments, une charge coupante dessus. On a "gavé" le poste d'explosifs. Tout le monde travaillait vite et dans la discrétion. On a fait une énorme toile d'araignée. À 1 h 20, j'ai rendu compte que j'étais en mesure de tout faire sauter pour une heure trente. À 1 h 29, je suis parti le dernier du poste après avoir enclenché l'allumeur de mèche lente. Quand je suis arrivé à côté du VAB, il y avait des mecs de l'infanterie qui traînaient là. [...] Je leur ai dit de retourner dans leur blindé. Avant de rentrer dans le mien, je vois les deux chiens du poste. Il y a un qui rentre dedans et l'autre qui a compris ce qui se passait qui part à fond de cale. J'ai fait mon décompte et ça pète. Nous sommes*

repartis tout de suite après[413] ». Le capitaine C2472 se souvient : « *Ce qui m'a le plus amusé, c'est que nous avons ramené les lits picots du "Châtelard". Chacun voulait reprendre son lit sinon ils allaient dormir par terre durant la fin du séjour ! On fait tout sauter sauf la literie ! C'est l'armée française*[414]*…* ». L'explosion du poste MB2A est un succès tactique : « *Ceux qui se trouvaient sur CP52 à 800 mètres ont bien senti le souffle […]. Lorsque je suis arrivé sur CP47, je me suis rendu compte que l'ensemble de la vallée de Bédraou et de Gwan était recouvert d'un nuage de fumée*[415] ». Cette opération nécessite un déploiement de force important pour réussir et dissuader les taliban d'intervenir. Le capitaine C2472 conclut un peu amer : « *Finalement, on a rétrocédé MB2A un peu en avance à coup de dynamite* ».

Du 18 au 20 juillet 2011, en appui de l'armée nationale afghane, le BG Quinze-Deux conduit l'opération *Green Stork 3*[416] pour désorganiser le réseau des insurgés dans la région du village d'Omarkhel, situé dans la zone verte, à quelques kilomètres au nord-ouest de la base opérationnelle avancée de Gwan. Profitant de la nuit, les sections de la compagnie « Rubis » s'infiltrent dans la zone verte, alors que les chars AMX 10RC et les VBCI gagnent les positions à partir desquelles ils appuient le déplacement des éléments débarqués. Au moment où les Français se mettent en place vers les premières habitations du village, les deux compagnies de l'armée afghane entament leur reconnaissance. Elle débute en direction du sud. Les soldats français investissent les habitations préalablement fouillées par les sapeurs. Des munitions de petits calibres et six

kilogrammes d'opium sont saisis. Les taliban ne cherchent pas à engager le combat. Les échanges de tirs sont sporadiques. Le colonel commandant les éléments afghans propose d'aller au-delà des objectifs initialement fixés et d'installer une ligne d'arrêt en fond de vallée. Dans la nuit du 20 au 21 juillet, les soldats entament le désengagement en sûreté. En deux jours, l'armée afghane, appuyée par le BG Quinze-Deux, reconnaît trois kilomètres de zone verte, entre le village d'Omakhel et le *Wadi* de Mikhel, au sud. Deux engins explosifs improvisés sont relevés durant cette opération.

Entre le 22 et le 30 juillet 2011, le BG Quinze-Deux renforcé par la compagnie du 2e REP participe aux côtés de l'armée nationale afghane et des Américains à l'opération *Rapier* en vallée d'Uzbin, de Daram Daram et du Methar Lam[417]. Elle vise à contrôler et à fouiller la vallée ouest d'Uzbin en vue d'y désorganiser les réseaux Taliban établis dans les villages de Yakhdand, Gaze Sufla et Gaze Ulya. Dans un premier temps, l'action de la compagnie « Saphir » et du *Kandak* 36 à l'ouest, dans la vallée de Daram Daram et celle de la *Task Force* américaine *Thunderbirds* à l'est dans le Methar Lam, visent à canaliser les insurgés vers Uzbin. La compagnie « Rubis » positionnée sur le col de Sper Kunday, complète le dispositif en interdisant tout renforcement depuis cette région. La deuxième phase est exécutée à l'aide des équipes d'observation de la coalition installées sur les hauteurs. Les groupes insurgés, après une tentative d'infiltration sanctionnée par les feux de l'artillerie, se retirent. Les actions de contrôle et de fouille des trois villages peuvent se dérouler sans incidents. Lors

de cette opération, le bataillon perd deux VAB équipés de canons de 20 millimètres sur les pentes de Sper Kunday. L'usure des véhicules et le relief très exigeant de la vallée provoquent des casses mécaniques importantes. Le 25 juillet 2011, un premier véhicule tombe en panne et bascule peu après dans un ravin. Heureusement, plus personne n'est à l'intérieur. Un deuxième VAB essuie une avarie technique quelques heures après au même endroit. Le 1er août, il est réparé par les spécialistes de la base opérationnelle avancée de Tora, qui réalisent les travaux sur place. Le premier véhicule accidenté est détruit[418]. Durant le mois de juillet 2011, les combats se durcissent dans la zone française. L'attentat de Jobar du 13 juillet marque les esprits. Les soldats sont agressifs lors des convois ou des contrôles de compounds. « *L'infanterie était brutale* », se souvient le lieutenant V2473. « *Lors de l'investissement des habitations, ils cassaient les portes, séparaient les femmes, les hommes et les enfants puis les mettaient dehors. On a dû les calmer plusieurs fois*[419] ». Face aux kamikazes, une peur sourde s'installe. Les soldats n'ont que peu de temps pour identifier les candidats au suicide. Le 27 juillet 2011, un accident se produit. Lors d'un point de contrôle routier, un véhicule qui ne respecte pas les signaux est mitraillé. À son bord, un homme, une femme et un enfant trouvent la mort[420]. La violence des combats en Surobi trouve son paroxysme au début du mois d'août 2011, qui constitue un virage dans le séjour du BG Quinze-Deux en Afghanistan.

Entre le 1er et le 15 août 2011, se déroule une quinzaine particulièrement meurtrière pour le bataillon de Surobi. Elle débute le 7 août 2011, lors d'une opération au sud des

ruines d'Akhskharkhel. Trois compagnies interarmes doivent réaliser une opération de fouille d'habitations dans la zone verte. Les compagnies « Onyx », « Saphir » et celle du 2e REP sont présentes. « *C'est une opération simple même si nous ne comprenions pas bien l'objectif final* », se rappelle le lieutenant C2475. « *Une compagnie est placée en cordon haut, une autre assure la protection rapprochée de la fouille et le 2e REP est l'élément de recueil qui doit nous permettre de franchir le Wadi*[421] ». Le déploiement des soldats français se réalise dans la nuit. Au petit matin, ils sont déjà en place dans les compounds. « *Le premier contact avec les insurgés se produit à 8 heures* », raconte le lieutenant C2475. « *Puis on nous annonce à la radio, un désengagement pour 8 h 30. À partir de là, nous prenons un itinéraire longeant le Wadi. Les gens qui sont en appui sur la route peuvent facilement nous voir. À un moment, il y a une confusion. Nous demandons une intensification des tirs pour pouvoir franchir le découvert, comme nous l'avions fait pour l'opération Pot de miel du 29 juin 2011. Et là, en fait, tout le monde tire* ». Dans la confusion, les soldats engagés le long du *Wadi* pensent que c'est une nouvelle embuscade des taliban. Leur premier réflexe est de rechercher l'ennemi. « *En fait, on prend du lance-grenade automatique (LGA) sur la gueule. À 300 mètres, un obus fumigène éclate. C'est un déluge de feux pendant dix à quinze minutes. D'un coup, on entend à la radio qu'il y a des blessés et des morts. Je m'inquiète car j'ai encore des mecs de l'autre côté… Juste avant, on avait franchi le Wadi sur un coup de tête. Le chef devant moi avait mal compris quelque chose que j'étais en train de lui dire. Subitement, il est parti en courant pour traverser le*

découvert. Du coup, nous l'avons suivi et c'est ce qui nous a probablement sauvés. Quand on a vu l'état des mecs qui étaient encore de l'autre côté… Eux, ils ont vraiment pris la foudre[422] ». Les secours s'organisent rapidement pour évacuer les blessés et les deux légionnaires tués. Sur le moment, les soldats n'ont pas le temps de réfléchir. Il faut organiser un point de recueil, préparer les évacuations, transmettre les différents messages. « *C'est la sergent-chef P. de ma section qui gère les EVASAN*[423]*. De mon côté, je fais plusieurs allers-retours pour coordonner l'extraction des mecs. Au final, je suis complètement "sec", c'est la première fois du séjour… Alors que nous n'aspirions qu'à souffler, je reçois dans la foulée une nouvelle mission d'ouverture d'itinéraire sur l'axe Vermont. Nous l'avons mal pris. Il y avait d'autres groupes génie sur zone. J'ai eu mal quand il a fallu désigner des hommes… Nous sommes repartis à 12 heures*[424] ». De retour sur CP 52, les cadres essaient de comprendre ce qui a pu se passer pour que les choses dégénèrent ainsi : « *Quand on voit les images, on se dit que les mecs qui prennent la foudre ont de la chance de n'avoir que deux morts et cinq blessés* », soupire le lieutenant C2475. Les principales raisons invoquées sont la méconnaissance de la manœuvre et de la zone par les éléments chargés de l'appui, mais aussi l'éloignement de plus de dix kilomètres du poste de commandement tactique qui ne pouvait pas voir et conduire l'opération. Rapidement une enquête est mise en place pour essayer de comprendre l'enchaînement des faits et déterminer des responsabilités. Elle est ressentie douloureusement par les hommes : « *C'est une chasse aux sorcières qui s'organise alors* », s'indigne le

lieutenant. « *Tous les chefs présents sur le terrain sont auditionnés*[425] ». La guerre ne s'en trouve pas suspendue pour autant.

Le 11 août 2011 au soir, le commandant d'unité « d'Onyx » doit se rendre sur CP 42 pour être entendu par la commission. Un convoi est organisé pour l'escorter. « *J'étais sur CP 52 à ce moment-là. Avec le départ du capitaine, j'étais le chef de poste* », se rappelle le lieutenant V2473. « *J'étais en train de manger tranquillement quand subitement j'entends une énorme explosion. Mon premier réflexe est de me dire : "Un tir de roquette ! ". Puis rapidement, je me dis : "Mais pas de bruit de départ de coup... merde un engin explosif improvisé ! ". Les comptes rendus tombent rapidement à la radio... On sait que c'est le deuxième VAB qui a pété, celui du génie... mes gars... Bon ben, pas le temps de gamberger, il faut réagir. J'organise rapidement un élément d'alerte. Le point positif est que j'ai avec moi le médecin présent sur le [poste]. Je demande l'autorisation de me porter au secours de nos camarades. Je suis à quinze minutes du lieu de l'explosion. Mais c'est refusé... Je dois calmer mon adjoint qui veut y aller tout seul. Je lui dis : "si on nous dit de ne pas y aller, c'est qu'il doit y avoir de bonnes raisons". Les mecs doivent attendre une heure trente la [force de réaction rapide] de Tora alors qu'il y a des blessés graves, des brûlés qui ne réagissent pas à la morphine... Mais on se dit que le commandement en sait plus que nous et qu'il ne veut pas "dépoiler" la protection de CP52*[426] ». Le caporal-chef Facrou Housseini-Ali du 19e RG meurt sur le coup. Les quatre sapeurs qui l'accompagnent sont grièvement blessés. « *Pour autant, la commission*

d'enquête n'est pas suspendue », souligne le lieutenant C2475. « *Nous sommes en colère, car dans le même temps, on refuse que nous puissions nous rendre sur place pour faire exploser le VAB… Il est tranquillement démonté morceau par morceau par les habitants pendant une semaine, sous nos yeux… Et tout ça pour quoi ? Au final tous les gens engagés ce jour-là [le 7 août 2011] sur le point d'appui véhicule […] sont punis… Alors vous comprenez pourquoi, il y a des gars qui le vivent mal encore* ». Le tir fratricide n'est pas reconnu par les autorités françaises et les conclusions de la commission d'enquête ne sont pas divulguées. Officiellement, le caporal Kisan Bahadur Thapa et le première classe Gerardus Jansen du 2e REP tombent sous les balles des taliban, imbriqués entre leur position et celle des véhicules placés en appuis. Le 14 août 2011, alors qu'il mène une mission d'appui en faveur de l'armée nationale afghane, le lieutenant Camille Levrel est tué par un tireur de précision[427]. Pour le BG Quinze-Deux et les autorités politiques françaises, c'est le mort de trop. « *On commençait sérieusement à se poser des questions* », se rappelle le capitaine C2472. « *Dès que l'on sortait, on avait un mort*[428] ». Toutes les opérations sont alors suspendues. La brigade Lafayette décide alors d'accélérer le transfert de la Surobi à l'armée afghane.

De la rétrocession à l'armée afghane au départ du Battle Group Quinze-Deux

Le 29 août 2011, l'opération *Green Stork 7* permet le transfert aux Afghans de tous les postes de combats situés

le long de l'axe routier Vermont[429]. Les militaires français engagent le volume de deux compagnies interarmes pour la mener à bien (400 hommes). « *Les événements nous ont poussés à accélérer le processus de rétrocession des postes à l'armée nationale afghane,* indique le capitaine C2472. *En août, c'était "ANA first", l'armée nationale afghane devant et nous derrière. Au début, on faisait Shuna Bashuna – épaule contre épaule – [avec les Afghans]. Puis en septembre, ça s'est tellement durci que c'était "ANA Alone", l'armée afghane toute seule, et nous, on appuyait depuis les hauteurs* ». Pour autant est-elle suffisamment prête pour prendre à son compte l'intégralité du combat ? Le capitaine C2472 donne son avis : « *Vous savez, quand nous sommes arrivés, nous avons fait comme les autres avant nous. On disait à l'armée afghane : "vous faites ça, vous participez à telle ou telle chose". Souvent, elle n'avait même pas l'action principale, on la gardait bien pour nous… Ils devaient représenter 30 % des effectifs… sur le PowerPoint ! Sur le terrain, quand on affichait une compagnie [afghane], il y avait en fait deux sections, pas plus* ». Les soldats n'acceptent pas de devoir se retirer si rapidement : « *Le commandement nous a juste dit : "on met un coup d'accélérateur*", explique le capitaine C2472. *Au final, les gars avaient juste l'impression d'abandonner le terrain que l'on avait réussi à garder pendant l'été en versant le sang des nôtres. Car l'armée nationale afghane, elle ne sortait pas ! Nous avions l'impression de partir très vite, trop vite. Nous avons vécu cette période comme une défaite*[430] ». Pour le lieutenant V2473, le ressenti est particulièrement violent : « *Le sentiment que j'avais… Eh bien, la France nous*

envoie nous battre et on la fait chier quand on meurt. À mon avis, et c'est personnel, je pense qu'il y a eu trop d'instrumentalisation par la politique intérieure. Nous l'avons tous très mal vécu. Quand il n'y pas de consensus de la Nation derrière ses soldats, ce n'est pas bon[431] ». Le 7 septembre 2011, la mort du lieutenant Valéry Tholy scelle la fin des opérations françaises en zone verte et dans le fond des vallées afghanes. En Surobi aussi se mettent en place les DLAS pour continuer à fournir aux Afghans l'aide de la coalition en prenant moins de risques.

Les opérations s'enchaînent jusqu'à la fin du mandat, entre l'appui fourni aux Afghans, les rétrocessions de bases opérationnelles et les escortes de convois. Les 7 et 8 septembre 2011, le BG Quinze-Deux mène l'opération *Red Stork 2*[432] pour sécuriser une grande *Shura* en vallée de Jegdalay. Les Français sont placés en appuis. Malgré quelques tirs de harcèlement qui blessent un civil, la manœuvre se déroule sans problème majeur. Le 28 septembre 2011, une nouvelle opération du même type, baptisée *Orange Stork 2*, se déroule en vallée de Tizin[433]. L'heure n'est plus à la confrontation, mais au passage de relais aux Afghans. À la fin du mois de septembre, l'ancien poste de combat avancé Belda en vallée d'Alasay, est à son tour transféré. Du 1er au 6 octobre 2011, le bataillon mène l'opération *Rapier II* en vallée d'Uzbin en appui de l'armée afghane[434]. C'est l'occasion pour le BG Quinze-Deux de mettre en œuvre le principe du DLAS. Lors des combats avec les taliban, un militaire français est blessé à la gorge. Il est évacué par hélicoptère suite à des tirs de neutralisation des tireurs d'élite français sur les positions de l'adversaire.

Après un désengagement éprouvant dû à des conditions climatiques extrêmes, les soldats regagnent la base opérationnelle avancée de Gwan le 6 octobre 2011. Une vingtaine de taliban sont tués et deux engins explosifs improvisés sont trouvés par les sapeurs. Après le départ du général Maurin, le 15 octobre 2011, c'est au tour de la 2e compagnie du 2e REP de prendre le chemin du retour quatre jours plus tard[435]. La majeure partie des opérations françaises se résument alors à des escortes de convois logistiques pour permettre le ravitaillement des bases opérationnelles avancées encore sous leur contrôle. Le 1er novembre 2011, le général de Bavinchove prend la fonction de chef d'état-major de la FIAS[436]. Les 20 et 21 novembre 2011, un DLAS du BG Quinze-Deux participe à l'opération *Crossbow*[437] en Surobi. Il s'agit pour les Afghans d'opérer un contrôle de zone autour de l'axe routier *Highway 7*, pour participer à la protection de la *Loya Jirga* exceptionnelle à Kaboul. Le 27 novembre 2011, Hamid Karzaï annonce l'inscription de la Surobi au processus de transition. Le 8 décembre 2011, la 3e brigade de l'armée nationale afghane mène l'opération *Chaparay Ghar*[438]*.* Elle est appuyée par le BG Quinze-Deux. Cette action permet au *Kandak* 34, bataillon d'appui de la brigade, ainsi qu'à ses trente-quatre conseillers français, de rejoindre la base opérationnelle avancée de Gwan. C'est la dernière opération du bataillon de Surobi avant son retour en métropole. Le 9 décembre 2011, le BG Picardie relève le BG Quinze-Deux en Surobi. L'été 2011 laisse des traces dans le cœur des hommes et des femmes présents sur le sol afghan. Avec les deux derniers mandats suivants en Surobi et en Kapisa débute la

phase de désengagement des troupes françaises et leur retrait.

La préparation du transfert de responsabilité : les Battle Group Picardie et Tiger II

Quatre bataillons interarmes se succèdent en Kapisa et en Surobi, jusqu'au retrait français. Il s'agit du BG Picardie et *Wild Geese* en Surobi, puis du BG *Tiger II* et Acier en Kapisa. Malgré le changement de tactique sur le terrain, les Français subissent encore des pertes. À la fin de l'année, ils sont victimes de tirs « vert contre bleu[439] ». Il s'agit de l'assassinat des soldats des équipes de liaison et de mentorat opérationnel par les Afghans qu'ils encadrent. Les deux attaques du 29 décembre 2011 et du 20 janvier 2012 provoquent l'exaspération du pouvoir politique. De nouvelles mesures sont prises pour assurer la sécurité des soldats et accélérer le retrait, même si ces deux options semblent difficilement compatibles. Cela ne signifie pas que l'armée afghane soit devenue complètement autonome. Des détachements américains succèdent aux français, pour assurer la mission de mentorat opérationnel dès la fin de l'année 2012. Les adaptations techniques se poursuivent sur le terrain. Le tout nouveau système Fantassin à Équipements et Liaisons INtégrées (FELIN) – ensemble de matériels censés améliorer l'observation, la communication, le tir, la protection individuelle et la mobilité du combattant – équipe l'infanterie et le génie en Afghanistan.

Particulièrement attendu, le FELIN connaît alors son baptême du feu.

Le BG Picardie, commandé par le colonel Didier Gros, se construit autour du 1er RI[440]. Le 3e RG assure l'appui du génie avec 94 sapeurs[441]. L'effectif total approche 800 hommes[442]. Le tout nouveau dispositif FELIN équipe les fantassins du 1er RI mais aussi les sapeurs du 3e RG. Des progrès sont mis en avant par le ministère de la Défense pour justifier son emploi : « *La portée du tir du FAMAS est améliorée de 70 % et de 160 % de nuit* ». Son poids compris entre 40 et 50 kilos[443] laisse imaginer les difficultés rencontrées par les hommes pour se déplacer dans les hautes montagnes : « *Les VAB "droppent" une section près d'un poste de l'armée nationale afghane* », raconte le journaliste Yves Debay[444] en opération avec les soldats français. « *Nous commençons une petite balade de trois kilomètres, ce qui n'est pas énorme mais en montée avec un bon quarante degrés, plein soleil… FELIN doit bien peser cinquante-cinq kilos auxquels il faut ajouter casque et arme. Les hommes marchent comme des zombies. Chaque pas devient un supplice. Devant moi, un caporal titube à plusieurs reprises. Les* [soldats]*, tête baissée, ont les yeux fixés sur les cailloux à deux mètres d'eux. Personne n'a une attitude tactique ou ne surveille les crêtes*[445] ». Il est inutile de penser intercepter les taliban avec une telle charge, en suivant le modèle des commandos de chasse d'Algérie. De toute façon, le temps des combats dans les vallées est bel et bien terminé. Le principal mode de collaboration entre l'armée afghane et les forces françaises est l'appui à distance depuis les hauteurs avec les DLAS. Déposés sur les

hauteurs par hélicoptères, les soldats français peuvent faire valoir les atouts de leur nouvel équipement pour le tir à longue distance et l'acquisition de cibles. Il semblerait, d'ailleurs, que les Français utilisent une version allégée du FELIN pour conduire leurs opérations.

Les Battle Group Picardie et Tiger II :
la préparation du retrait

Malgré le changement de posture opérationnelle, les sapeurs réalisent toujours de nombreuses missions particulièrement exposées. La protection des axes logistiques est primordiale pour préparer le désengagement. Le détachement d'ouverture d'itinéraires piégés réalise régulièrement, et en totale autonomie, un contrôle de l'axe routier Vermont. Accompagné de sa section de protection et de dépollution, dont les effectifs sont fournis par un autre régiment que le 13^{e} RG, il sillonne les routes pour ouvrir la voie aux détachements de l'armée afghane qui partent en opération. Rapidement, il apparaît que sa faiblesse dans le domaine de l'ouverture d'itinéraires risque de la rendre particulièrement vulnérable après le retrait français. Durant l'année 2012, des formations sont dispensées sur le théâtre d'opération par les détachements du génie pour combler cette lacune. Les sapeurs sont sollicités pour reconnaître les points d'appui avant la mise en place des DLAS. Ils prennent leur part à l'escorte des convois logistiques ainsi qu'aux ouvertures d'itinéraires à pied qui précèdent les déplacements entre les emprises. Prenant régulièrement leur tour comme élément d'alerte, ils participent à la garde

et à la protection de la base opérationnelle avancée. À la faveur des départs de la fin de l'année 2011, la capacité de fouille opérationnelle spécialisée est retirée d'Afghanistan. Seuls les sapeurs des compagnies peuvent encore fournir, en cas de besoin, un appui en fouille opérationnelle complémentaire aux Afghans. Les démineurs spécialisés sont toujours présents pour intervenir sur les éventuels engins explosifs improvisés trouvés lors des ouvertures d'axes mais aussi pour participer au contrôle des emprises lors des visites d'autorités militaires ou politiques.

En Kapisa, le BG *Tiger II* du 27e BCA, sous le commandement du colonel Yvan Gouriou est présent depuis le 7 novembre 2011. La structure du bataillon est fournie par le 27e BCA pour l'infanterie, le 2e REG pour le génie et par la 27e BIM dans son ensemble[446]. Le régiment du génie de Saint-Christol fournit des cadres pour l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel du *Kandak* 34, dont l'ossature principale est assurée par le 93e RAM de Varces. Ce détachement compte 34 militaires en tout[447]. Le 14 novembre 2011, lors d'une des premières sorties des sapeurs du BG *Tiger* II, deux militaires sont blessés sur l'axe Vermont. Le 1re classe Goran Franjkovic du 2e REG est tué par balle. Le 16 novembre 2011, les forces de sécurité afghanes conduisent une opération contrôle des vallées d'Afghanya et de Ghayn au nord de la Kapisa. Appelée *Gyrfalcon*, son objectif est de contrer l'influence des taliban dans ces deux vallées, en lui opposant une présence des milices et de l'armée[448]. Pour les appuyer, les soldats du BG *Tiger II* mettent en place deux DLAS sur les hauteurs des vallées. « *Nous étions comme au théâtre* », se souvient le

lieutenant B2087. « *Nous étions au balcon et on regardait les troupes progresser, entrer en contact avec les taliban. On engageait de loin… Ça faisait une drôle d'impression*[449] ». Après la réalisation d'une opération civilo-militaire en faveur de la clinique du village de Ghain Bala, des caches d'armes sont trouvées lors de fouilles d'opportunité. Entre le 16 et le 20 décembre 2011, l'armée afghane avec ses mentors conduisent l'opération *Hunting Spear 1* avec l'appui d'un élément de réaction rapide, de cinq DLAS, du détachement d'ouverture d'itinéraire piégé et des appareils du bataillon d'hélicoptères[450]. L'objectif de cette opération est de neutraliser la menace insurgée dans le sud de la vallée de Tagab. La campagne d'hiver commence. Les tirs depuis les hauteurs sont beaucoup plus efficaces comme le guidage des appuis aériens et d'artillerie. L'armée afghane déployée dans les vallées remporte une victoire, selon le compte rendu du ministère de la Défense. Le 22 décembre 2011, le retrait se poursuit. Les forces spéciales qui enseignent à l'école des commandos afghans[451] voient leur mission arriver à son terme. Entre le 28 et le 31 décembre 2011, l'armée afghane relance une opération *Hunting Spear II* en vallée de Tagab[452]. De nouveau, la brigade Lafayette fournit des appuis. Durant cette mission, deux sous-officiers du 2e REG sont abattus par un soldat afghan alors qu'ils achèvent leur poste de combat. L'adjudant-chef Mohammed El Gharrafi et le sergent Damien Zingarelli, tous deux commandos de montagne du 2e REG en mission de mentorat opérationnel, trouvent la mort. C'est la stupeur dans les rangs des Français. Pour la première fois, des soldats sont victimes d'une agression délibérée d'un

militaire allié. L'année 2011 est la plus meurtrière pour l'armée française depuis le début de son intervention en Afghanistan : 26 soldats sont morts dans l'accomplissement de leur mission. Le changement de posture opérationnel ne change rien : les hommes continuent de mourir au combat.

Au début de l'année 2012, les opérations en vallée de Tagab se poursuivent. La brigade Lafayette veut profiter de l'hiver pour s'assurer le contrôle des axes logistiques et des « points chauds » de son aire opérationnelle, pour le désengagement à venir. Les Afghans sont en première ligne, appuyés par les Français. Le 2 janvier 2012, plus de 40 soldats du BG *Tiger II* conduisent une mission de surveillance au profit des militaires afghans du *Kandak* 31, qui effectuent une patrouille sur le pont de Tagab en direction de Shekut[453]. C'est le début de l'opération *Hunting Spears III*. Appuyées par des éléments français du *BG Tiger II,* les compagnies du *Kandak* 31 réalisent plusieurs patrouilles dans Tagab, Korghal et Sherkel ainsi que sur l'axe routier Vermont. Les soldats afghans fouillent trois sites suspects et détectent un obus piégé au niveau du pont de Tagab. Le 3 janvier, le BG Picardie appuie le *Kandak* 32 de l'armée nationale afghane pour une opération civilo-militaire en vallée de Tizin. Alors que tout semble se dérouler parfaitement entre les forces françaises et afghanes, un nouveau tir « vert contre bleu » se produit. Le 20 janvier 2012, les mentors du *Kandak*, appui de la 3e brigade de l'armée nationale afghane, font l'objet d'une attaque lors de leur séance de sport. Désarmés, ils sont victimes d'une exécution de sang-froid. Audrey Ferraro, dans son ouvrage, retrace l'enchaînement des événements : « *Le vendredi*

étant jour de repos en Afghanistan, c'est une journée idéale pour la remise en condition », indique l'ancienne officier communication de l'armée de terre. « *Vers 9 heures, 25 militaires [...] entament donc en petite foulée le premier des trois tours de [base] prévus, protégés par d'épais murs de sable et de pierres car le danger est... dehors. Il fait froid en montagne. Les mentors courent en tenue de sport classique et ne portent ni armes, ni protections balistiques. [...] Le groupe aborde la zone de posée pour l'accueil des hélicoptères pour la deuxième fois. [...] Le lieutenant-colonel Hugues C. leur demande de s'arrêter de courir pour former des binômes dans l'optique de réaliser un exercice de porter pompier [...]. Une fois en position, [il] donne le top départ de cet exercice de renforcement musculaire. Le groupe est compact sur cinq ou six mètres de front. À peine ont-ils le temps de faire quelques pas avec leur binôme sur le dos que les militaires français deviennent la cible vivante d'un individu. [...] C'est un soldat [afghan]. Porteur de ses équipements de protection, il est équipé d'une arme automatique. [...] 9 h 27 : il ouvre le feu en direction des Français. [...] Plus de 150 cartouches [...] sont tirées en quelques secondes [...]. Des corps tombent sur le sol gelé tandis que le tireur poursuit son sinistre attentat [...]. Les tirs s'arrêtent. L'assassin fait demi-tour et part calmement, comme si de rien était. [...] Sans se retourner, il quitte la zone sans stress apparent, comme un prince diront certains rescapés*[454] ». Quatre militaires français sont tués sur le coup et quatorze blessés. Il s'agit de l'adjudant-chef Fabien Willm, de l'adjudant-chef Denis Estin, du brigadier-chef Geoffrey Baumela du 93e RAM et du sergent-chef Svilen

Simeonov du 2e REG. Le 27 mars 2012, le capitaine Christophe Schnetterle du 93e RAM décède à son tour de ses blessures, alourdissant le bilan pour l'armée française. Un doute subsiste sur les motivations du tireur : coup de folie, vengeance, attentat commandité par les taliban ? L'instruction opaque des Afghans ne lève pas les incertitudes. Le discrédit est porté sur le processus de recrutement de son armée. Cette attaque provoque des remous politiques importants en métropole. L'élection présidentielle approchant, le chef de l'État pensait pourtant contrôler la situation en Afghanistan. Paris est sur le point de signer un traité de partenariat stratégique avec Kaboul. Cette agression est du plus mauvais effet. Après une suspension des opérations militaires, Nicolas Sarkozy demande au ministre de la Défense, Gérard Longuet, et au chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, de se rendre en Afghanistan pour assister à la levée des corps et prendre de nouvelles mesures sécuritaires. Le traité est signé le 27 janvier 2012 et de nouvelles contraintes sont imposées aux soldats afghans travaillant avec les équipes de liaison et de mentorat opérationnel françaises. Le lieutenant B2087 se souvient : « *Nous étions séparés des Afghans par une barrière à l'intérieur du camp. Lorsque nos homologues voulaient venir nous voir, ils étaient obligés de laisser leurs armes à la garde et ils devaient être fouillés. Je me rappelle que mon capitaine n'aimait pas être désarmé par un planton. Je l'avais bien compris. Ainsi, lorsqu'il voulait passer me voir, il m'appelait sur mon portable. Je venais l'accueillir à l'entrée, il me remettait son arme et j'allais ensuite la déposer à la garde. Comme cela, il ne*

perdait pas la face. Nous avons eu d'excellentes relations pendant le séjour. [...] Il comprenait notre attitude, même s'il la regrettait ». Le danger est omniprésent, même à l'intérieur des enceintes fortifiées : « *Je ne quittais jamais mon neuf millimètres, pour aller sous la douche, aux toilettes... Je l'avais toujours sur moi. Pour dormir, je le plaçais sous mon oreiller. Je l'ai souvent cherché ensuite à mon retour en France (rire)* ». Toutes les séances d'instruction se font sous bonne garde : « *Lorsque nous réalisions une instruction* », raconte le lieutenant B2087, « *nous avions toujours un petit détachement de protection. Nous assumions à tour de rôle cette tâche pour nos collègues*[455] ». Si l'objectif des taliban est de semer le trouble dans la collaboration entre les forces françaises et afghanes, l'objectif est atteint. Dans le même temps, Nicolas Sarkozy annonce que le retrait des forces françaises est avancé d'une année au 31 décembre 2013.

Dès le 25 janvier 2012, les opérations militaires reprennent. Le BG *Tiger II* est en appui des *Kandak* 31 et 33, d'une unité d'ouverture d'itinéraires afghane et de 200 policiers lors de l'opération *Valley Flood*[456] en vallée d'Alasay. Alors que les premiers avions gros porteurs Antonov débutent leurs rotations pour rapatrier le matériel de l'armée française en métropole[457], le BG Picardie rétrocède, le 30 janvier 2012, la base de Gwan aux Afghans. C'est une page ouverte par le 17e RGP en mars 2010, qui se referme[458]. Le 2 février 2012, c'est au tour du poste de combat avancé d'Alasay, au cœur de la vallée du même nom, d'être transféré. Il apparaît très clairement que les opérations menées depuis la fin du mois de novembre 2011

et poursuivies au début de l'année 2012 visent à préparer ces passages de responsabilités tout en aguerrissant un peu plus l'armée afghane. Deux sections de la compagnie d'ouverture d'itinéraire[459] afghane débutent leur formation, qui est assurée par les sapeurs du détachement d'ouverture d'itinéraires piégés. À l'heure du retrait, elles doivent être capables d'opérer en appui des bataillons afghans de manière autonome. Pour cela, il est prévu de former une troisième section. Le 5 février 2012, le BG *Tiger II* et les sapeurs du détachement d'ouverture d'itinéraire piégé appuient l'armée afghane dans une opération de contrôle de la vallée de Showki. Elle a pour but de poursuivre le contrôle l'axe Vermont. Le 16 février, le commandement français annonce le retrait du détachement de drones d'observation « Harfang ». Dans le même temps, une campagne de sensibilisation de la population de Surobi à la reprise en main de la sécurité du district par les forces gouvernementales est lancée. De grandes affiches publicitaires fleurissent ainsi sur les bords des routes. Deux équipes de reporters d'images afghans sont formées par l'armée française. À son tour, l'armée afghane se lance dans les opérations d'influence, achevant ainsi une forme d'occidentalisation de ses pratiques.

Les opérations de contrôle de zones et de rétrocessions de postes s'accélèrent durant le premier semestre 2012. Entre le 20 et le 27 février 2012, le *Kandak* 31 permute avec le 33. Ils passent respectivement de Tagab vers la Surobi et de Surobi vers Tagab. Les deux sections afghanes d'ouvertures d'itinéraires trouvent quatre engins explosifs improvisés durent cette opération appelée *Scimitar*[460].

L’ensemble de la brigade Lafayette participe au soutien de ce mouvement tactique, qui se déroule sans réactions majeures des taliban. Le BG *Tiger II* multiplie les opérations *Hunting Spears* en vallée de Tagab. Le 19 mars 2012, la cinquième édition de cette opération permet le bon déroulement deux jours plus tard, du transfert de CP52 et du poste de combat avancé de Shekut, le long de l’axe routier Vermont aux Afghans[461]. Du 2 au 9 avril 2012, la sixième opération se termine par la construction d’un nouveau poste de combat avancé devant Jalokhel. Comme le souligne le communiqué du ministère de la Défense : « *C’est la première fois que l’armée nationale afghane construit en autonomie complète un [poste] sous la protection d’un dispositif afghan qui a su s’opposer aux insurgés et ce malgré des pertes dans ses rangs, notamment de trois soldats afghans*[462] ». De l’ouverture d’itinéraire à la construction du poste, les sapeurs du *Kandak* 34 ont entièrement assumé les tâches dévolues au génie. Le *BG Tiger II* appuie ses alliés depuis les points hauts et assure le guidage des ripostes aériennes suite aux actions des taliban. Les 25 et 26 avril 2012, le BG *Tiger II* participe à l’opération *Basha*, une action de fouilles de cache d’armes en vallée de Ghayn avec le *Kandak* 31. Cette dernière opération du mandat est un succès[463]. Le 7 mai 2012, le colonel de Larouzière succède au colonel Gouriou à la tête du bataillon interarmes de Kapisa. Le BG Acier relève le BG *Tiger II.*

En Surobi, le transfert de responsabilité se concrétise par étapes. Après l’opération *Scimitar*, le BG Picardie appuie le *Kandak* 31 qui découvre sa nouvelle zone de

responsabilité[464]. Cette première reconnaissance dans le secteur réputé calme de la vallée de Tizin, permet aux soldats afghans de prendre confiance. Une semaine plus tard, les soldats français et afghans pénètrent dans la vallée d'Uzbin. Il s'agit de l'opération *Yellow Stork*[465], qui est d'ailleurs la dernière mission de DLAS du bataillon. Le 28 mars 2012, une compagnie interarmes est directement rapatriée en métropole depuis la Surobi. Le 12 avril, sur la base opérationnelle avancée de Surobi se déroule la cérémonie marquant officiellement le transfert de responsabilité du district aux autorités afghanes. À partir de cette date, leurs forces armées sont en charge de la sécurité en Surobi[466]. Deux jours plus tard, la brigade Lafayette change de chef pour la dernière fois. Sur le camp de Nijrab, le général Éric Hautecloque-Raysz succède au général Jean-Pierre Palasset. Il s'agit alors du sixième mandat de la brigade française. Les 16 et 17 avril 2012, le BG Picardie appuie les unités du *Kandak* 31 dans une opération de fouille de caches en vallée de Tizin. Du 23 au 26 avril, les Français appuient, cette fois-ci, le *Kandak* 36 au sud de la vallée de Tagab. Du 25 au 31 mai, l'opération *Hunting Spears 7* permet à l'armée afghane d'affirmer son contrôle sur la région de Tagab alors que la campagne d'été arrive. Cette débauche opérationnelle se produit alors que la France doit garantir des axes logistiques praticables pour ses manœuvres de désengagement de la Kapisa et de la Surobi. Ce mouvement est programmé pour le second semestre 2012. Du 24 avril au 11 mai, la troisième et dernière section de la compagnie d'ouverture d'itinéraire afghane achève sa formation. Elle est dorénavant au

complet et opérationnelle pour mener à bien des missions au profit de ses compatriotes[467]. Le 6 mai 2012, un fait politique bouleverse le calendrier de retrait mis en place en janvier par Nicolas Sarkozy. François Hollande est élu comme président de la République. Adversaire déclaré de la présence militaire en Afghanistan, il fait du retrait accéléré des soldats une promesse de campagne. Pourtant, il reste encore à convaincre les Américains et les Afghans que la France ne les abandonne pas.

Le dénouement politique : l'élection de François Hollande

L'élection de François Hollande fait craindre aux Américains qu'un retrait anticipé de la France ne vienne contrarier le plan de sortie de crise en Afghanistan. Nicolas Sarkozy avait déjà opéré une première volte-face en début d'année 2012. Durant la campagne électorale, le fond de la question ne fait pas débat entre le Président sortant et François Hollande. Le seul point de divergence est sur le rythme du retrait. Le candidat socialiste penche pour un retrait en 2012, ce que tous les experts militaires jugent impossible. Nicolas Sarkozy a décomplexé le futur président sur cette question : « *L'argument principal – la parole de la France qui s'était engagée sur la date de 2014 – tombait de lui-même [après les annonces du mois de janvier 2013*[468]*]* », souligne François Hollande. D'ailleurs, Barack Obama n'avait-il pas agi de la même manière à propos de l'Irak ? Les socialistes s'étaient opposés à l'envoi de nouvelles troupes lors du débat à l'Assemblée nationale en avril 2008.

Ils avaient de nouveau fait entendre leur refus à la faveur du vote du 22 septembre 2008. « *En 2008,* explique François Hollande, *[la] force internationale placée sous le commandement de l'OTAN et dont la présence a été étendue à l'ensemble du territoire afghan, est devenue une armée d'occupation venant soutenir l'armée afghane dans sa volonté de reconquérir le territoire*[469] ». Avant même son élection, l'existence d'une mission secrète à Washington pour préparer le terrain, est révélée par le journaliste Hervé Asquin. Jean-Yves le Drian promet que François Hollande, une fois élu, ne remettra pas en cause le retour de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN. Il renouvelle la volonté du candidat de retirer toutes les troupes combattantes. Enfin, il assure que Paris ne se lancera pas dans une campagne contre la présence de l'OTAN en Afghanistan, qui serait susceptible de porter atteinte à la coalition. L'administration démocrate à Washington est rassurée. Peu après son élection, François Hollande appelle le Président Karzaï pour lui faire part de son intention. Celui-ci n'y est pas opposé à condition que le traité d'amitié franco-afghane soit respecté[470] : « *Je n'ai pas à juger, répond le Président afghan, mais je comprends votre position et nous allons tout faire pour que la transition se fasse dans les meilleures conditions*[471] ». Après s'être rendu à l'évidence de l'impossibilité matérielle du retrait pour la fin de l'année, François Hollande doit régler la question du sommet de Chicago prévu pour le 18 mai 2012. « *Pour le Président [...] Hollande, il était très important d'être un interlocuteur reconnu par Barack Obama et pour le Président américain, il était très important que le sommet*

de l'OTAN ne soit pas perturbé par les positions françaises[472] ». Dès lors une série de réunions préparatoires permettent de régler toutes les questions litigieuses. La France garde la gestion de l'aéroport international de Kaboul et de son hôpital militaire, tout en retirant pour la fin de l'année 2012 toutes les troupes combattantes. Les Français, les Américains et les Afghans sauvent les apparences. Il reste encore la question du chemin à prendre pour le retour du matériel français en métropole. Après avoir étudié différentes solutions, c'est finalement la voie aérienne qui l'emporte. Malgré un coût élevé, c'est elle qui pose le moins de problèmes diplomatiques. Les premiers voyages réalisés en février se déroulent parfaitement bien. De lourds transporteurs « Antonov[473] » rapatrient l'abondante logistique française jusqu'à la base d'Abou Dhabi, où le fret est transbordé dans des cargos qui prennent ensuite la direction des ports hexagonaux. Le 25 mai 2012, François Hollande vient annoncer sa décision aux troupes françaises en Afghanistan : « *Comme président de la République, je me suis engagé devant les Français à retirer avant la fin de cette année nos troupes combattantes d'Afghanistan. C'est une décision souveraine, c'est la décision de la France. Seule la France peut engager la France. Mais elle sera mise en œuvre en bonne intelligence avec nos Alliés […]. Notre retrait sera ordonné et coordonné. Plus de deux mille d'entre vous seront rentrés en France avant la fin de l'année. C'est un défi important en termes d'organisation, en termes de logistique. Le général l'évoquait, c'est une véritable opération qui va avoir lieu avec des risques qui doivent être maîtrisés. Je sais pouvoir compter sur vous, sur*

l'aide des Afghans qui sont partie prenante de cette opération et de nos Alliés, pour que ce défi soit relevé dans les meilleures conditions de sécurité. Ce qui à mes yeux est un impératif, faire en sorte que nous puissions transmettre aux Afghans dans les meilleures conditions et sans risque aucun pour nos troupes ». Il justifie son choix en avançant trois raisons : « *D'abord, nous sommes là depuis dix ans, dix ans de présence internationale sur le sol, les Afghans aspirent à retrouver le plein exercice de leur souveraineté […]. La deuxième raison tient à la nature même et aux objectifs de notre mission. La France est intervenue ici au lendemain du 11 septembre 2001 à la suite d'un acte terroriste effroyable. Elle a fait pour lutter contre ceux qui avaient encouragé, abrité le terrorisme, terrorisme qui est notre véritable adversaire. La France l'a fait aussi par solidarité avec les États-Unis d'Amérique qui avaient été frappés en leur cœur. Les Nations unies, dès le 12 septembre 2001, ont proclamé la légitime défense et la France a été parmi les premiers pays à se mettre en mouvement. C'était il y a dix ans mais aujourd'hui la menace terroriste qui visait notre territoire national comme celui de nos alliés à partir de l'Afghanistan sans avoir totalement disparu a été grâce à vous en partie jugulée […]. La troisième raison, c'est tout simplement que vous avez exécuté votre mission et que vous allez l'accomplir jusqu'au bout en ayant la haute satisfaction d'avoir réalisé [tous les] objectifs*[474] ». Le Président salue, enfin, la mémoire des soldats français morts au combat et remercie ceux qui sont présents, pour l'excellence de leur travail. La décision de retrait prise, les opérations ne cessent pas pour autant. Un

mouvement logistique de grande ampleur se dessine pour retirer d'Afghanistan l'ensemble des hommes et leurs matériels.

Le retrait : les Battle Group Wild Geese et Acier

Le 4 juin 2012, le BG *Wild Geese* (oies sauvages) succède au BG Picardie en Surobi. Le colonel Gilles Haberey prend la suite du colonel Didier Gros. Après l'arrivée un mois plus tôt, du BG Acier en Kapisa, les deux derniers bataillons sont en place pour assurer la dernière phase de désengagement tactique.

Le Battle Group Wild Geese : le dernier envol

L'ossature de ce dernier bataillon de Surobi provient du 92e RI pour l'infanterie, du 31e RG pour le génie et de la 3e BM pour le reste du détachement[475]. Le mandat des « oies sauvages » se déroule en deux temps : un premier en Surobi afin d'assurer la rétrocession complète du district et un second à Kaboul au sein du camp de *Warehouse*. Il s'annonce dès le départ très délicat. Durant sa préparation opérationnelle, le bataillon apprend que le retrait des troupes combattantes est avancé d'une année. Tout cela chamboule la programmation du désengagement logistique prévu à l'origine. L'enjeu est important, car comme le souligne le colonel Haberey dans son ouvrage sur les leçons

de ce déploiement : « *Un pays est toujours jugé sur les conditions de sortie d'un conflit : une conclusion menée hâtivement ou dans la précipitation peut définitivement remettre en cause la qualité de la campagne menée jusque-là*[476] ». Son mandat s'annonce à la fois complexe, sous forte contrainte médiatique et dangereux face à des taliban qui pourraient être tentés de marquer les esprits. À partir d'une analyse stratégique sur son ennemi, ses alliés et sa propre posture visant à établir les centres de gravité de chacun, il définit trois lignes opératoires : « *conserver au [bataillon] sa liberté d'action aux niveaux tactiques, techniques et humains ; maintenir une capacité à appuyer les forces de sécurité afghanes ; garantir en permanence, la protection de la force, des emprises comme des soldats engagés au combat* ». L'objectif de ce cadre est pour l'officier « *[de] conduire notre désengagement en toute impunité en transférant la zone à des forces de sécurité solides sans subir de pertes inacceptables*[477] ». La difficulté est double. Il faut à la fois mener des opérations de désengagement quotidiennes en maintenant l'ennemi à distance, tout en étant soumis au rythme opérationnel de l'armée afghane, maîtresse de la conduite des opérations. « *[Conduire une opération de] désengagement n'a rien d'un simple déménagement* », souligne le chef du bataillon de Surobi. « *Le moindre démontage ou transfert de matériel était inclus dans une opération de grande ampleur dont l'objectif primordial était de permettre à nos logisticiens d'œuvrer en toute sécurité [...]. Une des principales difficultés d'un désengagement logistique est moins le transport des flux – qui reste une action technique toujours bien maîtrisée par*

les escadrons du train – que dans leur composition. Afin de poursuivre les missions, il fallait identifier ce qui pouvait être rapidement replié sur Kaboul et ce qui devait être conservé jusqu'au dernier moment[478] ». Le succès avéré de ces opérations est à mettre au crédit des soldats français. D'autant plus que la pression vient parfois même des officiers afghans, impatients de se partager la manne offerte sur les bases opérationnelles suite au départ des Français.

Concernant les opérations, le temps des manœuvres de destruction des insurgés le long de l'axe routier Vermont ou dans les villages est révolu. Le bataillon ne peut plus conduire des opérations majeures au fond des vallées. Mais cela ne signifie pas que ce mandat s'est déroulé sans combats car le désengagement logistique nécessite de prendre des risques. Le 12 juin 2012, le bataillon interarmes fournit ses premiers DLAS pour assurer l'appui de l'armée afghane en vallée de Tizin[479]. Après avoir sécurisé le village de Lay Kaby, les militaires afghans procèdent à une distribution de matériel agricole au profit de la population. Ces premiers pas en Afghanistan sont suivis de nombreuses opérations d'escortes de convois et de ravitaillement (*Condor Circle*[480]). Le 17 juin, le bataillon connaît son premier engagement au feu à 200 mètres du poste de combat avancé d'Anjiran. La colonne de véhicules tombe dans une embuscade des taliban, estimés à une quarantaine. Le BG *Wild Geese* veut montrer sa détermination. Les savoir-faire développés lors de la préparation opérationnelle sont mis à profit. « *Les sections et le peloton blindé furent déployés dans et de part et*

d'autre du poste de combat avancé », témoigne le colonel Haberey, « *et ripostèrent vers les insurgés camouflés dans les zones bâties, en prenant soin d'ajuster les feux. Les combats durèrent plus de trois heures avec des phases d'intensité variables aux cours desquelles la position reçut des tirs de roquettes [...], tandis qu'un tireur d'élite insurgé tentait d'abattre nos hommes à longue distance*[481] ». En fin d'après-midi, le bataillon regagne la base opérationnelle avancée Surobi sans aucune perte ni blessé. Le 30 juin 2012, le transfert des emprises continue. L'armée afghane prend en compte le poste de combat avancé d'Uzbin[482]. Le colonel Haberey se rappelle : « *[Ce transfert] revêtait plusieurs difficultés. Le terrain était peu favorable à une action discrète, avec une crête – Falcon – surplombant la position et offrant des possibilités de regroupement et de tirs insurgés au nord de la position quasiment à l'abri des vues. En outre, l'axe – Orange – d'entrée et de sortie de la vallée était unique, ce qui signifiait que tous les camions et véhicules passeraient "en file indienne" sous les yeux des insurgés. Les quelques postes d'observation de l'armée afghane à l'est du [poste] étaient pris à partie quasiment toutes les nuits. Clairement, l'opération risquait de mal se dérouler si les insurgés se regroupaient et attaquaient le poste en plein démontage*[483] ». Le chef de corps décide de mener une opération de déception. Il diffuse des informations laissant croire à une opération de vive force du bataillon au fond de la vallée. Radio Surobi participe à la désinformation des populations et des insurgés, perdant ainsi son caractère de média communautaire à l'écart des opérations de propagande. La « libération des cœurs et des

esprits » chère au colonel Durieux est bel et bien terminée. La manœuvre fonctionne : « *Les insurgés nous attendirent de pied ferme, comme espéré, en fond de vallée sur des positions de défense préparées. Pendant quarante-huit heures, l'idée d'un "deuxième bond" vers le nord fut savamment entretenue*[484] ». Les logisticiens ont tout le temps nécessaire pour démonter le matériel et rejoindre Kaboul. Lorsque la ruse est éventée, il est déjà trop tard. Le Kandal 31 en assure désormais la garde. Après une courte cérémonie, les Français se retirent sur la base opérationnelle avancée Surobi.

Le 4 juillet 2012, un convoi du bataillon logistique tombe dans une embuscade aux abords du village de Gogamunda. « *Sur 36 véhicules* », souligne le colonel Haberey, « *15 furent directement touchés avec plus d'une cinquantaine d'impacts relevés*[485] ». Une réplique est décidée pour le 8 juillet 2012. Le BG *Wild Geese*, les forces spéciales et les hélicoptères français participent à l'opération *Black Stork*[486]. Le bataillon assure la protection du Kandak 31 qui réalise une reconnaissance de la vallée allant de Gogamunda jusqu'à Dohane Kuh. Les fantassins de *Wild Geese* appuient les opérations de fouille des villages de Kotagay, Sengalay et Dahane Kuh par les Afghans, qui sont accompagnés par leurs propres appuis. L'opération débute par la saisie du village de Gogamunda par les forces spéciales françaises et afghanes et se poursuit par la progression des éléments en appuis mutuels. Les insurgés quittent la zone. Les Afghans font six prisonniers et désamorcent un engin explosif improvisé[487]. Par la même occasion, cette opération permet de reconnaître et d'exercer un contrôle sur des points

sensibles de l'axe *Highway 7*. Cette route doit être utilisée dans les prochains mois, pour le désengagement complet de Surobi. En vue du transfert du poste de combat avancé d'Anjiran situé dans le sud de la vallée de Tagab, le bataillon mène deux opérations successives. La première, *Green Stork 19*, les 10 et 11 juillet 2012, est réalisée afin que l'armée afghane puisse se rendre maîtresse des villages d'Anjiran, de Ghazikhankhel et de Gwan. Appuyés depuis les hauteurs les Français, les soldats afghans se saisissent de cette zone. La seconde, *Green Stork 20*, le 16 juillet, est le transfert du poste de combat avancé proprement dit[488]. La situation est difficile : « *Chaque engagement en sud Tagab* », se rappelle le colonel Haberey, « *avait généré des accrochages, parfois très violents et le poste de combat avancé Anjiran constituait une vraie fragilité dans le dispositif. Avec uniquement une vingtaine de soldats français insérés dans une unité afghane – le Kandak 36 – suspecté de collusion avec les insurgés [...], et inséré dans un espace urbanisé avec une seule porte d'entrée, ce [poste] à flanc de colline ne serait pas aisé à démonter. En outre, nous savions que la population [...] renseignait les insurgés sur nos mouvements* ». Le bataillon choisit d'avancer de deux jours la date de l'opération sans en avertir son homologue afghan. Pour troubler les taliban, l'ouverture d'itinéraire se déroule de nuit afin que les Français puissent être sur la zone au petit matin. C'est un risque sérieux car la doctrine d'emploi du génie l'interdit formellement. Mais il s'avère payant. Les éléments d'appuis se placent sur les hauteurs. Il est temps alors de prévenir le chef du *Kandak* 36 : « *Le détachement à peine posé, le chef*

de [l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel] avait l'ordre de réveiller le chef du Kandak 36 pour lui annoncer le désengagement. Il lui laissa le temps de prévenir ses unités, puis nous brouillâmes les réseaux personnels et tactiques des soldats afghans[489] ». Le bataillon logistique en profite pour démonter les équipements de la position en une heure. Le matériel de cette emprise est conduit sur la base opérationnelle avancée de Surobi avant de gagner Kaboul. Alors que les insurgés se regroupent à 200 mètres de la position, le dernier véhicule quitte le poste. « *En prime* », souligne le colonel Haberey, « *nous réussîmes à faire signer au colonel afghan le procès-verbal de prise en compte d'un site parfaitement en état d'accueillir une unité afghane supplémentaire. Même en temps de guerre, il ne faut pas occulter les impératifs administratifs*[490] ». Le jour même, l'armée française ne possède plus de postes de combats en Surobi.

Les forces afghanes mènent de plus en plus d'opérations en autonomie complète comme celle du *kandak* 31, le 25 juillet 2012, en vallée de Jagdalay. Le 31 juillet, les troupes françaises quittent définitivement le district[491]. Après une courte cérémonie, le colonel Haberey remet symboliquement les clés de la base opérationnelle avancée de Surobi au chef du *Kandak* 31. C'est la première emprise d'envergure de la zone géographique de la brigade Lafayette qui est totalement rétrocédée. Les derniers soldats français embarquent dans un convoi à destination de Kaboul, où leur mission d'appui aux forces de sécurités afghanes se poursuit. Une partie d'entre eux constitue une force de réaction rapide régionale, destinée à intervenir

dans le district de Surobi. Une autre partie des militaires français continue sa mission de conseil auprès de l'état-major de la 3e brigade de l'armée nationale afghane. Le 9 août 2012, 150 soldats, l'équivalent d'une compagnie interarmes, sont rapatriés en France. À partir de cette date, le rythme opérationnel du BG *Wild Geese* diminue encore. Le 16 août 2012, il mène l'opération *Grey Geese 3* afin de reconnaître l'axe entre Kaboul et Nijrab. En cas de déclenchement de l'élément d'alerte, c'est cette route qui devrait être prise par les soldats français. Le 16 septembre, la brigade Lafayette est mobilisée pour appuyer une opération d'envergure de l'armée afghane : *Saboz* 1 le long de l'axe routier Vermont. Il s'agit de marquer les esprits de la population et des insurgés alors que l'hiver revient, en prévision du désengagement des Français de Kapisa. L'enjeu est de taille car l'armée afghane ne doit pas perdre la face lors de cette manœuvre de tenaille nord-sud qui engage six de ses bataillons dans un terrain très compartimenté et densément peuplé. L'opération dure quatre jours. Les Français sont placés en appuis sur les hauteurs et délivrent des feux pour accompagner la progression des Afghans. Les taliban choisissent de tendre une embuscade aux *kandak* dans les villages de Mirkhel et de Payendakhel pour les contraindre à se battre en milieu urbain. Il faut un raid blindé du *Kandak* 33, le 19 septembre, pour débloquer la situation. Au prix de nombreuses pertes, l'axe routier est ouvert. Fin octobre, l'armée afghane mène une opération *Saboz* 2 en totale autonomie qui, selon le colonel Haberey, se solde par un franc succès. Le bataillon assure encore la protection du poste de combat avancé de

Naghlu, où sont stationnées les équipes de conseillers français. Le 28 octobre, les premières opérations de retrait débutent. Elles se poursuivent jusqu'à la fin du mois de novembre. Le 4 novembre 2012 se déroule la cérémonie de transfert d'autorité entre le colonel Gilles Haberey commandant le BG *Wild Geese* et le colonel Bertrand Joret commandant le bataillon « Aquitaine ». C'est la fin des aventures afghanes du 92e RI. Le bataillon « Aquitaine » s'installe dans le camp de *Warehouse*. Ce mandat est l'occasion pour la 2e compagnie du 19e RG d'assister à la fin de la brigade Lafayette.

Le Battle Group Acier : du départ de Kapisa à la fin de la brigade Lafayette

Le 7 mai 2012, le colonel de Larouzière succède au colonel Gouriou à la tête du groupement tactique interarmes en Kapisa. Le BG Acier du 16e BC prend la suite du BG *Tiger II* du 27e BCA. Le bataillon s'articule autour du 16e BC pour l'infanterie et du 13e RG pour le génie[492]. L'effectif total approche les 831 militaires[493]. L'été 2012 est consacré à la préparation et à la réalisation du retrait de Kapisa. Dès le lendemain de sa prise de responsabilité, le BG Acier réalise une première patrouille mixte avec l'armée afghane dans le village de Joybar en entrée de vallée d'Alasay. Cette phase d'acclimatation semble se dérouler sans incidents. Le 13 mai 2012, le Président Hamid Karzaï annonce que la province de Kapisa figure sur la liste des territoires qui vont être transférés aux forces afghanes durant l'été. C'est la conséquence de l'élection de François

Hollande et de sa volonté d'accélérer le départ des soldats français. Les Américains du commandement régional-Est semblent réticents. Avec le retrait de leurs troupes le long de la frontière avec le Pakistan, la Kapisa devient plus que jamais une zone tampon. « *Lorsque nous sommes arrivés en Afghanistan* », raconte le lieutenant A2083 déployé à la fin de l'année 2012 : « *Si la Surobi était bien sous contrôle de l'armée afghane, la Kapisa était entre les mains des Américains*[494] ». Le 9 juin 2012, les taliban frappent de nouveau. Lors d'une opération de contrôle des routes de la Kapisa, sans doute pour préparer le désengagement, des soldats appartenant aux actions civilo-militaire sont pris pour cible par un kamikaze. Le bilan est lourd : quatre Français sont tués[495] et cinq autres blessés. Les prises à partie ne pouvant plus se faire dans la zone verte, les taliban déplacent le lieu des combats. Le 18 juin 2012, un projet cher au cœur du général Druart[496] trouve un premier aboutissement. L'inauguration des transformateurs de la ligne électrique qui desservira l'ensemble de la province de Kapisa, se déroule à Mahmud-e-Raqi. Il s'agit d'un projet lancé en 2011 et financé par la France. La guerre continue avec son lot de désolations. Le 18 juin 2012, voulant frapper la police locale, les taliban font exploser une bombe sur le marché de Tagab. Deux civils et cinq miliciens sont tués. Une trentaine d'autres sont évacués vers les hôpitaux les plus proches. Plus que jamais, le conflit prend le visage de la guerre civile[497]. Le 4 juillet 2012, la cérémonie de transfert de la province de Kapisa se déroule à Mahmud-e-Raqi. La France, qui a pris la responsabilité de la province en 2008, met fin à quatre années de présence et de combats.

L’armée nationale afghane ne se retrouve pas pour autant seule car des conseillers américains prennent aussitôt le relais. Dans son discours officiel, le général Hautecloque-Raysz rappelle que les avancées sont le résultat du « *Partenariat entre la brigade Lafayette et [les forces afghanes], du long chemin parcouru ensemble épaule contre épaule, “shona ba shona” [...] pour apporter la paix et la sécurité* ». Il rappelle : « *La situation sécuritaire en Kapisa [est] encourageante. Bien sûr l’insurrection reste active dans les districts de Tagab et d’Alasay. Mais face à elle les forces de sécurité afghanes ont commencé à prendre la tête des opérations dès l’automne 2011*[498]*.* » Les forces françaises accompagnent les Afghans sur le terrain pendant l’été pour leurs opérations de contrôle de zone (*Gyrfalcon*). Sur le modèle des DLAS, elles assurent l’observation et éventuellement font intervenir les appuis. Dans le même temps, le désengagement se poursuit. Lors des opérations *Condor Circle*, le bataillon logistique approvisionne les camps français, tout repartant avec des conteneurs pleins. C’est comme cela, au fils des convois, que les postes de combats ou les bases opérationnelles avancées sont progressivement soulagées de tout leur matériel. Les opérations *Condor Circle* permettent de contribuer au renforcement des postes de l’armée afghane, de la police et des milices. Pour autant, ces missions ne sont pas sans risques. Les conseillers français intégrés aux *Kandak*[499] continuent d’être exposés. Le 7 août 2012, des éléments français engagés dans une opération d’appui sont pris à partie au niveau du pont de Tagab. L’adjudant-chef Franck Bouzet est tué sur le coup. Depuis le début de

l’engagement de la France en 2001, 88 militaires français sont morts en Afghanistan. Le 5 août 2013, l’adjudant Gwénaël Thomas sera le 89e et dernier soldat français à perdre la vie au Pays de l’Insolence.

Le 30 septembre 2012, les 130 derniers militaires du BG Acier de la brigade Lafayette quittent la base opérationnelle avancée de Tagab. Ces soldats sont désengagés lors de l’opération *Condor Ramscapelle*. Une partie d’entre eux doivent relever des éléments stationnés sur la base opérationnelle avancée de Nijrab tandis que d’autres retournent en France. Un détachement de liaison, fort d’une vingtaine de militaires, reste quant à lui sur place pour poursuivre la mission de soutien aux forces afghanes, en particulier pour faciliter la mise en œuvre des appuis et pour assurer la liaison avec le détachement américain qui est installé sur la base. Depuis la mi-août, ce sont près de 350 militaires qui ont quitté l’emprise de Tagab. Six convois logistiques sont nécessaires pour assurer le redéploiement des troupes et de leurs matériels de Tagab vers Kaboul, soit près de 200 conteneurs et véhicules[500]. Le 2 novembre 2012, la compagnie interarmes française quitte Nijrab. C’est le préambule au transfert de la base, le 20 novembre 2012, au 201e corps de l’armée nationale afghane. Le départ des soldats français marque la fin des opérations en Kapisa et le retrait des troupes participant directement aux actions de combat en Afghanistan[501]. Le 25 novembre 2012 scelle la fin de la mission de la brigade Lafayette. Sur le camp de *Warehouse,* elle transfère officiellement la responsabilité du district de Surobi et de la province de Kapisa aux forces de la 3e brigade de l’armée nationale afghane[502]. Les dernières

emprises en Kapisa et en Surobi sont évacuées. Le 1er décembre 2012, le général de brigade Francisco Soriano prend le commandement de l'état-major Pamir. C'est un échelon de commandement unique qui succède à celui de la brigade Lafayette et remplace celui du chef du commandement national ou *National Contingent Command* (NCC[503]). Ce sont les derniers jours de présence pour les forces combattantes en Afghanistan.

Malgré le retour du BG *Wild Geese et* du BG Acier, il reste encore des troupes du génie déployées en Afghanistan à la fin de l'année 2012. Il s'agit de la 2e compagnie du 19e RG qui fournit un détachement pour le Bataillon de Protection (BATPROTEC) « Aquitaine ». La préparation de la compagnie est perturbée. Dès le mois de mai 2012, les sapeurs apprennent que la Surobi est rétrocédée. Au fur et à mesure que le temps passe, il n'y a plus qu'une section sur le départ. Au final, c'est une structure allégée qui gagne Kaboul : une section et une équipe de démineurs spécialisés. La mission ne dure que sept semaines entre le 28 octobre et le 15 décembre 2012. La décision de départ prise, les Français sont prudents. Le détachement du génie ne sort que cinq fois du camp de *Warehouse* pour remplir trois missions d'appuis et deux de reconnaissance. Les sapeurs assurent la sécurité du « point chaud » du pont de Gogamunda, pour permettre aux derniers convois logistiques de passer. « *Dès le 25 novembre* », raconte le lieutenant A2083, « *nous savions que nous n'allions plus ressortir* ». Débutent alors de longues semaines d'attentes où il faut occuper des soldats déçus par la tournure des événements : « *Le soldat inoccupé, il fait des bêtises* »,

explique le lieutenant. « *On n'avait pas de moyens pour l'instruction. Alors nous faisions du sport, des révisions… mais les soldats, ils observent. Ils voient qu'on leur retire tout. Ils se sentent bloqués sur le camp. Et c'est là que les problèmes surviennent : problèmes d'alcool, de discipline*[504] ». Le camp se vide progressivement et les soldats sentent bien qu'une page se tourne. Le 31 décembre 2012, la visite du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian clôt une année de désengagement. Le ministre fait parvenir de France des crêpes pour nourrir l'ensemble des soldats pour le réveillon. C'est aussi peut-être comme cela que se terminent les guerres sans nom au XXIe siècle.

Conclusion

Au fil des pages constituant ce récit, nous nous sommes efforcés de reconstituer un pan entier de l'histoire immédiate française : celui de l'engagement de son armée en Afghanistan entre 2001 et 2012. L'adaptation du génie aux conditions changeantes du combat constitue notre fil conducteur. En dix ans, les forces françaises se transforment et l'engagement opérationnel du génie évolue, d'abord dans un contexte de stabilisation entre 2001 et 2006, puis vers des combats de plus en plus intenses entre 2007 et 2011. À l'image de la guerre du Golfe en 1991, et sans doute comme toutes les campagnes précédentes, cette opération bouleverse les convictions considérées comme acquises. La première avait permis à l'armée de terre post-guerre froide de se confronter aux réalités de la guerre conventionnelle de la fin du XX^{e} siècle. La seconde oppose les militaires de la jeune armée professionnelle à un adversaire d'un nouveau type et l'immerge dans les opérations de contre-guérilla du début du XXI^{e} siècle. Ce changement de posture n'est ni facile, ni instantané. Il nécessite une observation, une réflexion et une adaptation continues. Malheureusement, sur le champ de bataille, le manque d'anticipation ou les

erreurs d’appréciation se paient du prix du sang. Les coups du sort et les revers, les succès et les bonnes pratiques, d’origine nationale ou observés chez les alliés de la coalition sont autant d’accélérateurs de ces transformations. À l’heure où le concept de « guerre zéro mort » connaît une désaffection aussi rapide que sa popularité initiale, il reste parfois difficile d’admettre la mort d’un soldat, même si les taux de pertes sont sans commune mesure avec ceux des conflits antérieurs, et que ni l’entraînement, ni l’armement hautement technologique, ni les prévisions des états-majors ne peuvent, à eux seuls, se substituer aux effets nécessaires de l’adaptation sur le terrain. En Afghanistan, l’armée française a conduit des opérations de contre-guérilla en terrain montagneux. C’est à partir de son déploiement en Surobi et en Kapisa que l’armée française a été conduite à mener des opérations parfois très dures. Auparavant, les forces déployées à Kaboul n’en avaient tout simplement pas la mission.

Jusqu’en 2005, les sapeurs sont essentiellement sollicités pour collecter les munitions non explosées qui jonchent le sol afghan, pour réaliser des travaux d’organisation du terrain ou d’aide au déploiement, ainsi que pour participer au programme de désarmement général en contrôlant les dépôts et en détruisant les caches d’armes. Le génie intervient auprès des populations pour des actions de sensibilisation contre le danger des mines et pour contribuer à la réalisation de multiples projets civilo-militaires. Les savoir-faire développés dans les années 1990 sont alors tout à fait adaptés. Très tôt, les engins explosifs improvisés font des victimes en Afghanistan, mais l’aire de responsabilité

française est relativement épargnée. Les interventions des démineurs sont rares et se prêtent parfaitement à leur statut très spécialisé et à leur effectif limité. Dès ces premières années, le travail en coalition multinationale permet de faire peu à peu évoluer les pratiques. L'utilisation de certains robots par les démineurs anglo-saxons en particulier persuade les Français de les adopter à leur tour. L'utilisation des *Bastion Walls* pour les travaux de protection justifie l'investissement dans des matériels nouveaux, de type *Hesco*, observés chez les Britanniques, plus efficace que les traditionnels gabions utilisés jusque-là. L'armée française à Kaboul ne vit alors qu'un engagement limité par le pouvoir politique, qui ne souhaite pas entrer dans l'engrenage des combats. Le centre de planification et de certification opérationnelle interdit au génie de procéder à du déminage de zone pour ne pas risquer la vie des sapeurs. Cette activité est laissée aux alliés et aux nombreuses ONG qui travaillent en Afghanistan. Seul le déminage des artifices qui menacent directement la vie des soldats est autorisé. L'entraînement au combat interarmes n'est pas davantage développé. Comme au cours de la décennie précédente, les fantassins, les cavaliers, les artilleurs, les sapeurs, les transmetteurs, cohabitent, s'appuient mutuellement sur ordre mais méconnaissent dans une large mesure leurs missions, leurs matériels et leurs capacités réciproques. Ils se croisent souvent sur le terrain comme à l'instruction en métropole, mais les bilans restent mitigés : le chef interarmes ne sait pas utiliser pleinement le potentiel de tous les moyens à sa disposition, et en particulier ceux du génie. En Afghanistan, durant les

premières années, devant le calme relatif de la zone de responsabilité française, certains observateurs voient le triomphe de la *French Touch*, héritage de ce savoir-faire hexagonal, fruit d'une longue histoire militaire coloniale (par ailleurs largement fantasmée ou mythifiée), qui permet d'entretenir de bons rapports avec la population.

Penser que les missions qui s'enchaînent à Kaboul ne le sont que de manière monotone et répétitive est une erreur. Dès 2003, un processus d'adaptation débute. Le retour des taliban, la projection des forces spéciales à Spin Boldak et la menace des engins explosifs improvisés incitent l'armée française à s'interroger sur sa doctrine, ses formations, ses moyens. Sommes-nous suffisamment protégés ? Disposons-nous du matériel qui nous permettrait d'engager le combat si la situation s'aggravait ? Ces deux questions, de la protection de la force et de la réversibilité, sont les premiers moteurs d'une adaptation qui ne va pas cesser. Cependant, dans une armée qui n'est pas confronté à un péril vital immédiat, ce processus prend du temps. La mise en place d'une doctrine de lutte contre les engins explosifs improvisés est à ce titre révélatrice. Dès 2002, les démineurs du 31e RG récupèrent des bombes artisanales déposées le long de la route de Bagram pour exploser au passage des convois. Les Français connaissent déjà le potentiel destructeur de cette « arme du pauvre », largement utilisée durant la guerre civile au Liban. À partir de l'été 2003, la menace se précise. Les taliban font exploser à Kaboul des véhicules allemands en utilisant, entre autres, une voiture-suicide. Quatre mois plus tard, le 2 octobre 2003, un démineur du 3e RG neutralise un engin

explosif improvisé radiocommandé à distance, sans utiliser de brouilleurs. Au début de l'année 2005, les forces spéciales ont interrogé l'échelon central NEDEX sur les mesures à prendre pour lutter contre ces engins. Un processus est lancé, qui aboutit à des achats d'équipements, à la constitution de nouvelles unités, à l'élaboration de stages adaptés au sein de l'école du génie et à la refonte de certains éléments de doctrine. Malheureusement, le 3 août 2005, le caporal-chef Cédric Cruppel, du 1er RPIMA, est le premier soldat français victime d'une bombe artisanale sur ce théâtre d'opérations. Dès le mois d'octobre, une deuxième équipe de démineurs est envoyée en Afghanistan pour compléter les effectifs du bataillon de Kaboul. À l'occasion du mandat suivant, en mars 2006, les premiers véhicules équipés de brouilleurs sont testés sur les forces françaises et la première utilisation opérationnelle se déroule le 25 avril, en ouverture d'un convoi. À cette date, il n'y a sur le sol afghan que deux VAB « Bromure ». À l'été 2006, les premières sensibilisations contre la menace que constituent les engins explosifs improvisés sont réalisées lors des phases de mises en condition opérationnelle, préalable hexagonal au déploiement des troupes. En 2007, les véhicules trop faiblement blindés sont retirés d'Afghanistan ou font l'objet de la pause de kits de surprotection. Désormais, l'ouverture d'itinéraire par des spécialistes est de plus en plus fréquemment demandée par les chefs interarmes qui redoutent cette menace.

Les commandants d'unité se rendent compte que les qualifications des hommes, à certains égards, posent

problème vis-à-vis de la réglementation sur le théâtre d'opération. L'école du génie modifie le contenu de ses enseignements pour donner la priorité à l'appui au combat et à la lutte contre les engins explosifs improvisés. Les compétences des démineurs sont élargies, afin de donner plus de responsabilité à l'échelon tactique et de fluidifier la manœuvre sur le terrain. L'accès à la qualification de démineur spécialisé s'assouplit. Il est possible de disposer de démineurs en plus grand nombre et plus jeunes, physiquement plus aptes et auxquels l'absence de charges de famille laisse l'esprit plus libre. Une doctrine de lutte contre les engins explosifs improvisés est rédigée. Elle comporte trois volets : la lutte contre les engins, l'entraînement des unités et l'attaque des réseaux. En 2008, le processus s'accélère lorsque la fouille opérationnelle spécialisée est expérimentée en Kapisa. La première projection d'une capacité intervient en avril 2009. Un détachement d'ouverture d'itinéraires mécanisé est aussi créé, à l'image de ceux développés par les Américains en Irak. À Angers, l'école du génie créé de nouvelles filières de formation, enseignées entre 2010 et 2011 au sein du Centre Contre-IED (CCIED), puis dans le cadre du Centre Interarmées MUNEX (CIAM). Sur le terrain, les équipements de protection individuels se modifient tandis que les sapeurs et les taliban mènent une guerre d'usure au cœur de laquelle l'ingéniosité et l'initiative des hommes trouvent à s'exprimer. Depuis 2009, les mises en conditions avant projection font de la collaboration interarmes la clef de la réussite de la manœuvre sur le terrain. La formule traditionnelle « Pas un pas sans appuis » retrouve tout son

sens. Depuis qu'elle est en Afghanistan, au contact des réalités des opérations actives, l'armée française n'a eu de cesse de s'adapter aux menaces. Plus la guerre devient cruelle et plus les adaptations s'accélèrent. « *Une armée ne fait pas la guerre pour s'aguerrir* », nous confiait le général Georgelin lors de notre entretien. Certes. Mais elle capitalise son expérience, comme en témoignent les nombreux documents officiels publiés ces dernières années et dont les dividendes ont été recueillis au Mali.

En dépit de cet investissement accru, le nombre de régiments du génie diminue encore entre 2001 et 2012, au fil des lois de programmation militaires et des mesures de réorganisation. Le besoin en sapeurs étant important, le rythme d'engagement de certains régiments est remarquable. Le 2e REG est présent lors de tous les mandats « hiver » de la brigade Lafayette : six cent vingt-cinq officiers, sous-officiers et légionnaires ont été déployés sur ce théâtre en dix ans. L'ensemble de ses compagnies s'est « autorelevé » au moins une fois durant cette période. L'effort du 17e RGP est comparable sur les mandats « été », tout comme celui de la 6e compagnie de dépollution du 13e RG en auto-relève pour armer le détachement d'ouverture d'itinéraires piégés. Ces régiments ont acquis et entretiennent encore des savoir-faire de lutte contre-guérilla adaptés à l'Afghanistan. Avec la fin du retrait des troupes françaises, la question de leur pérennité se pose désormais. Dans une armée sous forte contrainte budgétaire, où il a parfois été nécessaire de collecter l'ensemble des matériels sensibles d'un régiment (armements, optiques, etc.) pour pouvoir projeter une compagnie équipée, d'autres

compétences ont été délaissées (franchissements[1], déminage de zones, etc.), faute de temps, d'entretien des équipements ou de moyens pour les enseigner. Les engagements actuels amènent une nouvelle fois les sapeurs à affronter des adversaires irréguliers[2], structurés en réseaux, utilisant des engins explosifs improvisés et pratiquant le combat de guérilla. Mais qu'en serait-il si une menace plus symétrique devait se manifester ? L'Iran, la Syrie, le retour de la Russie comme puissance impérialiste, les scénarios ne manquent pas. Par ailleurs, la question de l'existence de microparcs de matériels acquis pour l'Afghanistan (« Aravis », Buffalo, brouilleurs) pose la question de leur maintenance, et donc du maintien de leur capacité opérationnelle.

Dix ans d'engagement en Afghanistan ont fait de la protection de la force le cœur des préoccupations des sapeurs. Les constructions de postes de combats ou de bases opérationnelles avancées peuvent laisser penser au retour des officiers bâtisseurs, des lignes de postes de la conquête coloniale à la ligne de Lattre autour du delta utile du Tonkin, en passant par le camp retranché de Na San. Malgré d'incontestables progrès technologiques (utilisation des ballons captifs d'observation équipés de matériels électroniques sophistiqués, *U-Wall* et *T-Wall* contre les effets des explosions, etc.) et techniques (*Hesco Bastion Wall*), l'engagement au Pays de l'Insolence souligne une rupture historique chez les héritiers de Vauban. Conseiller du chef dans l'élaboration et la réalisation de son plan de bataille, l'officier du génie ne peut simplement proposer des solutions techniques. Il serait d'ailleurs réducteur et

dangereux qu'il n'apporte qu'une réponse strictement technique à des problèmes tactiques. La construction d'un poste de combat doit également répondre à des problématiques strictement opérationnelles, voire stratégiques. Auparavant, la très grande majorité des officiers du génie pouvait maîtriser les deux domaines. Avec la création du Service d'infrastructure de la Défense (SID), le domaine technique tend insensiblement à se déconnecter des problématiques tactiques du théâtre d'opération au fur et à mesure des plans annuels de mutation et du rajeunissement des cadres. Du moins la réforme en cours est-elle très souvent ressentie comme entraînant cette conséquence. La polyvalence historique tend à se perdre, au profit d'une spécialisation des tâches qui peut engendrer des effets pervers ou négatifs et au moins un alourdissement final des coûts (opération *Synapse*, travaux incessants sur la base opérationnelle avancée de Tagab pour la protéger des tirs indirects, durcissement non initialement prévu de l'état-major de la brigade Lafayette à Nijrab en cours de mandat, etc.). Une réponse est partiellement apportée depuis le début des opérations au Mali en janvier 2013. La fonction *Joint Chief Engineer* (selon la norme de l'OTAN) a été créée au niveau de l'état-major opératif de Serval. Cette autorité du génie de théâtre a pris sous son commandement tactique les trois composantes du génie militaire présentes (détachement d'appui au déploiement de l'armée de l'air, la chaîne infrastructure du SID et la composante terrestre de la brigade). Cette autorité assurait la mise en cohérence de tous ces acteurs. C'est une première réponse intéressante qui ne gomme qu'en partie

les effets pervers soulignés plus haut. En contre-guérilla, la faculté d'adaptation du plus petit échelon tactique est nécessaire pour produire un effet. La disparition de la culture technique et tactique chez les sapeurs est un frein à leur capacité d'adaptation sur le terrain. Les premiers témoignages recueillis après le déploiement des troupes françaises au Niger laisseraient apparaître un manque de culture tactique chez certains correspondants du SID qui se traduirait par une adaptation des plans d'implantation d'infrastructures sur le terrain (bases opérationnelles, postes de combats avancés…). Et c'est souvent les sapeurs les plus anciens qui font encore bénéficier les plus jeunes de leur expérience opérationnelle antérieure. La logique interarmées de formation d'ingénieurs hautement spécialisés en infrastructures et en procédures de marchés publics trouve peut-être une limite dans les confins du Sahel. Une réflexion sur les contenus d'enseignements de ces personnels très qualifiés serait peut-être une piste de réflexion à explorer.

Le déroulement des opérations en Afghanistan montre que les sapeurs intégrés à une manœuvre d'ensemble doivent être capables de redevenir un pion tactique classique supplémentaire dès la fin de leur mission spécifique. Cela suppose une grande maîtrise du combat d'infanterie ainsi qu'un niveau d'équipement identique à celui des fantassins pour être totalement interopérable. Le génie est une arme de combat. Cette polyvalence, reconnue indispensable sur le champ de bataille, semble parfois aller à l'encontre de la spécialisation croissante des sapeurs. Cette question touche jusqu'à la structure même des

sections du génie. Dotées d'un chef d'équipe en moins par rapport à leur homologue de l'infanterie, elles ne peuvent compter en leur sein une équipe d'appuis spécialisés (lance-roquette, tireur de précision, lance-grenade individuel). Ce constat conduit donc à s'interroger sur la pertinence de l'hyper spécialisation des armes techniques, à l'heure où un fort socle commun de connaissances, partagées par tous les hommes quelle que soit leur arme d'appartenance, semble particulièrement utile face à un adversaire rustique et manœuvrier. S'il est aussi contre-productif qu'illusoire d'envisager la disparition des distinctions entre les armes (infanterie, cavalerie, artillerie, génie, etc.), sans doute serait-il pertinent d'approfondir ce socle commun des connaissances d'infanterie des hommes du rang et de conforter les compétences interarmes des cadres. Se pose toutefois, alors, une double question : celle du temps disponible pour la formation d'une part et celle d'une relative harmonisation des équipements.

L'engagement français en Afghanistan répond à une lente évolution du positionnement politique et militaire entre 2001 et 2007, assortie de deux virages et d'une rupture. Le premier virage est celui de l'élection de Nicolas Sarkozy en mai 2007, qui décide de l'envoi de troupes en Kapisa puis de la création de la brigade Lafayette. Le second est celui du mois de juillet 2011, lorsque l'armée nationale afghane est fortement invitée à passer en première ligne lors des opérations. La liste des morts qui s'allonge commence à avoir un coût politique en métropole. Le mois de septembre 2011 est marqué par la rupture du consensus politico-militaire sur la nature des opérations à mener en

Afghanistan. Celles-ci sont désormais conditionnées par deux mots : « désengagement » et « retrait ». La faible capacité de résilience de la société française, comme celle de la plupart des autres sociétés occidentales, est souvent mise en avant pour expliquer la relative réussite de la stratégie des taliban, consistant à marquer les opinions publiques nationales pour contraindre les autorités gouvernementales à annoncer le retrait de leurs armées. N'est-ce pas là, toutefois, vouloir accuser un peu rapidement l'adversaire de nos propres insuffisances ? La question mérite d'être posée. Lorsque les troupes françaises sont engagées dans les opérations Héraclès puis Pamir à partir de 2001, personne ne s'en émeut dans l'hexagone. Les Américains sont violemment attaqués sur leur sol et il existe un large consensus pour approuver l'envoi de troupes. Par contre, les évolutions ultérieures (envoi des forces spéciales en 2003, renforts en Kapisa en 2008) ne font l'objet ni de débat ni de vote de la représentation nationale. Le chef de l'État, dans son rôle de chef des armées, monopolise d'une certaine manière le débat sur la défense et l'éloigne du citoyen, qui redécouvre que ses soldats sont engagés dans de véritables opérations de guerre lorsqu'il apprend leur mort. Cette interrogation institutionnelle mais aussi stratégique s'accompagne de celle de la définition admise par tous des véritables intérêts stratégiques de la France. Les citoyens seraient-ils à ce point irresponsables qu'il faille leur conter de « belles histoires » pour justifier l'emploi de la force armée ? Que la France ait des intérêts stratégiques qui conduisent ses soldats à se battre en Afghanistan ne fait aucun doute. Nous

avons identifié trois raisons politiques majeures : la réinsertion de la France dans le commandement intégré de l'OTAN pour préserver son outil militaire et ne pas le laisser se déclasser progressivement ; la conservation de son statut de grande puissance militaire membre du Conseil de sécurité de l'ONU et alliée des États-Unis ; la volonté de compter politiquement au sein de l'Alliance Atlantique pour relancer l'Europe de la défense. Ne pas affirmer ces raisons de fond devant le pays conduit à refuser le débat public sur leur pertinence et sur la définition d'objectifs nationaux à atteindre. Au lieu de ce discours de vérité, la décision politique s'habille de nobles intentions (scolariser les petites filles, libérer la femme afghane, installer la démocratie, etc.) ou agite le spectre de la peur (éviter que les taliban ne viennent poser des bombes à Paris). Mais lorsque le coût humain pour des justifications aussi éloignées des préoccupations du pays semble devenir trop lourd, l'inquiétude s'installe et les sondages deviennent moins favorables. Cette question essentielle de la résilience d'une société démocratique, mise en parallèle d'un désintérêt grandissant pour la chose publique, ne traduit-elle pas une faillite du dialogue au sein de la communauté nationale ? Comment nos sociétés peuvent-elles mener les guerres qu'elles estiment nécessaires à la défense de leurs intérêts fondamentaux au XXIe siècle et comment peuvent-elles mobiliser leurs citoyens ? À bien des égards, l'engagement de l'armée française en Afghanistan souligne l'importance de cette question.

Cette opération a permis à toute une génération de militaires d'exercer son métier et de faire la preuve de ses

compétences sur un théâtre d'opération exigeant, où tous les moyens ont progressivement été mis en place pour leur permettre de remplir leurs missions. Pour un grand nombre d'entre eux, ils découvrent également la réalité du travail en coalition. À partir de l'été 2008, le bataillon interarmes de Kapisa puis l'ensemble de la brigade Lafayette relève du commandement américain de la région Est. Cette subordination impose une uniformisation des procédures, mais implique aussi une adhésion de chacun aux objectifs du plan de campagne général. Pour autant, nous pensons, au regard de nos entretiens, qu'il n'est pas fondé d'assimiler en toutes circonstances l'action des Français à celle des Américains. La lente évolution vers des combats de plus en plus violents à partir du troisième mandat de la brigade Lafayette s'explique par le relatif échec des stratégies de contre-insurrection mises en œuvre jusqu'à l'automne 2010, la date de retrait fixée à 2014 lors du sommet de l'OTAN à Lisbonne qui fixe un horizon à atteindre pour les taliban mais aussi pour la coalition. Il est aujourd'hui reconnu que les Américains du commandement régional-Est font pression pour que la circulation sur l'axe routier Vermont soit rétablie pour le 28 février 2011 au plus tard, sous peine d'intervention directe. Mais nous supposons fortement qu'une volonté délibérée de changement de posture stratégique (faire de la destruction des taliban la priorité des combats) et tactique (porter le combat dans les maisons des Afghans, créer et tenir une série de poste le long de l'axe routier Vermont) provoque un engrenage de violences jusqu'à la rupture politico-militaire. Ces choix

n’ont pas été imposés au commandement français par les Américains.

Il est frappant de constater dans le cadre de cette lutte où le rôle des opinions publiques est fondamental, comment la prise en otage de deux journalistes peut avoir une influence très importante sur la poursuite des opérations et sur leur perception par les citoyens. En rachetant Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière aux bandits qui les avaient interceptés sur une route en Kapisa, les taliban se sont offert une vitrine quotidienne dans tous les organes de presse de l’hexagone et jusqu’aux frontons des mairies. Ils disposaient, en outre, d’une carte maîtresse dont ils profitèrent au moins une fois pour faire cesser les opérations militaires sur le terrain. Leur détention et ses conséquences provoquèrent au moins un mort dans les rangs des militaires français. Leur libération, qui laisse planer de nombreuses interrogations, ainsi que les polémiques provoquées avec l’institution militaire sur leurs conditions d’exercice sur le terrain, doivent nourrir des questionnements. Le sort des guerres contre-insurrectionnelles se joue aussi dans les médias. Le colonel Bigeard l’avait bien compris en Algérie. Lorsque les armées remportent des victoires, il faut que cela se sache mais pas au détriment de la liberté d’exercice des journalistes. Cette profession doit elle aussi se remettre en cause. Que vaut la sacro-sainte neutralité du journaliste lorsque celui-ci est embarqué au sein d’une unité et rapporte essentiellement ce que l’on veut bien lui montrer ? Il devient un acteur – qu’il le veuille ou non – de la guerre des perceptions et dans l’optique de l’insurrection, une cible. Il existe des

journalistes indépendants qui montrent une autre voie. Celle du travail d'enquête laborieux sur le temps long, risqué parfois, qui s'affranchit des passe-droits et de la facilité. Certains comme Claire Billet ont même réussi à réaliser des reportages aux côtés des taliban pour essayer de documenter leur point de vue. Il provoqua la colère de la FIAS qui lui retira ses accréditations pour exercer son métier en Afghanistan. À l'heure d'Internet ou du village mondial, la guerre des perceptions ne peut pas se construire essentiellement sur de la propagande. C'est une question d'équilibre : l'institution militaire comme les journalistes de guerre ne peuvent pas manquer de se poser la question de leurs relations et de leurs attentes réciproques. Les démocraties en guerre contre des mouvements insurrectionnels doivent pouvoir remporter la victoire sans renier leurs valeurs. La diabolisation à outrance de l'adversaire les prive de possibilité de négociation.

Pour la première fois, les soldats français ont pu bénéficier jusqu'au plus bas échelon tactique, des appuis de l'artillerie de précision, des drones armés, des avions de chasse, des bombardiers, des hélicoptères de combat et des évacuations sanitaires en moins d'une heure. Cette richesse de moyens est assez exceptionnelle à l'échelle de l'histoire contemporaine de l'armée française. Pour autant, elles placent le commandement devant de fortes attentes et de lourdes responsabilités. La mise en condition opérationnelle spécifique à l'Afghanistan était essentiellement orientée vers le combat de haute intensité, ce qui peut d'ailleurs sembler paradoxal lorsque l'on veut préparer un conflit de contre-insurrection au cœur des populations. Cette

abondance de puissance de feux dans les mains de chefs de bataillons interarmes, justifiée par la menace quotidienne que faisaient peser les insurgés, était-elle dans le même temps compatible avec l'esprit de la mission ? Elle permettait, certes, d'assurer la sécurité rapprochée des hommes déployés sur le terrain, mais constituait aussi un risque permanent de « dégâts collatéraux », qui conduisent généralement à une radicalisation d'une partie de la population locale. Cette question renvoie à l'ambiguïté même du terme de « contre-insurrection », ainsi qu'à sa part d'ombre. Les sapeurs, au nom de leur devise « Parfois détruire, souvent construire », ont souvent été confrontés à cette ambiguïté. Les références trop rapides aux campagnes de décolonisation n'apportent sur ce point aucune réponse satisfaisante.

Les hommes et les femmes qui se sont battus en Afghanistan ont vécu des expériences fortes, mais contrastées. En fonction de l'année durant laquelle s'est déroulé leur mandat, de leur arme d'affectation, de leurs missions, de leurs niveaux de responsabilité, tous et toutes portent en eux une parcelle de vérité. Pour la première fois, des femmes se sont effectivement battues aux côtés des hommes au sein des mêmes unités de combat. Dans le génie, le sapeur Vanessa D. de la 3e compagnie du 19e RG a reçu la médaille d'or de la défense nationale pour avoir secouru des fantassins du 110e RI pris dans un champ de mine. Le sapeur-parachutiste de première classe Anaïs V. de la 2e compagnie du 17e RGP a participé à toutes les opérations de l'été 2011. Le sergent Julie X., du même régiment, reçoit la croix de la Valeur Militaire pour son

action au sein du premier détachement de fouille opérationnelle spécialisée. Une étude plus complète sur l'engagement des femmes de toutes les armes en Afghanistan pourrait être d'un très grand intérêt pour mieux comprendre leurs motivations, évaluer leur intégration, les problématiques spécifiques qu'elles rencontrent – l'égal accès aux récompenses, par exemple – et plus globalement les mutations en cours dans l'armée de terre. Pour la première fois aussi dans l'histoire de l'armée française, des dispositifs du service de santé sont mis en place avec cette ampleur et cette densité relative pour prévenir et prendre en charge les blessés psychologiques. Le rapprochement entre la collecte de témoignages de soldats rentrés des théâtres d'opérations extérieurs avec d'autres domaines de la recherche scientifique, comme celui de l'étude épidémiologique, permettra de mieux comprendre les effets de la guerre sur la construction des individus. Le ressenti des combattants est aussi différent que la multitude des fonctions, des responsabilités et des périodes d'engagement. L'été 2011 cristallise chez beaucoup de sapeurs interrogés des blessures que le temps finira peut-être par adoucir : la perte d'un camarade, les questions sur le sens de la mission et sur le soutien de leurs concitoyens. Notre recueil de récits de vie témoigne d'une mémoire en cours de construction, avec ses certitudes, ses illusions, ses erreurs, sa volonté de donner du sens à des événements, dont on a parfois le sentiment qu'ils n'en ont peut-être pas. Car donner du « sens » permet de « comprendre » et peut-être un jour « d'accepter », avant de tourner la page.

Alors que les militaires disparaissent des régiments au gré des mutations, des aléas de carrière, qui se rappellera demain de l'histoire individuelle des soldats français d'Afghanistan ? Quelles traces exploitables par l'historien demeureront à l'ère du tout numérique ? À l'heure du courriel, il sera difficile de se pencher sur les correspondances aux familles. La profusion de photos numériques, leur absence de légende et leur conservation posent de nombreux problèmes. Même si la quantité de sources ne cesse d'augmenter, nous encourons le risque de ne conserver que les documents que l'Institution militaire aura elle-même constitués en archives. Cette question doit interpeller les historiens, les conservateurs et les archivistes. Dans une armée professionnelle qui concentre une part de plus en plus minime de la population, il existe un risque énorme de disparition de l'expérience combattante. Les historiens ont devant eux un défi empirique et épistémologique de taille : comment transmettre aux générations futures de chercheurs les indications nécessaires à la compréhension des corpus que nous constituons aujourd'hui sur l'expérience des soldats qui sont nos contemporains ? Il semble urgent de développer une démarche proactive de collecte de récits de vies et d'archives personnelles des combattants. Les entretiens réalisés moins d'un mois après le retour des soldats en métropole, la collecte systématique des photos, vidéos et journaux personnels (éclairés par les explications des témoins), offrent des sources de première main immédiatement exploitables dans des travaux de recherche. Ce travail doit s'accompagner, enfin, d'un versement au

service historique de la défense en vue d’une exploitation future. À l’heure du numérique, cet engagement de l’historien dans la production, la valorisation et la conservation des sources nous semble indispensable. Une prise de conscience est nécessaire afin de ne pas laisser disparaître ces sources. À l’heure où l’engagement français s’achève en Afghanistan et où une nouvelle page s’ouvre sur d’autres théâtres d’opérations, l’écriture de l’histoire ne fait que commencer.

ANNEXES

Notes

PRÉFACE

1. Outre cette étude de Christophe Lafaye sur l'Afghanistan, on note dans la période récente les travaux du général (2S) Jacques Defretin sur le génie dans la bataille de Verdun et ceux du commandant Ivan Cadeau sur le génie pendant la guerre d'Indochine. On relève également le récent colloque organisé au Service historique de la Défense (château de Vincennes) en janvier 2016 sur « Le génie au combat : mobilité et contre mobilité » et dont les actes devraient être publiés à la fin de l'année.

AVANT-PROPOS

1. Voir glossaire des sigles complet en annexes.

2. Source : Organisation des Nations unies (ONU), « Afghanistan : les victimes civiles ont augmenté de 22 % en 2014, selon l'ONU », *Site Internet de l'ONU*, mise en ligne le 18 février 2015, consulté le 6 juin 2015, lien : http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=34289#.VdsRnSXtlHw

3. Expression tirée de l'ouvrage BARRY Michaël, *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan, 1504-2001*, Paris, Flammarion, 2002, 510 p.

4. À partir de 2003, pour les forces spéciales (*Task Force* Arès) et de 2007 pour les forces conventionnelles (engagement dans le cadre d'Équipes de Liaisons et de Mentorat Opérationnel (ELMO) auprès de l'Armée Nationale Afghane [ANA]).

5. Jean-Charles JAUFFRET, *La Guerre inachevée. Afghanistan 2001-2013*, Paris, Autrement, coll. « L'Atelier d'Histoire », avril 2013, p 205.

6. *Idem.*

7. Officiellement, plus de sept cents soldats furent blessés physiquement en Afghanistan entre 2001 et 2012 et cinq cent cinquante autres ont connu des phénomènes de stress post-traumatique, nécessitant une prise en charge médicale (Source : GUIBERT Nathalie, « Traumatismes de guerre : le ministre promet une nouvelle stratégie », *Le Monde*, 24 octobre 2012). Compte tenu de la durée parfois longue de survenue des symptômes ou de la prise en charge par des médecins extérieurs des soldats, il est difficile de savoir précisément le nombre de militaires sujets à ces troubles. Une étude épidémiologique dans quelques années nous permettra sans doute d'y voir plus clair. Pour anticiper ce phénomène, le ministère de la Défense a mis en place au début du mois de décembre 2012, un numéro vert pour accompagner les familles ou les proches de militaires sujets à ces troubles (Source : TANGUY Jean-Marc, « Retour sur le soutien psy externalisé », *Blog « Le Mamouth »*, lundi 10 décembre 2012, consulté le 19 août 2013, lien : http://lemamouth.blogspot.fr/2012/12/retour-sur-le-soutien-psy-aux-familles.html).

INTRODUCTION

1. Discours de M. le président de la République François Hollande, « Retour des soldats d'Afghanistan », Palais de l'Élysée, vendredi 21 décembre 2012, Site Internet du Palais de l'Élysée, consulté le 12 mars 2013, lien : http://www.elysee.fr/declarations/article/discours-de-m-le-president-de-la-republique-retour-des-soldats-d-afghanistan/

2. Ce terme apparaît dans le discours du président George Walker Bush, donné de la Maison Blanche, dès le soir du 11 septembre 2001 : « *L'Amérique et nos amis et alliés se joignent à tous ceux qui veulent la paix et la sécurité dans le monde et nous ferons front ensemble pour gagner la guerre contre le terrorisme*. ».

3. La cuirasse et le pot-en-tête constitue toujours l'insigne du génie.

4. Le génie est une arme d'expérimentation au sein de laquelle furent testés les premiers ballons captifs, le chemin de fer, les aéroplanes, le système de télégraphie… Le sapeur actuel manie aussi bien la pelle que le robot.

5. Les sapeurs pompiers de Paris dépendent de l'arme du génie.

6. Trois études universitaires sont menées entre 2010 et 2015. Il s'agit de trois doctorats sur le génie en Indochine, en Afghanistan et lors de la bataille de Verdun : CADEAU Ivan, *Le Génie au combat. Indochine 1945-1956*, Paris, Service Historique de la défense, Paris, 2013, 508 p ; LAFAYE Christophe, *L'emploi du génie en Afghanistan (2001-2012). Adaptation d'une arme en situation de contre-insurrection. Hommes, matériels, emploi*, Thèse de doctorat, sous la direction de Rémy Porte, Aix-Marseille Université, Paris, 2014, 517 p ; DEFRETIN

Jacques (général), *Le rôle du génie dans la bataille de Verdun : 21 février-août 1917*, Thèse de doctorat, sous la direction du Pr Jean-François Cochet, Université de Lorraine, Verdun, 2014.

7. « Mémento des techniques du Génie », GEN 150, section I « Organisation générale du génie », approuvé le 20 juillet 2000, p. 5.

8. Qui signifie : montagne « tueuse d'hindous ».

9. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu Afghan : la défaite interdite*, Paris, André Versaille éditeur, 2010, p. 13.

10. Jean-Charles JAUFFRET, *La Guerre inachevée. Afghanistan 2001-2013*, *op. cit.*, p. 15.

11. *Idem.,* p. 16.

12. Source : The World Fact Book, *Afghanistan – geography*, Site Internet : Central Intelligence Agency (CIA), mise en ligne : janvier 2013, consulté le 17 septembre 2013, lien : https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html

13. Pour le Pakistan, de nos jours, cette voie d'accès est vitale pour l'exportation de ses produits vers l'Asie centrale.

14. Cette frontière a été définie le 12 novembre 1893 par un accord entre Sir Mortimer Durand, représentant la Grande-Bretagne, et l'émir Abdur Rahman Khan. Son principal effet est de couper arbitrairement la zone de peuplement de l'ethnie pashtoun, créant ainsi de fait une zone sanctuaire dans l'actuel Pakistan. Sa délimitation en zone montagneuse rend le contrôle de la frontière pratiquement impossible.

15. Cet espace géographique recouvrait approximativement les territoires de l'actuel Pakistan et de l'Inde.

16. BARRY Michael, *Le Royaume de l'Insolence…*, *op. cit.*, p. 89 et HOPKIRK Peter, *Le Grand Jeu. Officiers et espions en Asie centrale*, Paris, Nevicata, 2013, 570 p.

17. ENTRAYGUES Olivier (chef de bataillon), *L'Afghanistan 1979-2009 : une approche militaire de l'Afghanistan*, Paris, CEPC, 2009, p. 42-43.

18. Le Pr Jauffret, dans son ouvrage, indique qu'une température de 70° Celsius a été relevée à l'intérieur d'un blindé français pendant d'été en Afghanistan. Jean-Charles JAUFFRET, *La Guerre inachevée. Afghanistan 2001-2013*, *op. cit.*, p. 17.

19. Dans la zone de responsabilité de la *Task Force* Lafayette, la vision de ce barrage était familière aux soldats français. Il fut construit en 1959 grâce à des fonds allemands.

20. ENTRAYGUES Olivier (chef de bataillon), *L'Afghanistan 1979-2009…*, *op. cit.*, p. 47.

21. En l'absence de recensement, ce chiffre reste une estimation. Source : The World Fact Book, *Afghanistan – People and Society*, Site Internet : *Central Intelligence Agency* (CIA), mise en ligne : janvier 2013, consulté le 17 septembre 2013, lien : https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html

22. Faute de recensement fiable, les données démographiques demeurent approximatives. Les chiffres donnés sont à manier avec prudence. Il existe une marge d'erreur comprise entre 15 et 25 %. Source : NAHAVANDI Firouzeh, *Afghanistan*, Paris, Édition de Boeck, coll. « Monde arabe/Monde musulman », juin 2014, 128 p.

23. Ces données sont extraites du magazine « Bilan du Monde » en ligne sur le site Internet du journal le Monde, mises en, ligne le 6 mars 2009 et mises à jour le 17 février 2010.

24. Source : The World Fact Book, *Afghanistan – People and Society*, site Internet : *Central Intelligence Agency* (CIA)…, *op. cit.*

25. L'Afghanistan possède 0,4 lit d'hôpital pour mille habitants. Source : *Idem.*

26. Données recueillies dans les statistiques de l'UNICEF : http://www.unicef.org/french/infobycountry/afghanistan_statistics.html

27. NAHAVANDI Firouzeh, *Afghanistan*, *op. cit.*, p. 83.

28. *Idem.,* p. 85.

29. Les « Karez » qui arrosent environ 27 000 kilomètres carrés de cultures.

30. Les réseaux d'irrigation souterrains servant d'abris pour la rébellion durant la guerre contre les Soviétiques (1978-1989) furent souvent la cible de destructions quasi-systématiques.

31. ENTRAYGUES Olivier (chef de bataillon), *L'Afghanistan 1979-2009…*, *op. cit.*, p. 48-50.

32. L'industrie du coton s'est développée sous l'impulsion de la compagnie nationale Spinzar. « *Les fibres de coton afghan sont considérées comme les meilleures du monde* », *Idem.*, p. 50.

33. *Idem.*

34. C'est la fourrure des agneaux des brebis Caraculs, de couleur grise, noire ou brune.

35. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 14.

36. Situé sur la zone de confrontation entre la plaque tectonique iranienne et eurasienne, l'Afghanistan a connu en 1998 de graves séismes.

37. Une estimation des réserves réalisée par les Soviétiques avance le chiffre de 2 520 milliards de mètres cubes. Les potentielles réserves en pétrole ne sont pas évaluées. Source : ENTRAYGUES Olivier (chef de bataillon), *L'Afghanistan 1979-2009…*, *op. cit.*, p. 52.

38. La Chine investit fortement en Afghanistan pour l'extraction du cuivre.

39. En 2008, un important gisement de fer a été découvert à Hajigag, dans la province de Bamiyan. Les mines de lapis-lazuli du Badakhshan constituent le principal gisement mondial de cette pierre bleue.

40. ADELKHAH Fariba (sous dir.), « Guerre et terre en Afghanistan », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 133, juin 2013.

41. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 17.

42. Source : The World Fact Book, *Afghanistan – People and Society*, Site Internet : *Central Intelligence Agency* (CIA)…, *op. cit.* Il y a aussi 4 % de minorités non recensées dans ce décompte.

43. Au Pakistan, les Pashtouns, essentiellement concentrés dans les zones tribales du nord-ouest, seraient plus de 28 millions et ne représenteraient toutefois que 15 % de la population.

44. ENTRAYGUES Olivier (chef de bataillon), *L'Afghanistan 1979-2009…*, *op. cit.*, p. 57.

45. *Idem.*

46. Cette institution pashtoun a été intégrée à la tradition afghane. Depuis la Constitution de 1931, la *Loya jirga* est une assemblée à laquelle est soumise toute question engageant l'État dans son entier. Son acceptation par les Afghans dépend de la représentativité de ses membres. Cette institution est aussi appelée *Shura* en persan.

47. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 18.

48. Les sunnites sont « *un courant majoritaire de l'Islam qui pour désigner l'autorité qui gouverne, privilégie la fidélité à la sunna (source canonique majeure de la religion musulmane) plutôt que l'appartenance à la lignée du prophète revendiquée par les chiites* ». REEBER Michel, *Le Coran*, Paris, Les essentiels Milan, 2002, p. 59.

49. Une des quatre grandes écoles juridique de l'Islam sunnite (Mâlikite, Hanafite, Chafi'îte et Hanbalite).

50. Ville du nord de l'Inde. Le deobandisme, école de pensée musulmane sunnite, prône un islam traditionaliste et apolitique, ainsi qu'une lecture littéraliste des textes.

51. Courant spirituel de l'Islam sunnite.

52. Cette distinction au cœur de l'Islam repose sur la question du successeur du prophète Mahomet. Qui doit être à la tête de la communauté des croyants ? Pour les sunnites, l'Umma doit échoir à un homme choisi parmi les compagnons du prophète selon les pratiques d'élections traditionnelles teintées de tribalisme. Pour les chiites, l'Umma doit être dirigée par un membre de la famille du prophète, c'est-à-dire son oncle Ali, marié à Fatima, fille de Mahomet.

53. Celle de Médine et des ancêtres (*salaf*, d'où le terme « salafiste » pour désigner ce courant).

54. D’autres se tournent alors vers le communisme pour des raisons similaires.

55. Organisation panislamiste fondée en 1928 par Hassan el-Banna, à Ismaïlia au nord-est de l’Égypte, avec comme objectif une renaissance islamique, la lutte officiellement non-violente contre l’influence occidentale. Elle a rapidement essaimé ses idées dans les pays à majorité musulmane du Moyen-Orient, au Soudan et en Afrique du Nord, et a établi des « têtes de pont » jusqu’en Europe.

56. Sayyid Abul Ala Maududi (Maulana Maududi) (1903-1979) était un théologien pakistanais fondamentaliste très influent qui fut le fondateur du parti pakistanais Jamaat-e-Islami. Il envisageait la création d’un État islamique unifié, fondé sur l’application rigoureuse de la loi religieuse (Charia), qui s’étendrait progressivement à tout le sous-continent indien. Il est le premier islamiste du XX^{e} siècle à prôner le retour au Jihad.

57. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L’Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 22.

58. « *Doctrine religieuse musulmane sunnite fondée par le prédicateur Mohammad Ibn Adb al-Wahhab vers 1740 dans la région du Nedj, le wahhabisme est une interprétation rigoriste, littérale du Coran. Mohammad Ibn Adb al-Wahhab se fonde sur le principe de l’unité divine (Tawhid) et sur le fait que seul Dieu peut être adoré (rien d’autre que Lui ne peut être adoré : saints, esprits ou objets). Les sanctions sont également appliquées de façon littérale, comme le fait de couper la main des voleurs et de lapider les femmes ayant commis l’adultère. […] Le wahhabisme ne prend son essor qu’avec la création du royaume d’Arabie Saoudite en 1932 et se développe sous le règne de Fayçal (1964-1975) : le wahhabisme permet en effet de lutter contre le nassérisme et le socialisme arabe, encouragé en ce sens par les États-Unis. Le roi Fayçal utilise deux vecteurs : la subvention des œuvres religieuses dans le monde arabe et occidental dont la construction de mosquées, et la formation pour les religieux musulmans à La Mecque et Médine* ». Extrait de : CHAIGNE-OUDIN Anne-Lise, « Wahhabisme », Site Internet *les Clés du Moyen-Orient*, mise en ligne le 9 mars 2010, consulté le 11 septembre 2013, lien : http://www.lesclesdumoyenorient.com/Wahhabisme.html

59. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L’Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 23-24.

60. Jour de l’indépendance afghane, fêtée chaque année le 19 août. Ce traité qui met fin à la troisième guerre anglo-afghane reconnaît l’indépendance de l’Afghanistan. La Grande-Bretagne renonce à étendre l’Inde britannique au-delà de la passe de Khyber et cesse de verser de l’argent à l’Afghanistan. Des amendements sont portés à ce traité en 1921.

61. En vertu des accords militaires existant alors entre l’Afghanistan et l’URSS, une grande partie de ses cadres sont formés à l’école russe. Ces élites deviennent ainsi perméables aux idées communistes.

62. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L’Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 32.

63. BARRY Michael, *Le Royaume de l’insolence…*, *op. cit.*, p. 20.

64. À propos de la guerre contre l'URSS, voir trois ouvrages fondamentaux : LEVESQUE Jacques, *L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait, 1979-1989*, Paris, Éditions Complexe, 1990 / RAFFRAY Mériadek, *Afghanistan : Les victoires oubliées de l'Armée Rouge*, Paris, Economica, 2010 / BARRY Michaël, *Le Royaume de l'insolence*, *op. cit.*

65. Cette destruction va s'opérer au fil des combats, quartier par quartier, entre 1992 et 1994.

66. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 38.

67. « La base ».

68. Chiffres officiels du rapport de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, remis le 22 juillet 2004.

69. Il bannit le terme de « guerre contre le terrorisme », même si des éléments de continuité existent avec les précédentes législatures (usage des drones-tueurs, prison de Guantánamo).

70. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 134.

71. Le pacte Briand-Kellogg, ou pacte de Paris, est un pacte signé par soixante-trois pays qui « condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ». L'initiative de ce pacte revient à Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères français et Frank Kellogg, secrétaire d'État américain. C'est un traité qui fut signé le 27 août 1928 à Paris et entra en vigueur le 24 juillet 1929.

72. Source : BARAT-GINIES Oriane, *L'engagement français en Afghanistan 2001-2011*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 33-34.

73. *Idem.*, p. 32.

74. En anglais, *Global War on Terror*.

75. Rôle donné par la résolution n° 1373, qui crée un Comité Contre le Terrorisme (CCT), dont le Britannique Jeremy Greenstock est désigné comme premier président. Source : JONGE OUDRAAT (de) Chantal, « Le Conseil de sécurité de l'ONU et la lutte contre le terrorisme », *Annuaire Français des Relations Internationales*, 2005, vol. IV, 1er janvier 2006, p. 123.

76. JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée…*, *op. cit.*, p. 31-32.

77. Résolution n° 1386, p. 2.

78. Mise en place par la résolution du Conseil de sécurité n° 1401 du 28 mars 2002.

79. Elle est renouvelée chaque année depuis sa création par une nouvelle résolution de l'ONU. La plus récente est la résolution n° 2096 du 19 mars 2013 qui poursuit la mission de la MANUA pour une durée d'un an, soit jusqu'au 19 mars 2014.

80. *Idem.*

81. Résolution n° 1510.

82. À ce titre, quatre discours sont fondateurs de la position française en Afghanistan : les discours dans l'actualité du 3 octobre 2001, celui du 9 octobre 2001, du 6 novembre 2001 et, enfin, du 12 décembre 2001. Ils sont disponibles en intégralité en annexes.

83. Déclaration de M. Lionel Jospin, Premier ministre, en réponse à des questions sur la riposte des États-Unis et les frappes militaires en Afghanistan, à l'Assemblée nationale le 9 octobre 2001.

84. *Idem.*

85. *Idem.*

86. BARAT-GINIES Oriane, *L'engagement français…*, *op. cit.*, p. 39.

87. Initialement, le changement de modalité du débat qui est donc suivi d'un vote, est indiqué dans un communiqué de presse de Matignon en date du 22 août 2008.

88. Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, président de la République, en hommage aux soldats français morts au combat en Afghanistan, à Castres le 26 août 2008.

89. Déclaration de M. François Hollande, président de la République, notamment sur les relations franco-américaines, la crise de la Zone euro et sur le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, à Washington le 18 mai 2012.

90. C'est une caractéristique de l'engagement militaire français en Afghanistan, que des études ultérieures tirant profit d'autres sources, permettront sans doute de mieux comprendre.

91. Il est évident que l'étude à venir des échanges produits dans ces lieux permettra d'éclairer l'enchaînement des différentes positions françaises.

92. Il s'agit du décret n° 2005-520 du 21 mai 2005 fixant les attributions des chefs d'état-major (JO n° 118 du 22 mai 2005) et du décret n° 2009-689 du 15 juillet 2009 relatif aux attributions du ministre de la Défense, du chef d'état-major des armées et des chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air (JO n° 162 du 16 juillet 2009).

93. MERCHET Jean-Dominique, « Le général Georgelin : tentative de bilan », *Blog Secret Défense*, 29 janvier 2010, consulté le 27 juin 2012.

94. GEORGELIN Jean-Louis (général d'armée), « L'état-major des armées, le vecteur d'une influence stratégique », *Défense nationale et Sécurité Collective*, n° 200705, 23 mai 2007, p. 48.

95. À l'avenir, les historiens qui pourront travailler sur les archives de ces organismes pourront retracer les différentes options offertes à la décision politique par les instances militaires.

96. GEORGELIN Jean-Louis (général d'armée), « L'état-major des armées, le vecteur… », *op. cit.*, p. 49.

97. Ces deux personnalités militaires possédant une vision transversale et sur le long terme de l'engagement français en Afghanistan, leurs mémoires permettront aux historiens de bien cerner les moteurs des choix politiques pris par l'exécutif.

98. Les effets de ces dispositions sont encore sensibles comme en témoigne le scandale provoqué par les écoutes à grande échelle des services de renseignement américains. Dans le droit fil de la résolution du Conseil de sécurité n° 1373, de nombreux pays ont d'ailleurs adopté des dispositions parfois similaires permettant aussi d'élargir leurs dispositifs de surveillance.

99. Les États-Unis n'ont pas ratifié les statuts de Rome (17 juillet 1998). Ainsi, ils peuvent contester les mises en accusation du Tribunal Pénal International (TPI).

100. Cette ordonnance, dont l'origine remonte à 1679 en Angleterre et reprise dans le droit anglo-saxon, énonce une liberté fondamentale, celle de ne pas être emprisonné sans jugement. En vertu de ce principe, toute personne arrêtée a le droit d'en connaître la raison (accusation). Ce principe s'oppose aux arrestations arbitraires.

101. Source : SEELOW Soren, « Pourquoi Guantánamo n'est toujours pas fermé ? », *Le Monde*, édition en ligne du 10 janvier 2012, consulté le 12 février 2012, lien : www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/01/10/pourquoi-guantanamo-n-est-toujours-pas-ferme_1627286_3222.html

102. Le rapport annuel d'Amnesty International en 2007 recense les manquements aux droits humains consécutifs à cette guerre contre le terrorisme.

103. Cet argument n'est malheureusement pas sans rappeler celui développé par les Français pour justifier l'usage de la torture lors de la bataille d'Alger. Elle renvoie à l'éternelle question pour les démocraties de la fin et des moyens.

104. « Ben Laden : Une réhabilitation de la Torture ? », *Big Browser*, Blog du *Monde* en ligne, publié le 3 mai 2011, consulté le 5 mai 2011, lien : http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2011/05/03/ben-laden-une-rehabilitation-de-la-torture/. Ce blog est tenu par les journalistes du Monde et traite de l'actualité.

105. « L'ONU dénonce l'usage de la torture dans les prisons afghanes », *Radio Canada,* site d'information en ligne, publié le 10 octobre 2011, consulté le 13 septembre 2013, lien : http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/international/2011/10/10/009-onu-rapport-torture-prison-afghanistan.shtml

106. Il s'agit d'une utilisation de la force létale dirigée contre un individu préalablement sélectionné. Ces assassinats ciblés peuvent être exécutés au moyen de drones, mais aussi de missiles, ou d'opérations spéciales.

107. GOUESET Catherine, « Drones : Human Rights Watch dénonce les "assassinats ciblés" des États-Unis », *L'Express* en ligne, publié le 20 juin 2012, consulté le 8 octobre 2013, lien : www.lexpress.fr/actualite/monde/etats-unis-human-rights-watch-denonce-les-permis-de-tuer_1128824.html

108. *Idem.*

109. JAUFFRET Jean-Charles, *La guerre Inachevée…*, *op. cit.*, p. 31.

110. Unités d'élite : parachutistes, troupes de montagne, marines… mais aussi de forces spéciales dont la Delta Force et les *Navy Seals*.

111. JAUFFRET Jean-Charles, *La guerre Inachevée…*, *op. cit.*, p. 33.

112. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français en Afghanistan. 1979-2011*, Paris, Éditions Fayard, 2011, p. 698.

113. Ces accords sont établis sous l'égide de l'ancien chef de la diplomatie algérienne Lakhdar Brahimi.

114. Source : ANNAN Kofi Atta, *Lettre adressée au Conseil de sécurité par le secrétaire général : Accord définissant les arrangements provisoires applicables en Afghanistan en attendant le rétablissement d'institutions étatiques permanentes*, 5 décembre 2001, p. 9.

115. JAUFFRET Jean-Charles, *La guerre Inachevée…*, *op. cit.,* p. 33-34.

116. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 706-707.

117. JAUFFRET Jean-Charles, *La guerre Inachevée…*, *op. cit.*, p 38.

118. « *Ben Laden, estime Alain Juillet, directeur du renseignement de la DGSE à partir de 2002, a probablement pu s'échapper de Tora Bora parce qu'il a donné quelques millions aux commandants qui l'encerclaient. C'est évident* » *In*. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français …*, *op. cit.*, p. 704.

119. La FIAS comptera jusqu'à 49 pays contributeurs en 2011.

120. La MANUA coordonne les efforts de la communauté internationale en matière d'aide humanitaire, de reconstruction et de développement. Résolution du Conseil de sécurité n° 1401 du 28 mars 2002.

121. À partir la création de cette dernière le 28 mars 2002 (résolution 1401).

122. JAUFFRET Jean-Charles, *La guerre Inachevée…*, *op. cit.*, p. 40.

123. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 53.

124. Ou « construction de l'État » à partir du développement d'institutions démocratiques et d'une économie viable et prospère.

125. Voir à ce propos : WARDAK Amin, *Mémoires de guerre*, Paris, Arthaud, 2009.

126. Le magazine *Newsweek* révèle le 18 août 2002 le massacre de milliers de prisonniers Taliban lors de leur transfert entre Kunduz et Shiberghar.

127. Le 13 février 2003, Dominique de Villepin alors ministre des Affaires étrangères produit un discours au Conseil de sécurité de l'ONU qui scelle une rupture avec les États-Unis.

128. JAUFFRET Jean-Charles, *La guerre Inachevée…*, *op. cit.*, p. 41.

129. Les équipes de reconstruction provinciales ou *Provincial Reconstruction Teams* (PRT).

130. Ce risque sera d'autant plus avéré lors du lancement de la contre-insurrection en Afghanistan.

131. « *Chaque RC a pour responsabilité d'assurer le commandement et le contrôle des actions de la FIAS dans sa zone en faisant un effort particulier sur les PRT* », ENTRAYGUES Olivier (chef de bataillon), *L'Afghanistan 1979-2009…*, *op. cit.*, p. 345.

132. Il s'agit des *Regional Command* (RC) *North*, *RC South*, RC *Capital*, RC *West*, et RC *East*.

133. Le 31 décembre 2003 marque le début de l'expansion de la FIAS avec la prise en compte de la *Provincial Reconstruction Team (*PRT) de Kunduz.

134. Le 10 février 2005 l'OTAN s'étend vers l'ouest. Les effectifs de la FIAS passent à 8 500 militaires.

135. Le 31 juillet 2006, l'OTAN prend la responsabilité du commandement régional-Sud. Huit mille militaires passent sous commandement de la FIAS dont les effectifs s'élèvent alors à dix-neuf mille militaires de trente-sept pays. Enfin, le 5 octobre 2006 se déroule la dernière phase de l'expansion de l'OTAN qui prend la responsabilité du commandement régional-Est. Près de douze mille militaires américains passent sous commandement de la FIAS. Ses effectifs s'élèvent alors à trente mille militaires, ceux de l'opération « liberté immuable » à huit mille.

136. Propos tenus lors de la conférence de Berlin, le 31 mars 2004. À cette occasion, 8,2 milliards de dollars sont promis pour la reconstruction du pays.

137. Hamid Karzaï demande à Jacques Chirac que la France puisse aider son pays à écrire sa Constitution. L'universitaire Guy Carcassonne s'investit dans cette tâche. Malheureusement, le texte original est modifié *in extremis* avant son adoption. Les changements induisent des possibilités de blocages forts au niveau de l'exécutif. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 768.

138. 70 % des afghans ont voté. Source : JAUFFRET Jean-Charles, *La guerre Inachevée…*, *op. cit.*, p. 41.

139. *Idem.*, p. 43-44.

140. HUBAC Olivier, ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu Afghan…*, *op. cit.*, p. 53.

141. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 781.

142. *Idem.*, p. 782.

143. Ou IED en anglais : *Improvised Explosive Device*.

144. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 782.

145. Le général Jean-Louis Georgelin, CEMA entre octobre 2006 et février 2010. In. JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée…*, *op. cit.*, p. 43.

146. Cela se traduit en 2005, par exemple, par une violente campagne de l'État afghan contre la mainmise des ONG sur la reconstruction. Source : NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 783.

147. Lorsque les pays contribuent aux opérations de l'OTAN, ils peuvent choisir de mettre en place des restrictions d'emploi pour leurs troupes (ou *caveats*).

148. Ou *Opérational Mentoring Liaison Team* (OMLT).

149. À partir du mois de février 2004, le commandement de la FIAS est assuré par un général américain.

150. JAUFFRET Jean-Charles, *Afghanistan 2001-2010 : Chronique d'une non-victoire annoncée*, Paris, 2010, Éditions Autrement, p. 135-136.

151. Et qui d'ailleurs le restent jusqu'à la fin de l'année 2012.

152. « La guerre en Afghanistan ne peut être gagnée, estime le commandant britannique sur place », *Le Monde*, article en ligne, 5 octobre 2008, consulté le 14 octobre 2013, lien : http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2008/10/05/la-guerre-en-afghanistan-ne-peut-etre-gagnee-estime-le-commandant-britannique-sur-place_1103222_3216.html, *In.* JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée…*, *op. cit.*, p. 159.

153. Ces premiers résultats se basent sur des sources orales (entretiens individuels), des revues de presses recoupées et la lecture d'ouvrages historiques de référence. Dans l'attente de l'ouverture des archives, les conclusions ne peuvent être définitives.

154. Source : SERVENT Pierre (colonel), *Les guerres modernes racontées aux civils… et aux militaires*, Paris, Buchet-Chastel, 2009, p. 70.

155. Il y a aussi trois cent soixante-dix-huit attaques menées contre les bases opérationnelles avancées de la coalition. JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée…*, *op. cit.*, p. 163.

156. *Idem.*, p. 161.

157. TAILLAT Stéphane, « Adaptation et apprentissage. Les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *Revue française de science politique*, vol. 558, n° 5, 2008, p. 773.

158. À ce sujet, voir l'étude du bureau recherche du Centre de Doctrine et d'Emploi des Forces (CDEF) : VALEYRE Bertrand (lieutenant) et GUERIN Alexandre, *De Galula a Petraeus*. *L'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection*, Cahier de la recherche doctrinale, Paris, CDEF-DREX, 2010.

159. En particulier l'école française née des guerres d'Indochine et d'Algérie. Le premier inspirateur de la pensée du général Pétraeus est le lieutenant-colonel David Galula et son ouvrage de référence publié aux États-Unis en 1963 et

traduit en français très récemment : GALULA David, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, Paris, 2008, Economica. Dans la réalité des opérations sur le terrain, les idées du colonel Roger Trinquier sont aussi très influentes. Elles sont résumées dans cet ouvrage : TRINQUIER Roger, *La Guerre moderne*, Paris, Economica, 2009 (rééd.).

160. En particulier, les guerres en Malaisie (1948-1954) et dans le Dhofar (1965-1976). Voir à ce sujet, deux études du bureau recherche du CDEF : LEGUAY Anthony, *État d'urgence en Malaisie. Un exemple d'adaptation à la contre-insurrection par les forces britanniques 1948-1960*, Cahier de la recherche doctrinale, CDEF-DREX, Paris, 2010, et MORIN Tony, *La guerre du Dhofar : un modèle de contre-rébellion*, Cahier de la recherche doctrinale, CDEF-DREX, Paris, 2009.

161. Nous pouvons citer le lieutenant-colonel David Kilcullen ou le général britannique Rupert Smith : SMITH Ruppert, *The Utility of Force, The Art of War in the Modern World*, Londres Allen Lane, 2005 et KILCULLEN David, *Counterinsurgency*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

162. « *Ensemble des activités politiques, économiques, sociales, militaires, juridiques, et psychologiques, institutionnelles ou non, nécessaires pour neutraliser une insurrection et répondre aux principaux motifs d'insatisfaction de la population* ». DIA-3.4.4, « Contre-insurrection (COIN) » N° 253/DEF/CICDE/NP, 5 novembre 2010, p. 15.

163. ENTRAYGUES Olivier (chef de bataillon), *L'Afghanistan 1979-2009…*, *op. cit.*, p. 365-366.

164. *Idem.*, p. 372.

165. Le *State building* se définit comme le processus de construction et de structuration d'un État failli par un acteur extérieur. La première étape consiste à mettre en place les infrastructures de première nécessité et le tissu économique élémentaire du pays pour favoriser la stabilité. Enfin, la seconde étape doit permettre de créer des institutions politiques et économiques permettant au jeu démocratique de s'exercer efficacement et la croissance économique de s'installer. Voir : FUKUYAMA Francis : *State Building. Gouvernance et ordre du monde au xxi^e siècle,* Paris, La table ronde, 2005. Mais aussi : FUKUYAMA Francis, *Nation-Bulding: beyond Afghanistan and Iraq*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2005.

166. ENTRAYGUES Olivier (chef de bataillon), *L'Afghanistan 1979-2009…*, *op. cit.*, p. 375.

167. L'approche globale vise « *à la prévention ou au règlement durable et aussi rapide que possible d'une crise par la synergie des actions réalisées par les différents intervenants dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et du développement économique et social. Elle allie collaboration entre acteurs partageant une même vision et coordination avec les autres acteurs présents sur le théâtre. Elle nécessite, dès que possible, une appropriation par le pays*

hôte ou les représentants locaux de la solution recherchée. Elle favorise les conditions permettant de satisfaire au plus vite les aspirations légitimes de la population. Enfin, elle cherche à associer les acteurs régionaux à cet effort ». Source : Concept Interarmées-3. 14, « Approche globale dans la gestion des crises extérieures et contribution militaire », CICDE, N° 024/DEF/du 24 janvier 2011, p. 10.

168. Quatorze autres équipes de reconstruction provinciale sont sous commandement américain. Source : JAUFFRET Jean-Charles, *op. cit.*, p. 166.

169. *Idem.*, p. 167.

170. Au point où les journalistes vont commencer à parler de « la guerre d'Obama » à propos de la relance des efforts de la coalition en Afghanistan.

171. Source : Mc Kieman David D. (général), « Tactical directive », Headquarters ISAF – Kaboul – Afghanistan, 30 décembre 2009.

172. LEMA Louis, « Afghanistan : la guerre d'Obama », *Le Temps*, journal en ligne, samedi 28 mars 2009, consulté le 15 octobre 2013, lien : http://www.letemps.ch/Page/Uuid/a78df5b8-1b17-11de-8264-8ee313de9c8d|0#.Ul1GF1MzKSo

173. JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée...*, *op. cit.*, p. 172-173.

174. Ce sont les opérations « Khanjar » (coup d'épée) et « Griffe de panthère » les 1 et 2 juillet 2009 : 4 000 Américains engagés pour la reconquête de l'Helmand aux côtés de 650 soldats de l'ANA et de 3 000 soldats britanniques.

175. JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée...*, *op. cit.*, p. 179.

176. *Idem.*, p. 185.

177. Ce remplacement survient après la parution d'un article dans le magazine *Rolling Stone* où le général McChrystal s'en prend au conseiller de la Maison Blanche Joe Biden. Article : HASTINGS Michael, « The Runaway General », *Rolling Stone*, mis en ligne le 22 juin 2010, consulté le 28 juin 2010, lien : http://www.rollingstone.com/politics/news/17390/119236. Cet incident qui fait suite à une première fuite de documents confidentiels le 21 septembre 2009, pointant le manque de moyens de l'armée américaine dans la lutte contre les taliban.

178. Ou « *Dragon Strike* », la « frappe du dragon ».

179. JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée...*, *op. cit.*, p. 191-192.

180. Source : site Internet de l'OTAN, « Intequal : Transition to Afghan lead », ressource en ligne, mis à jour le 18 juin 2013, consulté le 10 octobre 2013, lien : http://www.nato.int/cps/en/SID-CA86D8AD-8C872B92/natolive/topics_87183.htm?blnSublanguage=true&selectedLocale=en&submit.x=5&submit.y=12

181. JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée...*, *op. cit.*, p. 192.

182. La coalition mène jusqu'à 500 opérations spéciales par semaine (renseignement, couverture du retrait, actions antiterroristes…).

183. JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée…*, *op. cit.*, p. 194.

184. « Un officier Américain accuse le Pentagone d'enjoliver la situation », *Le Monde*, mis en ligne le 7 février 2012, consulté le 4 avril 2012, lien : http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2012/02/07/un-officier-americain-accuse-le-pentagone-d-enjoliver-la-situation_1639679_3216.html

185. JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre inachevée…*, *op. cit.*, p. 196.

186. *Idem.*

187. Voir la chronologie complète en annexes.

188. Expression claire et concise de l'action à accomplir et du but poursuivi.

189. Ensemble d'actions militaires menées par une force généralement interarmées, voire interalliée ou multinationale, dans une zone géographique déterminée appelée théâtre d'opérations, en vue d'atteindre un objectif stratégique.

190. Partie reconnue potentiellement hostile aux forces amies et contre laquelle l'emploi de la force est envisageable dans des conditions et selon des modalités bien définies.

191. Opérations militaires et paramilitaires, conduites en général en territoire ennemi ou hostile, principalement par des forces militaires ou paramilitaires autochtones. Lutte armée menée par des partisans ou des groupes clandestins se battant le plus souvent contre le pouvoir en place.

192. Emploi illégal ou menace d'emploi illégal de la force ou de la violence contre les personnes ou des biens, afin de contraindre ou d'intimider les gouvernements ou les sociétés dans le but d'atteindre des objectifs politiques, religieux ou idéologiques.

193. Art de combiner, en opération, les actions de tous les moyens militaires pour atteindre les objectifs assignés par la stratégie opérationnelle.

194. Ensemble d'opérations militaires planifiées et conduites pour atteindre un objectif stratégique dans un délai et une zone géographique donnés, impliquant généralement des forces maritimes, terrestres et aériennes.

195. Jean-Charles JAUFFRET, *La Guerre inachevée. Afghanistan 2001-2013*, Paris, Autrement, coll. « L'Atelier d'Histoire », avril 2013, p. 205.

CHAPITRE I

1. Action d'un groupement ou d'un détachement qui aide, couvre, élargit ou soutient la manœuvre d'un autre élément.

2. Corps de troupe de l'armée de terre placé sous la direction d'un colonel.

3. Ensemble des forces chargé de réaliser les opérations d'entrée initiale sur un théâtre d'opérations.

4. Pouvoir donné par une autorité politique pour agir en son nom selon les termes de ses directives.

5. Espace géographique délimité dans lequel une force opère pour remplir une mission fixée par l'autorité stratégique.

6. Processus de gestion de crise visant à rétablir les conditions de viabilité minimales d'un État (ou d'une région), en mettant fin à la violence comme mode de contestation et en jetant les bases d'un retour à une vie normale par le lancement d'un processus civil de reconstruction.

7. Point presse de Jacques Chirac à Abou Dhabi, le 13 novembre 2001. Lien : http://discours.vie-publique.fr/notices/017000256.html. Jacques Chirac précède ainsi de quelques mois George W. Bush qui évoque, lui, un « axe du mal » dans son discours sur l'état de l'union le 29 janvier 2002.

8. Mission entreprise en vue d'obtenir, par observation visuelle ou par d'autres modes de détection, des informations sur les activités ou les possibilités d'un ennemi actuel ou en puissance, ou d'acquérir des données concernant les caractéristiques météorologiques, hydrographiques ou géographiques d'une zone particulière.

9. Détaillée de manière très complète dans l'ouvrage de : NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français en Afghanistan*, *op. cit.*

10. *Idem.*, p. 682.

11. Partie d'une section qui, dans l'organisation d'un état-major, effectue certains travaux d'un secteur précis d'un domaine fonctionnel majeur.

12. Ces missions sont dévolues à l'antique « Super Étendard » modernisé.

13. Véritable bête de somme de l'armée de terre, le VAB est un véhicule de transport de troupe blindé.

14. Mitrailleuse de 7,62 mm en dotation dans l'armée française depuis la fin des années 1960 sous ce calibre.

15. Fusil d'Assaut de la Manufacture de Saint-Etienne. Arme automatique, au coup par coup ou en rafale de trois munitions de 5,56 mm, en service au sein de l'armée française.

16. Pistolet automatique de la manufacture de Châteauroux, modèle 1950.

17. Mitrailleuse de fabrication belge de 5,56 mm qui existe aussi en 7,62 mm au sein de l'armée française.

18. TANGUY Jean-Marc, « Première classe à Mazar-e-Charif », *RAIDS*, n° 308, janvier 2012, p. 68-69. Ce témoignage pose la question de la réversibilité des forces françaises à cette période. Face à une menace qui pouvait se manifester à nouveau à n'importe quel moment, il n'est pas certain que les troupes françaises auraient pu basculer d'un mandat de type opération de maintien de la paix à des phases de combats contre les taliban.

19. Source : « Opération Héraclès : un DLRG du 1er REG en Afghanistan », *La lettre du génie*, n° 26, mai-août 2002, p. 4.

20. Ou sous-officier Neutralisation et Destruction d'Explosifs (NEDEX) Élément Opérationnel de Déminage (EOD). Tout au long de notre ouvrage et pour le confort du lecteur, nous préférerons le terme de « démineur spécialisé » afin de limiter l'usage des acronymes. Ils sont regroupés au sein de l'échelon central NEDEX jusqu'à l'été 2011 où cet organisme est dissous.

21. Entretien réalisé avec l'adjudant-chef Y5015, du 1er REG, le 1er mars 2011.

22. BARAT-GINIES Oriane, *L'engagement français en Afghanistan 2001-2011*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 44. Pourtant les premières frappes au sol interviennent rapidement dès le 3 mars 2002.

23. Deux C160 « Transall » s'occupent des manœuvres de personnels et de la gestion du flux d'aide humanitaire. Entré en service en 1965, cet avion de transport franco-allemand devrait être remplacé définitivement par le nouvel A-400 M.

24. Ce secteur comprend : la mer Rouge, la mer d'Oman et la mer d'Arabie. Il s'agit des *Task Force* 157 et 57.

25. La France prend plusieurs fois le commandement de ces détachements maritimes entre 2001 et 2012.

26. Plus tard complétée par les résolutions n° 1413 et 1444.

27. Ou *Combined Security Transition Command-Afghanistan* (CSTC-A).

28. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 707.

29. Source : Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD), « Reporters en Afghanistan 2002 », Site Internet de *l'ECPAD*, Reportage en ligne, Mise en ligne le 26 avril 2011, consulté le 30 novembre 2012, lien : http://www.ecpad.fr/afghanistan-2002

30. Ou *Kabul Multinational Brigade* (KMNB).

31. Pour le confort du lecteur, nous privilégierons l'appellation « bataillon français » dans notre texte afin de ne pas multiplier les acronymes.

32. Une section de génie combat et une section d'aide au déploiement.

33. Source : BATFRA Kaboul, « Sapeur parachutiste à Kaboul », *La Lettre du Génie*, n° 26, mai-août 2002, p. 12-14.

34. Action consistant à écarter tous les risques (rechercher, détecter, identifier, neutraliser, enlever, et/ou détruire) dus aux mines ou aux munitions non explosées dans une zone délimitée.

35. Plus haute autorité militaire française de l'état-major du commandant de l'opération (COPER) ou du commandant de la force (COMANFOR) dans une opération multinationale. Désignée pour représenter le chef d'état-major des armées, sa mission est de s'assurer de la conformité de l'emploi des forces françaises avec les directives nationales.

36. Où se procurer de l'eau, de l'électricité ou des matériaux indispensables à toute construction.

37. Génie de la FIAS, commandants locaux, état-major de la KMNB…

38. Ensemble des mesures visant à protéger les unités et les infrastructures militaires vis-à-vis de toute forme de menace.

39. « *Déclencher par surprise une action à base de feux, sur une formation ennemie en mouvement offensif, pour briser son élan et lui imposer un arrêt tout en lui infligeant un maximum de pertes* » (Source : TTA 116). Il s'agit ici de préparer des positions en cas d'offensive en force des taliban, qui aurait nécessité un repli des ressortissants français. Cet arrêt ne peut être que provisoire dans le temps.

40. Système de forces créé de façon permanente ou temporaire, aux ordres d'un même chef, composé de modules de nature similaire ou différente, pour permettre d'accomplir une action élémentaire. Le groupement tactique est du volume d'un bataillon, le sous-groupement est du volume d'une compagnie renforcée.

41. BATFRA Kaboul, « Sapeur parachutiste à Kaboul »…, *op. cit.*, p. 14.

42. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 740.

43. Ensemble des actions visant, dans le cadre d'un engagement d'une certaine durée, à remplacer une force opérationnelle par une autre force ayant, en général, les mêmes capacités.

44. Véhicule de type tout terrain à quatre roues motrices.

45. Témoignage du colonel Nicolas Le Nen *In.* NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…, op. cit.,* p 740-741. Le colonel Le Nen revient en 2008-2009 en Afghanistan, à la tête d'un bataillon interarmes constitué autour du 27e BCA.

46. *Idem.*, p. 742.

47. L'organisation du terrain est la modification des caractères et des propriétés du terrain afin de favoriser la manœuvre amie : en assurant la protection contre

les feux, en gênant les mouvements ennemis.

48. Source : Document statistique transmis par le 2e REG (2001-2012).

49. Source : « Les légionnaires du Vaucluse à l'ouvrage à Kaboul », *La lettre du génie*, n° 27, septembre-décembre 2002, p. 9.

50. *Idem.*

51. Source : « Lettre de M. Jacques Chirac, président de la République, à M. Hamid Karzaï, président de l'administration intérimaire d'Afghanistan, sur la participation de la France à la force internationale d'Afghanistan et l'aide de la France à l'Afghanistan, Paris le 29 mai 2002 », Site Internet « *Vie Publique* », Mise en ligne le 6 juin 2002, consulté le 30 octobre 2013, lien : http://discours.vie-publique.fr/notices/027000158.html

52. La *Loya Jirga* est une grande assemblée traditionnelle afghane chargée de prendre les décisions importantes pour l'Afghanistan. Une *Jirga* est une assemblée traditionnelle simple qui prend des décisions par consensus. Ces traditions sont d'origine pashtoun.

53. Ce régiment de l'arme blindée cavalerie créé en 1999 a été dissous le 29 juillet 2009 avant de créer le 4e régiment de dragon. Ce dernier sera lui-même dissous à l'été 2014, dans le cadre des dispositions de la nouvelle loi de programmation militaire.

54. Opération conduite à l'extérieur du territoire national et des zones de souveraineté nationale.

55. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 744.

56. Il s'agit de participer à l'établissement des conditions de vie adaptées à la durée des opérations, au climat et aux ressources locales. Pour le génie, elle se caractérise en particulier par : les actions de protection : organisation du terrain ; protection : enfouissement ou embossement, création d'abris… ; déception ou simulation ; les actions de déminage et de dépollution : reconnaissance des zones minées ou polluées (sous-munitions ou agent NBC) ; balisage et marquage de ces zones ; déminage et/ou dépollution, et/ou neutralisation, et/ou destruction ; ouverture d'itinéraire devant un convoi dans le cadre d'une action humanitaire ; le rétablissement et l'aménagement des infrastructures opérationnelles au profit des forces, éventuellement des populations, des réfugiés et des prisonniers (comprenant en particulier la fourniture d'eau après traitement éventuel, d'électricité, l'évacuation des matières et eaux usées) : décapage des terrains contaminés chimiquement ; réparation, restauration, transformation des infrastructures voire construction (routes, pistes, ponts, aérodromes, baraques préfabriquées) ; établissement des contrats avec des entreprises civiles et contrôle de leur application. Aménagement des conditions de vie (forces, populations, réfugiés, prisonniers) ; participation à l'installation ; production d'eau traitée ; production et distribution de l'énergie électrique ; évacuation des rejets et les traiter (eaux usées). L'activité des sapeurs s'exerce

dès la conception des opérations, lors des premières reconnaissances et jusqu'au repli.

57. Le Moyen Polyvalent du Génie (MPG) est un tracteur chargeur sur roues à châssis articulé, équipé d'un godet 4 en 1 et d'un treuil. Mis en service au milieu des années soixante-dix, il est progressivement remplacé en 2012 par les Engins du Génie Rapide de Protection (EGRAP) et les Engins du Génie d'Aménagement du Terrain (EGAME). Sa dernière grande opération fut l'Afghanistan où il s'est distingué malgré le fait que le matériel soit à bout de souffle. Cette bête de somme du génie est utilisée principalement pour l'ouverture et le rétablissement des voies de communication et l'aménagement de sites. Articulé en deux demi-châssis, l'engin est équipé d'une cabine démontable munie d'une structure de protection en cas de retournement. La cabine peut être aussi équipée de plaques de blindage. Le godet peut être utilisé en chargeur (2,3 m^3 à ras et 2,6 m^3 avec dôme), en décapeur, bouteur et benne preneuse. Son treuil permet l'auto halage de l'engin, le halage d'obstacles ou le dépannage. Le MPG est capable d'assurer les travaux de démolition, de terrassement, de nivellement sommaire, de dégagements de déblais et d'abattis, de comblement d'entonnoirs, de halage et d'auto halage, de chargement de matériaux et de réalisation de travaux de sauvegarde et de protection. Son gabarit et la capacité d'emport de son godet en firent un outil précieux pour l'élévation de murs en utilisant le système des *Bastion Wall* (gabions remplis de matériaux divers) en Afghanistan.

58. « Le 31e régiment du génie en Afghanistan », *La Lettre du Génie*, n° 29, mai-août 2003, p. 42.

59. Système d'origine américaine permettant de construire rapidement des murs d'enceinte, sur le modèle des gabions. Le *bastion wall* se compose d'éléments en treillis métalliques assemblés et doublés d'un géotextile. Chaque élément déplié donne un parallélépipède de 1,37 m de hauteur par 1,07 m de côté. Ceux-ci sont reliés ensemble par 9 et représentent une fois dépliés, un mur de 10 m de longueur environ. Rempli de sable, terre ou tout-venant, il représente une protection apte à de nombreuses utilisations.

60. Il y avait alors deux MPG en dotation en Afghanistan et un véhicule chargeur de type Ahlmann.

61. Mise hors d'usage d'ouvrages, d'installations ou de matériels par l'emploi de moyens quelconques : feu, eau, explosifs, moyens mécaniques, etc. Une destruction par explosif comprend la réalisation du dispositif de destruction, son chargement, son amorçage et sa mise à feu.

62. « Le 31e régiment du génie en Afghanistan », *op. cit.*, p. 42.

63. Engin explosif improvisé disposé le long de la route pour interdire l'accès à une zone ou comme élément déclenchant une embuscade.

64. Organisation bénévole à caractère privé et à but non lucratif, indépendante de toute instance gouvernementale ou intergouvernementale, créée dans le but

d'accomplir une série d'activités, notamment des projets de développement ou la promotion d'une cause donnée, et structurée à l'échelon local, national, régional ou international.

65. « Le 31e régiment du génie en Afghanistan », *op. cit.*, p. 42-43.

66. *Idem.*, p. 42.

67. *Idem.*

68. Ce sont des MANPADS ou missiles antiaériens portatifs.

69. « Le 31e régiment du génie en Afghanistan », *op. cit.*, p. 43.

70. En particulier une mine à effet dirigé MON 90, qui constitue alors un exemplaire unique en France.

71. Il s'agit d'une roquette d'origine chinoise de 107 millimètres. Elles sont utilisées à l'origine avec un lanceur. Les taliban lui préfèrent des systèmes de mise à feu artisanaux (avec une batterie de voiture par exemple) permettant d'être plus discrets. La portée et la précision de la roquette sont diminuées.

72. Mesures concertées et délibérées mises en œuvre, sans emploi des armes, dans l'intention d'interrompre, d'entraver ou de restreindre l'activité des éléments adverses.

73. Source : NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 745.

74. Cela concerne les mandats de Pamir IV à Pamir XII.

75. C'est une des dernières OPEX du 2e RD sous sa forme de régiment standard de l'arme blindée cavalerie. En juillet 2005, il devient une unité consacrée au risque nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique.

76. Il y a peu d'informations disponibles sur les réalisations du détachement du 13e RG dans le cadre de PAMIR IV. Nous avons pu savoir, grâce au site de l'ECPAD, que les sapeurs poursuivent les missions entreprises par le 31e RG dans le mandat précédent. En particulier celle de destruction des munitions stockées par l'autorité afghane en plaine de Chamali. Source : « Reporters en Afghanistan 2003 – 2e partie », *Site Internet de l'ECPAD*, mise en ligne le 30 mai 2011, consulté le 30 octobre 2013, lien : http://www.ecpad.fr/reporters-en-afghanistan-2003-2eme-partie

77. Ou RETEX. Processus continu, systématique et itératif de recueil, d'analyse, d'exploitation, de suivi et de contrôle des informations issues d'une opération ou d'un exercice afin de proposer des solutions aux déficiences constatées ou de pérenniser les expériences positives.

78. NUYTTENS Guy (colonel), « Retour d'expérience : REPFRANCE au Royaume de l'Insolence. L'organisation de l'opération PAMIR en Afghanistan », *Revue Doctrine*, n° 05, décembre 2004, p. 63-67.

79. Autorité désignée par le chef d'état-major des armées et qui reçoit du REPFRANCE, commandant du contingent français, la délégation du soutien

administratif et logistique des unités françaises.

80. NUYTTENS Guy (colonel), « Retour d'expérience : REPFRANCE au Royaume de l'Insolence. L'organisation de l'opération PAMIR en Afghanistan », *op. cit.*, p. 64.

81. Autorité conférée à un commandant pour assigner des missions ou des tâches particulières à des commandants subordonnés, pour déployer des unités, pour réassigner des forces, conserver ou déléguer le contrôle opérationnel ou tactique comme il le juge nécessaire.

82. Action visant à établir, maintenir ou exploiter les relations entre les forces et les acteurs civils qu'ils soient des organisations internationales, des acteurs privés (ONG, entreprises…), des autorités locales, les populations afin de faciliter les opérations, consolider ou atteindre les objectifs opérationnels.

83. Organisme assurant en permanence au profit du chef d'état-major des armées, notamment pour la prévention et le traitement des crises, la conduite générale des actions militaires décidées par le gouvernement.

84. NUYTTENS Guy (colonel), « Retour d'expérience : REPFRANCE au Royaume de l'Insolence. L'organisation de l'opération PAMIR en Afghanistan », *op. cit.*, p. 65.

85. Officier général assumant les responsabilités les plus élevées dans la hiérarchie militaire, à la fois conseiller militaire du gouvernement et responsable de la préparation et de l'emploi des forces, de la cohérence capacitaire des opérations d'armement et des relations internationales militaires. Il est également responsable, en liaison avec le délégué général pour l'armement et le secrétaire général pour l'administration, de l'élaboration des travaux de planification et de programmation.

86. Qualificatif employé pour décrire des activités, opérations et organisations, auxquelles participent des éléments d'au moins deux armées.

87. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 752-753.

88. Le 31 janvier 2003.

89. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 758.

90. Benoît d'Aboville *In.* NOTIN Jean-Christophe, *op. cit.*

91. Officier général chargé d'établir les concepts d'emploi et la doctrine de son armée en cohérence avec la doctrine interarmées. Il est responsable, dans ce cadre, de l'instruction, de l'entraînement et de l'organisation qu'elle implique. Il élabore des propositions en matière de planification et de programmation des moyens et du format de son armée, en tenant des possibilités techniques et financières.

92. Le 14 février 2003.

93. Source : NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 760.

94. À titre d'exemple, les États-Unis fournissent les catapultes nécessaires au bon fonctionnement du porte-avions Charles de Gaule.

95. MERCHET Jean-Dominique, *Mourir pour l'Afghanistan. Pourquoi nos soldats tombent-ils là-bas ?*, Paris, Éditions Jacob-Duvernet, 2008, p. 124.

96. Les sources sur ce chapitre sur les forces spéciales s'articulent autour des ouvrages déjà cités de Jean-Dominique Merchet et de Jean-Christophe Notin.

97. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 761.

98. Mode d'action visant à interdire la libre circulation à l'intérieur d'une zone : d'une part, en décelant et en surveillant toute infiltration ou tout mouvement à l'intérieur de cette zone ; d'autre part, en agissant contre les personnes ou mobiles jugés indésirables.

99. Le premier soldat mort pour la France en Afghanistan est le caporal Murat Yagci du 1er RPIMA, tué dans un accident routier le 31 août 2004. Suivent le caporal-chef Cédric Crupel du 1er RPIMA (par engin explosif improvisé le 17 septembre 2005), le premier maître Loïc le Page du commando Trepel (tué à l'ennemi le 4 mars 2006), l'adjudant Joël Gazeau du 1er RPIMA (tué à l'ennemi le 20 mai 2006), le caporal-chef David Poulain du 1er RPIMA (tué à l'ennemi le 20 mai 2006), le caporal-chef Sébastien Planelles du CPA no 10 (par engin explosif improvisé le 25 août 2006) et le premier maître Frédéric Paré, commando marine (par engin explosif improvisé le 25 août 2006).

100. MERCHET Jean-Dominique, *Mourir pour l'Afghanistan…*, *op. cit.*, p. 126.

101. La France annonce dans le même temps sa participation aux Équipes de Liaison et de Mentorat opérationnel (ELMO).

102. Ensemble des activités pouvant être menées par les forces armées pour trouver des ressources, des informations, du matériel ou des personnes dissimulés par l'adversaire. Capacité de portée interarmées et interopérable, mise en œuvre de préférence sur renseignement, la fouille opérationnelle bénéficie de l'appui de capacités concourantes et repose sur la mise en œuvre de procédures systématiques.

103. Source : entretien avec le lieutenant-colonel L6026, adjoint du chef du Centre contre IED de l'école du génie à Angers, le 18 mai 2011.

104. Entretien avec le lieutenant-colonel T1059, du 17e RGP le 26 janvier 2012.

105. En opérations multinationales, équipe placée auprès de la nation hôte, d'organismes extérieurs ou d'éléments non institutionnels et destinée à faciliter la compréhension entre les membres d'une coalition et les trois niveaux de commandement, à rendre la coordination plus efficace et à optimiser les échanges.

106. Mission consistant à apporter une aide à une autre unité, spontanément ou sur ordre, par le mouvement ou par le feu.

107. Reconnaissance des pièges, identification des engins explosifs improvisés, connaissance des techniques de minage de harcèlement, maîtrise du fonctionnement des munitions, sensibilisation « Nucléaire, Bactériologique et Chimique » (NBC) réactualisée, connaissance des modes opératoires terroristes… En cela, le 17e RGP possède une grande expérience du fait de ses multiples engagements au Liban dès le début des années quatre-vingt.

108. Portion de terrain limitée permettant l'atterrissage et le décollage d'un ou de plusieurs hélicoptères.

109. Capacité de plusieurs systèmes, unités ou organismes à opérer ensemble grâce à la compatibilité de leurs organisations, doctrines, procédures, équipements et relations respectives.

110. Entre novembre 2009 et décembre 2012.

111. LAROUZIÈRE-MONTLOSIER (de) Geoffroy, *Journal de Kaboul*, Paris, Bleu Autour, 2009, 205 p.

112. Source : *Idem.*, p. 199.

113. *Idem.*, p. 20.

114. Dans les PD 11, 15 et 17 comme dans toute l'aire opérationnelle de responsabilité française.

115. Principale porte d'entrée et de sortie de ce théâtre d'opération, l'aéroport est un point stratégique majeur. La menace des missiles antiaériens est toujours prise très au sérieux.

116. Elle fournit un élément d'alerte au profit de la brigade dans sa zone de responsabilité ainsi qu'une astreinte des démineurs spécialisés.

117. LAROUZIÈRE-MONTLOSIER (de) Geoffroy, *Journal de Kaboul*…, *op. cit.*, p. 19.

118. Source : 19e RG (interne).

119. LAROUZIÈRE-MONTLOSIER (de) Geoffroy, *Journal de Kaboul*…, *op. cit.*, p. 19-20.

120. ou *Main Supply Road* (MSR).

121. Colis, voitures ou camions piégés, engin explosif improvisé, embuscades, enlèvements…

122. Comme la surveillance et l'espionnage des positions du bataillon français. La surveillance des interprètes est aussi nécessaire. Leur éventuelle compromission peut aboutir à la divulgation de renseignements sensibles. Ce travail discret est l'œuvre de la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense (DPSD) projeté au sein du bataillon.

123. Dispositif mis en place ou réalisé de façon improvisée qui contient des produits chimiques destructeurs, mortels, nuisibles pyrotechniques ou incendiaires. Il est utilisé pour détruire, neutraliser, harceler ou détourner l'attention. Il peut comprendre des éléments militaires, mais est généralement constitué de composants non militaires.

124. LAROUZIÈRE-MONTLOSIER (de) Geoffroy, *Journal de Kaboul…*, *op. cit.*, p. 49.

125. *Idem.*

126. *Idem.*, p. 50.

127. Cela n'empêche pas les taliban de perpétrer un attentat le 23 novembre 2003, sans résultats.

128. *Idem.*, p. 120.

129. Ou *Provincial Reconstruction Team*.

130. BARAT-GINIES Oriane, *L'engagement français…*, *op. cit.*, p. 66.

131. SAINT VICTOR Florent (de), « L'épopée guerrière des non-combattants. Les OMLT françaises en Afghanistan 2006-2010 », In BRISET DES VALLONS Georges-Henri (dir.), *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, Paris, Choiseul éditions, 2010, p. 217-232.

132. L'*Office Of Security Cooperation – Afghanistan* (OSC-A).

133. Mise en œuvre des principes issus d'un concept structurant, en tenant compte des capacités et des organisations existantes. S'appuyant sur le concept, elle explique « comment » les forces armées doivent concevoir et conduire leur action.

134. Source : ministère de la Défense, « Le dispositif français pour l'Afghanistan », mise à jour le 31 décembre 2011, *Site Internet du ministère de la Défense*, consulté le 1er mai 2012, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/dossier/le-dispositif-francais-pour-l-afghanistan

135. *Command and General Staff Collège*.

136. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 754.

137. Le professeur français Guy Carcassonne. Il se prononce au départ pour un régime parlementaire avec élection du Président au suffrage universel. Le résultat final est une hybridation « *entre un régime présidentiel à l'américaine et l'élection du Président au suffrage universel direct ainsi que le référendum à la française* ». Les risques de blocages sont nombreux. Source : NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 768.

138. « Le 6e régiment du génie : les missions 2004 », *La Lettre du génie*, n° 32, mai-août 2004, p. 14.

139. Nous l'avons rencontré lors d'un entretien le 19 janvier 2011. Chef du Groupe d'Intervention (GRIN) des démineurs spécialisés du 2e REG, il a alors le grade de major.

140. Les Groupements de Commandos de Montagne (GCM) sont les héritiers directs de ces URH, eux-mêmes lointains descendants des Sections d'Éclaireurs Skieurs (SES) des unités alpines.

141. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 773.

142. Cette ONG revient en Afghanistan à partir de 2009.

143. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 767.

144. Créé en 1992 et alimenté par cinq pays (France, Allemagne, Espagne, Belgique et Luxembourg), jusqu'à hauteur de soixante mille hommes, le corps européen a participé à la *Stabilisation Force* (SFOR) en Bosnie en 1998-1999 puis à la *Kosovo Force* (KFOR) en 2000.

145. « *La Brigade Franco-Allemande (BFA), créée en 1988, incarne la coopération de nos deux pays en matière de défense. Nous souhaitons engager la BFA, associée au Corps européen, en Afghanistan, au deuxième semestre 2004. L'état-major de la BFA assumera le commandement de la brigade multinationale de Kaboul* ». Extrait de la déclaration du Conseil de défense et de sécurité franco-allemand du 13 mai 2004. Lien : http://www.mondialisations.org/php/public/art.php?id=12485&lan=FR&part=0

146. Il s'agit de la 3e compagnie du 19e RG.

147. Régiment d'aide au déploiement de l'armée de terre subordonné à la brigade du génie, le 2e RG regroupe en son sein des personnels spécialistes du traitement de l'eau, de l'infrastructure opérationnelle ou de l'énergie électrique. Il est dissous le 16 juin 2010.

148. Source : SONATORE (adjudant-chef), « De Metz à Kaboul : assurer l'approvisionnement en énergie des forces », *La Lettre du génie*, n° 34, 2005, p. 29-31.

149. *Idem.*, p. 30.

150. Moins de cinquante pour cent de l'effectif de son état-major est composé de personnels du BFA.

151. Source : « Le témoignage du général de corps d'armée Jean-Louis Py, ancien commandant de la FIAS en Afghanistan, d'août 2004 à février 2005 », *Doctrine*, numéro spécial commandement en OPEX, décembre 2006, p. 64.

152. *Idem.*

153. Cette prise d'initiative est validée par l'OTAN qui met en place en 2008 un poste de commandement opératif en Afghanistan. Source : NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 774.

154. « *Dans l'OTAN, avant de donner un ordre, vous êtes obligé de savoir, au préalable, si la nation qui fournit l'unité acceptera ou non de faire ce que vous lui demanderez* ». Témoignage du général Py, *op. cit.*, p. 65.

155. NEGRONI (capitaine), « Retour d'expérience : un officier de renseignement de corps de troupe en Afghanistan », *Doctrine*, n° 9, juin 2006, p. 107. Le capitaine Negroni sera l'officier qui accompagnera la création de la radio libre communautaire en Surobi sous la direction de Raphaël Krafft.

156. *Idem.*, p. 108.

157. Engin mobile terrestre, aérien ou naval, sans équipage embarqué, programmé ou télécommandé, et qui peut être réutilisé.

158. Source : données statistiques transmises par le 2e REG.

159. NEGRONI, *op. cit.*, p. 109.

160. De type AH64 Apache.

161. NEGRONI, *op. cit.*, p. 110.

162. L'OTAN prend en charge les équipes de reconstruction provinciales de Farah et d'Hérat.

163. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 781.

164. Comme le général Dostom, chef d'état-major du haut commandement des armées ; Sayyaf, conseiller de Karzaï ; Fahim, ministre de la Défense…

165. À ce propos : LAUTRELL Markus et ROBINSON Patrick, *Le Survivant*, New York, 2002, Nimrod.

166. Source : CDEF/DREX, *La lutte contre les engins explosifs improvisés*, Paris, Cahier du RETEX, mai 2010.

167. Par le 35e RI et un escadron du 1er/2e RC, entre autres.

168. Surnom donné aux sapeurs du 19e RG du fait de la naissance du régiment en 1935 en Algérie.

169. Source : 19e RG. H. (capitaine), *Retour d'Expérience (RETEX) du détachement génie de Pamir XI*, Besançon, 2005.

170. De niveau MINEX 3 Élément Opérationnel de Reconnaissance (EOR) ou MINEX 4.

171. 19e RG. H. (capitaine), *RETEX du détachement génie*, *op. cit.*, p. 3.

172. Il s'agit de la qualification MINEX 3 EOR.

173. Reproduit avec l'aimable autorisation de M. Bruel.

174. 19e RG. H. (capitaine), *RETEX du détachement génie*, *op. cit.*, p. 3.

175. Source : discussion informelle avec les démineurs spécialisés du 2e REG lors de notre enquête de terrain du 17 au 20 janvier 2011.

176. Ou ouverture d'itinéraire. Mission qui consiste à éliminer les obstacles ou créer rapidement des passages pour les échelons de tête. Les tâches « classiques » qu'elle comporte sont les suivantes : dégagement des obstructions ; contre-minage (ouverture d'itinéraires, breaching, désengluement) ; franchissement des brèches. Obstructions et brèches peuvent avoir été valorisées par la pose de mines. L'ouverture d'axes de progression permet essentiellement le passage de véhicules de combat, de commandement et de soutien immédiat.

177. OZM 72. Mine antipersonnel d'origine russe à fragmentation.

178. MS7.Dispositifs censés rendre la mine non relevable par les démineurs.

179. H. (capitaine), *RETEX du détachement génie de Pamir XI*…, *op. cit.*, p. 5.

180. *Idem.*

181. *Idem.*, p. 6.

182. *Idem.*

183. Source : VIAL (capitaine) (dir.), *À me suivre, tu passes. Les Sapeurs de Leclerc*, Valdahon, édité par le 13e régiment du génie, 2006, p. 355-356.

184. Élément monté sur VAB ou camionnette tactique spécialement orienté sur la recherche du renseignement génie.

185. VIAL (capitaine) (dir.), *À me suivre, tu passes. Les Sapeurs de Leclerc*, *op. cit.*, p. 355.

186. Formalisation de la réflexion sur l'emploi de tout ou partie des forces armées dans un domaine donné.

187. Et répondre ainsi aux besoins exprimés par la TF Arès.

188. Éléments recueillis lors de l'entretien du 1er mars 2011 avec l'adjudant-chef Y5015, démineur spécialisé au 1er REG.

189. Douze caricatures par le journal danois *Jyllands-Posten* sous le titre *Les visages de Mahomet*, le 30 septembre 2005. D'autres publications suivent suscitant l'indignation du monde musulman. Elles sont reprises dans différents journaux européens. En France, *France Soir* publie les caricatures le 1er février 2006. De nombreuses manifestations contre les caricatures éclatent partout dans le monde.

190. En conséquence, un détachement de protection est mis en place pendant quatre jours à l'ambassade française. Cinquante-quatre ressortissants français sont hébergés par le bataillon français pendant une journée.

191. Elle est armée par la marine nationale. Les démineurs spécialisés étant un petit effectif au sein des armées, leur mutualisation est indispensable.

192. Ils sont destinés à empêcher la mise à feu à distance des engins explosifs improvisés radiocommandés en brouillant les fréquences des téléphones portables.

193. Capacité d'une force à préserver sa liberté d'action en garantissant son intégrité morale et physique. Les actions conduites pour ce faire peuvent concerner un éventail de domaines relatifs à l'autonomie, à la sécurité des approvisionnements, au renseignement sur l'environnement, aux mesures classiques de protection, de sensibilisation, de communication, entre autres.

194. Il s'agit du Concept Interarmées (CIA 3.15). Document en diffusion restreinte lors de sa publication en 2006.

195. Source : « Le 1re classe Kamel Elward. Décès d'un militaire français en Afghanistan », *Vauban : la lettre du génie*, n° 2, 2006, p. 10-11.

196. Engagement inopiné et bref de deux unités adverses de petit niveau, se concluant le plus souvent par le repli de l'un des deux adversaires.

197. C'est-à-dire équipé d'un dispositif antirelèvement pour piéger les démineurs.

198. L'état-major est fourni par le 1/11e RC, l'unité de commandement et logistique par des spécialistes provenant de diverses unités, l'escadron de reconnaissance et d'investigation par l'escadron d'éclairage et d'investigation n° 3 de la 3e BM et la compagnie d'infanterie par le 126e RI.

199. Sources : JARON Gilles (lieutenant-colonel), « Le BATFRA pendant Pamir XIV », *Héraclès*, n° 20, mars-avril 2007, p. 18-19.

200. Source : EMA-actualités, « La France prend la responsabilité du camp de *Warehouse* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 14 juillet 2008, consulté le 16 septembre 2011, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/14-07-2006-kaboul-toa-du-camp-de-*Warehouse*

201. L'Italie, la Turquie et la France se succèdent à sa tête.

202. Directives émises par une autorité militaire désignée, avalisées par l'Autorité politique et adressées aux forces engagées dans une opération extérieure déterminée, qui définissent les circonstances et les conditions dans lesquelles les unités peuvent faire usage de la force ou entreprendre toute action pouvant être interprétée comme hostile.

203. Le commandement régional-capitale compte neuf nations différentes pour armer la brigade et dix pour l'état-major. Pour uniformiser l'action, l'état-major émet en 2006 soixante-sept procédures standards qui tiennent compte de l'ensemble des restrictions. En outre, les rythmes de projection différents entre pays créent par moments des vides capacitaires. Aux problèmes linguistiques s'ajoutent aussi les lourdes restrictions nationales qui ralentissent l'action sur le terrain. Source : LE BOT Franck (général), « La 3e BM en Afghanistan : une mission contrastée en milieu multinational », *Héraclès*, n° 20, mars-avril 2007, p. 4-5.

204. Source : Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées*. *Audition commune avec la commission*

des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, sur les événements et la situation en Afghanistan, Paris, session extraordinaire 2007-2008, compte rendu n° 37, mercredi 10 septembre 2008, p. 8.

205. Ou *Coalition Joint Operational Area* (CJOA). BARAT-GINIES Oriane, *L'engagement français…*, *op. cit.*, p. 74.

206. Ou *Forward Operating Base* (FOB). Nous utiliserons le terme de base opérationnelle avancée dans cet ouvrage. Elle va devenir la base opérationnelle avancée de Tora. Source : FORESTIER Patrick, « les paras du 8e RPIMA redoutaient ce type de piège », *Paris Match*, mise en ligne le 28 août 2008, consulté le 10 novembre 2013, lien : http://www.parismatch.com/parismatch/dans-l-oeil-de-match/reportages/les-paras-du-8e-rpima-redoutaient-deja-ce-type-de-piege

207. JARON Gilles (lieutenant-colonel), « Le BATFRA pendant Pamir XIV »…, *op. cit.* Les unités du détachement interarmes sont relevées tous les quinze jours.

208. Cette collaboration est difficile du fait des restrictions d'emplois très différentes entre les deux contingents.

209. Dans le domaine des opérations militaires, caractéristique des structures de commandement et de forces, des fonctions opérationnelles ou des opérations militaires dans lesquelles sont intégrées les contributions (comprenant du personnel, des unités de types et de tailles divers ainsi que d'autres capacités) de plusieurs États.

210. JARON Gilles (lieutenant-colonel), « Le BATFRA pendant Pamir XIV »…, *op. cit.*, p. 19.

211. *Idem.*

212. C'est la fin de la phase deux de l'OPLAN (plan opérationnel) n° 10302 de l'OTAN en Afghanistan. Élaboré par le grand quartier général des puissances alliées en Europe (ou *Supreme Headquarters Allied Powers Europe* [SHAPE]), il comprend cinq phases : préparation de l'expansion, expansion géographique, stabilisation, transition et redéploiement. Source : LE BOT Franck (général), « La 3e BM en Afghanistan… », *op. cit.*, p. 3.

213. *Idem.*

214. Niveau le plus élevé de la stratégie d'un État qui englobe les domaines diplomatique, économique, culturel, militaire et de sécurité.

215. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 785.

216. LE BOT Franck (général), « La 3e BM en Afghanistan… », *op. cit.*, p. 4.

217. *Idem.*

218. *Idem.*

219. Au mois de septembre 2006 les troupes anglaises subissent jusqu'à douze attaques par jour.

220. LE BOT Franck (général), « La 3e BM en Afghanistan…, *op. cit.*, p. 4.

221. Il s'agit de la notion de « réversibilité ». Le contingent français est projeté pour un type de mission mais il ne possède pas les ressources en termes d'équipements sur le théâtre d'opération pour adopter une position stratégique plus agressive. En d'autres termes, l'armée française en 2006 n'est pas équipée pour faire la guerre en Afghanistan.

222. Possibilité de faire évoluer le mode d'action ou de le changer en cours d'opération, si l'on constate une modification des conditions qui ont dicté son choix.

223. JARON Gilles (lieutenant-colonel), « Le BATFRA pendant Pamir XIV »…, *op. cit.*, p. 18.

224. Il s'agit du premier maître Frédéric Paré, commando marine et du caporal-chef Sébastien Planelles, du CPA n° 10.

225. Participation de la France à la guerre en Irak, regroupement des opérations de l'OTAN et d'*Enduring Freedom*.

226. Envoi des forces spéciales dans le Helmand, intégration du commandement régional-capitale.

227. Dans cet ouvrage, nous utiliserons le terme d'équipe de liaison et de mentorat opérationnel plutôt que l'acronyme anglo-américain OMLT. C'est la Légion étrangère qui a défini ce terme afin de conserver une appellation francophone indispensable pour réaliser son amalgame.

228. Ou *Embedded Training Teams* (ETT). Ce terme désigne les éléments des forces armées conventionnelles américaines, intégrés dans les unités afghanes (armée ou police) afin de poursuivre les efforts de formation. Auparavant effectuées par les forces spéciales (bérets verts en particulier comme au Vietnam), ces interventions se sont élargies à d'autres intervenants.

229. Ou *Supreme Allied Commander Europe* (SACEUR).

230. Ou *Afghan National Police* (ANP).

231. La mise en condition avant projection est adaptée en fonction des retours d'expériences du terrain. Elle se compose de phases de préparation individuelle puis collective, ponctuées par une validation nationale des acquis. Enfin, à leur arrivée sur le théâtre d'opération, les équipes de liaison et de mentorat opérationnel doivent passer une certification OTAN. Cette mission particulière exige des hommes équilibrés, ouverts, capables d'agir de manière isolée et prolongée, dotés d'une force physique, de compétences techniques et d'un moral à toute épreuve.

232. *Idem.*

233. Reprise d'un diminutif anglo-saxon, ce terme est passé dans le langage courant des personnels ayant servi en équipe de liaison et de mentorat opérationnel.

234. Citations issues d'un document intitulé « Mémento de montée en puissance des OMLT », consulté lors de la rencontre avec le capitaine T2028. Les éléments utiles à la compréhension de cette mission ont été pris en note. Mis à jour en 2008, ce document vise à informer les futurs mentors sur leur mission afin de leur permettre de la préparer.

235. « Mémento de montée en puissance des OMLT », *op. cit.*

236. JARON Gilles (lieutenant-colonel), « Le BATFRA pendant Pamir XIV »…, *op. cit.*, p. 18.

237. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 787.

238. SMITH Ruppert, *The Utility of Force, The Art of War in the Modern World*, Londres Allen Lane, 2005.

239. JARON Gilles (lieutenant-colonel), « Le BATFRA pendant Pamir XIV »…, *op. cit.*

240. La participation de l'armée de l'air et de la marine aux opérations est reconduite.

241. Principe gouvernant l'action d'un commandant en faction de la nature des opérations, des batailles et engagements lui permettant de répondre sans contrainte à des événements imprévus et à pouvoir saisir les opportunités qui se présentent.

242. Chaque groupe est composé d'un officier spécialiste des opérations de déminage, d'une équipe de transmissions, d'une équipe de démineurs spécialisés, d'un groupe génie et d'un élément médical.

243. Opération de soutien de la paix conduite après signature d'un accord ou d'un cessez-le-feu ayant établi un environnement permissif où le niveau de consentement à un accord et de respect à celui-ci est élevé et la menace de perturbations faible.

244. Il est d'ailleurs intéressant de constater que cette fonction de « chef de bataillon interarmes » n'est plus confiée en France, à un chef de bataillon (grade de commandant) mais à un colonel ou lieutenant-colonel, chef de corps. Au niveau brigade, c'est la même chose. Le commandement est assuré en France par un général alors que d'autres contingents installent un colonel dans cette fonction.

245. Source : « Aghanistan : l'effet Oqab Magnet », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 26 mars 2007, consulté le 12 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/26-03-07-afghanistan-l-effet-oqab-magnet/%28language%29/fre-FR#SearchText=Oqab%20Alpini#xtcr=3

246. *Idem.*

247. *Idem.*

248. *Idem.*

249. Les soldats des autres nations de la FIAS parlent à ce propos de « *French Touch* ». Voir : JAUFFRET Jean-Charles, *Afghanistan 2001-2013…*, *op. cit.*

250. Source : « Afghanistan : neutralisation d'une bombe », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 13 avril 2007, consulté le 12 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/13-04-07-afghanistan-neutralisation-d-une-bombe/%28language%29/fre-FR#SearchText=Zemmah#xtcr=1

251. À partir de 1969.

252. Entretien par questionnaire avec le capitaine Didier Cheval (†1958-2013), chef de détachement de fouille opérationnelle, réalisé le 4 octobre 2011.

253. *Kandak* signifie bataillon en Afghan. Leur numérotation comprend leur numéro de brigade et celui de l'ordre de bataille (exemple : *Kandak* 34 signifie 4e bataillon de la 3e brigade de l'armée nationale afghane).

254. Source : « Afghanistan : relève Pamir et Epidote », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 4 mai 2007, consulté le 11 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/04-05-07-afghanistan-releves-pamir-et-epidote/%28language%29/fre-FR#SearchText=pamir%2016#xtcr=2

255. PERRAULT Guillaume, « L'assemblée s'empare du débat sur l'Afghanistan », *Le Figaro*, Mise en ligne 1er avril 2008, consulté le 13 novembre 2013, Lien : http://www.lefigaro.fr/politique/2008/04/01/01002-20080401ARTFIG00323-l-assemblee-s-empare-du-debat-sur-l-afghanistan.php

256. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 791.

257. *Idem.*

258. Entretien du 2 juillet 2012 à Paris, avec le général Jean-Louis Georgelin.

259. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 792.

260. *Idem.*, p. 793.

261. *Idem.*, p. 795.

262. Entretien avec le général Jean-Louis Georgelin, *op. cit.*

263. *Idem.*

264. ASQUIN Hervé, *La guerre la plus longue. L'Occident dans le piège afghan*, Paris, Calmann-Lévy, 2013, p. 90.

265. *Idem.*

266. PERRAULT Guillaume, « L'assemblée s'empare du débat sur l'Afghanistan… », *op. cit.*

267. Entretien avec le général Jean-Louis Georgelin, *op. cit.*

268. *Idem.*

269. « L'engagement de la France en Afghanistan : sécurité, paix, développement », publié par le ministère de la Défense et le ministère des Affaires étrangères et européennes, mise à jour en février 2009. Ce dépliant est édité en français, anglais et dari. Il est diffusé en France et en Afghanistan. Il est mis à jour en 2011.

270. Ensemble d'effets à obtenir sur l'adversaire ou le milieu en un temps et un lieu donnés et dont la réalisation garantit la réussite de la mission.

271. Source : « Formation de l'armée afghane – les OMLT », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 24 mai 2007, consulté le 20 septembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/24-05-07-formation-de-l-armee-afghane-les-omlt

272. Principe consistant à savoir reconnaître et à saisir les opportunités qui se présentent de manière originale et imprévisible.

273. Source : « Afghanistan : les patrouilles urbaines », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 27 juin 2007, consulté le 15 novembre 2011, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/27-06-07-afghanistan-les-patrouilles-urbaines

274. Source : « Afghanistan : Opération Tachakor », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 13 juillet 2007, consulté le 12 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/13-07-07-afghanistan-operation-tachakor

275. Source : « Afghanistan : patrouilles rurales », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 2 août 2007, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/02-08-07-afghanistan-patrouilles-rurales

276. Source : « Le génie à Kaboul vingt tonnes détruites », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 27 août 2007, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/27-08-07-le-genie-a-kaboul-20-tonnes-detruites

277. Principalement des actions de sensibilisation des enfants contre le danger des mines et des sous-munitions.

278. La Doctrine Interarmées (DIA) – 3.15 en Diffusion Restreinte (DR).

279. Source : « Afghanistan : décès d'un soldat français », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 25 juillet 2007, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/25-07-07-afghanistan-deces-d-un-soldat-francais

280. Un officier, cinq sous-officiers et trois légionnaires.

281. Deux officiers et huit sous-officiers.

282. Deux officiers, six sous-officiers et trente-deux légionnaires. Source : données statistiques fournies par le 2e REG.

283. Source : « Attentat en Afghanistan », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 21 septembre 2007, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/21-09-07-attentat-en-afghanistan

284. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 792.

285. ASQUIN Hervé, *La guerre la plus longue…*, *op. cit.*, p. 91.

286. Qualificatif employé pour désigner des forces ou des organismes comportant deux alliés au moins.

287. Ou *Young Manon Can Achieve* (la jeune Manon peut y arriver). Elle prouve aussi que les soldats français peuvent faire preuve d'humour dans toutes les circonstances.

288. Ou *Amazing Sixth Sense* (curieux sixième sens).

289. Ou *Never Strike The Raptor* (ne jamais frapper le rapace).

290. Source : « Afghanistan : le BATFRA à Paymonar », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 21 septembre 2007, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/07-11-07-afghanistan-le-batfra-a-paymonar

291. Ou *Night and day Spoilsports* (empêcheurs de tourner en rond, de jour comme de nuit). NDS est aussi l'initial des services secrets afghans.

292. Ou *Check Point*. Nous préférerons le terme francophone dans notre développement.

293. Source : « Afghanistan : découverte d'une cache de munitions », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 3 décembre 2007, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/03-12-07-afghanistan-decouverte-d-une-cache-de-munitions

294. Source : « Afghanistan : sensibilisation au danger des mines », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 7 décembre 2007, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/07-12-07-afghanistan-sensibilisation-aux-dangers-des-mines

295. « Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, président de la République, sur le rôle des militaires français dans la lutte contre le terrorisme et la reconstruction de l'Afghanistan, à Kaboul le 22 décembre 2007 », *Site Internet Vie Publique,* mise

en ligne le 22 décembre 2007, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://discours.vie-publique.fr/notices/077003997.html

CHAPITRE II

1. Source : www.icasualties.org.

2. Ce pionnier de la fouille opérationnelle spécialisée en France est décédé en 2013.

3. Il s'agit de la formation de *Search coordinator*.

4. Il s'agit du CIA 3.14.

5. L'escadron de reconnaissance et d'investigation est armé par le 1/11e RC. Source : « L'escadron de recherche et d'investigation du bataillon français », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 1er avril 2008, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/01-04-08-afghanistan-l-escadron-de-recherche-et-d-investigation-du-bataillon-francais

6. Source : « Afghanistan : le détachement génie à Kaboul », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 4 avril 2008, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/04-04-08-afghanistan-le-detachement-genie-a-kaboul

7. Source : MALSOUTE Marie-Christine, « Exclusif : 10 jours avec le 126 en Afghanistan », *Brive Magazine*, n° 196, 1/15 juin 2008, p. 5-15.

8. Source : « Afghanistan : patrouille dans Kaboul », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 6 mars 2008, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/06-03-08-afghanistan-patrouille-dans-kaboul

9. Source : « Contrôle des accès à Kaboul », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 13 mars 2008, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/18-03-08-afghanistan-controle-des-acces-a-kaboul

10. Surnom donné aux militaires du 126e RI de Brive.

11. MALSOUTE Marie-Christine, « Exclusif : 10 jours avec le 126 en Afghanistan »..., *op. cit.*, p. 15.

12. ASQUIN Hervé, *La guerre la plus longue*..., *op. cit.*, p. 91.

13. « Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, président de la République, sur les relations franco-britanniques, à Londres le 26 mars 2008 », Site Internet Vie Publique, Mise en ligne le 26 mars 2008, consulté le 13 novembre 2013, lien : http://discours.vie-publique.fr/notices/087000976.html

14. Assemblée nationale, *Compte rendu intégral des débats*, 2e séance du 1er avril 2008, p. 1059.

15. *Idem.*, p. 1055.

16. Source : Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées. Audition commune avec la commission des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, sur les événements et la situation en Afghanistan*, Paris, session extraordinaire 2007-2008, compte rendu n° 37, mercredi 10 septembre 2008, p. 7-8.

17. Par la lettre du CEMAT n° 179/DEF/EMAT/PP/BPSA/ES.

18. Ou *Intermediate Search Team Course.* Ce stage équivaut au niveau atteint par le personnel formé actuellement en Fouille Opérationnelle Complémentaire (FOC).

19. C'est un hélicoptère de reconnaissance pouvant effectuer des missions de jour comme de nuit grâce à son viseur « Vivane » équipé d'une voie infrarouge.

20. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 797.

21. Ensemble d'actions tactiques de sécurisation pouvant se dérouler concomitamment à des actions de combat, voire des actions à caractère humanitaire.

22. Dans un théâtre d'opérations, recherche de la victoire militaire par une action sur les vulnérabilités critiques du centre de gravité de l'adversaire.

23. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 797.

24. Les cavaliers du 12e RC complètent le détachement (92 militaires).

25. La phase 1 du *Transfert of the Lead of Security Responsibility* (transfert de la responsabilité de la sécurité) consiste surtout en patrouilles, entraînements et formations communs entre l'armée afghane et le bataillon français.

26. Ces unités vont supporter le poids des pertes consécutives à l'embuscade d'Uzbin. Prévues pour rester ensuite sur le mandat Pamir XX, elles seront relevées.

27. Source : ECPAD, « Ensemble vers l'autonomie / BATFRA RMT », *Site Internet de l'ECPAD*, mise en ligne le 19 décembre 2012, consulté le 25 février 2013, lien : http://webdocs.ecpad.fr/afghanistan/unite/unite-7---7

28. À ce propos : *L'embuscade*, documentaire de Jérôme FRITEL (France, 2014, 58 mn), diffusé la première fois le 25 mars 2014 sur France2.

29. Source : Site de l'État-Major des Armées (EMA).

30. L'équipe de liaison et de mentorat opérationnel d'Oruzgan est déployée le 20 août 2008. Elle se compose de soixante-dix militaires.

31. Source : DIJOL Thomas (lieutenant), « La réalité afghane », *Terre Information Magazine*, n° 199, novembre 2008, p. 18. La France est alors le cinquième contributeur d'une coalition qui compte 50 000 soldats originaires de 39 pays.

32. Source : « Afghanistan : la 1re brigade du 201e corps de l'ANA à Kandahar », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 20 juin 2008, consulté le 15 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/20-06-08-afghanistan-la-1ere-brigade-du-201eme-corps-de-l-ana-a-kandahar

33. C'est pour cela que l'on ne parle plus d'opération « Pamir n° x » mais de « TF y » puis de « Battle Group (BG) Z ».

34. « *In close coordination with ANSF, TF Chimera conducts full spectrum operations to establish and maintain security in Kapisa province in order to enhance GIROA credibility and faster economic development* ».

35. Ou *Combined Joint Task Force 101*. Un groupement de forces interarmées est un ensemble de forces mis sur pied à partir de composantes organiques des différentes armées et des services communs pour intervenir sur un même théâtre d'opérations.

36. Les effectifs sont complétés par le 35e RAP pour l'artillerie (mortiers de 120 millimètres), des détachements d'écoute et de transmissions et un peloton de cavalerie du 1er Régiment Étranger de Cavalerie (REC).

37. Il était alors capitaine. Entretien avec le chef de bataillon P1488 à Paris le vendredi 11 janvier 2013. Tous les éléments sur le génie de la TF Chimère sont recueillis lors de cet entretien.

38. Il s'agit du PIA 03.161 N° 165 DEF/CICDE/NP de l'EMA/CICDE.

39. Nous préférerons dans notre développement le terme de « spécialiste de l'armement et des explosifs » plutôt que son acronyme anglo-américain WIT.

40. Source : Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées*. *Audition commune avec la commission des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, sur les événements et la situation en Afghanistan*, *op. cit.*, p. 4.

41. Source : « le GTIA Kapisa atteint sa pleine capacité opérationnelle », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 9 août 2008, consulté le 15 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/09-08-08-afghanistan-le-gtia-kapisa-atteint-sa-pleine-capacite-operationnelle

42. Chef traditionnel du village.

43. Source : « Opération héliportée en plaine de Deh Sabs », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 26 août 2008, consulté le 15 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/26-08-08-afghanistan-operation-heliportee-en-plaine-de-deh-sabs

44. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 831.

45. VERGER Michel (lieutenant-colonel), « Le combat de Sper-Kunday », *Être et Durer*, n° 47, novembre 2009, p. 30.

46. Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées*. *Audition commune avec la commission des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin*, *op. cit.*

47. MERCHET Jean-Dominique, « Mourir… », *op. cit.*, p. 33. Ils sont équipés d'AK-47, de lance-grenades RPG-7, de fusils mitrailleurs PKM et de fusils de précision Dragunov.

48. Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées*. *Audition commune avec la commission des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin, op. cit.*

49. MERCHET Jean-Dominique, « Mourir… », *op. cit.*, p. 34-35.

50. *Idem*, p. 35.

51. Toute forme d'appui fourni par des forces aériennes à des forces terrestres ou maritimes.

52. Avion de type F-15, chasseur bombardier en service au sein de l'*US Air Force*.

53. De type A-10 *Thunderbolt II*. C'est un avion de combat antichar équipé d'un redoutable canon de 30 mm.

54. Hélicoptère OH-58 Kiowa. Hélicoptères légers d'appui au sol.

55. MERCHET Jean-Dominique, « Mourir… », *op. cit.*, p. 38.

56. *Idem*.

57. Environ 3,5 tonnes de matériel sont acheminées. Source : *Idem.*, p. 40.

58. Il s'agit du sergent Damien Buil – 8e RPIMA, du caporal Kévin Chassaing – 8e RPIMA, de l'adjudant Sébastien Devez – 8e RPIMA, du caporal Damien Gaillet – 8e RPIMA, du sergent Nicolas Grégoire – 8e RPIMA, du caporal Julien Le Pahun – 8e RPIMA, du sergent Rodolphe Penon – 2e REP, du caporal Anthony Rivière – 8e RPIMA, du caporal Alexis Taani – 8e RPIMA et du caporal Melam Baouma – RMT.

59. Source : « Afghanistan : 10 militaires français morts et vingt et un blessés », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 20 août 2008, consulté le 16 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/20-08-08-afghanistan-10-militaires-francais-morts-et-21-blesses

60. Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées*. *Audition commune avec la commission des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin*, *op. cit.*, p. 6.

61. MERCHET Jean-Dominique, « Mourir… », *op. cit.*, p. 146.

62. Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées*. *Audition commune avec la commission des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin, op. cit.,* p. 24.

63. Volonté et capacité d'un pays, de la société et des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeures, puis à rétablir rapidement leur capacité de fonctionner normalement, ou à tout le moins dans un mode socialement acceptable. Elle concerne non seulement les pouvoirs publics, mais encore les acteurs économiques et la société civile tout entière.

64. AMÉCOURT Jean (d'), *Diplomate en guerre à Kaboul : les coulisses de l'engagement de la France*, Paris, Robert Laffont, 2012, p. 29-30.

65. Source : « Renforcement de l'aéromobilité », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 8 octobre 2008, consulté le 16 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/08-10-08-afghanistan-renforcement-de-l-aeromobilite

66. Contre les ultraviolets et les projections.

67. De type Système de Drone Tactique Intermédiaire (SDTI).

68. Source : « L'adaptation des équipements au durcissement des opérations », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 14 octobre 2008, consulté le 17 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/14-10-08-afghanistan-l-adaptation-des-equipements-au-durcissement-des-engagements

69. Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées*. *Audition commune avec la commission des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin*, *op. cit.*, p. 17.

70. Entre l'entraînement et la projection (deux fois six mois).

71. Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées*. *Audition commune avec la commission des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin*, *op. cit.*, p. 12.

72. *Idem.*, p. 13.

73. MERCHET Jean-Dominique, « De retour d'Afghanistan, les militaires s'arrêtent à Chypre pour réduire leur stress », blog Secret Défense, mise en ligne le 21 décembre 2009, consulté le 6 août 2015, lien : http://secretdefense.blogs.liberation.fr/2009/12/21/retour-dafghanistan-la-bonne-idee-du-sas-de-chypre/

74. Source : « Découverte de munitions en Surobi », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 10 septembre 2008, consulté le 16 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/10-09-08-afghanistan-decouverte-de-munitions-en-surobi

75. Des spécialistes des Groupements de Plongeurs Démineurs (GPD) de Brest et Toulon.

76. De Dijon et Bordeaux. C'est la seule et unique fois où la FOS sera réellement interarmées.

77. En cours de mandat, la 4e compagnie du 8e RPIMA prévue à l'origine pour rester en Afghanistan, est relevée par une compagnie du 3e RPIMA.

78. Source : PERRIN Jean-Pierre (colonel), « Pas un pas sans appuis », *Doctrine*, n° 17, juillet 2009, p. 44.

79. *Idem.*

80. À l'exception de la plaine de Chamali et Surobi.

81. Ce sont les éléments en jaune sur le schéma de synthèse.

82. *Transfer of lead Security Responsability (TLSR).*

83. STOLLSTEINER (général de brigade), « La mission internationale de Kaboul et le nouveau défi de Surobi », *Doctrine*, n° 17, juillet 2009, p. 38.

84. La marche vers la constitution d'une zone française regroupant la Surobi et la Kapisa semble en route. Il est difficile de savoir quand cette décision est prise. Ce choix mène un an plus tard, à la constitution de la *Task Force* Lafayette.

85. STOLLSTEINER (général de brigade), « La mission internationale de Kaboul et le nouveau défi de Surobi », *op. cit.*, p. 39.

86. Cela signifie mettre en place des appuis sur les hauteurs avant toute progression des soldats par les bas.

87. Source : PERRIN Jean-Pierre (colonel), « Pas un pas sans appuis »..., *op. cit.*, p. 45.

88. *Idem.*, p. 46.

89. Source : *Idem.*

90. Source : « Opération Bayonet en vallée d'Uzbin », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 13 novembre 2008, consulté le 17 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/13-11-08-afghanistan-operation-bayonet-en-vallee-d-uzbin

91. Actions civilo-militaires avec l'armée afghane dans des villages.

92. Elle se déroule en présence du général Stollsteiner.

93. Source : « Opération Bayonet en vallée d'Uzbin », *op. cit.*

94. Source : « Les forces de sécurité afghanes en Musahi », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 10 décembre 2008, consulté le 17 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/10-12-08-afghanistan-les-forces-de-securite-afghanes-en-musahi

95. « Longbow en vallée d'Uzbin », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 6 janvier 2009, consulté le 17 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/06-01-09-afghanistan-longbow-en-vallee-d-uzbin-video

96. JAUFFRET Jean-Charles, *Afghanistan 2001-2013...*, *op. cit.*, p. 224.

97. Entretien avec le capitaine C1411 du 17e RGP du 11 octobre 2010.

98. Source : PERRIN Jean-Pierre (colonel), « Pas un pas sans appuis »…, *op. cit.*, p. 46.

99. L'IRT du commandement régional-capitale était composée d'une équipe de démineurs spécialisés du 13e RG, d'un groupe génie du 17e RGP, d'un binôme cynophile du 132e BCAT, et d'une équipe santé du 3e RPIMA. Source : « Découverte d'une cache d'armes dans Kaboul », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 22 octobre 2008, consulté le 17 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/22-10-08-afghanistan-decouverte-d-une-cache-d-armes-dans-kaboul

100. Source : « Découverte d'une cache d'armes en plaine de Chamali », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 21 novembre 2008, consulté le 17 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/21-11-08-afghanistan-decouverte-d-une-cache-d-armes-en-plaine-de-Chamali

101. PERRIN Jean-Pierre (colonel), « Pas un pas sans appuis »…, *op. cit.*, p. 46.

102. Les militaires continuent leurs activités quotidiennes de service, tout en se retrouvant ponctuellement dans ces créneaux de dates bloquées pour préparer leur future mission.

103. Entretien avec le capitaine P7069 de la 6e compagnie du 13e RG, le 6 février 2012.

104. Le Buffalo est un camion résistant aux explosions de mines. Produit de l'adaptation de l'armée américaine aux conditions du combat en Irak dès 2003, le Buffalo est un véhicule construit pour les opérations de déminage par la société *Force Protection Inc.* (Caroline du Sud). Au sein du DOIP, le Buffalo est chargé des phases d'interrogations d'abord visuelles, grâce à ses caméras embarquées, puis mécaniques, en utilisant son bras télescopique et sa griffe, en cas de suspicion de la présence d'un engin explosif improvisé. Il travaille en binôme avec le SOUVIM, qui lui est chargé de la détection des engins en avant du convoi. Possédant un habitacle climatisé, le Buffalo peut résister aux tirs de 7,62 OTAN, à 13 kilos d'explosifs détonant sous le plancher et 20 kilos sous une roue. Un kit installé en supplément permet une meilleure protection contre les tirs de lance-roquettes RPG. Il embarque jusqu'à six sapeurs. Véhicule disposant d'un gabarit imposant, il ne peut pas être utilisé sur toutes les routes en Afghanistan. En fonction des options retenues, il peut être équipé de caméras supplémentaires, de moyens et protection et d'autoprotection. Les Buffalo français furent achetés sur la chaîne de montage en Caroline du Sud après accord du corps des Marines auxquels ils étaient destinés.

105. Le système SOUVIM ou Véhicule Détecteur de Mines (VDM) permet d'ouvrir et de baliser des itinéraires minés ou piégés. Ses roues à basse pression ne déclenchent pas les mines. Le principe repose sur la détection électromagnétique des engins. En 1994, l'armée de terre exprime le besoin de

se doter d'un véhicule de détection afin d'armer une capacité d'ouverture d'itinéraire. Commandé un an plus tard, le SOUVIM est livré en 1997. Un an plus tard, il équipe la 6e compagnie de contre minage du 1er RG à sa création. Intégré au détachement d'ouverture d'itinéraire Piégé dès sa première projection en avril 2009, cet engin donne satisfaction même si une certaine fragilité des panneaux de détection, l'absence de climatisation et de moyens d'autoprotection rendent son utilisation compliquée. C'est ce véhicule qui ouvre la route sur les routes de Kapisa et de Surobi et il faut saluer le courage des conducteurs (et conductrices) du génie. Arrivant en fin de vie opérationnelle, il est progressivement remplacé par le SOUVIM de deuxième génération dès 2011.

106. Ou *Troop In Contact* (TIC).

107. Il s'agit de deux lames métalliques qui mises en contact ferment un circuit électrique qui provoque l'explosion. C'est le pied de la victime ou la roue du véhicule qui exerce la pression fatale.

108. ARAGONES Jacques (colonel), « L'engagement d'un GTIA au combat. La *Task Force* Chimère en Kapisa », *Doctrine*, n° 17, juillet 2009, p. 50.

109. Ministère de la Défense, Décision n° 50 : citation à l'ordre de l'armée du 8e RPIMA pour son engagement en Afghanistan, Paris, 25 avril 2012, lien : http://webdocs.ecpad.fr/afghanistan/unite/unite-8---8

110. En hommage au tigre qui orne l'insigne du 27e BCA.

111. Cours d'eau saisonnier qui coule dans les vallées afghanes. Leur débit dépend de la fonte des neiges. L'irrigation est indispensable pour capter cette eau et rendre les terres favorables à l'agriculture.

112. TRUCHET Jocelyn, *Blessé de guerre. Six mois de combats en Afghanistan*, La Ravoire, autoédition, décembre 2013, p. 36.

113. JAUFFRET Jean-Charles, *Afghanistan 2001-2013…*, *op. cit.*, p. 225.

114. Nous pouvons citer : LE NEN Nicolas, *Task Force Tiger – Journal de marche d'un chef de corps en Afghanistan*, Paris, Economica, 2010 ; GMELINE Patrick, *Se Battre pour l'Afghanistan : soldats de montagne contre les taliban*, Paris, Presses de la Cité, 2010 ; GOISQUE Thomas, TESSON Sylvain, MIOLLIS Bertrand (de), *Haute Tension : des chasseurs alpins en Afghanistan*, Paris, Gallimard, 2009.

115. À voir tout particulièrement : BURIN des ROZIERS Gérard, « Papa part à la guerre. D'Annecy à Kaboul : dix mois avec les soldats français et leurs familles », *Zone Interdite*, première diffusion le 19 mai 2009 sur M6.

116. Affrontement des légitimités perçues par les acteurs d'un conflit.

117. Source : DURAND Nathalie (capitaine), « Bientôt l'Afghanistan », *Terre information magazine (TIM)*, n° 200, décembre 2008-janvier 2009, p. 26-29. Cet exercice sera reconduit par la suite pour tous les mandats hiver de la 27e BIM.

118. Lire le chapitre « Uzbin : surmonter les doutes » dans LE NEN Nicolas, *Task Force Tiger – Journal de marche…*, *op. cit.*, p. 12-22.

119. Ou décompte des cadavres. Selon ce principe, le nombre d'adversaires tués permet de juger de la réussite d'une opération.

120. Ensemble des activités intentionnelles pour obtenir un effet sur les perceptions en vue de modifier les attitudes et/ou les comportements.

121. LE NEN Nicolas, *Task Force Tiger – Journal de marche…*, *op. cit.*, p. 65.

122. Littéralement « Dîner dehors ».

123. LE NEN Nicolas, *Task Force Tiger – Journal de marche…*, *op. cit.*, p. 65.

124. Il publie en 2006 une première édition d'un ouvrage sur ce thème, qui est augmenté en 2009, par les apports de l'expérience de la TF *Tiger* : COURRÈGES Hervé (de), GIVRE Pierre-Joseph, LE NEN Nicolas, *La Guerre en montagne*, Paris, 2010, 2e éd.

125. GIVRE Pierre-Joseph (lieutenant-colonel), « Maîtriser le milieu pour dominer l'ennemi », *Doctrine*, n° 17, juillet 2009, p. 42.

126. L'ensemble de cette analyse de l'adversaire est extraite de : COURRÈGES Hervé (de), GIVRE Pierre-Joseph, LE NEN Nicolas, *La Guerre en montagne…*, *op. cit.*, p. 132.

127. En utilisant les habitations, les lits de rivières asséchées ou le couvert des feuillages en été.

128. Appelés par les soldats « l'heure de la CHICOM » ou « *CHICOM hour* ».

129. Expression tirée d'une citation du colonel le Nen recueillie par un correspondant de l'Association France Presse : « *le colonel a piégé les insurgés comme une mouche sous une cloche à fromage* ». Source : Dépêche AFP du 21 février 2009, « Dans l'est de l'Afghanistan, les chasseurs alpins sont un peu chez eux », lien : http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5h8k3l9a_huuRsiICw_bOHh2IMJHQ

130. Données transmises par le 2e REG lors de notre enquête de terrain.

131. Un groupe de déneigement est projeté comme renfort provisoire de fin décembre 2008 à fin mars 2009. Composé de deux sous-officiers et de six légionnaires, il n'est pas indiqué dans l'organigramme. Source : éléments communiqués par le 2e REG.

132. « Dossier RETEX : GTIA Kapisa », *Troupes de Montagne*, n° 19, février-août 2009, supplément détachable, p. 16-19.

133. *Idem.*

134. SOUVIM et Buffalo.

135. Source : COURRÈGES Hervé (de), GIVRE Pierre-Joseph, LE NEN Nicolas, *La Guerre en montagne…*, *op. cit.*, p. 133.

136. Ou *Combat Outpost* (COP). Dans cet ouvrage, nous utiliserons le terme de poste de combat avancé.

137. Carte réalisée d'après : COURRÈGES Hervé (de), GIVRE Pierre-Joseph, LE NEN Nicolas, *La Guerre en montagne…*, *op. cit.*, p. 135.

138. Source : *Idem.*, p. 136.

139. Entretien du 30 novembre 2011 avec l'adjudant B4337 du 2e REG.

140. *Idem.*

141. *Idem.*

142. *Idem.*

143. *Idem.*

144. Durant toute l'opération, ils tirent trente obus de 105 mm de tous types (flèches, explosifs, fumigènes).

145. « Dossier RETEX : GTIA Kapisa »…, *op. cit.*, p. 19.

146. *Idem.*

147. *Idem.*

148. COURRÈGES Hervé (de), GIVRE Pierre-Joseph, LE NEN Nicolas, *La Guerre en montagne…*, *op. cit.*, p. 138.

149. LE NEN Nicolas, *Task Force Tiger – Journal de marche…*, *op. cit.*, p. 34.

150. « Opération *Brittany Tiger* », *Site du ministère de la Défense*, mise en ligne le 15 juin 2009, consulté le 19 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/15-06-09-afghanistan-operation-britany-tiger

151. Ce sont des mitrailleuses pilotées depuis l'intérieur du véhicule par le tireur. Pour viser, il dispose de divers écrans et d'une manette pour faire feu.

152. Pour la protection du tireur.

153. Avec 20 000 grenades.

154. JAUFFRET Jean-Charles, *Afghanistan 2001-2013…*, *op. cit.*, p. 233.

155. Nous trouvons aussi un peloton du 1er RIMA et les artilleurs du 11e RAMA.

156. Source : « Opération *Queen's Pain* en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 7 juillet 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/07-07-09-afghanistan-operation-queen-s-pain-en-kapisa

157. LASCONJARIAS Guillaume, « Kapisa, Kalachnikovs et Korrigan », *Cahiers de l'IRSEM*, n° 9, 2011, p. 31.

158. CHANSON Francis, « Tactiques de contre-insurrection en Kapisa pendant la saison chaude 2009 », *Doctrine*, n° 19, mai 2010, p. 27.

159. LASCONJARIAS Guillaume, « Kapisa, Kalachnikovs et Korrigan »…, *op. cit.*, p. 32.

160. *Idem.*, p. 33.

161. À cause de la pollution des axes qui ralentit le déploiement des Français et des réseaux de renseignement insurgés très efficaces.

162. En particulier lors des phases d'infiltration ou de désengagement.

163. CHANSON Francis, « Tactiques de contre-insurrection en Kapisa… », *op. cit.*, p. 29.

164. *Idem.*

165. LASCONJARIAS Guillaume, « Kapisa, Kalachnikovs et Korrigan »…, *op. cit.*, p. 35.

166. Sauf lorsque ces engins sont posés durant la construction même de la route. Ils deviennent « dormants » et peuvent être activés à tout moment. La sécurité des chantiers et la fiabilité des prestataires sont deux questions épineuses.

167. LANTERI Thibault, *La Nation par les armes. L'armée nationale afghane comme outil de la construction nationale*, Mémoire de Master histoire militaire comparée, géostratégie, défense et sécurité, réalisé sous la direction du Pr Jean-Charles Jauffret, Aix-en-Provence, juillet 2015, p. 149.

168. Cette analyse est partagée dans le même temps par le colonel Benoît Durieux de la TF Dragon en Surobi. Il est clair que les Français, à l'été 2009, cherchent à sortir de l'offensive à outrance pour trouver d'autres voies possibles à la contre-insurrection.

169. PEYTAVIN Bertrand (capitaine), « Une compagnie de génie en Afghanistan », *Le casoar*, janvier 2011, n° 200, p. 31.

170. Équipés avec un Buffalo et un SOUVIM.

171. PEYTAVIN Bertrand (capitaine), « Une compagnie de génie en Afghanistan », *op. cit.*, p. 32. Il s'agit de détachement du premier mandat du détachement d'ouverture d'itinéraire piégé du 1er RG commandé par le capitaine P7069 ainsi que d'un groupe de fouille opérationnelle spécialisée du 17e RGP commandé par le capitaine Didier Cheval.

172. *Idem.* C'est la principale critique émise par l'école du génie à propos de l'utilisation de ses moyens en Afghanistan. Comment obtenir un « effet génie » lorsque le commandant de compagnie ne commande pas ses hommes ? La décentralisation des moyens est mal acceptée.

173. *Mains Supply Road* ou MSR (route principale) et *Alternate Supply Road* ou ASR (route secondaire).

174. Ou *Hot Spot.*

175. Processus qui consiste à identifier puis à sélectionner des cibles pour agir sur elles avec des moyens létaux ou non létaux en vue d'obtenir l'effet recherché.

176. CHANSON Francis, « Tactiques de contre-insurrection en Kapisa… », *op. cit.*, p. 27-28.

177. Il s'agit de HME ou *Home Made Explosive.*

178. « Destruction d'engins explosifs artisanaux en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 16 juillet 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/16-07-09-afghanistan-destruction-d-engins-explosifs-artisanaux-en-kapisa

179. « Opération *Mille Sabords* en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 30 juillet 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/30-07-09-afghanistan-operation-mille-sabords-en-kapisa

180. Source : « Sécurisation des élections et combat en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 3 août 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/03-08-09-afghanistan-securisation-des-elections-et-combat-en-kapisa

181. Ou « tonnerre de Brest ».

182. Avions F15 et F16, hélicoptères de combat Kiowa et Apache, drones Predator.

183. Source : « *Brest Thunder*, une opération de grande envergure en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 3 août 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/10-08-09-afghanistan-brest-thunder-tonnerre-de-brest-une-operation-de-grande-envergure-en-kapisa

184. Source : « Opération "Bourgerie" : une importante découverte d'armes et de munitions en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 28 août 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/28-08-09-afghanistan-operation-bourgerie-une-importante-decouverte-d-armes-et-de-munitions-en-kapisa

185. Ou « gentil renard ».

186. Source : « Opération Sand Storm », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 3 septembre 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/03-09-09-afghanistan-operation-sand-storm

187. Source : « Opération Highway Men », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 16 septembre 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/16-09-09-afghanistan-operation-highway-men

188. Source : « Opération Rusty Hull », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 21 septembre 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien :

http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/21-09-09-afghanistan-operation-rusty-hull

189. Dans le même temps, la TF Dragon perd un légionnaire dans un accident de la route.

190. Source : « opération Camel Trophy », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 2 octobre 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/02-10-09-afghanistan-operation-camel-trophy

191. Un tir de douze obus est nécessaire au désengagement.

192. Source : « Opération *Stairway* : fermeté et espoir en vallée d'Afghanya », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 27 octobre 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/27-10-09-afghanistan-operation-stairway-fermete-et-espoir-en-vallee-d-afghanya-video

193. Contrairement à d'autres mandats dont les retours d'expériences sont nombreux, peu d'éléments sont consultables librement sur ce mandat. Les quelques données officielles proviennent essentiellement des informations publiées par le site du ministère de la Défense et par l'ECPAD.

194. Les cavaliers du 501e-503e Régiment de Chars de Combat (RCC) (123 hommes) et l'artillerie du 40e Régiment d'Artillerie (RA) (80 artilleurs).

195. Source : « *Infra* sur Tora », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 25 février 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/25-02-09-afghanistan-*infra*-sur-tora-video

196. Source : « Opération Grand Duc en Surobi », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 25 février 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/25-02-09-afghanistan-operation-grand-duc-en-surobi-video

197. Source : « Opération Gerfaut en vallée d'Uzbin », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 4 mars 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/04-03-09-afghanistan-operation-gerfaut-en-vallee-d-uzbin-video

198. Ensemble des activités dont l'objet est d'obtenir un effet sur les comportements d'individus, de groupes ou d'organisations (cibles) afin de contribuer à l'atteinte des objectifs politiques et militaires.

199. Source : « police station en Uzbin », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 18 mars 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/18-03-09-afghanistan-police-station-en-Uzbin-video

200. Il s'agit du poste « Dabo ». Source : « Un nouveau poste avancé pour l'armée afghane dans la vallée d'Uzbin », lien : *Site Internet du ministère de la*

Défense, mise en ligne le 15 avril 2009, consulté le 20 novembre 2013, http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/15-04-09-afghanistan-un-nouveau-poste-avance-pour-l-armee-afghane-dans-la-vallee-d-uzbin-video

201. Ministère de la Défense, *Citation à l'ordre de l'armée du 1er régiment d'infanterie*, décision n° 63, Paris, 20 juin 2012.

202. *Idem.*

203. *Idem.*

204. Source : « Opération Bloodhound : découverte de caches d'armes et de munitions en Surobi », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 12 juin 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/12-06-09-afghanistan-bloodhound-decouverte-de-caches-d-armes-et-de-munitions-en-surobi-videos

205. Source : « Opération Bloodhound : un bataillon français au fond de la vallée d'Uzbin », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 9 juin 2009, consulté le 20 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/09-06-09-afghanistan-operation-bloodhound-le-bataillon-francais-au-fond-de-la-vallee-d-uzbin-video

206. MELLET Philippe, « 3e RG six mois en Afghanistan. De retour dans les Ardennes », *l'Union Presse*, 16 juillet 2009.

207. Source : ministère de la Défense, *Citation à l'ordre de l'armée du 1er régiment d'infanterie*..., *op. cit.*

208. Source : « Opération franco-afghane en vallée de Sper Kunday », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 26 juin 2009, consulté le 21 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/26-06-09-afghanistan-operation-franco-afghane-a-sper-kunday-video

209. Source : « Les projets de développement agricoles en Surobi », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 2 juillet 2009, consulté le 21 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/02-07-09-afghanistan-les-projets-de-developpement-agricole-en-surobi-video

210. Le détachement de cavalerie provient du 1er REC pour un volume de 116 hommes et le 3e RAMA envoie ses artilleurs (65 hommes).

211. C'est le poste de combat avancé construit par le 1er RI en vallée d'Uzbin.

212. KRAFFT Raphaël, *op. cit.*, p. 129.

213. *Idem.*

214. Ce point se détache un peu de l'idée défendue par Gilles Dorronsoro, qui voit une forme d'unité de l'insurrection actuelle liée à la recherche commune d'une forme d'État viable, en conformité avec les usages sociaux de la population et dans un désir de justice. Il y a aussi une continuité dans le conflit armé depuis 2001. Il s'agit pour les taliban qui ne se sont pas rendus de chasser la coalition et de restaurer l'Émirat Islamique d'Afghanistan. L'organisation de l'insurrection ne peut pas se comparer à un modèle centralisateur, comme un mouvement de libération nationale de la guerre froide. Enfin, il ne prétend d'ailleurs pas que sa stratégie soit la bonne pour l'ensemble du pays. Il la veut adaptée à la situation de la Surobi où il pense qu'il faut créer les conditions de la réintégration dans le corps social pacifié des individus en rébellion.

215. DURIEUX Benoît (colonel), « Guerre, contre-insurrection et démocratie, le cas de l'Afghanistan », colloque « La démocratie et la guerre », Centre d'Études Sociologique et Politique Raymond Aron, paris, 19 octobre 2010, p. 5. Texte remis par l'auteur lors de notre entretien du 19 juillet 2012.

216. *Idem.*, p. 3.

217. DURIEUX Benoît (colonel), « Le GTIA Surobi d'août 2009 à janvier 2010 », *Cahiers du CESAT*, n° 21, octobre 2010, p. 18.

218. DURIEUX Benoît (colonel), « Guerre, contre-insurrection et démocratie, le cas de l'Afghanistan… », *op. cit.*, p. 5.

219. Cette belle initiative ne perdure pas malheureusement, au-delà du transfert de la Surobi à l'armée nationale afghane.

220. DURIEUX Benoît (colonel), « Guerre, contre-insurrection et démocratie, le cas de l'Afghanistan… », *op. cit.*, p. 11.

221. Entretien du 19 juillet 2012 avec le colonel Benoît Durieux.

222. *Idem.*

223. Source : « Transfert d'autorité du commandement de la région capitale », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 15 juillet 2009, consulté le 21 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/15-07-09-afghanistan-transfert-d-autorite-du-commandement-de-la-region-capitale

224. Source : « Opération en vallée de Tizin », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 11 septembre 2009, consulté le 22 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/11-09-09-afghanistan-operation-en-vallee-de-tizin

225. Source : « Opération Faena : sécurité et projet de développement en Uzbin », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 14 octobre 2009, consulté le 22 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/14-10-09-afghanistan-operation-faena-securite-et-projet-de-developpement-en-Uzbin-video

226. Entretien avec le colonel Durieux du 19 juillet 2012.

227. « 800 légionnaires français engagés dans une démonstration de force en Afghanistan », *Le Monde avec l'AFP*, mise en ligne le 17 décembre 2009, consulté le 20 juillet 2012, lien : http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2009/12/17/800-legionnaires-francais-engages-dans-une-demonstration-de-force-en-afghanistan_1282400_3216.html

228. *Idem.*

229. Entretien avec le colonel Durieux du 19 juillet 2012.

230. Source : « Opération Avalon : de la Kapisa vers la Surobi », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 11 septembre 2009, consulté le 22 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/19-11-09-afghanistan-operation-avalon-de-la-kapisa-vers-la-surobi-videos

231. Entretien du mars 2012 avec le général Marcel Druart.

232. Bataillon interarmes armé par le 13e BCA qui relève en Kapisa la TF Korrigan le 2 décembre 2009.

233. Source : « Opération Lafayette Bridge, reconnaissance au sud de la vallée de Tagab », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 28 décembre 2009, consulté le 22 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/28-12-09-afghanistan-operation-la-fayette-bridge-reconnaissance-du-sud-de-la-vallee-de-tagab-video

234. KRAFFT Raphaël, *op. cit.*, p. 130.

235. Entretien avec le général Marcel Druart du 15 mars 2012.

236. CADEAU Ivan (capitaine), *L'Action du Génie pendant la guerre d'Indochine (1945-1956) : une action entravée par le manque de moyens et une méconnaissance de l'arme*, Thèse de doctorat, sous la direction de Jacques Frémeaux, Université Paris IV-Sorbonne, Paris, 2010.

237. VAB avec une tourelle téléopérée équipée d'une mitrailleuse de 12,7 mm. Le tireur peut défendre ses camarades débarqués depuis l'intérieur du véhicule, en tirant parti des optiques de la tourelle pour observer.

CHAPITRE III

1. Principe selon lequel l'armée nationale afghane mène l'opération principale et que les troupes françaises assurent les appuis depuis les hauteurs. C'est le concept de Détachement de Liaison et d'Appuis et de Soutien (DLAS).

2. Suite au retrait des Français, l'armée nationale afghane gère l'ensemble des paramètres de son opération seule. Elle est en autonomie complète.

3. Les deux termes sont synonymes. Nous préférerons celui de « brigade » dans notre développement. Dans les écrits, il est commun aussi de trouver l'abréviation « TFLF » pour *Task Force* Lafayette.

4. Ou *Brigade Combat Team*.

5. Entretien avec le général Druart du 15 mars 2012.

6. Nicolas Sarkozy, président de la République, annonce le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN le 11 mars 2009. Selon le général Druart, la constitution d'une brigade en Afghanistan est décidée à la fin de l'année 2008 par le pouvoir politique. La 27^{e} BIM, pressentie pour constituer l'ossature de la brigade, se voit confirmer sa projection en mai 2009. Il semble donc bien y avoir un agenda et une chronologie politique derrière cet enchaînement.

7. En septembre 2009. Source : LAVAUX Bertrand (lieutenant-colonel), « La conduite des opérations », *Troupes de Montagne*, n^{o} 21, 2009-2010, p. 13.

8. *Idem*., p. 14. Ce nom rappelle d'ailleurs l'intervention du général de Gaulle en 1958, dès l'avènement de la V^{e} République, pour proposer la paix aux Algériens.

9. ENTRAYGUES Olivier (lieutenant-colonel), *Afghanistan II – 2010*, Paris, La plume avant l'épée, février 2010, p. 29. « *From 1st November 2009, in partnership with the ANSF and close coordination with the local civilian actors, TF Lafayette will conduct targeted influence-metric counter-insurgency operations in its area of operations to enhance the confidence of the Afghan population in its government and in the coalition, in order to set the conditions for AAF networks failure* ».

10. Entretien avec le général Druart, *op. cit.*

11. LAVAUX Bertrand (lieutenant-colonel), « La conduite des opérations », *op. cit.*, p. 14.

12. Entretien avec le général Druart, *op. cit.*

13. Source : Réalisé d'après ENTRAYGUES Olivier (lieutenant-colonel), *Afghanistan II – 2010*, *op. cit.*, p. 61.

14. BONINI Frédéric (lieutenant-colonel), « Hyper influence : la guerre des perceptions et des volontés », *Troupes de Montagne*, n° 21, 2009-2010, p. 5.

15. Ou *Tactical Operations Center* (TOC).

16. Source : extrait d'un dépôt d'archive privée.

17. CATELAIN Laurent (chef de bataillon), « Le TOC : Tactical Operations Center », *Troupes de Montagne*, n° 21, 2009-2010, p. 17.

18. MONTENON Phillipe (lieutenant-colonel), « *Fusion Cell* actions de ciblage et d'évaluation », *Idem.*, p. 18.

19. Entretien avec le général Druart, *op. cit.*

20. ODEYER (lieutenant-colonel), « Opérations d'information », *Idem.*, p. 26.

21. Entretien avec le général Druart, *op. cit.*

22. ALLEGRET Marie, « Cellule développement », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 31.

23. BARNABA Aldo (lieutenant-colonel), « Actions civilo-militaires », *Idem.*, p. 30.

24. *Idem.*

25. Autorité déléguée à un commandant pour attribuer des tâches aux forces placées sous son commandement, en vue de l'accomplissement de la mission ordonnée par l'autorité supérieure.

26. Entretien avec le général Druart, *op. cit.*

27. Lire à ce propos : AVOT François (lieutenant), « OMID FM : une radio d'influence », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 28.

28. KRAFFT Raphaël, *op. cit.*, p. 97-98.

29. Provenant du 13e RDP pour les forces spéciales et du 2e RH pour la brigade de renseignement.

30. Le 54e Régiment de Transmissions (RT) arme cette capacité.

31. Des drones SDTI du 61e Régiment d'Artillerie (RA).

32. SAGAZAN Philippe (de) (colonel), « L'ISTAR », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 37.

33. Source : Site de l'État-Major des Armées.

34. Les cavaliers utilisent en Afghanistan des AMX 10-RC, des VAB équipés d'un canon de 20 mm et du VAB TOP avec une tourelle téléopérée avec une mitrailleuse de 12,7 mm. Source : LEUENBERGER (lieutenant), « La cavalerie… à la charge ! », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 36.

35. Le groupement tactique constitue l'élément de base, capable d'obtenir un effet significatif dans le cadre d'une mission élémentaire. Il se compose d'un noyau dur provenant d'un régiment qui lui confère son métier principal et sa cohésion ainsi que d'unités d'autres armes. Le bataillon, lui aussi dérivé d'un régiment, est en principe homogène et organisé autour d'un métier. Les unités

logistiques sont organisées en groupements et bataillons logistiques. Au plan administratif, groupements tactiques et bataillons constituent des détachements de première catégorie.

36. Pour uniformiser et simplifier l'emploi de termes militaires opérationnels dans notre développement, nous parlerons de « compagnies interarmes » pour désigner les SGTIA et de « bataillon interarmes » pour les GTIA.

37. Source : GUICHARD (lieutenant-colonel), « l'artillerie en appuis », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 34.

38. Les équipes de liaison et de mentorat opérationnel sont regroupées dans la zone de responsabilité de la brigade française pour gagner en efficacité. CAMARET Patrice (de) (lieutenant-colonel), « OMLT : partenariat à la française », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 42-43.

39. Ou *Police Operationnal Mentoring and Liaison Team* (POMLT) selon l'acronyme de l'OTAN.

40. La France possède deux détachements de mentors en Afghanistan dédiés à l'accompagnement de la police afghane, soit cent cinquante militaires. Source : LE PRIVEY (lieutenant-colonel), « POMLT : des gendarmes en Afghanistan », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 44-45.

41. BRAS Stéphane (colonel), *POMLT. Gendarmes français en Afghanistan, 2010*, Paris, Anovi, 2015, p. 70.

42. LEFEBVRE Jean-Bernard (chef de bataillon), « Le GCM en opérations », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 46-47.

43. Il s'agit d'un détachement du 132^{e} bataillon cynophile de l'armée de terre. Source : MOCAER Jean-Luc (lieutenant), « Le "mordant" de la TFLF », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 48.

44. DELATRE Olivier (chef de bataillon), « Le génie de la TFLF », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 32.

45. Postes d'observation, pose de réseaux barbelés, mise en place de système de détection comme les pots éclairants et de réaction comme les Moyens de Défense rapprochés (MODER).

46. Élaboré sur un châssis d'Unimog U5000, le Véhicule Blindé Hautement Protégé (VBHP) « Aravis » est le premier *Mine Resistant Ambush Patrol* (MRAP) 4× 4 français dont quinze exemplaires sont acquis par l'armée de terre. Destinés à l'origine pour armer le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé en Afghanistan, il est résistant aux tirs de munitions de 14,5 mm perforantes, à des mines de 10 kg sous coque et à des charges de 50 kilos détonants à cinq mètres. Les sièges baquets suspendus isolent les sapeurs embarqués du sol, limitant ainsi le transfert de l'onde de choc de l'explosion aux passagers. Doté d'une mitrailleuse téléopérée de 12,7 mm, « l'Aravis » est en mesure d'assurer son autoprotection comme un appui appréciable pour les sapeurs débarqués. Pouvant embarquer jusqu'à 5 sapeurs, il est entièrement climatisé. Complété

par divers équipements additionnels de protection, ce VBHP est produit par l'industriel Nexter.

47. Le système Souvim 2 permet d'ouvrir et de baliser des itinéraires minés ou piégés. L'ensemble de la mission de déminage est réalisé par leurrage. Le premier véhicule, véhicule de leurrage et de balisage (VLB) est équipé à l'avant de l'ensemble des systèmes de leurrages mécanique, thermique et électromagnétique et tracte une première remorque de leurrage massique. Le deuxième véhicule, le véhicule tracteur de remorques (VTR), suit le VLB dans les traces de la première remorque et tracte deux autres remorques de leurrage massique. La complémentarité des traces permet un leurrage des mines à pression sur une largeur de 3,90 m. La voie ainsi sécurisée est balisée à la peinture sur tout l'itinéraire (150 km). Le Souvim 2 est déployé en Afghanistan où ses grandes roues de tracteur lui donnent une meilleure mobilité. La cabine climatisée est aussi particulièrement appréciée des pilotes. Ce sont essentiellement les VTR et le VLB qui sont utilisés. Il est équipé en plus d'un détecteur électromagnétique et d'un brouilleur. Sa vitesse maximale est de 20 km/h et il doit être capable de réaliser 150 km d'itinéraire en huit heures sur une largeur de 3,90 mètres.

48. DELATRE Olivier (chef de bataillon), « Le génie de la TFLF », *Troupes de Montagne*, *op. cit.*, p. 33.

49. Le CCIED intègre le nouveau Centre Interarmées Mines et Explosifs (MUNEX) le 1er juillet 2011.

50. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 833.

51. Commandement des forces terrestres (CRT), *Mémento des tactiques, techniques et procédures des insurgés en Afghanistan*, version 2, 20 juillet 2011, p. 35. Document transmis par le lieutenant-colonel V0043 lors de notre entretien.

52. *Idem.*

53. SAULNIER Jean-Claude, *Une vie de légionnaire*, Paris, Nimrod, 2013, p. 369-370.

54. Entretien avec le sergent V413, 2e compagnie du 2e REG, le 15 novembre 2010.

55. CRT, *Mémento des tactiques, techniques et procédures des insurgés…*, *op. cit.*, p. 5.

56. La connaissance des modes d'action, des capacités, des vulnérabilités et de l'armement de la coalition, constituent des étapes clefs pour la construction des opérations des taliban.

57. Extrait de l'entretien réalisé avec le lieutenant B2087 du 19e régiment du génie, le 17 juin 2013.

58. Les armes utilisées sont de fabrication russe : AK-47 Kalachnikov, lance-roquettes RPG-7, mitrailleuse PKM et fusil de précision SVD Dragunov. Les tireurs de précision peuvent aussi utiliser d'antiques fusils Lee Enfield britanniques.

59. Mitrailleuse Dshk de 14,5 mm et mortiers de 60 ou de 82 mm.

60. CRT, *Mémento des tactiques, techniques et procédures des insurgés…*, *op. cit.*, p. 9.

61. MERCHET Jean-Dominique, « Afghanistan : s'il y a un enfant, on ne tire pas ! », *Blog Secret Défense*, mise en ligne le 14 février 2012, consulté le 16 février 2012, lien : http://www.marianne2.fr/blogsecretdefense/Afghanistan-S-il-y-a-un-enfant-on-ne-tire-pas--actualise_a525.html

62. Pour Chinois communiste. Une roquette équivalente d'origine iranienne existe par ailleurs.

63. À l'image de l'offensive du Têt menée contre les Américains lors de la guerre du Vietnam en janvier 1969.

64. Ou « Hoax ».

65. Il s'agit de plusieurs obus reliés entre eux ou *Daisy Chain*.

66. Entretien du 25 janvier 2012 avec l'adjudant C1056, démineur au 17e RGP.

67. CRT, *Mémento des tactiques, techniques et procédures des insurgés…*, *op. cit.*, p. 20.

68. Les motivations de ces individus peut-être d'ordre religieux, financière (promesse d'un don pour la famille) ou plus personnelle (vengeance).

69. Les zones de posé, une fois identifiées, peuvent aussi faire l'objet d'une attaque préparée ou d'un piégeage. Une action de ce type semble avoir coûté la vie à l'infirmier de classe supérieure Thibault Miloche du 126e RI, le 15 octobre 2010. Source : MERCHET Jean-Dominique, « Un militaire français tué en Afghanistan – C'est le cinquantième », *Blog Secret Défense*, mise en ligne le 15 octobre 2010, consulté le 15 octobre 2010, lien : http://secretdefense.blogs.liberation.fr/defense/2010/10/un-militaire-fran%C3%A7ais-tu%C3%A9-en-afghanistan.html

70. Mitrailleuse de 12,7 millimètres (mm) : les DSHK, ou de 14,5 mm, le ZPU.

71. Comme les modèles SA-7, SA-14 ou SA-16.

72. Les engins explosifs improvisés peuvent être dormants, c'est-à-dire qu'ils sont en place de manière permanente sans gêner la circulation quotidienne. En cas d'attaques, ils peuvent être activés.

73. CRT, *Mémento des tactiques, techniques et procédures des insurgés…*, *op. cit.*, p. 23.

74. STRICK Alex et KUEHN Felix, *An ennemy we created: the myth the Taliban / Al-Qaïda merger in Afghanistan 1970-2010*, Londres, Hurst&Co, 2012.

75. CRT, *Mémento des tactiques, techniques et procédures des insurgés…*, *op. cit.*

76. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 834.

77. Assemblée nationale, *Compte rendu de la commission de la défense nationale et des forces armées. Audition commune avec la commission des affaires étrangères, du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, sur les événements et la situation en Afghanistan*, *op. cit.*, p. 12.

78. *Idem.*, p. 833.

79. Du nom du quartier du roc noir à Chambéry où est stationné le 13e BCA.

80. « Altore » signifie « aigle » en corse.

81. Un escadron du 1er RHP, une batterie du 35e RAP et un détachement cynotechnique du 132e Bataillon Cynophile de l'Armée de Terre (BCAT) complètent les effectifs.

82. Les éléments sur le génie sont extraits de l'entretien réalisé le 11 octobre 2010 avec le capitaine C1411, du 17e RGP.

83. Les éléments sur le génie sont extraits de l'entretien avec le capitaine S414 du 2e REG du 16 novembre 2010, ainsi qu'avec les officiers, sous-officiers et légionnaires de la 2e compagnie. Les effectifs sont complétés pour l'artillerie par le 93e RAM et pour la cavalerie par un escadron du 4e RCh.

84. Entretien avec le chef de bataillon B0021, le 10 mars 2011.

85. Source : données statistiques du 2e REG.

86. Entretien avec le capitaine C1411, *op. cit.*

87. TRUCHET Jocelyn, *Blessé de guerre. Six mois de combats en Afghanistan*, *op. cit.*

88. *Idem.*, p. 50.

89. *Idem.*, p. 21.

90. *Idem.*, p. 18.

91. *Idem.*, p. 92.

92. *Idem.*, p. 88.

93. *Idem.*, p. 108.

94. *Idem.*, p. 111.

95. Le Leurre Massique Mécanique et *Infra* rouge (LEMIR) est un moyen de lutte contre les mines ou les engins explosifs improvisés à pression, à déclenchement filaire ou à source de chaleur. Achetés en urgence opérationnelle en 2008, ils sont livrés sous la forme de kits. Fin 2009, 18 systèmes sont déployés en Afghanistan. À l'origine, ils sont destinés aux Véhicules de l'Avant Blindés (VAB) sur l'ensemble des emprises françaises en Afghanistan. Le LEMIR se place à

l'avant et déclenche à distance ou à pression les engins explosifs improvisés, théoriquement sans conséquence néfaste sur le véhicule et son équipage. Peu apprécié par les sapeurs du génie sur le terrain, il semblerait que ce système n'ait pas été beaucoup utilisé du fait principalement du manque de mobilité du véhicule porteur, de la fragilité du système et des difficultés d'adaptation sur les VAB.

96. TRUCHET Jocelyn, *Blessé de guerre. Six mois de combats en Afghanistan*, *op. cit.*, p. 118.

97. Dans le cadre de la gestion des crises extérieures, méthode visant à la prévention ou au règlement durable et rapide d'une crise par la synergie des actions réalisées par les différents intervenants dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et du développement économique et social.

98. JAULMES Adrien, « Le 2e REP pacifie la vallée de Tagab », *Le Figaro*, mise en ligne le 25 avril 2010, consulté le 26 novembre 2013, lien : http://www.lefigaro.fr/international/2010/04/25/01003-20100425ARTFIG00172-le-2e-rep-pacifie-la-vallee-de-tagab-.php

99. *Idem.*

100. Entretien avec le général Éric Bellot-des-Minières, le 8 juin 2015 à Châlons-en-Champagne.

101. *Idem.*

102. *Idem.*

103. Pour rappel, alors que la TF *Black Rock* fixe les taliban de la zone de Bedraou, le TF Dragon en profite pour s'engager au nord du parallèle 42 pour mener des reconnaissances importantes (choix d'emplacement d'un COP, choix d'un emplacement d'un pont pour varier les itinéraires) et réaliser une *Shura*.

104. Entretien avec le capitaine S414, *op. cit.*

105. *Idem.*

106. TRUCHET Jocelyn, *Blessé de guerre. Six mois de combats en Afghanistan*..., *op. cit.*, p. 47.

107. « Opération *Bull Track* : reconnaissance génie sur l'axe Vermont », *Site du ministère de la Défense*, mise en ligne le 15 février 2010, consulté le 26 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/15-02-10-afghanistan-operation-bull-track-reconnaissance-genie-sur-l-axe-vermont-video

108. *Idem.*

109. Sources : SAULNIER Jean-Claude, *Une vie de légionnaire*, *op. cit.*, p. 332 et LAVAUX Bertrand (lieutenant-colonel), « La conduite des opérations », *op. cit.*, p. 15.

110. Cette opération se nomme « Citadelle » au niveau de la TF Altor et Synapse au niveau de la brigade.

111. Le saint patron de la Légion étrangère. Après le Mont Saint-Michel, saint patron des parachutistes, qui héberge un poste surplombant la base opérationnelle avancée de Tora, c'est le deuxième saint convoqué par les troupes françaises pour assurer leur protection, et cette fois-ci en faveur du poste de combat avancé 46.

112. Réseau de fil de fer barbelé.

113. Entretien avec le capitaine C1411, du 17e RGP, *op. cit.*

114. Source : « Opération *Synapse* phase 3 : inauguration du COP 46 », *Site du ministère de la Défense*, mise en ligne le 12 mars 2010, consulté le 26 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/12-03-10-afghanistan-operation-synapse-phase-3-inauguration-du-cop-46-video

115. Ou « en espérant qu'ils réagissent ».

116. SAULNIER Jean-Claude, *Une vie de légionnaire*, *op. cit.*, p. 339.

117. « Opération Grégale : un réel succès », *Site du ministère de la Défense*, mise en ligne le 30 mars 2010, consulté le 26 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/30-03-10-afghanistan-operation-gregale-un-reel-succes-video

118. Source : « Découverte d'une importante cache d'armes en Surobi », *Site du ministère de la Défense*, mise en ligne le 19 avril 2010, consulté le 26 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/19-04-10-afghanistan-decouverte-d-une-importante-cache-d-armes-en-surobi

119. Source : « Opération *Black Centaur* I : sensibilisation UXO à l'école de Maktab », *Site du ministère de la Défense*, mise en ligne le 4 mai 2010, consulté le 26 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/04-05-10-afghanistan-operation-black-centaur-i-sensibilisation-uxo-a-l-ecole-de-maktab-video

120. Quelques mois plus tard, il changera de nom pour celui de Gwan.

121. Effet des mesures visant à tromper l'adversaire en l'amenant à une fausse interprétation des attitudes amies en vue de l'inciter à réagir d'une manière préjudiciable à ses propres intérêts et à réduire ses capacités de riposte.

122. OUDOT DE DAINVILLE Raphaël (capitaine), « Opération Altor Incudine : un coup de main niveau GTIA », *Le Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 29.

123. Échange de correspondances avec le colonel Jean-Michel Meunier du 15 juin 2015.

124. Entretien avec le général Éric Bellot-des-Minières, *op. cit.*

125. *Idem.*

126. SAULNIER Jean-Claude, *Une vie de légionnaire*, *op. cit.*, p. 367-368.

127. C’est un lance-roquettes antichar de 84 mm à usage unique fabriqué par la société suédoise Bofors depuis le tout début des années 1980. Il est également fabriqué aux États-Unis, sous une forme légèrement modifiée pour l’*US Army*, et utilisé par de nombreuses armées, notamment par l’armée française.

128. La FN Minimi (pour mini-mitrailleuse) est une mitrailleuse légère conçue dans les années 1970 par la fabrique nationale belge FN Herstal. Elle existe en version 5,56 mm et 7,62 mm.

129. Un lance-grenades est une arme conçue pour tirer des grenades (ici de 40 mm). Elle tire des grenades plus loin, plus précisément et plus rapidement qu’un lanceur humain.

130. C’est un fusil de précision à verrou en calibre 12,7 mm, fabriqué et distribué par la firme française PGM Précision.

131. OUDOT DE DAINVILLE Raphaël (capitaine), « Opération Altor Incudine : un coup de main… », *op. cit.*, p. 30.

132. Il s’agit du Mollah-e-Sultan.

133. Entretien avec le général Éric Bellot-des-Minières, *op. cit.*

134. Échange de correspondances avec le colonel Jean-Michel Meunier, *op. cit.*

135. SAULNIER Jean-Claude, *Une vie de légionnaire*, *op. cit.*, p. 368-369.

136. *Idem.,* p. 369.

137. *Idem.*

138. Point haut sur lequel stationne un char, pour pouvoir intervenir si l’infanterie en progression dans la vallée est prise à partie. Il n’y a pas forcément la possibilité de changer fréquemment de point d’appui véhicule. Ainsi, après avoir observé les déploiements français, les taliban les piègent avec des engins explosifs improvisés. C’est pourquoi les sapeurs reçoivent une nouvelle mission de contrôle systématique de ces Points d’Appuis Véhicules (PAV).

139. Dans le même temps, l’année 2010 voit la promulgation du manuel d’emploi de la doctrine de protection des postes et bases avancées en opération extérieure.

140. Entretien avec le capitaine C1411, *op. cit.*

141. Action visant à accroître les difficultés de traversée ou de parcours d’une portion de terrain par des travaux ou l’emploi de certains matériels. Elle doit toujours être définie en fonction des moyens ennemis à gêner.

142. Entretien avec le capitaine C1411, *op. cit.*

143. Entretien avec l’adjudant L4013 du 2e REG, le 20 janvier 2011.

144. Entretien avec l’adjudant M407 du 2e REG, le 18 novembre 2010.

145. Entretien avec le général Druart, *op. cit.*

146. Une de ses compagnies revient en renfort en Surobi à l’été 2011.

147. Source : « Éléments de langage pour la dissolution d'Altor », document de communication externe remis par le général Bellot des Minières lors de notre entretien, *op. cit.*

148. Action par laquelle un État ou un commandement national donne le commandement ou le contrôle opérationnel ou tactique de forces à un commandement désigné (national, allié ou multinational).

149. « Éléments de langage pour la dissolution d'Altor », document de communication externe remis par le général Bellot des Minières lors de notre entretien, *op. cit.*

150. Pour sa participation dans le cadre du bataillon interarmes Altor, le 2e REP recevra le 21 mai 2012 à Toulouse, la croix de la Valeur militaire avec palme sur son drapeau. Source : « Les cérémonies-Remise de la croix de la Valeur militaire avec palme au 2e REP pour l'Afghanistan (GTIA Altor 2010) », REP Info Familles, juin 2012, p. 18-23.

151. Le commandement régional-Est passe de la 82e division aéroportée à la 101e division aéroportée américaines.

152. C'est le centre contre-IED.

153. Source : DAMOY Maeva, « La Légion pour religion », *Terre Information Magazine*, no 226, juillet-août 2011, p. 8-9.

154. Nos principales sources proviennent de notre enquête de terrain au 1er REG les 1er et 2 mars 2011, ainsi que des ouvrages publiés par les témoins : TRAN VAN CAN Christophe et MINGASSON Nicolas, *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, Paris, 2011, Plon ; MINGASSON Nicolas, *Afghanistan : la guerre inconnue des soldats français*, Paris, Acropole, 2012 ; BARTHES Nicolas, *Engagé*, Paris, 2011, Grasset ; et des communiqués du ministère de la Défense. Pour ce mandat, nous disposons de plus de sources pour la TF Hermès que pour la TF Bison en Surobi. Toutefois, l'ensemble nous permet de remettre en perspective les opérations de l'été 2010 en Afghanistan.

155. Le 1er REC fournit un escadron de chars AMX 10-RC, le 35e RI un escadron de VBCI et le 3e RAMA l'appui artillerie.

156. Entretien avec le capitaine D5214 du 1er REG, le 1er mars 2011.

157. Elles sont marquées par l'insécurité et les fraudes massives.

158. À l'automne, la demande américaine de reprendre le contrôle de l'axe routier Vermont avant la fin du mois de février 2011. Voir : « Quand l'armée française a failli se faire "Helmandiser"… », Blog *Secret Défense*, Mise en ligne le 1er mai 2011, consulté le 2 mai 2011, lien : http://www.marianne.net/blogsecretdefense/m/Afghanistan-quand-l-armee-francaise-a-failli-se-faire-helmandiser_a242.html

159. Entretien avec le capitaine D5214 du 1er REG, *op. cit.*

160. Qualification *EOD Level 2*, l'équivalent de MINEX 3.

161. Entretien avec le capitaine D5214 du 1er REG, *op. cit.*

162. NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des soldats français…*, *op. cit.*, p. 816.

163. D'autres sapeurs pensent, enfin, que le génie est une arme trop « modeste » qui n'arrive pas à se faire entendre lors des choix stratégiques d'emploi de la force.

164. Entretien avec l'adjudant Z5217 du 1er REG le 2 mars 2011.

165. TRAN VAN CAN Christophe et MINGASSON Nicolas, *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, *op. cit.*, p. 68-69.

166. Source : « Opération Bull Rapace : Hermès sur le terrain », *Site du ministère de la Défense*, mise en ligne le 10 juin 2010, consulté le 26 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/10-06-10-afghanistan-operation-bull-rapace-hermes-sur-le-terrain-video

167. TRAN VAN CAN Christophe et MINGASSON Nicolas, *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, *op. cit.*, p. 67.

168. *Idem.*, p. 84.

169. Source : MERCHET Jean-Dominique, « Le général Desportes critique la doctrine de contre-insurrection mise en œuvre en Afghanistan », *Blog Secret Défense*, mise en ligne le 2 juillet 2010, consulté le 2 juillet 2010, lien : http://secretdefense.blogs.liberation.fr/defense/2010/07/le-g%C3%A9n%C3%A9ral-desportes-critique-la-doctrine-de-contreinsurrection-mise-en-oeuvre-en-afghanistan.html

170. Source : MERCHET Jean-Dominique, « Le chef d'état-major des armées tacle le général Desportes », *Blog Secret Défense*, mise en ligne le 2 juillet 2010, consulté le 2 juillet 2010, lien : http://secretdefense.blogs.liberation.fr/defense/2010/07/le-chef-d%C3%A9tatmajor-des-arm%C3%A9es-tacle-le-g%C3%A9n%C3%A9ral-desportes.html

171. Source : MERCHET Jean-Dominique, « Le général Desportes a reçu une réprimande de son ministère », *Blog Secret Défense*, mise en ligne le 1er septembre 2010, consulté le 1er septembre 2010, lien : http://www.lemonde.fr/politique/article/2010/08/31/le-general-vincent-desportes-a-recu-une-reprimande-de-son-ministere_1405031_823448.html

172. Technique qui consiste à ouvrir un feu intense sur les positions ennemies pour les obliger à baisser la tête ou à reculer. Cette technique permet entre autres de se réorganiser.

173. TRAN VAN CAN Christophe et MINGASSON Nicolas, *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, *op. cit.*, p. 91-95.

174. En soutien du 1er Kandak d'infanterie de la 3e brigade de l'armée afghane.

175. *Idem.*, p. 116-117.

176. Source : « Opération *Rapace School*, *Shura* à Maktab en Kapisa », *Site du ministère de la Défense*, mise en ligne le 4 août 2010, consulté le 26 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-rapace-school-*Shura*-a-maktab-en-kapisa-video

177. Hélicoptère d'attaque américain.

178. TRAN VAN CAN Christophe et MINGASSON Nicolas, *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, *op. cit.*, p. 109-113.

179. Source : « Opération Hermès Square II », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 17 août 2010, consulté le 27 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-hermes-square-ii-video. Elle fait suite à une première opération très fructueuse durant trente-six heures dans le village de Tatarkhel, où a lieu le combat du 30 juillet : « Opération Hermès Square », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 18 août 2010, consulté le 27 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-hermes-square

180. Source : GUISNEL Jean, « L'hypothèse des tirs fratricides en Afghanistan », *Le Point*, mise en ligne le 25 août 2010, consulté le 29 août 2010, lien : http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/l-hypothese-de-tirs-fratricides-en-afghanistan-25-08-2010-1228385_53.php

181. Tir létal qu'une force effectue à l'encontre de son propre camp ou de ses alliés.

182. MINGASSON Nicolas, *Afghanistan : la guerre inconnue des soldats français*, Paris, Acropole, 2012, p. 185.

183. *Idem.*, p. 138.

184. *Idem.*, p. 139.

185. Source : « Opération Scorpion Guardian II, le convoi passe », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 20 septembre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-scorpion-guardian-ii-le-convoi-passe

186. Une opération identique se déroule en Surobi, dans le même temps.

187. TRAN VAN CAN Christophe et MINGASSON Nicolas, *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, *op. cit.*, p. 128-129.

188. *Idem.*, p. 141-142.

189. Source : « Opération *Promising Star* : implantation du COP Sherkhel », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 25 octobre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-promising-star-implantation-du-cop-sherkhel-video

190. Un *Persistent Ground Surveillance System* (PGSS).

191. Source : « Opération *Hermès Medusa* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 10 novembre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-hermes-medusa-video

192. Entretien avec le capitaine D5214 du 1er REG, le 1er mars 2011.

193. GAUTHIER Calvin, *Task Force 32. SAS en Afghanistan*, Belgrade, auto édition, 2014, p. 73-74.

194. Nous trouvons au sein de la TF Bison les artilleurs du 68e Régiment d'Artillerie d'Afrique (RAA), les marsouins du 1er RIMA, une section de VBCI du 35e RI, un détachement cynotechnique et diverses autres capacités. Source : ECPAD, « Ensemble vers l'autonomie : cinq ans en Kapisa et en Surobi », *op. cit.*

195. « *Marine Warm Up* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 17 août 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-marine-warm-up-video

196. Source : « Trois tonnes de munitions saisies grâce à la population », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 10 novembre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-trois-tonnes-de-munitions-saisies-grace-a-la-population-video

197. Source : « Opération Dump Tackle : le 2e *Kandak* et le *Battle Group* Bison sur le terrain », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 26 août 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-dump-tackle-le-2e-*Kandak*-et-le-battle-group-bison-sur-le-terrain

198. La contribution de la TF Bison porte le nom d'opération *Bison Buffer*.

199. FROIDURE Stéphane, « Démonstration de force de la TF Lafayette en vallée d'Uzbin », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 354, octobre 2010, p. 4-9.

200. Source : « Opération *Bison Buffer II* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 8 septembre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-bison-buffer-ii

201. Source : « In Memoriam : Adjudant Hervé Énaux », *Blog Le Mamouth*, mise en ligne le 31 août 2010, consulté le 2 septembre 2010, lien : http://lemamouth.blogspot.fr/2010/08/in-memoriam-adj-herve-enaux.html

202. « Opération *Green Orange Check* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 9 septembre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-green-orange-check

203. Il s'agit de l'opération « *Wisdom Pillars* », *op. cit.*

204. Construction du poste de combat avancé de Sherkhel par les sapeurs du 1er REG.

205. BRUNETAUD Céline (lieutenant), « *Promising Star*. Dix jours d'influence ». *Terre Information Magazine*, n° 220, décembre 2010-janvier 2011, p. 24.

206. *Idem.,* p. 26.

207. *Idem.,* p. 28.

208. *Idem.,* p. 29.

209. Il décède dans la nuit du 14 au 15 octobre 2010. Source : « Décès d'un militaire français », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 19 octobre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-deces-d-un-militaire-francais

210. Source : « Opération *Ki Hoa* en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 19 octobre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-ki-hoa-en-kapisa

211. Il s'agit de *Bison Spear Tackle III.*

212. De manière assez paradoxale, ce changement de posture intervient alors qu'est publiée le 5 novembre 2010 la doctrine française de contre-insurrection : JD 3-4-4 de Contre-insurrection (COIN) par le CICDE, n° 253/CICDE/NP.

213. Source : « Opération *Bison Ruck* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 19 novembre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-bison-ruck

214. Source : « Opération *Bison Pay Off II* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 16 décembre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-bison-play-off-2-video

215. Source : « Fin de mission pour le BG Bison », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 20 décembre 2010, consulté le 29 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-fin-de-mission-pour-le-battle-group-bison2

216. Source : « Castelsarrasin. Le drapeau du 31e RG décoré », *La dépêche du Midi*, mise en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 30 novembre 2013, lien : http://www.ladepeche.fr/article/2013/07/10/1668292-castelsarrasin-le-drapeau-du-31e-rg-decore.html

217. Pour son engagement en Afghanistan, le fanion de la 1re compagnie du 31e RG est décoré de la croix de la valeur Militaire en 2013.

218. Procédé tactique consistant à entretenir l'insécurité chez l'adversaire en vivant sur le terrain dans le temps, pour rendre totalement imprévisible la manœuvre et lui porter des coups. En Afghanistan, ce principe s'accompagne souvent de celui de « compoundisation » (vivre chez l'habitant).

219. Procédé tactique qui consiste à s'appuyer sur la population pour vivre dans la zone verte en Kapisa ou en Surobi. Les soldats français se logent chez l'habitant, qui reçoit en contrepartie une indemnisation.

220. Pour retracer ce mandat, nos sources principales sont les communiqués du site Internet du ministère de la Défense, les témoignages de deux marsouins du BG Richelieu, ainsi que les retours d'expérience du génie communiqués par la Division Étude et Prospective (DEP) de l'école du génie. Les deux ouvrages sont : DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre. De la Côte d'Ivoire à l'Afghanistan avec le 2e RIMA*, Paris, Nimrod, 2012. GARGOULLAUD Emmanuel (caporal-chef), *L'Afghanistan en feu : témoignage écrit d'un engagé volontaire*, Paris, Economica, 2013. Diverses revues grand public complètent notre documentation.

221. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre. De la Côte d'Ivoire à l'Afghanistan avec le 2e RIMA*, Paris, Nimrod, 2012, p. 148-149.

222. La contribution interarmées est apportée par le RICM (85 cavaliers), le 11e RAMA (87 artilleurs), le 92e RI pour les VBCI (42 militaires) et le 132e BCAT pour le détachement cynotechnique (6 soldats avec leurs chiens). Source : ECPAD, « Ensemble vers l'autonomie : cinq ans en Kapisa et en Surobi », *op. cit.*

223. Arrêt momentané des opérations pour régénérer tout ou partie de la capacité opérationnelle de la Force et être ainsi en mesure de poursuivre la manœuvre selon les lignes d'opérations prévues sans atteindre de point culminant.

224. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 180.

225. CALVEZ Jean-François, « Nomadisation en Kapisa : 1/2 », *Blog La Voie de l'Epée*, mise en ligne le 20 décembre 2012, consulté le 20 décembre 2012, lien : http://lavoiedelepee.blogspot.fr/2012/12/nomadisation-en-kapisa-jean-francois.html

226. *Idem.*

227. *Idem.*

228. *Idem.*

229. CALVEZ Jean-François, « Nomadisation en Kapisa : 2/2 », *Blog La Voie de l'Epée*, mise en ligne le 20 décembre 2012, consulté le 20 décembre 2012, lien : http://lavoiedelepee.blogspot.fr/2012/12/nomadisation-en-kapisa-jean-francois_20.html

230. *Idem.*

231. *Idem.*

232. *Idem.*

233. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 259-260.

234. *Idem.,* p. 190.

235. *Idem.,* p. 165.

236. *Idem.,* p. 165-170.

237. Durant la Shura du 18 décembre 2010, en présence du colonel Héluin.

238. L'opération *Blacksmith's Hammer.*

239. Source : « Opération *Montevidéo* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 6 janvier 2011, consulté le 30 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-montevideo

240. Source : « Opération *Storm Rumbling Puebla* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 18 janvier 2011, consulté le 30 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-storm-rumbling-puebla

241. Répétition de la mission sur une maquette. Généralement, cette phase s'achève par une réflexion sur les cas non conformes.

242. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 209.

243. *Idem.*, p. 211.

244. *Idem.,* p. 212.

245. *Idem.,* p. 214.

246. *Idem.,* p. 216.

247. GARGOULLAUD Emmanuel (caporal-chef), *L'Afghanistan en feu. Témoignage d'un engagé volontaire*, Paris, Economica, 2013, p. 24-25.

248. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 216.

249. GARGOULLAUD Emmanuel (caporal-chef), *L'Afghanistan en feu, op. cit.,* p. 23.

250. Source : MERCHET Jean-Dominique, « Une pause opérationnelle a eu lieu pendant trois semaines », *Blog Secret Défense*, mise en ligne le 31 janvier 2011, consulté le 1er février 2011, lien : http://www.marianne2.fr/blogsecretdefense/Afghanistan-une-pause-operationnelle-a-eu-lieu-pendant-trois-semaines_a119.html

251. Source : « Opération *Koumac* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 4 février 2011, consulté le 30 novembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-koumac

252. Canon de type 82SR.

253. Blindé de l'armée française.

254. GARGOULLAUD Emmanuel (caporal-chef), *L'Afghanistan en feu, op. cit.,* p. 31.

255. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 223.

256. L'équipe de fouille opérationnelle spécialisée est rattachée à cette section.

257. GARGOULLAUD Emmanuel (caporal-chef), *L'Afghanistan en feu, op. cit.,* p. 33.

258. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 227.

259. Source : « Opération *Storm Lightning 1* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 24 février 2011, consulté le 2 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-storm-lightning-12

260. Passage d'un avion à réaction très près de sol pour avertir les taliban de cesser leur tir. C'est une sommation avant bombardement.

261. C'est sur la base de cette liste, mise en place par le général McChrystal à son arrivée, que les forces spéciales lancent des raids pour neutraliser un à un les chefs importants du mouvement.

262. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 232-240.

263. Source : « Opération *Storm Lightning* 2 », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 15 février 2011, consulté le 2 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-storm-lightning-2

264. Il faut retenir que durant cette opération, un détachement du BG Richelieu intervient pour sécuriser le site du crash d'un hélicoptère « Tigre », le 4 février 2011. Les pilotes sont récupérés ainsi que la cellule.

265. Source : « Opération *Storm Rumbling 2* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 2 mars 2011, consulté le 2 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-storm-rumbling-2-video

266. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 254-264.

267. *Idem.,* p. 256.

268. Il s'agit du manuel d'emploi 30.571.

269. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 307-309.

270. Source : « Visite du général Petraeus aux militaires français », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 6 mai 2011, consulté le 2 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-visite-du-general-petraeus-aux-militaires-francais-video

271. DOUADY Yohann (sergent), *D'une guerre à l'autre..., op. cit.,* p. 337.

272. Pour retracer les événements de ce mandat, nos sources principales sont le recueil de témoignages réalisé auprès de la 3e compagnie du 2e REG.

273. Le 4e RCH est le pourvoyeur de l'appui blindé avec 66 cavaliers. L'artillerie est pourvue par le 93e RAM (77 artilleurs) et les VBCI sont pilotés par des militaires du 92e RI (38 fantassins). Une cinquantaine de militaires supplémentaires complètent les compétences internes du bataillon (guerre électronique, transmissions, contrôleur aérien, gendarmes...). Source : ECPAD, « Ensemble vers l'autonomie : cinq ans en Kapisa et en Surobi », mise en ligne le 19 décembre 2012, consulté le 25 février 2013, lien : http://webdocs.ecpad.fr/afghanistan/unite/unite-18---18

274. « En Kapisa : l'expérience et la méthode », *Képi Blanc*, n° 730, mars 2011, p. 26.

275. *Idem.*

276. Parfois les sapeurs utilisent des explosifs pour effectuer des « infractions chaudes » dans les compounds. Il s'agit de faire sauter les verrous ou cadenas qui empêchent les soldats français d'investir un lieu.

277. « En Kapisa : l'expérience et la méthode »…, *op. cit.,* p. 26.

278. Lance-grenade automatique qui permet de protéger une position.

279. « En Kapisa : l'expérience et la méthode »…, *op. cit.,* p. 27.

280. *Idem*.

281. Ou Combat Post 52.

282. MB2A est une ancienne position des taliban, louée par les Français à un vieil Afghan. Elle subit des travaux en mars 2011 pour renforcer son infrastructure et la doter de postes d'observation et de combat. Baptisée « compound des Français » par l'insurrection, cette position est située sur un axe logistique des taliban au cœur de la zone verte.

283. TRAN VAN CAN Christophe, MINGASSON Nicolas, *Journal d'un soldat français…, op. cit.*, p. 102.

284. « Retour d'expérience EOD », *Képi Blanc,* n° 738, décembre 2011, p. 36-37.

285. Il s'agit du *Road Clearence Patrol* n° 39 ou RCP 39.

286. Source : entretien avec le lieutenant B4331 du 2e REG, le 28 novembre 2011.

287. Source : *Idem.*

288. L'opération *Eternal Blacksmith*.

289. Source : entretien avec le lieutenant B4331 du 2e REG, *op. cit.*

290. Entretien avec le général Marcel Druart du 15 mars 2013.

291. *Idem.*

292. Ils peuvent faire l'objet d'attaques ciblées de la part des forces spéciales.

293. C'est-à-dire une portion de route sans engins explosifs improvisés, qui est ensuite gardée tout au long de l'opération.

294. Source : « Un militaire français tué en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 22 décembre 2010, consulté le 2 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-un-militaire-francais-tue-en-kapisa

295. Ce légionnaire rencontré à la popote de la 3e compagnie du 2e REG souhaite conserver l'anonymat le plus complet. Au moment de notre discussion, il s'apprête à partir de nouveau en mission de mentorat au profit de l'armée nationale afghane.

296. Entretien avec l'adjudant B4337 du 2e REG le 30 novembre 2011.

297. Activités militaires menées par des forces spécialement désignées, organisées, entraînées et équipées, utilisant des techniques opérationnelles et des modes d'action inhabituels aux forces conventionnelles.

298. Source : « Un militaire des forces spéciales tué en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 22 décembre 2010, consulté le 2 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-un-militaire-des-forces-speciales-tue-en-kapisa

299. Source : « Opération Allobroges Ferret », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 27 décembre 2010, consulté le 2 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-allobroges-ferret

300. Pendant ce temps, le BG Richelieu mène l'opération Montevideo pour le couvrir.

301. Source : « Opération Blacksmith Hammer », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 8 janvier 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-blacksmith-s-hammer-videos

302. « Opération *Allobroges Endurance* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 4 mars 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-allobroges-endurance

303. « Opération *Tight Control* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 8 mars 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-tight-control

304. Engins explosifs improvisés placés sur les axes de manière permanente et qui peuvent être réactivés au passage des troupes de la coalition.

305. « Opération *Allobroges Endurance* : participer à la sécurité et au développement », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 9 mars 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-allobroges-endurance-participer-a-la-securite-et-au-developpement

306. « Opération *Afghanya Swords* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 10 mars 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-afghanya-swords

307. Ou nid de serpents. Source : « Opération *Snake's Nest* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 22 mars 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-snakes-nest

308. « Opération *Allobroges Mugging* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 31 mars 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-allobroges-mugging

309. *Idem.*

310. Source : « Opération *Eternal Blacksmith* en vallée d'Alasay », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 28 avril 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-eternal-blacksmith-en-vallee-d-alasay

311. Entretien avec le lieutenant B4331, chef de section génie au 2e REG, le 28 novembre 2011.

312. *Idem.*

313. Source : « Opération *Enduring Confidence* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 19 mai 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-enduring-confidence-video

314. Le 19 avril 2011, le ministère de l'Intérieur afghan avait validé le projet de mise en place d'unités auxiliaires de la police afghane, dans deux districts de Kapisa : Nijrab et Tagab. Source : « Officialisation du passage des RMT en ALP », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 1er mai 2011, consulté le 3 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-officialisation-du-passage-des-rmt-en-alp-video

315. Source : le lieutenant B4331 du 2e REG, *op. cit.*

316. Les autres éléments sont détachés par le 1er RHP (49 cavaliers), le 35e RAP (86 artilleurs), le 35e RI pour les VBCI (35 fantassins) et par le 132e BCAT (11 maîtres-chiens). Une centaine de militaires supplémentaires complètent les moyens du bataillon interarmes.

317. Pour retracer l'histoire du BG Raptor, nous avons réalisé une campagne d'entretiens auprès du 17e RGP du 22 au 27 janvier 2012. Nous avons pu rencontrer aussi bien des sapeurs intégrés dans la compagnie que des officiers travaillant au sein de l'état-major de la brigade. Enfin, des ouvrages retracent ce mandat : CLERVOY Patrick, *Dix semaines à Kaboul. Chroniques d'un médecin militaire*, Paris, Éditions Steinkis, 2012. PANOUILLE Julien, *197 jours : un été en Kapisa*, Paris, Éditions Mélibée, 2012. SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée*, Paris, Éditions Mélibée, 2013.

318. Surnom donné aux parachutistes du 1er RCP, d'où le nom de « Raptor » pour le bataillon interarmes.

319. Surnom donné aux fantassins du 152e RI durant la Première Guerre mondiale par les Allemands.

320. Entretien du 26 janvier 2012 avec le lieutenant-colonel T1059 du 17e RGP.

321. *Idem.*

322. *Idem.*

323. *Idem.*

324. *Idem.*

325. Entretien avec le lieutenant L1444 du 17e RGP, le 23 janvier 2012. Le lieutenant nous a versé au titre d'une archive privée, le journal de marche personnel qu'il a tenu pendant ces six mois.

326. Les forces spéciales françaises, ou *Task Force* 32, forment les milices auxiliaires de la police afghane.

327. Source : « Premiers engagements pour le BG Raptor », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 25 mai 2011, consulté le 4 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-premiers-engagements-pour-le-battle-group-raptor

328. SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée*, Paris, Éditions Mélibée, 2013, p. 60.

329. Entretien avec l'adjudant C1056, sous-officier démineur spécialisé au 17e RGP, le 25 janvier 2011.

330. Ou « allez vite ».

331. Sources : « Journal de marche du lieutenant L1444 », *op. cit.,* p. 3-4. « Opération Go Fast », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 7 juin 2011, consulté le 4 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-go-fast

332. Sources : « Journal du lieutenant L1444 », *op. cit.*, p. 4-5 et entretien avec le lieutenant L1444 du 23 janvier 2012.

333. Entretien avec le lieutenant L1444 du 17e RGP, *op. cit.*

334. L'embuscade s'arrête dès que le commandement opérationnel déclenche les tirs de mortiers de 120 millimètres autour de Taliban Hill. Source : SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée, op. cit.*, p. 70-71.

335. *Idem.,* p. 73.

336. Source : « Opération *Quantum of Mercy* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 10 juin 2011, consulté le 4 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-quantum-of-mercy

337. Il dirige le commandement régional-Est à l'été 2011.

338. Entretien avec l'adjudant P4453, du 17e RGP le 24 janvier 2012.

339. Source : « Le recrutement de la police locale afghane en bonne voie », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 28 juin 2011, consulté le 4 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-le-recrutement-de-la-police-locale-afghane-en-bonne-voie

340. PANOUILLE Julien, *197 jours : un été en Kapisa*, Paris, Éditions Mélibée, 2012, p. 37-38.

341. Entretien réalisé le 17 février 2014 avec le sergent-chef (TA) N en salle d'honneur du 19e régiment du génie (Besançon).

342. SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée, op. cit.*, p. 97-98.

343. Entretien du 26 janvier 2012 avec le lieutenant-colonel T1059 du 17e RGP.

344. Source : « Des compagnies binômes pour l'opération Eagle 4 », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 8 juillet 2011, consulté le 4 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-des-compagnies-binomes-pour-l-operation-eagle-4

345. SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée, op. cit.*, p. 99-105.

346. PANOUILLE Julien, *197 jours : un été en Kapisa*, *op. cit.*, p. 47.

347. SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée, op. cit.*, p. 112.

348. *Idem.*, p. 113.

349. Source : « Opération *Shamshir* aux côtés des Afghans », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 20 juillet 2011, consulté le 4 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-l-operation-shamshir-aux-cotes-des-afghans

350. PANOUILLE Julien, *197 jours : un été en Kapisa*, *op. cit.*, p. 49-50.

351. « Journal du lieutenant L1444 », *op. cit.*, p. 9.

352. SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée, op. cit.*, p. 53.

353. « Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, président de la République, sur la présence militaire française en Afghanistan, Base de Tora (Afghanistan) le 12 juillet 2011 », *Site Internet Vie Publique*, mise en ligne le 12 juillet 2011, consulté le 5 décembre 2013, lien : http://discours.vie-publique.fr/notices/117001696.html.

354. Ils sont occupés à sécuriser une Shura à Joybar dans le prolongement de l'opération Shamshir.

355. SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée, op. cit.*, p. 148.

356. Entretien avec le sapeur de première classe V1460 du 17e RGP du 26 janvier 2012. Les sapeurs du 17e RGP reviennent le 30 juillet 2011 sur les lieux

de l'attentat pour détruire définitivement le bunker où se sont déroulés les tragiques événements du 13 juillet 2011.

357. Le 19 juillet 2011, des obsèques nationales sont célébrées aux Invalides et retransmises en direct à la télévision.

358. « Nicolas Sarkozy renforce la sécurité mais maintient le retrait d'ici 2014 », *Le Monde*, mise en ligne le 14 juillet 2011, consulté le 6 décembre 2013, lien : http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2011/07/14/le-patron-de-l-armee-de-terre-dans-les-heures-qui-viennent-en-afghanistan_1548957_3216.html

359. *Idem.*

360. Entretien du 26 janvier 2012 avec le lieutenant-colonel T1059, *op. cit.*

361. Source : « Résultats probants pour les Afghans en vallée de Ghayn », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 4 août 2011, consulté le 4 décembre 2013, Lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-des-resultats-probants-pour-les-afghans-en-vallee-de-ghayn

362. SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée, op. cit.*, p. 170-171.

363. Source : « Opération de fouille dans le district de Nijrab », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 25 août 2011, consulté le 4 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-de-fouilles-dans-le-district-de-nijrab

364. « Une attaque des insurgés repoussée par la police locale afghane appuyée de la *Task Force* Lafayette », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 25 août 2011, consulté le 4 décembre 2013, Lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-une-attaque-des-insurges-repoussee-par-la-police-locale-afghane-appuyee-de-la-tf-la-fayette

365. Entretien avec le sergent M1449, du 17e RGP le 24 janvier 2012.

366. La politique de la corde.

367. SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée, op. cit.*, p. 188-189.

368. Entretien avec le lieutenant-colonel 1059, *op. cit.*

369. *Idem.*

370. Entretien avec le sapeur parachutiste de première classe V1460, *op. cit.*

371. Entretien avec le caporal-chef D1448 du 17e RGP du 23 janvier 2012.

372. Entretien avec le caporal-chef D1448, *op. cit.*

373. Pour retracer ce mandat, nous nous appuyons essentiellement sur le recueil d'entretiens réalisé auprès de la 1re compagnie du 19e RG entre mars et juin 2012, deux ouvrages commémoratifs publiés par les formations et remis aux militaires ayant participé à l'opération : JEAND'HEUR Lionel (colonel), *Le*

Battle Group Quinze-Deux. Afghanistan juin à décembre 2011, Colmar, édité par le 152e RI, 2012 et LUISETTI (capitaine), *Battle Group Quinze-Deux – SGTIA Saphir : juin à décembre 2011*, Colmar, édité par le 152e RI, 2012. Ces deux recueils de photographies et de textes nous ont été déposés au titre d'archives privées. Nous disposons aussi du journal de marche du capitaine M2478, du 19e RG. Enfin, les communications du ministère de la Défense complètent nos sources.

374. Les cavaliers du 1er Régiment de Chasseurs (RCh), les artilleurs du 1er RAMA, une section du 35e RI pour les VBCI, un détachement cynotechnique du 132e BCAT complètent les effectifs.

375. Cette compagnie possède son appui génie intégré. Il s'agit d'une section du 17e RGP.

376. Nous trouvons CP 51, 52, 42, 43, 44, 45 et 47. Source : entretien avec le capitaine C2472, du 19e RG le 26 mars 2012.

377. JEAND'HEUR Lionel (colonel), *Le Battle Group Quinze-Deux. Afghanistan juin à décembre 2011*, *op. cit.*

378. Cette pratique n'est absolument pas conseillée dans les doctrines d'emploi des sapeurs.

379. Dont le coordinateur est un officier du 19e RG.

380. Les animaux décèlent ce qui n'est pas visible pour l'humain.

381. FAMAS modèle « infanterie », fusil de précision FRF2, nouveau fusil HK-417, pistolet automatique PAMAS et MINIMI de 7,62 mm.

382. Entretien avec le capitaine C2472, *op. cit.*

383. Entretien avec le capitaine M2478 du 19e RG du 13 mai 2012.

384. Les procédés de fortification utilisent des *Bastion Walls*, que cet engin ne peut remplir seul quand ils dépassent trois mètres cinquante de hauteur.

385. Entretien avec le capitaine M2478, *op. cit.*

386. Entretien avec le capitaine C2472, du 19e RG, *op. cit.*

387. Entretien avec le lieutenant V2473 du 19e RG le 12 avril 2012.

388. *Idem.*

389. *Idem.*

390. Entretien avec le capitaine M2478, *op. cit.*

391. Dont une grande partie utilisée pour détruire le poste du « Châtelard ». Source : Entretien avec le capitaine M2478, *op. cit.*

392. Entretien avec le capitaine C2472, du 19e RG, *op. cit.*

393. Entretien avec le lieutenant V2473, *op. cit.*

394. Source : « Opération Oqab Behar VII en vallée de Surobi », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 25 juin 2011, consulté le 9 décembre

2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-oqab-behar-vii-en-vallee-de-jegdalay

395. Nom donné à la mitrailleuse de 12,7 millimètres montée sur les véhicules.

396. Entretien avec le lieutenant V2473, *op. cit.*

397. Entretien avec le lieutenant C2475 du 19e RG, le 17 avril 2012.

398. Ou cigogne blanche. Source : JEAND'HEUR Lionel (colonel), *Le Battle Group Quinze-Deux. Afghanistan juin à décembre 2011*, *op. cit.*

399. *Idem.*

400. Ce récit illustre parfaitement comment le génie est intégré à la manœuvre d'infanterie et prend sa part aux combats d'infanterie.

401. Espace sécurisé à partir duquel peut se développer une action en zone ennemie.

402. Le plan des villages afghans est très particulier. Les ruelles sont petites, les compartiments de terrain très cloisonnés par les murs des compounds, qui se transforment en véritables châteaux forts.

403. Entretien avec le lieutenant C2475, *op. cit.*

404. JEAND'HEUR Lionel (colonel), *Le Battle Group Quinze-Deux. Afghanistan juin à décembre 2011*, *op. cit.*

405. *Idem.*

406. Terme qui signifie « équipement ».

407. Entretien avec le lieutenant C2475, *op. cit.*

408. *Idem.*

409. *Idem.*

410. *Idem.*

411. Le général est alors présent à cause de l'attentat de Joybar. Source : entretien avec le capitaine C2472, *op. cit.*

412. Entretien avec le lieutenant C2475, *op. cit.*

413. *Idem.*

414. Entretien avec le capitaine C2472, *op. cit.*

415. Entretien avec le lieutenant C2475, *op. cit.*

416. Source : « Le BG Quinze-Deux et l'ANA dans l'opération Green Stork 3 », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 28 juillet 2011, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-le-bg-quinze-deux-et-l-armee-nationale-afghane-dans-l-operation-green-stork-3

417. Source : « L'opération *Rapier* : un partenariat tactique efficace pour le contrôle d'Uzbin », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 4

août 2011, consulté le 9 décembre 2013 lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-l-operation-rapier-un-partenariat-tactique-efficace-pour-le-controle-d-uzbeen

418. Source : JEAND'HEUR Lionel (colonel), *Le Battle Group Quinze-Deux. Afghanistan juin à décembre 2011*, *op. cit.*

419. Entretien avec le lieutenant V2473, *op. cit.*

420. Source : « Trois civils afghans tués par un soldat français : Longuet exprime sa tristesse », *Le Monde*, mise en ligne le 27 juillet 2011, consulté le 28 juillet 2011, lien : http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2011/07/27/trois-civils-afghans-tues-par-un-soldat-francais-longuet-exprime-sa-tristesse_1553525_3216.html

421. Entretien avec le lieutenant C2475, *op. cit.*

422. *Idem.*

423. Évacuation sanitaire.

424. Entretien avec le lieutenant C2475, *op. cit.*

425. *Idem.*

426. Entretien avec le lieutenant V2473, *op. cit.*

427. « Décès d'un militaire français en opération avec l'ANA », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 14 août 2011, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-deces-d-un-militaire-francais-en-operation-avec-l-armee-afghane

428. Entretien avec le capitaine C2472, *op. cit.*

429. Source : « Les Afghans remplacent les Français sur les postes de contrôle de la route Vermont », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 1er septembre 2011, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-les-afghans-remplacent-les-francais-sur-les-postes-de-controle-de-la-route-vermont

430. Entretien avec le capitaine C2472, *op. cit.*

431. Entretien avec le lieutenant V2473, *op. cit.*

432. Source : « Le BG Quinze-Deux appuie les forces de sécurité afghanes en vallée de Jegdaley », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 16 septembre 2011, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-le-battle-group-quinze-deux-appuie-les-forces-de-securite-afghanes-en-vallee-de-jegdalay

433. Source : « Le BG Quinze-Deux appuie les forces de sécurité afghanes à l'occasion de l'opération *Orange Stork 2* », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 5 octobre 2011, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/le-battle-group-

quinze-deux-appuie-les-forces-de-securite-afghanes-a-l-occasion-de-l-operation-orange-stork-2

434. Source : JEAND'HEUR Lionel (colonel), *Le Battle Group Quinze-Deux. Afghanistan juin à décembre 2011*, *op. cit.*

435. Source : « Premier retrait de soldats français », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 24 octobre 2011, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-premier-retrait-de-soldats-francais

436. Elle est commandée par le général américain John Allen.

437. Source : « Le BG Quinze-Deux appuie l'armée afghane », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 2 décembre 2011, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-le-battle-group-quinze-deux-appuie-l-armee-nationale-afghane

438. Source : « Déploiement du *Kandak* 34 sur la FOB Gwan », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 9 janvier 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-deploiement-du-*Kandak*-34-de-l-ana-sur-la-fob-gwan

439. Ou « *Green on Blue* ». Ce terme qui désigne l'assassinat d'un soldat de la coalition par un soldat afghan se réfère à la couleur des symboles tactiques (bleu pour la coalition, vert pour l'armée afghane).

440. Pour retracer les mandats du BG Picardie et du BG *Wild Geese*, nous disposons des publications officielles du ministère de la Défense et du témoignage du colonel Gilles Haberey. Nous avons recoupé certains éléments avec le Web-documentaire de l'ECPAD « Ensemble vers l'autonomie » et des articles de la presse généraliste et spécialisée. Les sources à recouper sont donc plus maigres pour la période la plus récente.

441. Il regroupe 428 fantassins du 1er RI, 42 militaires du 1er RT, 47 cavaliers du 1er Régiment de Spahis (RS), 94 sapeurs du 3e RG et des artilleurs du 1er RAMA.

442. Source : BRUNETEAU Céline, « MCP du 1er RI : les Griffes de l'Aube », *Terre Information Magazine*, n° 230, janvier 2012, p. 38-39.

443. Les estimations données du poids réel de ce nouvel équipement varient selon les sources : BRUNETAUD Céline (capitaine), « Le FELIN en Afghanistan : éprouvé sur le terrain », *Terre Information Magazine*, n° 233, avril 2012, p. 36-37 et DEBAY Yves, « Le BG Acier : les derniers défenseurs de Tagab et de Nijrab », *Assaut*, n° 80, janvier 2013, p. 10-19.

444. Journaliste belge (1954-2013). Il trouve la mort à Alep en Syrie.

445. DEBAY Yves, « Le BG Acier : les derniers défenseurs de Tagab et de Nijrab », *op. cit.*, p. 17.

446. Le 27e BCA déploie 458 chasseurs alpins, le 4e RCH 47 cavaliers, le 2e REG 96 sapeurs légionnaires et le 93e RAM 7 artilleurs.

447. Source : FERRARO Audrey, *Trahison sanglante en Afghanistan : 20 janvier 2012 massacre de militaires français à Gwan*, Paris, Publibook, 8 juin 2015.

448. Source : « Opération de contrôle dans les vallées nord de Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 24 novembre 2011, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-de-controle-dans-les-vallees-nord-de-kapisa

449. Entretien avec le lieutenant B2087, du 19e RG du 17 juin 2013.

450. Source : « La 3e brigade de l'ANA contrôle la vallée de Tagab », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 6 janvier 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-la-3eme-brigade-de-l-ana-controle-la-vallee-de-tagab

451. *Afghan Commando School.*

452. Source : « Le 3e brigade de l'ANA poursuit ses missions en vallée de Tagab », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 6 janvier 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-la-3eme-brigade-de-l-ana-poursuit-ses-operations-en-vallee-de-tagab

453. Source : « Le BG *Tiger II* appuie les patrouilles afghanes en vallée de Tagab », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 6 janvier 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-le-bg-tiger-appuie-les-patrouilles- afghanes-dans-tagab

454. FERRARO Audrey, *Trahison sanglante en Afghanistan : 20 janvier 2012 massacre de militaires français à Gwan*, *op. cit.,* emplacements 479-532 (édition Kindle). Le tireur Abdul Saboor arrêté, est condamné à mort le 15 juillet 2012.

455. Entretien avec le lieutenant B2087, *op. cit.*

456. Source : « Les forces afghanes en vallée d'Alasay », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 9 janvier 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-les-forces-afghanes-en-vallee-d-alasay

457. Cette opération logistique de grande ampleur débute le 26 janvier 2012.

458. Source : « Transfert aux Afghans de la base de Gwan en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 6 février 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-transfert-aux-afghans-de-la-base-de-gwan-en-kapisa

459. Ou *Road Clearance Company* (RCC).

460. Source : « la 3e brigade ANA planifie et conduit une opération de grande envergure », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 1er mars 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-la-3eme-brigade-ana-planifie-et-conduit-une-operation-de-grande-envergure

461. Source : « Transfert de poste de l'armée afghane en Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 28 mars 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-transfert-de-postes-a-l-armee-afghane-en-kapisa

462. Source : « L'opération *Hunting Spears* 6 permet la création d'un COP à Jalokhel », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 12 avril 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-l-operation-hunting-spear-6-permet-la-construction-d-un-cop-a-jalokhel

463. Source : « Opération Basha », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 9 mai 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-basha

464. « Deux *Kandak* afghans prennent en compte leur zone d'opération », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 9 mai 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-deux-kandaks-afghans-prennent-en-compte-leurs-zones-d-operations

465. « Première opération majeure en Uzbin pour le Kandak 31 », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 22 mars 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-premiere-operation-majeure-en-uzbeen-pour-le-kandak-31

466. Source : « Officialisation de la transition du district de Surobi », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 13 avril 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-officialisation-de-la-transition-du-district-de-surobi

467. « Des soldats afghans pour ouvrir les itinéraires piégés », *Site Internet du ministère de la Défense*, mise en ligne le 16 mai 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-des-soldats-afghans-pour-ouvrir-des-itineraires-pieges

468. ASQUIN Hervé, *La guerre la plus longue. L'occident dans le piège afghan*, *op. cit.,* p. 194.

469. *Idem.*, p. 197.

470. Il entre d'ailleurs en vigueur le 20 octobre 2012. FOLLOROU Jacques, « Un traité de coopération franco-afghan à la veille du retrait des soldats français », *Le Monde*, mise en ligne le 21 octobre 2012, consulté le 20 janvier 2013, lien : http://www.lemonde.fr/international/article/2012/10/23/un-traite-de-cooperation-franco-afghan-a-la-veille-du-retrait-des-soldats-francais_1779612_3210.html

471. *Idem.*, p. 201.

472. ASQUIN Hervé, *La guerre la plus longue. L'occident dans le piège afghan*, *op. cit.,* p. 204.

473. Avion-cargo d'origine russe.

474. Source : « Déclaration de M. François Hollande, président de la République, sur la présence militaire française en Afghanistan, à la Base avancée de Nijrab (Afghanistan) le 25 mai 2012 », Site Internet *Vie Publique*, mise en ligne le 25 mai 2012, consulté le 10 décembre 2013, lien : http://discours.vie-publique.fr/notices/127001001.html

475. L'infanterie provient du 92e RI à hauteur de 426 militaires. Les appuis sont fournis par le 1er RIMA (49 cavaliers), le 31e RG (94 sapeurs) et par le 68e RAA (71 artilleurs).

476. HABEREY Gilles (colonel), *Combats asymétriques en Afghanistan*, Paris, Éditions Nuvis, 2014, p. 29.

477. *Idem.*, p. 35.

478. *Idem.,* p. 69.

479. Source : « L'ANA conduit une opération CIMIC en vallée de Tizin », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 18 juin 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-l-ana-conduit-une-action-civilo-militaire-en-vallee-de-tizin

480. La liste détaillée de ces opérations présente un faible intérêt. Nous nous bornons simplement à indiquer celles qui sont en lien avec une opération de désengagement.

481. HABEREY Gilles (colonel), *Combats asymétriques…, op. cit.,* p. 99.

482. Source : « Transfert du poste de combat avancé Uzbin à l'ANA », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 4 juillet 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-transfert-du-poste-de-combat-avance-uzbeen-a-l-armee-nationale-afghane

483. HABEREY Gilles (colonel), *Combats asymétriques…, op. cit.,* p. 91.

484. *Idem.*, p. 92.

485. *Idem.*, p. 80.

486. Source : « Opération *ANA Lead* dans la vallée de Kohe-Safi », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 12 juillet 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-operation-ana-led-dans-la-vallee-de-la-koh-e-safi

487. HABEREY Gilles (colonel), *Combats asymétriques..., op. cit.,* p. 81-82.

488. Source : « Transfert du dernier poste de combat avancé de la TF Lafayette à l'ANA », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 20 juillet 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-transfert-du-dernier-poste-de-combat-avance-de-la-tf-lafayette

489. HABEREY Gilles (colonel), *Combats asymétriques..., op. cit.,* p. 93.

490. *Idem.*, p. 94.

491. Source : « Transfert de la FOB Surobi à l'ANA », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 31 juillet 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-transfert-de-la-fob-surobi-a-l-ana

492. Il comprend aussi des éléments du 501e RCC pour la cavalerie, du 92e RI pour les VBCI et du 40e RA pour l'artillerie. Le 132e BCAT est aussi présent.

493. Source : Web-documentaire de l'ECPAD, « Ensemble vers l'autonomie », *op. cit.*

494. Entretien avec le lieutenant A2083 du 19e RG, le 20 janvier 2013.

495. Il s'agit de l'adjudant-chef Thierry Serrat du GIACM, du maréchal des logis chef Stéphane Prudhom, du maréchal des logis Pierre-Olivier Lumineau et du brigadier Yoann Marcillan du 40e RA.

496. Lors de notre entretien, le général nous confie : « *Les choses auraient pu être bien différentes si nous avions pu amener l'électricité dans l'ensemble de la Kapisa* ».

497. Source : « Attentat sur le marché de Tagab », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 22 juin 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-attentat-sur-le-marche-de-tagab

498. Source : « Cérémonie de transition de la province de Kapisa », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 5 juillet 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-ceremonie-de-transition-de-la-province-de-kapisa

499. Depuis le mois de mai 2012, on ne parle plus d'équipe de liaison et de mentorat opérationnel mais d'*Advisory Team*, ou équipe de conseillers. Concrètement, comme nous l'ont expliqué nos témoins, cela ne changeait en aucune manière la nature de leur travail.

500. Source : « Désengagement de Tagab : mission réussie », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 1er octobre 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-desengagement-de-tagab-mission-accomplie

501. Source : « Transfert de la FOB de Nijrab au 201e corps de l'armée nationale afghane », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 22 novembre 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-transfert-de-la-fob-nijrab-au-201eme-corps-de-l-armee-nationale-afghane

502. Source : « Fin de la mission de la *Task Force* Lafayette no 6 », *Site Internet du ministère de la Défense,* mise en ligne le 26 novembre 2012, consulté le 9 décembre 2013, lien : http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-fin-de-la-mission-de-la-task-force-la-fayette-6

503. Chef militaire ayant autorité sur l'ensemble des forces nationales, incluant le personnel isolé, déployées dans le cadre d'une opération multinationale, que ces forces soient sous commandement multinational ou national. Sa mission essentielle est de faire valoir les intérêts nationaux auprès du commandant de la force multinationale et d'assurer le soutien administratif et logistique des forces nationales.

504. Entretien avec le lieutenant A2083 du 19e RG, *op. cit.*

CONCLUSION

1. On appelle franchissement d'une coupure une opération tactique interarmes s'inscrivant dans le cadre de la manœuvre d'ensemble qui a pour but de faire passer d'une rive à l'autre un ensemble de forces : en modifiant le moins possible son dispositif opérationnel ; en évitant de ralentir le rythme de la manœuvre ; en évitant de créer des concentrations momentanées de moyens. Les franchissements de coupures situées dans la zone des contacts qui n'entraînent pas la mise à l'eau de matériels spécifiques (travure PAA par exemple) sont à classer dans les procédés techniques se rapportant à la mission d'ouverture d'itinéraires. Pour leur part, les franchissements effectués sur une coupure située loin des contacts, en l'absence de toute contrainte d'ordre tactique (de menace), relèvent du rétablissement d'itinéraires.

2. Désignation conventionnelle donnée à un adversaire spécifique en faisant référence à son statut lui permettant d'exploiter une double asymétrie juridique et de rationalité d'une part et, en une moindre mesure, à son approche opérationnelle axée sur des modes d'action tels que le terrorisme ou la guérilla**<ni** d'autre part.

Liste des abréviations

ACAH (mine) : Antichar à action horizontale
ACP : Antichar Courte Portée
ACM : Actions Civilo-militaires (ou CIMIC)
ADCONFRANCE : Contrôleur Administratif France
AGESTER : Agencement de l'Espace Terrestre
ALAT : Aviation légère de l'armée de terre
ALI : Arme légère d'infanterie
ALN : Armée de Libération Nationale
AMG : Aide Médicale Gratuite
ANA : Armée Nationale Afghane
ANP : *Afghan National Police* (police nationale afghane)
ANSF : *Afghan National Security Forces*
AOO : *Area Of Operation* (ou Aire Opérationnelle)
AOR : Aire Opérationnelle de Responsabilité
APOD : *Area Port Of Debarkation* (ou point d'entrée sur un théâtre)
ASR : *Alternate Supply Road*
BATFRA : Bataillon Français
BATGEN : Bataillon du Génie
BATINF : Bataillon d'Infanterie
BB : Brigade Blindée
BC : Bataillon de chasseurs

BCA : Bataillon de Chasseurs Alpins
BCAT : Bataillon Cynophile de l'Armée de Terre
BG : *Battle Group*
BIM : Brigade d'infanterie de montagne
BL : Brigade Logistique
BLB : Brigade légère blindée
BLBMa : Brigade légère blindée de marine
BM : Brigade Mécanisée
BMNK : Brigade Multinationale de Kaboul
BP : Brigade Parachutiste
BSTAT : Brevet Supérieur Technique de l'Armée de Terre
CADL : Compagnies d'Aide au Déploiement Lourd
CAMARI : Certificat d'Aptitude à Manipuler les Appareils de Radioscopie Industrielle et de Radiographie Industrielle
CCIED : Cellule contre IED :
CCITTM : Cellule de coordination interarmées des transports, transits et mouvements
CDEF : Centre de doctrine et d'Emploi des Forces
CDG : Chef de Groupe
CDS : Chef de Section
CDU : Commandant d'Unité
CE : Corps Européen (Eurocorps)
CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique
CEMA : Chef d'état-major des Armées
CEMAT : Chef d'état-major de l'Armée de Terre
CENTAC : Centre d'Entraînement au Combat
CEPC : Centre d'Entraînement et de Préparation au Combat
CERT : Centre d'Exploitation du Renseignement Terrestre
CFC-A : *Combined Forces Command – Afghanistan*
CFT : Centre des Forces Terrestres

CGAP : Compagnie du Génie Aéroporté
CGZ : Compagnie de Génie de Zone
CIDHG : Centre International de Déminage Humanitaire de Genève
CIMIC : Opération Civilo-Militaires
CJTF : *Combined Joint Task Force*
CNDH : Centre National de Déminage Humanitaire
CO : Centre d'opération
COMOPS : Communication opérationnelle
COMTFLF : Commandant la *Task Force* Lafayette
CONSCOM : Conseiller communication opérationnelle
CONSRENS : Conseiller renseignement
CONSSAN : Conseiller santé
COP : *Combat OutPost* (ou PCA Poste de Combat Avancé)
COS : Commandement des opérations spéciales
CPA : Commandos parachutistes de l'air
CPCO : Centre de Planification et de Conduite des Opérations
CSTC-A : *Combined Security Transition Command-Afghanistan*
CWIED : *Command Wired* IED (EEI à commande filaire)
DAO : Détachement d'Assistance Opérationnelle
DCI : Détachement Central Interministériel
DEFD : Département d'Expertise et de Formation au Déminage
DEP : Département Étude et Prospective
DETGEN : Détachement du génie
DGA : Délégation Générale de l'Armement
DIMA : Division d'Infanterie de Marine
DIO : Détachement d'Instruction Opérationnelle

DL : Détachement de Liaison
DLB : Division Légère Blindée
DLI : Détachement de Liaison et d'Investigation
DLRG : Détachement de Liaison de Reconnaissance du Génie
DOIP : Détachement d'Ouverture d'Itinéraire Piégé
DP : Division Parachutiste
DIA : Détachement Interarmes
DREX : Division Retour d'Expérience
DRM : Direction du Renseignement Militaire
DTG : Direction des Travaux du Génie
EBG : Engin Blindé du Génie
EC-NEDEX : Echelon Central NEDEX
ECPAD : Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense **EEI :** Engin Explosif Improvisé (ou *IED*)
EEIn : Escadron d'Éclairage et d'Investigation
EGRAP : Engin du Génie Rapide de Protection
ELMO : Élément de Liaison et de Mentorat Opérationnel (ou *ELMO*) **EM :** État-major
EMA : État-major des Armées
EMAD : Engin multifonctions d'aide au déploiement
EMAT : État-major de l'Armée de Terre
EMT : État-major Tactique
EO : Élément d'Observation
EOD : *Explosive Ordnance Disposal* (Élément Opérationnel de Déminage et de Dépollution) **ERI :** Escadron de Reconnaissance et d'Investigation
ETIS : Ensemble Technique d'Instruction au Sol
EVASAN : Évacuation sanitaire

EVAT : Engagé Volontaire de l'Armée de Terre
FAR : Force de Réaction Rapide
FIAS : Force Internationale d'Assistance et de Sécurité
FINUL : Force d'Intérimaire des Nations unies au Liban
FLN : Front de Libération National
FOB : *Forward Operating Base* (ou BOA Base Opérationnelle Avancée)
FOC : Fouille opérationnelle Complémentaire
FOE : Fouille opérationnelle Élémentaire
FOS : Fouille opérationnelle Spécialisée
FRENIC : *French National Intelligence Cell* (cellule nationale française de renseignement)
GCM : Groupement Commando de Montagne
GCP : Groupement Commando Parachutiste
GIACM : Groupement interarmées des Actions Civilo-Militaires
GIROA : *Government of the Islamic Republic of Afghanistan* (gouvernement de la république islamique d'Afghanistan)
GPL : Grue Polyvalente Lourde
GRIN : Groupe d'Intervention NEDEX
GTIA : Groupement Tactique Interarmes
HIG : *Hezb-Islami Gulbuddin Ekmatyar*
HME : *Home Made Explosive*
HPD (mine) : Haut Pouvoir de Destruction
IED : *Improvised Explosive Device*
IFOR : *Implementation Force*
IMEC : Interventions sur les Munitions et Explosifs Conventionnels
IMS : Intervention sur Munitions Spéciales
IMSMA : *Information Management System for Mine Action*

INS : Insurgés
IOC : *Initial Operational Capability*
IRSEM : Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire
ISAF : *International Security Assistance Force* (ou FIAS)
JPEL : *Joint Prioritized Effects List* (liste d'ennemis prioritaires) **JTAC :** *Joint Terminal Attack Controller* (contrôleur d'appui aérien) **KAIA :** *Kaboul International Airport*
Kdk : *Kandak* ou Bataillon afghan
KFOR : Forces du Kosovo (*Kosovo Forces*)
KMNB : *Kaboul Multinational Brigade* (ou BMNK)
LL : *Leason Learned* (Retour d'expérience)
LRAC : Lance-Roquette Antichar
MADEZ : Moyen d'Aide à la Dépollution de Zone
MANPADS : *Man-Portable Air-Defense Systems* (missile sol-air)
MATEM : Matériel aérotransportable de traitement de l'eau modulaire
MCO : Mise en Condition Opérationnelle
MCP : Mise en Condition avant Projection
MFRD : Moyen de Forage Rapide de Destruction
MICLIC : *Mines Clearing Line Charge*
MINEX : Mines explosives
MLF : Moyen Léger de Franchissement
MODER : Moyen de Défense Rapproché
MPG : Moyen polyvalent du génie
MSR : *Main Supply Road*
MUNEX : Munitions explosifs

NEDEX : Neutralisation Destruction d'Explosif (démineurs ou NEDEX-EOD) **NRBC :** Nucléaire, Radiologique, Bactériologique et Chimique
OEF : Opération « Liberté Immuable »
OI : Opération d'Influence/Opération d'Information
OMC-A : *Office for Military Cooperation – Afghanistan*
OMF : *Opposing Militia Force(s)* (forces milices opposées)
ELMO: *Operational Mentoring and Liaison Team*
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies
OP : *Observation Post* (poste d'observation)
OPCON : *Operationnal Command* (commandement opérationnel)
OPEX : Opération Extérieure
ORGT : Officier de Renseignement du Groupement Tactique
OT : Organisation du Terrain
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord
OSC-A : *Office for Security Cooperation – Afghanistan*
PAV : Point d'Appui Véhicule
PC : Poste de Commandement
PD : *Police District*
PNA : Police Nationale Afghane (ou ANP en anglais)
PPIED : *Pressure Plate IED* (EEI à plateau de pression) **PRT :** *Provincial Reconstruction Team*
PSYOPS : Opérations Psychologiques
QG : Quartier général
QRF : *Quick Reaction Force* (Force de réaction rapide)
RA : Régiment d'Artillerie
RAMA : Régiment d'Artillerie de Marine
RAP : Régiment d'artillerie parachutiste

RC-C : *Région Command Center*
RC-E : *Région Command East*
RC-N : *Région Command North*
RC-S : *Région Command South*
RC-W : *Région Command West*
RDP : Régiment de Dragons Parachutistes
REG : Régiment Étranger de Génie
REI : Régiment Étranger d'Infanterie
REP : Régiment Étranger Parachutiste
REPFRANCE : Représentant de la France
RETEX : Retour d'Expérience
RCIED : *Radio Controlled IED* (EEI à déclenchement radio piloté) **RG :** Régiment du Génie
RGA : Régiment du Génie de l'Air
RGP : Régiment du Génie Parachutiste
RH : Régiment de Hussard
RHC : Régiment d'hélicoptères de combat
RHP : Régiment de Hussard Parachutiste
RI : Régiment d'Infanterie
RICM : Régiment d'Infanterie Chars de Marine
RIMA : Régiment d'infanterie de marine
RMED : Régiment Médical
RMP : Régiment Mixte du Pacifique
RMT : Régiment de Marche du Tchad
ROHUM : Renseignement d'Origine Humaine
RPG : *Rocket Propelled Grenade* (lance-roquette)
RPIMA : Régiment parachutiste d'infanterie de marine
RS : Régiment de spahis
RT : Régiment de Transmissions/Régiment de Tirailleurs/Régiment du Train

SAF : *Small Arm Fire* (arme légère d'infanterie)
SDPMAC : Système de Déminage Pyrotechnique pour Mines Antichars
SGTIA : Sous Groupement Tactique Interarmes (équivalent de la compagnie)
SHD : Service Historique de la Défense
SID : Service d'Infrastructure de la Défense
SLPEP : Station Légère de Production d'Eau Potable
SOUVIM : Système d'Ouverture d'Itinéraire Miné
STBF : Service Technique Bâtiment et Fortifications Travaux
STU : *Search Task Unit*
TACON : *Tactical Command* (Commandement tactique)
TB : Taliban
TC : Train de combat
TE : Tireur d'Élite
TF : *Task Force*
TFLF : *Task Force* Lafayette
TIC : *Troop In Contact* (Accrochage)
TLSR : *Transfert of lead Security responsability*
TP : Tireur de Précision
TTA : Type Toutes Armes
TTP : Techniques, Tactiques, Procédures
TST : *Tactical Support Team* (ou équipe ACM)
UAV : *Unmanned Aerial Vehicle* (drone)
UCL : Unité de commandement et de logistique
UMTE : Unité mobile de traitement de l'eau
URH : Unité de recherche humaine
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
UXO : *Unexploded Ordnances*
VAB : Véhicule de l'avant blindé

VAC : Véhicule articulé chenillé (ou VHM)
VB2L : Véhicule blindé léger long
VBCI : Véhicule blindé de combat de l'Infanterie
VBL : Véhicule blindé léger
VHM : Véhicule haute mobilité
VLRA : Véhicule léger de reconnaissance et d'appui
VOIED : *Victim Operated IED* (EEI déclenché par la victime)
WIT : *Weapon Intelligence Team*
ZPH : Zone de Poser d'Hélicoptères

Bibliographie

Dictionnaires, encyclopédies

DELMAS Jean (colonel), « Le Génie », dans MASSON Philippe (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Larousse, t. 1, 1979, p. 803-808.

LALOIRE Jean-Claude, *Dictionnaire du génie – Volume 1, français, anglais, allemand*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Organisation du traité de l'Atlantique nord, *Manuel de l'OTAN – édition du 50e anniversaire*, Bruxelles, Bureau de l'information et de la presse, 1998, 435 p.

Ouvrages généraux

AKRAM Assem, *Histoire de la guerre d'Afghanistan*, Paris, Balland, 1996.

BARFIELD Thomas, *Afghanistan: A Cultural and Political History*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

BARRY Michaël, *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan, 1504-2001*, Paris, Flammarion, 2002.

BEAUFRE André (général), *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 1998.

CLERC Jean-Pierre, *L'Afghanistan: Otage de l'histoire*, Paris, Milan, 2002.
DUPIRE Jacques, *Les Insignes du génie*, Paris, Service Historique de la Défense, t. 1, 1986.
DUPIRE Jacques, *Les Insignes du génie*, Bernay, JD Édition, t. 2, 2007.
FÉDÉRATION NATIONALE DU GÉNIE, *Le Génie : combattre, construire, secourir*, Panazol, Lavauzelle, 2012.
FÉDÉRATION NATIONALE DES ANCIENS SAPEURS, *L'Armée française – le Génie*, Paris, Éditions GR, 1960.
GIUDICELLI Bernard et DUPIRE Jacques, *Précis des Unités du génie de 1793 à 1993*, Paris, Service Historique de la Défense, 2008.
NAHAVANDI Firouzeh, *Afghanistan*, Paris, Édition de Boeck, coll. « Monde Arabe/Monde musulman », juin 2014.
ROY Olivier, *L'Asie centrale contemporaine*, Coll. « Que sais-je ? », Paris, Presses Universitaires de France, 2010.
TAILLAT Stéphane, HENROTIN Joseph, SCHMITT Olivier, *Guerre et Stratégie. Approches, concepts*, Paris, Presses Universitaires de France, avril 2015.

Ouvrages Spécialisés

ABOU ZAHAB Mariam et ROY Olivier, *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise*, Paris (rééd.), Hachette Littératures, 2004.
ADELINE (général), *Considérations sur le génie au combat*, Paris, Lavauzelle, 1952.
AMECOURT Jean (d'), *Diplomate en Guerre à Kaboul. Les coulisses de l'engagement de la France*, Paris, Robert Laffont, 2013.

BALLENCIE Jean-Marc et LA GRANGE Arnaud (de), *Les Guerres bâtardes. Comment l'Occident perd les batailles du XXIe siècle*, Paris, Perrin, 2008.

BARAT-GINIES Oriane, *L'Engagement militaire français en Afghanistan 2001-2011*, Paris, l'Harmattan, coll. « Histoire de la Défense », 2011.

BARTHES Nicolas, *Engagé*, Paris, Grasset, 2011.

BECK Alfred M., BORTZ Abe, LYNCH Charles W., WELD Ralph F., *United States Army in World War II. The Corps of Engineers: the War Against Germany*, Center of Military History, Washington DC, 1985.

BERGEN L. Peter, *The Longuest War: The Enduring Conflict between America and Al-Qaeda*, New York, Free Press, 2011.

BISHOP Patrick, *3 PARA*, Londres, Harper Collins, 2007.

BISHOP Patrick, *Ground Truth: 3 PARA Returns to Afghanistan*, Londres, Harper Collins, 2009.

BRAS Stéphane (colonel), *POMLT. Gendarmes français en Afghanistan*, 2010, Paris, Anovi, 2015.

BRIGOT André et ROY Olivier (dir.), *La Guerre d'Afghanistan. Intervention soviétique et résistance*, Paris, La Documentation française, n° 4785, 2010.

BRISET DES VALLONS, Georges-Henri (dir.), *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, Paris, Choiseul éditions, 2010.

BURKE Jason, *On the Road to Kandahar: Travels through Conflict in the Islamic World*, Londres, Allen Lane Books, 2006.

CAGNAT René, *Du Djihad aux larmes d'Allah. Afghanistan : les sept piliers de la bêtise*, Paris, Éditions du Rocher, 2012.

CAZAUBA, *Historique du 13e Régiment du Génie*, dactylographié.
CHALIAND Gérard, *L'Amérique en guerre : Irak et Afghanistan*, Paris, Éditions du Rocher, 2007.
CHALIAND Gérard, *Le Nouvel art de la guerre*, Paris, L'Archipel, 2008.
CHALIAND Gérard, *Les Guerres irrégulières aux xxe et xxie siècles, guérilla et terrorisme*, Paris, Gallimard, 2007.
CHALIAND Gérard, *L'Impasse afghane*, Le Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2011.
CHALIAND Gérard, *Stratégies de la guérilla*, Paris, Payot, coll. « Grande bibliothèque Payot », 1994.
CLAIR Roger, *Commando spécial. Algérie 1959-1960*, Pygmalion, 1998.
CLERVOY Patrick, *Dix semaines à Kaboul. Chroniques d'un médecin militaire*, Paris, Éditions Steinkis, 2012.
COLONOMOS Ariel, *Le Pari de la guerre. Guerre préventive, guerre juste*, Paris, Denoël, 2009.
CORERA Gordon, *Shopping for Bomb: Nuclear Proliferation, Global Insecurity, and the Rise and Fall of A.Q.*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
CORPS EXPÉDITIONNAIRE FRANÇAIS EN ITALIE, *Commandement du génie, le Génie dans la campagne d'Italie*, 1944, 103 p.
COURREGES Hervé (de), GERMAIN Emmanuel, LE NEN Nicolas, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010.
COURREGES Hervé (de), GIVRE Pierre-Joseph, LE NEN Nicolas, *La Guerre en montagne*, Paris, 2006.

CROCQ Louis, *Les Traumatismes psychiques de guerre*, Paris, Odile Jacob, 2009.

DE PLANHOL Xavier, *Les Nations du prophète*, Paris, Fayard, 1993.

DESPORTES Vincent, *La Guerre probable. Penser autrement*, Paris, Economica, 2008.

DODANE (colonel) et FOURNIER (capitaine), *Historique du 31e Régiment du Génie*, Saint-Maixent-l'École, 2002.

DOHERTY Richard, *Helmand Mission. With the Royal Irish Battlegroup in Afghanistan 2008*, Barnsley, Pen & Sword, 2009.

DOMBROWSKY Patrick et PIERNAS Simone, *Géopolitique du nouvel Afghanistan*, Paris, Ellipses, 2005.

DORRONSORO Gilles, *Afghanistan at the Breaking Point*, Carnegie Report, Carnegie Endownment, 2010.

DORRONSORO Gilles, *Afghanistan: Searching for a Political Agreement*, Carnegie Report, Carnegie Endownment, 2010.

DORRONSORO Gilles, *Fixing a Failed Strategy in Afghanistan*, Carnegie Report, Carnegie Endownment, 2009.

DORRONSORO Gilles, *Focus and Exit: An Alternative Strategy for the Afghan War*, Carnegie Report, Carnegie Endownment, 2009.

DORRONSORO Gilles, *La Révolution afghane*, Paris, Karthala, 2000.

DORRONSORO Gilles, *Realities and Priorities: What to Do in Afghanistan*, Carnegie Report, Carnegie Endownment, 2009.

DORRONSORO Gilles, *Revolution unending: Afghanistan, 1979 to the Present*, New York, Colombia University Press, 2005.

DUFOUR Pierre, *Le 17e RGP. Démineurs de l'espoir*, Paris, Lavauzelle, 1996.

DUFOUR Pierre, *Le Génie légion, de Sidi Bel Abbès au Kosovo*, Paris, 2000, Lavauzelle.

DUFOUR Pierre, *Mines et déminage : les sentiers de Satan*, Paris, Éditions ETAI, 2010.

DUPAIGNE Bertrand et ROSSIGNOL Gilles, *Le Carrefour afghan*, Paris, Gallimard, 2002.

DUPUIS-DERI Francis, *L'Éthique du vampire: de la guerre en Afghanistan et de quelques horreurs de notre temps*, Paris, Lux éditions, 2009.

EBERLAND Brice, *Dans les griffes du Tigre : Lybie-Afghanistan 2011. Récit d'un officier pilote d'hélicoptère de combat,* Paris, Les Belles Lettres – Mémoires de Guerre, 2013.

ENTRAYGUES Olivier (dir.), *Afghanistan 1979-2009*, La plume avant l'épée/CEPC, 2009.

FERGUSSON James, *A Million Bullets. The Real Story of the British Army in Afghanistan*, Londres, Batan Press, 2008.

FERGUSSON James, *Taliban*: *The True Story of the World's Most Feared Guerilla Fighters*, Londres, Bantan Press, 2009.

FERRARO Audrey, *Trahison sanglante en Afghanistan : 20 janvier 2012 massacre de militaires français à Gwan*, Paris, Publibook, 8 juin 2015.

FILIU Jean-Pierre, *La Véritable histoire d'Al-Qaida*, Paris, Fayard, 2011.

FILIU Jean-Pierre, *Les Frontières du Jihad*, Paris, Fayard, 2006.
FILIU Jean-Pierre, *Les Neuf vies d'Al Qaida*, Paris, Fayard, 2009.
FOCH Ferdinand (maréchal), *Les Principes de la guerre*, Paris, Economica, 2008.
FOWLE W. Barry, *Builders and fighters. US Army Engineers in World War II*, Fort Belvoir (Virginia), Office of History of USACE, 1992.
FRANÇOIS Philippe, *Tactiques de l'Armée Rouge en Afghanistan*, Paris, Economica, 2010.
GALULA David, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008.
GARGOULLAUD Emmanuel (caporal-chef), *L'Afghanistan en feu. Témoignage écrit d'un engagé volontaire*, Paris, Economica, collection « Guerres & Guerriers », 2013.
GAUTHIER Calvin, *Task Force 32. SAS en Afghanistan*, Belgrade, auto édition, 2014.
GAUTHIER Christophe, VERMEILLE Sébastien, NICOLAS José, *Afghanistan : Task Force Lafayette*, Paris, Éditions l'Esprit de tous les combats, 2012.
GAYER Laurent et JAFFRELOT Christophe (dir.), *Milices Armées d'Asie du Sud. Privatisation de la violence et implication des États*, Paris, Les Presses de Science Po, 2008.
GENTILE Gian P., « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army », In : Briset des Vallons Georges-Henri (dir.), Faut-il brûler la contre-insurrection ?, Paris, Choiseul éditions, 2010.

GILES Janice H., *The Damned Engineers*, Houghton Miffin, Boston, 1970.

GIUSTOZZI Antonio (dir.), *Decoding The New Taliban. Insights from the Afghan Field*, Londres, Hurst & Compagny, 2009.

GIUSTOZZI Antonio, *Empires of Mud: Wars and Warlors in Afghanistan,* New York, Colombia University Press, 2009.

GIUSTOZZI Antonio, *Koran, Kalachnikov and Laptop: the Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, New York, 2007, Colombia University Press.

GMELINE Patrick, *Se Battre pour l'Afghanistan : soldats de montagne contre les taliban*, Paris, Presses de la Cité, 2010.

GOISQUE Thomas, TESSON Sylvain, MIOLLIS Bertrand (de), *Haute Tension: des chasseurs alpins en Afghanistan*, Paris, Gallimard, 2009.

GOYA Michel, *Irak, les armées du chaos*, Paris, Economica, 2008.

GOYA Michel, *Res Militaris : de l'emploi des forces armées au xxi^e^ siècle*, Paris, Economica, 2010.

GRAHAME Paul et LEWIS Damien, *Appui feu en Afghanistan*, Londres, Nimrod, 2011.

GRAU Lester W., *The Bear Went Over The Mountain: Soviet Combat Tactics in Afghanistan*, Washington DC, National Defense University Press, 1996.

GRAVIER (colonel) et CHOLLEY (général), *Les Sapeurs de Leclerc, le 13^e^ génie*, Paris, Imprimerie de la Fédérations nationale des travaux public, 1982.

HABEREY Gilles (colonel), *Combats asymétriques en Afghanistan*, Paris, Éditions Nuvis, 2014.

HAMELIN Fabrice, *Le 5e Génie d'hier et d'aujourd'hui. L'aventure des sapeurs de chemins de fer*, Paris, Lavauzelle, 1997.

HAMMES Thomas, *The Sling and the Stone, On War in the 21st Century*, Saint-Paul, Zenith Press, 2006.

HAMPE Erich, *Die unbekannte Armee. Die technischen Truppen in zweiten Weltkrieg*, Osnabrück, 1979.

HECKER Marc et RID Thomas, *War 2.0. Irregular Warefare in the Information Age*, Wesport, Éditions Praeger, 2009.

HEISBOURG François, *Hyperterrorisme: la nouvelle guerre*, Paris, Odile Jacob, 2001.

HERSH Seymour, *Dommages collatéraux. La face obscure de la guerre contre le terrorisme*, Paris, Denoël, 2005.

HOPKIRK Peter, *Le Grand Jeu. Officiers et espions en Asie centrale*, Paris, Nevicata, 2013.

HORN Bend, *No Lack of Courage. Operation Medusa, Afghanistan*, Dundurn Press, Toronto, 2010.

HUBAC Olivier et ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu afghan. La défaite Interdite*, Paris, André Versaille éditeur, 2010.

JAUFFRET Jean-Charles, *Afghanistan 2001-2010 : Chronique d'une non-victoire annoncée*, Paris, Éditions Autrement, 2010.

JAUFFRET Jean-Charles, *La guerre inachevée. Afghanistan 2001-2013*, Paris, Autrement, 2013.

JEAND'HEUR Lionel (colonel), *Le Battle Group Quinze-Deux. Afghanistan juin à décembre 2011*, Colmar, édité par le 152e RI, 2012.

JONES Seth G., *In the Graveyard of Empires, America's War in Afghanistan*, New York, W.W. Norton & Compagny, 2009.

JUNGER Sebastian, Ê*tre soldat en Afghanistan*, Paris, De Fallois, 2011.
KEPEL Gilles et MILELLI Pierre, *Al-Qaida dans le texte*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.
KEPEL Gilles, *Fitna : Guerre au cœur de l'Islam*, Paris, Gallimard, 2007.
KEPEL Gilles, *Terreur et martyre*, Paris, Flammarion, 2008.
KILCULLEN David, *Counterinsurgency*, Oxford, Oxford University Press, 2010.
KILCULLEN David, *The Accidental Guerilla: Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, New York, Oxford University Press, 2009.
LABROUSSE Alain, *Afghanistan: opium de guerre, opium de paix*, Paris, Mille et une Nuits, 2005.
LAFAYE Christophe, « Des montagnes de Surobi à la salle d'honneur du 19e régiment du génie. Construction et transmission de la mémoire de l'engagement français en Afghanistan ». WALTER Jacques et FLEURY Béatrice (sous Dir.), *Vies d'objets, souvenirs de guerre*, Metz, Éditions universitaires de Lorraine, septembre 2015.
LAFAYE Christophe, « Le génie au combat en Afghanistan. La formation des troupes afghanes. Exemple des missions ELMO appuis ». BRUYERE-OSTELLS Walter et DUMASY François (sous dir.), *Pratiques militaires et globalisation aux XIXe et XXe siècles*, Aix-en-Provence, Ed. Bernard Giovanangeli, 2014.
LAGARDE Dominique, *Afghanistan : en finir avec la guerre ?*, Paris, L'Express, 2010.
LAROUZIERE-MONTLOSIER Geoffroy (de), *Journal de Kaboul*, Paris, Bleu Autour, 2009.

LAUTRELL Markus et ROBINSON Patrick, *Le Survivant*, Nimrod, New York, 2002.

LAVOIE Gilbert, *Blessures de Guerre. Des camps nazi à l'Afghanistan*, Montréal, Septentrion, 2010.

LE GALL Yves, *Le Génie en Algérie et les sections spécialisées dans la réduction de grottes – 1960-1962*, Paris, France Europe Éditions, 2001.

LE NEN Nicolas, *Task Force Tiger – Journal de marche d'un chef de corps en Afghanistan*, Paris, Economica, 2010.

LE PAUTREMAT Pascal, *Les Guerriers de la république. Forces spéciales et services secrets français, 1970-2009*, Paris, Choiseul, 2009.

LELLOUCHE Pierre, *L'Allié indocile. La France et l'OTAN de la guerre froide à l'Afghanistan*, Paris, Éditions du Moment, 2009.

LEVESQUE Jacques, *L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait, 1979-1989*, Paris, Éditions Complexe, 1990.

L'HEUILLET Hélène, *Aux Sources du terrorisme. De la petite guerre aux attentats suicides*, Paris, Fayard, 2009.

LOMBARD Laurent (dir.), *Les démineurs*, Bruxelles, coll. « Cœurs belges », 1946.

LUISETTI (capitaine), *Battle Group Quinze-Deux – SGTIA Saphir : juin à décembre 2011*, Colmar, édité par le 152e RI, 2012.

MACY Ed, *Apache : l'homme, la machine, la mission. La guerre au cœur de l'Afghanistan*, New York, Nimrod, 2011.

MALAILA Joya, *Au Nom de mon peuple. Une voix pour l'Afghanistan*, Presses de la Cité, Paris, 2010.

MALEY Williams, *The Afghanistan Wars*, New York, Palgrave Macmillan, 2009 (rééd.).

MARI Jean-Paul, *Sans Blessures apparentes*, Paris, Robert Laffont, 2008.

MERCHET Jean-Dominique (Préface), *Journal du bourbier afghan d'après les rapports confidentiels de l'armée américaine dévoilés par Wikileaks*, Paris, JC Gowsewitch éditeur, 2011.

MERCHET Jean-Dominique, *Mourir pour l'Afghanistan. Pourquoi nos soldats tombent là-bas ?*, Paris, Éditions Jacob-Duvernet, 2008.

MERCHET Jean-Dominique, *Une Histoire des forces spéciales*, Paris, Éditions Jacob-Duvernet, 2009.

MICHELETTI Pierre (sous dir.), *Afghanistan : Gagner les cœurs et les esprits*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2011.

MICHILETTI Éric, *Les Forces spéciales en Afghanistan : guerre contre le terrorisme, 2001-2003,* Paris, Histoire et Collections, 2003.

MINGASSON Nicolas, *Afghanistan : la guerre inconnue des soldats français*, Paris, Acropole, 2012.

MOYAR Mark, *A Question of Command. Counterinsurgency from the Civil War to Iraq*, New Haven & London, Yale University Press, 2009.

NEVILLE Leigh, *Special Operations Forces in Afghanistan*, Oxford, Osprey Publishing, 2008.

NIVAT Anne, *Lendemains de guerre en Afghanistan et Irak*, Paris, Le Livre de Poche, 2007.

NOTIN Jean-Christophe, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan, 1979-2011*, Paris, Fayard, 2011.

PAHLAVI Pierre Cyril, *La Guerre révolutionnaire de l'armée française en Algérie, 1954-1961. Entre esprit de conquête et conquête des esprits*, Paris, l'Harmattan, 2004.

PANOUILLE Julien, *197 jours : un été en Kapisa*, Paris, Éditions Mélibée, 2012.

PERGRIN David E. (colonel) et HAMMEL Eric, *First Across the Rhine: The Story of the 291st Engineer Combat Battalion in France, Belgium and Germany*, Atheneum, New York, 1989.

PERRIN Anne, SOUQUES *Martine, Champs électromagnétiques : environnement et santé*, Paris, Springer, 2011.

PERYCATE John et MANGOLD Tom, *Les Tunnels de Cu Chi*, Paris, Édition Albin Michel, 1986.

PONFILLY Christophe (de), *Massoud l'afghan*, Paris, Folio, 2001.

PONFILLY Christophe (de), *Poussières de guerre : Afghanistan : paroles d'anciens combattants*, Paris, Robert Laffont, 2001.

QUENTIER Ariane, *Afghanistan : Au cœur du chaos*, Paris, Éditions Denoël, 2009.

RADFORD Albert E. et REDFORD Laurie S., *Unbroken Line: The 51s Engineer Battalion – From Normandy to Munich*, Cross Mountain Publishing, Woodside, CA, 2002.

RAFFRAY Mériadek, *Afghanistan: Les victoires oubliées de l'Armée Rouge*, Paris, Economica, 2010.

RASHID Ahmed, *Descent into Chaos. How the War against Islamic Extremism is Being Lost in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Londres, Penguin books, 2008.

RASHID Ahmed, *Le retour des taliban*, Paris, Delavilla, 2009.
RASHID Ahmed, *L'Ombre des taliban*, Paris, Autrement, 2001.
RASHID Ahmed, *Taliban: The Power of Militant Islam in Afghanistan and Beyond*, Londres, IB Tauris, 2010.
REDIN Charline, *Afghanistan : regards d'aviateurs*, Paris, Ministère de la Défense, 2012.
REIG Jean, *Les Oubliés*, Paris, Imprimerie Paul Roubaud, 1969.
RICHARD Alain (sous dir.), *Historique du 19e Régiment du Génie – 1876-1992*, Besançon, 1992, 12 vol.
RID Thomas et KEANEY Thomas (dir.), *Understanding Counterinsurgency. Doctrine, operations and challenges*, New York, Routledge, 2010.
RID Thomas et KEANEY Thomas, *War 2.0 Irregular Warefare in the Information Age*, Westport, Praeger Security International, 2009.
RIEBENSTAHL Horst, *Deutche Pionere im Einsatz 1939-1945: Eine Chronik in Bildern*, Eggolsheim, 2001.
RINALDI Niccolò, *Dieu, guerre et autres paysages : voyage en Afghanistan*, Paris, L'Harmattan, 2000.
ROSEN Nir, *Aftermath. Following the Bloodshed of America's Wars in the Muslim World*, New York, Nation Books, 2010.
ROTTMAN Gordon, *German Pionier 1939-45. Combat Engineer of the Wehrmacht*, Oxford, Osprey Publishing, 2010.
ROTTMAN Gordon, *US Combat Engineer 1941-45*, Oxford, Osprey Publishing, 2010.
ROY Olivier et ABOU ZAHAB Mariam, *Réseaux Islamiques. La connexion afghano-pakistanaise*, Paris, Autrement, 2002.

ROY Olivier, *Généalogie de l'Islamisme*, Paris, Fayard/Pluriel, 2011.
ROY Olivier, *L'Afghanistan. Islam et modernité politique*, Paris, Seuil, 1985.
SCHOULZ Michel, « La Section "grottes" de la 75e compagnie du génie aéroporté », In. Amicale des anciens du 17e RGP, *75e compagnie du génie Aéroporté. AFN 1956-1961*.
SCOTT John L., *Combat Engineer*, American Liberty Press, Baltimore, 1999.
SÉNÉTAIRE Renaud (colonel), *Les aigles dans la vallée*, Paris, Éditions Mélibée, 2013.
SERVENT Pierre, *Les Guerres modernes racontées aux civils… et aux militaires*, Paris, Buchet-Chastel, 2009.
SINNO Abdulkader, *Organisations at War in Afghanistan and Beyond,* Ithaca, Cornell University Press, 2008.
SMITH Graeme, *Et les chiens bouffent les cadavres*, Montréal, Presses de l'universaité de Laval, 2015.
SMITH Ruppert, *The Utility of Force, The Art of War in the Modern World*, Londres, Allen Lane, 2005.
SOUTHALL Yvan, *17 secondes pour survivre*, coll. « Heure H », Calmann-Levy, 1963.
SOUTHBY-TAILYOUR Ewen, *3 Commando Brigade: Helmand Assault*, Ebury Press, Londres, 2010.
SOUTHERGILL Norman, *A Combat Engineer Remenbers*, Trafford Publishing, Bloomington, In 2006.
STRATFOR, *Afghanistan at the Crossroads: Insights on the Conflicts*, CreateSpace, 2010.
STRICK Alex et KUEHN Felix, *An enemy we created: the myth the Taliban/Al-Qaïda merger in Afghanistan 1970-*

2010, Londres, Hurst&Co, 2012

TANNER Stephen, *Afghanistan. A Military History from Alexander the Great to the Fall of the Taliban*, New York, Da Capo Press , 2002.

THEIR J. Alexander (dir.), *The Future of Afghanistan*, Washington D.C., United States Institute of Peace, 2009, 126 p.

TOOTAL Stuart, *Danger Close. Commanding 3 PARA in Afghanistan*, Londres, John Murray, 2009.

TRAN VAN CAN Christophe, MINGASSON Nicolas, *Journal d'un Soldat français en Afghanistan*, Paris, Plon, 2011.

TRINQUIER Roger, *Guerre Subversion Révolution*, Paris, Robert Laffont, 1968.

TRINQUIER Roger, *La Guerre moderne*, Paris, Economica, 2009 (réed.).

TRIOLET Jérôme, TRIOLET Laurent, *La guerre souterraine. Sous terre, on se bat aussi*, Perrin, Paris, 2011.

TRUCHET Jocelyn, *Blessé de guerre. Six mois de combats en Afghanistan*, La Ravoire, autoédition, décembre 2013.

UCKO David, *The New Counterinsurgency Erea. Transforming the Us Military for Modern Wars*, Washington DC, Georgetown University Press, 2009.

VIAL (capitaine) (dir.), *À me suivre, tu passes. Les Sapeurs de Leclerc*, Valdahon, édité par le 13e régiment du génie, 2006.

VOLDMAN Danièle, *Attention Mines*, Paris, France Empire, 1985.

VOLDMAN Danièle, *Le déminage en France après 1945*, Paris, Odile Jacob, 1998.

WARDAK Amin, *Mémoires de guerre*, Paris, Arthaud, 2009.

WATTIE Chris, *Contact Charlie. The Candian Army, the Taliban and the Battle that Saved Afghanistan*, Toronto, Key Porter Books, 2008.
WEBER Olivier, *Le Faucon Afghan. Voyage au pays des taliban*, Paris, Robert Laffont, 2001.
WONG John B., *Battle Bridges: Combat River Crossing in World War II*, Trafford Publishing, Victoria, Canada, 2006.

Revues généralistes

AUSSET Isabelle (médecin chef), « L'HMC KAIA : hôpital multinational », *Actu Santé*, n° 116, mars-avril 2010, p. 14-15.
BARNIER Élodie (capitaine), « Afghanistan: une mission s'achève », *Terre Information Magazine*, n° 241, février 2013, p. 22-29.
BARNIER Élodie (capitaine), « Moniteur TOP à Chypre : les résultats sont spectaculaires », *Terre Information Magazine*, n° 243, avril 2013, p. 51.
BARNIER Élodie (capitaine), « Psychologue au sas de Chypre : le passeur », *Terre Information Magazine*, n° 242, mars 2013, p. 48-49.
BARRAU Stéphanie (lieutenant), « Plan MASCAL à l'hôpital de KAIA », *Actu Santé*, n° 121, janvier-février 2011, p. 4.
BELLEOUD Didier (médecin chef), « La chaîne médicale », *Actu Santé*, n° 126, janvier-mars 2012, p. 19.
BEN TAHAR Audric (caporal-chef), « Aide médicale à la population », *Actu Santé*, n° 126, janvier-mars 2012, p. 18.
BERLIZOT Patrick (médecin chef), « Première mise en condition avant projection pour l'HMC KAIA », *Actu Santé*,

n° 116, mars-avril 2010, p. 12.
BERLIZOT Patrick (médecin chef), « Vers un nouveau mentoring du service de santé des armées afghan », *Actu Santé*, n° 118, juillet-août 2010, p. 4.
BERTHELOT René-Charles (médecin chef), « Aide médicale à la population en vallée de Kapisa », *Actu Santé*, n° 122, mars-avril 2011, p. 14.
BERTRAND Domitille, GLOCK Cynthia, « Service de santé des armées : une chaîne de soins non stop », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 363, septembre 2011, p. 42-59.
BIHAN Benoist, « Guerre d'Afghanistan. La campagne stratégique pour le grand Kandahar (2001-2011) », *Histoire & stratégie*, n° 5, avril-mai 2011, 98 p.
BOBBERA Carine, « Afghanistan : soutien psychologique pour les familles », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 362, juillet-août 2011, p. 32-33.
BOBBERA Carine, « Dossier – Le soutien psy du combattant », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 380, mai 2013, p. 44-59.
BOBBERA Carine, « L'Afghanistan au musée de l'armée », *Armées d'aujourd'hui*, n° 346, décembre 2009-janvier 2010, p. 58-61.
BOBBERA Carine, « Reportage : les soldats français en Afghanistan », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 334, octobre 2008, p. 58-60.
BOBBERA Carine, « Soigner les blessures invisibles », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 374, octobre 2012, p. 34-36.
BOBBERA Carine, GLOCK Cynthia, BRAND Yann, « Dossier – OPEX : réussir le retour de mission », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 348, mars 2010, p. 40-54.

BOISSEAUX Humbert (médecin chef), « Évolution de la prise en charge des traumatismes psychiques dans les armées », *Actu Santé*, n° 131, avril-juin 2013, p. 10.
BOISSEAUX Humbert (médecin chef), « Le soutien médico-psychologique des militaires français en Afghanistan », *Actu Santé*, n° 116, mars-avril 2010, p. 18-19.
BOLLIER Séverine (lieutenant), « Dossier – La juridiciarisation : le treillis et la balance », *Terre Information Magazine*, n° 224, mai 2001, 12 p.
BOLLIER Séverine (lieutenant), « Dossier – Les blessures invisibles », *Terre Information Magazine*, n° 212, mars 2010, p. 28-42.
BOLLIER Séverine (lieutenant), « Les Blessures invisibles », *Terre Information Magazine*, n° 212, mars 2010, p. 28-42.
BOLLIER Séverine (lieutenant), « Une *Forward Operating Base* à Canjuers : un chantier de taille », *Terre Information Magazine*, n° 208, octobre 2009, p. 50-51.
BOULANGER Arnaud (médecin chef), « Mission OMLT : mission particulière », *Actu Santé*, n° 126, janvier-mars 2012, p. 18.
BRAND Yann, CLAUDE Myriam, VERHAEGHE Linda, « Dossier – Médecine en opération extérieure », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 334, octobre 2008, p. 40-55.
BROGLIE Isaure (de) (aspirant), MAREL Anne-Cécile (aspirant), « Dossier – Les équipements de l'armée de terre », *Terre Information Magazine*, n° 235, juin 2012, 16 p.
BRUNETAUD Cécile (lieutenant), « Dossier – La préparation opérationnelle du SGTIA – Si Vis Pacem Para Bellum »,

Terre Information Magazine, n° 219, novembre 2010, 12 p.

BRUNETAUD Cécile (lieutenant), « Dossier – Les bases de défense : mode d'emploi », *Terre Information Magazine*, n° 223, avril 2011, 16 p.

BRUNETAUD Cécile (lieutenant), « Le Pack Vital : un concentré de savoir-faire », *Terre Information Magazine*, n° 220, décembre 2010-janvier 2011, p. 42-43.

BRUNETAUD Céline (capitaine), « Dossier – Le soutien du combattant », *Terre Information Magazine*, n° 244, mai 2013, 12 p.

BRUNETAUD Céline (lieutenant), « La Préparation opérationnelle du GTIA : *Si vis pacem, para bellum* », *Terre Information Magazine*, n° 219, novembre 2010, 12 p.

CALVE Aude (le), SOTTY Tania, « Équipement des forces », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 337, février 2009, p. 44-59.

CALVE Aude (le), « Un équipement amélioré pour le théâtre afghan », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 337, février 2009, p. 52-53.

CALVE Aude (le), « Les "UO", procédures rapides d'achat de matériel », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 337, février 2009, p. 50-51.

CALVE Aude (le), « FELIN : premiers tests tactiques », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 358, mars 2011, p. 27-33.

CANALI Cécile (lieutenant), « La compagnie de protection de Kaboul : les anges gardiens », *Terre Information Magazine*, n° 240, décembre 2012-janvier 2013, p. 44-45.

CARDINALE Fabien (médecin chef), « Aide à la population au poste médical de Nijrab », *Actu Santé*, n° 120, novembre-

décembre 2010, p. 20.
CARRIÈRE Aurélie (lieutenant), « Les Équipements », *Terre Information Magazine*, n° 205, juin 2009, p. 26-38.
CARRIÈRE Aurélie (lieutenant), « Livre pour enfant : Papa part en OPEX », *Terre Information Magazine*, n° 194, mai 2008, p. 11.
CARRIÈRE Aurélie (lieutenant), « Le VAB TOP projeté en Afghanistan », *Terre Information Magazine*, n° 203, avril 2009, p. 30-31.
CARRIÈRE Aurélie (lieutenant), « VBCI, c'est parti ! », *Terre Information Magazine*, n° 200, décembre 2008-janvier 2009, p. 36-37.
CHAUMEIL Grégoire, Llouquet Anne-Lise, MOUSSU Nelly, « Dossier – La protection du combattant », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 368, mars 2012, p. 46-59.
CHARPENTIER Hervé (général), « Une génération au combat », *Le Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 8-9.
CHERISEY Erwan (de), « Le Bathelico », *Assaut*, n° 80, janvier 2013, p. 34-43.
CHERISEY Erwan (de), « Gendarmes dans le Wardak », *Assaut*, n° 80, janvier 2013, p. 20-33.
CLERVOY Patrick (médecin chef supérieur), « Du stress des soldats aux états de stress post-traumatiques des vétérans », *Actu Santé*, n° 131, avril-juin 2013, p. 11.
CLOAREC Laurent (médecin), « MEDEVAC du BATHELICO sur la FOB de GWAN », *Actu Santé*, n° 127, avril-juin 2012, p. 12.
COLLI Marie-Noëlle (capitaine), « Le TIGRE : fiche technique », *Terre Information Magazine*, n° 179, novembre 2006.

CZERNIAK Erik (médecin chef), « Gérer les MEDEVAC de la *Task Force* Lafayette » , *Actu Santé*, n° 121, janvier-février 2011, p. 20.

DAGAIN Arnaud (médecin principal), « Expérience neurochirurgicale à KAIA », *Actu Santé*, n° 122, mars-avril 2011, p. 15.

DASSAUD Damien (médecin), « Afghanistan : dernier rôle 1 », *Actu Santé,* n° 130, janvier-mars 2013, p. 23.

DEBAY Yves, « Le *Battle Group* Acier : les derniers défenseurs de Tagab et Nijrab », *Assaut*, n° 80, janvier 2013, p. 10-19.

DEBOUZY Jean-Claude (médecin chef), « Rayonnements : quels effets sur la santé ? », *Actu Santé*, n° 118, juillet-août 2010, p. 15.

DELASSUS Romain (aspirant), « DRAC : décollage imminent », *Terre Information Magazine*, n° 193, avril 2008, p. 42-43.

DENNINGER Jacqueline (infirmière cadre de santé), « Témoignages – rôle du cadre de santé : expérience lors de la mission à l'HMC de KAIA du 28 juin au 7 octobre 2011 », *Actu Santé*, n° 126, janvier-mars 2012, p. 14.

DESRUELLES Xavier, « Une antenne chirurgicale au sein de l'ANA hospital », *Actu Santé*, n° 120, novembre-décembre 2010, p. 4.

DEVILLIÈRES Patrick (médecin chef supérieur), « Le soutien psychologique des militaires : les interventions de terrain », *Actu Santé*, n° 131, avril-juin 2013, p. 12.

DEZECOT Jean-Marcel (infirmier de classe normale), « Le sas de fin de mission à Paphos », *Actu Santé*, n° 122, mars-avril 2011, p. 12.

DIJOL Thomas (capitaine), « CLC Alexandre Hubert : commissaire en Afghanistan », *Terre Information Magazine*, n° 240, décembre 2012-janvier 2013, p. 47.
DIJOL Thomas (capitaine), « Dossier – L'évaluation opérationnelle : prêt pour le combat », *Terre Information Magazine*, n° 207, septembre 2009, p. 26-38.
DIJOL Thomas (capitaine), « Équipements : *less is more* », *Terre Information Magazine*, n° 209, novembre 2009, p. 52-53.
DIJOL Thomas (capitaine), « La FORAD : les *bad guys* de Mailly », *Terre Information Magazine*, n° 226, juillet-août 2011, p. 28-29.
DIJOL Thomas (capitaine), « La préparation opérationnelle : la clé de l'engagement », *Terre Information Magazine*, n° 209, novembre 2009, p. 51.
DIJOL Thomas (capitaine), « Les archives opérationnelles : les écrits restent… », *Terre Information Magazine*, n° 222, mars 2011, p. 18-19.
DIJOL Thomas (capitaine), « Les hélicoptères d'attaque en Afghanistan », *Terre Information Magazine*, n° 212, mars 2010, p. 48-49.
DIJOL Thomas (capitaine), « Préparer l'Afghanistan au CENTAC : l'expérience vécue », *Terre Information Magazine*, n° 226, juillet-août 2011, p. 22-27.
DIJOL Thomas (lieutenant), « L'Épreuve du feu : être prêt au tir », *Terre Information Magazine*, n° 204, mai 2009, p. 26-38
DIJOL Thomas, « Le matériel des équipes TACP : l'appui du regard », *Terre Information Magazine*, n° 219, novembre 2010, p. 36-37.

DIJOL Thomas, « Pas de pilote dans l'avion », *Terre Information Magazine*, n° 216, juillet-août 2010, p. 36-37.
DIJOL Thomas (capitaine), « Coût des équipements : le juste prix », *Terre Information Magazine*, n° 212, mars 2010, p. 13.
DIJOL Thomas (capitaine), « L'adaptation réactive : conserver l'avantage », *Terre Information Magazine*, n° 227, septembre 2011, p. 36-27.
DIJOL Thomas (capitaine), « HK417 : frapper juste », *Terre Information Magazine*, n° 228, décembre 2011, p. 36-37.
DIJOL Thomas (capitaine), « Le bond en avant », *Terre Information Magazine*, n° 199, novembre 2008, p. 40-41.
DIJOL Thomas (capitaine), « Brouilleurs : règles à appliquer. Ondes de choc », *Terre Information Magazine*, n° 217, septembre 2010, p. 36-37.
DIJOL Thomas (capitaine), « LE VHM : tous terrains », *Terre Information Magazine*, n° 226, juillet-août 2011, p. 36-37.
DIJOL Thomas (capitaine), NOEL Pierre (adjudant-chef), « Nouveau missile antichar. Le JAVELIN à portée étendue », *Terre Information Magazine*, n° 224, mai 2011, p. 36-37.
DIJOL Thomas (lieutenant), « La fabrication d'un casque : protection haute technologie », *Terre Information Magazine*, n° 201, février 2009, p. 56-57.
DIJOL Thomas (lieutenant), « CAESAR impérial », *Terre Information Magazin*e, n° 200, décembre 2008-janvier 2009, p. 32-33.
DURAND Nathalie (capitaine), « Armée de terre : le choix de l'alliance atlantique », *Terre Information Magazine*, supplément, n° 203, avril 2009, 16 p.

DURAND Nathalie (lieutenant), « Dossier – l'armée de terre 2006 », *Terre Information Magazine*, 24 p.

DURAND Nathalie (capitaine), « Le glaive et le bouclier », *Terre Information Magazine*, n° 199, novembre 2008, p. 30-31.

DUTRONCY Philippe (colonel), « Éditorial – Malheur à l'homme seul », *Terre Information Magazine*, n° 226, juillet-août 2011, p. 3.

EDINGER Bernard, « Les liens franco-américains : au beau fixe », *Terre Information Magazine*, n° 209, novembre 2009, p. 54-55.

EDINGER Bernard, « L'armée de terre s'ouvre aux blessures de l'âme », *Terre Information Magazine*, n° 179, novembre 2006, p. 50-51.

État-major des armées, « Médias et forces armées en Afghanistan », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 352, juillet-août 2010, p. 28-30.

FOREST Jean-Louis (colonel) (dir.), « Le Génie en Indochine », *Sapeur,* Hors-série n° 1, 2009, 94 p.

FROMAGET Mathieu (lieutenant-colonel), « Hors des sentiers battus : Afghanistan, témoignage d'un chef d'OMLT dans le sud Uruzgan », *Le Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 14-17.

GALAN Marc (chef d'escadron), « Épidote : au cœur de l'engagement français en Afghanistan », *Le Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 21-26.

GARBAGE Julien (infirmier de classe normale), « Les mousquetaires du ciel : l'évacuation médicale (MEDEVAC) au cœur du métier », *Actu Santé*, n° 126, janvier-mars 2012, p. 15.

GARDY Bruno (colonel), « Un 2S en Kapisa, du lever du jour au coucher du soleil ! », Le *Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 35-36.
GELEZ Vincent (lieutenant-colonel), « Le sas de fin de mission », *Actu Santé*, n° 131, avril-juin 2013, p. 21.
GLOCK Cynthia, « De la surveillance du ciel afghan à l'appui feu des troupes au sol », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 338, mars 2009, p. 14-17.
GLOCK Cynthia, « Afghanistan – BATHELICO : missions tous azimuts », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 362, juillet-août 2011, p. 26-29.
GLOCK Cynthia, « Des mentors français à l'hôpital de Kaboul », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 364, octobre 2011, p. 20-21.
GLOCK Cynthia, « Doctrine : penser la guerre dans un contexte interarmées », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 359, avril 2011, p. 36-37.
GLOCK Cynthia, « Douchanbé : Dernière escale avant l'Afghanistan », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 361, juin 2011, p. 16-19.
GLOCK Cynthia, « HARFANG, un drone pour anticiper », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 341, juin 2009, p. 42-43.
GLOCK Cynthia, « CAESAR : certifié opérationnel », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 345, novembre 2009.
GLOCK Cynthia, « Un véhicule blindé amélioré pour l'Afghanistan : le VAB TOP », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 338, mars 2009, p. 34-35.
GRUOT Barthélemy, « Y a-t-il un pilote dans l'HARFANG ? », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 372, juillet-août 2012, p. 6-9.
GRUOT Barthélemy, « Les mécanos de Kandahar », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 364, octobre 2011, p. 10-13.

HENNINGER Laurent, PAYERNE Cyril (ingénieur de l'armement), Rédaction, « Dossier : trois armées… 600 hélicoptères », *Armées d'aujourd'hui*, n° 370, mai 2012, p. 44-59.

JAUFFRET Jean-Charles, « La Guerre des mines en Algérie », *Guerre d'Algérie Magazine*, n° 13, septembre-novembre 2008, p. 50-64.

JOUSSEAUME Loïc (médecin principal), « *Task Force* Korrigan : six mois en Kapisa », *Actu Santé*, n° 116, mars-avril 2010, p. 16.

LAFAYE Christophe, « Le Génie de 1945 à nos jours », *Histoire & Stratégie*, n° 22, 17 juin 2015.

LAISNE Audrey (capitaine), « Afghanistan : Enseignements tactiques », *Terre Information Magazine*, supplément, n° 217, septembre 2010, 16 p.

LAISNE Audrey (capitaine), « Être Blessé en opération : l'après », *Terre Information Magazine*, n° 201, février 2009, p. 26-42.

LAISNE Audrey (capitaine), « La modernisation de l'armée de terre », *Terre Information Magazine*, n° 197, septembre 2008, 16 p.

LAISNE Audrey (capitaine), « Tactique générale : décryptage », *Terre Information Magazine*, n° 209, novembre 2009, p. 29-42.

LEROY Loïc (lieutenant), « L'Afghanistan au cœur… », *Le Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 37-40.

LERT Frédéric, « Désengagement : la grande migration », *Assaut*, n° 80, janvier 2013, p. 46-51.

LETOURNEUR Franck (médecin chef), « La préparation opérationnelle avant projection en Afghanistan », *Actu*

Santé, n° 120, novembre-décembre 2010, p. 19.
LOPEZ Lionel (infirmier cadre de santé), « Premier cadre de santé en OPEX », *Actu Santé*, n° 117, mai-juin 2010.
MACAREZ Rémi (médecin chef), « Le rôle 3 de KAIA », *Actu Santé*, n° 126, janvier-mars 2012, p. 12-13.
MACAREZ Rémi (médecin chef), MARESCA Sonia (médecin chef), « Parcours de soins du blessé psychique : proximité, précocité et permanence dans la continuité des soins », *Actu Santé*, n° 131, avril-juin 2013, p. 14.
MAREL Anne-Cécile (aspirant), « État-major de l'armée de terre – Bienvenue à l'EMAT », *Terre Information Magazine*, n° 233, avril 2012, p. 40-41.
MAREL Anne-Cécile (aspirant), « Voir et détecter sur le champ de bataille », *Terre Information Magazine*, n° 232, mars 2012, p. 36-37.
MARTIN Xavier (Médecin chef), « Accident de VAB en Surobi », *Actu Santé*, n° 121, janvier-février 2011, p. 6-7.
MASLIN Jérôme (médecin chef), « Un laboratoire de biologie moléculaire à Kaboul », *Actu Santé*, n° 116, mars-avril 2010, p. 5.
MICARD Anne-Béatrice (lieutenant), « Au cœur de l'Europe de la défense », *Terre Information Magazine*, n° 198, octobre 2008, p. 26-38.
MICARD Anne-Béatrice (lieutenant), « Officier environnement humain : facteur d'équilibre », *Terre Information Magazine*, n° 183, avril 2007, p. 48-49.
MICARD Anne-Béatrice (lieutenant), « Dossier – Mes débuts dans l'armée de terre », *Terre Information Magazine*, n° 193, avril 2008, p. 26-38.

MICHELETTI Éric (dir.), « L'Armée française au combat. Afghanistan 10 ans d'opération », *RAIDS*, Hors série n° 41, octobre 2011, 83 p.

MOUSSU Nelly, « Des économies réinvesties dans les équipements », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 367, février 2012, p. 32-33.

MOY Aurélien (capitaine), « Le combat aujourd'hui : l'exemple de la vallée d'Alasay (Kapisa) », *Le Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 11-13.

NERICH Éric (capitaine), « Mentor OMLT », *Le Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 18-20.

ORTUNO Luc, « Baptême de la première promotion d'élèves officiers ingénieurs militaires d'infrastructures », *Vauban*, n° 172, 2012-3, p. 6-7.

OUDOT DE DAINVILLE Raphaël (capitaine), « Opération *Altor Incudine* : un coup de main niveau GTIA », *Le Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 29-30.

PECHERA Paul (capitaine), « L'appui génie au combat ! », *Soldats de Montagne*, Dossier *RETEX* : *GTIA Kapisa*, p. 16-19.

PERELLO François (médecin chef), « Au cœur du dispositif : le médecin d'unité », *Actu Santé*, n° 131, avril-juin 2013, p. 15.

PEYTAVIN Bertrand (capitaine), « Une compagnie de génie en Afghanistan », *Le Casoar*, n° 200, janvier 2011, p. 31-34.

PHILIPPON Étienne (médecin principal), « Médecin de Sissonne en OMLT à Surobi », *Actu Santé*, n° 124, juillet-septembre 2011, p. 24-25.

PLANCHET Mathieu (médecin), « Témoignage : GWAN 9 h 27 : mais que se passe-t-il ? », *Actu Santé*, n° 128, juillet septembre 2012, p. 19.

PLANTEC Jean-Yves (médecin chef), « GWAN : attaque du 20 janvier 2012, plan MASCAL », *Actu Santé*, n° 128, juillet septembre 2012, p. 18.

PLECHE Michel, « Évaluation des conséquences médicales au retour d'Afghanistan », *Actu Santé*, n° 120, novembre-décembre 2010, p. 21.

PRECLOUX Pascal (médecin principal), « La préparation opérationnelle santé des OMLT », *Actu Santé*, n° 110, mars-avril 2009, p. 14-15.

RADAVIDSON Anthony (médecin), « Medical Opérations Officer en Afghanistan », *Actu Santé*, n° 130, janvier-mars 2013, p. 22.

REGARD Michel (médecin en chef), « Brouilleurs et rayonnement électromagnétique », *Actu Santé*, n° 113, septembre-octobre 2009, p. 25.

RENAUD Christophe (médecin chef), « Équipe santé en OMLT soutien », *Actu Santé*, n° 116, mars-avril 2010, p. 16.

ROSSI Éloïse (lieutenant), « Centre Contre-IED : une formation de génie », *Terre Information Magazine*, n° 220, décembre 2010, p. 18-19.

ROSSI Éloïse (lieutenant), « Dossier – Entraide au sein de l'armée de terre : le devoir de solidarité », *Terre Information Magazine*, n° 221, février 2011, 12 p.

SAINTOT Marc (capitaine), « Écoute Défense : accompagner les militaires et leurs familles », *Actu Santé*, n° 131, avril-juin 2013, p. 20.

SOTTY Tania, « TIGRE : premiers vols en Afghanistan », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 343, septembre 2009, p. 50-51.
SOLDATS DE MONTAGNE, « 4e Régiment de Chasseurs – Tagab : mission d'appui pour le peloton blindé », *Soldats de Montagne*, n° 1, janvier 2013, p. 39.
SOLDATS DE MONTAGNE, « La Croix de la Valeur militaire pour les emblèmes de la 27 », *Soldats de Montagne*, n° 1, janvier 2013, p. 19-22.
SOLDATS DE MONTAGNE, « Mission *Tiger* en Kapisa pour le 27e BCA », *Soldats de Montagne*, n° 1, janvier 2013, p. 34-35.
TANGUY Jean-Marc, « Avec les sapeurs du 17e RGP en Afghanistan », *RAIDS*, n° 277, juin 2009, p. 46-53.
TANGUY Jean-Marc, « Retour sur un mandat 100 % "Acier" », *RAIDS*, n° 320, janvier 2013, p. 28-37.
TANGUY Jean-Marc, « 2009 en Afghanistan », *RAIDS*, hors série n° 35, décembre 2009, p. 50-57.
TANGUY Jean-Marc, « Afghanistan : la fin des gros bataillons », *RAIDS*, n° 320, janvier 2013, p. 38-46.
TANGUY Jean-Marc, « Comment la France veut gagner en Afghanistan », *RAIDS*, hors série n° 35, décembre 2009, p. 40-49.
TANGUY Jean-Marc, « Interview du général Druart », *RAIDS*, hors série n° 35, décembre 2009, p. 70-74.
THIMON-LECHEVALLIER Arielle, « Agir pour soulager les troubles psychiques post-traumatiques », *Actu Santé*, n° 122, mars-avril 2011, p. 6.
« Brève – Le VAC en Afghanistan », *Terre Information Magazine*, n° 201, février 2009, p. 12-13.

TREUSSIER Jean-Pierre (infirmer de classe supérieure), « OMLT : une journée en poste avancé dans l'Uruzgan », *Actu Santé*, n° 117, mai-juin 2010, p. 7.
VEYRET André, « Le dossier : ainsi allait la vie, et la mort parfois, des soldats de montagne, pendant dix ans, en Afghanistan… », *Soldats de Montagne*, n° 1, janvier 2013, p. 51-61.
WECKEL Jean-Philippe (infirmier de classe normale), « Infirmier d'une équipe OMLT », *Actu Santé*, n° 110, mars-avril 2009, p. 16.
WEY Pierre-François (médecin chef), « Première OMLT médicale à l'hôpital national militaire de Kaboul », *Actu Santé*, n° 124, juillet-septembre 2011, p. 10-11.

Revues spécialisées

ABAD Alain (lieutenant-colonel), « Les Premiers enseignements de l'expérimentation de la capacité de fouille opérationnelle », *Revue Héraclès*, n° 37, avril 2010, p. 13-14.
ABOU ZAHAB Mariam, « Les conséquences des déplacements des populations des zones tribales pakistanaises », Questions Internationales, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 31-36.
AMESTOY Pierre, « Névrose traumatique de guerre : aspects juridiques », *Infos Extérieures*, n° 58, septembre 2012, p. 13.
AURAN Jean-François (lieutenant-colonel), « OTAN : lutte contre les engins explosifs improvisés (CIED) », *Revue Doctrine*, n° 17, juillet 2009, p. 113-116.

AUTIER (lieutenant), « Afghanistan : les ROE au niveau du peloton d'éclairage et d'investigation », *Héraclès*, numéro spécial, février 2006, p. 18-19.

AUTRIC Raphaëlle, « La Rivalité franco-américaine : l'instruction des soldats américains en France (1917-1918) », *Revue Historique des Armées*, Paris, n° 247, 2007, p. 22-32.

BARBOT Régis, « 41e RT : *Afghan Mission Network* », *Transmetteurs*, n° 5, 2e semestre 2012, p. 14.

BERNE Philippe (colonel), « La problématique de l'interopérabilité », *Doctrine*, n° 11, mars 2007, p. 10-14.

BOULEY (général), « Le Génie. Organisation – Possibilités – Mises en œuvre », *Revue du génie militaire*, éd. Berger-Levrault, 52e année, 1950, p. 297-312.

BOURON Rodolphe (capitaine), « La biométrie », *Transmetteurs*, n° 3, deuxième semestre 2011, p. 46-47.

BOUTAUD Philippe (chef d'escadron), « L'escorte de convoi », *Héraclès*, n° 36, mars 2010, p. 12.

BUSCH Horst (colonel), « FIAS », *Héraclès*, n° 45, décembre 2011, p. 7.

CANTIN Flora (capitaine), « Afghanistan : le désengagement en 2012 », *Infos Extérieures*, n° 59, février 2013, p. 3.

CDEF, « Le témoignage du général de corps d'armée Jean-Louis PY, ancien commandant de la FIAS en Afghanistan, d'août 2004 à février 2005 », *Doctrine*, numéro spécial, décembre 2006, p. 62-67.

CHANSON Francis (général), PIERRE Hervé (lieutenant-colonel), « Tactiques de contre-insurrection en Kapisa », *Doctrine*, n° 19, mai 2010, p. 27-29.

CHARPENTIER Hervé (général), « Le combat des capitaines », *Doctrine tactique,* n° 21, 2011, p. 4-5.
CHARY Claude (colonel) (sous dir.), « La Fouille opérationnelle en Afghanistan », *Héraclès*, n° 39, juillet-août 2010, p. 11-12.
CHAVANAT Benoît (colonel), Le Combat du Génie en montagne, *Héraclès*, n° 25, janvier-février 2008, p. 23-24.
CHAVANCY Pierre (général), « Exemple de suivi de lignes d'opérations d'un manœuvre globale : Afghanistan d'avril à novembre 2010 », Face à l'adversité, la manœuvre globale en opérations – colloque CDEF/CEIS du 14 décembre 2010, *Doctrine tactique*, numéro spécial, 2011, p. 26-29.
CHAVANCY Pierre (général), « L'engagement du bataillon d'hélicoptères au sein de la *Task Force* Lafayette », *Doctrine tactique,* n° 22, mai 2011, p. 46-47.
CHOUVY Pierre-Arnaud, « L'Opium afghan et les routes de la drogue », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 76-81.
CLAUS Richard (chef de bataillon), « La nécessité tactique de conserver une capacité de relais radioélectriques en haute montagne », *Transmetteurs*, n° 5, Deuxième semestre 2012, p. 45-46.
COLLECTIF, « Le Génie », *Revue Historique des Armées*, numéro spécial, 1966, 252 p.
CUVILLIER Frédéric (capitaine), SCHOULZ Alain (adjudant-chef), « La lutte C-IED : toujours instruire, maintenir les compétences et innover », *Héraclès*, n° 47, juillet 2012, p. 7.

DEBAECKER (capitaine), « Le VBCI en Afghanistan, un atout majeur pour le GTIA », *Héraclès*, n° 47, juillet 2012, p. 4.
DIAMANTIDIS Thomas (capitaine), « L'emploi de la section de combat du génie en combat en zone urbaine : DIA ou organique ? », *Héraclès*, n° 45, décembre 2011, p. 18-19.
DIDOT Sylvain, « Le 28e RT se prépare pour Pamir », *Transmetteurs*, n° 3, 2e semestre 2011, p. 4.
DORRONSORO Gilles, « Faut-il négocier avec les taliban ? », *Défense & Stratégie*, n° 25, 2008.
DREX/CDEF, « Les enseignements tirés des engagements en SGTIA en OPEX », *Doctrine tactique*, n° 21, 2011, p. 19-20.
DROMARD (général), « Le Génie. Conférence faite à l'école supérieure de guerre par le général de corps d'armée Dromard. Inspecteur général du Génie. Février 1952 », *Revue du génie militaire*, éd. Berger-Levrault, 54e année, mai-juin 1952, p. 181-202.
DUCRET Thierry (colonel), « Les règles d'engagement en Afghanistan », *Héraclès*, numéro spécial, février 2006, p. 17.
ESPITALIER Marc (lieutenant-colonel), « Engagements opérationnels – 2010, VBCI : la preuve par le feu… », *La revue de l'As de Trèfle – le magazine du 35e régiment d'infanterie de Belfort*, éd. 2010/2011, p. 6-7.
Extrait du bulletin de renseignements du génie en Extrême-Orient, « Le Génie dans l'ouverture de la route fluviale en Indochine », *Revue du génie militaire*, éd. Berger-Levrault, 50e année, juillet-août 1948, p. 295-298.
FAST (général), « Le retour d'expérience renseignement : capitalisation de l'expérience pratique tirée des

opérations *Iraqi Freedom* (OIF) et *“Liberté Immuable”* (OEF) », *Doctrine*, n° 9, juin 2006, p. 52-58.

FILIU Jean-Pierre, « Les Zones tribales pakistanaises au cœur de l’Afpak », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 28-30.

FORSBERG Carl, Counterinsurgency in Kandahar : Evaluating the 2010 Hamkari Campaign, *Afghanistan Report n° 7*, Institute for the Study of War, 2010.

FORSBERG Carl, Politics and Power in Kandahar, *Afghanistan Report n° 5*, Institute for the Study of War, 2010.

FORSBERG Carl, The Taliban’s Compaign for Kandahar, *Afghanistan Report n° 3*, Institute for the Study of War, 2009.

FUGIER Gilles (général), « Afghanistan : les forces conventionnelles terrestres en contre-insurrection », *Doctrine tactique*, N° spécial 2012 « Colloque de l’armée de terre 2011-Engagements terrestres à l’horizon 2020 : quelles guerres ? Quelles capacités ? », p. 40-43.

FUSSMAN Gérard, « Le Poids de la longue durée dans la crise afghane », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 19-27.

GASTINE Emmanuel (lieutenant-colonel), « Les OMLT : une préparation spécifique pour un engagement exigeant », *Héraclès*, n° 41, décembre 2010, p. 4.

GENTILE Gian P., « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l’US Army », *Sécurité Globale*, n° 10, hiver 2009-2010, p. 21-34.

GEORGES Malek, « Malek Georges : témoignage d’un chef d’équipe CIMIC en Kapisa » , *Infos Extérieures*, n° 58, septembre 2012, p. 6-7.

GHULAM HABIB Abdullah (général de division ANA), « Le rôle des forces de la sécurité d'une nation-hôte en opérations de stabilisation », Face à l'adversité, la manœuvre globale en opérations – colloque CDEF/CEIS du 14 décembre 2010, *Doctrine tactique*, numéro spécial, 2011, p. 38-41.

GIUSTOZZI Antonio, « À qui est l'Afghanistan ? », *Outre-Terre*, n° 16, 2006/3, p. 197-213.

GOYA Michel (colonel), « La Situation militaire en Afghanistan dans une impasse », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 37-45.

GOYA Michel, « L'expérience militaire britannique dans la province afghane du Helmand (2006-2009) », *Sécurité Globale*, n° 10, hiver 2009-2010, p. 55-64.

GOYA Michel, « L'Expérience militaire britannique dans le Helmand (2006-2009) », In. Les crises en Afghanistan depuis le XIX^e^ siècle, É*tudes de l'IRSEM,* n° 1, IRSEM, Paris, 2010, p. 89-94.

HAQUANI Zalmaï, « La Société afghane face au défi de la démocratie », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 53-55.

HAYARD (chef de bataillon), « Étude sur le génie aéroporté », *Revue du génie militaire*, éd. Berger-Levrault, 51^e^ année, novembre-décembre 1949, p. 505-524.

HOUSSAY Jean (colonel), « Indochine 1947. Une opération militaire : l'ouverture de la route Lang-Son à Cao Bang. La vie du sapeur en campagne », *Revue du génie militaire*, éd. Berger-Levrault, 51^e^ année, septembre-octobre 1949, p. 425-438.

HOUSSAY Jean (colonel), « Organisation et fonctionnement du génie (troupes et services en Indochine), *Revue du génie militaire*, éd. Berger-Levrault, 50e année, janvier-février 1948, p. 7-24.

IACONO Philippe (colonel), « Le rôle des systèmes d'information et de communication (*SIC*) à Pamir », *Héraclès*, n° 49, décembre 2012, p. 9.

JAUFFRET Jean-Charles, « L'engagement français en Afghanistan ou une culture de guerre en devenir », *Cahier d'histoire immédiate*, n° 35, printemps 2009, p. 57-76.

KIEFFER (capitaine), « Les OMLT : une expérience unique », *Centaure*, juin 2010, p. 6-7.

KIENTZ (lieutenant), « Les artilleurs d'Austerlitz au pays de l'insolence », *Centaure*, juin 2010, p. 15.

KIRSCHER Philippe (lieutenant-colonel), « Politique d'équipement : du nouveau en 2009 », *Vauban – La lettre du génie*, n° 8, 2008, p. 20-22.

KYSPOTTER Vincent (de), « L'OTAN et la France en Afghanistan », *Défense Nationale*, novembre 2007.

LAFAYE Christophe, « La campagne d'été 2011 de l'armée française en Afghanistan. Regards de combattants (le BG Raptor – 1re partie) », *Les Cahiers d'Histoire Immédiate*, n° 46, Toulouse, décembre 2014.

LAFAYE Christophe, « L'emploi de l'arme du génie en contre-insurrection : la fouille opérationnelle en Afghanistan ». *Revue Historique des Armées*, n° 3/2012, Paris, septembre 2012.

LAFAYE Christophe, « L'adaptation du génie à la lutte contre-guérilla. De l'Indochine à l'Afghanistan : le génie

face aux EEI », *DSI,* hors série n° 36, juin-juillet 2014.
LAFAYE Christophe, « La campagne d'été 2011 de l'armée française en Afghanistan. Regards de combattants (le BG Quinze-Deux – 2e partie) », *Les Cahiers d'Histoire Immédiate*, n° 47, Toulouse, juillet 2015.
LAOUD Marwan, « L'adaptation réactive, le point de vue de l'industriel », *Doctrine*, n° 13, septembre 2013, p. 128-132.
LASCONJARIAS Guillaume, « Les Tentatives de reconstruction d'un État en Afghanistan », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 63-65.
LE NEN Nicolas (colonel), « GTIA Kapisa, *Task Force Tige*r : l'épreuve de la guerre contre-insurrectionnelle dans les montagnes d'Afghanistan », *Doctrine*, n° 19, mai 2010, p. 45-47.
LECOMTE Grégory, « L'Asie centrale dans le conflit afghan », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 74-75.
LESQUEN prénom (de) (colonel), « Le Napalm : nouvelle arme du sapeur », *Revue du génie militaire*, éd. Berger-Levrault, 55e année, juillet-août 1953, p. 271-280.
LEVACHER Louis-Marie (capitaine), « 3e compagnie : faire face pour vaincre », *La revue de l'As de Trèfle – le magazine du 35e régiment d'infanterie de Belfort*, éd. 2010/2011, p. 16-17.
MAFFEIS Tony (lieutenant-colonel), « Le 1er REG, "confiant dans l'avenir" », *Héraclès*, n° 45, décembre 2011, p. 9.
MAYOLET prénom (lieutenant), « Le détachement SL2A », *Centaure*, janvier 2011, p. 15.

MICHEL Charles (chef de bataillon), « Neutraliser un EEI ne permet pas de gagner la guerre », *Vauban – La lettre du génie*, n° 8, 2008, p. 17-19.

MICHEL Charles (lieutenant-colonel), « Le Génie : Commander, c'est choisir », *Sapeur/La revue du Génie*, juin 2012, p. 15-16.

MIRIKELAM François (colonel), « Synthèse du colloque sur la manœuvre globale en opérations », Face à l'adversité, la manœuvre globale en opérations – colloque CDEF/CEIS du 14 décembre 2010, Doctrine tactique, numéro spécial, 2011, p. 13-24.

MIROW Peter (lieutenant-colonel), « Mon expérience de commandement du GTIA Mazar-e Charif (3e mandat) », *Héraclès*, n° 45, décembre 2011, p. 11-12.

MOULTON John, « Rethinking IED Strategies. From Iraq to Afghanistan », *Military Review*, July-August 2009, p. 26-33.

NEGRONI prénom (capitaine), « Un officier de renseignement de corps de troupe en Afghanistan », *Doctrine*, n° 09, juin 2006, 107-110.

NOULENS Thierry, « L'utilisation des chiens militaires pendant la guerre d'Algérie », *Revue Historique des Armées*, numéro spécial « Algérie », p. 37- 49, n° 4 – 2002, n° 229, décembre 2002.

OLSSON Christian, « Contre-insurrection et "responsabilité de protéger" : panacée ou supercherie ? », *Sécurité Globale*, n° 10, hiver 2009-2010, p. 65-74.

PAKZAD Karim, « Quelque dix ans après le retrait des troupes soviétiques : où en est l'Afghanistan ? », *Revue Internationale et Stratégique*, n° 43, 2001/3, p. 143-151.

PAQUETEAU (lieutenant-colonel), « Au sujet du génie aéroporté », *Revue du génie militaire*, éd. Berger-Levrault, 52e année, mars-avril 1950, p. 91-108.
PAQUETEAU (lieutenant-colonel), « Le Génie dans la campagne du Pacifique », *Revue du génie militaire*, 51e année, juillet-août 1949, p. 333-362.
PATURAUD-MIRAND Guy (colonel), « Spécificité du soutien au ravitaillement “voie terrestre” », *Héraclès*, no 36, mars 2010, p. 13.
PAVAN Christophe (capitaine), « Christophe Pavan : officier de l’armée de terre chez les pilotes de chasse en Afghanistan », *Infos Extérieures*, no 59, février 2013, p. 6.
PELLISTRANDI Jérôme (colonel), « Les *SIC* face aux nouvelles exigences environnementales », *Transmetteurs*, no 5, 2e semestre 2012, p. 27-29.
PIERRE Philippe (capitaine), « Afghanistan : les règles d’engagement au niveau de la compagnie », *Héraclès*, numéro spécial, février 2006, p. 18.
PINSON (général), « Le Génie », *Revue du génie militaire*, éd. Berger-Levrault, 50e année, septembre-octobre 1948, p. 391-398.
PONTON D’AMÉCOURT Jean (de), « Scénarios pour une sortie de conflit », *Questions Internationales*, no 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 48-52.
RACINE Jean-Luc, « Afpak : un concept ambigu, des conflits emboîtés », *Questions Internationales*, no 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 8-18.
REYNAUD prénom (capitaine), « Le JTAC en Afghanistan », *Héraclès*, no 47, juillet 2012, p. 8-9.

REYNAUD prénom (capitaine), « Pas un pas sans appuis en Afghanistan ou la gestion 3D vue par les OMLT du 8e RA », *Centaure*, juin 2010, p. 14.

RIOU Thomas (capitaine), « Commander un SGTIA en opérations : témoignage d'un capitaine de SGTIA de la TF Dragon », Le combat des capitaines, *Doctrine tactique*, n° 21, 2011, p. 21-24.

ROUE (lieutenant-colonel), « Les ROE au niveau des équipes EOD du bataillon français », *Héraclès*, numéro spécial, février 2006, p. 19-20.

ROUPPERT Bérangère, « L'Afghanistan : dix ans de guerre, et après ? », *Revue Internationale et Stratégique*, n° 83, 2011/3, p. 159-164.

SAINT-MEZARD prénom, « Pakistan : une démocratie en trompe l'œil », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 56-62.

SICOURMAT Camille, « L'implication française dans le conflit afghan », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 46-47.

SICOURMAT Camille, GOYA Michel (colonel), BIHAN Benoist, L'Axe du moindre mal. Le plan Obama-McChrystal pour l'Afghanistan, *Cahiers de l'IRSEM*, n° 2, IRSEM, Paris, 2010.

SUR Serge, « Ouverture AFPAK : en sortir ou pas », *Questions Internationales*, n° 50, la documentation française, juillet-août 2011, p. 4-7.

SUSNJARA Philippe (lieutenant-colonel), « Le nouveau concept de contre-insurrection du Marine Corps américain », *Doctrine*, n° 12, mai 2007, p. 62-65.

TAILLAT Stéphane, « Adaptation et apprentissage. Les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *Revue française de science politique*, 2008/5, vol. 558, p. 773-793.

TALLIAT Stéphane, « Contre-insurrection(s) : les armées occidentales à la croisée des chemins », *Sécurité Globale*, n°10, hiver 2009-2010, p 19-20.

THIEBAUT Xavier (chef de bataillon), « Les principes de formation des lieutenants du génie », Le combat des capitaines, *Doctrine tactique*, n° 21, 2011, p. 35-36.

TREMBLAY Laurent (chef de bataillon), « Les troubles de stress post-traumatiques en opérations », *Doctrine*, n° 15, septembre 2008, p. 111-113.

TROUVE Philippe (commissaire lieutenant-colonel), « Les principes à respecter dans l'usage de la force », *Héraclès*, numéro spécial, février 2006, p. 3-6.

TROUVE Philippe (commissaire lieutenant-colonel), « Les principaux textes de référence en matière d'usage de la force », *Héraclès*, numéro spécial, février 2006, p. 7.

UCKO David, « Les dilemmes de la doctrine de contre-insurrection américaine : répétition, pertinence et effet », *Sécurité Globale*, n° 10, hiver 2009-2010, p. 35-54.

VAN Martin (lieutenant-colonel), « Les Lois de la guerre en situation non conventionnelle », *Revue Doctrine*, n° 4, septembre 2004, p. 31-34.

VILLANUEVA François (lieutenant-colonel), « L'intégration des appuis au niveau du SGTIA » , Le combat des capitaines, *Doctrine tactique*, n° 21, 2011, p. 15-18.

VINCENDET Éric (lieutenant-colonel), « Le soutien des opérations en cours : modularité et sur-mesure »,

Héraclès, n° 36, mars 2010, p. 11.
ZAJEC Olivier, « L'Afghanistan : un paradigme asymétrique relatif », *Revue Internationale et Stratégique*, n° 51, 2003/3, p. 133-141.
ZBIENEN Randal (lieutenant-colonel), « Le renseignement de contact au Royaume de l'Insolence », *Doctrine,* n° 9, juin 2006, p. 103-106.

Doctrines et rapports officiels

CIA-3.4.9, « Contribution des forces armées à la stabilisation (STAB) », N° 022/DEF/CICDE/NP, 2 février 2010, p. 15.
CIA-3.4, « Approche globale (AG) dans la gestion des crises extérieures et contribution militaire », N° 024/DEF/, 24 janvier 2011, p. 15.
Commandement des forces terrestres (CFT), *Mémento des tactiques, techniques et procédures des insurgés en Afghanistan*, version 2, 20 juillet 2011.
DIA-3.4.4, « Contre-insurrection (COIN) » N° 253/DEF/CICDE/NP, 5 novembre 2010, p. 15.
EMP-20.123, « Doctrine de contre-rébellion », CDEF, Paris, 2009.

Études/rapports/expertises

CDEF/DREX, *La lutte contre les engins explosifs improvisés*, Cahier du RETEX, Paris, mai 2010.
DRESSLER Jeffrey, *Counterinsurgency in Helmand* : *Progress and Remainning Challenges*, Afghanistan Report n° 8, Institute for the Study of War, 2011.

DRESSLER Jeffrey, *Securing Helmand* : *Understanding and responding to The Enemy*, Afghanistan Report n° 2, Institute for the Study of war, 2009.

LARCHE Jérôme, *« Afghan Road » : la guerre privatisée d'Afghanistan*, Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique, Note n° 09/11, 2011.

LEPRI Charlotte, *Afghanistan : retour sur un échec annoncé*, Paris, Publication de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 2012.

RAND Corporation, *Building Afghanistan's Security Forces in Wartime : The Soviet Experience*, Santa Monica, 2011, 2011.

TISSERON Antonin, « La guerre révolutionnaire. Succès et ambiguïté », *Cahier de la recherche doctrinale*, CDEF-DREX, Paris, 2010.

VALEYRE Bertrand (lieutenant) et GUERIN Alexandre, *De Galula a Petraeus. L'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection*, Cahier de la recherche doctrinale, CDEF-DREX, Paris, 2010.

WENDLING Cécile, *L'Approche globale dans la gestion civilo-militaire des crises. Analyse critique et prospective du concept*, Cahiers de l'IRSEM n° 6, IRSEM, Paris, 2010.

Colloques et conférences

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES AÉROSPATIALES, « Dossier spécial : actes du colloque du 1er décembre 2009 sur le fait aérien en Afghanistan », *Penser les Ailes Françaises*, n° 23, été 2010.

LAFAYE Christophe, « Le génie en Afghanistan. L'exemple des ELMO appuis », communication dans le cadre du

colloque interdisciplinaire du CHERPA « Pratiques militaires et globalisation aux XIXe et XXe siècles », Aix-en-Provence, 31 mai 2012.
LAFAYE Christophe, « Des montagnes de Surobi à la salle d'honneur du 19e régiment du génie. Construction et transmission de la mémoire de l'engagement français en Afghanistan à partir de l'histoire d'un treillis de combat du génie », Colloque international « Vies d'objets, souvenirs de guerre », Université de Metz, 8 octobre 2014.

Travaux universitaires

CADEAU Ivan (capitaine), *L'Action du Génie pendant la guerre d'Indochine (1945-1956) : une action entravée par le manque de moyens et une méconnaissance de l'arme*, Thèse de doctorat, sous la direction de Jacques Frémeaux, Université Paris IV-Sorbonne, Paris, 2010.
DEFRETIN Jacques (général), *Le rôle du génie dans la bataille de Verdun : 21 février-août 1917*, Thèse de doctorat, sous la direction du Pr Jean-François Cochet, Université de Lorraine, Verdun, 2014.
DIONIS DU SÉJOUR Samuel, *L'Action du Génie dans la guerre du Rif*, Mémoire option histoire école de Saint-Cyr Coëtquidan, sous la direction du LCL Olivier Lahaie, 2011.
LAFAYE Christophe, *Le génie en Afghanistan (2001-2012). Adaptation d'une arme en situation de contre-insurrection. Hommes, matériel, emploi*, Thèse de doctorat en histoire réalisé sous la direction du LCL Rémy

Porte, Université Aix-Marseille, 28 janvier 2014 (1 vol. annexe).

LANTERI Thibault, *La Nation par les armes. L'armée nationale afghane comme outil de la construction nationale*, Mémoire de Master histoire militaire comparée, géostratégie, défense et sécurité, réalisé sous la direction du Pr Jean-Charles Jauffret, Aix-en-Provence, juillet 2015.

MALMASSARI Paul (lieutenant-colonel), *Une expérience militaire « sous estimée » : les trains blindés français de la révolution industrielle à la décolonisation : étude technique et tactique comparée*, thèse de doctorat, sous la direction du Pr Jean-Charles Jauffret, Université de Montpellier 3, Montpellier, 2007.

SAA Karim, chef de bataillon, *Afghanistan 2009 : enjeux et perspectives pour l'armée de terre française*, Mémoire de master, sous la direction du Pr. Jean-Charles Jauffret, septembre 2009.

Publication sur Internet

CALVEZ Jean-François, Nomadisation en Kapisa (1/2) : l'exploitation tactique et le contrôle permanent du milieu, *Le blog La Voie de l'Épée*, mise en ligne le 19 décembre 2012, consulté le 19 décembre 2012, lien : http://lavoiedelepee.blogspot.fr/2012/12/nomadisation-en-kapisa-jean-francois.html

CALVEZ Jean-François, Nomadisation en Kapisa (2/2) : Faire siens les avantages de l'adversaire, l'engager sur son propre terrain, *Le blog La Voie de l'Epée*, mise en ligne le 20 décembre 2012, consulté le 20 décembre 2012, lien :

http://lavoiedelepee.blogspot.fr/2012/12/nomadisation-en-kapisa-jean-francois_20.html

Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD), « Reporters en Afghanistan 2002 », *Site Internet de l'ECPAD*, Reportage en ligne, Mise en ligne le 26 avril 2011, consulté le 30 novembre 2012, lien : http://www.ecpad.fr/afghanistan-2002

ECPAD, « Reporters en Afghanistan 2003 – 2e partie », *Site Internet de* l*'ECPAD*, Reportage en ligne, mise en ligne le 30 mai 2011, consulté le 30 octobre 2013, lien : http://www.ecpad.fr/reporters-en-afghanistan-2003-2eme-partie

ECPAD, « Ensemble vers l'autonomie. Cinq ans en Kapisa et Surobi », *Site Internet de l'ECPAD*, web-documentaire, mise en ligne décembre 2012, consulté le 13 janvier 2013, lien : http://webdocs.ecpad.fr/afghanistan/pages/accueil

Chronologie des opérations militaires (2001-2012)

Les grades des soldats tombés en Afghanistan sont ceux octroyés à titre posthume.

Année 2001

11/09/2001	Attaques terroristes contre les États-Unis
12/09/2001	**Résolution 1368 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU)** qui autorise le recours unilatéral à la force suite à des actes terroristes. Conseil extraordinaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) autorise le recours à l'article 5 du traité.
18/09/2001	Visite du Président Jacques Chirac à New York sur le site du *World Trade Center*. C'est le premier chef d'État étranger à venir se recueillir.
28/09/2001	**Résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'ONU**, qui autorise les États,

	dans le cadre la légitime défense individuelle ou collective, d'agir pour prévenir les actes terroristes.
07/10/2001	**Début de l'opération « Liberté Immuable »** (« *Enduring Freedom* »).
08/10/2001	Mise en place d'un officier de liaison français à CENTCOM Floride (centre de l'opération *Enduring Freedom*).
14/11/2001	**Adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution n° 1378 q**ui définit le cadre de la transition démocratique de l'Afghanistan. Définition de la mission du 21e Régiment d'Infanterie de Marine (RIMA) à Mazar-E-Charif en conseil de défense restreint : « *assurer une base de sécurité pour le rétablissement des infrastructures et des conditions de vie normale de la zone nord* ».
16/11/2001	Départ d'Istres de l'élément précurseur du 21e RIMA. Grandes difficultés pour gagner l'Afghanistan. Blocages avec l'Ouzbékistan.
17/11/2001	**É**lément précurseur du 21e RIMA est bloqué en Turquie.
18/11/2001	Arrivée de l'élément précurseur du 21e RIMA à l'aéroport de Karshi-Khanabad en Ouzbékistan.
01/12/2001	Déploiement du premier échelon du 21e RIMA à Mazar-e-Charif.

05/12/2001 **Accords de Bonn (Allemagne).**

06/12/2001 Déploiement d'une compagnie de combat du 21e RIMA à Marzar-e-Sharif.

12/12/2001 Le conseil de défense statue sur la participation française à la force internationale de sécurité en Afghanistan.

14/12/2001 Déploiement d'un Détachement de Liaison et de Reconnaissance du Génie (DLRG) du 1er Régiment Étranger de Génie (REG) à Mazar-e-Sharif.

20/12/2001 **Résolution de l'ONU n° 1386** sur la constitution de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS).

31/12/2001 **Accord à Kaboul pour le déploiement de la FIAS**

FIAS n° 1 – Prise de commandement du major général John McColl (Grande Bretagne) pour 6 mois.

Année 2002

02/01/2002 **PAMIR I –** Déploiement des sapeurs du 17e Régiment du Génie Parachutiste (RGP) avec les Forces Spéciales (FS) en amont de l'arrivée du bataillon à Kaboul.

03/01/2002 Début des actions préliminaires au déploiement par les sapeurs du 17e RGP.

09/01/2002 Première patrouille du Bataillon Français (BATFRA) de la FIAS qui comptera 530

militaires français sur 5 000.

Fin janvier	Désengagement du détachement français de Mazar-e-Charif.
17/02/2002	Visite d'évaluation de l'opération Pamir du général Élie à Kaboul.
28/03/2002	**La résolution n° 1401 du Conseil de sécurité de l'ONU** : création de la Mission d'Assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) qui coordonne les efforts de la communauté internationale en matière d'aide humanitaire, de reconstruction et de développement.
03/04/2002	**Formation du premier Bataillon de l'Armée Nationale Afghane (BANA)** (garde présidentielle) par la FIAS.
14/04/2002	**Relève PAMIR I par PAMIR II –** Le 7e Bataillon de Chasseurs Alpins (BCA) relève le 21e RIMA.
18/04/2002	**Pamir II –** Mission de protection du retour du roi assurée par le BATFRA au niveau de l'aéroport de Kaboul.
01/05/2002	**Début de la mission Épidote** pour la formation de l'armée nationale afghane avec 60 militaires français aux côtés des militaires Américains.
05/05/2002	Réélection de Jacques Chirac comme président de la République.
03/06/2002	Visite de Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, à Kaboul.

13/06/2002	M. Hamid Karzaï est élu à la tête de l'Autorité afghane de transition par les délégués de la *Loya Jirga*.
20/06/2002	**FIAS n° 2 –** La Turquie prend le commandement de la FIAS : major général Hilmi Akin Zorlu.
14/08/2002	Fin de formation pour le deuxième BANA formé par un Détachement d'Instruction Opérationnelle (DIO) français.
05/09/2002	**Relève PAMIR II par PAMIR III –** Le 1/11e Régiment Cuirassiers (RCuir) remplace le 7e BCA.
30/10/2002	Le général Henri Bentégeat remplace le général Jean-Pierre Kelche comme chef d'état-major des Armées (CEMA).
13/11/2002	Cérémonie de fin de formation pour le quatrième BANA.
21-22/11/2002	**OTAN- Sommet de Prague**. Le transfert de la FIAS à l'OTAN est évoqué. La France est réticente par peur de l'escalade.

Année 2003

02/01/2003	Fin de formation pour le sixième BANA, après un cycle de 10 semaines assuré par un DIO français.
08/01/2003	**Relève PAMIR III par PAMIR IV** – Le 2e Régiment de Dragons (RD) relève le 1/11e RCuir.

09/02/2003	Fin de formation pour le sixième BANA par un DIO du 16e Bataillon de Chasseurs (BC).
10/02/2003	**FIAS n° 3** – Le corps germano-hollandais prend le commandement de la FIAS. Le général allemand Van Heyst/le général néerlandais Bertolée. L'OTAN assure la coordination et la planification du mandat.
13/02/2003	Formation des officiers du huitième, neuvième et dixième BANA par un DIO français. Les Français forment les officiers des BANA jusqu'au quinzième BANA compris.
19/03/2003	Inauguration de l'amphithéâtre de l'académie militaire de Kaboul financé par la France.
02/04/2003	Action Civilo-Militaire (ACM) – Inauguration d'une école dans le village de Saïdobad dans le nord de la plaine de Shamali.
16/04/2003	Le conseil de l'Atlantique nord décide de confier à l'OTAN à partir du mois d'août le commandement de la FIAS.
01/05/2003	Début de formation pour les officiers du dixième BANA par un DIO français.
08/05/2003	**Relève de PAMIR IV par PAMIR V** – Le 3e RPIMA relève le 2e RD.
01-03/06/2003	Sommet du G8 – Jacques Chirac informe le Président Bush que la France va envoyer ses forces spéciales en Afghanistan.
15/06/2003	Incorporation des officiers du onzième BANA pour leur début de formation.

05/07/2003 Déploiement des premières unités de l'OTAN à Kaboul.

Août 2003

La France déploie un détachement de forces spéciales (200 militaires) dans le sud-est de l'Afghanistan. Création de la *Task Force* (TF) Arès.

11/08/2003 **Le commandement de la FIAS passe à l'OTAN/FIAS n° 4** – commandement du lieutenant-général Goetz Gliemeroth (Allemagne) **Début de l'opération Arès pour les FS françaises.**

10/09/2003 **Relève de PAMIR V par PAMIR VI –** Le 1er Régiment de Tirailleurs (RTir) remplace le 3e Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine (RPIMA).

18/09/2003 ACM- Le REPFRANCE remet aux boxeurs afghans des tenues pour participer aux Jeux Olympiques (JO) 2004 à Athènes.

02/10/2003 Intervention de l'équipe de démineurs spécialisés du BATFRA après l'explosion d'un nouvel engin dans le secteur canadien. Sur les lieux ils relèvent un engin explosif improvisé radiocommandé.

13/10/2003 **Résolution n° 1510 du Conseil de sécurité de l'ONU** autorisant l'expansion de la FIAS. Le mandat de la FIAS est étendu à l'ensemble de l'Afghanistan.

20/10/2003 Destruction de munitions collectées lors de fouilles dans le village de Katakheyl au pied des montagnes de Kohe-Sofi par le

	génie français. Les Afghans demandent réparation pour des vitres brisées. 191 vitres sont livrées par les ACM.
29/10/2003	Visite du CEMA, le général Bentégat pour deux jours en Afghanistan.
11/11/2003	L'escadron d'éclairage et d'investigation du bataillon français découvre quatre mines antichars sur une piste empruntée régulièrement.
22/11/2003	**Opération « Orage d'Acier » / BATFRA Pamir VI**
02-03/12/2003	Le DIO français a dirigé l'exercice tactique de synthèse du niveau compagnie, baptisé « Shaykhu 06 », dans le cadre de la formation des officiers stagiaires des cours d'état-major, commandants d'unité et chefs de section du treizième BANA.
06/12/2003	Destruction de deux bombes incendiaires russe sur le polygone de destruction par le génie français.
12/12/2003	Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, rend visite aux forces françaises en Afghanistan.
18-19/12/2003	**Opération « La hotte du père Noël » – BATFRA Pamir VI.**
30/12/2003	**Opération « La hotte du père Noël 2 » – BATFRA Pamir VI.**
31/12/2003	Début de l'expansion de la FIAS avec prise en compte de la *Provincial Reconstruction Team* (PRT) de Kunduz.

Fin 2003 ACM- Le BATFRA a procédé à la distribution d'une tonne et demie de fournitures scolaires. Déjà plus de 2 500 enfants afghans ont bénéficié de la générosité des écoliers français.

Année 2004

Début 2004 Le détachement français commence en janvier 2004 la formation de 120 officiers d'état-major en deux modules de trois mois de formation de 60 officiers. Les instructeurs français sont binômés avec des instructeurs afghans.

04/01/2004 La *Loya Jirga* adopte une nouvelle constitution pour l'Afghanistan.

16/01/2004 **Relève PAMIR VI par PAMIR VII –** Le 1er RIMA succède au 1er RTir.

07/02/2004 La nouvelle école d'état-major afghane (*Command and General Staff Collège*) a ouvert ses portes et accueilli la première promotion 2004/01 d'officiers stagiaires de l'armée nationale afghane.

09/02/2004 **FIAS n° 5** – Prise de commandement du lieutenant-général Rick Hillier (Canada).

11/05/2004 **Relève PAMIR VII par PAMIT VIII** – Le 4e RC relève le 1er RIMA.

29/06/2004 À 20 kilomètres au nord de Kaboul, deux soldats français de la FIAS ont été blessés par l'explosion d'une mine antipersonnel

	lors d’une opération dans la zone de contrôle française. L’accident est survenu sur l’axe Kaboul – Bagram lors d’une reconnaissance.
09/08/2004	**FIAS n° 6 :** Prise de commandement du général Jean-Louis Py (France).
24/08/2004	**Relève de l’état-major de la KMNB** – La brigade franco-allemande arme actuellement l’état-major de la KMNB qui est commandée depuis le 24 juillet 2004 par le général Spindler, commandant la Brigade Franco-Allemande (BFA). La France participe à cet état-major à hauteur de 150 militaires.
25/08/2004	**Relève PAMIR VIII par PAMIR IX** – Le 3e Régiment de Hussard (RH) remplace le 4e RC.
26/08/2004	L’EUROCORPS prend le commandement de la FIAS, inaugurant ainsi sa première mission hors d’Europe. Cette prise de commandement s’effectue à trois niveaux, respectivement au niveau de l’état-major de la FIAS, de l’état-major de la brigade et enfin des unités qui composent le bataillon français.
31/08/2004	Mort du caporal Murat Yagci du 1er RPIMA.
01/10/2004	**La phase 1 de l’expansion de l’OTAN** est achevée, vers le Nord et une partie du Nord-Ouest.
09/10/2004	Élection présidentielle afghane. Hamid

	Karzaï élu avec 55, 4 % des suffrages.
10/10-10/12/2004	Suite à une étude du service du génie, le 2e Régiment du Génie (RG), régiment d'aide au déploiement de l'armée de terre, subordonné à la brigade du génie, a mis en place la production et la distribution d'énergie électrique du quartier Cazeilles (aéroport de Kaboul).
21/10/2004	Morts du 1re classe Jean-Baptiste Thierry et du Maréchal des logis Simah Kingue Eithel Abraham, 3e RH.
13/12/2004	Georges Walker Bush réélu comme président des États-Unis.

Année 2005

Début 2005	Évocation du *Search* britannique lors d'une réunion à l'échelon central NEDEX qui visait à répondre aux besoins de la *Task Force* Arès en moyens de lutte contre les engins explosifs improvisés.
02/02/2005	**Relève PAMIR IX par PAMIR X –** Le 3e RH a été relevé par le 2e Régiment Étranger d'Infanterie (REI).
10/02/2005	**Phase 2 de l'expansion de l'OTAN vers l'Ouest.** La FIAS compte alors 8 500 militaires et l'Opération « Liberté Immuable » 17 000.
11/02/2005	Mort du caporal Alan Karsanov, 2e REI.

13/02/2005 **FIAS n° 7** – La Turquie prend le commandement de la FIAS. Le général Ethem Erdagi relève le général français PY.

Mars 2005

Opération « Fence » – BATFRA PAMIR X

03/03/2005 Adoption du Concept interarmées (CIA) – 9 : « La coopération civilo-militaire (CIMIC) », CICDE, n° 262/DEF/EMA/EMP.1/NP du 3 mars 2005.

27/04/2005 Transfert d'autorité vers l'armée afghane de l'école d'état-major de l'ANA.

03/06/2005 Découverte cache d'armes près du village Qal He Mourad dans le district de Shakardara.

06/06/2005 **Relève PAMIR X par PAMIR XI –** Le 35e Régiment d'Infanterie (RI) relève le 2e REI.

26-29/06/2005 Visite du CEMA en Afghanistan et au Tadjikistan.

01/07/2005 **Opération « Évêchés » – BATFRA PAMIR XI**

Août 2005

FIAS n° 8 – Prise de commandement du Général Mauro del Vecchio (Italie).

06/08/2005 ACM – Inauguration de l'école de Katha Kheyl.

01/09/2005 Création du Service d'Infrastructure de la Défense (SID).

14/09/2005 Michèle Alliot-Marie réitère le refus de la

	France de la fusion des deux opérations en Afghanistan.
17/09/2005	Mort du caporal-chef Cédric Cruppel, 1er RPIMA.
18/09/2005	Premières élections législatives en Afghanistan depuis trente ans.
03/10/2005	**Relève PAMIR XI par PAMIR XII –** Le Régiment de Marche du Tchad (RMT) relève le 35e RI.
08/12/2005	ACM – Distribution de plus d'une tonne de vêtements chauds et de jouets aux 679 enfants de l'orphelinat Parvareshgah Rozentune situé à l'ouest de Kaboul.
10/12/2005	L'OTAN adopte un plan d'opérations révisé pour l'Afghanistan, entérinant l'extension de la FIAS à l'ensemble du pays, établissant les commandements régionaux et l'envoi de troupes supplémentaires.
24/12/2005	ACM – Aide Médicale Gratuite (AMG) en faveur de la population du village de Landakay1.

Année 2006

Année 2006

Formation de deux cadres (génie et gendarmerie) en Grande-Bretagne à la capacité de *Search Advisor*. Cette formation est réalisée à titre exploratoire afin de répondre aux besoins de la TF Arès.

07/02/2006	**Relève PAMIR XII par PAMIR XIII –** Le 1er Régiment de Hussard Parachutiste (RHP) succède au RMT.
27/02/2006	Un démineur spécialisé français est blessé par l'explosion d'une amorce.
04/03/2006	Mort du premier maître Loïc Lepage, commando « marine (Trepel).
07/03/2006	Début de l'évaluation technico-opérationnelle des VAB de protection de convois équipés de brouilleurs contre les engins explosifs improvisés radiocommandés.
08/03/2006	Réunion du groupe de travail franco-américain (TF *Paladin*) sur les engins explosifs improvisés.
30/03/2006	Explosion d'une mine antipersonnel au cours d'une opération de déminage menée par une section du génie du 17e RGP. Deux sapeurs blessés.
03/04/2006	Opération conjointe du BATFRA avec les Américains pour arrêter un kamikaze.
04-05/04/2006	Visite du CEMA aux forces françaises, le général Bentegeat.
09/04/2006	Visite de Bernadette Chirac, première dame, accompagnée de Philippe Douste Blazy en Afghanistan. Sécurisation de la visite de Mme Chirac par le BATFRA.
24/04/2006	Opération de fouille de cache du BATFRA en liaison avec les services afghans.

25/04/2006 Première utilisation opérationnelle des VAB équipés de brouilleurs.
Escorte de convoi menée par le BATFRA entre l'aéroport de Kaboul et le camp de *Warehouse* dans le cadre du déménagement du contingent français.

02/05/2006 Intervention d'une équipe de démineurs spécialisés suite à un attentat suicide en zone française sur un véhicule canadien.

04/05/2006 **FIAS n° 9** – Le Général David Richards (Royaume-Uni) prend le commandement de la FIAS.

05/05/2006 Intervention d'une équipe de démineurs spécialisés suite à l'explosion d'un engin explosif improvisé au passage d'une patrouille italienne.

11/05/2006 Démontage du poste d'observation permanent de Montbré, activé depuis 2002.

15/05/2006 Mort du 1re classe Kamel Elward, 17e RGP.

16/05/2006 Publication du concept interarmées de lutte contre les engins explosifs improvisés – CIA 3.15 DR.

20/05/2006 Morts : adjudant-chef Gaël Gazeau et caporal-chef David Poulain, 1er RPIMA.

21/05/2006 Intervention d'une équipe de démineurs spécialisés suite à une attaque suicide sur un convoi américain à Kaboul.

23/05/2006 Intervention d'une équipe de démineurs spécialisés en banlieue est de Kaboul pour

	neutraliser un engin explosif improvisé.
29/05/2006	Émeutes à Kaboul Mise en place d'un détachement de protection pendant quatre jours à l'ambassade française. 54 ressortissants français sont hébergés par le BATFRA pendant une journée.
04/06/2006	Visite du général de division Puga, commandant les opérations spéciales, en Afghanistan.
05/06/2006	Intervention des démineurs spécialisés en banlieue est de Kaboul pour neutraliser un engin explosif improvisé.
08/06/2006	Intervention des démineurs spécialisés en banlieue est de Kaboul pour neutraliser un engin explosif improvisé.
20/06/2006	ACM – Inauguration un atelier de couture dans l'école du village de Sork Bolandi, en zone de responsabilité française.
05/07/2006	**Relève PAMIR XIII par PAMIR XIV –** Le 1er/11e RCuir succède au 1er RHP.
14/07/2006	La France prend la responsabilité de l'emprise de *Warehouse* à Kaboul où le BATFRA s'installe en septembre.
31/07/2006	Phase 3 de l'expansion de l'OTAN qui prend la responsabilité de la *Région Command-South (RC-S)*.
01/08/2006	Mise en place des premiers éléments de la première Équipe de Liaison et de Mentorat Opérationnel (ELMO) française auprès de

	l’état-major du 201e corps de l’ANA avec six militaires.
06/08/2006	Création de la première région de commandement de la FIAS avec le *Regional Command Capital* (RC-C) dont la France prend le commandement pour huit mois avec le général français Franck Le Bot. L’Italie, la Turquie et la France se succèdent à sa tête.
14/08/2006	Un convoi blindé français a été frappé par un engin explosif improvisé sur l’axe *Wings* au nord de Kaboul.
25/08/2006	Mort du premier maître Frédéric Paré, commando marine, et du caporal-chef Sébastien Planelles du Commando Parachutiste de l’Air (CPA) 10.
04/10/2006	Le général Jean-Louis Georgelin remplace le général Henri Bentégeat comme CEMA.
05/10/2006	Dernière phase de l’expansion de l’OTAN qui prend la responsabilité du *Regional Command-East* (RC-E).
16/10/2006	Création de la *Coalition Joint Operational Area* (CJOA) de Surobi. Zone d’environ 3 000 km² dont la responsabilité est confiée en alternance aux trois bataillons du RCC (en cohérence avec le COM-RCC). Ce district correspond à l’entrée est de Kaboul. Depuis la base opérationnelle avancée *Hawkeye*.
01-	Le général Georgelin, CEMA, rend visite

02/11/2006	aux troupes en Afghanistan. Il met l'accent, entre autres, sur l'importance du commandement tactique réel pour le chef de corps du BATFRA.
26/11/2006	Inauguration de plaques commémoratives à *Warehouse* pour les militaires français tombés en Afghanistan.
28-29/11/2006	**Sommet de l'OTAN de Riga.** Le Président français annonce l'adaptation du dispositif français.
09/12/2006	Le général Pierre de Villiers prend le commandement du RC-C lors d'une cérémonie présidée par le général David Richards, commandant la Force FIAS, succédant au général Frank Le Bot.
10/12/2006	**Relève PAMIR XIV par PAMIR XV –** Le 16e BC relève le 1er 1/11e RC.
13-16/12/2006	**Opération « Oqab Alpini »** – BATFRA PAMIR XV.

Année 2007

Année 2007	Création de la capacité de *Military Search* au sein de l'OTAN. Elle est directement issue du *Search*, capacité développée par les anglais en 1969 à l'occasion du conflit en Irlande du Nord.
01/01/2007	Retrait des forces spéciales françaises de l'opération « Liberté Immuable ». Fin de la TF Arès.

04/02/2007 **FIAS n° 10** – Prise de commandement du général d'armée Dan K. McNeill (États-Unis).

08/03/2007 **Opération « OQAB Magnet » – BATFRA PAMIR XV.**

06/04/2007 La France transfert le commandement du commandement régional-central à la Turquie. La passation de commandement entre le général français Pierre de Villiers et le général turc Kassim Erdem s'est déroulée au camp de *Warehouse*.

Mise en place d'une deuxième ELMO (50 militaires français).

13/04/2007 Désamorçage d'une bombe russe de 250 kg dans le village de Zemmah par le 13e RG.

24/04/2007 **Relève PAMIR XV par PAMIR XVI –** Le 1er Régiment de Chasseurs Parachutistes (RCP) relève le 16e BC.

Avril 2007

Inauguration de la salle Mines du centre de formation et d'entraînement de l'ANA – Le *Kaboul Military Training Center* (KMTC).

01/05/2007 Ouverture de l'école de commandos afghans (*Afghan commando school)* avec la participation des forces spéciales françaises.

06/05/2007 Élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République française.

05- **Opération *Mountain Scan* – BATFRA**

07/06/2007	**PAMIR XVI.**
25-30/06/2007	**Opération *Tachakor* – BATFRA PAMIR XVI.**
01-05/07/2007	**Opération *Uzbin Vallee* – BATFRA PAMIR XVI.**
25/07/2007	Mort de l'adjudant-chef Pascal Correia, 1er RCP.
8-12/08/2007	Rencontre afghano-pakistanaise *Joint Peace Jirga* à Kaboul. Opération de sécurisation de la *Joint Peace Jirga* par le BATFRA.
20-22/08/2007	**Opération *Deep Gorges* – BATFRA PAMIR XVI.**
23/08/2007	Mort du maréchal des logis Stéphane Rieu, 1er RHP.
27/08/2007	Publication de la doctrine interarmées de lutte contre les engins explosifs improvisés – DIA – 3.15 DR
18/09/2007	**Relève PAMIR XVI par PAMIR XVII –** Le 13e BCA succède au 1er RCP.
21/09/2007	Mort de l'adjudant-chef Laurent Pican, 13e BCA.
07/10/2007	ACM – Opération aide vétérinaire dans le village de Sheshmeh Ye Kharuti.
15/10/2007	**Opération *Young Manon Can Achieve* – BATFRA PAMIR XVII**
16-17/10/2007	**Opération *Amazing Sixth Sense* – BATFRA PAMIR XVII**
24/10-	**Opération *Never Strike the Raptor-***

03/11/2007	**BATFRA PAMIR XVII**
24/10/2007	Hervé Morin, ministre de la Défense annonce le déploiement d'une équipe ELMO supplémentaire en Afghanistan en 2008.
02-03/11/2007	Visite du CEMA le général Georgelin en Afghanistan.
07/11/2007	Discours du Président Sarkozy devant le congrès américain : « *Je vous le dis solennellement aujourd'hui : la France restera engagée en Afghanistan aussi longtemps qu'il le faudra, car ce qui est en cause dans ce pays, c'est l'avenir de nos valeurs et celui de l'Alliance Atlantique. Je le dis solennellement devant vous : l'échec n'est pas une option*. »
17/11-01/12/2007	**Opération *Night and Day Spoilsports* – BATFRA PAMIR XVII**
03/12/2007	Découverte d'une cache de munitions dans le village de Sorkh Bolondi.
06/12/2007	Le général Fédérico Bonato (Italie) prend la tête du commandement régional-central**.**
07/12/2007	Sensibilisation au risque des mines dans le cadre d'un programme d'éducation appelé « Yunus », qui vise à enseigner aux enfants afghans le danger des mines et la manière de réagir face à ce risque.
22/12/2007	Visite de Nicolas Sarkozy en Afghanistan.
28/12/2007	Deux nouvelles ELMO françaises (appui et

logistique).

Année 2008

01/01/2008	Décision du CEMA de créer une capacité expérimentale de Fouille Opérationnelle Spécialisée (FOS) avec une première projection en 2009.
04/01/2008	**Opération « Narvik I » – BATFRA PAMIR XVII.**
10/01/2008	Publication du concept interarmées 3.14 « Protection de la force » (PROFOR).
16/01/2008	Quatre ELMO françaises sont opérationnelles au sein de l'ANA.
20-21/01/2008	Sept pompiers français de l'armée de l'Air du camp de *Warehouse* ont été sollicités pour lutter contre l'incendie d'un hôpital civil dans le centre de Kaboul. Ils sont intervenus aux côtés des pompiers afghans et de dix pompiers croates de l'état-major de la FIAS.
24/01/2008	**Relève PAMIR XVII par PAMIR XVIII** – Le 126e RI succède au 13e BCA.
01/02/2008	Stage d'actualisation des connaissances pour le chef du département « renseignement et expertise » de la Division Expertise et Formation au Déminage (DEFD) de l'école du génie à Angers. Il est désigné en janvier « conseiller technique » pour le

	développement de la capacité interarmées de fouille opérationnelle.
01/03/2008	Création de « l'Adaptation réactive » pour suivre l'évolution de la menace et permettre l'adaptation rapide des forces : lettre du CEMAT n° 179/DEF/EMAT/PP/BPSA/ES. Achats de fixations pour les lunettes de vision nocturne (OB 70) sur les casques en urgence opérationnelle pour l'Afghanistan.
08/03/2008	**Opération de police conjointe entre l'armée française et la police de Kaboul**.
01/04/2008	Prise de parole d'Hervé Morin devant l'Assemblée nationale. Il réaffirme la priorité pour la France « *d'éradiquer les taliban* » et de mener une *« politique de développement en Afghanistan »*. Il annonce l'envoi d'un renfort d'un bataillon français.
03-04/04/2008	**Sommet de l'OTAN de Bucarest** – Nicolas Sarkozy annonce le renforcement du dispositif français.
08/04/2008	**Opération en Kapisa – une opération de contrôle de zone a été conduite dans la vallée d'Afghanya.**
26/04/2008	Renfort d'hélicoptères français.
22/05/2008	Livraison par NEXTER des trois premiers Véhicules Blindés de Combat d'Infanterie (VBCI) à l'armée française.

24/05/2008 **Relève de PAMIR XVIII par PAMIR XIX –** Le RMT remplace le 126e RI.

04/06/2008 **FIAS n° 11** – Le Général d'armée David D. McKiernan (États-Unis) prend le commandement de la FIAS.

20/06/2008 Le 205e corps de l'armée afghane conduit une opération de grande ampleur dans la région de Kandahar. À ce titre, 130 militaires français accompagnent leurs camarades afghans vers Kandahar.

24/06/2008 Publication du concept de fouille opérationnelle interarmées (provisoire) PIA 03.161 N° 165 DEF/CICDE/NP du EMA/CICDE.

10/07/2008 Montée en puissance du bataillon interarmes de Kapisa. Travaux d'infrastructures/formation du personnel aux procédures et techniques du commandement régional-Est.

16/07/2008 La capacité opérationnelle initiale du bataillon interarmes de Kapisa a été prononcée. Engagement en Kapisa de la TF Chimère (Kapisa-1er mandat) du colonel Jacques Aragonès (8e RPIMA), sous commandement de la 101e division aéroportée américaine.

Opération *Bridge contact* – TF Chimère.

19/07/2008 Visite du ministre de la Défense Hervé Morin.

23/07/2008	La loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la V^e^ République. Elle modifie les conditions d'engagement des forces françaises à l'extérieur.
25-26/07/2008	**Opération *B Coy* – TF Chimère.**
27/07/2008	**Opération *Deployment Night Ambush* – TF Chimère.**
1^er^-2/08/2008	**Opération *Hammerhead Shark* – TF Chimère.**
05/08/2008	Le général français Stollsteiner prend le commandement du commandement régional – capitale.
09/08/2008	La France prend la responsabilité de la province de Kapisa au cœur du commandement régional – Est.
13/08/2008	**Opération *Crazy Kapi* – TF Chimère.**
18-19/08/2008	**Embuscade d'Uzbin** : 10 tués, 21 blessés parmi les Français. Mort du sergent Damien Buil, du caporal Kévin Chassaing, de l'adjudant Sébastien Devez, du caporal Damien Gaillet, du sergent Nicolas Grégoire, du caporal Julien Le Pahun, du caporal Anthony Rivière du caporal Alexis Taani – 8^e^ RPIMA, du sergent Rodolphe Penon – 2^e^ REP et du caporal Melam Baouma – RMT.
20/08/2008	Déploiement d'une ELMO en Oruzgan dans le commandement régional-Sud.

23/08/2008	**Opération *Screaming Sparrow* – TF Chimère.**
26-28/08/2008	**Opération *Alasai 1* – TF Chimère.**
28/08/2008	Première phase du transfert de la responsabilité de la sécurité aux Afghans avec la zone de Kaboul.
03-04/09/2008	Visite du CEMA (général Georgelin) et du chef d'état-major de l'Armée de Terre (CEMAT – général Irastorza) en Afghanistan.
04/09/2008	**Opération « Iznogoud » – TF Chimère.**
05-06/09/2008	**Opération *MSR Kora 1* – TF Chimère.**
07-08/09/2008	**Opération *Afghanya 1* – TF Chimère.**
08/09/2008	71 munitions tirées non explosées ont été découvertes près de la base opérationnelle avancée de Tora par le 13e RG.
13/09/2008	**Opération « Sabat 1 » – TF Chimère.**
15/09/2008	Visite de Rama Yade, ministre, en Afghanistan.
16-17/09/2008	**Opération « Authentique » – TF Chimère.**
17/09/2008	**Relève PAMIR XIX par PAMIR XX –** Le 3e RPIMA relève le RMT.
21-22/09/2008	**Opération « Bedraou 1 » – TF Chimère.**

22/09/2008	Débat au parlement français sur l'Afghanistan. Vote au Parlement français sur la poursuite de l'engagement français en Afghanistan.
25/09/2008	**Opération « Glaive » / Bataillon interarmes 3e RPIMA.**
27/09/2008	Mission parlementaire – Jusqu'au 1er octobre 2008, les forces françaises déployées en Afghanistan ont accueilli les députés Pierre Lellouche (UMP) et François Lamy (PS), corapporteurs de la mission d'information sur l'évaluation de l'opération militaire française en Afghanistan. / Une section renforcée du GTIA Kapisa, appuyée par deux avions A-10 de la coalition, a été prise à partie par des insurgés alors qu'elle effectuait une reconnaissance à proximité du village de Ebadkhel, entre les FOB de Nijrab et Tagab au nord-est de Kaboul. Bilan : 4 blessés français. Insurgés : au moins un mort et deux blessés.
28/09/2008	**Opération « Shura Tagab » – TF Chimère.**
29/09/2008	**Opération « Ebdakhel 1 » – TF Chimère.**
6/10-04/11/2008	**Opération *Raie Girl* – TF Chimère.**
07/10/2008	**Opération « Rapière » – Bataillon interarmes 3e RPIMA**

7-9/10/2008	**Opération « Bedraou 2 » – TF Chimère.**
08/10/2008	Renfort d'hélicoptères **–** Deux hélicoptères Gazelle « Viviane », un hélicoptère « Caracal ».
11/10/2008	**Opération « Kalawut » – TF Chimère.**
13/10/2008	**Opération « Landakhel 1 » – TF Chimère.**
17-18/10/2008	**Opération « Alasai 2 » – TF Chimère.**
18/10/2010	**Opération « Dague » / Oqab » / Bataillon interarmes 3e RPIMA.**
20/10/2008	Les démineurs spécialisés de l'élément d'alerte immédiat du commandement régional-capitale saisissent un arsenal au centre de Kaboul.
23/10/2008	Une section du bataillon interarmes de Kapisa, renforcée d'un groupe génie, découvre six caches d'armes lors de la fouille d'une maison dans la vallée de Bédraou.
26/10/2008	L'élément d'alerte immédiat du bataillon français est mis en alerte : des travaux de terrassement à proximité de la résidence du Président Karzaï ont mis à jour une roquette de 220 mm, enfouie sous plusieurs mètres de terre.
	Opération « Red One » – TF Chimère.
	Opération « Peace *Jirga* » – TF Chimère.

28-29/10/2008	**Opération *Golden Spike* – TF Chimère.**
29/10/2008	Remise du rapport d'étape Lamy et Lellouche sur la situation en Afghanistan à l'Assemblée nationale.
	Opération « Ebdakhel 2 » – TF Chimère.
29-30/10/2008	**Opération « Sabre » – Bataillon interarmes 3e RPIMA.**
01/11/2008	Mise en place des premiers drones français de type tactique sur le théâtre afghan (SDTI).
	Fixations pour les optiques de nuit (OB 70) sur les casques sont livrées sur le théâtre afghan.
04/11/2008	Élection de Barack Obama comme 43e président des États-Unis.
04-05/11/2008	**Opération « Afghanya 2 » – TF Chimère.**
09/11/2008	**Opération « Barcha/Bayonnet » – Bataillon interarmes 3e RPIMA.**
12/11/2008	Découverte d'une cache d'armes au sud de la plaine de Shamali par le génie.
17-18/11/2008	**Opération « Bedraou 3 » – TF Chimère.**
20/11/2008	Transfert de la région centrale-capitale aux forces Afghanes.
	Opération « Alasai 3 » – TF Chimère
22/11/2008	Mort de l'adjudant-chef Nicolas Rey, 3e RG.

22-23/11/2008	**Opération « Arbalet » – Bataillon interarmes 3e RPIMA.**
26/11/2008	**Opération « Pilum » – Bataillon interarmes 3e RPIMA.**
Décembre 2008	Le général Elrik Irastorza – CEMAT – décide de mettre en place une mise en condition avant projection de six mois pour l'Afghanistan.
01-04/12/2008	**Opération « Da Vinci » – Bataillon interarmes 3e RPIMA.**
02/12/2008	**Opération « Bedraou 4 » – TF Chimère.**
05/12/2008	La Direction Générale de l'Armement (DGA) notifie à l'industriel NEXTER une commande de 116 VBCI.
07/12/2008	**Relève PAMIR XIX par PAMIR XX (Kapisa) : Arrivée de la TF *TIGER*** du 27e BCA en Kapisa. La TF *Tiger* teste les véhicules articulés chenillés (VAC) lors de sa projection.
08/12/2008	Première patrouille de la TF *Tiger* (Ebadkhel). Mission de fouille de la maison du chef local des taliban.
13/12/2008	ACM – Pose de la première pierre de l'extension d'une école de garçon à Surobi.
20/12/2008	ACM – Distribution de 200 kits scolaires, comprenant du matériel scolaire et des objets ludiques dont un cerf-volant. Cette

	distribution a été complétée par une distribution de craies, de stylos et de dictionnaires à l'intention des instituteurs.
17/12/2008	**Opération « Claymore » – Bataillon interarmes 3e RPIMA**
21-22/12/2008	**Opération « Narvik » /TF *Tiger*.**
22-25/12/2008	Visite du CEMA, le général Jean-Louis Georgelin.
	Opération Bataillon interarmes 3e RPIMA – sécurisation de la visite du CEMA à Tora.
26-28/12/2008	**Opération *Longbow* – Bataillon interarmes 3e RPIMA.**
29-30/12/2008	**Opération « Monte Cassino » / TF *Tiger*.**
30/12/2008	Directives du général Mc Kiernan sur le respect des populations.
31/12/2008	M. Hervé Morin, ministre de la Défense, accompagné d'une délégation de trois parlementaires, MM. Axel Poniatowski, Maurice Leroy et François Rocheblonde, a choisi de passer le réveillon
	Opération Bataillon interarmes 3e RPIMA – sécurisation de la visite du ministre de la Défense.

Année 2009

Janvier 2009	Publication de la doctrine FT 13 de « Contre-rébellion » par le CDEF.
07/01/2009	Découverte d'une cache d'armes en Kapisa par la TF *Tiger* (vallée de Tagab).
10/01/2009	Mise en place des premiers drones français de type opératifs (SDIM « Harfang ») à Kandahar.
11/01/2009	**Opération de fouille d'une maison en vallée d'Alasay / TF *Tiger*.**
22-23/01/2009	Débarquement des 6 premiers VAB TOP (12,7 mm) en Afghanistan à Kaboul (23/01).
22-24/01/2009	**Opération « Belvédère » / TF *Tiger***
31/01/2009	**Opération « Hallebarde » – bataillon interarmes 3e RPIMA**
01/02/2009	Un convoi militaire français des ELMO a été visé par un attentat kamikaze à la voiture piégée en périphérie de Kaboul. Un militaire français a été très légèrement blessé dans l'explosion et le VBL dans lequel il se trouvait endommagé.
1-2/02/2009	**Opération « Colmar » / TF *Tiger***
02/02/2009	ACM – AMG dans le village de Qourghal, à 100 kilomètres au nord-est de Kaboul.
6-11/02/2009	Un militaire français est tué par l'explosion d'un engin explosif improvisé dans le Logar (11/02). Mort du chef d'escadron Fabrice Sonzogni, 35e RAP.

	TF *Tiger* **–** Embuscade en vallée d'Alasay à un kilomètre à l'ouest du village de Sultankhel.
07/02/2009	**Relève PAMIR XX par PAMIR XXI à Kaboul – bataillon interarmes 1er RI.**
	ACM- Les militaires français du commandement régional-Est et les autorités civiles et militaires afghanes ont inauguré la mosquée de Landakhel, petit village situé au cœur de la vallée de la Kapisa.
	Opération *Governor* / TF *Tige*
8-10/02/2009	**Opération « Tallaires » / TF *Tiger***
12/02/2009	Publication de la doctrine interarmées de fouille opérationnelle PIA 03.261 N°152 DEF/CICDE/NP par l'EMA/CICDE.
14/02/2009	Premier vol opérationnel du drone « Harfang » au détachement d'avions de chasse de Kandahar.
21/02/2009	**Opération « Grand Duc » / Bataillon interarmes 1er RI**
26/02/2009	**Opération « Gerfaut » / Bataillon interarmes 1er RI**
27/02/2009	Incendie sur la base opérationnelle avancée de Tagab dont l'origine serait le sabotage des bacs souples de stockage du gasoil.
07/03/2009	**Opération *Breakfast in Alasay* / TF *Tiger***.

10/03/2009	**Opération « Mega Shoura » / TF *Tiger***
11-13/03/2009	**Opération en vallée d'Uzbin / Bataillon interarmes 1er RI.**
14-23/03/2009	**Opération *Dinner out* / TF *Tiger*.** Mort du caporal-chef Nicolas Belda, 27e BCA.
28/03/2009	ACM **–** Une passerelle sur une rivière a été inaugurée dans le village d'Abdukhel.
31/03-08/04/2009	Le général de corps aérien Paimbault, Inspecteur des forces en opération et de la défense du territoire, a effectué une inspection des forces françaises présentes sur le territoire afghan.
Avril-octobre 2009	Construction d'une base opérationnelle avancée à Canjuers (France) par le 5e RG pour améliorer la préparation des militaires français.
03-04/04/2009	Arrivée de la capacité de Détachement d'Ouverture d'Itinéraire Piégé (DOIP) en Afghanistan.
4-5/04/2009	**Opération *After the Rain* / TF *Tiger*.**
6-14/04/2009	**Opération « Quala Nizami » / Bataillon interarmes 1er RI.** Ouverture du poste de combat avancé Rocco.
11/04/2009	Projection en Afghanistan de la première capacité de fouille opérationnelle spécialisée du 17e RGP sous le commandement du capitaine Didier Cheval. Début de la formation de la deuxième capacité du 1er REG.
16/04/2009	**Opération « Effraye » / Bataillon**

	interarmes 1er RI.
17/04/2009	DGA achève la livraison de 60 VAB TOP destinés à l'Afghanistan (acquisition en urgence opérationnelle fin avril 2008).
19-23/04/2009	**Opération *Sunny Days* / TF *Tiger* –** Implantation d'un troisième COP en vallée d'Alasay baptisé « Belda ».
28/04/2009	Découverte d'une cache d'armes en Kapisa par la TF *Tiger*. Le camp français de *Warehouse*, près de Kaboul, est touché par des tirs de roquettes. Trois Français et deux civils afghans sont blessés.
6-7/05/2009	**Opération « Corneille » / Bataillon interarmes 1er RI**
08/05/2009	Embuscade contre les forces françaises de la TF *Tiger* à la hauteur du village de Landarkhel.
09/05/2009	ACM – le bataillon interarmes de Kapisa a inauguré l'école de garçons du bazar.
11/05/2009	**FIAS n° 12 –** Le général Stanley McChrystal remplace le général Daniel McKiernan.
12/05/2009	Premier engagement opérationnel des trois Buffalo et des deux SOUVIM arrivés sur le théâtre le 4 avril 2009 dans le cadre du DOIP.
14/05/2009	Visite de Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et de Pierre Lelouche, député et représentant spécial de la

	France au Pakistan et en Afghanistan, au 27e BCA à Nijrab.
15/05/2009	Centième mission de reconnaissance du drone SDTI depuis la base opérationnelle avancée de Tora.
24/05/2009	Quatre Français d'une ELMO sont blessés par un engin explosif improvisé lors d'une patrouille dans le Wardak. Mort du caporal-chef Guillaume Barateau, 9e CCT/9e BLBMa.
01/06/2009	Mise en place du premier sas à Paphos (Chypre) pour les militaires français rentrant d'Afghanistan.
04/06/2009	Dernier convoi logistique pour la CCL de la TF *Tiger*. Une embuscade des insurgés près du secteur de Landarkhel. La réaction vive du convoi provoque la fin de l'engagement.
01-05/06/2009	La fouille opérationnelle spécialisée découvre des caches d'armes lors de l'opération *Bloodhound*.
	Opération *Bloodhound* / Bataillon interarmes 1er RI.
11-12/06/2009	**Opération « Dabo 6 » / Bataillon interarmes 1er RI.**
13/06/2009	**Opération *Britany Tiger* / TF *Tiger*.**
15/06/2009	**Relève PAMIR XX par PAMIR XXI –** la TF Korrigan (3e RIMA) en Kapisa.
22/06/2009	**Opération sécurisation en vallée d'Uzbin / Bataillon interarmes 1er RI.**

28-29/06/2009	**Opération *Queen's Pain* / TF Korrigan.**
01/07/2009	Création du Détachement d'Assistance Opérationnelle (DAO) au sein du 1er RCA à Canjuers. Il s'appuie sur un détachement d'instruction opérationnelle (DIO) pour améliorer la préparation des soldats français avant leur projection en Afghanistan.
03/07/2009	**Relève PAMIR XXI par PAMIR XXII** – TF DRAGON (2e REI) en Surobi.
09/07/2009	Prise de commandement de la TF Mousquetaire no 1 par le lieutenant-colonel d'Argaignon du 5e Régiment d'Hélicoptères de Combat (RHC).
10/07/2009	Transfert d'autorité du commandement régional-capitale du général Stollsteiner au général de division Druart.
13/07/2009	Les sapeurs du 6e RG intégrés au bataillon interarmes de Kapisa ont détruit 3 engins explosifs improvisés.
15/07/2009	ACM- Campagne de vaccination contre la fièvre Thyphoïde en Kapisa. 700 vaccins pour les enfants de 7 à 10 ans.
18/07/2009	Un VAB de l'armée française saute sur un engin explosif improvisé en Kapisa. L'élément de réaction rapide est lui aussi attaqué.
21/07/2009	Dans le Wardak, un VAB sanitaire saute sur un engin explosif improvisé. Trois

	militaires français sont blessés et rapatriés dont le médecin du 126e RI.
26-27/07/2009	**Opération « Mille Sabords » / TF Korrigan.**
01/08/2009	Préparation opérationnelle de la troisième capacité de fouille opérationnelle spécialisée issue du 2e REG. Arrivée en Afghanistan des trois premiers canons « Caesar ». Ils sont convoyés vers *Warehouse* par les artilleurs du 3e RAMA. Mort d'un militaire français lors d'une opération de la TF Korrigan en vallée de Ghayne. Deux autres marsouins sont blessés. Mort du caporal-chef Anthony Bodin, 3e RIMA.
03/08/2009	Un soldat du 3e RIMA (TF Korrigan) est blessé lors d'une opération à Jalokheyl. **Opération de sécurisation des élections / TF Korrigan.**
06-08/08/2009	**Opération *Brest Thunder* / TF Korrigan.**
20/08/2009	Elections présidentielles et provinciales (législatives) **:** taux de participation est de 38,7 % ; la fraude est avérée et le ballottage favorable entre Hamid Karzaï et Abdullah Abdullah.
26/08/2009	**Opération « Bourgerie » / TF Korrigan.**
29/08/2009	**Opération *Friendly Fox* / TF Korrigan.**
31/08-01/09/2009	**Opération *Sand Storm* / TF Korrigan.**

Août 2009	Arrivée des précurseurs à Nijrab pour préparer l'installation de l'état-major de la TF Lafayette.
01-02/09/2009	**Opération en vallée de Tizin / TF Dragon.**
03/09/2009	**Opération de sécurisation de l'axe logistique entre Nijrab et Tagab / TF Korrigan.**
04/09/2009	Un VAB explose sur un engin explosif improvisé entre Nijrab et Bagram. Mort du caporal-chef Johan Naguin, 3e RIMA.
06/09/2009	Mort du sergent Thomas Rousselle, 3e RIMA.
07-09/09/2009	**Opération *Highway Men* / TF Korrigan.**
15-16/09/2009	**Opération *Rusty Hull* / TF Korrigan.**
17/09/2009	Visite d'Hervé Morin, ministre de la Défense en Afghanistan.
26-27/09/2009	Trois militaires français meurent durant une progression nocturne en vallée d'Afghanya (foudre/noyade). Un militaire français est tué dans un accident de la route qui blesse cinq de ses camarades. Mort du caporal Kevin Lemoine, 3e RIMA, du brigadier-chef Gabriel Poirier, de l'adjudant-chef Yann Hertach, 13e RDP et du caporal-chef Ihor Chechulin, 2e REI.

29/09/2009	La section d'appui feu sol-sol du bataillon interarmes de Kapisa, armée par la 2e batterie du 11e Régiment d'artillerie de marine (RAMA), a effectué le premier tir « Caesar » opérationnel longue portée.
	Opération *Camel Trophy* / TF Korrigan.
01/10/2009	D'importants travaux sont en cours pour permettre l'accueil du bataillon interarmes français sur la base opérationnelle avancée de Tora.
08/10/2009	Le détachement d'hélicoptères devient le Bataillon d'hélicoptères (BAT HELICO) avec l'arrivée de deux « Cougar » AS532. Mort du sergent-chef Johann Hivin-Gérard, 3e RIMA.
10-11/10/2009	**Opération « Faena » / TF Dragon.**
14-16/10/2009	**Opération « Octavina » / TF Dragon.**
18/10/2009	Projection en Afghanistan de la deuxième capacité de fouille opérationnelle spécialisée issue du 1er REG.
25-26/10/2009	**Opération *Stairway* / TF Korrigan.**
31/10/2009	Transfert de commandement du commandement régional-capitale entre la France et la Turquie.
01/11/2009	**Création de la *Task Force* Lafayette (TFLF).** La TFLF no 1 est commandée par

	le général Marcel Druart. Redéploiement en Kapisa et Surobi où les ELMO sont insérées auprès de la 3e brigade du 201e corps de l'armée nationale afghane.
02/11/2009	Cérémonie de création de la TF Lafayette.
14-16/11/2009	**Opération « Avalon » / TFLF.**
16/11/2009	*Shura* à Tagab en présence du général Marcel Druart, commandant la TFLF. Les taliban tirent deux roquettes sur le marché de Tagab. Les victimes sont évacuées par les Français.
24/11/2009	La TFLF conduit sa première opération majeure en Surobi et Kapisa avec environ 600 soldats.
25/11/2009	Passage de consigne entre la compagnie française de protection du camp de *Warehouse* et la compagnie géorgienne qui assurera cette fonction dorénavant. Le camp reste sous la responsabilité française (depuis 2006).
02/12/2009	**TFLF n° 1 – Relève de la TF Korrigan par la TF *Black Rock* (13e BCA).** Arrivée de 100 gendarmes pour armer les équipes de liaison et de mentorat opérationnel de la police.
09/12/2009	ACM / opération « Orchard » **–** Don d'arbres fruitiers au profit des habitants de la Kapisa. Au total, 70 000 arbres sont

	distribués aux agriculteurs des différentes vallées.
12/12/2009	**Opération *Raven Sun 1* / TF *Black Rock.***
16/12/2009	**Opération « Septentrion » / TF Dragon.**
20-23/12/2009	**Opération *Lafayette Bridge* / TF Dragon et TF *Black Rock.***
22/12/2009	ACM – Moins d'un mois après l'attaque à la roquette survenu sur le marché de Tagab, l'équipe des actions civilo-militaires de brigade a organisé une distribution de kits humanitaires au profit des familles des victimes, à la demande et conjointement avec les autorités locales.
22-23/12/2009	Visite du CEMA, le général Jean-Louis Georgelin, pour Noël.
30/12/2009	Deux journalistes français sont enlevés en Kapisa (Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier).

Année 2010

02/01/2010	Mise en place du système de détection de départ des coups à Tagab pour contrer les tirs de harcèlement.
04-06/01/2010	**Opération « Lophrohaig » / ELMO.**

05/01/2010	**Opération *Raven Spirit* / TF *Black Rock*** / fermeture du théâtre aux journalistes pour couvrir le déploiement des forces spéciales françaises.
06/01/2010	Accident de l'adjudant-chef C., démineur spécialisé du 2e REG.
07/01/2010	Attaque directe contre la base opérationnelle avancée de Tagab.
08/01/2010	Discours aux armées à Vannes du président de la République : « *les conditions du retrait [d'Afghanistan] ne sont pas réunies* » / **Opération *Chearfull Raven* / TF *Black Rock***.
10/01/2010	Prise de commandement de la TF Mousquetaire no 2 par le LCL Comier (3e RHC) / **Opération « Sylla » / TF *Black Rock.***
11/01/2010	Mort de l'infirmier de classe supérieure Mathieu Toinette, 402e RA.
12-13/01/2010	L'ELMO du Kandak 31 du 21e RIMA part dans le Helmand.
12/01/2010	Mort du lieutenant-colonel Fabrice Roulller, 1re BM.
13/01/2010	**TFLF no 1 – Relève TF Dragon par TF Altor (2e REP).** Un convoi logistique de l'armée afghane comprenant une ELMO française est touché par l'explosion d'un engin explosif improvisé. Mort du maréchal des logis chef Harouna Diop, 517e RT.

	Opération *Hardy Raven* / TF *Black Rock.*
16/01/2010	**Opération *Raven Memory* / TF *Black Rock.***
18/01/2010	**Opération *Hope Reaction 3* / ELMO.**
22/01/2010	**Opération *Skillfull Raven* / TF *Black Rock.***
30/01/2010	**Opération *Dauntless Raven 1* / TF *Black Rock.***
02-03/02/2010	**Opération « Gorgone » / TFLF.**
04/02/2010	ACM **–** le général Druart inaugure, avec une délégation de l'équipe de reconstruction provinciale un nouveau terrain de sport.
09/02/2010	Début de l'opération « Mushtarak » dans le Helmand. **Opération *Raven Shadow 1* / TF *Black Rock.*** Une compagnie du bataillon interarmes de Kapisa, en mission d'appui d'un convoi logistique de l'armée afghane est prise à partie par des insurgés. Un militaire français est tué. Mort du caporal Enguerrand Libaert, 13e BCA**.** Une patrouille d'hélicoptères « Tigre » et « Gazelle » appuie les troupes françaises lors de la riposte et permet le désengagement du convoi logistique afghan.

11/02/2010	Visite de François Fillon, Premier ministre, accompagné du général Jean-Louis Georgelin, CEMA.
13/02/2010	**Opération *Bull Track* / TFLF.**
16/02/2010	**Opération « Minotaure » / TF *Black Rock.***
22/02/2010	**Opération *Dauntless Raven 2* / TF *Black Rock.***
24/02/2010	L'amiral Édouard Guillaud remplace le général Jean-Louis Georgelin comme CEMA.
	Opération *Raven Shadow 2* / TF *Black Rock.*
01-07/03/2010	**Opération « Citadelle/Synapse » – phase 1 / TF Altor.**
02/03/2010	**Opération « Thesus » / TF *Black Rock.***
05/03/2010	**Opération « Minotaure 2 » / TF *Black Rock.***
06/03/2010	Première inspection du nouveau CEMA (amiral Guillaud) en Afghanistan.
07/03/2010	**Opération *Raven Shadow 3* / TF *Black Rock.***
09/03/2010	Pérennisation de la capacité de fouille opérationnelle spécialisée (Lettre n° 382/DEF/ EMAT/ES/B.EMP/ EMPLOI/ES/14/DR).
10/03/2010	Regroupement des infrastructures du BATHELICO dans le nord de l'aéroport de Kaboul.

11/03/2010	La TF *Black Rock* porte assistance à des enfants blessés par l'explosion d'un engin explosif improvisé. **Opération « Citadelle/Synapse » – phase 2 / TF Altor.**
12/03/2010	**Opération « Citadelle/Synapse » – phase 3 / TF Altor :** Inauguration du poste de combat avancé du parallèle 46.
13/03/2010	**Opération *Dauntless Raven 3* / TF *Black Rock.***
16/03/2010	**Opération *Smart Raven* / TF *Black Rock.***
18/03/2010	Premier emploi du Drone de Reconnaissance Au Contact (DRAC) en opération.
19-20/03/2010	Relève de l'ELMO du Kandak 32 installé sur la base opérationnelle avancée de Tagab.
23/03/2010	**Opération *Raven Pick* / TF *Black Rock*.**
22-27/03/2010	**Opération « Altor Gregale » / TF Altor.**
27/03/2010	Le général de division Vincent Desportes, commandant le Collège Interarmées de Défense (CID) en France est venu en Afghanistan afin de signer une convention de partenariat avec son homologue afghan, le général Taj Muhamad, commandant le *Strategic Command and Staff College* (SCSC). **Opération *Eagle 2* / TF *Black Rock* et**

	forces spéciales.
30-31/03/2010	**Opération « Forgeron » / TF *Black Rock.***
04-09/04/2010	**Opération « Altor sentinelle » / TF Altor.**
04-05/04/2010	**Opération *Sheefty Raven* / TF *Black Rock.***
06/04/2010	L'armée française reconnaît avoir tué quatre civils afghans lors d'un tir de missile Milan.
07-08/04/2010	**Opération « Ariane » / TF *Black Rock.***
08/04/2010	**Opération *Hope Four Réaction* / TF Altor –** Vallée de Tagab. Mort du caporal Robert Hutnik, 2e REP.
12/04/2010	**Opération *Raven Sun* / TF *Black Rock.***
16/04/2010	Projection en Afghanistan de la capacité de fouille opérationnelle nº 3 issue du 2e REG. Retour de celle du 1er REG. Découverte de caches d'armes par la TF Altor dans la vallée de Jagdalay, à l'Est de Kaboul. **Opération *Scary Raven* / TF *Black Rock.***
20/04/2020	**Opération *Gloring Raven* / TF *Black Rock.***
27/04/2010	Cérémonie de transfert d'autorité des chefs des détachements ELMO affectés à la 3e brigade et aux Kandak 34 et 35. Cette

	cérémonie a été présidée par le colonel Bruder, commandant les ELMO et mentor du chef d'état-major du 201e corps ANA.
29/04/2010	**TFLF n° 2 -Le général Marcel Druart a passé le commandement de la TFLF au général Pierre Chavancy.**
02-03/05/2010	**Opération *Black Centaur 1* / TF *Black Rock*.**
03-07/05/2010	**Opération « Altor Colomba » / TF Altor.**
06/05/2010	**Opération *Raven Sun* / TF *Black Rock.***
09/05/2010	Attaque d'un VAB français du bataillon interarmes de Kapisa équipé d'un système LEMIR. Il a été touché par l'explosion d'un engin explosif improvisé. 4 militaires français ont été blessés.
09-12/05/2010	**Opération *Resolute Crossbow* / TF Altor.**
11/05/2010	**Opération *Black Dragoon* / TF *Black Rock.***
16/05/2010	**Opération *Raven Bridge* / TF *Black Rock.***
22/05/2010	Un officier du 3e RG a été tué aujourd'hui dans la province de l'Oruzgan. Il a été mortellement blessé par un engin explosif improvisé. Mort du chef de bataillon Christophe Barek Deligny, 3e RG**.**
23-26/05/2010	**Opération « Altor Niolu » / TF Altor**.
28/05/2010	Le poste de combat avancé 46 est baptisé

« Hutnik », du nom du caporal du 2e REP tué au combat.

Fin mai 2010

Opération *Bull Rapace* / TF *Black Rock*-TF Hermès.

01/06/2010	Début de projection en Afghanistan des premières unités élémentaires formées à la Fouille Opérationnelle Complémentaire (FOC) / Découverte de cache d'armes en vallée d'Uzbin.
06-09/06/2010	ACM – Les autorités afghanes et les militaires français de la TF *Black Rock* ont inauguré la salle informatique du lycée de Tagab / **Opération « Altor Libecciu » / TF Altor.**
07/06/2010	Un légionnaire du 2e REP a été tué par un tir de roquette. Mort du sergent-chef Konrad Rygiel, 2e REP.
08/06/2010	**TFLF n° 2 – Arrivée en Kapisa de la TF Hermès du 21e RIMA qui relève la TF *Black Rock*.**
14/06/2010	**Opération *Scorpion Canyon*/ ACM / TF Hermès.**
15/06-15/07/2010	**Série d'opérations du TF Hermès** : le long de l'axe routier Vermont, Joybar et exclus Jangali.
16-17/06/2010	**Opération « Altor Incudine » / TF Altor.**

18/06/2010 Mort du brigadier-chef Steeve Cocol, 1er RHP.

23/06/2010 **FIAS n° 13 –** Nomination du général David Petraeus à la place du général Stanley McChrystal (États-Unis).

25/06/2010 Déploiement des VBCI en Kapisa et Surobi.

ACM- Le général Chavancy, commandant la TFLF s'est rendu dans un village situé au carrefour des vallées d'Afghanya et de Tagab, pour présider la cérémonie d'inauguration d'une passerelle.

25-28/06/2010 **Opération « Altor Amaretu » / TF Altor.**

01/07/2010 Création d'un Centre Contre IED (CCIED) au sein de l'école du génie à Angers.

02/07/2010 Le général Vincent Desportes critique la contre-insurrection en Afghanistan : « *c'est une guerre américaine. Quand vous êtes actionnaire à 1 %, vous n'avez pas droit à la parole* ». Il est convoqué chez les CEMA pour s'expliquer. En début d'après-midi, un militaire français de la TF Hermès a été gravement blessé au cours d'un accrochage en Kapisa. Il est évacué vers la métropole.

06/07/2010 Début de la mission d'inspection de l'amiral Guillaud, CEMA, en Afghanistan.

Mort d'un soldat français du DOIP lors d'une ouverture d'itinéraire. Mort de l'adjudant Mosic, 13e RG.

	Opération *Hermès South Cross* / TF Hermès.
07/07/2010	Selon le ministre de la Défense Hervé Morin, le général Desportes sera sanctionné pour ses propos.
08/07/2010	Prise de fonction de la TF Mousquetaire n° 3 commandée par le colonel Bayle du 1er RHC.
14/07/2010	**TFLF n° 2 – La TF Bison du 126e RI qui relève la TF Altor en Surobi.**
16/07-09/10/2010	Opérations de la TF Hermès en entrée d'Alasay et plus particulièrement dans le quadrilatère Jalokhel-Adizai-Shekut-Joybar et dans la ville d'Alasay.
25/07/2010	Diffusion de milliers de notes secrètes sur l'Afghanistan par Wikileaks.
25-27/07/2010	**Opération *Marine Warm Up* / TF Bison.**
27/07/2010	**Opération *Rapace School* / TF Hermès.**
01/08/2010	**Opération *Normandy Eagle* / TFLF.**
04-06/08/2010	Saisie de munitions par le BG Bison dans le sud de la vallée d'Uzbin.
05/08/2010	**Opération *Hermès Square 2* / TF Hermès.**
08/08/2010	**Opération « Scorpion Karez » / TF Hermès.**
09-12/08/2010	**Opération *Bison Dump Tackle 1* / TF Bison.**
10/08/2010	Mort du 1re classe Antoine Maury, 1er

	RMED.
14/08/2010	**Opération *Bison Dump Tackle 2* / TF Bison.**
21-25/08/2010	**Opération *Bison Buffer 1* / TF Bison.**
	Opération *Normandy Eagle* – Opération d'assaut par air au fond de la vallée d'Uzbin.
23/08/2010	Deux marsouins du 21e RIMA sont tués en vallée de Bédraou. Morts du capitaine Lorenzo Mezzasalma et du caporal-chef Jean-Nicolas Panecyck, 21e RIMA.
25/08/2010	Lors de la conférence des ambassadeurs, le Président Sarkozy annonce que « l*a France restera engagée en Afghanistan, avec ses alliés, aussi longtemps que nécessaire et aussi longtemps que le souhaitera le peuple afghan. Nous avons des objectifs politiques réalistes […], c'est une transition progressive et ordonnée* », a-t-il souligné, indiquant que l'action de la France « *au service de la paix ne doit pas, me semble-t-il, être soumise à des calendriers artificiels ou aux humeurs médiatiques* ».
28-31/08/2010	**Opération *Bison Buffer 2* /TF Bison.**
30/08/2010	Mort de l'adjudant-chef Hervé Énaux, 35e RI.
31/08/2010	Le général Vincent Desportes est

	réprimandé par le ministre de la Défense pour les propos tenus début juillet sur la stratégie de l'OTAN.
02/09/2010	**Opération *Green Orange Check* / TF Bison.**
06/09/2010	**Opération *Wisdom Pillars* / ACM / BG Hermès.**
08/09/2010	**Opération *Bison Spear Tackle 1* / TF Bison.** **Opération *Scorpion Guardian 2* / TF Hermès.** **Opération *Wisdom Pillars* / ACM – Au bazar de Surobi-ville.** **Opération *Rapace Nest* / TF Hermès/ ELMO de la police.**
09-13/09/2010	**Opération *Dump Tackle* / TF Bison.**
13/09/2010	Sur la base opérationnelle avancée de Tagab, l'opération *Wisdom Pillars* s'est terminée par un repas offert par le chef de corps du bataillon interarmes, le colonel de Mesmay aux autorités locales du district de Tagab.
14/09/2010	Lors d'un entretien avec des journalistes, Hervé Morin – ministre de la Défense – laisse entendre que la France sera fidèle au calendrier décidé par l'OTAN avec des premiers transferts de territoires à l'ANA (Surobi). Bien que non dit explicitement, la

	question du retrait des troupes françaises en 2011 se pose.
17-19/09/2010	**Opération TFLF « Élection » / TFLF.**
18/09/2010	Élections législatives marquées par l'insécurité et la fraude.
22/09/2010	Le général de corps d'armée Gilles Fugier, chef d'état-major de la FIAS est venu inspecter la brigade Lafayette.
26/09-5/10/2010	**Opération *Promising Star* / TFLF.**
26-27/09/2010	**Opération *Bison Spear Tackle 2* / TF Bison.**
28-29/09/2010	**Opération *Bison Scrum* / TF Bison.**
01/10/2010	Projection de la capacité de fouille opérationnelle spécialisée n° 4 du 6e RG.
02/10/2010	**Opération *Hermès Enhancer 2* / TF Hermès.**
2 -3/10/2010	**Opération *Bison Hand Off* 1 / TF Bison**
04/10/2010	**Opération *Bison Converted Try* / TF Bison.**
10/10-20/11/2010	**Opérations de la TF Hermès** dans le sud de la vallée de Tagab, quadrilatère Tagab-Janikhel-Shepadar et poste de combat avancé de Shekhel.
14-15/10/2010	**Opération *Bison Up and Under* / TF Bison.**
15/10/2010	Mort de l'infirmier de classe supérieure

	Thibault Miloche, 126e RI.
20-21/10/2010	**Opération « Ki Hoa » / TF Bison.**
21/10/2010	**Opération *Hermès Hammer* / TF Hermès.**
24-25/10/2010	**Opération *Bison Spear Tackle 3* / TF Bison.**
25/10/2010	Premier déploiement du Véhicule Blindé Hautement Protégé (VBHP) « Aravis » en Afghanistan.
26-28/10/2010	Visite du CEMAT, le général Elrick Irastorza, en Afghanistan.
27/10/2010	**TFLF n° 3 – Le commandement de la brigade Lafayette a été transmis du général Pierre Chavancy au général Jean-François Hogard.**
28/10/2010	Annonce sur RTL d'Hervé Morin, ministre de la Défense : « *Il y a un rendez-vous qui a été fixé par l'OTAN dans le cadre de la nouvelle stratégie c'est le début de l'année 2011 : en 2011, nous allons transférer toute une série de districts aux Afghans* », a expliqué le ministre. « *À ce moment-là, il pourra y avoir les premiers déplacements ou retraits des forces alliées d'Afghanistan* ».
30/10-20/11/2010	Installation puis expérimentation du ballon captif d'observation par la TF Hermès (*Persistent Ground Surveillance System*

	(PGSS) au dessus de la base opérationnelle avancée de Tagab).
01/11/2010	**Opération *Hermès Medusa* / TF Hermès.**
02/11/2010	Inauguration du poste de police de Mollah Bashro situé à l'entrée de la vallée de Nijrab (Province de Kapisa).
03/11/2010	Accident d'un hélicoptère « Gazelle ». Deux blessés légers.
05/11/2010	Publication de la doctrine jointe JD 3-4-4 de Contre-Insurrection (COIN) par le CICDE, n° 253/CICDE/NP.
10-11/11/2010	**Opération *Bison Ruck* / TF Bison.**
14-20/10/2010	**Opération *Bison Maul* / TF Bison.**
20/11/2010	22e congrès de l'OTAN à Lisbonne. Le retrait des troupes d'Afghanistan est fixé à 2014. Le processus de transition est ratifié entre l'OTAN et l'État afghan.
	TFLF n° 3 – Arrivée en Kapisa du BG Allobroges (7e BCA) qui relève le TF Hermès. Le colonel Bruno Gardy a pris le commandement de ce bataillon.
21-24/11/2010	**Opération *Bison play off 2* / TF Bison.**
26/11/2010	**Opération *Bison Extra Time* / TF Bison.**
09/12/2010	**TFLF n° 3 –** Relève du BG Bison par BG

	Richelieu commandé par le colonel Bruno Héluin (2e RIMA) en Surobi.
12/12/2010	Le VAB « Venus » déployé en Afghanistan : véhicule de commandement nomade. Semblables à n'importe quel autre VAB de poste de commandement, ceux-ci sont pourtant les premiers véhicules capables de transmettre par satellite tout en roulant.
15/12/2010	La TF Mousquetaire no 4 est engagée. Elle est commandée par le colonel Nicolas du 5e RHC.
17/12/2010	Mort du chef de bataillon Benoît Dupin, 2e REG.
18/12/2010	Mort du maître Jonathan Lefort, commando « marine (Trepel) ».
18-19/12/2010	**Opération *Allobroges Ferret* / BG Allobroges.**
23/12-02/01/2011	**Opération *Blacksmith Hammer* / BG Allobroges.**
25/12/2010	Visite d'Alain Juppé, ministre de la Défense accompagné du CEMA, l'amiral Guillaud. Ils passent Noël avec les troupes françaises en Afghanistan.
28/12/2010	**Opération « Montevidéo » / BG Richelieu.**

Année 2011

07/01-23/03/2011	Série d’opérations du BG Allobroges : saisie et contrôle de la passe de Jangali.
07/01/2011	**Opération *Storm Rumbling Puebla* / BG Richelieu.**
08/01/2011	Mort du sergent Hervé Guinaud, RICM.
09-27/01/2011	À la demande des insurgés, réalisation d’une pause opérationnelle pour permettre la relance des négociations pour la libération des journalistes français.
16/01/2011	Scandale provoqué par le rapport de l’abbé Benoît Julien de Pommerol.
18-21/01/2011	Monsieur Philippe Folliot, député, vice président de la commission de Défense nationale et des forces armées, a rendu visite aux forces françaises engagées en Afghanistan.
24/01/2011	Adoption du Concept Interamées 3.4 « Approche Globale dans la gestion des crises extérieures et contribution militaire ».
25-26-01/2011	**Opération « Koumac » / ELMO/ BG Richelieu.**
29/01-7/02/2011	**Opération *Storm Lightning* / BG Allobroges / BG Richelieu.**
04/02/2011	Aux environs de 20 heures, un hélicoptère « Tigre », qui escortait deux autres hélicoptères français de manœuvre entre la base de Tora en Surobi et Kaboul, a effectué un poser dur à une trentaine de kilomètres de la capitale.

12/02/2011	François Fillon annonce que les soldats français en campagne en Afghanistan bénéficieront de la campagne double (une année sur terrain vaut double pour la retraite). Actualisation et publication de la doctrine interarmées de fouille opérationnelle spécialisée DIA 03.17 N° 152 DEF/CICDE/NP par l'EMA/CICDE
13-21/02/2011	**Opération *Storm Rumbling 2* / TFLF.**
14-21/02/2011	**Opération « Puebla 2 » / BG Richlieu.**
15/02/2011	Début du mentoring à l'école de police du Wardak.
19/02/2011	Mort du chasseur du caporal-chef Clément Chamarier du 7e BCA.
23/02/2011	**Opération *Allobroges Endurance* / BG Allobroges**.
24/02/2011	Un nouveau Kandak (36) mentoré par une ELMO française, est pleinement opérationnel / Mort de l'adjudant-chef Bruno Fauquembergue, CFT.
28/02/2011	La 101e division aéroportée américaine impose à la TF Lafayette dans le cadre du plan *Eagle Winter* de nettoyer et de tenir l'axe Vermont ainsi que la Surobi au plus tard pour le 28 février 2011. L'impératif posé par les Américains est présenté comme un ultimatum. Les Français doivent

	faire le travail sous peine de voir des troupes américaines venir les suppléer.
02-05/03/2011	**Opération *Allobroges Endurance* / BG Allobroges – Suite**.
07-08/03/2011	**Opération *Afghanya Swords* / BG Allobroges.**
08/03/2011	**Opération *Tight Control* / ELMO/ BG Allobroges.**
13-14/03/2011	**Opération *Snake's Nest* / ELMO – TFLF.**
19/03/2011	**Opération *Allobroges Mugging* / BG Allobroges.**
21-22/03/2011	Intervention des plongeurs démineurs du 6e RG pour récupérer les dépouilles de trois afghans restés prisonniers de leur voiture tombée dans une rivière en Kapisa.
22/03/2011	Transfert de responsabilité / étape 1 – Hamid Karzaï lance le processus de transfert de la sécurité du pays aux forces afghanes. La Surobi ne fait pas partie des provinces concernées car jugée peu sûre.
23/03-13/05/2011	Opérations du bataillon interarmes Allobroges – Contrôle de la passe de Jangali et transformation des *Road Maintenance* *Team* en *Afghan Local Police*, tout en menant des opérations en Bedraou et en Alasay.
28/03/2011	Publication du manuel d'emploi et de mise en œuvre de la fouille opérationnelle au

	sein des forces terrestres EMP 30.571 par le CDEF/ DDO.
Avril 2011	La 101e division aéroportée lance le plan *Eagle Spring* et confie les tâches suivantes à la TFLF : neutraliser les bases insurgées en vallée d'Uzbin afin d'empêcher tout renfort ennemi vers Kaboul, nettoyer et tenir la *highway* 7 et l'axe routier Vermont.
01/04/2011	Projection de la capacité de fouille opérationnelle no 5 du 17e RGP. C'est le deuxième mandat de ce régiment. Retour de la capacité du 6e RG.
14/04/2011	Le député-maire Guy Teissier, président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, s'envole vers la France, après quatre jours en Afghanistan. Durant sa visite, le député, accompagné de cinq autres parlementaires, a rencontré les militaires français et a dressé un état des lieux de l'utilisation des ressources sur le théâtre afghan.
9-15/04/2011	**Opération *Eternal Blacksmith* / BG Allobroges.**
17-19/04/2011	Visite de Gérard Longuet et du CEMA (amiral Guillaud) en Afghanistan.
18/04/2011	L'équipe d'ACM BG Allobroges a profité de la sécurisation d'un convoi logistique le long de l'axe principal de la Kapisa pour

	rencontrer les habitants d'un village situé au nord de Tagab, en vallée d'Alasay.
20/04/2011	Mort du caporal-chef Alexandre Rivière, 2e RIMA.
26/04/2011	À Nijrab s'est déroulée la cérémonie de transfert d'autorité des chefs de détachements ELMO attachés au Kandak 33.
	Opération *Enduring Confidence* / BG Allobroges.
27/04/2011	ACM – Inauguration du pont de Naghlu reliant Surobi-ville à Tagab. Projet de l'équipe de reconstruction provinciale américaine et du BG Richelieu.
29/04/2011	À Tanguy Abreshum, pendant plus de 12 heures, une compagnie de l'Armée nationale afghane et ses ELMO a repoussé 30 insurgés solidement installés en embuscade dans une montagne difficile d'accès.
02/05/2011	Mort d'Oussama Ben Laden – tué lors d'une opération spéciale américaine au Pakistan.
	Mise en place des ALP.
04-07/05/2011	**Opération « Takrouna » / ELMO.**
10/05/2011	Un militaire français est tué lors d'une reconnaissance d'axe. Mort du caporal-chef Loïc Roperh, 13e RG.
13/05/2011	**TFLF n° 4 – Relève du BG Allobroges**

	par le BG Raptor du 1er RCP en Kapisa. Il est commandé par le colonel Renaud Sénétaire. Le BG RAPTOR est la première unité avec le BG Quinze-Deux à utiliser le missile « Javelin » en Afghanistan.
15/05/2011	Dans la vallée d'Alasay, le BG Raptor connaît son premier engagement aux côtés des forces de sécurité afghanes dans des combats contre l'insurrection à proximité des villages de Tatarkhel, Jalokhel et Landakhel.
17/05/2011	**TFLF n° 4 – Le général de brigade Emmanuel Maurin, commandant la 11e brigade parachutiste, a succédé au général de brigade Jean-François Hogard à la tête de la TFLF.**
18/05/2011	En début de nuit, sur le poste de combat avancé 46, un militaire français est décédé et quatre autres ont été blessés par l'explosion accidentelle d'une munition. Mort du caporal Cyril Louaisil, 2e RIMA.
21 et 22/05/2011	**Opération « Toulon » / BG Richelieu**.
26-27/05/2011	**Opération *Go Fast* / BG Raptor**.
30/05-02/06/2011	**Opération *Quantum of Mercy* / BG Raptor.**
01/06/2011	Engagement de la Task Force Mousquetaire n° 5. Elle est commandée

	par le lieutenant-colonel Beutter du 3e RHC. En Kapisa, un militaire français a été tué au cours d'un accrochage pendant une opération de reconnaissance et de recherche de caches d'armes. Mort du sergent Guillaume Nunes Patego, 17e RGP.
02/06/2011	Le général Maurin, commandant la TF Lafayette s'est rendu à Charikar dans la province du Parwan afin de participer à une *shura* sur la situation sécuritaire des provinces du Parwan, du Panjshayr et de la Kapisa.
06-11/06/2011	**Opération de sécurisation du recrutement des ALP.**
08/06/2011	**TFLF n° 4 – Relève du BG Richelieu par le BG Quinze-Deux en Surobi.** Le BG est placé sous le commandement du colonel Lionel Jeand'heur **(**152e RI). ACM**-** L'équipe des actions civilo-militaires de Nijrab accompagnée par des soldats de l'armée nationale afghane, a visité la clinique de Garay, dans la vallée d'Afghanya afin de contrôler l'avancée des travaux d'électrification des bâtiments et de recenser les besoins des médecins en équipements et en médicaments.
08-13/06/2011	**Opération Oqab Behar VII / TFLF.**
10/06/2011	Crash d'une « Gazelle » au nord de

	Bagram. Le pilote est tué. En fin de journée, un militaire français, embarqué à bord d'un véhicule blindé et en retour de mission vers sa base à Tagab, s'est très gravement blessé avec son arme. Mort du capitaine Mathieu Gaudin, 3e RHC et du caporal-chef Lionel Chevalier, 35e RI.
14/06/2011	ACM – Des représentants du Pôle de stabilité, une équipe d'ACM et un médecin de la TFLF, se sont rendus dans la vallée de Nijrab, dans la province de Kapisa, avec pour objectif de faire aboutir deux projets dans les domaines de l'éducation et de la santé.
18/06/2011	Mort du caporal Florian Morillon, 1er RCP.
19-27/06/2011	**Opération *Eagle 4 Take-off* /ANA/ BG Raptor.**
20/06/2011	M. Jocelyn de Rohan, président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères et de la Défense, M. Jacques Berthou, sénateur de l'Ain et Mme Michelle Demesine, sénatrice du Nord, se sont rendus à Kaboul avant d'aller à la rencontre des forces françaises et afghanes en Kapisa et en Surobi. ACM **–** Le gouverneur du district de Surobi, M. Haqbin, a inauguré l'Organisme de Coordination et de Coopération du District (OCC-D) à Naghlu.
25/06/2011	Mort du caporal-chef Gilles Hugodot, 1er

	RCP.
29/06/2011	Libération des deux journalistes français Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier ainsi que de leur interprète. **Opération de diversion supposée du BG Quinze-Deux baptisée par les soldats « Pot de miel ».**
01/07/2011	Déménagement du centre contre-IED de l'école du génie au nouveau Centre Inter-Armées Munex (CIAM) / Dissolution Échelon Central NEDEX.
01-11/07/2011	**Opération « Shamshir » / TFLF.**
04/07/2011	Dissolution de la brigade des ELMO-Dissolution de la brigade ELMO des forces françaises en Afghanistan.
11/07/2011	Mort du brigadier-chef Clément Kovac, 1er RCH.
12/07/2011	Le président de la République, Nicolas Sarkozy, le chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud ainsi que le chef d'état-major particulier, le général Puga se sont rendus en Afghanistan sur la base opérationnelle avancée Surobi.
13/07/2011	Attentat suicide de Joybar. 5 soldats français sont tués dans une attaque suicide en Kapisa. Morts : capitaine Thomas Gauvin, adjudant-chef Laurent Marsol du 1er RCP, adjudant-chef Emmanuel Techer, adjudant-chef Jean-

	Marc Gueniat du 17e RGP et le sergent Sébastien Vermeille – SIRPA Terre de Lyon.
14/07/2011	Un élément composé de forces spéciales de la brigade La Fayette et de policiers afghans est engagé dans le cadre d'une patrouille conjointe avec la police locale en vallée d'Alasay. Un commando « marine » est tué. Mort de maître Benjamin Bourdet – commando Jaubert.
15-18/07/2011	Visite du général Irastorza, CEMAT.
16/07/2011	Destruction de MB2A (le châtelard) face au poste de combat 52 par des sapeurs du 19e RG.
18/07/2011	**FIAS n°14 –** Transfert du commandement des troupes de l'OTAN au général John Allen (États-Unis).
18-20/07/2011	**Opération *Green Stork 3* / BG Quinze-Deux.**
19/07/2011	Hommage national aux Invalides rendu aux soldats français tués en Afghanistan.
23-31/07/2011	Une vingtaine de cadres et militaires du rang appartenant au *Kandak* 33 ont été formés aux techniques de détection et de lutte contre les engins explosifs improvisés, sur la base opérationnelle avancée de Nijrab.
27/07/2011	Trois civils afghans tués et trois autres blessés par un soldat français après un refus de s'arrêter à un point de contrôle.

28-30/07/2011	**Opération *ALP Rescue* / ANA/ELMO.**
07/08/2011	Morts du caporal-chef Kisan Bahadur Thapa et du caporal Gerardus Jansen du 2e REP. Forte suspicion de tir fratricide.
11/08/2011	Mort du sergent Facrou Housseini Ali – 19e RG.
13/08/2011	Quatre caches importantes d'armements et de munitions ont été découvertes par l'armée afghane et le BG Raptor. Les munitions collectées ont été détruites sur place.
14/08/2011	Mort du capitaine Camille Levrel – 152e RI.
20/08/2011	Durant la nuit, dans la vallée de Ghayn (Kapisa), les hommes de l'ALP ont dû faire face à un groupe d'une dizaine d'insurgés qui s'apprêtaient à attaquer leur poste. Les policiers afghans ont alors demandé le concours de la TFLF.
29/08/2011	**Opération *Green Stork 7* / BG Quinze-Deux.**
05/09/2011	La TFLF a reçu les médias locaux de Kapisa dans la base de Nijrab pour leur présenter le travail des forces de sécurité afghanes dans la province et les projets de développement menés par la coalition.
07/09/2011	**BG Raptor – Opération *Red Stork 2* / BG Quinze-Deux** / Mort du capitaine Valéry Tholy, 17e RGP.
20/09/2011	**Opération *Condor Circle* / TFLF/ ANA.**

23-25/09/2011	Visite du général Ract Madoux, nouveau CEMAT.
28/09/2011	**Opération *Orange Stork 2* / BG Quinze-Deux**.
Courant 09/2011	Le poste de combat avancé Hassanabat, en fond de vallée d'Alasay, anciennement « Belda », a été transféré à l'armée afghane.
01-06/10/2011	**Opération « Rapier 2 » / BG Quinze-Deux.**
12/10/2011	Sur le camp militaire français de Tagab, des militaires de la 3e section de la 4e compagnie du BG Raptor ont dispensé une instruction sur le combat en localité au profit de 50 soldats de l'ANA. L'objectif était de montrer comment mettre en place des appuis et investir des bâtiments.
15/10/2011	**TFLF n° 5 – Sur le camp militaire français de Nijrab, le général Jean-Pierre Palasset a succédé au général Emmanuel Maurin à la tête de la TF Lafayette**.
16-17/10/2011	Des sapeurs de la compagnie du génie du BG Raptor ont participé à la réalisation de travaux de protection de la cité administrative de Mahmoud e Raqi.
17/10/2011	ACM — 30 militaires du *Kandak* 33 et une équipe d'ACM se sont rendus à l'école Zarshoy de Nijrab. Cette mission avait pour objectif d'évaluer, avec le directeur

	de l’école et l’inspecteur académique, les besoins en matière de construction de nouvelles salles de classe et de sanitaires en particulier pour les filles. L’ANA en a profité pour distribuer du matériel scolaire aux élèves ainsi qu’aux professeurs : 300 fournitures scolaires, des poteaux, 1 filet et des ballons de volley-ball.
19/10/2011	Retour de la compagnie du 2e REP : 200 militaires désengagés d’Afghanistan.
25/10/2011	**Opération *Orange Stork 3* / BG Quinze-Deux / ELMO / ANA.**
1/11/2011	Le général de Bavinchove, commandant le corps européen, a pris les fonctions de chef d’état-major de la FIAS, commandée par le général américain John Allen.
02/11/2011	***Condor Circle*, nom de code des opérations de protection des convois logistiques franco-afghans, qui ravitaillent les bases militaires de Nijrab et de Tagab depuis Kaboul.**
06-23/11/2011	Les forces de sécurité afghanes ont mis en œuvre le plan *Kaboul Shield* en vue d’accroître le niveau de sécurité de la province de Kaboul et de prévenir les tentatives d’attentats pendant que se tenait la *Loya Jirga*, la grande assemblée traditionnelle, qui était convoquée du 16 au 19 novembre.

07/11/2011	**TFLF n° 5 – Relève du BG Raptor par le BG *Tiger II* du 27e BCA.** Le 27e BCA succède au 1er RCP.
14/11/2011	Mort du légionnaire de caporal Goran Franjkovic, 2e REG.
15/11/2011	Le général de Bavinchove, chef d'état-major de la FIAS et représentant national de la France en Afghanistan, est venu à la rencontre des soldats de la TF Lafayette.
16/11/2011	**Opération « Gyrfalcon » / ANA/BG *Tiger II* /ELMO.**
20-21/11/2011	**Opération *Crossbow* / ANA/ELMO/BG Quinze-Deux.**
23/11/2011	Les soldats du 32e *Kandak* d'infanterie de l'armée afghane ont terminé la construction d'un poste d'appui sur l'axe principal qui traverse la Surobi, la *Highway 7*. Profitant du dispositif déployé dans le cadre de la sécurisation de la région de Kaboul pour la *Loya Jirga*, la grande assemblée traditionnelle, les forces afghanes ont renforcé leur dispositif de contrôle de la *Highway 7*.
27/11/2011	Transfert de responsabilité / étape 2 – Annonce du président Karzaï de l'inscription de la Surobi au processus de transition.
30/11-14/12/2011	Formation d'une équipe de reporter d'image de l'ANA car la cellule communication de la TFLF.

30/11/2011	**Engagement de la Task Force Mousquetaire n° 6**, sous le commandement du lieutenant-colonel Cirée du 5e RHC.
08/12/2011	**Opération « Chaparay Ghar » / ANA / ELMO / BG Quinze-Deux.**
09/12/2011	**TFLF n° 5 – Relève du BG Quinze-Deux par le BG Picardie.** Le 1er RI succède au 152e RI.
16-20/12/2011	**Opération *Hunting Spear 1* / ANA / TFLF / ELMO.**
22/12/2011	Une cérémonie de fin de formation des commandos de l'ANA s'est tenue sur la base opérationnelle avancée *Morehead*, au sud de Kaboul. Cette cérémonie marquait également la fin de la mission d'instruction pour le détachement des forces spéciales françaises, engagées depuis 2007 dans la formation des commandos de l'ANA.
23-25/12/2011	L'amiral Édouard Guillaud, CEMA, en visite en Afghanistan.
28-31/12/2011	**Opération *Hunting Spears 2* / BG *Tiger II* / ELMO /** Morts : major Mohammed EL Gharrafi et sergent-chef Damien Zingarelli du 2e REG (29/12).

Année 2012

02/01/2012	Plus de 40 soldats du BG *Tiger II* ont conduit une mission de surveillance et d'appui au profit des militaires afghans du *Kandak* 31, qui effectuaient une patrouille sur le pont de Tagab en direction de Shekut.
02-08/01/2012	**Opération *Hunting Spears 3* / ANA/ BG *Tiger II* / ELMO.**
03/01/2012	Le *Kandak* 32 de l'ANA a conduit une opération civilo militaire en vallée de Tizin. Plus de 230 militaires français du BG Picardie étaient en appui.
19-25/01/2012	**Opération *Valley Flood* / BG *Tiger II.***
20/01/2012	Attaque contre les mentors de l'ELMO Appui du *Kandak* 34 sur la base de Gwan. Morts : major Fabien Willm, major Denis Estin, maréchal des logis Geoffrey Baumela – 93e RAM et adjudant Svilen Simeonov – 2e REG.
21-22/01/2012	Le ministre de la Défense, M. Gérard Longuet, et le CEMA, l'amiral Édouard Guillaud, se sont rendus en Afghanistan.
24-28/01/2012	Un premier avion Antonov ramène des véhicules français en métropole.
27/01/2012	À Paris, signature d'un traité de partenariat stratégique entre la France et l'Afghanistan.
30/01-12/02/2012	Une compagnie du BG *Tiger II* et des gendarmes ont assuré la formation de 50

	ALP provenant des vallées de Nijrab.
Fin 01/2012	Mesures d'urgence pour la sécurité des équipes de liaison en Afghanistan : séparation des contingents français et afghans et renforcement des contrôles aux entrées.
Courant 01/2012	Début de formation de deux sections de la *Road Clearance Company* (RCC) par le DOIP français. Elles doivent opérer en appui des bataillons afghans, en Surobi et en Kapisa. Une troisième section doit être formée.
02/02/2012	Transfert du poste de combat avancé Alasay à l'ANA. Le 1er *Kandak* de la 3e brigade assure désormais seul la responsabilité du poste situé au cœur de la vallée d'Alasay.
05/02/2012	Le BG *Tiger II* renforcé des sapeurs du DOIP a appuyé les forces de sécurité afghanes dans une opération de sécurisation de la vallée de Showki.
14/02/2012	Les militaires français de la brigade Lafayette ont achevé la formation d'une équipe image afghane. Il s'agit de former les Afghans aux métiers de l'image (conception et organisation de reportage, prises de vue, montage, etc.). Elle est organisée au profit des militaires de la 3e brigade afghane.
	Le *Kandak* 32 a conduit une opération de

	présence avec l’appui du BG Picardie dans la vallée de Jegdalak en Surobi.
16/02/2012	Le détachement de drones « Harfang » a effectué sa dernière mission sur le théâtre afghan**.** Les autorités afghanes de Surobi ont lancé une campagne d’affichage, réalisée avec l’appui de la TFLF, illustrant la transition à venir. Celui-ci correspond au transfert progressif des responsabilités de la FIAS au profit de l’armée et de la police nationale afghane.
19/02/2012	Inauguration du monument aux morts « Aux soldats français morts en Afghanistan » au camp de *Warehouse* (Kaboul) par le général de Bavinchove et le colonel L’Hôte.
20-27/02/2012	**Opération « Scimitar » / ANA / BG *Tiger II* / ELMO.**
26/02/2012	Publication du rapport d’information sur le retrait d’Afghanistan, réalisé par la commission de la défense nationale et des forces armées. Il est présenté par Philippe Meunier et Philippe Nauche.
01/03/2012	**Opération *Condor Circle* / ANA/ TFLF.**
06/03/2012	**Opération *Orange Stork* / ANA / BG Picardie.**
10-19/03/2012	Le BG *Tiger II*, appuyé par cinq instructeurs de la police afghane, a formé une quarantaine de miliciens de l’ALP qui

	seront ensuite affectés dans la région de Shekut, à l'entrée de la vallée d'Alasay.
13/03/2012	Six militaires américains ont été décorés de la Croix de la valeur militaire avec citation à l'ordre de la brigade. Au total, 20 militaires américains ont été décorés par leurs frères d'armes français depuis le début de l'année.
13-16/03/2012	**Opération *Yellow Stork* / ANA/ BG Picardie.** **Dernière opération entre l'ANA et un DLAS des troupes françaises stationnées en Surobi.**
16-19/03/2012	**Opération *Hunting Spears 5* / ANA / BG *Tiger II.***
21-25/03/2012	Le BG *Tiger II* a transféré le poste de combat avancé Shekut et le poste 52 à l'armée afghane qui les arme désormais de manière autonome.
27/03/2012	Un militaire français, qui avait été gravement blessé lors de l'attaque d'un soldat afghan contre des soldats français le 20 janvier dernier, est décédé des suites de ses blessures dans un hôpital militaire en région parisienne. Mort du chef d'escadron Christophe Schnetterle, 93e RAM.
28/03/2012	Départ d'une compagnie de combat du BG Picardie (200 militaires) qui opérait en Surobi.

02-09/04/2012	**Opération *Hunting Spears 6* / ANA/ BG *Tiger II.***
12/04/2012	Transfert officiel de la province de Surobi à l'ANA.
14/04/2012	**TFLF n° 6 – Sur le camp de Nijrab en Afghanistan, le général Éric Hautecloque-Raysz a succédé au général Jean-Pierre Palasset comme commandant de la TFLF.**
16-17/04/2012	**Opération « Maiwand » / ANA / BG Picardie.**
23-25/04/2012	**Opération *Green Stork* / ANA / BG Picardie.**
23/04-11/05/2012	Sur la base opérationnelle avancée de Nijrab, le DOIP de la brigade Lafayette a terminé la formation de la compagnie de reconnaissance d'axes et lutte contre les engins explosifs improvisés : la *Road Clearance Company* (RCC). Il s'agissait de former la troisième et dernière section (*Road Clearance Platoon, RCP*) de cette compagnie.
25-26/04/2012	**Opération « Basha » / ANA / BG *Tiger II*.**
01-02/05/2012	**Opération *Condor Circle* / ANA/ TFLF.**
02-04/05/2012	L'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées, s'est rendu en Afghanistan où il a inspecté les forces françaises déployées en Surobi, Kapisa et

	à Kaboul et a rencontré les autorités afghanes et de la force de l'OTAN.
06/05/2012	Élection de François Hollande face à Nicolas Sarkozy, comme président de la République.
07/05/2012	**TFLF n° 6 – Relève du BG *Tiger II* du 27e BCA par le BG *Steel* (Acier) du 92e RI.**
08/05/2012	Le Kandak 32 de l'ANA a conduit une patrouille dans le village de Joybar, à l'entrée de la vallée d'Alasay (province de Kapisa). Cette patrouille à pied était appuyée par un dispositif mixte franco-afghan articulé autour d'une section appui du Kandak et une section d'appui feu du BG *Steel* placés au nord de la base opérationnelle avancée de Tagab. Elle était planifiée et conduite par l'officier opération du Kandak, qui assurait la liaison avec le BG *Steel*.
13/05/2012	Transfert de responsabilité / étape 3 – Le Président Karzaï annonce le contenu de la troisième tranche de transferts de districts et de provinces.
18/05/2012	Sommet G8 à Washington. François Hollande rappelle à Barack Obama que les forces françaises combattantes se retireront d'Afghanistan d'ici la fin de l'année 2012 conformément à son engagement électoral.

19-20/05/2012	**Opération « Condor 45 » – BG *Steel*. DLAS au profit l'armée afghane dans la vallée de Joybar (*Kandak* 32 et 33 et ANP)**.
19-21/05/2012	**BG *Steel* et BG Picardie – DLAS au profit de l'armée afghane dans leurs zones respectives. Pas d'accrochages.**
20-21/05/2012	Lors de la conférence de Chicago, les pays membres de l'OTAN s'accordent sur le retrait des troupes en 2014.
25/05/2012	M. François Hollande, président de la République, se rend en Afghanistan.
25-31/05/2012	**Opération *Hunting Spears 7* / ANA / TFLF.**
30/05/2012	Engagement de la Task Force Mousquetaire n° 7 sous le commandement du lieutenant-colonel Mouret (1er RHC).
04/06/2012	**TFLF n° 6 – Relève entre le BG Picardie du 1er RI et le BG *Wild Geese* (oies sauvages) du 92e RI.** Ce dernier arme désormais le bataillon interarmes qui opère en Surobi.
09/06/2012	ACM – 4 militaires français ont été tués, 5 autres blessés dont 3 gravement et 2 plus légèrement. 2 Afghans, interprètes des militaires, ont été tués et 2 civils afghans ont été blessés. Morts des majors Thierry Serrat, Giac, adjudant Stéphane Prudhom,

	maréchal des logis chef Pierre-Olivier Lumineau, brigadier-chef Yoann Marcillan.
10-11/06/2012	Le CEMA, l'amiral Édouard Guillaud a accompagné le ministre de la Défense, M. Jean-Yves Le Drian, en Afghanistan.
12/06/2012	ACM- le *Kandak* 31 de l'ANA, appuyé par le BG *Wild Geese*, a conduit une action civilo-militaire dans la vallée de Tizin en Surobi. Appuyés par les militaires français, les militaires afghans se sont déployés au fond de la vallée de Tizin. Après avoir sécurisé le village de Lay Kaby, ils ont procédé à une distribution de matériel agricole au profit de la population locale.
17/06/2012	Les forces de sécurité afghanes ont sécurisé le ravitaillement du poste de combat avancé d'Anjiran dans le sud de la Kapisa.
18/06/2012	ACM – Cérémonie d'inauguration des transformateurs de la ligne électrique qui desservira, à terme, l'ensemble de la province de Kapisa, s'est déroulée à Mahmud-e-Raqi. Il s'agit d'un projet lancé en 2011 et financé par la France.
27-29/06/2012	**Opération « Gyrfalcon 16 » / ANA / BG *Steel.***
04/07/2012	Transfert de la Kapisa – La cérémonie de transition de la province de Kapisa s'est déroulée à Mahmud-e-Raqi. Elle officialise symboliquement le transfert de la

	responsabilité de la province de la force internationale de l'OTAN aux autorités afghanes dans le cadre du processus de transition de la province, lancé le 13 mai 2012.
06/07/2012	**Opération *Condor Circle* 30 – Le bataillon logistique (BATLOG) / BG Acier.**
08/07/2012	**Opération *Black Stork* – BG *Wild Geese.***
10-11/07/2012	**Opération *Green Stork 19* – BG *Wild Geese.***
12/07/2012	**Opération *Condor 64* – BG *Steel.***
16/07/2012	L'ANA a officiellement pris en compte le poste de combat avancé d'Anjiran, situé dans le sud de la vallée de Tagab, dont elle assure désormais seule la responsabilité avec des éléments du *Kandak* 36 de la 3e brigade afghane / **Opération *Green Stork 20* – BG *Wild Geese*.**
16-18/07/2012	Visite de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. Préparation de la phase de retrait logistique.
31/07/2012	Les troupes françaises quittent la province de Surobi. Les 250 soldats français encore présents dans le district de Surobi quittent la base de Tora, où était installé le commandement français depuis le déploiement des troupes dans la zone en 2008.

	Cérémonie de transfert officiel de la base opérationnelle avancée de Surobi aux forces de sécurités afghanes.
07/08/2012	**ELMO / *Advisory Team* (AT) –** Mort du major Franck Bouzet, 13e BCA. **Opération *Condor Circle 72* – compagnie interarmes « vert » 16e BC / BG *Steel***
09/08/2012	Départ de 150 soldats français suite au transfert de la base opérationnelle avancée Surobi à l'ANA.
16/08/2012	**Opération *Grey Geese 3* – BG *Wild Geese*.**
22/08/2012	**Opération *Condor Circle* 74 – BG *Steel*.**
27/08/2012	La TFLF a organisé une *shura* plénière au profit des chefs de la police locale afghane des districts de Nijrab et Tagab, sur la base opérationnelle avancée de Nijrab.
31/08/2012	Déploiement du VAB « Ultima » en Afghanistan : surprotégé avec des plaques sous le véhicule, des sièges suspendus, un plancher flottant et des ceintures de sécurité et harnais.
02/09/2012	Opération du BG *Steel* contre les insurgés de la vallée de Tagab.
03/09/2012	**Opération *Condor Circle 76* – BG *Steel*.** **Opération Gyrfalcon 21 – BG *Steel* / DOIP / AT.**

04/09/2012	**Opération *Blue Stork 78* – BG *Wild Geese*.**
07/09/2012	**Opération *Hunting Spear* – BG *Steel.***
15-19/09/2012	**Opération « Saboz 1 » – BG *Wild Geese* en appui ANA*.***
30/09/2012	Départ de Tagab. Les 130 derniers soldats de la compagnie interarmes « Vert » du BG *Steel* de la TFLF ont quitté la base opérationnelle avancée de Tagab. **Opération « Condor Ramscapelle »** – désengagement des éléments français de Tagab.
01/10/2012	La France a pris le commandement de la zone militaire de l'aéroport international de Kaboul. Une responsabilité pour les forces françaises au sein de la FIAS confiée au général de brigade aérienne Philippe Adam.
6-7/10/2012	Désengagement de quatre hélicoptères « Gazelle ».
12-14/10/2012	**Opération *Falcon 17* – BG *Steel.***
28/10/2012	**Opération *Blue Stork 85* – BG *Wild Geese*.** Sécurisation du premier convoi de désengagement de Naghlu.
02/11/2012	La compagnie interarmes « Jonquille » du BG *Steel* a quitté la base opérationnelle avancée de Nijrab après six mois de présence en Kapisa.
04/11/2012	**Cérémonie de transfert d'autorité**

	entre le colonel Gilles Haberey commandant le BG *Wild Geese* et le colonel Bertrand Joret commandant le Bataillon Aquitaine au camp de *Warehouse*. Rattaché au *French National Contingent Commander* (NCC), le nouveau bataillon évoluera principalement dans la région de Kaboul.
06/11/2012	Réélection de Barack Obama comme président des États-Unis.
20/11/2012	**Cérémonie officialisant le transfert de la base opérationnelle avancée de Nijrab au 201e corps de l'armée nationale afghane**. Le départ des soldats français (BG *Steel*) de Nijrab marque la fin des opérations françaises en Kapisa et le retrait des troupes participant directement aux actions de combat en Afghanistan. Cette cérémonie marque la fin de l'appui direct aux opérations des forces de sécurité afghanes et donc une autonomie renforcée de celle-ci dans la province.
24/11/2012	Les derniers éléments présents à l'*Operation Coordination Center Province* (OCCP) de Mahmud e Raki (MeR) ont été désengagés.
25/11/2012	**Fin de la TF Lafayette**. Sur la place d'armes du Camp *Warehouse* à Kaboul, a eu lieu la cérémonie de transfert de la zone de responsabilité de la TFLF n° 6 à la

	3e brigade de l’ANA. Ce transfert marque le désengagement de la brigade Lafayette en Afghanistan.
	Fin de mission pour le centre météo air déployable de Douchanbe. Mis en place en 2005, il a fourni les prévisions météorologiques nécessaires à l’accomplissement des missions de toutes les unités opérant sur le théâtre Afghan.
	Départ des conseillers « état-major » du poste de combat avancé de Naghlu. Les conseillers du *Kandak* 35, spécialistes du soutien, et du *Kandak* 34, spécialistes génie et artillerie étaient également stationnés à Naghlu. Transfert aux Américains.
30/11/2012	Deux hélicoptères de manœuvre du bataillon d’hélicoptères ont quitté l’Afghanistan pour regagner la France. Le détachement passe en format détachement d’hélicoptère.
01/12/2012	**Le général de brigade Francisco Soriano a pris le commandement de l’état-major de l’opération Pamir.** Un échelon de commandement unique qui succède à celui de la *Task Force* Lafayette et remplace celui du *National Contingent Command* (NCC). Il est stationné au camp de *Warehouse* (Kaboul). Pour remplir ces missions, l’état-major

	Pamir dispose d’unités subordonnées : le bataillon logistique Koufra, le bataillon de protection Aquitaine et le détachement d’hélicoptères Mousquetaire.
02/12/2012	Départ de la TF Mousquetaire n° 7. Elle est relevée par le lieutenant-colonel François Gérard (3e RHC) qui prend la tête du détachement.
	Attaque contre la base de l’OTAN de Jalalabad.
01/12/2012	Dissolution de la TF *Jehol* des forces spéciales.
	Le général de brigade Francisco Soriano a pris le commandement de l’état-major Pamir.
31/12/2012	Visite du ministre de la Défense à Kaboul.

Index

Acier (BG) 15, 16 180, 334, 443, 477, 479

Actions Civilo-militaires (ou CIMIC) 73, 334, 443, 445, 449, 451, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 469, 471, 473, 479

Adaptation réactive 118, 137, 334

Adizaï 180

Afghan Commando School 2 60

Afghanisation (stratégie) 56, 120, 180

Afghan Local Police 10 180, 469, 471, 473, 476-477

Afghan National Security Forces 2, 3 334

Afghanya Swords (opération) 2 180

Agencement de l'Espace Terrestre 334

Ahmed Shah Massoud 33, 334

Aide Médicale Gratuite 60, 334, 445, 457

Akhskharkhel 180

Allobroges (BG) 34, 35, 36, 37 180, 467, 469, 471

Allobroges Endurance (opération) 3, 4 469

Allobroges Ferret (opération) 3 180, 467

Allobroges Mugging (opération) 3 180, 469

Al-Qaïda 2 334

Alternate Supply Road 1

Altor Amaretu (opération) 221, 463

Altor Colomba (opération) 216, 463

Altor Libecciu (opération) 217, 463

Altor (TF) 31, 32, 33, 34, 35, 36 180, 204-206, 209-210, 212, 215, 217-218, 220, 224, 334, 461, 463, 465

ANA Alone 180-181

Anaconda (opération) 48, 54, 69

ANP (*Afghan National Police*) 5, 6 334, 479

Aquitaine 180, 481

Aragonès Jacques (colonel) 122, 126, 128, 147, 455

Aravis (MRAP) 6 180, 194, 327, 467

Arbalet (opération) 144, 455

Armée nationale afghane 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182 17, 48, 51-52, 57, 59-60, 66, 68-69, 73-74, 84, 87, 93, 118-120, 126, 132, 141, 143, 180-181, 184, 211, 213-214, 216, 221, 328, 334, 441, 444-445, 449, 451, 455, 459, 461, 463, 465, 471, 473, 475-477, 479, 481, N4, N174

ASS (opération) 60

Avalon (opération) 2 459

Aviation légère de l'armée de terre 135, 334

Bagram 42, 66, 70, 80, 85, 95, 118, 120, 126, 129, 180, 183, 216, 325, 444, 459, 471

Bandera (opération) 118

Bastion Wall 19, 20, 21 70, 118, 145, 180, 213, 324, 327

Bataillon Cynophile de l'Armée de Terre 3, 4, 5, 6, 7, 8 180, 334

Bataillon de chasseurs 60, 74, 180, 334, 443, 449, 451, 479

Bataillon de Chasseurs Alpins 35, 36, 37, 38 60, 67, 69, 118, 180, 205, 211, 225, 334, 441, 451, 455, 457, 459, 461, 467, 469, 475, 477, 479

Bataillon Français 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 66, 334, 441, 443, 445, 449, 451, 455

BATPROTEC 180

Bayonet (opération) 2, 3 144

Begon de Larouzière (de) Geoffroy (colonel) 180

Bellot des Minières Eric (colonel) 4, 5, 6, 7, 8 205, 208, 218

Bison (BG) 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 180, 221, 465, 467

Bison Buffer (opérations) 4, 5 180, 465

Bison Ruck (opérations) 3 180, 467

Bison Scrum (opérations) 180, 465

Black Centaur (opération) 3 216, 463

Black Citadella (opération) 212

Black Rock (TF) 46 118, 180, 204, 206, 210, 212, 215-216, 223, 459, 461, 463

Blacksmith Hammer (opération) 4 180, 467

Bloodhound (opération) 4, 5 118, 459

Bot (le) Franck (général) 60, 449

Brest Thunder (opération) 3 118, 459

Bridge (opération) 6 208, 210, 455, 459, 463

Brigade Blindée 61, 124, 180, 334

Brigade d'infanterie de montagne 9, 10 60-61, 68, 118, 180, 184, 334

Brigade Lafayette 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134 78, 118, 124, 180-181, 183-184, 187-189, 191-192, 194-196, 203-204, 206, 212, 216, 221, 326-328, 330, 334, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475, 477, 479, 481, N19

Brigade légère blindée 60-61, 118, 334

Brigade Logistique 60, 334

Brigade Mécanisée 5, 6, 7, 8, 9 61, 180, 334, 461

Brigade Parachutiste 60-61, 140, 180, 334

Britany Tiger (opération) 118, 459

Bucarest (sommet de) 55, 121, 455

Buffalo (MRAP) 9, 10, 11 118, 194, 211, 223, 327, 459

Bull Track (opération) 3 211, 461

Camel Trophy (opération) 3 118, 459

Cellule contre IED 326, 334, 463

Centre de doctrine et d'Emploi des Forces 16 143, 334, 457, 469, N158, N160

Centre d'Entrainement et de Préparation au Combat 334, N17

Centre de Planification et de Conduite des Opérations 41, 73, 180, 334

Centre des Forces Terrestres 334, 469

Cervins (de) Olivier (colonel) 124

Chanson Francis (colonel) 118, 124

Chaparay Ghar 180, 475

Chatelus Franck (colonel) 118

Chavancy Pierre (général) 180, 216, 463, 467

Chef d'État Major de l'Armée de Terre 9 75, 334, 455, 467, 473

Chef d'État Major des Armées 41, 74, 76, 334, 441, 443, 445, 449, 451, 455, 459, 461, 463, 467, 469, 476, 479, N145

Chicago (conférence) 60, 180, 479

Claymore (opération) 144, 455

Cloche à fromage (tactique) 3 118, 124

Coalition 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82 19, 35, 37, 44, 48-49, 51-53, 55, 58, 60, 69-71, 74, 87, 90, 118-119, 134, 138, 142, 144, 147, 180, 185, 190, 196-197, 199-202, 204, 208, 215, 217, 323-324, 330, 455, 473, N155, N170, N182

Collet Patrick (colonel) 60

Combined Security Transition Command-Afghanistan 1

Commandement régional-capitale 27, 28, 29 60, 118-119, 122, 124, 127, 131, 142-143, 180, 184, 334, 449, 459

Commandement régional-est 334, 449

Commandement régional-nord 334

Commandement régional-ouest 334

Commandement régional-sud 60, 334, 449

Commandos parachutistes de l'air 5, 6 75, 180, 334, 449

compoundisation zonale défensive (tactique) 180

Comprehensive Approch 54

Condor Ramscapelle (opération) 180, 481

Contrôleur Administratif France 72, 334

Converted Try (opérations) 180, 465

Corbet Thierry (colonel) 67, 69

Corneille (opération) 118, 459

CP 42 180

CP 44 180

CP 51 1

CP 52 180

Dabo (opérations) 118, 459

Dague (opération) 143, 455

Daisy Chain 5 70, 180

Dandawach 180

Daram Daram 180

Da Vinci (opération) 144, 455

Davis Daniel (lieutenant-colonel) 59

Deep Gorges (opération) 60, 451

Délégation Générale de l'Armement 138, 334, 455, 459

Département d'Expertise et de Formation au Déminage 119, 334, 455

Département Étude et Prospective 2 334

Desportes Vincent (général) 7, 8, 9 180, 461, 463, 465

Détachement d'Assistance Opérationnelle 334, 459

Détachement de Liaison 76, 334

Détachement de Liaison de Reconnaissance du Génie 4 65, 334, 440

Détachement d'Instruction Opérationnelle 68, 334, 441, 443, 459

Détachement d'Ouverture d'Itinéraire Piégé 25, 26, 27 118, 129, 145, 180, 192, 194, 206, 208, 224, 334, 457, 459, 463, 476-477, 481

Détachement du génie 91, 334

Détachement Interarmes 6 334, 451, 469

Detainee Traitment Act 43

Diables rouges
152e RI 180

Dinner Out (opération) 118

Direction du Renseignement Militaire 41, 334

District de police *ou Police District* 4 72, 77, 334

Division Retour d'Expérience 8 334, N158, N160

Djihad 67, 132, 334

DLAS 15 180, 477, 479

Dragon Bridge (opération) 118

Dragon (TF) 21, 22, 23 71, 118, 205, 334, 459, 461, N178

Druart Marcel (général) 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 118, 180-181, 184-185, 189, 210, 213, 215-216, 221, 224, 334, 459, 461, 463

Ducret Henry (colonel) 60, 96

Duffour Jacques (colonel) 90, 97

Dump Tackle (opérations) 5 180, 465

Durieux Benoit (colonel) 14, 15, 16, 17 118, 124, 180, 185, 190, 205, 224

Eagle Four Take Off (opération) 180

Eagles Attacks (opération) 180

Élément de Liaison et de Mentorat Opérationnel 42 60, 334, 449, 451, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475-477, 479, N4

Élément d'Observation 334

Émirat Islamique d'Afghanistan 4 19, 34, 203

Enduring Confidence (opération) 3 180, 469

Engin du Génie Rapide de Protection 3 180, 334

Engin Explosif Improvisé 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139 17, 21, 50, 60, 70, 76, 78, 81, 90, 96, 118-120, 123-124, 128, 131, 133, 145-146, 180, 189, 192, 195-198, 200-201, 203, 207, 211, 216, 220, 222-223, 324-326, 334, 443, 445, 449, 451, 457, 459, 461, 463, 473, 477

Engin multifonction d'aide au déploiement 92, 212, 334

Ensemble Technique d'Instruction au Sol 334

Epidote (opération) 11 60-61, 68, 73-75, 83, 126, 334, 441

Équipe de liaison et de mentorat opérationnel ou *Operational Mentoring and Liaison Team* 42 60, 334, 449, 451, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475-477, 479, N4

Équipe de reconstruction provinciale 6 334, 443, N129, N131, N133

Escadron de Reconnaissance et d'Investigation 93, 140-141, 334

Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 334

État Major de l'Armée de Terre 5 334, 455, 461

État Major des Armées 7, 8, 9 41, 334, 445, 455, 457, 469

Eternal Blacksmith (opérations) 4, 5 180, 469

Évacuation sanitaire 180, 334

Évêchés (opération) 94-95, 445

Explosive Ordnance Disposal (Élément Opérationnel de Déminage et de Dépollution) 5, 6, 7 91, 334

FAMAS 4 65, 118, 180

FELIN 4 138, 180, 334

Flynn Michaël (général) 57

Force de Réaction Rapide 21, 334

Force Internationale d'Assistance et de Sécurité 103, 104, 105, 106 17, 19, 36, 42, 44, 47, 49, 51-52, 60, 60-61, 66, 68, 71-75, 78, 81, 83-85, 87-88, 96, 118, 121, 123, 125-126, 131, 142, 180, 200, 215, 221, 331, 334, 440-441, 443-445, 449, 451, 455, 459, 463, 465, 473, 475, 477, 479, 481, N119, N131, N133, N134, N135, N149, N171

Forces spéciales 334

Forgeron (opération) 214-215, 463

Forward Operating Base ou Base Opérationnelle Avancée 78, 79, 80, 81, 82 60, 118, 130, 132, 139-141, 144, 180, 187-188, 205-207, 211-212, 221-222, 327, 334, 449, 455, 457, 459, 461, 465, 467, 471, 475, 477, 479, 481

Fouille opérationnelle complémentaire 4 128, 334, 463

Fouille opérationnelle spécialisée 118, 128, 224, 334, 455

François Hollande 13 19, 40, 42, 180, 477, 479, N1, N89

French Touch 3 121, 324

Friendly Fox (opération) 118, 459

Fusion Cell 3 189, 224

Gardy Bruno (colonel) 180, 467

Gaze Sufla 180

Gaze Ulya 118, 180

Génie 44, 45, 46, 47, 48 61, 65, 69, 91, 180, 334, 440-441, 444, N6, N7

Ghain Bala 180

Glaive (opération) 143, 455

Go Fast (opération) 3 180, 471

Goisque Jérôme (colonel) 221

Gouriou Yvan (colonel) 180

Government of the Islamic Republic of Afghanistan (gouvernement de la république islamique d'Afghanistan) 1

Grand Duc (opération) 3 118, 457

Green Orange Check (opérations) 3 180, 465

Green Stork (opération) 9 180, 473, 477, 479

Gregale (opération) 214, 461

Gros Didier (colonel) 180

Groupe d'Intervention NEDEX 2 334

Groupement Commando de Montagne 4, 5 60, 192, 334

Groupement Commando Parachutiste 60, 192, 334

Groupement interarmées des Actions Civilo-Militaires 2 334

Groupement Tactique Interarmes 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 191, 334, 455

Guérilla 26 20-21, 24, 60, 60, 76-77, 87, 118-119, 124, 130, 196, 198, 202, 323, 326-327, 334

Guillaud Édouard (amiral) 41, 137, 180, 461, 463, 467, 469, 471, 476-477, 479

Gwan (base opérationnelle avancée) 14, 15, 16, 17, 18 180, 214, 334, 476

Gyrfalcon (opération) 180, 475, 479, 481

Haberey Gilles (colonel) 7 180, 481

Hand Off (opérations) 180, 465

Hautecloque-Raysz (de) Éric (général) 180, 477

Hekmatyar Gulbuddin 33, 46, 60, 132, 196

Helmand 15 24, 50, 56, 60, 126, 334, 461, N174

Héluin Bruno (colonel) 180, 467

Héraclès (opération) 28, 29, 30 61, 63-64, 329, 334

Hermès (BG) 34, 35, 36, 37, 38 180, 217, 463, 465, 467

Hermès Burrow (opération) 180

Hermès Medusa (opération) 3 180, 467

Hermès South Cross (opération) 180, 463

Hermès Square (opération) 3, 4 180, 465

Hezb-Islami Gulbuddin Ekmatyar 60, 196, 334

Highway 7 142, 180, 475

Highway Men (opération) 3 118, 459

Hogard Jean-François 75, 180, 467, 471

Home Made Explosive 2 334

Hot Spot 118

Hunting Spear (opération) 12 180, 475-477, 479, 481

Improvised Explosive Device 16 326, 334, 463, 471, N143

Incudine (opération) 7, 8 217-218, 221, 334, 463

Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire 5 334

Insurgés 334, 455

Insurrection 467

Jacques Chirac 12, 13 38, 41, 60, 63, 68, 75, 440-441, 443, N137

Jalalabad (exercice) 24, 118, 142, 481

Jalokhel 11 180, 208, 465, 471

Jegdalay 118, 132, 143, 180, 205, 225

Joint Prioritized Effects List (liste d'ennemis prioritaires) 180, 334

Joint Terminal Attack Controller (contrôleur d'appui aérien) 334

Journalistes 34, 118, 137, 180, 207, 210, 330, 459, 461, 465, 467, 471, N104, N170

Kaboul 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168 17, 22-23, 25, 30-31, 33, 37, 46, 48, 56, 60, 60, 63, 66-67, 70, 72, 74-75, 77-79, 81, 83-85, 87-88, 91, 93-95, 97, 118, 120-121, 124-126, 130, 135, 137, 140-141, 145, 180, 191, 203, 207, 210, 215, 323-324, 334, 440-441, 443-445, 449, 451, 455, 457, 459, 461, 463, 467, 469, 471, 475, 477, 481, N171

Kaboul International Airport 79, 334

Kaboul Multinational Brigade (ou BMNK) 3, 4 334, 444

Kandahar 22 25, 33, 46, 48, 58, 60, 64, 69, 74, 120, 126, 180, 334, 455, 457

Kandak 47, 48, 49, 50, 51, 52 60, 118, 180, 334, 461, 463, 469, 473, 475-477, 479, 481

Kapisa 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199 59, 118, 122, 124, 126-127, 130-131, 140, 146, 180, 187, 190-191, 195-196, 200, 202, 204, 206, 210, 216-217, 221, 223, 225, 323, 326, 328, 330, 334, 455, 457, 459, 461, 463, 467, 469, 471, 473, 476-477, 479, 481

Kapisa utile (notion) 180

Karzaï Hamid 23, 24 37, 46, 48, 50-51, 57-58, 68-69, 87, 89, 124, 180, 441, 444, 455, 459, 469, 475, N137

Ki Hoa (opérations) 3 180, 467

Kohe-Safi 2 180

Kora 147, 180, 455

Korghal 180

Korrigan (TF) 31, 32, 33, 34 118, 124, 334, 459

Krapi 180

Kunduz 23, 25, 27, 56, 83, 443, N126, N133

Lance Roquette Antichar 180, 334

Landakhel 180, 455, 457, 471

Légion étrangère 6, 7, 8 60, 118, 193

Le Nen Nicolas (colonel) 6 67, 118, 124

Lionel Jospin 38-39, 63, N83

Lion Thierry (colonel) 79

Lisbonne (conférence) 58, 180-181, 330, 467

Lockhart Jérôme (colonel) 84

Longuet Gérard (ministre de la Défense) 4 180, 469, 476

Loya Jirga 11 48, 50, 69, 82, 84, 180, 441, 444, 475

Main Supply Road 4, 5 180, 334, 455

Mallassinet Christophe (lieutenant-colonel) 119

Man-Portable Air-Defense Systems (missile sol-air) 2 334

Marill Jean-Marc (colonel) 67

Marine Warm Up (opération) 2 465

Marisy (de) Guillaume (colonel) 60

Matériel aérotransportable de traitement de l'eau modulaire 69, 334

Maurin Emmanuel (général) 180, 471, 473

MB2A 4 180, 473

McChrystal Stanley (général) 12 56, 118, 180, 185, 215, 221, 334, 459, 463, N177

McKiernan Daniel (général) 56, 123, 125, 455, 459

Mesmay (de) Michel (colonel) 180, 217, 465

Methar Lam 118, 142, 180, 217-218, 225

Mikado (stratégie) 118, 124

Mikhel (opération) 180

Military Commission Act 43

Military Search 60, 97, 451

Mille Sabords (opération) 3 118, 459

Mines explosifs 5, 6, 7 78, 91, 95, 334

Mise en Condition avant Projection 3 139, 334

Mobayan 180

Mollah Omar 34, 47, 51

Montevideo (opération) 2 180

Morel Philippe (colonel) 84

Morin Jean-François (colonel) 60, 121, 137, 180, 451, 455, 459, 465, 467

Moudjahidines 31, 33, 202

Moyen de Défense Rapproché 4 180, 334

Moyen polyvalent du génie 19, 20 69-70, 92, 94, 118, 129, 180, 212-213, 334

Munitions explosifs 326, 334

Mushtarak (opération) 57, 461

Naghlu 118, 180, 469, 471, 481

Navy Seals 90, N110

Nawrozkhel 180

NDS (opération) 2 60

Neutralisation Destruction d'Explosif (démineurs spécialisés ou NEDEX-EOD) 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66 60, 65, 68, 71, 76, 78-79, 81, 85, 89-92, 96, 118, 120, 129, 145, 180, 192, 194-195, 205, 207, 216, 223, 325, 334, 443, 445, 449, 455, 461, 471

Nicolas Sarkozy 19, 20, 21, 22, 23 40, 60, 137, 180, 328, 451, 455, 471, 477, N88

Nijrab 51, 52, 53, 54, 55, 56 118, 127, 129-131, 180, 187-188, 190, 201, 207, 210, 216, 222, 327, 334, 455, 459, 469, 471, 473, 475-477, 481

Normandy Eagle (opérations) 180, 465

Nuyttens Guy (colonel) 71

Observation Post (poste d'observation) 180, 334

Octavina (opération) 118, 459

Office for Military Cooperation – Afghanistan 334

Office for Security Cooperation – Afghanistan 3 60, 334

Omakhel 180

Omid (radio) 189

Onyx (compagnie interarmes) 180

Opération Civilo-Militaires 5 334, 445

Opération d'Influence / Opération d'Information 189, 334

Opération Extérieure 7, 8 69, 334

Operationnal Command (commandement opérationnel) 334

Opérations Psychologiques 334

Opposing Militia Force(s) (milices adverses) 334

Oqab Behar (opération) 3 180, 471

Oqab Magnet(opération) 8, 9 60, 143, 180, 449, 455, 471

Orange Stork 5 180, 473, 477

Organisation des Nations Unies 17, 35, 37, 39, 42, 44, 46-49, 60, 63, 71, 75, 124, 180, 329, 334, 440-441, 443, N2, N75, N79, N105, N127

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93 17, 21, 36-37, 39, 48-49, 51, 55, 58, 60, 71, 74-75, 78, 83, 85, 87, 89, 91, 96, 118-120, 122, 124, 137, 140, 142, 180-181, 184, 199, 216, 327, 329-330, 334, 440-441, 443-445, 449, 451, 455, 465, 467, 473, 477, 479, 481, N134, N135, N147, N180

Organisation Non Gouvernementale 14, 15 49, 60, 70-71, 78, 85, 89, 91, 95, 324, 334, N146

Oussama Ben Laden 19, 34, 44, 47, 51, 58, 63, 180, 469, N104, N118

Pakistan 24, 27, 29-30, 32-33, 46-48, 51-52, 56, 60, 76, 122, 132, 142, 144, 180, 201, 210, 334, 459, 469, N13, N14, N15, N43

Palasset Jean-Pierre (général) 180, 473, 477

Pamir (opération) 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71 18, 22, 24, 60-61, 63-64, 66-67, 69, 71, 74-77, 79-80, 82, 84, 86, 88, 90, 93-96, 118-119, 124, 130, 140, 143, 180, 329, 334, 441, 443, 481

Perrin Jean-Pierre (colonel) 140, 142, 144, 334

Petraeus David (général) 9 54, 57, 180, 221, 334, 463, N158

Picardie (BG) 18 180, 475-477, 479

Pilley Vianey (colonel) 60

Pilum (opération) 144, 455

Play Off (opérations) 180

Point d'Appui Véhicule 3 222, 334

Police Nationale Afghane 26, 27, 28 60, 68, 89, 118, 143, 180, 186, 192, 216, 334, 473, 477

Poste de combat avancé 41, 42, 43, 44, 45, 46 118, 180, 194, 205, 211-212, 215-216, 218, 222, 457, 461, 463, 465, 471, 473, 476-477, 479, 481

Poste de combat avancé 46 2 180

Poste de Commandement 219-220, 334

Pot de miel (opération) 180

Promising Star (opération) 5, 6 180, 465

Py Jean-Louis (général) 5, 6 86-87, 89, 444

Qown 29

Quantum of Mercy (opération) 4 180, 471

Quinze-Deux (BG) 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37 180, 334, 473, 475

Rapier (opération) 4 180, 473

Raptor (BG) 35, 36, 37, 38 128, 180, 334, 451, 471, 473, 475

Rébellion 7 143, 180, 334, 457, N30, N160

Red Stork (opération) 180, 473

Régiment d'Artillerie 5, 6, 7, 8 118, 334, 461

Régiment d'Artillerie de Marine 4, 5, 6, 7, 8, 9 334, 459

Régiment d’artillerie parachutiste 7, 8, 9 118, 125, 135, 140, 334, 457

Régiment de Dragons Parachutistes 5 75, 118, 334, 459

Régiment de Hussard 7 86, 88, 334, 444-445

Régiment de Hussard Parachutiste 13, 14 60, 140, 180, 221, 334, 449, 451, 463

Régiment de Marche du Tchad 14, 15, 16 96, 118, 124, 131-132, 139-140, 334, 445, 449, 455

Régiment de spahis 3 66, 334

Régiment de Transmissions / Régiment du Train 7, 8 75, 211, 334, 461

Régiment d’hélicoptères de combat 118, 180, 334, 459, 461, 465, 467, 471, 475, 479, 481

Régiment d’Infanterie 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 86, 90, 118-119, 124, 180, 221, 332, 334, 445, 455, 457, 459, 465, 471, 473, 475, 477, 479

Régiment d’Infanterie Chars de Marine 4 180, 334, 467

Régiment d’infanterie de marine 49, 50, 51, 52 61, 64, 66-67, 84, 118, 180, 217, 334, 440-441, 444, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471

Régiment du Génie 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 60, 69, 72, 79, 82, 84, 86, 90, 93, 95-96, 118, 120, 124, 130, 139, 145, 180, 194, 216, 325-326, 332, 334, 444, 451, 455, 457, 459, 463, 465, 469, 471, 473

Régiment du Génie Parachutiste 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69 60-61, 66, 75-76, 118, 127, 130, 140, 144, 180, 205-206, 212, 216, 218, 222, 225, 326, 332, 334, 441, 449, 457, 469, 471, 473

Régiment Étranger de Génie 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86 60-61, 65, 67, 84, 88, 96, 118, 180, 197, 205-207, 212, 215, 222-223, 225, 326, 334, 440, 457, 459, 461, 463, 467, 475-476

Régiment Étranger d’Infanterie 88, 118, 124, 334, 445, 459

Régiment Étranger Parachutiste 27, 28, 29 180, 192, 196, 205, 208, 210, 213, 215-218, 220, 224, 334, 455, 461, 463, 473

Régiment Médical 334, 465

Régiment parachutiste d'infanterie de marine 45, 46, 47, 48, 49, 50 60, 75, 79, 88, 96, 118, 122, 124, 126-127, 129, 132, 135, 140-141, 143, 145-146, 180, 217, 325, 334, 443-445, 449, 455, 457

Renseignement d'Origine Humaine 334

Représentant de la France 5, 6, 7, 8 67, 72, 334, 443

Retour d'Expérience 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 334

Rétrocession 180

Reviers de Mauny (de) Hubert (colonel) 88

Richelieu (BG) 26, 27, 28 180, 467, 469, 471

Richoux Nicolas (colonel) 86

Road Clearance Company 3 476-477

Road Maintenance Team 14, 15, 16 96, 118, 124, 131-132, 139-140, 334, 445, 449, 455

Rocco (poste de combat avancé) 118, 180, 201, 205, 212, 219, 222, 457

Rocket Propelled Grenade (lance-roquette) 10, 11, 12 118, 147, 180, 198, 212, 215, 220, 328, 334

Rusty Hull (opération) 3 118, 459

Saint Antoine (mont) 213, 222

Saint Michel (mont) 3 145, 222

Sand Storm (opération) 3 118, 459

Scimitar (opération) 180, 477

Scorpion Guardian (opération) 3 180, 465

Seigle Rémi (colonel) 60

Sénétaire Renaud (colonel) 180, 471

Septentrion (opération) 118, 334, 459

Service d'Infrastructure de la Défense 22, 94, 118, 222, 327, 334, 445, N180

Shamshir (opération) 5, 6 180, 471

Shatoray 118, 180, 208

Sherkel (poste de combat avancé) 180

Shuna Bashuna 180

Shura 20, 21, 22, 23 118, 144, 180, 213, 216, 224, 455, 459, N46

Sinzai 180

Sous Groupement Tactique Interarmes 8, 9 191, 334

Spear Tackle (opérations) 5 180, 465, 467

Sper Kunday 13 118, 125, 132-133, 143, 180, 216, 219

Stairway (opération) 3 118, 459

State Building 48, 54, N165

Storm Lightning (opération) 4, 5 180, 467

Storm Rumbling Puebla (Opération) 3 180, 467

Sunny Days (opération) 118, 459

Surobi 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151 25, 59-60, 118, 122, 124-126, 132, 140, 142-143, 180, 187, 190-191, 195-196, 202, 205, 208, 210, 216, 221, 223-224, 323, 334, 449, 455, 459, 463, 465, 467, 469, 471, 475-477, 479

Sword (opération) 143, 334

Synapse (opération) 10, 11 211-212, 214, 222, 327, 461

Système d'Ouverture d'Itinéraire Miné 8, 9, 10, 11 118, 145, 180, 194, 211, 334, 459

Tachakor (opération) 3 60, 451

Tactical Command (Commandement tactique) 334

Taliban 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209 17-19, 30-31, 34-36, 39, 46-49, 51-53, 56, 59-60, 63-64, 70-71, 74-76, 81, 85, 87-88, 93, 118-121, 123, 125-126, 130-131, 134, 136, 140, 142-143, 145-146, 180, 189, 192, 194-203, 207, 209-210, 212, 215-216, 220-222, 324, 326, 329-330, 334, 455, 459, N177

Taliban Hill 3 180

Taponier Stéphane 118, 180

Tatarkhel 118, 180, 471

Techniques, Tactiques, Procédures 334

Terrorisme 27, 28 19-20, 35, 38, 42-43, 45, 47, 51, 55, 60, 60, 63, 118, 180, 334, N2, N69, N75, N102

Thunderbirds (TF) 180

Tiger II (BG) 25 180, 475-477

Tight Control (opération) 3 180, 469

Tireur d'Élite 180, 334

Tizin 18, 19 118, 132, 142-143, 180, 205, 225, 459, 476, 479

Tora (base opérationnelle avancée) 40, 41, 42, 43 34, 47, 60, 118, 132, 139-141, 144, 180, 187, 201, 205-206, 212, 221-222, 455, 459, 467, 479, N118

Transfert of lead Security responsibility 2 334

Troop In Contact (Accrochage) 2 334

Unexploded Ordnances 2 334

Union des Républiques Socialistes Soviétiques 21, 32-33, 334, N61, N64

Unité de commandement et de logistique 72, 140-141, 334

Unité de recherche humaine 4 85, 88, 334

Unité mobile de traitement de l'eau 69, 334

Up and Under (opérations) 180, 465

Uzbin 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66 40, 53, 60, 118, 125, 131-133, 136, 139, 142-143, 180, 196, 205, 210, 216-217, 219, 225, 451, 455, 457, 459, 463, 465, 469

vallée d'Alasay 31, 32 57, 118, 147, 180, 215, 469, 471, 473, 476-477

vallée de Bédraou 118, 180, 212, 215-216, 455, 465

Valley Flood (opération) 180, 476

Véhicule articulé chenillé (ou VHM) 118, 334, 455

Véhicule Blindé de Combat de l'Infanterie 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 123, 139, 180, 221, 334, 455, 463

Véhicule blindé léger 60, 65, 91, 95, 334, 457

Véhicule blindé léger long 92, 334

Véhicule de l'avant blindé 61, 62, 63, 64, 65 60, 65, 67, 75, 92, 95, 118, 132, 138, 180, 193-194, 208-209, 211, 216, 220, 325, 334, 449, 457, 459, 463, 467, 481

Véhicule haute mobilité 118, 334

Véhicule léger de reconnaissance et d'appui 65, 92, 334

Vermont 40, 41, 42 118, 130, 180, 185, 190, 196, 210, 221, 330, 463, 469

Vert contre bleu (*Green on Blue*) 4 59, 180

Wadi 118, 180, 200, 213

Warehouse 24 60, 118, 140-141, 180, 449, 451, 455, 459, 477, 481

Weapon Intelligence Team 3 129, 334

White Stork (opération) 180

Wild Geese (BG) 19 180, 479, 481

Wolverine 180

World Trade Center 19, 34-35, 440

Yakhdand 180

Yellow Stork (opération) 180, 477

YMCA (opération) 60

Zamraï (général – ANA) 118, 214, 216

La Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) est une direction du ministère de la défense, placée sous l'autorité du secrétaire général de ce ministère. La DMPA a notamment en charge la politique culturelle du ministère au travers des collections de ses musées, de ses services d'archives et de ses bibliothèques. Elle détermine et finance les actions nécessaires à la gestion et à la valorisation de ce riche patrimoine. C'est dans cette perspective que la DMPA développe également une politique de publication et de soutien aux productions audiovisuelles permettant à un large public de découvrir l'histoire et le patrimoine du ministère de la défense.

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, Cédric Lewandowski, directeur de cabinet, Gaëtan Bruel, conseiller culture,
Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration, Myriam Achari, directrice de la mémoire, du patrimoine et des archives.

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions
sur notre site www.cnrseditions.fr